

**Convention sur la conservation des espèces
migratrices appartenant à la faune sauvage**



Secrétariat de la Convention
Bonn, Allemagne

**Compte rendu intégral
de la septième session
de la Conférence
des Parties**

Bonn, Allemagne
18 - 24 septembre 2002



**Convention sur la conservation
des espèces migratrices
appartenant à la faune sauvage**

**Compte rendu intégral
de la septième session de la
Conférence des Parties**

**Bonn, Allemagne
18 - 24 septembre 2002**

Secrétariat de la Convention

Secrétariat PNUE/CMS
United Nations Premises in Bonn
Martin-Luther-King-Str. 8
D-53175 Bonn
Allemagne

TABLE DES MATIERES

| | |
|--------------------|---|
| Avant-propos | i |
|--------------------|---|

Partie I

| | |
|-------------------------------------------------------------------|---|
| Rapport de la septième session de la Conférence des Parties | 1 |
|-------------------------------------------------------------------|---|

Annexes

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. Liste des participants de la septième session de la COP | 61 |
| II. Règlement intérieur de la septième session de la COP | 97 |
| III. Ordre du jour de la septième session de la COP | 107 |
| IV. Liste des documents présentés à la septième session de la COP | 109 |
| V. Rapport du Comité permanent à sa 24 ^{ième} réunion..... | 115 |
| VI. Rapport du Comité permanent à sa 25 ^{ième} réunion | 119 |
| VII. Rapport de la Présidence du Conseil Scientifique | 121 |
| VIII. Rapport du Conseil Scientifique à sa 11 ^{ième} réunion | 125 |
| IX. Résolutions adoptées | 219 |
| X. Recommandations adoptées | 263 |
| XI. Espèces ajoutées aux annexes I et II | 279 |

Partie II

Déclarations liminaires

| | |
|-------------------------------------------------------------|-----|
| Déclarations liminaires à la Séance d'ouverture | 287 |
| Déclarations liminaires de Parties à la CMS | 309 |
| Déclarations liminaires de Non-Parties | 327 |
| Déclarations liminaires d'organisations observatrices | 361 |

Partie III

| | |
|------------------------------------------------------------------|------------------|
| Rapports nationaux des Parties sur l'application de la CMS | existe en CD Rom |
|------------------------------------------------------------------|------------------|

AVANT-PROPOS

La Conférence des Parties (COP), organe de décision de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), se réunit normalement à intervalles de 2,5 à 3 ans, à moins que la Conférence n'en décide autrement. Conformément à l'Article VII de la CMS, la COP a tenu sa septième session à l'invitation du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne à Bonn, Allemagne, du 18 au 24 septembre 2002.

La ville de Bonn est particulièrement significative pour la CMS. Le 23 juin 1979, le texte de la Convention a été signé à Bonn, d'où le nom de « Convention de Bonn ». En novembre 1984, à l'invitation du Gouvernement allemand, le Secrétariat de la CMS a été établi à Bonn où il est encore installé. L'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) a tenu sa deuxième réunion des Parties (25-27 septembre 2002) immédiatement après la COP à la CMS, comme ce fut déjà le cas au Cap, Afrique du Sud, en novembre 1999.

Le Secrétariat de la CMS a été particulièrement heureux que le nouvel Accord de Siège pour le Secrétariat de la Convention ait été signé par les représentants de la République Fédérale d'Allemagne, des Nations Unies et du Secrétariat de la CMS le matin de la journée d'ouverture officielle de la Conférence des Parties. Cette disposition s'appliquera également aux Secrétariats des Accords installés conjointement avec le Secrétariat de la CMS : AEWA, ASCOBANS et EUROBATS, à la demande des réunions de leurs Parties.

Les *Délibérations de la septième session de la Conférence des Parties* comprennent notamment le rapport de la session, les résolutions et les recommandations adoptées par la Conférence des Parties, ainsi que les rapports des réunions associées du Comité permanent et du Conseil scientifique de la CMS. Pour la première fois, les délibérations de la Conférence sont disponibles sur CD Rom. Outre les versions anglaise, espagnole et française des délibérations, le CD Rom contient les rapports nationaux qui, pour des raisons de taille, ne sont disponibles que sous forme électronique.

Les *Délibérations de la septième session de la Conférence des Parties* sont aussi disponibles sur papier en anglais, espagnol et français.

Arnulf Müller-Helmbrecht, Secrétaire exécutif
Bonn, Allemagne, mars 2003



Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage



Compte rendu intégral de la septième session de la Conférence des Parties: Partie I

RAPPORT DE LA SEPTIEME SESSION DE LA CONFERANCE DES PARTIES A LA CONVENTION SUR LA CONSERVATION DES ESPECES MIGRATRICES APPARTENANT A LA FAUNE SAUVAGE

Introduction

1. La septième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) s'est tenue au Centre international des Congrès, Bundeshaus, à Bonn, Allemagne, du 18 au 24 septembre 2002 à l'invitation du Gouvernement allemand.

I. PARTICIPATION

2. Les 80 Parties à la Convention ont toutes été invitées à participer à la session. Les 66 Etats ci-après étaient représentés :

| | | |
|-------------------------|-----------------------|----------------------|
| Albanie | Inde | République |
| Allemagne | Irlande | démocratique du |
| Arabie saoudite | Israël | Congo |
| Argentine | Italie | République tchèque |
| Australie | Jordanie | République-Unie de |
| Belgique | Kenya | Tanzanie |
| Bénin | Kirghizstan | Roumanie |
| Bulgarie | Lettonie | Royaume-Uni de |
| Burkina Faso | Lituanie | Grande- Bretagne et |
| Cameroun | Mali | d'Irlande du Nord |
| Chili | Maroc | Sao Tomé-et-Principe |
| Communauté européenne | Monaco | Sénégal |
| Congo | Mongolie | Slovaquie |
| Croatie | Niger | Slovénie |
| Danemark | Nigeria | Sri Lanka |
| Egypte | Norvège | Suède |
| Espagne | Nouvelle-Zélande | Suisse |
| Ex-République | Ouganda | Tchad |
| Yougoslave de Macédoine | Ouzbékistan | Togo |
| Finlande | Pakistan | Ukraine |
| France | Pays-Bas | Uruguay |
| Géorgie | Pérou | |
| Ghana | Philippines | |
| Guinée | Pologne | |
| Guinée-Bissau | Portugal | |
| Hongrie | République de Moldova | |

3. Les 38 Etats ci-après étaient représentés par des observateurs :

| | | |
|---------------------|---------------------------|-----------------------------|
| Arménie | Fédération de Russie | République Islamique d'Iran |
| Azerbaïdjan | Gabon | Rwanda |
| Bangladesh | Guinée équatoriale | Sainte Lucie |
| Brésil | Indonésie | Sierra Leone |
| Burundi | Italie | Soudan |
| Cambodge | Kazakhstan | Thaïlande |
| Cap Vert | Kirghizistan | Timor-Leste |
| Chine | Liban | Turkménistan |
| Comores | Liberia | Turquie |
| Côte d'Ivoire | Maurice | Viêt-Nam |
| Djibouti | Népal | Zambie |
| Equateur | République Arabe Syrienne | Zimbabwe |
| Emirats Arabes Unis | République Centrafricaine | |

4. Les organisations intergouvernementales et non-gouvernementales qui ont participé à la session en qualité d'observateurs figurent au paragraphe 28 ci-dessous. La liste des participants est jointe en Annexe I au rapport.

II. OUVERTURE DE LA SESSION ET ALLOCUTIONS DE BIENVENUE (Points 1 et 2)

5. La cérémonie d'ouverture commune de la septième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices et de la deuxième réunion des Parties à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) s'est tenue au Centre international des Congrès le mercredi 18 septembre à 9 h 30.

6. Des déclarations liminaires ont été prononcées par M. Jürgen Trittin, Ministre fédéral de l'Environnement, de la conservation de la nature et de la sûreté nucléaire d'Allemagne, Madame Bärbel Dieckmann, Maire de Bonn, M. Demetrio Ignacio, Sous-Secrétaire à l'Environnement et aux ressources naturelles des Philippines et Président du Comité permanent de la CMS, M. Youssouf Mungroo, Président du Comité technique de l'AEWA, M. Claude Martin, Directeur général du Fonds mondial pour la nature et représentant la communauté des organisations non-gouvernementales et M. Shafqat Kakakhel, Directeur exécutif adjoint du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, représentant le Directeur exécutif, M. Klaus Töpfer. M. Müller-Helmbrecht, Secrétaire exécutif de la CMS, a donné lecture d'un message à la Conférence de son Altesse Royale le Prince de Galles.

7. M. Trittin a souhaité la bienvenue à tous les participants à Bonn, siège du Secrétariat tant de la CMS que de l'AEWA et lieu où 38 pays avaient adopté la CMS en 1979. Il a déclaré que la migration saisonnière des animaux, en particulier des oiseaux, avait fasciné les hommes depuis des siècles. Il a indiqué que les changements climatiques constituaient une menace considérable envers les espèces migratrices et a ajouté que l'on devait tout faire pour freiner ces changements. C'est pourquoi le Gouvernement allemand avait adopté un ambitieux programme de protection contre les changements de climat et dépenserait plus de 500 millions d'euros au cours de la prochaine décennie à ce titre. La survenue des changements climatiques montrait qu'il était essentiel de coordonner la conservation de la nature à l'échelle mondiale.

8. M. Trittin a fait observer que les espèces migratrices étaient tributaires des pays en développement qui devaient également leur assurer un habitat et de la nourriture en quantité suffisante. Toutefois, on ne pouvait s'attendre à ce que des populations qui mouraient de faim laissent des aliments pour les animaux dans les champs ou respectent les lois anti-chasse. Il était indispensable que se concrétise l'engagement pris lors du Sommet mondial pour le développement durable, tenu à Johannesburg, de diminuer de moitié le nombre des populations démunies d'ici à 2015. Il a fait savoir que l'Allemagne ainsi que les pays membres de

l'Union européenne contribuait à la reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) qui aurait approximativement 3 milliards de dollars des EU à dépenser au cours de la période 2004-2008. Un des projets prometteurs du FEM était le réseau d'habitat pour les oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie élaboré en tant que projet commun de l'AEWA et de Ramsar. Le Ministre a promis de fournir une somme supplémentaire d'un million de dollars des EU au budget des Ministères en tant que contribution volontaire pour la période principale du projet 2004-2008.

9. Madame Dieckmann a déclaré qu'elle était fière que les deux réunions se déroulent à Bonn, rappelant que la CMS avait été fondée et signée à Bonn il y avait de cela 23 ans. Elle s'est félicitée que le musée Alexander Koenig et le Centre pour le développement de la recherche de l'Université de Bonn aient mis au point le Registre mondial des espèces migratrices (GROMS) et de ce que le Ministère allemand de l'Environnement remettrait le Registre au Secrétariat de la CMS à l'occasion de la Conférence. Elle a relevé que le nombre des organismes des Nations Unies à Bonn demeurait faible mais n'en était pas moins en augmentation. Conformément à un accord signé en présence du Secrétaire général des Nations Unies, un complexe dans lequel seraient regroupés tous les organismes des Nations Unies à Bonn devait être créé au voisinage des installations pour réunions extraordinaires que l'ex-Parlement allemand fournissait.

10. M. Ignacio a remercié le Gouvernement allemand pour l'appui qu'il a apporté à la CMS au fil des ans. La Convention avait considérablement évolué au cours des deux dernières décennies, notamment au cours des trois dernières années, avec l'adhésion de près de 100 pays à la CMS et à ses Accords. Evoquant la situation de son pays d'origine, il a dit que les Philippines occupaient le huitième rang mondial en matière de biodiversité et comptait 85 zones protégées, dont beaucoup étaient des zones de passage pour les espèces migratrices. Son pays avait, de concert avec la Malaisie, créé une zone protégée autour des îles Tortue. Chaque pays obtenait de petites victoires de ce genre qui, toutes mises ensemble, représentaient une grande victoire.

11. M. Mungroo a déclaré que le nombre croissant des Parties attestait à l'évidence que le rôle important que jouait la CMS et l'AEWA était de plus en plus reconnu. Le nombre des Parties à l'AEWA avait doublé depuis la première réunion des Parties en 1999. En sa qualité de Président du Comité technique de l'AEWA, il priait instamment tous les Etats de l'aire de répartition couverts par la CMS et l'AEWA d'adhérer à ces instruments dès que possible.

12. M. Claude Martin, parlant au nom de la communauté mondiale des ONG, a indiqué que la CMS entretenait une coopération fructueuse avec les organisations non-gouvernementales. Le fait que la CMS reconnaissait explicitement le rôle et la contribution des ONG dans l'accomplissement de sa mission et de celle de l'AEWA ainsi que d'autres Accords a été bien accueilli. Il a noté que la réunion actuelle se tenait deux semaines après la fin du Sommet mondial pour le développement durable qui s'était déroulé à Johannesburg, sommet que nombre d'organisations non-gouvernementales avaient qualifié de décevant. En revanche, l'aspect positif était qu'on avait assisté au cours du Sommet de Johannesburg à la formation de nouvelles initiatives et alliances transfrontalières et intersectorielles entre les organisations non-gouvernementales. Il était temps que les gouvernements envisagent sérieusement d'investir des fonds dans l'environnement. La reconstitution du FEM y aiderait, mais il était également important de doter les secrétariats des conventions environnementales des ressources de base. Ces secrétariats ne pourraient être opérants que si on leur donnait les moyens financiers nécessaires.

13. M. Kakakhel s'est félicité de la signature de l'Accord de Siège entre la CMS et le Gouvernement allemand. Il a déclaré que la réunion en cours était la première occasion qui s'offrait à la communauté internationale de saisir l'élan suscité au Sommet de Johannesburg et qu'il importait que la CMS apporte une contribution à la réalisation de tous les objectifs assignés lors de ce sommet. La CMS aidait également à atteindre l'objectif consistant à relier la pauvreté à la question de la conservation et de l'exploitation durable des espèces. Il a souligné la nécessité d'une collaboration entre les organismes internationaux œuvrant dans des domaines connexes, notamment la CMS et la CITES. La CMS s'employait à rattacher les technologies de l'information à la gestion de l'information et, de concert avec le PNUE, avait été un ferme initiateur de l'harmonisation de la communication des données et de la gestion des informations s'agissant des accords de

portée mondiale liés à la diversité biologique. Il avait été fait état des premiers résultats de ces efforts à la réunion, mais un appui financier s'avérait nécessaire pour créer les synergies tant requises au sein du système multilatéral.

14. M. Müller-Helmbrecht a donné lecture d'un message de Son Altesse Royale le Prince de Galles dans lequel il notait que la CMS avait été un des premiers accords à s'intéresser à la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et à jouer un rôle majeur dans le soutien de la base naturelle de la vie humaine. C'est pourquoi, il fallait apporter un appui sans réserve à la CMS. Beaucoup avait été fait en 20 ans, depuis que la CMS avait été créée. L'Accord sur la conservation des phoques dans la mer Wadden en était un exemple et il jouait une fois de plus un rôle capital en aidant à lutter contre les ravages de la maladie qui affectait régulièrement les phoques dans la mer Wadden. L'élaboration de cet accord ainsi que d'autres dans l'intérêt des mammifères, chauve-souris et oiseaux - se rapportant aux espèces migratrices qui étaient aussi bien menacées que non menacées d'extinction - était largement au crédit de la Convention. L'action de la CMS était d'une importance vitale pour tous ceux qui avaient à cœur le bien-être de la planète. Le Prince Charles a lancé un vibrant appel à la communauté internationale, aux Etats de l'aire de répartition et aux autres pays ayant des flottes de pêche concernées pour qu'ils ratifient et mettent en œuvre dès que possible l'Accord sur la conservation des albatros et pétrels (ACAP).

15. La 1^{ère} séance plénière de la septième session de la Conférence des Parties à la CMS a été ouverte le mercredi 18 septembre par M. Ignacio qui, en sa qualité de Président du Comité permanent, faisait également office de Président temporaire de la réunion en attendant que la Conférence des Parties élise le Bureau de la septième session.

III. ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR (Point 3)

16. M. Ignacio a informé la Conférence que le Comité permanent s'était réuni immédiatement avant la session de la Conférence des Parties pour examiner le règlement intérieur provisoire de la réunion (UNEP/CMS/Conf.7.4 (Rev.1)) et qu'il avait présenté un rapport à ce sujet (UNEP/CMS/StC24/Doc.2 et Corr. 1). Aucun amendement de fond n'avait été apporté au règlement intérieur provisoire depuis la sixième session de la Conférence des Parties tenue au Cap en novembre 1999.

17. Le Secrétaire exécutif adjoint a appelé l'attention tout particulièrement sur la règle 14 (2), disposant que :

« Les représentants des Parties qui ont un retard de trois ans ou plus dans le versement de leur contribution à la date de la séance d'ouverture de la session de la Conférence des Parties ne sont pas autorisés à voter. Cependant, la Conférence des Parties pourrait autoriser telle Partie à continuer d'exercer son droit de vote s'il s'avère que le retard de paiement est dû à des circonstances exceptionnelles et inévitables, et cette Partie recevra l'avis du Comité permanent à ce sujet. »

18. Le Secrétaire exécutif adjoint a souligné que le paragraphe 13 de la Résolution 6.8 de la Conférence des Parties avait dûment averti les Parties que la règle 14 (2) sur le retrait du droit de vote serait strictement appliquée à la présente session. Au 31 août 2002, les pays suivants devaient des arriérés de contributions portant sur plus de trois ans : Argentine, Burkina Faso, Cameroun, Géorgie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Ouganda, Ouzbékistan, Paraguay, République démocratique du Congo, Sénégal, Somalie et Togo.¹

19. Le Secrétaire exécutif a informé la Conférence qu'une lettre avait été envoyée trois mois auparavant aux pays qui devaient des arriérés de contributions, leur donnant jusqu'au 15 août pour répondre. Une seule réponse avait été reçue, celle du Gouvernement argentin dans laquelle celui-ci expliquait que son pays traversait une grave crise économique. Le Comité permanent avait convenu à l'unanimité que les

¹ Le Secrétariat a vérifié ultérieurement que l'Argentine, le Nigeria, l'Ouganda et le Togo devaient être éliminés de la liste.

circonstances dans le cas de l'Argentine étaient exceptionnelles et inévitables et il avait recommandé que la Conférence des Parties permette à ce pays d'exercer son droit de vote, étant entendu que l'Argentine effectuerait un paiement partiel en 2003 en signe de bonne volonté.

20. La Conférence a accepté la recommandation du Comité permanent dans le cas de l'Argentine. Le représentant de l'Argentine a exprimé ses remerciements et informé la Conférence qu'il transmettrait à son Gouvernement la recommandation du Comité permanent concernant un paiement partiel en 2003. Il a souligné que l'Argentine accordait une importance fondamentale aux travaux de conservation qu'elle avait entrepris dans le cadre de la CMS et qu'elle poursuivrait ces travaux.

21. Aux doutes exprimés par les représentants de l'Argentine et du Chili quant à l'adéquation de la règle 14 (2) pour établir une sanction qui n'était pas prévue dans la Convention, le Secrétaire exécutif a répondu que les dispositions analogues d'autres conventions étaient encore plus strictes. De même, un certain nombre de Parties dans ce cas avaient bénéficié dans le passé d'une annulation de leurs arriérés de contributions.

22. Le représentant du Togo a déclaré qu'il contestait la période sur laquelle portaient les arriérés dus par son pays et il a rappelé qu'une lettre avait été adressée au Secrétariat au sujet de ces arriérés par le Ministère togolais compétent en la matière. Le représentant du Nigeria a fait valoir qu'il avait en sa possession des pièces justificatives prouvant qu'un transfert avait été effectué. Ces deux pays ont demandé à être autorisés à exercer leur droit de vote. Le représentant de la République démocratique du Congo a affirmé, pour sa part, que son pays ne manquait pas de bonne volonté. Le Secrétaire exécutif a expliqué que pour des raisons pratiques il n'était pas possible de confirmer immédiatement si les contributions de ces pays avaient été reçues ou non et il a suggéré que les Parties dont le versement des contributions avait été confirmé par le Secrétariat avant tout vote, conformément aux termes de la règle 14 (2), soient autorisées à exercer leur droit de vote. Sa suggestion a été acceptée.

23. Le règlement intérieur, y compris la règle 14 (2), a été adopté et figure à l'Annexe II.

IV. ELECTION DES MEMBRES DU BUREAU (Point 4)

24. La Conférence a élu par acclamation les membres du Bureau ci-après :

| | |
|------------------|--------------------------------------|
| Présidente : | Mme Gila Altmann (Allemagne) |
| Vice-Président : | M. Demetrio L. Ignacio (Philippines) |

25. Conformément à la règle 5 (2) du règlement intérieur, le Président du Comité plénier exerce également les fonctions de Vice-Président de la réunion. La Conférence a également élu par acclamation M. Imeh Okopido (Nigeria) au poste de Vice-Président du Comité plénier.

V. ADOPTION DE L'ORDRE JOUR ET CALENDRIER DES TRAVAUX (Point 5)

26. La Conférence a adopté l'ordre du jour provisoire distribué sous la cote UNEP/CMS/Conf.7.1 (Rev.1) reproduit dans l'Annexe III au présent rapport. Une liste de tous les documents dont la Conférence était saisie figure à l'Annexe IV.

VI. ETABLISSEMENT DU COMITE CHARGE DE LA VERIFICATION DES POUVOIRS ET DE COMITES DE SESSION (Point 6)

27. Conformément à la règle 3 (3) de son règlement intérieur, la Conférence des Parties a constitué, à sa 1^{ère} séance plénière, un Comité de vérification des pouvoirs et elle a élu par acclamation, pour être membres du Comité, les représentants de l'Arabie Saoudite, du Chili, de l'Egypte, du Royaume-Uni de Grande

Bretagne et l'Irlande du Nord et de la Slovénie. Le Président a demandé au Comité de vérification des pouvoirs d'élire son Président parmi ses membres.

VII. ADMISSION DES OBSERVATEURS (Point 7)

28. La réunion a pris note de la présence des six Conseillers scientifiques experts désignés par la Conférence des Parties et un certain nombre d'organisations intergouvernementales. Les organisations intergouvernementales ainsi que les organisations non-gouvernementales nationales et internationales ci-après, remplissant les critères énoncés au paragraphe 9 de l'Article VII de la Convention, ont été admises à assister à la réunion en qualité d'observateurs :

(a) Organisations intergouvernementales : Secrétariat intérimaire de l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels (ACAP), Secrétariat de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA), Secrétariat de l'Accord sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone atlantique adjacente (ACCOBAMS), Secrétariat de l'Accord sur la conservation des chauves-souris en Europe (EUROBATS), Secrétariat de l'Accord sur la conservation des phoques de la mer de Wadden, Secrétariat de l'Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord (ASCOBANS), Commission pour la conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique (CCAMLR), Secrétariat commun de la mer de Wadden, Convention sur la conservation de la vie sauvage et des habitats naturels en Europe (Convention de Berne), Convention sur les zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitat des oiseaux d'eau (Convention Ramsar), Conseil de l'Europe, Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine (CBI), Conseil international de la législation sur l'environnement, Centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées (CAR/ASP), Secrétariat du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), Centre mondial du PNUE pour la surveillance de la conservation (PNUE-CMSC) et Union mondiale pour la nature (UICN) ;.

(b) Organisations non-gouvernementales internationales : Birdlife International, European Natural Heritage Fund (Euronatur), Fédération des associations de l'Union européenne pour la chasse et la conservation (FACE), Fonds mondial pour la nature, Société humaine internationale, Conseil international pour la conservation du gibier et de la vie sauvage (CIC), Fonds international pour le bien-être des animaux (IFAW), Union mondiale pour la nature (UICN), Snow Leopard Trust, Wetlands International, Société pour la conservation des baleines et des dauphins (WDCS), Fondation pour la protection du chameau sauvage et World Wide Fund for Nature (International, WWF) ;

(c) Organisations non-gouvernementales nationales : Société zoologique de Francfort (Zoologische Gesellschaft Frankfurt, ZGF), Société allemande pour la conservation du dauphin (Gesellschaft zur Rettung der Delphine, GRD), Association allemande des chasseurs (Deutscher Jagdschutz-Verband, DJV) et Société pour la conservation de l'oie naine.

VIII. DECLARATIONS LIMINAIRES (Point 8)

29. Le Président a rappelé qu'il avait été convenu que les déclarations liminaires ne seraient pas présentées oralement mais soumises par écrit pour pouvoir être distribuées puis consignées dans le rapport de la réunion. Les déclarations liminaires figurent dans la Partie II du compte rendu sans modification.

30. Le Président a invité les observateurs des pays non-membres qui avaient manifesté l'intention de souscrire à la Convention, ou qui envisageaient de le faire, d'indiquer dans quelle mesure ils avaient progressé et de préciser leurs intentions.

31. L'observateur de l'Arménie a déclaré que l'adhésion de son pays à la Convention en qualité de membre était envisagée et que son Gouvernement informerait le Secrétariat de sa décision dans le courant de

2003. L'observateur du Bangladesh a déclaré que son pays espérait adhérer à la Convention avant 24 septembre 2002. L'observateur de la Côte d'Ivoire a dit qu'il restait seulement pour déposer l'instrument de ratification qui devrait avoir lieu dans un mois. L'observateur de Djibouti a annoncé que son pays comptait ratifier la Convention dans les semaines ou les mois à venir. L'observateur d'Indonésie a annoncé que des consultations internes étaient en cours mais qu'il était incapable de donner une estimation du temps qu'elles prendraient. L'observateur du Népal a déclaré que des documents étaient en cours de préparation et que son pays devrait adhérer à la Convention avant la huitième session de la Conférence des Parties. L'observateur de Sierra Leone a annoncé que son pays comptait souscrire à la Convention dès que possible, en tous les cas avant la huitième session de la Conférence des Parties. L'observateur du Vietnam a déclaré que son pays comptait devenir Partie à la Convention dès que possible, avant la huitième session de la Conférence des Parties au plus tard.

32. A la sixième séance du Comité plénier, le représentant de l'Uruguay a informé la réunion qu'étant donné la situation économique actuelle de son pays l'Uruguay n'était pas en mesure de conclure un accord quel qu'il soit qui demanderait le paiement de contributions. Le processus de ratification d'ACAP avait donc été malheureusement interrompu.

33. 33. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a prié instamment les signataires d'ACAP de ratifier l'accord et de s'assurer de sa mise en vigueur dès que possible.

34. La Conférence a accueilli les nouveaux pays membres devenus Parties à la Convention depuis la sixième session, à savoir : Chypre, Congo, Croatie, Gambie, Géorgie, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Lituanie, Malte, Nouvelle-Zélande, Ouganda, République de Moldova, Sao Tomé-et-Principe et Tadjikistan. Le Secrétariat a ajouté que la Bolivie comptait déposer son instrument de ratification très prochainement.

IX. RAPPORTS (Point 9)

A. Secrétariat

35. A sa 2ème séance plénière, le 18 septembre, la Conférence des Parties a abordé l'examen du point 9 de son ordre du jour.

36. Le Secrétaire exécutif, M. Arnulf Müller-Helmbrecht, a présenté le rapport du Secrétariat sur ses travaux depuis la sixième session de la Conférence des Parties (UNEP/CMS/Conf.7.5.1), remerciant le Ministère allemand des Affaires étrangères pour son rôle en tant que Dépositaire de la Convention et notant le concours apporté par le Ministère pour le recrutement de personnel grâce à ses contacts avec les gouvernements de pays non-Parties au niveau diplomatique. Il a souligné également les efforts du Ministère de l'Environnement pour encourager les Etats à adhérer à la CMS et aux Accords qui y sont associés.

37. Le Secrétaire exécutif a annoncé que le Secrétariat comptait, ainsi que d'autres organisations des Nations Unies sises à Bonn, occuper dans les années à venir de nouveaux locaux situés dans le complexe du Parlement à Bonn qui doit devenir un important centre international de conférences. Il a souligné également le soutien permanent accordé aux Secrétariats de la Convention et des Accords qui y sont associés sans parler de l'accueil accordé à la session actuelle de la Conférence des Parties à la CMS et à la réunion des Parties à l'AEWA. Il a attiré l'attention sur la signature de l'Accord de Siège par le Ministre fédéral de l'Environnement, de la conservation de la nature et de la sûreté nucléaire, par le Directeur exécutif adjoint du PNUE, par un représentant du Ministère allemand des Affaires étrangères et par le Secrétaire exécutif de la Convention. Il a noté que la structure et les travaux du Secrétariat avaient évolué par suite de l'intégration des secrétariats de l'AEWA, de l'ASCOBANS et d'EUROBATS. Résumant un certain nombre de changements intervenus au niveau des effectifs du Secrétariat, le Secrétaire exécutif a souligné que le personnel du Secrétariat avait en fait numériquement diminué pendant la période couverte par le rapport. La Conférence a pris note du rapport du Secrétariat.

B. Comité permanent

38. Le Président du Comité permanent, M. Demetrio Ignacio, a présenté un rapport sur les travaux de la 24^{ème} réunion du Comité permanent (UNEP/CMS/StC24/Doc.2 et Corr.1), qui figure dans l'Annexe V au présent document, avec un résumé oral des activités du Comité depuis la sixième session de la Conférence des Parties. Il a déclaré que la Convention avait marqué un progrès dans son partenariat avec la Convention sur la diversité biologique (CDB) lorsque la sixième réunion de la Conférence des Parties à la CDB a reconnu la CMS comme son partenaire chef de file en matière de conservation et d'utilisation durable des espèces migratrices. La CMS, à son tour, avait reconnu le soutien actif d'organisations non-gouvernementales, telles que BirdLife International et Wetlands International, qui avaient été invitées à assister aux réunions du Comité permanent en tant qu'observateurs. Le Comité permanent avait apporté son concours à la mise au point définitive du nouvel Accord de Siège. Pour encourager davantage de pays en développement à participer aux réunions, le Comité avait relevé le seuil d'assistance au titre des frais de voyage, de ce fait, six autres pays pouvaient désormais prétendre à une assistance. S'agissant du Plan stratégique pour la période 2000-2005, un groupe de travail en poursuivait le réexamen.

39. Suite à la clôture de la septième session de la Conférence des Parties, le Comité permanent a tenu une brève réunion. Le rapport de la 25^{ème} réunion du Comité figure dans l'Annexe VI au présent document.

C. Conseil scientifique

40. Le Président du Conseil scientifique, M. Colin Galbraith, a donné un compte rendu résumé des travaux du Conseil scientifique depuis la sixième session de la Conférence des Parties (UNEP/CMS/Conf.7.5.3) qui figure dans l'Annexe VII au présent document. Ce compte-rendu était destiné à accompagner le rapport de la onzième réunion du Conseil scientifique (UNEP/CMS/Conf. 7.17) qui est reproduit à l'Annexe VIII au présent document. Il a ajouté que d'autres documents sur les travaux du Conseil seraient soumis à la réunion en cours.

41. A la 5^{ème} séance plénière, il a été annoncé que le rapport du Conseil scientifique était disponible. Le Président du Conseil a déclaré que le Conseil s'était réuni pendant trois jours et demi et que le rapport était un compte rendu général de la réunion. Il a ajouté que le fait de tenir la réunion du Conseil immédiatement avant la Conférence des Parties sans aucune interruption présentait des difficultés du fait d'avoir un rapport disponible au début de la conférence.

42. Le Président du Conseil a fait savoir à la Conférence des Parties qu'en évaluant les espèces en vue de leur inscription sur les listes des Annexes le Conseil avait strictement appliqué des principes scientifiques. Dans le cas de certaines baleines, il a souligné que la raison pour laquelle le Conseil n'avait pas pu appuyer les propositions visant à ajouter ces espèces aux Annexes, c'était parce qu'il existait des lacunes dans les données et renseignements disponibles, et qu'il ne fallait pas pour autant en conclure que le Conseil ne se souciait guère de ces espèces. Le Conseil scientifique avait pris note du besoin d'effectuer de nouvelles recherches et d'intensifier la collaboration, ce qui pourrait conduire à une action dans le futur.

43. Le Conseil scientifique était heureux d'améliorer son efficacité par des contacts entre les sessions, dont des téléconférences régulières et des réunions régionales préparatoires. Si le coût de ces changements ne pouvait être supporté par le budget propre de la CMS, le Président du Conseil a ajouté que des contributions volontaires devraient être recherchées.

D. Dépositaire

44. Le représentant du Dépositaire a noté qu'un certain nombre de documents dont avait été saisie la Conférence contenaient des références à des activités entreprises par le Dépositaire. Il a souligné trois principaux domaines d'activité pendant la période en cours d'examen : les bons contacts quotidiens de travail

avec la Secrétariat de la CMS, les représentations faites par le Gouvernement allemand en juin 2002 aux non-Parties qui avaient eu pour effet des expressions d'intérêt positives en vue d'adhérer à la CMS de la part de 28 Etats et la finalisation du nouvel Accord de Siège signé ce matin même. Le rapport écrit du Dépositaire a été mis à la disposition de la réunion en tant que document UNEP/CMS/Conf.7.5.4.

45. La Conférence s'est félicitée des renseignements fournis par le Dépositaire à la réunion.

X. RAPPORT DU COMITE CHARGE DE LA VERIFICATION DES POUVOIRS (Point 10)

46. A la dernière séance plénière, le 24 septembre, le Président du Comité de vérification des pouvoirs a informé la réunion que le Comité avait approuvé les pouvoirs de 50 pays des 66 Parties participantes. Huit autres Parties avaient fourni des lettres de créance mais sous forme de fax ou de copies. Il a suggéré, et la Conférence des Parties est tombée d'accord sur ce point, que les lettres de créance de ces huit Parties devaient être acceptées à la stricte condition que les originaux soient adressés au Secrétariat pour le 8 octobre 2002 au plus tard.²

X. EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA CONVENTION (Point 11)

A. Plan de gestion de l'information

47. A la 4^{ème} séance du Comité plénier, le Secrétaire exécutif adjoint a présenté le document UNEP/CMS/Conf.7.6 sur l'application du Plan de gestion de l'information de la CMS soulignant l'étroite coopération du Secrétariat avec le PNUE/CMSC. Un total de 19 mesures étaient décrites dans le document et classées par priorité. Il a demandé à la Conférence des Parties d'examiner l'application à ce jour du Plan de gestion de l'information et d'étudier les mesures et les priorités qui devraient y être ajoutées ou mises au point et de présenter un examen en retour du contenu et de la présentation du système de gestion de l'information afin de fournir des directives pour la prochaine période triennale.

48. L'observateur pour le PNUE/CMSC a expliqué que le prototype de système de gestion de l'information contenait dans sa propre base de données une synthèse des rapports des Parties fondée sur les soumissions électroniques reçues à ce jour pour 2002. Des renseignements émanant des organisations pertinentes étaient disponibles par son intermédiaire ainsi que des renseignements qui n'étaient pas normalement disponibles, tels que des rapports d'évaluation de projets provenant de diverses sources. Les renseignements pouvaient être classés de quatre façons différentes : par espèces individuelles, par groupes taxonomiques principaux, par pays et par thèmes. Ces thèmes comprenaient notamment l'utilisation de télémétrie par satellite et la mobilisation de ressources scientifiques, techniques et financières. De même, l'information pouvait être recherchée pour examiner l'application de résolutions et de recommandations.

49. Il a été annoncé qu'une présentation et une démonstration du système de gestion de l'information et de GROMS seraient données en marge de la réunion, la question sur l'harmonisation faisant l'objet d'une attention particulière.

50. Un groupe de travail sur le Plan de gestion de l'information a été créé. Ses membres comprenaient des représentants ou des observateurs de l'Allemagne, de la Belgique, du Bénin, du Togo, du Zimbabwe et de BirdLife International.

² De ce dernier groupe, les lettres de créance de quatre Parties contractantes supplémentaires ont été considérées comme acceptables, ce qui porte le nombre total de Parties avec des lettres de créance acceptables à 54.

Résolution 7.4 : Application du Plan de gestion de l'information de la CMS³

51. A la 8^{ème} séance du Comité plénier, le 23 septembre, le représentant de l'Allemagne a fait savoir que le groupe de travail avait révisé le projet de résolution sur l'application du Plan de gestion de l'information de la CMS en collaboration avec le Secrétariat.

52. A sa 9^{ème} séance, le 24 septembre, le Comité plénier a procédé à l'examen du projet révisé de Résolution 7.4 (UNEP/CMS/Res.7.4(Rev.1)) et a examiné à cette occasion la question de la façon dont le système de gestion de l'information serait relié à d'autres bases de données. La crainte principale était que la CMS puisse devenir dépendante d'autres organisations. D'autre part, le développement de son propre système d'information permettrait à la CMS de promouvoir sa propre vision. Le Secrétaire exécutif adjoint a assuré le Comité que des liens n'impliquaient pas une relation de dépendance. La CMS ne pouvait pas réunir elle-même tous les renseignements et la proposition promouvrait la synergie avec BirdLife International, Wetlands International et d'autres organisations, évitant ainsi la dispersion d'efforts.

53. La question du financement du Plan de gestion de l'information a également été soulevée. Le Secrétaire exécutif adjoint a déclaré que le groupe de travail du budget avait proposé que le financement du Plan de gestion de l'information soit éliminé du budget central de la CMS et qu'il était envisagé que le Plan soit financé pour la prochaine période triennale par des contributions volontaires ou, le cas échéant, à partir de tout surplus du Fonds d'affectation spécial de la CMS. Il a ajouté que le coût du Plan pour la prochaine période triennale avait été fixé à 140 000 dollars des EU. Certains membres du groupe de travail s'étaient inquiétés du coût.

54. Un certain nombre d'amendements oraux au projet de résolution ont été présentés par les représentants de la République-Unie de Tanzanie et de la France. Le projet de résolution, amendé, a été approuvé pour soumission à la séance plénière pour approbation.

55. A sa dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a procédé à l'examen du projet de Résolution 7.4 (UNEP/CMS/Res.7.4 (Rev.1)) sur l'application du Plan de gestion de l'information de la CMS. Le Secrétaire exécutif adjoint a présenté les amendements faits au projet de résolution.

56. La Conférence des Parties a adopté la Résolution 7.4 amendée qui figure à l'Annexe IX au présent document.

1. Synthèse des rapports des Parties

57. A sa 3^{ème} séance, le 19 septembre, le Comité plénier a examiné le point susmentionné de l'ordre du jour qui était l'un des éléments du Plan de gestion de l'information.

58. Présentant ce point, le Secrétaire exécutif adjoint a signalé qu'au cours de l'année précédente, le Secrétariat avait procédé à la synthèse de tous les rapports nationaux établis entre 1988 et 2001, en utilisant l'ancien format pour l'établissement des rapports et les résultats avaient été communiqués au Comité permanent en décembre 2001 et étaient consultables sur l'Internet. Une synthèse analogue de 32 rapports nationaux avait été établie pour la session en cours par le PNUE-CMSC, en se basant sur des rapports présentés avant le 31 juillet 2002, dont neuf seulement avaient utilisé l'ancien format (voir aussi la section suivante). Cette synthèse figurait dans le document UNEP/CMS/Conf.7.6.1.

59. L'observateur du PNUE-CMSC a expliqué que la dernière synthèse comprenait deux parties : la Partie I, qui contenait des informations générales, et la Partie II, qui contenait des informations sur les espèces inscrites à l'Annexe I. Cela représentait une réserve de données importantes sur les espèces qui n'étaient pas disponibles à partir d'autres sources. Notant le taux de réponses des Parties, qui a toujours été faible, il a

³ Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Résolution 7.8.

également évoqué le nombre très limité d'informations fournies par certaines d'entre elles, qui étaient souvent insuffisantes pour aider à la formulation de toute recommandation relative à des mesures. Les Parties devaient établir des rapports complets dans les délais prescrits. La plupart des informations avaient été fournies sur les taxons supérieurs, dans les groupes chapeautés par le Conseil scientifique. Les informations les moins nombreuses avaient été fournies sur les obstacles dont étaient victimes les espèces migratrices. Vingt-cinq espèces inscrites à l'Annexe I n'avaient été l'objet d'aucun rapport de la part d'aucune Partie. Il a donné un bref résumé sur certaines des informations contenues dans la synthèse et a mis l'accent sur le fait que le nouveau format du rapport incitait à l'établissement de rapports plus précis et plus complets. Cela dit, certaines Parties continuaient à établir des rapports trop succincts.

60. Un représentant a félicité le Secrétariat et le PNUE-CMSC des travaux accompli, qui fournissaient de meilleures informations sur l'évolution de la situation dans les différents pays et facilitaient la tâche de ceux qui travaillaient dans ce domaine. Il s'est demandé si l'utilisation de pourcentages dans la synthèse en ce qui concernait les mammifères marins et les tortues marines était utile pour l'interprétation de l'information, en raison du fait que certaines populations vivaient dans les régions côtières et d'autres pouvaient vivre à l'intérieur des terres. Notant les difficultés rencontrées dans le recensement des obstacles réels à la migration, il s'est également demandé si la re-formulation des questions pouvait conduire à fournir un taux de réponses plus favorable sur ce sujet. L'observateur du PNUE-CMSC a expliqué que la synthèse des rapports nationaux était également disponible en ligne dans le système de gestion de l'information de la CMS, et qu'il était possible de voir quelles informations avaient été fournies par chaque pays et lesquelles étaient disponibles sur chaque espèce.

2. Format pour les rapports nationaux

61. Le Secrétaire exécutif adjoint a dit qu'en élaborant la synthèse des rapports nationaux en 2001, le PNUE-CMSC avait décelé des problèmes relatifs à l'utilisation de l'ancien format pour l'établissement des rapports nationaux. Un nouveau format avait été mis au point et utilisé à titre expérimental en 2002. Il a appelé l'attention sur le document UNEP/CMS/Conf.7.6.2 qui expliquait le contexte et les principes de base du nouveau format et auquel était joint un modèle général de rapport national. Plus de 30 Parties s'étaient montrées disposées à utiliser le nouveau format et des réactions favorables avaient été reçues de la part des Parties à cet égard. Il a noté la mesure proposée pour encourager les Parties à utiliser le nouveau format pour l'établissement de leurs rapports nationaux et à présenter leurs rapports suivants également sous forme électronique.

62. Le PNUE-CMSC s'était efforcé de convertir les données contenues dans les rapports établis selon l'ancien format et de les incorporer dans le nouveau format afin de faciliter leur intégration dans la nouvelle base de données. Le nouveau format modulaire a permis de mettre les informations dans la nouvelle base de données de manière systématique et a également facilité l'harmonisation des rapports avec ceux déjà établis au titre d'autres conventions relatives à la biodiversité. La synthèse avait mis en évidence la nécessité d'améliorer certains éléments du nouveau format : à titre d'exemple, une section était nécessaire pour fournir les observations diverses sur les espèces inscrites à l'Annexe I, une autre était nécessaire pour contenir les données fournies par les pays sur les régions spécialement protégées pour les espèces migratrices.

63. Plusieurs représentants ont accueilli avec satisfaction le nouveau format et les modèles fournis. Le Danemark, s'exprimant au nom des Etats membres de la Communauté européenne, s'est félicité du nouveau format et a estimé que ce dernier contribuerait grandement à l'amélioration de la qualité de l'information dans le travail de la Convention. Il était d'avis que toutes mesures introduites afin de réduire le volume de travail des Parties en ce qui concerne l'établissement des rapports nationaux étaient vivement encouragées. En conséquence, il était souhaitable de procéder dans la mesure du possible à quelques modifications sur le format proposé afin de créer un système durable d'établissement des rapports dont on espérait qu'il encouragerait davantage de Parties à fournir régulièrement des rapports riches d'informations utiles.

64. Un autre représentant a proposé l'ajout d'une case à côté des questions que les Parties pouvaient cocher pour indiquer si la question s'appliquait à elles ou non. L'observateur pour BirdLife International a estimé que le rapport de synthèse était en réalité une compilation d'informations et qu'il n'évaluait pas les tendances, les questions ou les progrès. Il a exprimé l'espoir qu'à l'avenir de telles synthèses s'occuperaient davantage de cet aspect.

65. La Conférence des Parties a décidé par consensus que les Parties qui n'avaient pas communiqué de rapport au titre de 2002 le présenteraient en utilisant le nouveau format, sous forme électronique, avant le 31 décembre 2002.

66. Dans sa Résolution 7.4⁴ sur l'application du Plan de gestion de l'information de la CMS, adoptée à la dernière séance plénière, la Conférence des Parties s'est félicitée de l'élaboration du nouveau format pour les rapports des Parties et a recommandé que la version finale du format soit soumise au Comité permanent à sa 26^{ème} réunion pour adoption officielle.

67. L'observateur du PNUE-CMSC a présenté le document UNEP/CMSC/Inf.7.20 qui visait à fournir à la Conférence des Parties des renseignements sur les travaux entrepris par le PNUE pour aider à l'harmonisation des rapports nationaux et à intégrer la gestion de l'information afin de décrire les activités d'harmonisation dans le contexte de la CMS et de ses Accords et le rôle du PNUE ainsi que celui de la CMS dans la future harmonisation et les activités de simplification. Des projets pilotes étaient réalisés dans quatre pays (Ghana, Indonésie, Panama et les Seychelles) afin de tester des concepts relatifs au contexte de l'établissement de rapports nationaux aux cinq conventions sur la biodiversité. Le PNUE préparait en même temps un projet de plan d'action portant essentiellement sur les points clés suivants : concepts et méthodes en matière de tests, harmonisation de la gestion de l'information, amélioration des liaisons institutionnelles et mesures de soutien. Le site web⁵ du PNUE-CMSC pourrait être consulté pour des renseignements sur l'évolution de cette question.

3. Registre mondial des espèces migratrices (Global Register of Migratory Species GROMS)

68. Le Secrétaire exécutif a attiré l'attention sur le document UNEP/CMS/Conf.7.7 et a donné un aperçu de l'histoire du GROMS. Il a souligné qu'à ce jour il n'y avait pas de base de données, ou de système de collecte de données, spécialisée et générale pour les espèces migratrices. Le GROMS a été prévu il y a un certain nombre d'années pour devenir un instrument unique et spécialisé pour la prise de décisions des organes de la CMS et des Accords qui y sont associés. L'intention était d'en faire un moyen accessible au public au sein du mécanisme d'échange de la CDB. Une des caractéristiques du GROMS était sa base de données scientifiques détaillées pour des espèces ou des groupes d'espèces bien définis là où ces données seraient bénéfiques pour la CMS, pour tout Accord, MoU ou programme/projet. En outre, il était prévu pour se relier à d'autres bases de données plus détaillées car le GROMS ne pouvait pas réunir tous les renseignements pour l'ensemble des espèces migratrices. Il a fait aussi remarquer que le GROMS ne se contentait pas de réunir des données : il indiquait là où les données manquaient, non seulement pour les espèces mais aussi pour les régions. Il était important d'identifier ces lacunes car, par exemple, des propositions d'inscription sur des listes pouvaient s'avérer impossibles du fait que des connaissances manquaient.

69. Le GROMS a été remis à la CMS par le Gouvernement allemand sous forme d'un livre accompagné d'un CD-ROM. Cependant, il restait beaucoup à faire pour le rendre plus complet et pour l'intégrer au système de gestion de l'information, tâche dans laquelle le PNUE-CMSC, en sa qualité de centre d'information et d'évaluation du PNUE sur la biodiversité mondiale, serait intimement impliqué et dans laquelle il pourrait être invité au bout du compte à prendre la relève pour l'entretien de la base de données. Le résultat devrait être une métabase de données qui constituerait un portail pour toutes les données pertinentes

⁴ Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Résolution 7.8.

⁵ http://www.unep-wcmc.org/conventions/harmonization/emg_img.htm

sur les espèces migratrices, les informations de premier plan étant détenues par le PNUE-CMSC, BirdLife International, Wetlands International et l'UICN. Tel quel, il servirait d'instrument novateur fourni par le Gouvernement allemand et la CMS au Centre d'échange de la CDB. Cependant, des questions telles que le droit d'auteur et les droits au titre d'utilisation des informations dont sont propriétaires d'autres organisations devraient être résolues. Après deux ans, une autre période de trois ou quatre ans pourrait être nécessaire avant que le système pleinement opérationnel puisse être présenté à nouveau à la Conférence des Parties.

70. Il avait été décidé avec le Ministère allemand de l'Environnement que la contribution volontaire annuelle de l'Allemagne à la CMS pourrait être utilisée pour couvrir les frais d'experts et de personnel spécialisé pour le GROMS pour la période 2003 et 2004. Cela dit, des contributions volontaires additionnelles demeureraient nécessaires.

71. Le Danemark, parlant au nom des Etats membres de la Communauté européenne, a remercié le Gouvernement allemand et toutes les autres institutions qui y ont coopéré pour leur soutien généreux en faveur du développement de la base de données GROMS. Il a ajouté que le GROMS était particulièrement utile pour le développement de la Convention. Cependant, il devrait améliorer son système de références croisées avec d'autres bases de données mises au point pour d'autres conventions de conservation ou de protection des espèces, notamment la Global Diversity Information Facility. Les progrès limités pour l'élaboration d'un cadre conceptuel pour l'intégration du GROMS dans le Plan général de gestion de l'information de la CMS reste encore une préoccupation. Ce cadre devait tenir compte du stade avancé que le GROMS avait atteint et des besoins à long terme d'une gestion adéquate d'une base de données. Il doit aussi tenir compte des implications financières, et à cet égard, les contributions volontaires déjà promises par le Gouvernement allemand, d'autres Parties et d'autres institutions, ont été bien accueillies. Il faudrait aussi faire en sorte que des fonds soient mobilisés à partir d'autres sources.

72. Le Danemark s'est aussi félicité de l'intention du Secrétariat de mettre au point un plan de finance et de gestion pour le GROMS. Il a estimé que le Plan de gestion de l'information de la CMS était le cadre approprié pour intégrer le soutien à long terme du GROMS. Le Secrétariat devrait devenir le chef de file pour former un groupe d'organisations internationales et d'institutions nationales participant déjà au développement du GROMS pour déterminer comment il devrait être administré et intégré dans ce cadre.

73. La représentante des Philippines a dit que son Gouvernement envisagerait de relier au GROMS le réseau installé dans son pays qui s'occupait de la surveillance des espèces migratrices de l'Asie du Sud-Est. Le représentant du Sénégal s'est félicité de la création du GROMS et du système de gestion de l'information mais s'est demandé comment celui-ci pouvait être utilisé efficacement en Afrique car il fallait subvenir aux besoins des correspondants africains en particulier en matière d'équipement en ordinateurs et en matériels divers pour le renforcement des capacités. L'observateur du Zimbabwe a dit qu'il était alors inconcevable d'entreprendre des travaux sans le système d'information géographique (SIG) composant du GROMS. Cependant, sur certaines cartes du SIG relatives à la répartition des espèces, la résolution était trop faible pour être utilisée à une échelle régionale. Il a mentionné deux atlas sur les oiseaux qui fournissaient des informations dont le GROMS ne disposait pas. Un travail conceptuel était nécessaire car les cartes devaient également indiquer la biologie et l'abondance des espèces.

74. Le représentant de l'Allemagne a admis que, bien que le GROMS fut de portée mondiale, davantage de précision était nécessaire et qu'on cherchait à l'obtenir. Afin de parvenir à une meilleure précision, l'aide et la coordination étaient indispensables pour la communication des données. La possibilité d'assurer une liaison avec le réseau des espèces migratrices de l'Asie du Sud-Est, qui est installé aux Philippines, était la bienvenue. Il a annoncé que le représentant des Emirats Arabes Unis s'était engagé à fournir des données télémétriques par satellite sur l'outarde houbara (*Chlamydotis undulata*). Le GROMS, tel qu'il se présentait alors, en tant que base de données autonome, était disponible sur CD-ROM et était donc particulièrement utile pour les pays ayant un accès limité à internet.

B. Mesures visant à améliorer l'état de conservation des espèces inscrites aux Annexes I et II

75. Le point 11 (b) sur les mesures visant à améliorer l'état de conservation des espèces inscrites aux Annexes I et II de la Convention a été examiné à la 2^{ème} séance du Comité plénier, le 19 septembre.

76. Le Secrétaire exécutif adjoint a présenté le document UNEP/CMS/Conf.7.8 qui contenait un résumé des activités entreprises depuis la sixième session de la Conférence des Parties sur les espèces inscrites à l'Annexe I qui avaient été identifiées par les Parties comme nécessitant une action concertée. Les espèces désignées pour des mesures de coopération figuraient également dans le document, mais aucun détail les concernant n'était fourni.

77. Le résumé donnait des informations sur les oiseaux, les mammifères marins, les mammifères terrestres et les tortues marines. Pour chacune de ces espèces, des précisions étaient fournies sur les activités relatives aux accords, la convocation des réunions, les projets parrainés par la CMS et les publications de la CMS, ainsi que sur des renvois aux informations fournies par les rapports des Parties à la CMS et une indication relative à la disponibilité d'un rapport d'étude, le cas échéant. Il a été rendu compte dans le rapport du Conseil UNEP/CMS/Conf.7/17 et l'Annexe VIII au présent document des délibérations du Conseil scientifique sur les espèces nécessitant une action concertée, tenues à sa onzième réunion qui s'était achevée récemment.

78. Le Conseiller désigné pour les oiseaux étant absent, M. John O'Sullivan (observateur pour BirdLife International) dans sa capacité de rapporteur du groupe de travail pour les oiseaux, a fait rapport sur 14 espèces d'oiseaux, réparties en deux groupes : l'un rassemblant les espèces pour lesquelles des mesures importantes étaient en cours d'exécution et l'autre concernant des espèces en faveur desquelles des efforts supplémentaires étaient nécessaires. S'agissant de la première catégorie, il a parlé brièvement des activités en cours en faveur des espèces suivantes : oie des Andes à tête rousse (*Chloephaga rubidiceps*) ; outarde houbara (*Chlamydotis undulata*) ; grande outarde (*Otis tarda*) ; courlis à bec grêle (*Numenius tenuirostris*) ; grue de Sibérie (*Grus leucogeranus*) ; phragmite aquatique (*Acrocephalus paludicola*) ; fuligule nyroca (*Aythya nyroca*) ; éristature à tête blanche (*Oxyura leucocephala*) ; râle à miroir (*Sarothrura ayresi*) et hirondelle bleue (*Hirundo atrocaerulea*). Il a été également question des espèces ci-après identifiées comme nécessitant un effort supplémentaire : manchot de Humboldt (*Spheniscus humboldti*) ; deux espèces de flamants des Andes (*Phoenicopiterus andinus* et *Phoenicopiterus jamesi*) ; oie naine (*Anser erythropus*) et faucon crécerellette (*Falco naumanni*). M. O'Sullivan a dit que la CMS a fait une contribution importante en vue de la conservation des oiseaux migrateurs, mais qu'il convenait de se garder de toute complaisance. A cet égard, le groupe de travail du Conseil scientifique chargé des oiseaux avait recommandé que des actions concertées devaient être examinées en faveur de trois autres espèces d'oiseaux : la petite spatule (*Platalea minor*) ; le bécasseau spatule (*Eurynorhynchus pygmeus*) et la sterne d'Orient (*Sterna bernsteini*).

79. Le Conseiller désigné pour les mammifères marins et les grands poissons a informé la Conférence que trois espèces de mammifères marins ont été retenues pour bénéficier d'actions concertées : le dauphin de La Plata (*Pontoporia blainvillei*) ; le phoque moine de Méditerranée (*Monachus monachus*) et la loutre de mer (*Lontra felina*). Il a dit que le groupe de travail du Conseil scientifique sur les mammifères marins avait proposé d'ajouter des espèces sur la liste des espèces retenues pour bénéficier d'actions concertées vu les décisions probables de la Conférence. L'Australie entendait entreprendre des efforts pour mettre au point un accord régional de coopération pour protéger les grandes baleines de la région du Pacifique Sud, au cas où les propositions relatives à l'inscription seraient approuvées. Aussi, le groupe de travail avait-il recommandé qu'en cas d'approbation de propositions relatives à l'Annexe I, ces espèces devraient être ajoutées à la liste de celles retenues pour une action concertée. En outre, la baleine australe (*Eubalaena australis*), la baleine bleue (*Balaenoptera musculus*) et la baleine à bosse (*Megaptera novaeangliae*) qui étaient déjà inscrites à l'Annexe I, ont été recommandées pour bénéficier d'une action concertée. Le Conseiller désigné pour les mammifères marins et les grands poissons a également informé la Conférence des Parties que le groupe de travail avait examiné la question relative à la planification stratégique et était en faveur de l'idée de mettre au point des plans stratégiques sur une base taxonomique.

80. La représentante de la Belgique, remplaçant le Conseiller désigné pour les mammifères terrestres qui était absent, a dit que le groupe de travail sur les mammifères terrestres avait évalué les progrès en matière d'actions concertées en faveur du cerf des Andes méridionales (*Hippocamelus bisulcus*) et des antilopes sahélo-sahariennes. Elle a ajouté qu'un appui ferme avait été manifesté pour ajouter le léopard des neiges (*Uncia uncia*) à la liste des espèces bénéficiant d'une action concertée.

81. Le Conseiller désigné pour les tortues marines a dit qu'il n'y avait pas eu de recommandations pour retenir d'autres espèces de tortues marines pouvant bénéficier d'actions concertées. Il a appelé l'attention sur le fait qu'il n'existait pas de coopération régionale institutionnalisée sur la conservation des tortues marines dans la région de l'océan Pacifique. La situation était critique pour les tortues marines vivant dans la région. Les tortues luth avaient vu les effectifs de leurs reproducteurs chuter de 90 % au cours des 20 dernières années, les prises accidentelles étant la cause essentielle de leur mortalité. Les tortues caouannes avaient enregistré une chute de 86 % des effectifs de leurs reproducteurs au cours des 25 dernières années. Dans pratiquement toutes les communautés côtières des îles du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est, les tortues et leurs œufs étaient considérés comme des sources d'alimentation. Le défi était donc de travailler auprès des populations concernées pour venir à bout d'une pratique qui était culturellement importante mais non viable.

82. Dans le débat général qui a suivi, le représentant de l'Espagne a signalé qu'il y avait un début d'hybridation entre l'éristature rousse (*Oxyura jamaicensis*) et l'éristature à tête blanche (*Oxyura leucocephala*). De progrès encourageants ont été réalisés et les populations de l'éristature rousse avaient atteint des niveaux où elles n'étaient plus considérées comme une menace sérieuse. Des progrès importants avaient été également réalisés au Royaume-Uni. Pour le phoque moine (*Monachus monachus*), l'Espagne entendait poursuivre l'application d'un plan de reconstitution de l'espèce pour la population de l'Atlantique qui pourrait être la base d'un Mémoire d'Accord entre les Etats de l'aire de répartition. L'Espagne entreprenait des efforts pour appuyer les communautés humaines tout en assurant des effets positifs sur le phoque moine.

83. L'observateur pour le Zimbabwe a noté que le faucon crécerellette (*Falco naumanni*) avait bénéficié de mesures quelques années auparavant, puis en 2000. Cependant, comme son aire de répartition englobait 40 pays, il était difficile de trouver un forum où ces derniers pouvaient organiser facilement et économiquement des discussions sur cette espèce et décider des mesures à prendre. Il s'est demandé si la CMS et son Conseil scientifique pouvaient exercer des pressions en ce sens car davantage de mesures étaient nécessaires.

84. Des préoccupations ont été soulevées par un représentant au sujet des prairies inondées à certaines saisons le long des rives du lac Victoria où l'on trouve l'hirondelle bleue lors de ses migrations vers le Nord, ces prairies étant des terres privées susceptibles d'être développées par leurs propriétaires dans l'avenir.

85. Le représentant du Sénégal a fait appel à la Conférence des Parties pour qu'elle manifeste son appui aux mesures que son Gouvernement prenait pour protéger les antilopes sahélo-sahariennes. Un autre représentant venant d'un Etat de l'Afrique de l'Ouest a estimé que l'on avait besoin d'informations concrètes sur les mesures qui étaient prises en vue de la conservation de ces espèces. Il importait également pour la CMS, peut-être en collaboration avec la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), de jouer un rôle dans la prise de mesures concertées en faveur de l'éléphant d'Afrique pour lequel il était important que les Etats de l'aire de répartition maintiennent ouverts les couloirs de migration. Le représentant du Burkina Faso a fait savoir qu'il avait invité ses voisins à un atelier sur les éléphants d'Afrique et que son Gouvernement prévoyait la signature d'un Mémoire d'Accord avec le Ghana, le Bénin et le Niger en 2003. Le représentant du Togo a fait savoir que des travaux étaient en cours d'exécution avec l'appui de la communauté internationale sur un plan pour la conservation des zones humides du Togo.

86. S'agissant de la situation des tortues marines au large de la côte de l'Afrique de l'Ouest, on a estimé que, outre les prises accidentelles, le développement des régions côtières, l'érosion et la pollution devaient être pris en compte. Si le développement le long des côtes continuait, il ne resterait bientôt plus de sites de

nidification. En ce qui concernait les efforts déployés pour réduire les prises accidentelles, le Nigeria avait utilisé le Dispositif d'Exclusion de Tortues (DET). En outre, une étude sur la protection des cétacés et des tortues marines au Togo était en cours de réalisation.

87. Le problème du développement des régions du front de mer qui était considéré comme une menace directe contre les tortues marines a été soulevé par un représentant venant d'un Etat jouissant du statut d'observateur. Les lumières brillantes constituaient un problème particulier dans la mesure où les bébés tortues se dirigeaient souvent vers les lumières plutôt que vers la mer. Notant que pour 100 tortues venant d'éclore, seule une atteindrait la maturité, il a signalé qu'il y avait une écloserie efficace pour les tortues imbriquées dans les îles Caïman et que ce projet devrait être appliqué ailleurs.

88. Le représentant de Maurice a annoncé que les tortues marines avaient été protégées en vertu de la loi sur les pêcheries et les ressources marines et qu'aucune exploitation quelle qu'elle soit n'était autorisée.

89. Le Danemark, parlant au nom des Etats membres de la Communauté européenne, a annoncé que la Communauté européenne examinerait positivement l'ajout d'un certain nombre d'espèces à la liste des espèces bénéficiant d'une action concertée, ainsi qu'à la liste des espèces bénéficiant de mesures de coopération, comme proposé par le Conseil scientifique.

90. L'efficacité des programmes visant à l'élimination de l'érisma rousse (*Oxyura jamaicensis*) dans certains pays d'Europe a été confirmée par l'un des représentants. Celui-ci a dit que l'expérience acquise par la Convention de Berne sur la conservation de la vie sauvage et des habitats naturels en Europe et la Convention de Barcelone pour la protection de l'environnement marin et de la région côtière de Méditerranée pour la protection des tortues marines pouvait être mise à profit, grâce à la CMS, dans d'autres Parties du monde.

91. Le représentant de l'Inde a annoncé l'intention de son Gouvernement de signer aussitôt que possible un Mémoire d'Accord sur la conservation et la gestion des tortues marines et de leurs habitats dans l'océan Indien et l'Asie du Sud-Est. Il a également fait part de préoccupations à propos de la situation de l'antilope du Tibet dont la laine était commercialisée partout dans le monde. L'Inde, le Népal et le Bhoutan prévoient de demander au Conseil scientifique d'envisager la conduite d'une étude sur la situation des dauphins du Gange. Il a dit qu'il était essentiel de trouver des solutions de rechange pour des populations touchées par l'interdiction de chasser, de pêcher ou de pratiquer le commerce de certaines espèces.

92. Le représentant du Maroc a informé la réunion que son pays exécutait un projet important de réhabilitation pour les antilopes sahélo-sahariennes ainsi que pour leurs habitats. Le nouveau projet pour ces antilopes ne concernait pas par conséquent le Maroc qui recevait déjà une aide du Gouvernement allemand pour son propre projet, mais qui communiquerait au nouveau projet des précisions sur son approche intégrée de ces mégafaunes. Le Maroc coopérait également avec l'Espagne sur un certain nombre d'espèces vivant aussi bien sur ses côtes atlantiques que méditerranéennes. Bien qu'il ait été sollicité pour fournir un apport à la Convention de Barcelone, il n'avait pas été invité à participer à la mise en œuvre mais serait intéressé par cette participation.

93. Le représentant de la Finlande a signalé qu'au cours des quelques dernières années, l'oie naine (*Anser erythropus*) ne s'était pas reproduite en Finlande, mais qu'entre 20 et 30 individus avaient été observés dans son pays. Leur site de reproduction n'était pas connu mais on pensait qu'il se trouvait plus au Nord ; aussi y avait-il lieu de faire des recherches en ce sens. Les deux zones où elles faisaient escale et où elles avaient été récemment observées étaient protégées, comme l'étaient ses anciennes zones d'escale.

94. Le Directeur du Centre d'activité régional pour les aires spécialement protégées (CAR/ASP) a dit que dans le cadre du Plan d'action de la Méditerranée il y avait des plans d'action en faveur des tortues marines et des cétacés, en coopération avec ACCOBAMS. Des activités étaient en cours d'exécution pour étudier les interactions entre les tortues marines et les hommes pour ce qui était de la pêche et des prises accidentelles, et des mesures avaient été prises pour venir en aide aux tortues victimes de ces prises. Un

nouveau plan d'action en faveur des oiseaux était en cours d'élaboration pour les espèces inscrites aux Annexes de la CMS. D'après la dernière information sur les populations méditerranéennes de phoques moines (*Monachus monachus*) ceux-ci étaient maintenant très menacés. Une réunion se tiendrait à la fin d'octobre 2002 pour la Méditerranée orientale afin de voir ce qui pourrait être fait.

95. Résumant les débats, le Président du Conseil scientifique a rappelé à la réunion qu'elle examinait seulement les espèces ayant la plus haute priorité pour la conservation. Il fallait aussi garder présent à l'esprit que leur situation était véritablement périlleuse. Une mesure de coopération était la clé pour les sauver et la CMS avait mis au point des moyens originaux de s'attaquer aux problèmes de la conservation. Le Président a noté à ce sujet que des mesures pour éradiquer l'érisma rousse (*Oxyura jamaicensis*) avaient été controversées au Royaume-Uni. Dans le cas des antilopes sahélo-sahariennes, la CMS avait élaboré une étude de l'espèce concernée qui était un classique du genre. En outre, il a fait remarquer que le rôle de la CMS était de servir de catalyseur et que l'élan devait être maintenu pour conserver l'afflux de financements, car beaucoup d'autres espèces avaient besoin d'être inscrites dans les Annexes de la Convention et beaucoup de travail restait à faire.

96. Le Secrétaire exécutif adjoint a dit que le point de l'ordre du jour devrait rester ouvert et il a attiré l'attention sur le fait que le Conseil scientifique avait mis au point une nouvelle procédure pour élaborer des rapports d'étude pour des espèces devant faire l'objet d'une action concertée. La nouvelle procédure devrait être discutée. La réunion devrait aussi couvrir des domaines intersectoriels et thématiques comme les prises accidentelles, les évaluations d'impact, les obstacles à la migration, les espèces invasives et l'empoisonnement, et un certain nombre de résolutions et de recommandations devraient être rédigées.

Recommandation 7.1 : Mesures de coopération pour les espèces inscrites à l'Annexe II

97. A sa 8^{ème} séance, le 23 septembre, le Comité plénier a examiné le projet de Recommandation 7.1 (UNEP/CMS/Rec.7.1) sur les mesures de coopération pour les espèces inscrites à l'Annexe II, projet qui avait été préparé par le Secrétariat en consultation avec le Président du Conseil scientifique à partir des recommandations pertinentes du Conseil à sa 11^{ème} réunion. L'observateur de BirdLife International a rappelé que le groupe de travail du Conseil scientifique sur les oiseaux avait proposé des mesures de coopération pour les trois espèces ci-après, qui devraient être ajoutées à la recommandation : *Polystictus pectoralis*, *Sporophila ruficollis* et *Pseudocolaptes auratus*.

98. Le Président du Conseil scientifique a proposé un amendement au préambule du projet. Un représentant rappelant la Recommandation 6.2 de la sixième session de la Conférence des Parties a noté que tous les albatros devraient être inscrits dans le projet.

99. Le Comité a approuvé le projet de recommandation, comme amendé oralement, pour transmission à la plénière.

100. A sa dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a adopté la Recommandation 7.1 sur les mesures de coopération pour les espèces inscrites à l'Annexe II, cette recommandation figurant à l'Annexe X au présent rapport.

Résolution 7.1 : Actions concertées à entreprendre pour les espèces inscrites à l'Annexe I

101. A sa 8^{ème} séance, le Comité plénier a procédé à l'examen du document UNEP/CMS/Res.7.1 contenant un projet de résolution sur les actions concertées pour les espèces inscrites à l'Annexe I, projet qui avait été préparé par le Secrétariat en consultation avec le Président du Conseil scientifique à partir des recommandations pertinentes du Conseil à sa 11^{ème} réunion. Le Secrétaire exécutif adjoint a expliqué que plusieurs espèces étaient inscrites sur la liste entre parenthèses sur le projet car elles dépendaient d'une décision de la session actuelle de la Conférence des Parties sur l'opportunité de les inclure à l'Annexe I.

102. Le Comité a approuvé le projet de résolution pour sa transmission à la plénière.

103. A sa dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a adopté la Résolution 7.1 sur les actions concertées pour les espèces inscrites à l'Annexe I, cette résolution figurant à l'Annexe IX au présent document.

C. Examen des Accords de l'Article IV

104. Le Président a attiré l'attention sur les documents UNEP/CMS/Conf.7.9, UNEP/CMS/Conf.7.9.1, UNEP/CMS/Conf.7.9.2 et UNEP/CMS/Conf.7.9.3.

Résolution 7.2 : Application des Accords existants et élaboration de futurs Accords⁶

105. A sa 9^{ème} séance, le 24 septembre, le Comité plénier a examiné le projet de Résolution 7.2 (UNEP/CMS/Res.7.2) sur l'application des Accords existants et l'élaboration de futurs Accords. L'Allemagne et les Pays-Bas, bien que tout à fait d'accord sur toutes les activités de conservation pour le phragmite aquatique, ont exprimé des réserves concernant l'élaboration d'un nouveau Mémoire d'Accord pour l'espèce. Ils ont suggéré qu'une alternative pour l'espèce serait de l'inscrire à l'Annexe 2 de l'AEWA.

106. Le Secrétaire exécutif a informé la réunion que la majorité des Etats de l'aire de répartition clés avaient fait savoir par écrit au Secrétariat qu'ils étaient en faveur de l'élaboration du Mémoire d'Accord et du Plan d'action pour le phragmite aquatique. Des travaux à cette fin, conduits par BirdLife International étaient à un stade avancé. Il a noté que le phragmite aquatique ne pouvait être inscrit sur la liste de l'Annexe 2 d'AEWA pour au moins trois autres années et a rappelé que les Parties avaient inscrit l'espèce sur les listes des Annexes I et II de la CMS en 1997, et en 1999 l'avaient inscrite sur une liste pour une action concertée. Le Secrétaire exécutif recommanderait de poursuivre l'élaboration d'un Mémoire d'Accord et, à un stade ultérieur, de laisser les Etats de l'aire de répartition décider si cela devait passer à l'AEWA en tant que plan d'action en faveur d'une espèce sur le plan international, suivant le modèle de Mémoire d'Accord pour le courlis à bec grêle et la grue de Sibérie.

107. L'Allemagne et les Pays-Bas ont admis que le texte pertinent dans le projet de résolution n'avait pas besoin d'être amendé à condition que leurs points de vue soient consignés dans le rapport de la réunion.

108. Pour ce qui est des esturgeons, la question de savoir si la CMS devrait prendre l'initiative de mesures pour cette espèce, en ayant particulièrement présent à l'esprit que des mesures avaient déjà été prises dans le contexte de la CITES, a été soulevée par le représentant de l'Allemagne qui coopérerait avec des représentants d'autres Etats de l'aire de répartition s'il était reconnu que l'on avait besoin de mettre au point un instrument spécifique. Le Président du Conseil scientifique a noté que la question avait été débattue par le Conseil à sa 11^{ème} réunion au cours de laquelle il avait été suggéré que la CITES se voit accorder plus de temps pour obtenir des résultats. Le Secrétaire exécutif a noté que les mesures envisagées au titre de la CMS étaient totalement différentes de celles de la CITES et avaient en fait pour but de créer des synergies.

109. Les représentants du Tchad et du Maroc ont noté une préférence envers une référence spécifique en faveur d'un Mémoire d'Accord pour les antilopes sahélo-sahariennes. Le Secrétaire exécutif a expliqué que le mot « Accord », lorsqu'il était utilisé dans le cadre de l'Article IV et écrit en majuscules comme dans le texte du projet de résolution, se référait, estimait-on, à tout type d'accord, y compris les Mémoires d'Accord, selon la préférence des Parties en cause.

⁶ Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Résolution 7.7.

110. Des amendements oraux supplémentaires ont été également présentés pour le texte du projet de résolution qui a été approuvé pour adoption par la plénière comme oralement amendé.

111. A la dernière séance plénière, le 24 septembre, le Secrétaire exécutif adjoint a présenté les amendements apportés au projet de résolution. La Conférence des Parties a adopté la Résolution 7.2, telle qu'elle a été oralement amendée, sur l'application des accords existants et l'élaboration de futurs accords, laquelle figure à l'Annexe IX au présent document.

1. Accords déjà conclus

Accord sur la conservation des phoques de la mer de Wadden – 1990

112. Mme Reineking (Secrétariat commun de la mer de Wadden (CWWS)) a donné une mise à jour des informations fournies sur l'Accord sur la conservation des phoques dans la mer de Wadden (1990) dans le document UNEP/CMS/Conf.7.9.1, et le Plan de gestion trilatéral Danemark-Allemagne-Pays-Bas décrit dans le volume 15 de la série sur l'écosystème de la mer de Wadden qui était à la disposition des participants.

113. La mortalité due au virus de la maladie de Carré pour les phoques en 1988 avait été d'environ 60 % de la population totale de phoques dans la zone couverte par l'Accord, mais la population s'était ultérieurement rétablie à plus de 25 000. L'apparition du même virus, qui avait commencé en mai 2002, avait tué plus de 4 000 phoques communs dans le Kattegat/Skagerrak (au large du Royaume-Uni, de la Suède et la Norvège) et d'autres dans la mer de Wadden, avec peut-être plus de 20 000 animaux affectés au total. On ne savait pas clairement pourquoi le virus était apparu sur la même île dans le Kattegat comme en 1988 : d'autres travaux scientifiques étaient nécessaires.

Accord sur la conservation de populations de chauves-souris d'Europe (EUROBATS) – 1991

114. M. Streit (Secrétaire exécutif) a expliqué que les 26 Parties mentionnées dans le document UNEP/CMS/Conf.7.9.1 représentaient un doublement du nombre de membres en seulement quatre ans. L'Accord avait été amendé par une décision prise à la troisième session de la Conférence des Parties pour le rendre plus souple de manière à faciliter l'ajout de nouvelles espèces, étant donné que de nouvelles espèces de chauves-souris étaient très régulièrement identifiées en Europe. M. Streit a noté que pendant la réunion du Conseil scientifique précédant immédiatement la septième session de la Conférence des Parties, la possibilité avait été examinée de conclure des accords similaires sur des chauves-souris ailleurs. Il a souligné que les chauves-souris étaient une espèce importante pour les écosystèmes terrestres et que le programme EUROBATS qui vise à atteindre un plus large public devenait un succès.

115. Le représentant de la République démocratique du Congo a loué le Secrétariat de ses initiatives tendant à envisager d'étendre les activités de la CMS aux chauves-souris africaines, et il a attiré l'attention sur les importantes recherches menées sur les chauves-souris dans ce pays. Comme les chauves-souris et leurs sites de nidification dans ce pays restaient peu connus, la République démocratique du Congo entendait participer à un programme complet de mise en œuvre.

116. Le représentant de la Roumanie a annoncé que, conformément à une directive de la Communauté européenne, la Roumanie avait mis au point un projet de protection des chauves-souris dans le Sud et l'Ouest du pays pour 2001-2004 et préparait un plan d'action de concert avec le Royaume-Uni.

Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord (ASCOBANS) – 1991

117. M. Strempel (Secrétaire exécutif) a complété les informations données dans le document UNEP/CMS/Conf.7.9.1, informant la réunion qu'ASCOBANS travaillait à un plan de reconstitution pour la Baltique qui avait été approuvé par son Comité scientifique en juin 2002 et serait soumis aux Parties sous peu. Le nombre de Parties était toujours de huit, mais on s'attendait à ce que deux autres Parties adhèrent à l'Accord dans les six mois qui venaient ou guère plus.

Accord sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente (ACCOBAMS) – 1996

118. Mme van Klaveren (Secrétaire exécutive) a appelé particulièrement l'attention sur les informations figurant au paragraphe 30 du document UNEP/CMS/Conf.7.9.1 concernant la population de grands dauphins (*Tursiops truncatus*) de la mer Noire et a exprimé sa gratitude aux pays donateurs, la France, Monaco et le Royaume-Uni. La proposition de la Géorgie d'inscrire le grand dauphin de la mer Noire à l'Annexe I de la CITES avait été appuyée par des travaux génétiques effectués en application d'une résolution d'une réunion des Parties à ACCOBAMS. Un comité scientifique sur l'environnement marin de la mer Noire avait été constitué et un plan d'action était en cours de mise au point. D'autre part, un projet du FEM pour tous les pays de la mer Noire était sur le point d'être établi. Le nombre d'Etats Parties restait de 12, mais des procédures de ratification étaient en cours dans tous les autres Etats du littoral de la Méditerranée et de la mer Noire. Elle a exprimé sa gratitude au Ministère de l'environnement de la Turquie pour avoir mis à la disposition du Secrétariat d'ACCOBAMS un expert biologiste qui était responsable des accords sur la biodiversité en Turquie.

119. Le représentant de la Roumanie a informé la réunion que la Roumanie avait mis à disposition son Institut de recherche sur la mer Noire pour aider à établir des plans d'action pour les cétacés de la mer Noire et que, en décembre 2001, un atelier sur la protection des cétacés s'y était tenu pour toute la région de la mer Noire.

120. M. Simmonds (observateur de la Société pour la conservation des baleines et des dauphins) a dit qu'ACCOBAMS et ASCOBANS devaient être loués pour les initiatives originales qu'ils avaient prises et qui n'auraient pas eu lieu sans eux, en particulier le travail d'ASCOBANS sur les prises accidentelles et celui d'ACCOBAMS sur l'espèce assiégée qu'est le grand dauphin de la mer Noire.

Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) – 1996

121. M. Lenten (Secrétaire exécutif) a rappelé qu'AEWA était entré en vigueur le 1er novembre 1999 avec 17 Parties ; il y en avait maintenant 33. Quatre autres Etats avaient ratifié l'Accord mais n'avaient pas encore déposé leurs instruments, ce qui permettait d'espérer que d'ici à la fin de 2002 AEWA compterait 37 Parties. Une grande partie du soutien avait été reçu pour son plan d'action en cours qui courrait jusqu'en 2004, et la deuxième réunion des Parties déciderait prochainement des projets à exécuter pendant la période triennale suivante. AEWA œuvrait avec Wetlands International, BirdLife International et le bureau Ramsar sur un projet d'itinéraires de migrations africains/eurasiens, avec 6 millions de dollars de financement du FEM. Le Gouvernement allemand avait promis de verser un million d'euros au budget des ministères sur les 6 millions de dollars nécessaires en fonds de contrepartie. Les travaux à effectuer en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie centrale seraient présentés lors d'une manifestation parallèle qui se tiendrait pendant la période des réunions en cours.

Accord sur la conservation des albatros et des pétrels (ACAP) – 2001

122. Le représentant de l'Australie, qui remplissait le rôle de secrétariat intérimaire pour ACAP, a expliqué que la rapidité avec laquelle les progrès détaillés dans le document UNEP/CMS/Conf.7.9.1 avaient été faits était un signe du niveau de préoccupation ressentie. Sur les huit signataires, deux, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, avaient ratifié l'Accord. Le secrétariat intérimaire avait bon espoir que les trois ratifications supplémentaires nécessaires pour que l'Accord entre en vigueur aient lieu en 2003, ce qui permettrait aux activités, qui suivraient une approche intégrée, de commencer réellement. Les Etats de l'aire de répartition et pêcheurs - Argentine, Brésil, Chili, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Namibie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni, Ukraine et Uruguay - avaient appuyé le processus d'ACAP et y avaient participé, processus dans lequel BirdLife International, la Commission pour la conservation des ressources vivantes marines de l'Antarctique, la CMS, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds mondial pour la nature (WWF) étaient aussi étroitement impliqués.

123. Le représentant du Royaume-Uni a dit que son pays ratifierait bientôt ACAP. Le Royaume-Uni était intéressé du fait de ses territoires d'outre-mer et en tant qu'Etat pêcheur en raison de sa participation limitée à la pêche à la palangre. Le Royaume-Uni n'était impliqué dans le commerce d'aucune espèce d'albatros ou de pétrel, mais serait tenu, par l'interaction de sa législation propre avec la législation européenne à la suite de la signature par la Communauté européenne de l'Acte final de l'Accord, de faire une réserve sur le commerce des albatros, des pétrels et de leurs œufs.

Mémoire d'Accord sur les mesures de conservation pour la grue de Sibérie (Grus leucogeranus) – 1993

124. Le Secrétaire exécutif adjoint a appelé l'attention sur le Mémoire d'Accord concernant les mesures de conservation pour la grue de Sibérie, examiné dans la partie II du document UNEP/CMS/Conf.7.9.1, comme étant le premier Mémoire d'Accord de la CMS et le modèle pour tous ceux qui avaient suivi. L'état de conservation de la grue de Sibérie était précaire et il fallait espérer qu'il y ait des zones de reproduction, de ravitaillement et d'hivernage non découvertes. Il a appelé particulièrement l'attention sur l'utilisation d'un aéronef ultra léger pour essayer de conduire une volée de jeunes grues de Sibérie reproduites en captivité le long de leur itinéraire de migration traditionnel entre la Russie et la République Islamique d'Iran. Un responsable de la voie de migration, dont le financement était assuré par la CMS et l'International Crane Foundation, avait été nommé pour coordonner les efforts déployés afin d'aider à la reconstitution de la population de grues de Sibérie. De plus amples informations étaient disponibles sur le site web de la CMS. Le Secrétaire exécutif adjoint a noté qu'un projet du FEM de 10 millions de dollars avait été approuvé en principe ce qui profiterait à la conservation de la grue de Sibérie dans quatre Etats de l'aire de répartition, la Chine, la République Islamique d'Iran, le Kazakhstan et la Fédération de Russie, projet dont il fallait espérer qu'il serait définitivement approuvé après la prochaine reconstitution des ressources du FEM.

Mémoire d'Accord sur les mesures de conservation pour le courlis à bec grêle (Numenius tenuirostris) – 1994

125. Le Secrétaire exécutif a noté au sujet du Mémoire d'Accord concernant les mesures de conservation pour le courlis à bec grêle qu'il avait été convenu que l'Office européen de BirdLife International ferait fonction de secrétariat pour le Mémoire. M. O'Sullivan (observateur pour BirdLife International), parlant en l'absence du Conseiller désigné pour les oiseaux, a dit que les informations données dans le document UNEP/CMS/Conf.7.9.1 étaient à jour. Le Conseil scientifique avait constaté qu'une grande part du problème avec le courlis à bec grêle était qu'il était très difficile à trouver, sans parler de travailler dessus, et que l'enregistrement de ses apparitions, en particulier sur son itinéraire de migration, était d'une grande importance. M. O'Sullivan a appelé l'attention sur la réunion informelle sur l'espèce, visée au paragraphe 58 du document, qui devait se tenir en marge de la session actuelle de la Conférence des Parties.

Mémorandum d'Accord sur la conservation et la gestion de la population d'Europe centrale de la grande outarde (Otis tarda) – 2000

126. Le Secrétaire exécutif a remercié le représentant de la délégation du Royaume-Uni pour son travail sur le Mémorandum d'Accord concernant la grande outarde, au moment de son détachement auprès des Secrétariats de la CMS et d'EUROBATS. Avec la signature de l'Allemagne le premier jour de la session, 12 des 16 Etats de l'aire de répartition avaient signé. Sur les quatre restants, un ne serait pas en mesure de signer pour des raisons techniques et procédurales, car sa procédure de signature de Mémorandum d'Accord nécessitait une ratification en bonne et due forme. On s'attendait à ce que la Slovénie et au moins deux ou trois autres Etats signent bientôt. Le Secrétaire exécutif a appelé les quatre Etats restants à accélérer leurs procédures et à travailler sur l'application du Mémorandum. Il a indiqué qu'il avait récemment visité la région transfrontalière d'Autriche, de Hongrie et de Slovaquie où les résultats avaient été excellents en seulement quelques années, avec un très large accroissement de la population de grandes outardes qui servirait d'exemple pour d'autres régions. Il a également appelé l'attention des délégués sur l'exposition concernant la grande outarde dans le hall de la salle plénière.

Mémorandum d'Accord sur les mesures de conservation pour les tortues marines de la côte atlantique de l'Afrique – 1999

127. Le Secrétaire exécutif adjoint a rendu compte des débats d'une réunion figurant dans le document UNEP/CMS/Conf.7.9.1 qui s'est tenue en mai 2002 à Nairobi et était présidée par M. Okopido du Nigeria. Les comptes rendus seront publiés aussitôt que possible. Les travaux prévus au Mémorandum avaient été stimulés par la brochure "Biogéographie et conservation des tortues marines de la côte atlantique de l'Afrique" (publication technique no. 6 de la CMS) rédigée par Jacques Fretey, document bilingue français/anglais à la disposition des participants.

128. Le représentant de la République démocratique du Congo a rappelé qu'à la réunion de Nairobi la CMS avait été priée de fournir un appui pour un parc protégé des marais de mangroves de la côte atlantique de la République qui étaient sérieusement menacés par la pollution industrielle et pétrolière en particulier. L'aide serait utilisée en partie pour former des experts en matière de tortues marines.

Mémorandum d'Accord sur la conservation et la gestion des tortues marines et de leurs habitats dans l'océan Indien et les mers de l'Asie du Sud-Est (IOSEA) – 2001

129. Passant au Mémorandum d'Accord de l'IOSEA, le Secrétaire exécutif adjoint a dit que le Mémorandum, avec son plan de conservation détaillé, couvrait une quarantaine d'Etats. A ce jour, il comptait 12 signataires et d'autres Etats devaient y adhérer. Un petit secrétariat serait co-implanté avec le Bureau régional du PNUE pour l'Asie et le Pacifique à Bangkok. Comme le reflétait le document UNEP/CMS/Conf.7.9.1, des contributions volontaires à cette fin avaient été obtenues de l'Australie, du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique, de la Division des conventions sur l'environnement du PNUE et de la CMS elle-même ; depuis que le document avait été publié, le Gouvernement français avait également promis une contribution volontaire.

130. Le représentant du Pakistan a informé la session que le Pakistan espérait signer le Mémorandum, auquel il était entièrement acquis, peut-être avant la fin de la présente conférence, une fois que les obstacles procéduraux internes auraient été surmontés.

Mémorandum d'Accord sur la conservation et la restauration des populations de cerf de Boukhara – 2002

131. Passant au Mémorandum d'Accord sur la conservation et la restauration des populations de cerf de Boukhara, le Secrétaire exécutif a noté que le Mémorandum avait été le produit d'une coopération avec le Programme pour l'Asie centrale du Fonds mondial pour la nature. Le premier jour de la session en cours, l'Ouzbékistan avait ajouté sa signature à celles du Kazakhstan, du Tadjikistan et du Turkménistan, ce qui signifiait que les quatre Etats de l'aire de répartition avaient signé, comme l'avait fait l'organisation internationale non-gouvernementale *Conseil international de la chasse*, autrement dit toutes les organisations coopérantes avaient également signé. Le fait que toutes les parties intéressées avaient signé servirait d'incitation pour attirer le financement d'organismes internationaux.

132. Ajoutant à sa précédente intervention, le représentant du Secrétariat de l'AEWA a fait remarquer qu'on envisageait d'ajouter toutes les espèces migratrices d'oiseaux d'eau à sa liste et aussi d'étendre la couverture à la voie de migration Asie centrale/Inde, soit au moyen d'un nouvel accord, soit en étendant AEWA ou un autre accord. Avec un effectif de seulement deux personnes et de nombreux projets, l'administration des projets et des finances était un goulot d'étranglement auquel AEWA espérait apporter une solution dans le proche avenir.

133. Le représentant du Danemark a annoncé que la Commission de la Communauté européenne envisageait favorablement le démarrage du processus conduisant à la ratification d'AEWA par la Communauté européenne qui pourrait avoir lieu avant la troisième réunion des Parties. On espérait que la ratification serait bénéfique aux Etats de la Communauté européenne dans leur coopération avec les autres Etats membres d'AEWA et qu'elle inciterait d'autres Etats à adhérer à l'Accord.

134. Le représentant de la Hongrie a annoncé que la Hongrie avait décidé le 13 septembre 2002 d'adhérer à AEWA et que la documentation nécessaire serait bientôt envoyée.

135. Le représentant de la République démocratique du Congo a approuvé le principe d'une participation universelle à AEWA, de sorte que les voies de migration puissent être étudiées et une action appropriée engagée aussitôt que possible.

136. Le Secrétaire exécutif a annoncé qu'il avait tenu des discussions avec les représentants du Gouvernement indien le premier jour de la présente conférence. Le Gouvernement indien avait accepté d'être le chef de file sur la question de la voie de migration Asie centrale/Inde. Il a rappelé à ce sujet que, aux termes d'AEWA, les Etats qui n'étaient pas dans la zone définie pourraient adhérer s'ils se considéraient eux-mêmes comme Etats de l'aire de répartition, disposition qui avait été demandée par un certain nombre d'Etats lorsque AEWA avait été négocié. Il n'y avait toutefois pas eu de ratification ou d'adhésion en vertu de cette disposition.

2. Elaboration de futurs Accords

137. Le Comité plénier a abordé la question de l'élaboration de futurs Accords à sa 3ème séance, le 19 septembre.

138. Le Président a attiré l'attention sur un rapport préparée par le Secrétariat concernant les Accords en cours d'élaboration en titre de l'Article IV (UNEP/CMS/Conf.7.9.2) et aussi sur le rapport du groupe de travail sur l'élaboration des Accords régionaux de la CMS (UNEP/CMS/Inf. 7.16).

(a) *Outarde Houbara*

139. Le représentant de l'Arabie Saoudite, parlant au nom de la Commission nationale pour la conservation et le développement de la faune et de la flore sauvages, a confirmé que l'Arabie Saoudite était la Partie chef de file dans le groupe de travail préparant un Accord pour la conservation de l'outarde houbara d'Asie (*Chlamydotis undulata*). Il a ajouté qu'un projet d'Accord avait été distribué, avec des commentaires substantiels du Secrétariat. L'Arabie Saoudite envisageait de convoquer une réunion en automne 2003 pour mettre la dernière main à l'Accord. On espérait que cette réunion serait précédée par au moins une réunion informelle et par des consultations approfondies entre les Parties dont on espérait la signature et avec d'autres organisations intéressées, de sorte que la réunion puisse être réellement décisive et qu'un Accord puisse être ouvert pour signature.

140. L'observateur du Zimbabwe a demandé au représentant de l'Arabie Saoudite si des mesures étaient prises pour contrôler dans la péninsule arabique la fauconnerie laquelle, a-t-il dit, posait une menace majeure pour l'outarde houbara. Le représentant de l'Arabie Saoudite a dit que ce pays avait pris plusieurs mesures pour réglementer à la fois la chasse et le transport d'oiseaux pour la chasse et que d'autres mesures étaient à l'étude.

141. Le Comité a salué les progrès faits à ce jour pour que l'instrument soit au point aussitôt que possible.

(b) *Phragmite aquatique*

142. L'observateur de BirdLife International, qui avait travaillé étroitement avec le Secrétariat pour élaborer un Mémoire d'Accord concernant les mesures de conservation pour le phragmite aquatique (*Acrocephalus paludicola*), a dit qu'un projet de Mémoire d'Accord avait été distribué et qu'un atelier était envisagé à la fin de 2002 ou au début de 2003.

143. Le Comité a rendu hommage au travail fait par BirdLife International, en étroite coopération avec le Secrétariat, pour préparer un Mémoire d'Accord sur le phragmite aquatique. Il a approuvé les préparatifs d'une réunion des Etats de l'aire de répartition à la fin de 2002 ou au début de 2003 ainsi que l'intention du Secrétariat de continuer sa coopération avec BirdLife International, y compris la fourniture d'un soutien financier pour la mise au point d'un plan d'action et la tenue d'une réunion de négociation.

(c) *Grouse des sables*

144. Comme suggéré par le Secrétariat dans son document UNEP/CMS/Conf.7.9.2, le Comité s'est félicité de l'initiative de l'Afrique du Sud consistant à élaborer un Mémoire d'Accord sur la grouse des sables.

(d) *Esturgeon*

145. Le représentant de l'Allemagne a dit que le Gouvernement fédéral allemand avait entrepris des travaux préparatoires pour l'élaboration d'un mémorandum d'accord sur l'échange de renseignements concernant les esturgeons migrateurs. Il a noté l'importance de la coopération avec la CITES sans laquelle l'action isolée de la CMS relative au commerce international d'esturgeons et de caviar avait peu de chances d'être productive. Le sujet avait été examiné par les Etats de l'aire de répartition et les organisations non-gouvernementales en marge de la Conférence des Parties à la CITES tenue à Nairobi en avril 2000. Mais le Secrétariat de la CITES avait depuis indiqué qu'il n'était pas en mesure de poursuivre les travaux. Toute autre activité avait été reportée.

146. Un représentant a attiré l'attention du Comité sur un atelier concernant l'esturgeon, tenu à Sofia, et une brochure qui avait été publiée.

147. Le Comité a pris note du rapport de l'Allemagne et demandé instamment la reprise d'activités de coopération entre le pays chef de file, l'UICN, le Secrétariat de la CMS et le Secrétariat de la CITES. Il a invité la Conférence des Parties à la CITES à encourager une collaboration plus étroite entre les Secrétariats de la CMS et de la CITES en ce qui concernait la conservation de l'esturgeon, vu les priorités stratégiques des deux conventions complémentaires.

(e) *Tortues marines*

148. Le Secrétaire exécutif adjoint a noté que, avec un Mémoire d'Accord de la CMS en place pour les tortues marines de la région de l'océan Indien et de l'Asie du Sud-Est, un autre pour celles de la côte atlantique de l'Afrique et une convention interaméricaine séparée en fonctionnement, une vaste zone restait sans mesures internationales de conservation pour les tortues marines : l'océan Pacifique.

149. Le Comité a autorisé le Secrétariat à explorer les possibilités d'élaborer un instrument pour les tortues marines de l'océan Pacifique dans le contexte du Plan stratégique de la CMS et du Mémoire d'Accord de la CMS existant pour les tortues marines de l'océan Indien et de l'Asie du Sud-Est et à allouer des ressources suffisantes à cette fin.

(f) *Mammifères marins*

150. Le Conseiller scientifique désigné par la Conférence pour les mammifères marins a dit qu'en plus des accords existants pour conserver les phoques de la mer de Wadden, les petits cétacés de la mer du Nord et de la mer Baltique et les cétacés de la mer Méditerranée et de la mer Noire, les régions de l'Afrique, de l'Asie du Sud-Est et de l'océan Indien présentaient des possibilités pour des accords de la CMS concernant les mammifères marins.

151. Le Secrétaire exécutif adjoint a observé que ces derniers représentaient une approche stratégique qui exigerait l'investissement de ressources considérables sur le long terme pour obtenir des résultats.

i. Petits cétacés et lamantins d'Afrique de l'Ouest tropicale

152. Le Conseiller désigné par la Conférence pour les mammifères marins a indiqué que deux projets de recherche soutenus par la CMS relatifs aux petits cétacés d'Afrique de l'Ouest avaient déjà été achevés et qu'un troisième était en cours. Un atelier tenu en Guinée en mai 2000 avait recommandé l'élaboration d'un plan d'action pour la conservation et la gestion. Comme exposé dans son esquisse, il couvrirait les petits cétacés (définis comme tous les Odontocetes, moins le cachalot) et le lamantin de l'Afrique de l'Ouest (*Trichechus senegalensis*). Dix-huit des 25 Etats de l'aire de répartition étaient Parties à la CMS.

153. Les représentants de la Guinée, du Mali, du Sénégal, du Tchad et du Togo se sont prononcés pour l'élaboration d'un plan d'action.

154. Le Comité a exprimé son appui aux initiatives prises pour élaborer un instrument approprié pour les mammifères marins de la côte occidentale de l'Afrique, avec l'allocation de fonds suffisants. Les Parties intéressées étaient invitées à former un groupe de travail, avec la possibilité de formuler des demandes de soutien financier.

ii. Petits cétacés de l'Asie du Sud-Est

155. Le Conseiller scientifique désigné par la Conférence pour les mammifères marins a rendu compte d'un atelier financé par la CMS, tenu aux Philippines en juillet 2002, qui avait exploré la possibilité d'élaborer un instrument régional pour protéger les petits cétacés et esquissé la première phase d'un plan d'action. L'atelier avait souligné l'importance des prises accidentelles en tant que menace majeure pour les petits cétacés qui devait être traitée sans délai si l'on ne voulait pas que les populations, voire l'espèce, disparaissent.

156. Le Comité a exprimé son appui à la mise au point d'un instrument approprié pour la région et indiqué qu'il serait disposé à allouer des fonds suffisants à cette fin si les Etats de l'aire de répartition indiquaient leur intention d'aller de l'avant.

iii. Cétacés de l'océan Indien

157. Un observateur de la Société pour la conservation des baleines et des dauphins a dit que les travaux en vue d'un accord pour la conservation des cétacés de l'océan Indien étaient à un stade très préliminaire et que l'on manquait grandement de connaissances sur les espèces et leurs mouvements, et en particulier sur l'impact possible des pêcheries au large des côtes.

158. Le représentant du Bangladesh a dit au Comité qu'il y avait grand besoin d'un programme pour conserver les cétacés du golfe du Bengale. Le représentant du Pakistan a dit que le platanista du delta de l'Indus (*Platanista gangetica minor*) était en train de disparaître et qu'une aide était nécessaire.

159. Le Comité a pris note des commentaires faits et exprimé son appui aux initiatives prises pour élaborer un accord régional.

iv. Mammifères marins dans d'autres régions

160. Le représentant de l'Australie a indiqué que le dugong (*Dugong dugon*) était inscrit à l'Annexe II de la Convention mais que rien n'avait été fait pour élaborer des mesures de coopération. Il serait utile que la Conférence des Parties encourage la tenue de consultations entre les Etats de l'aire de répartition.

*(g) Mammifères terrestres**i. Antilopes sahélo-sahariennes*

161. Mme Roseline C. Beudels-Jamar de Bolsee, membre du groupe de travail taxonomique sur les mammifères terrestres du Conseil scientifique, a annoncé que le Gouvernement français avait approuvé un financement pour un projet s'inscrivant dans le plan d'action concerté pour les antilopes sahélo-sahariennes, mis au point sous les auspices de la CMS.

162. Le représentant de la France a confirmé que le Gouvernement français, qui cherchait à veiller à ce que le projet soit totalement transparent et véritablement multilatéral, demandait que le Secrétariat de la CMS fasse office de gestionnaire des fonds et d'administrateur de ce projet parrainé par le FEM français.

163. Le Secrétaire exécutif a dit que cette requête offrait à la CMS une occasion non négligeable de démontrer son aptitude à contribuer à l'application d'autres instruments de portée mondiale, mais qu'en vertu des règles de l'ONU, le Secrétariat de la CMS devait être autorisé par son organe directeur, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, à accepter cette demande. Cela supposerait également des tâches administratives considérables et le recrutement d'un coordinateur de projet et d'un assistant administratif. Il était entendu que le PNUE n'avait pas d'objection de principe.

164. Le représentant de la Belgique s'est félicité de l'initiative française et a estimé qu'il était peut-être temps de convoquer une réunion analogue à celle qui avait abouti à l'adoption de la Déclaration de Djerba. Le représentant du Maroc a dit que son pays était disposé à organiser un tel atelier.

165. Le Comité s'est félicité des progrès réalisés et, sous réserve de l'approbation du PNUE, a adopté la proposition visant à ce que le Secrétariat de la CMS fasse office de gestionnaire de fonds et d'administrateur pour le projet FEM français, y compris l'octroi d'un financement supplémentaire pour le personnel nécessaire. Il a également entériné les travaux du Secrétariat et du groupe de travail sur l'antilope sahélo-saharienne en vue de l'élaboration d'un accord, comme demandé à l'atelier de Djerba.

ii. Antilope de Saïga

166. Le Secrétaire exécutif a indiqué qu'un projet de Mémoire d'Accord sur des mesures de conservation de l'antilope de Saïga (*Saiga tatarica tatarica*) avait été diffusé aux Etats de l'aire de répartition et serait examiné en marge de la réunion suivante de la Conférence des Parties à la CITES. Il y avait de bonnes chances qu'un Mémoire d'Accord soit ouvert à la signature dans un avenir très proche.

167. Le Comité s'est félicité des progrès accomplis à ce jour et a préconisé la conclusion rapide d'un Mémoire d'Accord pour la conservation de l'antilope de Saïga. Il a également prié la Conférence des Parties à la CITES de prendre acte de la coopération entre les Secrétariats de la CMS et de la CITES et d'approuver la poursuite de cette coopération.

iii. Gazelle de Mongolie

168. Le Secrétaire exécutif a dit que l'on avait espéré à l'origine que les activités concernant l'antilope de Saïga pourraient servir de modèle pour des mesures de conservation de la gazelle de Mongolie (*Procapra gutturosa*), mais que les progrès restaient aléatoires. Il a proposé que le Secrétariat organise des consultations et a estimé qu'une fois l'espèce inscrite à l'Annexe II il serait possible de déterminer la meilleure manière de procéder.

169. La Conférence a approuvé l'intention du Secrétariat de mettre au point, dans le cadre du projet de programme de travail un Mémoire d'Accord sur la gazelle de Mongolie et de dégager des fonds suffisants à cet effet.

iv. Eléphant d'Afrique

170. Le représentant du Nigeria a indiqué que le groupe de travail sur les éléphants d'Afrique n'avait pas pu progresser en raison des événements qui avaient empêché le Burkina Faso de faire office de correspondant comme prévu.

171. Le Secrétariat a indiqué qu'il n'avait pas pu recruter d'administrateur auxiliaire pour assurer le secrétariat du groupe de travail et avait dû laisser la question en suspens.

v. Chauves-souris

172. Le Président du Conseil scientifique a indiqué que l'on manquait de données sur les populations migratrices de chauves-souris, mais que diverses espèces pourraient être ajoutées aux Annexes de la Convention. Le Conseil a demandé aux Parties de lui donner mandat pour poursuivre des travaux susceptibles d'aboutir à des accords régionaux.

173. Le Comité a pris note des études de faisabilité concernant l'élaboration de nouveaux Accords de la CMS sur les chauves-souris et a chargé le Secrétariat de continuer à appuyer ces activités.

3. Directives pour l'harmonisation de futurs Accords

174. L'alinéa 11 c) iii) de l'ordre du jour sur les directives pour l'harmonisation de futurs Accords a été abordé à la 5ème séance du Comité plénier, le 20 septembre. Présentant le document UNEP/CMS/Conf.7.9.3, le Secrétaire exécutif a indiqué que les projets d'élaboration d'Accords harmonisés n'avaient pas progressé depuis un certain temps et a demandé des directives à la Conférence des Parties quant à la question de savoir s'il fallait poursuivre les efforts d'élaboration de directives. Il a estimé qu'un certain nombre de Mémoires d'Accord et d'Accords avaient été élaborés dans l'intervalle et que la plupart des projets de directives existants devraient être complètement changés. Le représentant de l'Allemagne a attiré l'attention sur les conclusions du groupe de travail concernant l'élaboration des Accords régionaux de la CMS (UNEP/CMS/Inf.7.16) selon lesquelles il serait utile, notamment, de mettre au point des directives sur des avis pratiques en vue de l'élaboration d'Accords.

175. Aucune objection n'ayant été émise, les participants ont décidé de cesser de s'efforcer d'arrêter des directives pour l'harmonisation d'Accords.

D. Examen de l'application du Plan stratégique pour 2000-2005

176. Ce point a été abordé par le Comité plénier à sa première séance, le 18 septembre. Dans son introduction, le Secrétaire exécutif adjoint a appelé l'attention des représentants sur le document UNEP/CMS/Conf.7.10 dans lequel figure l'examen de l'application du Plan stratégique 2000-2005 et a noté qu'il était complété par un document d'information concernant les indicateurs de performance (UNEP/CMS/Inf.7.19). Après avoir donné un bref historique des origines du Plan stratégique, il a souligné son rôle comme instrument de planification et de surveillance. Le concept d'indicateur de performance est associé à l'idée de surveillance et le Comité permanent ainsi que le Conseil scientifique avaient l'un et l'autre créé des groupes de travail pour examiner à la fois les indicateurs opérationnels et les indicateurs biologiques. La session actuelle de la Conférence des Parties a la première occasion d'examiner le Plan stratégique à l'aide des instruments mis au point au cours des deux années précédant son fonctionnement. Le document UNEP/CMS/Conf.7.10 avait été revu par le Comité permanent et le Conseil scientifique mais il y avait des passages qui nécessitaient un examen plus approfondi.

177. Le Plan stratégique a fixé quatre objectifs principaux et a servi à montrer comment la Conférence des Parties pouvait évaluer les activités en fonction de chacun de ces objectifs. D'abord, il visait à promouvoir la conservation des espèces migratrices des groupes principaux. En gros, le Conseil scientifique a divisé les espèces en oiseaux, en mammifères marins et grands poissons, en mammifères terrestres et en tortues marines. Au titre du point 11 (b) de l'ordre du jour il y avait des plans pour étudier en profondeur les projets et les activités spécifiques pour les espèces de l'Annexe I qui faisaient l'objet d'actions concertées. Au titre du point 11 (c) on envisageait l'élaboration d'Accords de la CMS et il attirait l'attention sur le document UNEP/CMS/Conf.7.9 à cet égard. Le Conseil scientifique avait aussi passé beaucoup de temps à examiner l'état de conservation des espèces et il a rappelé que le Président du Conseil avait lui-même souligné la nécessité d'adopter une approche plus stratégique pour de telles activités.

178. Dans le cadre de la définition de l'importance et de la priorité à attribuer aux activités de conservation, il y avait plusieurs sous-objectifs parmi lesquels la nécessité de se pencher plus attentivement sur des secteurs tels que les pêcheries ou l'agriculture et d'intégrer les problèmes des espèces migratrices dans la politique et les pratiques nationales. Ces deux domaines n'étaient pas bien couverts dans le document UNEP/CMS/Conf.7.10 et exigeaient un examen plus approfondi. Il était aussi nécessaire de réduire les obstacles aux espèces migratrices et plusieurs projets de résolutions ou de recommandations à cet effet avaient été proposés par le Conseil scientifique en ce qui concerne notamment les prises accidentelles, les fermes d'éoliennes, la pollution par les hydrocarbures et les lignes à haute tension.

179. Le deuxième objectif était de veiller à ce que les listes d'espèces de la CMS reflètent convenablement appropriée leurs besoins particuliers d'attention. La Conférence examinerait les propositions pour les Annexes, et le Conseil scientifique avait fourni des avis à cet égard.

180. Le troisième objectif du Plan stratégique était de faire de la CMS une initiative vraiment mondiale. Le Comité permanent et les Parties actuelles avaient un rôle à jouer à cet égard et il serait également utile pour les groupes régionaux de faire comprendre aux non-Parties l'intérêt d'adhérer rapidement à la Convention.

181. Le quatrième objectif était de faciliter l'application de la Convention. Un domaine d'activité susceptible d'aider dans ce sens était de favoriser les prises de conscience. La sixième session de la Conférence des Parties avait mis au point un Plan de gestion de l'information et un nouveau système de traitement des données provenant des Parties. En outre, la session actuelle avait été saisie pour approbation du nouveau format national de rapports. La mobilisation de ressources supplémentaires pour l'application de la Convention n'avait eu qu'un succès limité et elle serait examinée ultérieurement au titre du point 13 de l'ordre du jour. L'application de la CMS pourrait également profiter de l'amélioration du fonctionnement de ses institutions et, à cet égard, le Conseil scientifique avait déjà commencé un examen de son propre modus operandi. Les liens institutionnels avec d'autres organisations étaient également importants et seraient abordés au titre du point 11 (e) de l'ordre du jour.

182. Le Secrétaire exécutif adjoint a conclu ses remarques en notant que la Conférence des Parties n'avait pas toutes les informations nécessaires pour évaluer le succès de la CMS : elle avait besoin d'indicateurs pertinents et les travaux entre les sessions étaient déjà entamés au Conseil scientifique et au Comité permanent pour les mettre au point. En outre, il était nécessaire de se tourner vers l'avenir et d'examiner comment remanier le Plan stratégique en vue de la huitième session de la Conférence des Parties en fonction de l'expérience acquise. A sa sixième session, la Conférence des Parties avait établi un groupe de travail durant la session sur le Plan stratégique et il pourrait être utile d'en créer un à la session actuelle. Enfin, il a souligné l'importance du document UNEP/CMS/Conf.7.10 sur le Plan stratégique pour guider les délibérations sur un certain nombre de points de l'ordre du jour de la session actuelle.

183. Dans le débat général qui a suivi, des représentants ont noté que des renseignements supplémentaires importants sur des activités actuelles et planifiées au titre de la CMS pouvaient être fournis par les Etats eux-mêmes. Le Danemark, représentant les Etats membres de la Communauté européenne, a approuvé les travaux du groupe de travail du Conseil scientifique sur les indicateurs de performance et lui a recommandé de poursuivre ses travaux pour la prochaine période triennale. Il a estimé que la section 1 du document UNEP/CMS/Conf.7.10 sur les actions concertées devrait être prioritaire. La section 4.2, sur la mobilisation de ressources, était également essentielle, notamment du fait de la nécessité d'élever le niveau du soutien financier des activités lequel n'avait pas besoin nécessairement d'être canalisé par le Secrétariat. Il était peu disposé à soutenir le financement de postes supplémentaires au Secrétariat, préférant utiliser ce financement pour des activités de projet. En outre, il a estimé qu'il n'était pas nécessaire d'établir un comité permanent pour suivre la performance de la CMS entre les sessions étant donné que les mécanismes actuels remplissaient cette tâche de façon satisfaisante.

184. Les autres points soulevés portaient notamment sur la nécessité d'identifier les impacts cruciaux ainsi que les menaces actuelles ou potentielles à l'encontre des espèces migratrices, d'accroître la sensibilité sur les questions concernant les invertébrés ou les poissons lesquelles jusqu'alors avaient été négligées, d'identifier les espèces de poissons pour inscription à l'Annexe I, sur l'importance de la coopération avec des accords et des conventions régionales existantes telles que la Convention de Berne sur la conservation de la vie sauvage et des habitats naturels en Europe ou la Convention de Barcelone pour la protection de l'environnement marin et de la région côtière de la Méditerranée, ainsi que ses centres régionaux d'activité, sur l'intégration de critères de performance et d'indicateurs biologiques au niveau de projets ainsi que sur la nécessité de travailler avec le secteur privé.

185. Le représentant de Monaco, soulignant que le rôle important de la CMS devrait être la conservation, a estimé que certaines espèces inscrites à l'Annexe II, en vertu des Accords, semblaient être mieux protégées que certaines espèces inscrites à l'Annexe I. Il était nécessaire de rétablir l'équilibre. En outre, pour certaines espèces telles que les mammifères marins, où de nombreux acteurs participaient à la conservation, il était difficile d'évaluer les effets de l'activité de la CMS et sa performance générale. En outre, la courte période utilisée ne permettait ni d'effectuer une évaluation des augmentations de population ni de faire une analyse sérieuse.

186. L'observateur du PNUE-CMSC, rappelant que le Sommet mondial sur le Développement durable avait fixé comme objectif d'arrêter la perte de la biodiversité pour 2010, a noté que le document UNEP/CMS/Conf.7.10 fixait de nombreuses activités susceptibles de servir d'indicateurs à cet égard. Il a proposé que le Comité permanent ou un groupe de travail soit invité à examiner cette question et qu'un élément sur le sujet soit incorporé dans le Plan stratégique. Son organisation était d'accord pour aider dans ce sens.

187. A la 2ème séance du Comité plénier, le 19 septembre, le Président a demandé aux participants de présenter toutes nouvelles observations et suggestions au titre du point 11 (d) sur l'examen de l'application du Plan stratégique.

188. Le représentant du Royaume-Uni, qui avait fait fonction de Vice-Président du groupe de travail du Comité permanent sur la performance, a remercié le Secrétariat d'avoir pris en compte la plupart des indicateurs de performance recommandés par ce groupe de travail, que ce soit dans le Plan stratégique ou dans un autre cadre. Il a indiqué que le groupe n'avait pas été en mesure de fixer des objectifs de performance spécifiques en raison de l'absence de données de référence précises. La prochaine étape du processus consisterait à obtenir des réponses à des questions qu'il fallait se poser au début de toute entreprise : quelles étaient la destination, l'échéance, la voie à suivre et le point de départ.

189. En réponse à une demande du Président sur la voie à suivre par la Conférence, le Secrétaire exécutif adjoint a réitéré sa suggestion antérieure à savoir que les participants à la réunion pourraient souhaiter créer un groupe de travail de session chargé : a) d'examiner le document UNEP/CMS/Conf.7.10 et d'envisager d'affiner les objectifs, sous-objectifs et activités, et éventuellement d'améliorer les indicateurs de performance, tout en conservant le format actuel ; b) d'envisager d'étoffer le document récapitulatif qui ne constituait en l'état qu'un cadre pour l'établissement de rapports et c) de convenir d'une procédure afin de remanier plus en profondeur le Plan stratégique avant la huitième session de la Conférence des Parties.

190. Il a été décidé de créer un groupe de travail sur le Plan stratégique, dont toutes les Parties et les observateurs pourraient être membres. Ce groupe élirait son propre Président.

191. A la 5ème séance plénière, le représentant de la Suisse, s'exprimant en qualité de Président du groupe de travail sur le Plan stratégique, a présenté un bref rapport d'étape sur les travaux du groupe. Le groupe s'était réuni la veille au soir et avait examiné le document UNEP/CMS/Conf.7.10, tout en tenant compte du préambule de la Résolution 6.4 de la Conférence des Parties.

192. A la 8^{ème} séance du Comité plénier, le 23 septembre, le représentant de la Suisse, parlant en sa qualité de Président du groupe de travail sur le Plan stratégique, a fait état des débats du groupe qui avait complété ses travaux. Il a ajouté que, pour ses délibérations, en plus de la documentation déjà notée, le groupe de travail avait également pris en considération le rapport de la 11^{ème} réunion du Conseil scientifique (UNEP/CMS/Conf.7.17 et Annexe VIII au présent rapport), la première partie du projet de rapport des travaux de la session actuelle de la Conférence des Parties ainsi que les questions posées par des délégués au groupe de travail sur les questions financières. Le groupe de travail sur le Plan stratégique avait également examiné et commenté le projet de recommandation sur le Millennium Ecosystem Assessment et sur le Sommet mondial sur le développement durable.

193. Le groupe avait cherché à identifier des problèmes au sein du Plan stratégique et à l'analyser en profondeur en vue de préparer le prochain Plan stratégique qui sera soumis à la huitième session de la Conférence des Parties. Le groupe ne s'était estimé ni lui-même compétent pour fixer des priorités au Secrétariat ni capable de faire des propositions là où des restrictions budgétaires pouvaient être faites.

194. En ce qui concerne l'établissement des priorités, le groupe avait cherché à savoir qui les établissait pour ce qui est de trois domaines : scientifique et biologique, technique et faisabilité ainsi que finances, administration et personnel. Au titre du premier, le groupe avait estimé qu'un équilibre était nécessaire entre la méthode taxonomique, la méthode régionale et la méthode écosystème/menace.

195. Le groupe avait estimé que le Plan stratégique devait être mieux défini en tant qu'instrument de planification et de surveillance et qu'il avait besoin de souplesse afin de pouvoir tenir compte des mesures d'urgence et des projections de planification. En ce qui concerne les effectifs, il fallait clarifier l'attribution des tâches et identifier les lacunes. Le groupe avait estimé que le Plan stratégique n'était pas aligné sur le document du budget et que la cohérence était nécessaire à cet égard. Le groupe de travail proposait à la Conférence des Parties qu'un groupe de travail à composition libre poursuive ses travaux entre les sessions, correspondant par e-mail, afin de rédiger le Plan stratégique pour la huitième session de la Conférence des Parties. En attendant l'approbation par la Conférence des Parties, le groupe de travail pourrait préparer un rapport préliminaire sur la question pour la prochaine réunion du Comité permanent.

196. Le groupe de travail a également recommandé qu'à de futures sessions de la Conférence des Parties les questions nécessitant la création de groupes de travail soient identifiées plus tôt afin de permettre une meilleure planification, notamment pour les petites délégations.

Résolution 7.3 : Application du Plan stratégique de la CMS⁷

197. A sa 9^{ème} séance, le 24 septembre, le Comité plénier a examiné le projet de Résolution 7.3 (UNEP/CMS/Res.7.3). Le projet de résolution a été approuvé par le Comité, tel qu'amendé oralement pour nommer la Suisse comme Président du groupe de travail entre les sessions sur le Plan stratégique, pour adoption par la plénière.

198. A sa dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a adopté la Résolution 7.3, oralement amendée, sur l'application du Plan stratégique de la CMS, laquelle figure à l'Annexe IX au présent document.

E. Coopération avec d'autres organes

199. A sa 5^{ème} séance, le 21 septembre, le Comité plénier a examiné le point 11(e) de l'ordre du jour sur la coopération entre la CMS et d'autres organes. Présentant le document UNEP/CMS/Conf.7.11, le Secrétaire exécutif a noté que des progrès considérables avaient été accomplis dans l'établissement de réseaux avec d'autres organes internationaux, notamment les conventions sur l'environnement. Il a tout particulièrement fait valoir les synergies entre la CMS et la CBD. Un programme de travail conjoint entre la CMS et la CBD, qui avait été approuvé par la Conférence des Parties à la CBD en avril 2002, était soumis à la Conférence. Plusieurs accords de coopération avaient été conclus avec la CITES, la CBI, le Bureau Ramsar, Wetlands International et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), et des efforts étaient entrepris pour conclure des accords avec la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, la Convention de Barcelone, la Convention de Cartagena pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes, BirdLife International et l'UICN.

⁷ Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Résolution 7.6.

200. Les représentants ont félicité le Secrétariat de ses travaux d'élaboration de mesures de coopération qui contribuaient à prévenir tout double emploi et à favoriser le partage de l'information. De telles mesures visant à mettre en commun des ressources humaines et financières se justifiaient également d'un point de vue économique. Toutefois, les activités et programmes de travail conjoints supposaient d'étroites consultations non seulement entre les secrétariats mais également avec les Parties afin d'étudier toutes les incidences financières. Une étroite coopération entre les secrétariats des conventions sur l'environnement soulageait également la charge de travail des représentants des pays en développement.

201. L'observateur pour le CAR/ASP a indiqué que la douzième réunion des Parties contractantes à la Convention de Barcelone avait pris acte du resserrement des liens entre cette Convention et la CMS. L'observateur du Bureau Ramsar a fait observer que la Convention Ramsar et la CMS avaient toutes deux une orientation pratique et a offert de partager avec les Parties aux deux Conventions des trousseaux à outils contenant des manuels d'« utilisation rationnelle ».

202. Un représentant a proposé d'encourager également le renforcement de la coopération au niveau régional, par exemple entre pays, en termes de réserves de la biosphère établis dans le cadre de l'UNESCO. Un autre représentant a demandé en quoi l'absence d'un accord formel avec l'UICN pourrait influencer sur les activités de conservation de l'éléphant d'Afrique. Le Secrétaire exécutif a assuré les représentants que l'absence d'accord ne signifiait pas qu'il n'existait pas une étroite coopération avec l'UICN. Il a averti que le Secrétariat n'était pas en mesure d'assurer comme il convenait la liaison et la coopération avec d'autres organismes.

Résolution 7.5 : Coopération avec d'autres organisations et processus⁸

203. A sa 8^{ème} séance, le 23 septembre, le Comité plénier a examiné le document UNEP/CMS/Res.7.5 dans lequel figure une résolution sur la coopération avec d'autres organisations et processus. Le Comité a approuvé le projet de résolution pour transmission à la plénière.

204. A sa dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a abordé l'examen du projet de Résolution 7.5 (UNEP/CMS/Res.7.5). La Conférence des Parties a adopté la Résolution 7.5 sur la coopération avec d'autres organisations et processus, laquelle figure à l'Annexe IX au présent document.

XII. EXAMEN DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENT AUX ANNEXES I ET II DE LA CONVENTION (Point 12)

205. Le Comité a abordé ce point à sa 5^{ème} séance, le 20 septembre. Présentant ce point, le Secrétaire exécutif adjoint a appelé l'attention sur le document UNEP/CMS/Conf.7.12 qui reprenait les propositions d'amendement aux Annexes I et II de la Convention lesquelles avaient été reçues, conformément à l'Article XI de la Convention, des pays suivants : Australie, Chili, Ghana, Mongolie, Ouzbékistan, Paraguay, Pérou, Philippines et Sénégal. Les propositions initiales n'avaient pour la plupart pas été revues et étaient soumises telles qu'elles avaient été présentées par les Gouvernements respectifs.

206. Un résumé de ces propositions avait été diffusé en mai 2002 dans l'Annexe au document UNEP/CMS/Conf.7.12 et les observations des Parties sur ces propositions, communiquées au Secrétariat avant le 20 juillet 2002, figuraient dans le document UNEP/CMS/Conf.7.12.Add. Les documents ci-après étaient également pertinents : le document de séance résumant les recommandations du Conseil scientifique sur les propositions d'amendement aux Annexes de la CMS présentées pour examen par la Conférence des Parties à sa septième session ; le document UNEP/CMS/Conf.7.12.Rev.1, contenant une proposition révisée d'inscription de *Brotogeris pyrrhopterus* et le document UNEP/CMS/Conf.7.12/Rev.2, contenant une proposition révisée d'inscription du Puffinure de garnot *Pelecanoides garnotii*.

⁸ Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Résolution 7.9.

207. Le Président du Conseil scientifique, remerciant les membres du Conseil pour leurs travaux d'examen des propositions d'inscription d'espèces aux Annexes de la CMS, a souligné que le Conseil s'était fondé pour ce faire sur des principes d'objectivité scientifique. Le but de l'Annexe I était de recenser les espèces véritablement les plus menacées et pour lesquelles des mesures de conservation revêtaient une priorité élevée. L'inscription à l'Annexe II était importante en ce qu'elle signifiait que la situation d'une espèce se détériorait et qu'un appui était nécessaire sous la forme d'Accords de la CMS, de résolutions et de mesures de coopération. En outre, si l'inscription d'une espèce en soi revêtait un intérêt scientifique, il était également essentiel de prendre des mesures de suivi afin d'améliorer l'état de conservation de l'espèce inscrite. Le Conseil scientifique, aidé en cela par les Conseillers désignés, avait approuvé un certain nombre de propositions d'inscription d'espèces sous les principaux taxons et ses conclusions étaient soumises pour approbation à la Conférence des Parties.

208. Toutefois, dans le cas de quelques propositions ayant trait notamment à quelques-unes des espèces de baleines, les propositions semblaient contenir des lacunes dans des données et des renseignements clés ainsi que des inexactitudes techniques. Le Conseil avait constitué un groupe de travail, présidé par le Conseiller désigné pour les mammifères marins et les grands poissons, qui n'avait pas pu parvenir à un consensus sur la façon de procéder. Le Conseil avait par conséquent été guidé par le Conseiller désigné et par le Président du Conseil scientifique, notamment, qui avaient estimé que lorsque les données étaient nettement insuffisantes ou contenaient des inexactitudes techniques, le Conseil ne pouvait pas recommander d'appuyer ces propositions pour le moment. Le Conseil était conscient des besoins des espèces concernées en matière de conservation et tenait à ce que la Conférence des Parties, voire des tiers, ne voie pas dans son avis sur la question une tentative de minimiser de quelque façon que ce soit les besoins en conservation des espèces visées. Les espèces restaient proposées pour inscription à l'Annexe II, ce qui permettait l'adoption de mesures régionales de coopération. En outre, le Conseil avait appuyé l'inscription aux Annexes I et II d'un certain nombre d'espèces de baleines et restait ouvert à toutes nouvelles propositions scientifiquement exactes pour les espèces concernées qui pourraient être présentées dans l'avenir par toute Partie à la Convention qui le jugerait nécessaire. Le Conseil espérait également que de nouvelles informations et la poursuite de la collaboration permettraient d'agir plus avant sur cette question.

A. Cétacés et grands poissons

1. Grandes baleines

209. Le Conseiller désigné pour les mammifères marins et les grands poissons a appelé l'attention sur le rapport du Conseil scientifique à sa onzième réunion, document UNEP/CMS/Conf.7.17. Concernant les six propositions d'inscription de grandes baleines aux Annexes I et II, présentées par l'Australie, le Conseil avait décidé à la majorité d'inscrire le rorqual commun (*Balaenoptera physalus*) (I/3 et II/3), le rorqual sei (*Balaenoptera borealis*) (I/4 et II/4) et le cachalot (*Physeter macrocephalus [catodon]*) (I/6 et II/6) aux Annexes I et II mais n'avait pas souscrit aux propositions d'inscription à l'Annexe I du petit rorqual de l'Antarctique (*Balaenoptera bonaerensis*) (I/1 et II/1), du rorqual de Bryde (*Balaenoptera edeni*) (I/2 et II/2) et de la baleine pygmée (*Caperea marginata*) (I/5 et II/5). Le Conseil avait toutefois recommandé l'inscription de ces trois dernières espèces à l'Annexe II.

210. La représentante de l'Australie, remerciant le Conseil scientifique d'avoir procédé à un examen approfondi des propositions d'inscription de son pays de six espèces de grandes baleines aux Annexes de la CMS, a dit que, comme l'avait fait observer le Conseil scientifique, diverses menaces indirectes pouvaient avoir une incidence négative sur les espèces marines, en particulier celles qui, comme les grandes baleines, occupaient les échelons supérieurs de réseaux alimentaires marins complexes. C'était pour tenir compte de ces menaces croissantes pesant sur les grandes baleines, qui n'étaient dans bien des cas pas spécifiquement prises en compte dans d'autres organisations internationales, que l'Australie avait élaboré ses propositions et les avait présentées au Conseil scientifique.

211. L'Australie se félicitait du fait que le Conseil scientifique ait recommandé l'inscription du rorqual commun (*Balaenoptera physalus*), du rorqual sei (*Balaenoptera borealis*) et du cachalot (*Physeter macrocephalus [catodon]*) aux Annexes I et II de la Convention. L'Australie souscrivait également aux recommandations du Conseil scientifique visant à inclure le petit rorqual de l'Antarctique (*Balaenoptera bonaerensis*), le rorqual de Bryde (*Balaenoptera edeni*) et la baleine pygmée (*Caperea marginata*) à l'Annexe II de la CMS. L'Australie notait également avec satisfaction l'invitation du Conseil scientifique à élaborer plus avant les propositions en vue d'une inscription future de ces trois dernières espèces à l'Annexe I et s'employait déjà à rassembler des informations supplémentaires à l'appui de l'inscription de ces trois grandes baleines à l'Annexe I lors d'une réunion ultérieure de la Conférence des Parties.

212. Etant donné que le Conseil scientifique estimait devoir obtenir davantage d'informations avant d'être en mesure de recommander l'inscription du petit rorqual de l'Antarctique, du rorqual de Bryde et de la baleine pygmée à l'Annexe I, l'Australie retirait sa demande d'inscription de ces espèces à l'Annexe I.

213. Notant que le Conseil scientifique avait reconnu que ses conclusions ne devaient en aucun cas avoir d'incidences négatives sur les besoins réels de conservation des grandes baleines, la représentante de l'Australie a indiqué que son pays prenait déjà diverses mesures pour assurer la conservation et la reconstitution des populations des six grandes baleines dont l'inscription était demandée, ainsi que des cinq grandes baleines déjà inscrites à l'Annexe I de la CMS.

214. Le représentant de la Norvège a indiqué que son pays était généralement en faveur d'une inscription aux Annexes de la Convention, à titre de mesure d'amélioration de l'état de conservation des espèces menacées d'extinction. Toutefois, l'ajout d'espèces devait se faire conformément aux critères d'inscription établis au titre de la Convention et se fonder sur des données scientifiques solides. De nombreuses Parties avaient évoqué la nécessité de synergies et d'une véritable coopération entre conventions et organisations, une approche également préconisée par le système des Nations Unies et notamment le Secrétaire général des Nations Unies. Cela signifiait que d'autres institutions pourraient efficacement s'acquitter d'activités d'intérêt commun et il importait d'en prendre conscience pour éviter tout double emploi.

215. Concernant les propositions spécifiques présentées par l'Australie, le représentant de la Norvège s'est demandé s'il ne serait pas préférable de traiter de ces questions dans d'autres enceintes où elles étaient de fait également à l'étude, comme dans le cas des travaux approfondis menés par la CBI, la CITES, l'UICN et même le Comité sur la pêche de la FAO, s'agissant de la question plus vaste des espèces marines. Des débats et travaux étaient en cours dans ces enceintes pour parvenir à définir plus précisément les critères de protection et d'exploitation durable des espèces marines. Tant que ces travaux ne seraient pas achevés, on devait éviter de se lancer dans l'inscription de nombreuses espèces marines au titre de la CMS.

216. Tout en appréciant à leur juste valeur l'esprit et les bonnes intentions qui avaient présidé à la présentation de ces propositions, elles ne répondaient pas aux conditions nécessaires pour une inscription, conformément aux critères adoptés et à des informations scientifiques exactes. En acceptant d'inscrire ces espèces, la CMS s'écarterait considérablement des principes acceptés et créerait un précédent dangereux qui pourrait menacer la Convention et jeter le doute sur sa sincérité et son intégrité. Conséquence négative supplémentaire, cela pourrait être source de conflit entre les Parties et mettre par conséquent en péril son bon fonctionnement et la coopération fructueuse instaurée.

217. La Norvège, a-t-il poursuivi, était parvenue à ces conclusions indépendamment, mais prenait note du fait que le Conseil scientifique convenait que certaines propositions présentaient de nombreuses lacunes et contenaient des inexactitudes. Etant donné que trois des espèces étaient inscrites par l'UICN parmi les espèces menacées d'extinction ou vulnérables, la Norvège avait bien évidemment accordé une attention particulière à ces espèces. Le représentant de la Norvège souhaitait compléter les informations mises à la disposition du Conseil scientifique pour qu'une décision puisse être prise sur la base des meilleures données scientifiques disponibles. Dans le cas du rorqual commun, les informations scientifiques publiées sous les auspices de la Commission sur les mammifères marins de l'Atlantique Nord (NAMMCO) stipulaient que la population avait diminué de 70 % au maximum depuis 1880, ce qui était loin des 80 % au cours des trois

dernières générations. Les informations dont disposait la Norvège indiquaient également que la population avait augmenté depuis qu'il avait été mis fin à la pêche commerciale à la baleine et continuait à s'accroître. La population totale était aujourd'hui estimée à 47 000 dans l'Atlantique Nord.

218. S'agissant du rorqual boréal (*Balaenoptera borealis*), la NAMMCO faisait état d'une diminution de 60 % au cours de la même période mais indiquait également que cette diminution avait été enrayée, bien que l'on continuait à recueillir des données sur l'état de la population. Toutefois, en 1993, la population dans l'Atlantique Nord avait été estimée par la CBI à un minimum de 12 à 13 000 spécimens. Cela signifiait que les critères d'inscription de ces espèces à l'Annexe I n'étaient pas remplis. Enfin, le cachalot n'était considéré par l'UICN que comme vulnérable et de grandes incertitudes subsistaient également quant à l'importance de la population. Le représentant de la Norvège avait expressément mentionné ces trois espèces car il faudrait peut-être envisager plutôt leur inscription à l'Annexe II. Il fallait toutefois effectuer davantage de recherches afin de disposer de données fiables sur l'état de ces espèces. La Norvège s'opposait par conséquent à l'inscription de toutes les espèces de baleines présentées par l'Australie.

219. Le Danemark, parlant au nom des Etats membres de la Communauté européenne, a noté le rapport du Conseil scientifique sur les grandes baleines et la décision ultérieure de l'Australie de modifier ses propositions. Conformément à son engagement de baser ses politiques environnementales sur une science de qualité, la Communauté européenne a soutenu les propositions préconisées par le Conseil scientifique et elle était prête à examiner de futures propositions tendant à reclasser à l'Annexe I les trois espèces actuellement proposées pour l'Annexe II lorsqu'un avis scientifique complémentaire serait disponible. Il a noté que la désignation des espèces à l'Annexe II fournirait la base d'une coopération régionale pour sauvegarder ces espèces, premier pas vers une protection plus concrète, lorsque la situation scientifique serait clarifiée. Une décision positive sur la question refléterait certainement la reconnaissance par la Conférence des Parties du fait que ces espèces requéraient une gestion de conservation active.

220. Un certain nombre de représentants ont appuyé la recommandation du Conseil scientifique concernant l'inscription des grandes espèces de baleines et la décision de l'Australie de réviser ses propositions et plusieurs ont loué l'Australie du travail qu'elle avait fait pour soumettre les propositions à la Conférence des Parties.

221. Plusieurs représentants ont appuyé les propositions originales d'inscription à l'Annexe I. Notant que la CBI avait déclaré un moratoire sur la chasse des trois espèces proposées à l'origine pour une inscription à l'Annexe I, un représentant pensait que la CMS devrait utiliser ses mécanismes également pour appuyer la conservation des espèces. Un autre représentant a jugé contestable qu'un manque de preuves scientifiques serve de motif pour empêcher l'inscription d'une espèce en vue de sa conservation alors que, sur la base des mêmes preuves, l'espèce était jugée propre à une exploitation commerciale. Il pensait aussi que la conservation des espèces représentait une occasion parfaite de synergie entre la Convention de Berne, ACCOBAMS et la CMS. L'observateur d'ACCOBAMS a souligné l'extrême difficulté rencontrée pour évaluer l'environnement marin et obtenir des données scientifiques précises.

222. L'observateur de la Société pour la conservation des baleines et des dauphins a dit que les organisations qui s'occupaient de conservation appuyaient la proposition originale d'inscrire les cétacés désignés par l'Australie sur les deux Annexes de la CMS. Il a cité une lettre de plusieurs organisations s'occupant de conservation (voir UNEP/CMS/Inf.7.25) qui indiquait qu'elles étaient « conscientes que les cétacés devaient faire face à une large gamme de menaces dans un monde qui changeait rapidement » et qu'il était « de plus en plus évident que les cétacés devaient faire face à des changements de climat, à la pollution, à la pêche et à d'autres facteurs qu'il était souvent difficile d'observer, et que leur rôle en tant que prédateurs supérieurs avec de faibles taux de reproduction les rendait particulièrement vulnérables à ces impacts multiples et souvent cumulatifs ». Les organisations chargées de la conservation ont noté « qu'en outre, la nature transfrontalière des animaux eux-mêmes et des menaces dont ils sont l'objet présentent une gamme unique de [problèmes] de gestion de la conservation ». L'observateur a noté que, tandis que la CBI œuvrait pour limiter la chasse et que la CITES s'occupait du commerce des espèces, il appartenait à la CMS de s'occuper des menaces de dégradation de l'habitat et de prises accidentelles. Un représentant a estimé qu'un

groupe de travail devrait être constitué pour analyser les divers critères utilisés par les autres organisations œuvrant dans le domaine des espèces marines, comme la FAO, l'UICN et la CBI.

223. Une représentante, précisant que toutes les baleines jouissaient d'une protection juridique totale à l'intérieur de la zone économique exclusive de son pays, a estimé que seuls la collaboration, les mesures concertées et le partage des informations entre les Etats de l'aire de répartition assureraient l'avenir de ces grandes baleines. Son pays avait déjà entrepris des activités et des programmes de recherche ayant trait directement à la conservation des baleines et espérait faire bénéficier les autres Etats de l'aire de répartition des résultats de ces activités.

224. Le Président du Conseil scientifique a souligné la nécessité pour la CMS de fonder ses décisions sur l'objectivité scientifique et une approche scientifique rigoureuse. Le Conseiller désigné pour les mammifères marins et les grands poissons a expliqué que, s'il était vrai que les erreurs techniques et les lacunes dans la proposition initiale pour l'inscription des six espèces avaient été pour une grande part corrigées dans une version révisée de la proposition examinée par un groupe de travail, d'autres questions scientifiques plus importantes devaient être prises en compte. La majorité du Conseil scientifique avait convenu qu'il n'existait aucune base scientifique évidente et convaincante pour l'inscription du petit rorqual de l'Antarctique (*Balaenoptera bonaerensis*) à l'Annexe I. La population, selon les estimations, comptait entre 500 000 et 750 000 individus et les prises actuelles autorisées - un millième de la population par an - étaient supportables. La population n'était pas stable et l'espèce était l'objet de menaces, mais elle n'était pas en danger d'extinction. L'inscription d'une espèce à l'Annexe I devrait se faire sur la base d'une évaluation scientifique de son état de conservation.

225. Le Président du Comité a décidé de faire part des délibérations du Comité à la séance plénière de la Conférence des Parties pour un examen plus approfondi.

2. *Grand requin blanc*

226. La représentante de l'Australie a présenté des propositions tendant à ajouter le grand requin blanc (*Carcharodon carcharias*) aux Annexes I et II de la Convention (proposition I/22 et II/21). Elle a informé le Comité que des constatations faites dans les régions de la côte est de l'Amérique du Nord, en Afrique du Sud et en Australie orientale indiquaient que le grand requin blanc, une espèce de prédateur supérieur naturellement rare, avait souffert d'un déclin de la population particulièrement inquiétante dans les régions côtières de trois continents. Le Conseil scientifique avait approuvé lesdites propositions.

227. Un expert de l'Afrique du Sud, observateur de BirdLife International, a noté que l'exploitation du grand requin blanc dans les eaux de l'Afrique du Sud était désormais limitée à des utilisations hors consommation, essentiellement aux fins d'un écotourisme en plein développement qui avait apporté des revenus et des emplois dont avaient grand besoin les collectivités défavorisées des régions côtières.

228. Le représentant de la Norvège a rejeté ces propositions pour manque de preuves scientifiques. Le représentant de la Communauté européenne a quant à lui choisi de ne pas encore se prononcer sur cette question. Ultérieurement, à la 7^{ème} séance du Comité plénier, le 23 septembre, le Danemark, parlant au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres, a annoncé que la Communauté avait retiré ses réserves quant à l'inscription du grand requin blanc aux Annexes I et II de la Convention.

229. Le Comité a décidé de transmettre à la plénière les propositions avec les recommandations du Conseil scientifique.

3. Orque

230. Au cours de l'examen du point 12 de l'ordre du jour à la 5^{ème} séance du Comité plénier, le Conseiller désigné pour les mammifères marins et les grands poissons a informé le Comité que le Conseil scientifique avait approuvé une proposition présentée par l'Australie tendant à inscrire toutes les populations d'orques (*Orcinus orca*) à l'Annexe II (proposition II/7). Certaines populations de cette espèce étaient déjà inscrites.

231. Le représentant de la Norvège s'est opposé à ces propositions pour manque de preuves scientifiques.

232. Le Comité a décidé de transmettre la proposition avec la recommandation du Conseil scientifique à la plénière.

4. Lion de mer d'Amérique du Sud et otarie d'Amérique du Sud

233. Le Conseiller désigné a dit que le Conseil scientifique appuyait les propositions présentées par le Pérou relatives à l'inscription à l'Annexe II du lion de mer d'Amérique du Sud (*Otaria flavescens*) (proposition II/8) et de l'otarie d'Amérique du Sud (*Arctocephalus australis*) (proposition II/9).

234. Le représentant de la Norvège a fait savoir que ces espèces méritaient davantage d'examen et de recherche. On avait signalé que les populations étaient en augmentation et certains changements dans la taille de la population pouvaient être des fluctuations naturelles dues à des causes telles que le phénomène El Niño. La CMS devrait examiner minutieusement les critères qu'elle appliquait, sinon il lui serait difficile de savoir quelle espèce elle ne devrait pas inscrire.

235. Le Président du Conseil scientifique a fait observer que les chiffres relatifs à l'évolution de la population devaient être examinés en tenant compte de la taille absolue de la population.

236. Le représentant de l'Uruguay a appuyé les propositions présentées par le Pérou tout en précisant que la population des otaries d'Amérique du Sud de l'Atlantique qui vivait en Uruguay était sédentaire, en ce qu'il n'y avait pas de fluctuations conjoncturelles à leurs mouvements et que cette population était en tout cas protégée et n'était exposée à aucune menace grave. Le représentant de l'Argentine a fait savoir que son pays appuyait de manière générale les propositions mais se réservait le droit de faire des observations lorsque la traduction des documents pertinents serait disponible.

237. Le Comité a décidé de transmettre la proposition avec la recommandation du Conseil scientifique à la plénière.

5. Lamantin

238. Le Conseiller désigné a dit que le Conseil scientifique appuyait les propositions relatives à l'inscription à l'Annexe II du lamantin ouest-africain (*Trichechus senegalensis*) par le Ghana (proposition II/10) et du lamantin de l'Amazonie (*Trichechus inunguis*) par le Pérou (Proposition II/11). Si le Conseil avait reçu une proposition concernant l'inscription du lamantin ouest-africain à l'Annexe I, il l'aurait probablement appuyée et le Conseil espérait recevoir une telle proposition dans l'avenir.

239. Le Comité a décidé de transmettre à la plénière la proposition avec la recommandation du Conseil scientifique.

6. *Platanista du Gange*

240. Le représentant de l'Inde a appelé l'attention du Comité sur le fait que bien que le platanista du Gange (*Platanista gangetica gangetica*) ait été signalé dans le rapport de la 11^{ème} réunion du Conseil scientifique (UNEP/CMS/Conf.7.17) comme une espèce dont l'inscription était envisageable dans le future, la nécessité d'assurer sa conservation était urgente. Il s'est excusé auprès du Comité du fait qu'une proposition émanant de l'Inde et tendant à faire inscrire le platanista du Gange avait été présentée trop tard pour examen à la session en cours de la Conférence des Parties. Cela dit, le Conseil scientifique avait été consulté au cours de la rédaction. L'inscription de cette espèce pouvait encourager deux non-Parties à adhérer à la Convention. Le Comité a décidé que la proposition tardive soit distribuée en tant que document d'information et a également décidé de solliciter ultérieurement l'avis du Secrétariat quant à la question de savoir si le règlement intérieur permettrait de prendre une mesure à ce sujet. Le représentant du Bangladesh a appuyé l'inscription du platanista du Gange à l'Annexe II.

241. Le Comité plénier est revenu sur le sujet du platanista du Gange à sa 7^{ème} séance le 23 septembre. Le représentant de l'Inde a rappelé au Comité le besoin urgent pour la conservation de l'espèce et l'intérêt de l'inscrire à l'Annexe I de la Convention.

242. Le Secrétaire exécutif s'est référé à la règle 11 du Règlement intérieur de la septième session de la Conférence des Parties (UNEP/CMS/Conf.7.4 (Rev.1)) et a déclaré que, si la Conférence des Parties était trop stricte dans l'application de la règle, la CMS pouvait être critiquée pour son indifférence pour de simples raisons formelles alors qu'une espèce s'éteignait. Il a ajouté que la rédaction quelque peu ambiguë de la règle semblait accorder une souplesse suffisante pour la proposition (UNEP/CMS/Conf.7/Inf.29) qui devait être examinée par la session actuelle de la Conférence des Parties .

243. Le Président du Conseil scientifique a dit que le Conseil avait examiné le projet d'une proposition pour le platanista du Gange à ses 9^{ème} et 10^{ème} réunions, et avait reconnu que la menace pour l'espèce était très sérieuse. L'inscription de l'espèce à l'Annexe I de la Convention avait le soutien total du Conseil scientifique.

244. La proposition était appuyée par le représentant de la Norvège, les observateurs du Népal et du Bangladesh et l'observateur de la Société pour la conservation des baleines et des dauphins. Le Comité a décidé de transmettre la proposition d'inscrire le platanista du Gange à l'Annexe I à la plénière pour approbation.

245. Le Comité a également demandé au Comité permanent d'examiner la règle 11 du Règlement intérieur et de présenter éventuellement une clarification pour examen par la Conférence des Parties à sa huitième session.

B. Mammifères terrestres

246. Le représentant de la Belgique, parlant au nom du groupe de travail du Conseil scientifique sur les mammifères terrestres, a présenté la proposition approuvée par le Conseil tendant à ajouter le chameau sauvage ou chameau de Bactriane (*Camelus bactrianus*) à l'Annexe I de la Convention (proposition I/7) et quatre autres espèces asiatiques à l'Annexe II (propositions II/12 à II/15). Le Comité a décidé de transmettre les propositions à la plénière pour approbation.

C. Oiseaux

247. L'observateur pour BirdLife International, qui avait été recommandé pour devenir un membre désigné du Conseil scientifique, a présenté les propositions relatives à l'ajout de 15 espèces d'oiseaux à l'Annexe I (propositions I/8 à I/21) et de quatre espèces à l'Annexe II (propositions II/16 et II/20).

248. Il a noté que, du fait d'une erreur dans les documents distribués, il s'était avéré que *Brotogeris pyrrhopterus* avait été proposée pour inscription à l'Annexe II, alors qu'elle devait l'être pour inscription à l'Annexe I.

249. L'observateur du Zimbabwe a contesté la proposition du Sénégal (proposition II/20) tendant à faire inscrire à l'Annexe II la tourterelle des bois (*Streptopelia turtur turtur*), un gibier prisé et une ressource alimentaire qui, a-t-il dit, était chassée et piégée dans des proportions considérables partout en Afrique.

250. Le représentant de la Norvège a fait observer qu'il s'agissait là d'une espèce vraiment commune et a recommandé que la proposition soit retirée. Le représentant du Maroc a fait observer qu'à un moment donné cet oiseau était considéré comme nuisible. Le représentant de l'Égypte a pour sa part affirmé qu'il l'était encore.

251. Le représentant de la Hongrie a fait observer que cet oiseau était menacé par la chasse et le représentant de l'Espagne a fait observer que même les associations de chasseurs ont reconnu que cette espèce connaissait un grave déclin. Le représentant du Sénégal a fait remarquer que le fait qu'un oiseau était bon à manger ne devrait pas constituer un argument contre sa protection. Le représentant de la France a signalé que d'autres organismes agissaient en faveur de la conservation de cette espèce.

252. Le Comité a décidé de transmettre les propositions à la plénière, notant que des réserves avaient été faites en ce qui concernait la proposition relative à la tourterelle des bois.

Adoption des amendements aux Annexes I et II de la Convention

D. Cétacés

253. A la dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a été saisie du résumé des propositions d'amendement des Annexes I et II de la Convention qui figurent dans le document UNEP/CMS/Conf.7.12 Annexe (Rev. 1).

254. Les propositions I/1, I/2 et I/5 de l'Australie pour inscrire le petit rorqual de l'Antarctique (*Balaenoptera bonaerensis*), le rorqual de Bryde (*Balaenoptera edeni*) et la baleine pygmée (*Capererea marginata*) sur la liste de l'Annexe I avaient été retirées par le proposant, laissant les trois grandes espèces de baleines proposées pour une inscription sur la liste de l'Annexe II au titre des propositions II/1, II/2 et II/5.

255. A cet égard, le représentant de la Norvège a fait la déclaration suivante :

« La Norvège a cité son cas, dont nous sommes certains. Néanmoins, comme il y a des interprétations erronées au sujet de la politique norvégienne concernant les baleines et la chasse à la baleine, permettez-nous d'abord d'essayer de clarifier ces interprétations erronées.

« Beaucoup de choses sont dites au sujet de la chasse à la baleine des Norvégiens mais laissez-moi vous assurer qu'aucune des espèces citées et figurant dans la proposition australienne n'a d'intérêt pour l'industrie baleinière norvégienne. Je répète, nous ne prenons ni n'envisageons de prendre aucune de ces espèces. Nos objections reposent sur deux raisons : en premier lieu, le fondement scientifique des propositions est non-existant, même si nous accordons une large marge au principe de précaution. Permettez-moi de rappeler à l'assemblée que la Norvège a mené récemment un combat long et âpre pour ce principe pendant le Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg devant une dure opposition de certains.

« La deuxième raison de notre opposition à la proposition est qu'elle entraînera une duplication de travaux car d'autres organisations et d'autres assemblées, notamment la CBI, sont en fait mieux placées pour traiter de l'ensemble du problème des baleines et de leur chasse. Par conséquent, nous ne pouvons souscrire à la proposition. »

256. Le représentant du Danemark a fait la déclaration suivante en ce qui concerne les espèces de cétacés en général et le rorqual commun (*Balaenoptera physalus*), le rorqual sei (*Balaenoptera borealis*) et le cachalot (*Physeter macrophalus [catodon]*) en particulier :

« Le Danemark, pour ce qui est de l'inscription du rorqual commun, du rorqual boréal et du cachalot sur la liste de l'Annexe I, a estimé très important d'obtenir sur ce sujet le consensus des Etats membres de l'Union européenne.

« En outre, le Danemark est pleinement conscient des besoins des cétacés en matière de conservation et approuve donc l'inscription des six espèces de baleines en question et de l'orque à l'Annexe II.

« Cependant, le Danemark estime que leur inscription à l'Annexe I de la Convention de Bonn n'ajoute aucune protection de ces taxons qui sont déjà protégés par la CBI, notamment par le moratoire de 1982 qui est entré en vigueur en 1986.

« Sur les questions importantes pour le Groenland et les îles Féroé, le Danemark consulte leurs Gouvernements. Le Danemark voudrait faire état de la position de ses partenaires de l'Atlantique Nord pour ce qui est de l'inscription des espèces de baleines sur les listes de l'Annexe I et II.

« Le Gouvernement autonome du Groenland, bien qu'il ne soit pas couvert par la CMS, est opposé à l'inscription proposée des grandes baleines sur la liste de l'Annexe I. Le Gouvernement groenlandais a exprimé la même position que le Danemark en ce qui concerne l'inscription des espèces de baleines sur la liste de l'Annexe II.

« Le Danemark souhaite souligner que son approbation des propositions d'inscrire les espèces de cétacés sur les listes des Annexes I et II ne s'applique pas aux îles Féroé. Par conséquent, le Danemark émet une réserve territoriale officielle à ces inscriptions au nom des îles Féroé.

« Les îles Féroé soulignent que la gestion des cétacés dans les eaux de ces îles relève de la responsabilité des autorités autonomes des îles Féroé. Les autorités de ces îles estiment que les propositions d'inscrire ces espèces sur les Annexes I et II de la Convention de Bonn n'est ni scientifiquement justifiable ni nécessaire pour la conservation de ces cétacés étant donné que ces espèces sont couvertes au titre d'organismes mondiaux et régionaux existants pour leur gestion et leur conservation. »

257. Il a été clarifié que la position du Danemark était d'approuver les propositions d'amendement de l'Australie mais d'émettre une réserve en ce qui concernait les eaux des îles Féroé.

258. Le représentant de l'Australie fait alors la déclaration suivante :

« L'Australie se concentrera sur les nombreuses menaces à l'encontre des populations de ces grandes baleines. Je n'évoquerai pas les conséquences de la chasse sur les grandes baleines car c'est un sujet des mieux abordés dans les réunions de la Commission baleinière internationale. Cependant, il y a beaucoup d'autres menaces dont il serait nécessaire de débattre.

« Je ne vous donnerai pas des précisions sur la biologie des baleines car cela a été largement évoqué au Conseil scientifique. Je souhaite noter que toutes les espèces de grandes baleines proposées par l'Australie partagent de nombreuses caractéristiques biologiques qui les rend particulièrement dignes de l'attention de la CMS.

« Ce sont de grandes migratrices – elle voyagent sur de grandes distances entre des habitats sensibles où elle se nourrissent et d'autres habitats où elles se reproduisent.

« En bref, les grandes baleines se situent parmi les espèces les moins bien adaptées aux rapides changements de leur environnement. Elle ne sont pas non plus équipées pour faire face facilement ou rapidement au déclin numérique des populations ou aux impacts nuisibles sur leur environnement dus à une gamme d'activités maritimes anthropogéniques sans cesse en augmentation.

« Le volume croissant de débris marins menace les espèces. Des volumes substantiels de déchets ont été trouvés dans l'estomac de baleines échouées. Et comme cela a été récemment démontré dans les eaux australiennes pour ce qui est des enchevêtrements avec les engins de pêche, les programmes de surveillance des requins faisant appel à des filets de plage entraînent des enchevêtrements qui menacent la vie de ces animaux.

« D'autres formes de pollution dans nos océans ont, ou peuvent avoir, des impacts nuisibles sur les grandes baleines. La pollution chimique, telle que celle causée par des organiques polluants persistants est une menace qui ne cesse de croître. Les désordres que l'on constate dans le système de reproduction et dans le système immunitaire sont vraisemblablement des conséquences de la pollution chimique. Nous ne connaissons pas non plus toutes les conséquences possibles de la pollution acoustique sous-marine provenant de sources industrielles telles que l'exploration sismique pour la recherche de pétrole et de gaz et les bruits provenant des activités militaires.

« L'Australie a noté avec inquiétude les conclusions du Conseil scientifique à sa réunion la semaine dernière selon lesquelles la baleine franche de l'hémisphère Nord est de plus en plus sujette à une mortalité due à des collision avec des bateaux. Comme le transport maritime continue d'augmenter dans les océans, avec des bateaux plus rapides et plus grands, on peut s'attendre à ce que d'autres espèces de grandes baleines soient également de plus en plus menacées.

« Les changements écologiques mondiaux, tels que les modifications climatiques avec la diminution de la couche d'ozone qui est un problème particulier dans l'hémisphère Sud, commencent à affecter les grandes baleines. Les modifications climatiques semblent être liées à une grande réduction des banquises dans l'océan Antarctique, ce qui a pu avoir des conséquences sur les schémas d'alimentation et qui a peut-être changé les zones géographiques et mêmes les schémas de migration des espèces de grandes baleines qui vont vers les eaux de l'Antarctique ou en reviennent.

« Rien dans l'histoire de leur évolution n'a préparé les grandes baleines à la rapidité actuelle des changements dans leur environnement.

« L'Australie estime qu'il appartient d'abord à la Commission baleinière internationale de réduire les menaces provenant de la chasse à la baleine. La CITES s'occupe des menaces découlant du commerce des produits provenant des grandes baleines. D'autres organisations telles que la CDB fournissent également une protection à ces animaux.

« Mais la CMS a un rôle important et complémentaire à jouer en créant une méthode intégrée pour assurer la survie durable des grandes baleines. La CMS, seule, prend des mesures concernant les migrations des grandes baleines et elle fournit une occasion d'accroître la participation de pays plus petits ou de pays en développement dans des actions afin de protéger les espèces migratrices telles que les grandes baleines par l'application des dispositions de l'Article IV.

«Par conséquent, j'ai le plaisir de faire savoir à cette Conférence des Parties qu'une fois que les grandes baleines seront bien inscrites aujourd'hui à l'Annexe II, l'Australie entamera en priorité des débats avec ses voisins du Pacifique Sud dans l'intention de mettre au point un Mémorandum d'Accord sur la conservation et la gestion de tous les mammifères marins inscrits à la CMS et que l'on trouve à diverses époques pendant leurs migrations dans la région du Pacifique Sud.

« Un tel Mémoire d'Accord serait la première initiative régionale dans le Pacifique Sud spécifiquement pour la conservation au titre de la CMS d'espèces migratrices non-aviaires. Comme tel, il fournira une formidable occasion de faire participer les pays en développement du Pacifique Sud, qui sont de petites îles, aux efforts coopératifs de conservation régionaux et internationaux et d'accroître la sensibilité à l'égard de notre Convention.

« Nous estimons qu'il y a des raisons impératives pour que la Conférence des Parties soutienne nos propositions et nous pensons que bien d'autres ici aujourd'hui partagent aussi nos préoccupations.

« Par conséquent, l'Australie encourage vivement cette Conférence des Parties à soutenir l'inscription du rorqual commun, du rorqual boréal et du cachalot sur les listes des Annexes I et II et celle du petit rorqual de l'Antarctique, du rorqual de Bryde et de la baleine pygmée sur la liste de l'Annexe II, pour le moment. »

259. Un observateur de la Société pour la conservation des baleines et des dauphins a fait savoir que pour la première fois en plus d'un siècle une jeune baleine franche du Nord avait été observée dans la partie orientale du Pacifique Nord. Cette observation pourrait être considérée comme un signal indiquant que la réunion actuelle était à la fois le moment et le lieu pour la reconnaissance internationale de la gamme vaste et complexe de menaces auxquelles les espèces de baleines étaient confrontées. Si certains autres organismes avaient quelques compétences concernant les menaces à l'encontre des baleines, aucun autre organisme international ne les avait adéquatement traitées. De nombreuses organisations de conservation pertinentes, telles que le Fonds mondial pour la nature, le Fonds international pour la protection des animaux, Green Peace et la Société pour la conservation des baleines et des dauphins elle-même continuaient à inviter d'une manière pressante les Parties à soutenir les propositions de l'Australie.

260. L'observateur d'ACCOBAMS a exprimé son soutien aux propositions originelles de l'Australie visant à inscrire les espèces de baleines sur la liste de l'Annexe I. Cependant, les Etats Parties à ACCOBAMS adhèreraient au consensus.

261. Le représentant de la Norvège a déclaré que son pays faisait objection aux propositions australiennes dans leur totalité mais concluait comme suit :

« Nous sentons que la salle est unanimement en faveur de la proposition de l'Australie et que nous nous retrouvons seuls. Pour important qu'il soit de nous opposer à la proposition, il est aussi primordial que nous restions dans le cadre de la philosophie du consensus au sein de la Convention. Par conséquent, nous nous abstenons de voter pour ou contre la proposition. Nous sommes simplement d'accord pour manifester notre désaccord, respectant ainsi les décisions du consensus. Cependant, nous demanderons que notre désaccord soit dûment mentionné dans le rapport de la session plénière et aussi naturellement dans les délibérations de la septième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage. »

Tourterelle des bois d'Europe (*Streptopelia turtur turtur*)

262. Le représentant du Mali a expliqué qu'il appuyait l'inscription de l'espèce sur la liste de l'Annexe II et a recommandé que des travaux soient entrepris pour permettre des actions sur les espèces en coopération avec le Sénégal et d'autres pays, ce qui permettrait d'avoir de meilleures connaissances sur l'espèce et sur les dangers auxquels elle doit faire face. Son pays était prêt à appliquer toutes les mesures appropriées pour la gestion nationale des espèces de tourterelles, y compris la tourterelle des bois, jusqu'à preuve du contraire.

263. Pour ce qui est des mesures de coopération entre les Etats de l'aire de répartition de l'espèce, le représentant du Maroc a demandé que le Secrétariat de la CMS accorde un soutien aux pays en question pour permettre la préparation d'un rapport détaillé qui serait soumis à la huitième session de la Conférence des

Parties. Le rapport pourrait exposer en détail l'état de conservation de l'espèce sur le plan international et examiner les mesures de coopération possibles pour maintenir un état de conservation favorable lesquelles, au besoin, pourraient être combinées en un Mémoire d'Accord.

264. La représentante de la France a souligné qu'un tel programme représentait la réalisation d'un suivi de coopération pour l'espèce et elle espérait que tous les Etats de l'aire de répartition convenaient de la nécessité de ces mesures de coopération en accord avec son inscription à l'Annexe II.

265. Concluant le débat sur ce point de l'ordre du jour, le Président a invité la Conférence à adopter les propositions d'amendements des Annexes I et II de la Convention telles qu'elles sont résumées dans l'Annexe au document UNEP/CMS/Conf.7.12 (Rev.1). Les propositions ont alors été adoptées par acclamation.

XIII. DISPOSITIONS FINANCIERES ET ADMINISTRATIVES (Point 13)

266. Le Comité plénier a commencé l'examen du point susmentionné de son ordre du jour à sa 3ème séance, le 19 septembre. Présentant ce point, le Secrétaire exécutif adjoint a appelé l'attention sur les documents de la pré-session relatifs à ce sujet, UNEP/CMS/Conf.7.13.1 Corrigendum du 27 juin 2002 et UNEP/CMS/Conf.7.13.1 Addendum (Rev.1) du 17 septembre 2002. Parlant du premier de ces rapports, il a fait observer que le Secrétariat avait fait distribuer le projet de budget en juin 2002. Ce projet se présentait sous le même format que celui du projet de budget présenté à la sixième session de la Conférence des Parties et que celui utilisé par d'autres conventions. Ainsi, le programme de travail du Secrétariat portait sur cinq unités fonctionnelles : Direction exécutive et gestion, Elaboration et services de secrétariat des Accords, Information et renforcement des capacités, Appui scientifique et technique et Administration, finances et gestion des projets. L'Annexe 2 du document comprenait une note explicative pour justifier l'augmentation du budget.

267. Il a souligné qu'une bonne partie de l'augmentation constatée dans le budget était due au fait que les activités au titre des mesures d'application, de l'élaboration des Accords et des mesures de conservation apparaissaient, pour des raisons de transparence, dans le budget de base de la Convention au lieu de figurer au titre du Fonds d'affectation spécial, comme cela avait été le cas précédemment. On avait demandé la création d'un poste supplémentaire d'un fonctionnaire de la catégorie des administrateurs à partir de 2003 afin de pouvoir recruter un agent de liaison inter-organisations, poste qui avait été prévu dans le plan à moyen terme adopté à la sixième session de la Conférence des Parties, bien que ce soit pour 2005. Une définition d'emploi pour ce poste était disponible.

268. En outre, deux postes d'administrateurs auxiliaires avaient été provisoirement chiffrés dans le projet de budget, mais les lignes budgétaires respectives seraient réduites à zéro si un engagement ferme devait être pris à la réunion en cours pour fournir au Secrétariat gratuitement deux administrateurs auxiliaires. Le projet de budget avait pris en considération des augmentations normales de salaire, l'inflation et les fluctuations du taux de change. Le total des besoins en ressources pour la période triennale avait enregistré une augmentation globale de 38 % due, pour une grande part, à l'inclusion des mesures relatives aux activités d'application, à l'élaboration des Accords et aux mesures de conservation.

269. Les contributions annuelles des Parties étaient récapitulées à l'Annexe 4 du document UNEP/CMS/Conf.7.13.1 Corr. et étaient basées sur le barème des quotes-parts révisé de l'Organisation des Nations Unies pour l'année 2003. Le Secrétariat proposait un retrait du Fonds d'affectation spécial pour compenser l'accroissement des contributions des Parties. De plus, la Conférence des Parties souhaiterait peut-être examiner séparément la pratique normalement adoptée par un certain nombre d'autres organismes internationaux d'établir des niveaux minimums de contributions pour la période triennale tout entière, plutôt qu'annuellement, ou de renoncer purement et simplement aux petites contributions afin d'économiser les ressources qui autrement seraient dépensées pour les collecter.

270. Le Secrétaire exécutif adjoint a souligné que les Annexes 1 a) sur les mesures d'application, 1 b) sur l'élaboration d'Accords et 1 c) sur les mesures de conservation étaient des listes seulement indicatives et devraient être revues par le groupe de travail sur le plan stratégique et à la lumière des nouvelles initiatives à approuver par la Conférence des Parties. En effet, l'Annexe 1 c) avait déjà été supplantée par les travaux de la récente 11^{ème} réunion du Conseil scientifique.

271. Passant à la partie I du document UNEP/CMS/Conf.7.13.1 Add., le Secrétaire exécutif adjoint a attiré l'attention sur la demande habituelle de décision aux termes de laquelle, afin d'assurer un soutien financier continu pour la Convention, la Conférence des Parties était invitée à demander l'extension du Fonds d'affectation spécial administré par le PNUE jusqu'au 31 décembre 2005. L'Annexe 1 du document montrait les contributions des Parties au Fonds d'affectation spécial. Un certain nombre de Parties avaient payé intégralement, 21 Parties n'avaient versé aucune contribution au Fonds au long des années et 24 avaient fait des versements partiels. Le Secrétaire exécutif adjoint a noté que le Secrétariat examinerait tous les paiements reçus des Parties et mettrait à jour et republierait l'Annexe 1 du document au cours de la session. L'Annexe révisée figurait dans le document UNEP/CMS/Conf.7.13.1,Add.(Rev.1).

272. L'Annexe 2 montrait la situation du Fonds d'affectation spécial au 31 août 2002, date à laquelle il y avait eu un solde d'environ 3,4 millions de dollars, sans compter le retrait spécial de 700 000 dollars du Fonds pour les mesures d'application et de conservation. Ainsi, quelque 2,7 millions de dollars restaient dans le Fonds après engagements jusqu'à la fin de l'année. Il était possible que ce chiffre augmente à mesure que les contributions non-acquittées seraient payées. Il y avait toutefois la disposition selon laquelle le Fonds d'affectation spécial devait maintenir une réserve opérationnelle se montant à 6 mois de dépenses du budget approuvé pour 2002 pour la CMS, c'est-à-dire 900 000 dollars. En outre, la CMS était tenue de conserver une couverture de réserve du Fonds d'affectation spécial pour d'éventuels déficits des Accords au titre de la CMS. Cela se montait à 350 000 dollars pour AEWA, 80 000 dollars pour ASCOBANS et 90 000 dollars pour EUROBATS. Ainsi, une somme de 1,5 million de dollars était nécessaire dans la réserve du Fonds d'affectation spécial. Du reste, un total de 840 000 dollars était proposé pour compenser l'augmentation des contributions au Fonds d'affectation spécial.

273. L'Annexe 3 du document UNEP/CMS/Conf.7.13.1 Add. (Rev.1) contenait l'état officiel des recettes et dépenses pour 2001 fourni par le Service du budget et de la gestion financières de l'ONUN. L'Annexe 4 contenait une comparaison non-officielle, préparée par le Secrétariat, du budget approuvé pour 2001-2002 par rapport aux dépenses réelles. Certains chiffres de cette annexe avaient été extrapolés jusqu'à la fin de l'année. Le montant non dépensé apparent d'environ 435 000 dollars était expliqué dans les notes de cette annexe où il était indiqué qu'une part importante de la divergence résultait des postes vacants au Secrétariat pendant l'exercice biennal. L'Annexe 5 du document indiquait les contributions de contrepartie affectées reçues, et le Secrétaire exécutif adjoint a exprimé sa gratitude et sa grande satisfaction pour toutes les contributions versées et les promesses faites.

274. Le Danemark, parlant au nom des Etats membres de la Communauté européenne, a exprimé sa satisfaction au sujet des efforts faits par le Secrétariat pour établir un projet de budget pour la période financière 2003-2005 et selon lui le budget devrait refléter le niveau d'activité décidé par la Conférence des Parties. Il était important pour la bonne application de la Convention et des Accords régionaux conclus au titre de la Convention que le Secrétariat soit doté de ressources appropriées. Toutefois, d'une manière générale, il jugeait l'augmentation proposée du budget déraisonnablement élevée. Il était essentiel de fixer des priorités claires. Il appréciait les efforts déployés pour renforcer l'application conjointe et les synergies avec des institutions étroitement liées et il était prêt à examiner des propositions à cet effet. Toutefois, il était peu enclin à donner la priorité à la création de nouveaux postes au Secrétariat au détriment du financement de projets relatifs à des mesures de conservation et à d'autres domaines prioritaires.

275. Il était conscient que l'augmentation du budget découlait en partie du fait que les projets proposés sur les mesures d'application, l'élaboration d'Accords et les mesures de conservation étaient incorporés dans le budget et il appréciait la transparence de cette approche. Il a noté qu'une part considérable des dépenses impliquerait la réserve du Fonds d'affectation spécial. La situation et le développement possible de la réserve du Fonds d'affectation spécial seraient évalués.

276. Plusieurs représentants ont exprimé le souhait qu'un groupe de travail soit constitué pour examiner en détail un certain nombre de questions, dont l'utilisation de la réserve du Fonds d'affectation spécial, le financement de nouvelles Parties, les priorités de la CMS ainsi que le contexte juridique et la justification du besoin pour le Fonds de maintenir une réserve pour les Secrétariats des Accords de la CMS.

277. Le Secrétaire exécutif a dit que les résolutions pertinentes régissant le cadre de référence des budgets des Secrétariats des Accords avaient été clarifiées en accord avec l'ONUN, en ce sens que, lorsque les Accords rencontraient des problèmes pour obtenir un financement de leurs Parties, le Fonds d'affectation spécial de la CMS était tenu de donner des garanties pour, entre autres, leurs dépenses de personnel.

278. La Conférence des Parties a créé un groupe de travail à participation non limitée sur les questions financières et administratives, présidé par le Royaume-Uni, avec le mandat d'examiner le projet de budget et d'autres dispositions administratives et de rendre compte à la Conférence des résultats de ses délibérations.

Résolution 7.7 : Dispositions financières et administratives⁹

279. A la 7^{ème} séance du Comité plénier, le 23 septembre, un rapport de situation sur les travaux du groupe de travail sur les questions financières et administratives a été fourni par le Président du groupe de travail, lequel s'était réuni le vendredi 20 septembre pour examiner le budget proposé par le Secrétariat. Le groupe de travail a estimé que l'augmentation était trop élevée et qu'il avait reçu des explications du Secrétariat qui donnaient l'historique et des comparaisons par rapport aux budgets d'autres secrétariats de Conventions et qui décrivaient les efforts effectués pour réduire le budget proposé.

280. A sa 10^{ème} séance, le 24 septembre, le Comité plénier a examiné le projet de Résolution 7.7 sur les questions financières et administratives. Dans ses délibérations, le Comité a été saisi du projet de résolution qui figure dans le document UNEP/CMS/Res.7.7 ainsi que d'un document dans lequel figurent des révisions aux Annexes 1, 2 et 3 au projet de Résolution 7.7 et une révision 2 de l'Annexe 1 au projet de résolution.

281. Le représentant du Royaume-Uni, en sa qualité de Président du groupe de travail sur les questions financières et administratives, a fait savoir que le groupe s'était réuni cinq fois entre le vendredi 20 septembre et le mardi 24 septembre. Le Royaume-Uni avait été élu à la présidence et l'Australie en tant que Rapporteur. Les Parties ci-après avaient été représentées à divers stades pendant les délibérations du groupe de travail : Allemagne, Argentine, Belgique, Danemark, Egypte, France, Nigeria, Norvège, Ouganda, Pays-Bas, Pologne et Suisse. BirdLife international avait participé aux délibérations en tant qu'observateur.

282. Les membres du groupe de travail, après avoir reconnu que le Secrétariat avait besoin de ressources adéquates pour mettre en œuvre les stratégies et les programmes décidés par la Conférence des Parties, ont estimé à l'unanimité que l'augmentation proposée par le Secrétariat (42 % sur la période triennale) était trop élevée. Il a noté que le Secrétariat avait souligné que la CMS appliquait un certain nombre de mesures d'économie, par exemple, à l'inverse d'autres organisations des Nations Unies, l'utilisation de billets d'avion en classe économique au lieu de billets en classe affaire.

283. Le groupe de travail a demandé au Secrétariat de fournir des budgets alternatifs basés sur une croissance nulle et des augmentations de 10 et 20 %. Ultérieurement, le Secrétariat a fourni un budget révisé basé sur une augmentation de 16,5 % sur la période triennale, qui a formé la base des débats du groupe de travail.

284. Le groupe de travail a noté le surplus habituel au titre du budget de la CMS avec le résultat que le Fonds d'affectation spécial avait considérablement augmenté. Le groupe de travail était confiant. Il estimait que les réserves étaient adéquates pour faire face aux besoins mais, étant donné que l'on s'éloignait des procédures budgétaires normales qui entraîneraient une ponction sur ces réserves, il pensait que le Comité permanent devrait surveiller soigneusement le Fonds d'affectation spécial.

⁹ Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Résolution 7.11.

285. Le groupe de travail a recommandé à la Conférence des Parties l'adoption du budget qui figure dans l'Annexe I au projet de Résolution 7.7 et a donné un aperçu des éléments clés des révisions.

286. Un nouveau poste P-4 pour la liaison inter-agences serait créé à partir de 2004 au sein du Service de la direction exécutive et de la gestion qui devrait aussi fournir plus de ressources en personnel pour des activités de développement régional, notamment en Afrique. La gestion de la huitième session de la Conférence des Parties et l'aide fournie aux délégués pour participer à la session seraient financées à partir de la réserve du Fonds d'affectation spécial. En dernier lieu, les crédits pour les réunions régionales étaient réduits de 10 000 dollars par an avec la remarque que le Secrétariat pourrait faire preuve de quelque discrétion dans l'utilisation des fonds.

287. Pour l'établissement et la gestion des Accords ainsi que pour le soutien scientifique et technique, 10 000 dollars par an étaient transférés de la ligne budgétaire prévoyant des fonds correspondants pour d'autres espèces à une ligne nouvellement créée pour la planification stratégique au sein du Conseil scientifique.

288. Pour l'information et l'amélioration des capacités le financement n'était pas accepté pour un poste P-2. En même temps, les Parties étaient encouragées à fournir gratuitement un administrateur professionnel débutant. Le financement du Plan de gestion de l'information serait assuré par des contributions volontaires et/ou par un surplus de fonds.

289. Pour l'administration, les questions financières et la gestion de projets, le financement d'un poste P-2 n'était pas été accepté et les Parties étaient encouragées à fournir gratuitement un administrateur professionnel débutant.

290. Le groupe de travail avait débattu du coût administratif pour le PNUE et les Parties en cause du traitement des petites contributions. Il a été décidé que toute Partie souhaitant verser sa contribution pour la période triennale en un seul versement pourrait se mettre en rapport avec le Secrétariat qui, alors, en informerait le Bureau des Nations Unies à Nairobi pour établir une seule facture.

291. Le groupe de travail a rappelé qu'à la sixième session de la Conférence des Parties le PNUE avait décidé d'examiner la possibilité de financer un poste d'assistant pour l'administration et les questions financières à partir de 13 % des coûts de soutien du programme. Le Secrétariat a été chargé de poursuivre cette question avec le PNUE.

292. Pendant les délibérations du groupe de travail, le représentant de l'Argentine avait exposé au groupe ses problèmes très sérieux concernant le barème des quotes-parts utilisé par le Secrétariat pour établir les contributions de l'Argentine pour les années 2003 à 2005. Ces contributions avaient été basées automatiquement sur le pourcentage fixé appliqué à l'Argentine par les Nations Unies au cours de ces dernières années. Le représentant a expliqué que le Gouvernement argentin avait demandé au Comité des Nations Unies sur les contributions de réduire le barème pour tenir compte de la réduction exceptionnelle des capacités financières de l'Argentine en raison de la sévère crise économique affectant le pays. Le Comité sur les contributions avait déjà recommandé une réduction du pourcentage qui devait être payé par l'Argentine pour 2003, soit de 1,149 à 0,969 %.

293. Le groupe de travail a estimé que la Conférence des Parties devrait traiter le cas spécial de l'Argentine avec une attitude compréhensive similaire à celle qu'elle avait eu pour les arriérés sur les conseils du Comité permanent. Il a donc recommandé de laisser ouverte la possibilité d'ajuster les contributions de l'Argentine en raison de ses capacités réduites de paiement et conformément aux décisions que l'Assemblée générale pourra adopter en ce qui concerne la contribution de l'Argentine pour 2003 et les années suivantes.

294. Le représentant de la Norvège a estimé que trop d'argent était prélevé sur le Fonds d'affectation spécial et a déclaré qu'il aurait préféré une augmentation de 10 % du budget partagée entre les Parties. Il aurait également préféré que le financement du Plan de gestion de l'information soit imputé au budget central.

295. L'observateur de Sierra Leone a exprimé sa déception de constater que le poste d'administrateur professionnel débutant pour aider les Etats de l'aire de répartition des populations occidentales d'éléphants d'Afrique n'avait pas été pourvu et il espérait que la CMS continuerait d'apporter son soutien pour la conservation de ces populations. Depuis 1992, les pays de la région avaient travaillé sur un plan de gestion conjoint et poursuivi la préparation d'un Mémorandum d'Accord sur l'éléphant de l'Afrique de l'Ouest. Il lançait un appel pour un soutien afin d'organiser une réunion des Etats de l'aire de répartition ou une activité dans le cadre de la réunion régionale. Le Secrétaire exécutif adjoint a expliqué qu'une allocation pour des réunions d'Etats de l'aire de répartition figurait à la ligne budgétaire 3320.

296. Le Comité plénier a approuvé le projet de Résolution 7.7 sur les questions financières et administratives pour transmission à la plénière.

297. A sa dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a examiné le projet de Résolution 7.7 sur les questions financières et administratives qui figure dans le document UNEP/CMS/Res.7.7.

298. Le représentant de l'Argentine, réitérant les points de vue exprimés dans le groupe de travail concernant le barème des quotes-parts des Nations Unies et la capacité financière de l'Argentine a déclaré que son Gouvernement se réservait le droit de rechercher une révision du barème des quotes-parts figurant à l'annexe 2 du projet de résolution conformément à toute future décision des organes compétents des Nations Unies pour la réduction du pourcentage assigné à l'Argentine pour 2003 et pour les années suivantes.

299. La Conférence des Parties a adopté la Résolution 7.7 sur les questions financières et administratives, laquelle figure à l'Annexe IX au présent document.

XIV. DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES (Point 14)

300. Le Comité plénier a abordé le point 14 de l'ordre du jour sur les dispositions institutionnelles à sa 6^{ème} séance, le 21 septembre.

A. Accord de Siègle et personnalité juridique

301. Le Secrétaire exécutif a présenté les documents UNEP/CMS/Conf.7.14.1 et UNEP/CMS/Inf.7.27 sur l'Accord de Siègle et la personnalité juridique de la CMS. Il a rappelé que l'Accord de Siègle avait été signé le premier jour de la session actuelle et a ajouté que le personnel de la CMS avait maintenant le même statut juridique que le personnel des autres organisations des Nations Unies à Bonn. Il a noté que l'Accord s'appliquait aussi aux délégués visitant l'Allemagne en mission officielle en relation avec la Convention. L'Accord de Siègle visait également à s'appliquer au personnel des secrétariats des Accords de la CMS installés à Bonn. Son entrée en vigueur nécessitait seulement une décision de leurs organes décideurs. Ce que devait faire la Conférence des Parties était de prendre une décision officielle pour approuver l'Accord de Siègle et un projet de résolution serait soumis aux Parties pour adoption.

302. Dans la Résolution 6.9 (Le Cap, 1999), la Conférence des Parties avait décidé que le Secrétariat de la Convention devait posséder dans le pays hôte la capacité juridique nécessaire pour conduire ses affaires, et il avait soulevé la question de la personnalité juridique du Secrétariat. Cependant, l'Accord de Siègle portait sur la question de la personnalité juridique du Secrétariat de la CMS en Allemagne mais pas sur une base internationale. Le Secrétariat avait donc gardé le contact avec les autres secrétariats de Conventions des Nations Unies à Bonn. Ces secrétariats n'avaient pas encore été en mesure de suivre cette question. Par conséquent, le Secrétaire exécutif a proposé que la session repousse la question et demande au Secrétariat de soumettre un rapport à la Conférence des Parties à sa huitième session.

303. Le Secrétaire de l'Accord EUROBATS, se félicitant de la conclusion de l'Accord de Siège, a noté qu'il s'appliquait aussi aux secrétariats d'Accords installés à Bonn. Ces secrétariats entreprendraient également de faire approuver l'Accord de Siège par leurs propres Parties.

Résolution 7.8 : Accord de Siège et personnalité juridique du Secrétariat de la Convention¹⁰

304. A sa 8^{ème} séance, le 23 septembre, le Comité plénier a examiné le document UNEP/CMS/Res.7.8 qui contient un projet de résolution sur l'Accord de Siège et la personnalité juridique du Secrétariat de la Convention. Deux amendements proposés par le représentant de l'Allemagne ont été approuvés.

305. A sa 9^{ème} séance, le 24 septembre, le Comité plénier a examiné le projet de résolution révisé (UNEP/CMS/Res.7.8/Rev.1) et a approuvé son adoption par la plénière.

306. A sa dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a adopté la Résolution 7.8 sur l'Accord de Siège et la personnalité juridique du Secrétariat de la Convention, laquelle figure à l'Annexe IX au présent document.

B. Co-installation des secrétariats d'Accords

307. Le Secrétaire exécutif a présenté le document UNEP/CMS/Conf.7.14.2 sur la co-installation des secrétariats d'Accords. A sa quatrième session, la Conférence des Parties avait décidé qu'il faudrait s'efforcer d'installer les secrétariats des Accords associés basés en Europe avec le Secrétariat de la CMS à Bonn. Les secrétariats d'ASCOBANS, d'AEWA et d'EUROBATS étaient maintenant installés avec le Secrétariat de la CMS et administrativement intégrés à ce dernier sous l'ombrelle du PNUE. Les quatre secrétariats étaient engagés dans des consultations régulières et cherchaient à établir des synergies chaque fois que possible. Bien que le Secrétariat d'ACCOBAMS n'était pas installé à Bonn, la coopération et l'échange de points de vue et de renseignements entre la CMS et ce secrétariat était bons.

308. Les représentants se sont félicités de la co-installation des secrétariats à Bonn. Il était convenu qu'au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels (ACAP), son secrétariat, une fois créé, devrait être basé dans l'hémisphère Sud conformément à la directive précédente de la Conférence des Parties qui avait cherché à co-installer seulement les secrétariats basés en Europe.

309. Le Danemark, parlant au nom des Etats membres de la Communauté européenne, a manifesté sa déception pour le soutien financier et administratif fourni à la CMS par le PNUE et par le Bureau des Nations Unies à Nairobi (ONUN). Dans sa réponse, le représentant du PNUE a assuré la session que le Directeur exécutif du PNUE avait décidé qu'une plus grande attention serait accordée à la CMS et à ses Accords administrés par les Nations Unies, administrativement et substantivement. On s'efforcerait de recruter des administrateurs professionnels débutants pour Bonn et pour Bangkok. Le Secrétaire exécutif s'est félicité de l'intention du PNUE d'améliorer son soutien à la CMS et a déclaré que certaines difficultés avaient déjà été résolues par l'appui précieux d'un membre du personnel qui avait été détaché de l'ONUN au Secrétariat de la CMS pendant trois mois avant la session actuelle. Il a aussi reconnu les difficultés que l'ONUN avait éprouvées à la suite de l'installation de nouvelles bases de données et de nouveaux systèmes d'enregistrement demandés par le Siège des Nations Unies à New York. Le représentant du Royaume-Uni s'est félicité des assurances et a ajouté que les améliorations devraient être constatées avant les réunions d'ASCOBANS et d'EUROBATS en 2003.

¹⁰ Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Résolution 7.13.

C. Comité permanent

310. Le Secrétaire exécutif adjoint a présenté au Comité plénier le document UNEP/CMS/Conf.7.14.3 sur les dispositions institutionnelles pour le Comité permanent. Etant donné que la composition du Comité avait été revue à la sixième session de la Conférence des Parties, aucune autre révision n'a été proposée. Cependant il fallait, à la session actuelle, élire au Comité permanent de nouveaux membres de l'Amérique Latine et des Caraïbes ainsi que de l'Asie/Océanie et des substituts de toutes les autres régions. Les groupes régionaux devraient se concerter pour nommer des membres, le point serait alors réouvert à la plénière pour l'élection de nouveaux membres.

311. A la dernière séance plénière, en réponse à une invitation de la présidence pour les nominations au Comité permanent, les nominations suivantes ont été faites pour les cinq principales régions géographiques :

- (a) Afrique : Comme convenu à la réunion de la Conférence africaine ministérielle sur l'environnement, Kenya (membre) et République-Unie de Tanzanie (substitut) ; Maroc (membre) et Tchad (substitut)
- (b) Amériques et Caraïbes : Chili (membre) et Pérou (substitut)
- (c) Asie : Sri Lanka (membre) et Arabie Saoudite (substitut)
- (d) Europe : Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord (membre) et Monaco (substitut) ; Ukraine (membre) et Hongrie (substitut)
- (e) Océanie : Australie (membre) et Nouvelle-Zélande (substitut)

312. Les membres et substituts du Comité permanent ont été invités à participer à une brève réunion immédiatement après la clôture de la plénière pour décider d'un Président et d'un Vice-Président ainsi que pour fixer le calendrier de la prochaine réunion du Comité. Le rapport de cette réunion figure à l'Annexe VI au présent document.

D. Conseil scientifique

Résolution 7.6 : Dispositions institutionnelles – Conseil scientifique¹¹

313. A sa 8^{ème} séance, le 23 septembre, le Comité plénier a examiné le document UNEP/CMS/Res.7.6 contenant un projet de résolution sur les dispositions institutionnelles pour le Conseil scientifique, projet de résolution qui avait été préparé par le Secrétariat en consultation avec le Président du Conseil scientifique sur la base des recommandations du Conseil à sa 11^{ème} réunion.

314. Le Président du Conseil scientifique a proposé un amendement afin que toute dépense supplémentaire relative au fonctionnement du Conseil ne soit pas financée seulement à partir des contributions volontaires mais à partir des ressources du budget central ou par un surplus du Fonds d'affectation spécial.

315. A sa 9^{ème} séance, le 24 septembre, le Comité plénier a examiné un projet révisé de résolution sur les dispositions institutionnelles pour le Conseil scientifique (UNEP/CMS/Res.7.6(Rev.1)) qui a tenu compte des délibérations du groupe de travail sur les questions financières et administratives et l'a approuvé pour adoption par la plénière.

¹¹ Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Résolution 7.12.

316. A sa dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a examiné le projet de Résolution 7.6 (UNEP/CMS/Res.7.6(Rev.1)) sur les dispositions institutionnelles pour le Conseil scientifique. Le Secrétaire exécutif adjoint a présenté les amendements qui avaient été faits au projet de résolution.

317. La Conférence des Parties a adopté la Résolution 7.6, laquelle figure à l'Annexe IX au présent document.

318. La Conférence des Parties a également approuvé par acclamations la nomination de Mr John O'Sullivan (Royaume-Uni) comme Conseiller désigné pour les oiseaux.

XV. RAPPORTS DES COMITES DE SESSION (Point 15)

319. A part le Comité pour la vérification des pouvoirs, dont le rapport est pris en compte dans le point 10, il n'y avait pas de comités de session établis par la Conférence des Parties à sa septième session

XVI. ADOPTION DE RESOLUTIONS ET DE RECOMMANDATIONS AINSI QUE D'AMENDEMENTS AUX ANNEXES I ET II (Point 16)

Examen et adoption de résolutions et de recommandations

320. A sa septième session, la Conférence des Parties a adopté 15 résolutions et 7 recommandations lesquelles figurent respectivement aux Annexes IX et X au présent document. Le rapport des délibérations du Comité plénier et de la plénière sur les résolutions et les recommandations se trouvent aux points respectifs de l'ordre du jour de ce rapport, comme il convient.

321. Un certain nombre de résolutions et de recommandations ont été adoptées sur des menaces générales à l'encontre des espèces migratrices, ainsi que sur espèces et groupes d'espèces pour lesquelles aucune mesure spécifique n'était prévue au titre des Annexes I et II de la CMS. Un groupe de rédaction présidé par le Royaume-Uni a été créé pour mettre la dernière main à certains des textes et projets de résolutions et recommandations pour une adoption ultérieure en séance plénière.

322. A la 7^{ème} séance du Comité plénier, le 23 septembre, le Président du groupe de rédaction a présenté un rapport sur son travail qui concernait les Résolutions 7.10, 7.11, 7.12 et 7.13. Il avait également revu brièvement le projet de Résolution 7.14. Des précisions sur les travaux du groupe de rédaction à cet égard figurent au titre des résolutions individuelles comme exposé ci-dessous.

Résolution 7.10 : Evaluation d'impact et espèces migratrices¹²

323. A la 6^{ème} séance du Comité plénier, le 22 septembre, l'observateur de BirdLife International a présenté le document UNEP/CMS/Conf.7.16 et le projet de Résolution UNEP/CMS/Res.7.10 sur l'évaluation d'impact sur l'environnement en ce qui concerne les espèces migratrices, lequel avait été préparé par cette organisation et parrainé par le Kenya et la Hongrie. Si l'évaluation des impacts sur l'environnement était fondamental pour la Convention et ses Accords associés ainsi que pour d'autres décideurs, l'évaluation des impacts sur la biodiversité était pour eux l'aspect le moins satisfaisant. Les Parties avaient exprimé le besoin de renseignements concernant ces aspects et pour des directives, dont des règles de bonne pratique. Par conséquent, le projet de résolution posait des principes auxquels il faudrait se conformer au niveau international. L'observateur a souligné le fait que la CMS devait se fonder sur les travaux effectués par la CDB et il a noté que BirdLife International avait donc suivi les directives de la CDB pour préparer le projet

¹² Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Résolution 7.2.

de résolution. Un représentant a suggéré qu'en rattachant les travaux de la CMS à ceux d'autres conventions sur la biodiversité, et vice-versa, le Secrétariat devrait collaborer aussi avec le Secrétariat de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatiques.

324. Le Conseiller désigné pour la faune néo-tropicale a souligné l'importance des évaluations d'impacts sur l'environnement et a déclaré que ces évaluations devaient porter sur toutes les nouvelles installations avant d'être étendues à celles qui existent déjà.

325. A la 7^{ème} séance du Comité plénier, le 23 septembre, le Président du groupe de rédaction a indiqué que le groupe n'avait introduit que des amendements mineurs à la Résolution 7.10.

326. A sa 9^{ème} séance, le 24 septembre, le Comité plénier a examiné le projet révisé de la Résolution 7.10 (UNEP/CMS/Res.7.10(Rev.1)) sur l'évaluation d'impacts et les espèces migratrices et l'a approuvé, avec une correction mineure, pour adoption par la plénière.

327. A sa dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a examiné le projet de Résolution 7.10 (UNEP/CMS/Res.7.10(Rev.1)) sur l'évaluation d'impacts et les espèces migratrices. Après que le Secrétaire exécutif adjoint ait présenté la correction technique du projet de résolution, la Conférence des Parties a adopté la Résolution 7.10 : Evaluation d'impact et espèces migratrices, laquelle figure à l'Annexe IX au présent document.

Résolution 7.11 : Marées noires et espèces migratrices¹³

328. A la 6^{ème} séance du Comité plénier, le représentant de l'Allemagne a présenté le projet de Résolution UNEP/CMS/Res.7.11 sur les marées noires au large des côtes et les espèces migratrices soumis par son Gouvernement. Des participants ont suggéré que le champ d'application du projet de résolution sur les marées noires devrait être étendu afin de couvrir l'environnement marin en général.

329. On a souligné que le problème n'était pas un seul déversement accidentel mais un phénomène constant et également chronique. Tous les Etats devaient se doter d'une législation pour combattre les déversements d'hydrocarbure en mer et l'appliquer, et les Etats du littoral devaient être préparés à agir de concert dans l'éventualité d'une marée noire. L'importance de collaborer avec l'industrie a été soulignée. Des représentants de deux pays africains ont souligné l'importance des travaux, dans le cas de pollution pétrolière et les dangers d'une pollution constante du fait de l'exploration et de l'extraction pétrolières au large des côtes, effectués au titre de la Convention d'Abidjan pour la coopération en vue de la protection et du développement de l'environnement marin et côtier de la région de l'Afrique occidentale et centrale et de son Protocole concernant la coopération pour combattre la pollution en cas d'urgence. Un expert de l'Afrique du Sud, observateur de BirdLife International était prêt à mettre à la disposition de la CMS son expérience en matière de pollution pétrolière et d'électrocution par les lignes à haute tension ainsi que de mesures pour en réduire l'impact.

330. A la 7^{ème} séance du Comité plénier, le 23 septembre, le Président du groupe de rédaction a fait savoir que le projet de Résolution 7.11 avait été amendé par le groupe afin de tenir compte des interventions faites pendant la plénière ainsi que du point de vue du Président du Conseil scientifique pour que toutes les pollutions par hydrocarbures y figurent.

331. A sa 9^{ème} séance, le 24 septembre, le Comité plénier a procédé à l'examen de la version révisée du projet de Résolution 7.11 (UNEP/CMS/Res.7.11(Rev1)). Le représentant de l'Inde a proposé un changement aux paragraphes du dispositif demandant aux Parties d'encourager l'industrie à payer pour tout dommage causé à l'environnement dont elle était responsable. Le représentant du Royaume-Uni n'était pas en mesure d'appuyer les termes employés, mais il appuyait le principe et il a suggéré un autre texte qui a été accepté par

¹³ Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Résolution 7.3.

la réunion. Cette dernière a examiné également une rédaction appropriée montrant la nécessité de réduire la pollution par hydrocarbures des habitats des espèces migratrices. Les termes suggérés par le représentant du Danemark et amendés par l'Inde ont été acceptés pour être insérés dans le projet de résolution soumis à la plénière. En outre, l'inclusion d'une référence pour les déchets provenant d'hydrocarbures bruts et raffinés a été approuvée.

332. Bien que non-approuvée par la réunion, le représentant de la Bulgarie a exprimé son opinion à savoir que toutes les expressions qualificatives telles que « là où c'est approprié et nécessaire » devraient être supprimées du projet de résolution car elles réduisaient la motivation des Parties pour prendre la mesure envisagée.

333. Le projet de résolution, tel qu'il a été oralement amendé, a été approuvé pour adoption par la plénière.

334. A sa dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a adopté la Résolution 7.11, telle qu'elle a été oralement amendée, sur la pollution par hydrocarbures et les espèces migratrices, laquelle figure à l'Annexe IX au présent document.

Résolution 7.12 : Electrocutation d'oiseaux migrants¹⁴

335. A la 6^{ème} séance du Comité plénier, le 22 septembre, le représentant de l'Allemagne a présenté le projet de Résolution UNEP/CMS/Res.7.12 sur l'électrocutation d'espèces d'oiseaux migrants soumis par son Gouvernement. Il a été suggéré que le champ d'application du projet de résolution soit étendu pour inclure la question de la collision des espèces d'oiseaux migrants avec les lignes à haute tension.

336. L'observateur du Zimbabwe a fait savoir que certaines entreprises de transport d'énergie, notamment en Afrique, continuaient de construire des lignes « tueuses » à moyenne tension alors que la solution qui consiste à placer les isolateurs et les câbles sous la traverse plutôt qu'au dessus était si simple. Il a recommandé d'exercer des pressions sur les financiers de ces entreprises lesquels étaient plus sensibles à la pression du « billet vert ». Il était aussi nécessaire de partager les meilleures solutions. Certaines espèces couraient de plus grands risques d'électrocutation, d'autres de collision. Un représentant africain a souligné qu'afin de réduire les coûts le choix des installations pour commencer la rénovation des installations existantes devait faire l'objet de priorités et que les Gouvernements nationaux devaient fournir des renseignements sur les itinéraires aériens. L'importance du travail avec l'industrie a été soulignée. Un expert d'Afrique du Sud, observateur de BirdLife International, a précisé que l'expérience de son pays en matière d'électrocutation par les lignes à haute tension et les mesures pour en limiter les effets seraient mise à la disposition de la CMS. Le Conseiller désigné pour la faune néo-tropicale a souligné l'importance des évaluations d'impact sur l'environnement lors de l'approbation et du choix des sites des nouvelles lignes de force.

337. A la 7^{ème} séance du Comité plénier, le 23 septembre, le Président du groupe de rédaction a indiqué que des changements avaient été apportés au projet de Résolution 7.12 pour refléter les maigres connaissances, en général, sur les collisions. Cependant le sujet principal du projet de résolution restait l'électrocutation.

338. Le comité plénier a procédé à l'examen d'une version révisée du projet de Résolution 7.12 (UNEP/CMS/Res.7.12(Rev.1)) à sa 9^{ème} séance, le 24 septembre. L'observateur du Zimbabwe a manifesté sa déception que le groupe de rédaction n'ait pas tenu entièrement compte des commentaires faits plus tôt au cours de la réunion actuelle au sujet des dangers pour les oiseaux de collisions avec les lignes à haute tension, les lignes ferroviaires de transport de force et les pylônes.

¹⁴ Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Résolution 7.4.

339. Le représentant de l'Allemagne a dit que son pays avait trouvé qu'il était relativement facile d'obtenir des sociétés distributrices de courant électrique d'adopter les mesures recommandées afin de rendre les lignes électriques à moyenne tension sûres pour les oiseaux migrateurs. C'était une question de stratégie, et le groupe de rédaction, se fondant lui-même sur une majorité des déclarations des délégués sur ce sujet, estimait que la CMS serait l'entité la plus efficace à ce stade pour se concentrer sur le problème de l'électrocution.

340. Le représentant de l'Inde a suggéré qu'une référence explicite devrait être faite aux lignes à haute tension. Cependant, le représentant de l'Allemagne a dit qu'il comprenait que l'électrocution ne se produisait qu'avec les lignes à moyenne tension et non avec les lignes à haute tension.

341. Le projet de résolution a été approuvé par le Comité, tel qu'oralement amendé, pour adoption par la plénière.

342. Au cours de la 10^{ème} séance du Comité plénier, le 24 septembre, le représentant de l'Inde a déclaré qu'il souhaitait que le rapport fasse état de son point de vue selon lequel les sociétés distributrices de courant électrique et les autorités devraient idéalement prendre en compte les voies de migration des oiseaux lorsqu'ils décidaient du choix de sites pour implanter des lignes de transport d'énergie électrique. Il a reconnu que, pour des raisons pratiques, une telle mesure pourrait ne pas être réalisable.

343. A sa dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a adopté la Résolution 7.12 sur l'électrocution d'oiseaux migrateurs, laquelle figure à l'Annexe IX au présent document.

Résolution 7.13 : Éoliennes et espèces migratrices¹⁵

344. A la 6^{ème} séance du Comité plénier, le 22 septembre, le représentant de l'Allemagne a présenté le projet de Résolution UNEP/CMS/Res.7.13 sur les éoliennes offshore et les espèces migratrices soumis par son Gouvernement. Il a été suggéré que le champ d'application du projet de résolution soit étendu pour couvrir les éoliennes du rivage et dans le monde entier.

345. Le Conseiller désigné pour la faune néo-tropicale a dit que, de même que pour les lignes à haute tension, il était important d'effectuer des évaluations d'impact sur l'environnement avant de choisir des sites pour de nouvelles éoliennes et de les approuver. Le représentant de la Bulgarie a sollicité une aide pour l'évaluation de l'impact des éoliennes sur l'itinéraire de la Via Pontica sur le littoral occidental de la mer Noire.

346. A la 7^{ème} séance du Comité plénier, le 23 septembre, le Président du groupe de rédaction a fait savoir que le projet de Résolution 7.13 avait été amendé (UNEP/CMS/Res.7.13(Rev.1)) pour tenir compte des points de vue exprimés selon lesquels tous les types d'éoliennes devraient être inclus.

347. A la 9^{ème} séance du Comité plénier, le 24 septembre, le représentant des Pays-Bas s'est opposé à la proposition demandant aux Parties d'adopter une approche graduelle pour la construction de fermes d'éoliennes, limitant le nombre construit jusqu'à ce que l'impact sur les oiseaux migrateurs ait été sérieusement évalué. Il a ajouté qu'il y avait encore des points de vue différents au sujet des effets des éoliennes sur les oiseaux migrateurs et qu'à ce jour les études ne montraient aucun impact réel. Il y avait le danger que le projet de résolution, s'il était intégralement appliqué, puisse mettre un terme au développement de cette forme d'énergie renouvelable. Le représentant du Royaume-Uni a approuvé le point de vue des Pays-Bas. Un amendement demandant aux Parties de prendre en compte les données d'impact sur l'environnement, les renseignements provenant des activités de surveillance, lorsque disponibles, ainsi que l'expérience fournie par le processus de planification spatiale, a été approuvé en plus des autres amendements, permettant au Comité d'approuver la résolution pour adoption par la plénière.

¹⁵ Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Résolution 7.5.

348. A sa dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a adopté la Résolution 7.13, telle qu'elle a été amendée oralement, sur les éoliennes et les espèces migratrices, laquelle figure à l'Annexe IX au présent document.

Résolution 7.14 : Répercussions sur la Convention du Sommet mondial pour le développement durable¹⁶

349. A la 6^{ème} séance du Comité plénier, le 23 septembre, le Secrétaire exécutif adjoint a présenté le projet de Résolution UNEP/CMS/Res.7.14 sur les répercussions sur la Convention du Sommet mondial pour le développement durable qui avait été rédigé par le Secrétariat lequel avait reconnu la nécessité d'incorporer les conclusions du Sommet de Johannesburg au Plan stratégique.

350. Le Président du groupe de travail sur le Plan stratégique a présenté un certain nombre d'amendements oraux qui ont été approuvés.

351. A la 7^{ème} séance du Comité plénier, le Président du groupe de rédaction a fait savoir que le projet de Résolution 7.14 sur les conséquences pour la CMS du Sommet mondial sur le développement durable avait été brièvement revu par le groupe de rédaction.

352. A sa 9^{ème} séance, le 24 septembre, le Comité plénier a examiné le projet de résolution révisé (UNEP/CMS/Res.7.14(Rev.1)) et l'a approuvé pour adoption par la plénière.

353. A sa dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a adopté la Résolution 7.14 sur les répercussions sur la Convention du Sommet mondial pour le développement durable, laquelle figure à l'Annexe IX au présent document.

Résolution 7.15 : Mesures à prendre concernant le petit rorqual de l'Antarctique, la baleine de Bryde et la baleine pygmée au titre de la Convention sur les espèces migratrices

354. A sa 9^{ème} séance, le 24 septembre, le Comité plénier a approuvé le projet de Résolution 7.15 soumis par l'Australie (UNEP/CMS/Res.7.15(Rev.1)) sur les mesures à prendre concernant le petit rorqual de l'Antarctique, la baleine de Bryde et la baleine pygmée au titre de la CMS pour adoption par la plénière.

355. A sa dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a abordé l'examen du projet de Résolution 7.15 (UNEP/CMS/Res.7.15(Rev.1)). La Conférence des Parties a adopté la Résolution 7.15 sur les mesures à prendre concernant le petit rorqual de l'Antarctique, la baleine de Bryde et la baleine pygmée au titre de la CMS, laquelle figure à l'Annexe IX au présent document.

Recommandation 7.2 : Application de la Résolution 6.2 sur les prises accidentelles

356. A la 6^{ème} séance du Comité plénier, le 22 septembre, le Président du Conseil scientifique a présenté les recommandations du Conseil sur les prises accidentelles, lesquelles figurent à l'Annexe VIII au rapport du Conseil scientifique (UNEP/CMS/Conf.7.17). Que certaines espèces inscrites aux Annexes de la CMS passent des prises accidentelles aux prises intentionnelles constituait une évolution inquiétante. Le représentant de l'Australie a souligné l'importance de la pêche « fantôme » liée à la perte et l'abandon d'engins de pêche et il a expliqué que le but de la recommandation était de mettre l'accent sur ce fait étant donné que les résultats de la Résolution 6.2 n'avaient pas répondu aux espoirs. Le Danemark, parlant au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres, a informé la réunion que le Comité scientifique, technique et économique des pêches de la Commission européenne proposait des mesures de réduction des prises accidentelles au Parlement européen. Cependant, il faudrait insister davantage sur une collaboration

¹⁶ Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Résolution 7.10.

avec l'industrie et avec les organismes régionaux de pêche pour trouver des solutions. L'observateur de Sierra Leone a soulevé le problème des pertes dans les pêcheries artisanales par les déchets dus à un manque d'installations de stockage. En outre, la surveillance était coûteuse et exigeait beaucoup de temps. Il était donc nécessaire de créer des installations à cet effet. Le représentant de l'Australie a exposé la nouvelle et stricte législation de son pays qui exigeait des plans pour les prises accidentelles de toute pêche qui appliquerait des mesures de réduction des prises, effectuerait des collectes de données, l'évaluation stratégique de toutes les pêcheries, des plans de récupération des tortues marines (en suspens), des albatros et des pétrels et créerait des zones de protection des dugongs autour du récif de la Grande Barrière duquel les pêcheries étaient effectivement exclues. Il a été souligné que, pour des espèces telles que la baleine de Biscaye (*Eubalaena glacialis*), les collisions provoquées par des bateaux constituaient un plus grand danger que les prises accidentelles, et que certains cétacés pouvaient être sévèrement touchés par la pollution acoustique.

357. A sa 9^{ème} séance, le 24 septembre, le Comité plénier a examiné le projet de Recommandation 7.2 (UNEP/CMS/Rec.7.2) qui avait été préparé par un groupe de travail du Conseil scientifique en collaboration avec le Secrétariat. Le représentant du Danemark, au nom des Etats membres de la Communauté européenne, a proposé que les mots « *les plus grandes menaces* » dans le premier paragraphe du préambule soient remplacés par les mots « *les causes principales de mortalité* » et que dans les lignes d'introduction du paragraphe 1 du dispositif, les mots « *en particulier* » soient supprimés et que les mots « *comme il convient* » soient insérés après les mots « *organisations et accords* ». Le projet de résolution, tel qu'il a été amendé oralement, a été approuvé par le Comité plénier pour adoption par la plénière.

358. A la dernière séance plénière, le 24 septembre, le Secrétaire exécutif adjoint a lu le texte de la recommandation telle qu'elle a été approuvée par le Comité plénier. Le Conférence des Parties a adopté la Recommandation 7.2 sur l'application de la Résolution 6.2 sur les prises accidentelles, telle qu'elle a été amendée, laquelle figure à l'Annexe X au présent document.

Recommandation 7.3 : Coordination régionale pour les petits cétacés et les siréniens de l'Afrique centrale et de l'ouest

359. Le Comité plénier a examiné le projet de Recommandation 7.3 (UNEP/CMS/Rec.7.3) à sa 9^{ème} séance, le 24 septembre et l'a approuvé tel qu'amendé oralement par le Sénégal pour adoption par la plénière. Le projet de recommandation était proposé par les pays suivants : Bénin, Cameroun, Congo, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Nigeria, République démocratique du Congo, Sao Tomé et Principe, Sénégal, Tchad et Togo, en tant que Parties à la CMS, et : Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée équatoriale, Liberia, République centrafricaine et Sierra Leone, en tant qu'observateurs.

360. A la dernière séance plénière, le 24 septembre, le Secrétaire exécutif adjoint a rappelé que le représentant du Sénégal, parrain à l'origine de la proposition l'avait révisé substantivement et que les changements proposés avaient été dûment insérés dans le document UNEP/CMS/Rec.7.3(Rev.1). La Conférence des Parties a adopté la Recommandation 7.3 sur la coordination régionale pour les petits cétacés et les siréniens de l'Afrique centrale et de l'ouest, telle que révisée, laquelle figure à l'Annexe IX au présent document.

Recommandation 7.4 : Programme relatif aux voies de migration Amérique-Pacifique¹⁷

361. A la 6^{ème} séance du Comité plénier, le 22 septembre, le projet de Recommandation UNEP/CMS/Rec.7.4, « Programme relatif aux voies de migration Amérique-Pacifique », proposé par le Chili, l'Argentine et le Pérou, a été présenté par le représentant de l'Argentine qui a expliqué que la recommandation avait le soutien de l'ensemble de la région Amérique centrale et Amérique du Sud.

¹⁷ Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Recommandation 7.7.

362. A sa 10^{ème} séance, le Comité plénier a procédé à l'examen d'une version révisée du projet de Recommandation 7.4 (UNEP/CMS/Rec.7.4(Rev.1)). Le Conseiller désigné pour la faune néo-tropicale a fait observer qu'un des critères par lesquels la CMS serait jugée était la création d'itinéraires aériens protégés aux Amériques similaire à celui d'Afrique-Eurasie et il a remercié le Gouvernement des Pays-Bas ainsi que Wetlands International d'avoir entamé les débats sur le projet de recommandation. L'observateur du Zimbabwe a estimé que l'itinéraire aérien Amérique Pacifique était également important pour les rapaces, mais il a pensé ensuite qu'il n'était pas approprié d'inclure les rapaces dans le projet qui portait sur les oiseaux d'eau migrateurs. Le Comité a approuvé le projet de Recommandation 7.4 à transmettre à la plénière.

363. A la dernière séance plénière, le 24 septembre, le Secrétaire exécutif adjoint a fait état d'une correction typographique mineure au projet de résolution. La Conférence des Parties a adopté la Recommandation 7.4 sur le programme relatif aux voies de migration Amérique-Pacifique, tel qu'oralement révisé, laquelle figure à l'Annexe X au présent document.

Recommandation 7.5 : Initiative concernant l'itinéraire aérien Asie Centrale-Inde pour les oiseaux d'eau

364. Le représentant de l'Inde a présenté le projet de Recommandation UNEP/CMS/Rec.7.5 « Initiative concernant l'itinéraire aérien Asie Centrale-Inde », soumis par son Gouvernement, et a souligné la nécessité d'un soutien technique et financier.

365. A la 9^{ème} séance du Comité plénier, le 24 septembre, le représentant du Pakistan a annoncé qu'il n'était pas en mesure d'appuyer l'adoption d'une version révisée du projet de Recommandation 7.5(Rev.1) à la session actuelle car cette version exigeait de consulter à nouveau son Gouvernement.

366. A sa 10^{ème} séance, le 24 septembre, le Comité plénier a poursuivi l'examen du projet de Recommandation 7.5 (UNEP/CMS/Rec.7.5(Rev.1)) sur une initiative concernant l'itinéraire aérien Asie Centrale-Inde. Le Secrétaire exécutif a fait savoir qu'il n'avait pas été possible de trouver une solution acceptable aux problèmes politiques et substantifs que l'initiative avait rencontrés. Les travaux pour trouver une telle solution se poursuivraient entre les séances, périodes pendant lesquels les Parties en cause acceptaient que la recommandation soit abandonnée tout en poursuivant l'initiative. Le représentant de l'Inde a ajouté que la proposition avait été retirée car le représentant du Pakistan avait souhaité changer l'appellation en itinéraire aérien Asie Centrale-Asie Méridionale. En outre, le représentant du Pakistan n'avait pas été en mesure de prendre une décision sur le contenu de la recommandation proposée et avait souhaité consulter son Gouvernement à cet égard.

Recommandation 7.6 : Amélioration de l'état de conservation de la tortue luth

367. A sa 8^{ème} séance, le 23 septembre, le Comité plénier a examiné le document UNEP/CMS/Rec.7.6 qui contient un projet de recommandation sur l'état de conservation de la tortue luth (*Dermochelys coriacea*) préparé, en collaboration avec le Secrétariat, par le Conseiller désigné par la Conférence pour les tortues marines.

368. Présentant le projet de recommandation, le Conseiller désigné a fait une correction technique au projet. L'assistance a fait des propositions et a convenu qu'il fallait que la collecte traditionnelle de l'espèce soit surveillée et qu'on empêche la collecte commerciale. Le Comité a accepté de reporter l'examen du projet de résolution tel qu'oralement amendé, période pendant laquelle d'autres consultations auraient lieu entre les délégués.

369. A sa 9^{ème} séance, le 24 septembre, le Comité plénier a examiné une version révisée du projet de Recommandation 7.6 (UNEP/CMS/Rec.7.6(Rev.1)). Le représentant du Danemark, au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres, a proposé que les alinéas (a) et (b) du paragraphe 1 du dispositif soient remplacés par un nouvel alinéa (a) comme suit : « Pour appliquer la Résolution 6.2 et la

Recommandation 7.2 à cette espèce » et que les alinéas restants soient re-numérotés en conséquence. Le projet de résolution a été approuvé pour adoption par la plénière.

370. A la dernière séance plénière, le 24 septembre, le Secrétaire exécutif adjoint a lu le texte révisé remplaçant les alinéas 1(a) et 1(b). La Conférence des Parties a adopté la Recommandation 7.6 sur l'amélioration de l'état de conservation de la tortue luth, *Dermochelys coriacea*, telle qu'elle a été révisée oralement, laquelle figure à l'Annexe X au présent document.

Recommandation 7.7 : Accord entre les Etats de l'aire de répartition pour la conservation du dugong (*Dugong dugon*)¹⁸

371. A sa 9^{ème} séance, le 24 septembre, le Comité plénier a approuvé le projet de Recommandation 7.7 (UNEP/CMS/Rec.7.7) pour adoption par la plénière, tel qu'il a été soumis par l'Australie.

372. A sa dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a adopté la Recommandation 7.7 sur un accord entre les Etats de l'aire de répartition pour la conservation du dugong (*Dugong dugon*), laquelle figure à l'Annexe X au présent document.

Recommandation 7.8 : Coordination régionale pour les petits cétacés et les dugongs de l'Asie du Sud-Est et des eaux adjacentes¹⁹

373. A sa 9^{ème} séance, le 24 septembre, le Comité plénier a approuvé le projet de Recommandation 7.8 (UNEP/CMS/Rec.7.8), tel qu'amendé oralement par l'Inde et les Philippines pour adoption par la plénière. Le projet de recommandation a été soumis par les Philippines en consultation avec le Conseiller désigné par la Conférence pour les mammifères marins, Wetlands International et les Etats de l'aire de répartition du Cambodge, de l'Indonésie, de la Thaïlande et du Vietnam.

374. A la dernière séance plénière, le 24 septembre, le Secrétaire exécutif adjoint a lu un certain nombre de révisions faites oralement au texte et qui avaient été approuvées par le parrain – les Philippines – en consultation avec le Conseiller désigné pour les mammifères marins et les grands poissons, la Société pour la conservation des baleines et les dauphins et les Etats de l'aire de répartition concernés. La Conférence des Parties a adopté la Recommandation 7.8 sur la coordination régionale pour les petits cétacés et les dugongs de l'Asie du Sud-Est et des eaux adjacentes, telle que révisée oralement, laquelle figure à l'Annexe X au présent document.

Considération et adoption des amendements aux Annexes I et II de la Convention

375. La Conférence des Parties a adopté également par acclamation un certain nombre de propositions pour des amendements aux Annexes I et II de la Convention, telles qu'elles sont résumées dans l'annexe au document UNEP/CMS/Conf.7.12 (Rev.1). Les 21 espèces suivantes ont été ajoutées à l'Annexe I : rorqual commun (*Balaenoptera physalus*), rorqual sei (*Balaenoptera borealis*), cachalot (*Physeter macrocephalus*), plataniste du Gange (*Platanista gangetica gangetica*), chameau de Bactriane (*Camelus bactrianus*), Puffinus creatopus, Puffinure de garnot (*Pelecanoides garnotii*), *Gorsachius goisagi*, *Platalea minor*, Oie cygnoïde (*Anser cygnoides*), Canard de Formose (*Anas formosa*), Pygargue de Pallas (*Haliaeetus leucoryphus*), Grue a cou blanc (*Grus vipio*), Grue moine (*Grus monacha*), *Tringa guttifer*, *Eurynorhynchus pygmeus*, *Sterna bernsteini*, *Sporophila palustris*, *Brotogeris pyrrhopterus*, *Alectrurus tricolor* et grand requin blanc (*Carcharodon carcharias*). Les 20 espèces suivantes ont été ajoutées à l'Annexe II : petit rorqual de l'Antarctique (*Balaenoptera bonaerensis*), rorqual de Bryde (*Balaenoptera*

¹⁸ Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Recommandation 7.5.

¹⁹ Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Recommandation 7.4.

edeni), rorqual commun (*Balaenoptera physalus*), rorqual sei (*Balaenoptera borealis*), baleine pygmée (*Caperea marginata*), cachalot (*Physeter macrocephalus*), orque (*Orcinus orca*) (toutes les populations ne sont pas encore inscrites), lion de mer d'Amérique du Sud (*Otaria flavescens*), otarie d'Amérique du Sud (*Arctocephalus australis*), lamantin ouest-africain (*Trichechus senegalensis*), *Trichechus inunguis*, Hémione (*Equus hemionus* s.l.), gazelle à goitre (*Gazella subgutturosa*), *Procapra gutturosa*, *Saiga tatarica tatarica*, *Polystictus pectoralis pectoralis*, *Sporophila ruficollis*, *Pseudocolopteryx dinellianus*, tourterelle des bois (*Streptopelia turtur turtur*) et grand requin blanc (*Carcharodon carcharias*). Le compte rendu des délibérations du Comité plénier et de la plénière sur les propositions figure au point 12 de l'ordre du jour du fait des propositions d'amendement aux Annexes I et II de la Convention. Les listes des nouvelles espèces ajoutées aux Annexes I et II figurent à l'Annexe XI au présent document.

XVII. DATE ET LIEU DE LA HUITIEME SESSION DE LA CONFERENCE DES PARTIES (Point 17)

376. A sa 8^{ème} séance, le 23 septembre, le Comité plénier a examiné le document UNEP/CMS/Res.7.9 qui contient un projet de résolution sur la date, le lieu et le financement de la huitième session de la Conférence des Parties. Le Secrétaire exécutif a invité les Parties à faire connaître au Secrétariat, même officieusement, leur intention d'accueillir la prochaine session de la Conférence des Parties. Le Comité a alors approuvé le projet de résolution pour transmission à la plénière.

Résolution 7.9 : Date, lieu et financement de la huitième session de la Conférence des Parties²⁰

377. A sa dernière séance plénière, le 24 septembre, la Conférence des Parties a adopté la Résolution 7.9 sur la date, le lieu et le financement de la huitième session de la Conférence des Parties, laquelle figure à l'Annexe IX au présent document.

XVIII. QUESTIONS DIVERSES (Point 18)

Rapport du groupe régional de l'Amérique Latine et des Caraïbes

378. A la 7^{ème} séance du Comité, le 23 septembre, le Dr Schlatter, au nom du groupe régional de l'Amérique Latine et des Caraïbes, a déclaré que les pays de la région possédaient une immense diversité biologique. Ils coopéraient très étroitement l'un avec l'autre et avaient tenu trois réunions techniques ainsi que régulièrement des ateliers. Ces réunions étaient très importantes pour décider d'actions concertées et de l'élaboration de Mémoires d'Accords. En fait, le premier de ces Mémoires, celui sur les flamants, était en cours de préparation. Les membres de la région avaient créé des comités nationaux et élaboré des stratégies pour réaliser des projets. De cette façon, ils aidaient à accroître l'efficacité de leurs efforts et étaient fermement engagés dans la protection de la diversité biologique de la région. Le Dr Schlatter a fait savoir à la réunion qu'un certain nombre de pays avaient exprimé de l'intérêt pour devenir Parties à la Convention. Le représentant du Chili, notant que la majorité des projets dans la région avaient reçu un financement de la CMS, a exprimé ses remerciements pour ce soutien financier.

Déclaration du représentant de l'Argentine

379. A la dernière séance plénière, le 24 septembre, le représentant de l'Argentine a fait la déclaration suivante :

²⁰ Re-numérotée ultérieurement par le Secrétariat comme Résolution 7.14.

« Divers documents diffusés auprès de la Conférence des Parties au cours de cette septième session - par exemple UNEP/CMS/Conf.7.12, Conf. 7.12(Rev.3 et Rev.4), Conf.7.17, Inf.7.2(Rev.) et Inf.7.14.21 – contiennent diverses références aux Malouines (îles Falkland), aux îles de la Géorgie du Sud et Sandwich et à leur environnement marin.

« Comme ne l'ignorent pas les participants à la Conférence, il y a litige entre la République d'Argentine et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord au sujet de la souveraineté sur ces îles et leur environnement marin.

« Le Gouvernement argentin réitère la réserve de ses droits sur les territoires et les zones maritimes qui font l'objet de ce litige et qu'il a faite dans son instrument d'adhésion à la Convention en date du 10 octobre 1991 et il réaffirme qu'aucun aspect de sa participation à cette Conférence ou à la Convention ne peut être interprété ni comme une renonciation ou des concessions à ces droits, ni comme une acceptation ou une reconnaissance des événements ou des revendications prétextés par l'autre Etat impliqué dans ledit litige.

« La délégation de l'Argentine demande que cette déclaration figure dans le rapport officiel de cette Conférence. »

Déclaration du représentant du Royaume-Uni

380. Le représentant du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord a fait la déclaration suivante :

« Le Royaume-Uni n'a aucun doute sur sa souveraineté sur les îles de Géorgie du Sud et de Saint-Louis du Sud ainsi que sur leur environnement marin et ne l'estime pas négociable. De même, le Royaume-Uni n'a aucun doute sur sa souveraineté sur les îles Fawkland et leur environnement marin. Les îles sont britanniques et le resteront aussi longtemps que les insulaires le souhaiteront. »

XIX. ADOPTION DU RAPPORT DE LA SESSION (Point 19)

381. A la dernière séance plénière, le 24 septembre, le Secrétaire exécutif a suggéré, et la Conférence des Parties a convenu, d'approuver le présent rapport sur la base d'un projet de rapport diffusé dans le document UNEP/CMS/Conf.7/L.1 et ses Additifs 1 et 2, étant entendu que la finalisation du rapport serait confiée au Secrétariat en consultation avec les Présidents de la plénière et du Comité plénier. La date limite du 8 octobre 2002 a été fixée pour la soumission de tout commentaire relatif aux portions du rapport déjà mises à la disposition de la session.

XX. CLÔTURE DE LA SESSION (Point 20)

382. Après l'échange habituel de courtoisies, la session a été déclarée close à 18 h 40 le mardi 24 septembre 2002.



Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage



Compte rendu intégral de la septième session de la Conférence des Parties: Partie I, Annexe I

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS / LISTA DE PARTICIPANTES *

Chairman/Président/President

Parliamentary State Secretary
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Attn. Ms. Gila Altmann (Head of German
Delegation)
Postfach 12 06 29
53084 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2040
Fax: (+49 228) 305 2049
E-mail:

Vice-Chairman/Vice-Président/Vice-presidente (Chairman of the Committee of the Whole)

Mr. Demetrio L. Ignacio, Jr. (Head of Philippine
Delegation)
Undersecretary for Policy
Department of the Environment and Natural
Resources
Visayas Avenue
Diliman
Quezon City 1100
PHILIPPINES/Philippines/Filipinas

Tel.: (+6 32) 928 4969
Fax: (+6 32) 926 8094
E-mail: udli@denr.gov.ph

Official Delegations / Delegations Officielles / Delegaciones Oficiales Parties / Membres / Miembros

ALBANIA

Mr. Zamir Dedej
Director
Natural Resources Management and Biodiversity
Ministry of Environment
Rr. Durrresi 27
Tirana
ALBANIA/Albanie/Albania

Tel.: (+355 4) 27 06 24 / 27
Fax: (+355 4) 27 06 23
E-mail: zamir@cep.tirana.al

ARGENTINA

S.E. Sr. Enrique Candiotti (Head of Delegation)
Embajador de la República Argentina
Dorotheenstraße 89,
3. Etage
10117 Berlin
ARGENTINA/Argentine/Argentina

Tel.: (+49 30) 226 6890
Fax: (+49 30) 229 1400
E-mail: oficina.berlin@t-online.de

* The alphabetic order follows the order of English country short names. / L'ordre alphabétique suit l'ordre des noms abrégés des pays en anglais. / El orden alfabético sigue el orden de las abreviaturas de los nombres de países en Inglés.

MSc. Sergio Daniel Goldfeder
Dirección de Fauna y Flora Silvestres
Secretaría de Ambiente y Desarrollo Sustentable
San Martín 459 - 2° piso
Ofic. 232
1004 Buenos Aires
ARGENTINA/Argentine/Argentina

Tel.: (+54 11) 4348 8558/55/51
Fax: (+54 11) 4348 8554
E-mail: sgoldfeder@medioambiente.gov.ar

AUSTRALIA

Mr. Barry Baker
Asst. Director
Wildlife Australia, Wildlife Scientific Section
Environment Australia
G.P.O. Box 787
Canberra ACT 2601
AUSTRALIA/Australie/Australia

Tel.: (+61 2) 62 74 24 02
Fax: (+61 2) 62 74 24 55
E-mail: barry.baker@ea.gov.au

Ms. Robyn Bromley (Head of Delegation)
Director - Marine Species
Environment Australia
G.P.O. Box 787
Canberra ACT 2601
AUSTRALIA/Australie/Australia

Tel.: (+61 2) 62 74 10 06
Fax: (+61 2) 62 74 19 06
E-mail: robyn.bromley@ea.gov.au

Ms. Frances Verrier
Assistant Director - Marine Species
Environment Australia
G.P.O. Box 787
Canberra ACT 2601
AUSTRALIA/Australie/Australia

Tel.: (+61 2) 62 74 10 06
Fax: (+61 2) 62 74 20 69
E-mail: frances.verrier@ea.gov.au

Ms. Nicola Beynon
Humane Society International
P.O. Box 439
Avalon NSW 2107
AUSTRALIA/Australie/Australia

Tel.: (+61 2) 99 73 17 28
Fax: (+61 2) 99 73 17 29
E-mail: nicola@hsi.org.au

BELGIUM

Dr. Roseline C. Beudels-Jamar de Bolsee
Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique
29, rue Vautier
1000 Bruxelles
BELGIUM/Belgique/Bélgica

Tel.: (+32 2) 627 43 54
Fax: (+32 2) 649 48 25
E-mail: roseline.beudels@naturalsciences.be

Ir. Koenraad De Smet (Head of Delegation)
Head of Division
Nature Division
Ministry of the Flemish Community
Albert II Laan 20, Bus 8
1000 Brussels
BELGIUM/Belgique/Bélgica

Tel.: (+32 2) 553 7684
Fax: (+32 2) 553 7685
E-mail: koen.desmet@lin.vlaanderen.be

Ms. Catherine Debruyne
Ministère de la Région Wallonne
Direction Générale des Ressources Naturelles et de
l'Environnement
7, avenue Prince de Liège
5100 Jambes
BELGIUM/Belgique/Bélgica

Tel.: (+32 81) 33 58 04
Fax: (+32 81) 33 58 22
E-mail: c.debruyne@mrw.wallonie.be

BENIN

M. Mohamed Abdoulaye
Chef du Service
Direction des Forêts et des Ressources Naturelles
Ministère du Développement Rural
B.P. 393
Cotonou
BENIN/Bénin/Benin

Tel.: (+229) 33 06 62 / 30 04 10 / 30 04 96
Fax: (+229) 30 03 26 / 33 04 21 / 33 21 92
E-mail: cenatel@bow.intnet.bj

BULGARIA

Dr. Hristo Bojinov
National Project Director
National Nature Protection Service
Ministry of Environment and Water
ulan W. Gladstone 67
1000 Sofia
BULGARIA/Bulgarie/Bulgaria

Tel.: (+ 359 2) 940 6541
Fax: (+ 359 2) 980 5561
E-mail: bojinov@moew.government.bg

BURKINA FASO

Mme Mariam Douamba
Chef Service Suivi Exploitation
Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie
Direction de la Faune et des Chasses
B.P. 7044
Ouagadougou 03
BURKINA FASO

Tel.: (+226) 363021 / 305437 / 268924
Fax: (+226) 36 74 58
E-mail: dgef@cenatrin.bf

CAMEROON

M. Koutou Denis Koulagna
Directeur de la faune et des aires protégées
Ministère de l'environnement et des forêts
Yaoundé
CAMEROON/Cameroun/Camerún

Tel.: (+237) 223 9228
Fax: (+237) 223 9228
E-mail: dfap.minef@camnet.cm

CHAD

M. Mahamat Hassane Idriss
Chef de Service de Sensibilisation, Information et de
Formation
Direction de protection de la faune et des parcs
nationaux
Ministère de l'Environnement et de l'Eau
B.P. 2115
N'Djamena
CHAD/Tchad/Chad

Tel.: (+235) 52 23 05
Fax: (+235) 523214 / 523839 / 524470
E-mail: mhthassan@hotmail.com

CHILE

Sra. Nancy Céspedes
Analyst
Ministerio de Relaciones Exteriores
Calle Catedral 1143 2° Piso
Santiago
CHILE/Chili/Chile

Tel.: (+56 2) 679 4385
Fax: (+56 2) 673 2152
E-mail: dima6@minrel.cl

CONGO

M. Germain Kombo
Ingénieur des Travaux de Développement Rural
Direction Générale de l'Environnement
Ministère de l'Economie forestière et de
l'Environnement
B.P. 958
Brazzaville
CONGO

Tel.: (+242) 68 93 31 / 94 02 38
Fax: (+242) 94 72 24
E-mail: kombo_g@yahoo.fr

CROATIA

Ms. Ana Strbenac
Expert Associate
Ministry of Environmental Protection and Physical
Planning
Nature Protection Division
Biological and Landscape Diversity Conservation
ul. grada Vukovara 78/III
10000 Zagreb
CROATIA/Croatie/Croacia

Tel.: (+385 1) 610 6522
Fax: (+385 1) 611 8388
E-mail: ana.strbenac@duzo.hinet.hr

CZECH REPUBLIC

Dr. Jirí Flousek
Deputy Director
Krkonose National Park
Vrchlabí-zámek
543 11 Vrchlabí
CZECH REPUBLIC/République Tchèque/República
Checa

Tel.: (+420 438) 45 62 12
Fax: (+420 438) 42 20 95
E-mail: jflousek@krnap.cz

Ms. Libuse Vlasáková
Nature Conservation Department
Ministry of the Environment
Vrsovicá 65
100 10 Praha 10
CZECH REPUBLIC/République Tchèque/República
Checa

Tel.: (+420 2) 6712 2372
Fax: (+420 2) 6731 1096
E-mail: libuse_vlasakova@env.cz

DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO

M. Muembo Kabemba
Directeur des Domaines et Réserves
l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature
ICCN
13, avenue des Cliniques
Gombé Kinshasa 1
DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE
CONGO/République démocratique du
Congo/República Democrática del Congo

Tel.: (+243 88) 33401 / 34390 / 6065
Fax: (+243 88) 03208
E-mail: pdg.iccn@ic.cd, iccn-infor@ic.cd,
muembo@hotmail.com

Mme Landu Nina
Directeur de la Recherche Scientifique
l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature
ICCN
13, avenue des Cliniques
Gombé Kinshasa 1
DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE
CONGO/République démocratique du
Congo/República Democrática del Congo

Tel.: (+243 88) 33401 / 34390 / 6065
Fax: (+243 88) 03208
E-mail: pdg.iccn@ic.cd, iccn-infor@ic.cd

DENMARK

Dr. Sten Asbirk
Head of Section
Ministry of Environment
National Forest and Nature Agency
Haraldsgade 53
2100 Copenhagen Ø
DENMARK/Danemark/Dinamarca

Tel.: (+45) 39 49 29 26
Fax: (+45) 39 27 98 99
E-mail: sta@sns.dk

Ms. Anette Bjerger
Executive Officer
National Forest and Nature Agency
Haraldsgade 53
2100 Copenhagen Ø
DENMARK/Danemark/Dinamarca

Tel.: (+45 39) 27 20 00
Fax: (+45 39) 27 98 99
E-mail: abj@sns.dk

Mr. Palle Uhd Jepsen
Head of Section
Forest and Nature Agency
Ministry of Environment
Haraldsgade 53
2100 Copenhagen O
DENMARK/Danemark/Dinamarca

Tel.: (+45) 39 47 24 00
Fax: (+45) 39 27 98 99
E-mail: puj@sns.dk

Mr. Carsten Lund
Head of Section
Forest and Nature Agency
Ministry of Environment
Haraldsgade 53
2100 Copenhagen O
DENMARK/Danemark/Dinamarca

Tel.: (+45) 39 47 26 67
Fax: (+45) 39 27 98 99
E-mail: clu@sns.dk

Ms. Pernille Månsson
Head of Section
Forest and Nature Agency
Ministry of Environment
Haraldsgade 53
2100 Copenhagen O
DENMARK/Danemark/Dinamarca

Tel.: (+45) 39 47 28 30
Fax: (+45) 39 27 98 99
E-mail: pem@sns.dk

Mr. Frank Marcher
Head of Section
Danish Environmental Protection Agency
Strandgade 29
1401 Copenhagen K
DENMARK/Danemark/Dinamarca

Tel.:
Fax:
E-mail: fm@mst.dk

Ms. Hanne Stadsgaard Jensen
National Forest and Nature Agency
Haraldsgade 53
2100 Copenhagen O
DENMARK/Danemark/Dinamarca

Tel.: (+45 39) 27 20 00
Fax: (+45 39) 27 98 99
E-mail: hsj@sns.dk

EGYPT

Dr. Esam Ahmed Elbadry
Nature Conservation Section
Egyptian Environmental Affairs Agency
42 El Medina El Monawara St. Apt. 6
Cairo, Mohandeseen
EGYPT/Egypte/Egipto

Tel.: (+20 2) 761 5542
Fax: (+20 2) 336 9083
E-mail: medwetcoast@link.net

Mr. Mohamed Ibrahim (Head of Delegation)
Director General
Nature Conservation Sector
Egyptian Environmental Affairs Agency
30 Mas Helwan El Zyrae Road
Cairo, Maadi
EGYPT/Egypte/Egipto

Tel.: (+202) 524 8792 / 527 3191
Fax: (+202) 525 6490
E-mail: eeaa4@idsc.gov.eg

EUROPEAN COMMUNITY

Dr. Pierre Devillers
Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique
29, rue Vautier
1000 Bruxelles
Belgium

Tel.: (+32 2) 627 43 54
Fax: (+32 2) 649 48 25
E-mail: pierre.devillers@naturalsciences.be

Mr. Nicholas Hanley (Head of Delegation)
Head of Nature and Biodiversity Unit
Commission of the European Communities
DG XI Environment
Directorate B: Environmental Quality and Natural Resources
200, rue de la Loi
1049 Bruxelles
Belgium

Tel.: (+32 2) 296 8703 / 295 6133
Fax: (+32 2) 299 0895
E-mail: nicholas.hanley@cec.eu.int

Mr. José Rizo Martin
Administrateur
Commission of the European Communities
DG Environment
Avenue de Beaulieu 5
1160 Bruxelles
Belgium

Tel.: (+32 2) 295 0106
Fax: (+32 2) 296 8824
E-mail: jose.rizo-martin@cec.eu.int

FINLAND

Mr. Sami Niemi (Head of Delegation)
Senior Officer
Ministry of Agriculture and Forestry
Department of Fisheries and Game
Mariankatu 23
P.O. Box 30
00023 Helsinki
FINLAND/Finlande/Finlandia

Tel.: (+358 9) 160 3374
Fax: (+358 9) 160 4285
E-mail: sami.niemi@mmm.fi

Mr. Matti K. Osara
Senior Adviser
Ministry of Environment
P.O. Box 35
Kasarmikatu 25
00023 Helsinki
FINLAND/Finlande/Finlandia

Tel.: (+358 9) 1603 9334
Fax: (+358 9) 1603 9364
E-mail: matti.osara@ymparisto.fi

FRANCE

Mme Martine Bigan (Head of delegation)
Head of Fauna & Flora Section
Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable
20, avenue de Ségur
75302 Paris 07 SP
FRANCE/France/Francia

Tel.: (+33 1) 42 19 20 21 / 18 70
Fax: (+33 1) 42 19 19 77/9
E-mail: martine.bigan@environnement.gouv.fr

Mme Véronique Herrenschmidt
Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable
Direction de la Nature et des Paysages
20, avenue de Ségur
75302 Paris 07 SP
FRANCE/France/Francia

Tel.: (+33 1) 42 19 19 48
Fax: (+33 1) 42 19 19 79
E-mail:
veronique.herrenschmidt@environnement.gouv.fr

GAMBIA

Mr. Momodou L. Kassama
Gambian Wildlife Service
Dept. of Parks and Wildlife Management
c/o State Dept. for the Presidency
State House
Box 1882
Banjul
GAMBIA/Gambie/Gambie

Tel.: (+220) 375888 / 903511
Fax: (+220) 392179 / 22 89 98
E-mail: wildlife@gantel.gm

GEORGIA

Mr. Zurab Gurielidze
Chairman of the Board
Noah's Ark Centre for the Recovery of
Endangered Species (NACRES)
P.O. Box 20
380079 Tbilissi
GEORGIA/Géorgie/Georgia

Tel.: (+995 32) 53 71 25
Fax: (+995 32) 53 71 24
E-mail: zurab.gurielidze@nacres.org

GERMANY

Ministry for the Environment, Nature Conservation and
Nuclear Safety
Division N I 3
Attn. Mr. Gerhard Adams, CMS Focal Point
P.O. Box 12 06 29
53048 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2631
Fax: (+49 228) 305 2684
E-mail: adams.gerhard@bmu.de

Bundesamt für Naturschutz
z.H. Dr. Rainer Blanke
Konstantinstr. 110
53179 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 8491 115
Fax: (+49 228) 8491 119
E-mail: blanker@bfn.de

Bundesamt für Naturschutz
FG I 1.2
z.H. Hrn. Peter Boye
Konstantinstr. 110
53179 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 849 1113
Fax: (+49 228) 849 1119
E-mail: boyep@bfn.de

Federal Office for Building and Regional Planning
Facilities Management Controlling Institution
Attn. Dr. Jörg Damm
Hermann-Ehlers-Str. 29
Entrance V
53113 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 1888) 401 3352
Fax: (+49 1888) 401 3399
E-mail: joerg.damm@bbr.bund.de

Ms. Petra Deimer
Vorsitzende
Gesellschaft zum Schutz der Meeressäuger (GSM)
Kieler Str. 2
25451 Quickborn
GERMANY/Allemagne/Alemania
Tel.: (+49 4106) 62 06 01
Fax: (+49 4106) 62 09 07
E-mail: pdeimer@gsm-ev.de

Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Division N I 3
Attn. Ms. Astrid Düvelmeyer
Postfach 12 06 29
53084 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2635
Fax: (+49 228) 305 2684
E-mail: astrid.duevelmeyer@bmu.bund.de

Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Division AG N I 2
Attn. Mr. Stefan Dombrowsky
Postfach 12 06 29
53084 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2627
Fax: (+49 228) 305 2697
E-mail:

Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Division N I 3
Attn. Dr. Gerhard Emonds
Postfach 12 06 29
53048 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2630
Fax: (+49 228) 305 2695
E-mail: gerhard.emonds@bmu.bund.de

Interpreter (ORR'n)
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Division Z I 4
Attn. Mrs. Mechthilde Föhr
Postfach 12 06 29
53048 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2272
Fax: (+49 228) 305 2289
E-mail: mechthilde.foehr@bmu.bund.de

Ambassador
Special Representative for the Affairs of the UN
Organisations in Bonn
Außenstelle Protokoll
Auswärtiges Amt Bonn
z.H. Hrn. Harald Ganns
Adenauerallee 86
53113 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 1888) 17 4629
Fax: (+49 1888) 17 5 2637 / 4707
E-mail:

Bundesamt für Naturschutz
z.H. Hrn. Dr. Horst Gruttke
Konstantinstr. 110
53179 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 849 1112
Fax: (+49 228) 849 1119
E-mail: gruttkeh@bfn.de

Bundesamt für Naturschutz
FG I 1.2
z.H. Hrn. Heiko Haupt
Konstantinstr. 110
53179 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 849 1104
Fax: (+49 228) 849 1119
E-mail: haupt@bfn.de

Interpreter (ORR'n)
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Division Z I 4
Attn. Mrs. Simone Irsfeld
Postfach 12 06 29
53048 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2276
Fax: (+49 228) 305 2289
E-mail: simone.irsfeld@bmu.bund.de, sirsfeld@t-online.de

Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Attn. Mr. Jens Kullmer
P.O. Box 12 06 29
53048 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 -
Fax: (+49 228) 305 -
E-mail: -

Ms. Katja Kunz
Research Asst.
Center for Development Research ZEF
Walter-Flex-Str. 3
53113 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 73 18 72 (ZEF)
Fax: (+49 228) 73 18 69
E-mail: katja.kunz@uni-koeln.de

Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Division N I 3
Attn. Ms. Brigitte Franz-Lohkamp
Postfach 12 06 29
53084 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2637
Fax: (+49 228) 305 2684
E-mail: brigitte.franz-lohkamp@bmu.bund.de

Ambassador
Environmental and biopolitical issues
Auswärtiges Amt, 4-U
Attn. Hr. Julius Georg Luy (Deputy Head of
Delegation)
Werderscher Markt 1
10117 Berlin
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 1888) 17 2069
Fax: (+49 1888) 17 52069
E-mail: 4-U@auswaertiges-amt.de

Federal Office for Building and Regional Planning
Facilities Management Controlling Institution
Attn. Mr. Max Hermann Maurmann
Hermann-Ehlers-Str. 29
Entrance V
53113 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 1888) 401 3355
Fax: (+49 1888) 401 3399
E-mail: max.maurmann@bbr.bund.de

Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Attn. Ms. Claudia Müller
Postfach 12 06 29
53048 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 3182
Fax: (+49 228) 305 2684
E-mail: claudia.mueller@bmu.bund.de

Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Division N I 3
Attn. Ms. Elisabeth Munzert
Postfach 12 06 29
53084 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2637
Fax: (+49 228) 305 2684
E-mail: elisabeth.munzert@bmu.bund.de

Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Attn. Dr. Hans-Georg Neuhoff
Postfach 12 06 29
53084 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2526
Fax: (+49 228) 305 2396
E-mail: hans-georg.neuhoff@bmu.bund.de

Prof. Dr. Manfred Niekisch
Erster Vize-Präsident des Deutschen Naturschutzringes
Ernst-Moritz-Arndt-Universität
Grimmer Str. 88
17487 Greifswald
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 3834) 86 41 24
Fax: (+49 3834) 86 41 87
E-mail: niekisch@uni-greifswald.de

Dr. Markus Nipkow
Referent für Ornithologie und Vogelschutz
Naturschutzbund Deutschland (NABU) e.V.
Herbert-Rabius-Str. 26
53225 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 403 6155
Fax: (+49 228) 403 6203
E-mail: markus.nipkow@nabu.de

Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Division N I 3
Attn. Dr. Tilman Pommeranz
P.O. Box 12 06 29
53048 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 -
Fax: (+49 228) 305 -
E-mail: -

Dr. Klaus Riede
Center for Development Research ZEF
Walter-Flex-Str. 3
53113 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 73 18 72 (ZEF)
Fax: (+49 228) 73 18 69
E-mail: k.riede.zfmk@uni-bonn.de

Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Attn. Prof. Dr. Ulrich Schlottmann
Postfach 12 06 29
53084 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2637
Fax: (+49 228) 305 2684
E-mail: elisabeth.munzert@bmu.bund.de

Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Division N I 3
Attn. Mr. Erik Schmidt-Wergifosse
Postfach 12 06 29
53084 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2638
Fax: (+49 228) 305 2684
E-mail: erik.schmidt-wergifosse@bmu.bund.de

Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Division N I 3
Attn. Ms. Christel Thomas
Postfach 12 06 29
53084 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2636
Fax: (+49 228) 305 2684
E-mail: christel.thomas@bmu.bund.de

Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Division N I 3
Attn. Mr. Joachim Schmitz
P.O. Box 12 06 29
53048 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2634
Fax: (+49 228) 305 2684
E-mail: schmitz.joachim@bmu.de

Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Division N I 3
Attn. Ms. Edith Völker
Postfach 12 06 29
53084 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2637
Fax: (+49 228) 305 2684
E-mail: edith.voelker@bmu.bund.de

Mr. Richard Schneider
Naturschutzbund Deutschland (NABU) e.V.
Vogelschutzzentrum
Ziegelhütte 21
72116 Mossingen
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 7473) 1022
Fax: (+49 7473) 21181
E-mail:

Personal Secretary to the Parliamentary State Secretary
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Attn. Ms. Bruni Weißen
Postfach 12 06 29
53084 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2042
Fax: (+49 228) 305 2049
E-mail: bruni.weissen@bmu.bund.de

Interpreter (ORR'n)
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Division Z I 4
Attn. Ms. Dorothee Schwolgin
Postfach 12 06 29
53048 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2284
Fax: (+49 228) 305 2289
E-mail: dorothee.schwolgin@bmu.bund.de

GHANA

Mr. Ernest L. Lamptey
Principal Wildlife Officer
Department of Wildlife
P.O. Box M 239
Accra
GHANA

Tel.: (+233 21) 663155 / 662360 / 664654
Fax: (+233 21) 666 476 / 666 129
E-mail: lamptey@wildlife-gh.com,
ellamptey@yahoo.com

Director General
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Directorate General N
Attn. Dr. Barbara Schuster
Postfach 12 06 29
53084 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2601
Fax: (+49 228) 305 2694
E-mail: barbara.schuster@bmu.bund.de

Mr. Charles C. Amankwah
Asst. Wildlife Officer
Wildlife Division
Forestry Commission
P.O. Box M 239
Accra
GHANA

Tel.: (+233 21) 664 654
Fax: (+233 21) 666 476
E-mail: amankwah@wildlife-gh.com,
wildlife@ncs.com.gh

GUINEA

M. Mamadou Dia
Chef de la Section Chasse et Aires protégées
Direction Nationale des Eaux et Forêts
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts
B.P. 624
Conakry
GUINEA/Guinée/Guinea

Tel.: (+224) 43 10 99 / 26 01 13
Fax: (+224) 41 48 73
E-mail: dfpn@sotelgui.net.gn

Mme Christine Sagno Kourouma
Chef Division Faune et Protection de la Nature
Direction Nationale des Eaux et Forêts
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts
B.P. 624
Conakry

GUINEA/Guinée/Guinea

Tel.: (+224) 463248 / 431099
Fax: (+224) 41 48 73
E-mail: dfpn@sotelgui.net.gn

GUINEA-BISSAU

M. Alziro Adriano Da Silva
Directeur Générale de l'Environnement
Ministère des Ressources naturelles et de l'Energie
B.P. 225
Bissau
GUINEA-BISSAU/Guinée-Bissau/Guinea-Bissau

Tel.: (+245) 22 35 78
Fax: (+245) 20 10 19
E-mail: alziroasilva@yahoo.com

HUNGARY

Dr. Attila Bankovics
Hungarian Natural History Museum
Baross u. 13
1088 Budapest
HUNGARY/Hongrie/Hungria

Tel.: (+36 1) 210 1075 ext 5044
Fax: (+36 1) 334 2785
E-mail: bankovic@zool.nhmus.hu

Mr. Zoltán Czirák
Nature Conservation Officer
Ministry for Environment
Költő utca 21
1121 Budapest
HUNGARY/Hongrie/Hungria

Tel.: (+36 1) 175 1093
Fax: (+36 1) 175 7457
E-mail: czirak@mail2.ktm.hu

Ms. Anna Práger
Ministry for Environment
Költő utca 21
1121 Budapest
HUNGARY/Hongrie/Hungria

Tel.: (+36 1) 395 7458/156
Fax: (+36 1) 395 6857
E-mail: prager@mail2.ktm.hu

Ms. Katalin Rodics
Head of Department
Ministry for Environment
Költő utca 21
1121 Budapest
HUNGARY/Hongrie/Hungria

Tel.: (+36 1) 175 1093
Fax: (+36 1) 175 7457
E-mail: rodics@mail2.ktm.hu

INDIA

Mr. Aseem Srivastav
Deputy Inspector General (Wildlife)
Ministry of Environment and Forests
Room 529, Paryavaran Bhavan
CGO Complex,
New Delhi 110003
INDIA/Inde/India

Tel.: (+91 11) 436 2813
Fax: (+91 11) 465 6608
E-mail: aksriv@yahoo.com

IRELAND

Mr. H. John Wilson
Senior Research Scientist
Dúchas the Heritage Service
7 Ely Place
Dublin 2
IRELAND/Irlande/Irlanda

Tel.: (+353 1) 647 2394
Fax: (+353 1) 678 8123
E-mail: jwilson@ealga.ie

ISRAEL

Dr. Eliezer Frankenberg
Deputy Chief Scientist
Nature and National Parks Protection Authority
Division of Science and Conservation
3 Am Ve'Olam St.
Jerusalem 95463
ISRAEL/Israël/Israel

Tel.: (+972 2) 500 54 44
Fax: (+972 2) 65 29 232
E-mail: eliezer.frankenberg@nature-parks.org.il

ITALY

Mr. Gianfranco Colognato
Counsellor
Ministry of Foreign Affairs
c/o Italian Consulate General
Cologne
ITALY/Italie/Italia

Tel.: (+49 221) 400 8712
Fax: (+49 221) 400 877
E-mail:

JORDAN

Mr. Khalaf Al-Oklah
Director
Nature and Lands Conservation Dept.
General Corporation for Environment Protection
(GCEP)
P.O. Box 1408
Amman 11941
JORDAN/Jordanie/Jordania

Tel.: (+962 6) 535 0149
Fax: (+962 6) 535 0084 / 533 2938
E-mail: aloklah@yahoo.com

KENYA

Dr. Richard K. Bagine
Chief Scientist
Kenya Wildlife Service
P.O. Box 40241
Nairobi
KENYA

Tel.: (+254 2) 50 61 69
Fax: (+254 2) 50 41 33
E-mail: kws@kws.org, research@kws.org

H.E. Mr. Nehemiah K. Rotich (Head of Delegation)
Ambassador
Permanent Mission of the Republic of Kenya to UNEP
P.O.Box 41395 Harambee Avenue
Nairobi
KENYA

Tel.: (+254 2) 33 72 90
Fax: (+254 2) 31 51 05
E-mail: kmunep@swiftkenya.com

LATVIA

Mr. Vilnis Bernards
Ministry of the Environment and Regional
Development
Peldu iela 25
1494 Riga
LATVIA/Lettonie/Letonia

Tel.: (+371 7) 02 65 24
Fax: (+371 7) 82 04 42
E-mail: mopsis@varam.gov.lv

Dr. Otars Opermanis
Laboratory of Ornithology
Institute of Biology
Miera Str. 3
2169 Salaspils
LATVIA/Lettonie/Letonia

Tel.: (+371 2) 94 54 37 / (+371 7) 216890 / 212672
Fax: (+371 7) 83 02 91
E-mail: otars@parks.lv

LITHUANIA

Ms. Kristina Klovaite
Chief Officer
Ministry of Environment
Nature Protection Department
A. Jaksto 4/9
2694 Vilnius
LITHUANIA/Lituanie/Lituania

Tel.: (+370 2) 61 75 58
Fax: (+370 2) 22 08 47
E-mail: k.klovaite@aplinkuma.lt

MALI

M. Alfousseini Semega
Direction National de la Conservation de la Nature
Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du
Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme
B.P. 275
Bamako
MALI/Mali/Mali

Tel.: (+223) 23 36 95/7
Fax: (+223) 233 696
E-mail: conservationnature@datatech.net.ml

MONACO

M. Patrick van Klaveren (Head of Delegation)
Conseiller technique du Ministre Plénipotentiaire
Chargé de la Coopération
Internationale pour l'Environnement et le
Développement
Villa Girasole
16, boulevard de Suisse
98000 Monaco
MONACO/Monaco/Mónaco

Tel.: (+377) 93 15 81 48 / 93 15 89 63
Fax: (+377) 93 15 42 08
E-mail: pvanklaveren@gouv.mc

MONGOLIA

Mr. Tserendash Damdin (Head of Delegation)
Director
Policy Implementation and Coordination
Ministry of Nature & Environment
Government Bldg No. 3
Baga Toiruu 44
Ulaanbaatar 11
MONGOLIA/Mongolie/Mongolia

Tel.: (+976 1) 32 84 68
Fax: (+976 1) 32 14 01
E-mail: epa@magicnet.mn, baigyam@magicnet.mn

Dr. Badamjav Lhagvasuren
901 Redbud Apartments
Bloomington, Indiana 47408
MONGOLIA/Mongolie/Mongolia

Tel.: (+1 812) 857 3255
Fax:
E-mail: lhagvabad@yahoo.com,
lbadamja@indiana.edu

MOROCCO

M. Mohamed Ankouz
Directeur de la Conservation des Ressources
Forestières
Ministère Chargé des Eaux et Forêts
B.P. 605
Rabat-Chellah
MOROCCO/Maroc/Marruecos

Tel.: (+212 37) 76 54 29
Fax: (+212 37) 66 08 26
E-mail:

M. Abdellah El Mastour
Chef du Service de la protection de la nature
Ministère des Eaux et forêts
B.P. 605
Rabat-Chellah
MOROCCO/Maroc/Marruecos

Tel.: (+212 37) 67 11 05
Fax: (+212 37) 76 68 55 / 76 44 46 / 67 00 87
E-mail: elmastour@athena.online.co.ma

M. Mohamed Haffane (Head of Delegation)
Chargé de la Division de la Chasse, de la Pêche et de la
Protection de la Nature
Ministère des Eaux et forêts
B.P. 605
Rabat-Chellah
MOROCCO/Maroc/Marruecos

Tel.: (+212 37) 67 00 87
Fax: (+212 37) 67 00 87
E-mail: haffane@athena.online.co.ma

NETHERLANDS

Mr. Jan G. Sevenster
Ministry of Agriculture, Nature Management
and Fisheries
P.O. Box 20401
2500 EK Den Haag
NETHERLANDS/Pays-Bas/Países Bajos

Tel.: (+31 70) 378 4952
Fax: (+31 70) 378 6144
E-mail: j.g.sevenster@n.agro.nl

Dr. Jan-Willem Sneep (Head of delegation)
Ministry of Agriculture, Nature Management
and Fisheries
Directorate for Nature Management
Division of Policy Instruments
P.O. Box 20401
2500 EK Den Haag
NETHERLANDS/Pays-Bas/Países Bajos

Tel.: (+31 70) 378 5255
Fax: (+31 70) 378 6144
E-mail: j.w.sneep@n.agro.nl

Prof. Dr. Wim J. Wolff
Department of Marine Biology
Groningen University
Postbus 14
9750 AA Haren
NETHERLANDS/Pays-Bas/Países Bajos

Tel.: (+31 50) 363 2260
Fax: (+31 50) 363 2261
E-mail: w.j.wolff@biol.rug.nl

NEW ZEALAND

Ms. Jennifer Macmillan (Head of Delegation)
Deputy Permanent Representative
New Zealand Mission to UNOG
2, chemin des Fins
1218 Grand Saconnex, Geneva
NEW ZEALAND/Nouvelle-Zélande/Nueva Zelandia

Tel.: (+41 22) 929 0355
Fax: (+41 22) 929 0374
E-mail: jennifer.macmillan@mfat.govt.nz

Mr. John Ombler
Department of Conservation
P.O. Box 10420
59 Boulcott Street
Wellington
NEW ZEALAND/Nouvelle-Zélande/Nueva Zelandia

Tel.: (+64 4) 471 3298
Fax: (+64 4) 471 3049
E-mail: jombler@doc.govt.nz

NIGER

M. Abdou Malam Issa
Ingénieur des Eaux et Forêts
Direction de la faune, pêche et pisciculture
Ministère Hydraulique Environnement
B.P. 721
Niamey
NIGER/Niger/Níger

Tel.: (+227) 73 33 29 / 73 40 69
Fax: (+227) 73 27 84 / 73 60 12 / 73 55 91
E-mail: ucnpmdep@intnet.ne

NIGERIA

H.E. Chief (Dr.) Imeh Okopido (Head of Delegation)
Honourable Minister of State for Environment
Federal Ministry of Environment
7th Floor, Federal Secretariat
Shehu Shagari Way, PMB 468
Garki, Abuja
NIGERIA/Nigeria/Nigeria

Tel.: (+234 9) 523 4931
Fax: (+234 9) 523 4931
E-mail: imet.okopido@hyperia.com

Mr. John H. Mshelbwala
Chief Environmental Scientist
Federal Ministry of Environment
Environment House, Rm 321
Independence Way
opp. National Hospital
P.M.B. 265
Garki, Abuja, F.C.T.
NIGERIA/Nigeria/Nigeria

Tel.: (+234 9) 234 2807 / 670 6652
Fax: (+234 9) 523 4014 / 4119 / 4932
E-mail: fmenv@hyperia.com,
johnmshelbwala2@yahoo.com

NORWAY

Mr. Olav Bakken Jensen
Ministry of Environment
Box 8013 Dep.
0030 Oslo
NORWAY/Norvège/Noruega

Tel.: (+47 22) 24 58 72
Fax: (+47 22) 24 27 56
E-mail: olav.bakken.jensen@md.dep.no

Mr. Oystein Storkersen (Head of Delegation)
Senior Advisor
Directorate of Nature Management
Tungasletta 2
7485 Trondheim
NORWAY/Norvège/Noruega

Tel.: (+47) 7358 0500
Fax: (+47) 7358 0501
E-mail: oystein.storkersen@dirnat.no

PAKISTAN

Mr. Sheikh Ghazanfar Hussain
Additional Secretary
Ministry of Environment, Local Govt. & Rural
Development
7th Floor UBL Building
Jinah Avenue
Islamabad
PAKISTAN/Pakistan/Pakistán

Tel.: (+92 51) 922 4581
Fax: (+92 51) 920 2211
E-mail: sheikhghazanfar@hotmail.com

PERU

Sra. Rosario Acero Villanes
Directora de Conservación de Biodiversidad
Instituto Nacional de Recursos Naturales
Calle Diecisiete N 355
Urbanización El Palomar
San Isidro
Lima 27
PERU/Pérou/Perú

Tel.: (+51 1) 225 9809
Fax: (+51 1) 225 9809
E-mail: inrenadcb@viabcp.com, racerov@hotmail.com

PHILIPPINES

Ms. Theresa M.S. Lim
Assistant Director
Protected Areas and Wildlife Bureau (PAWB)
Department of Environment and Natural Resources
Ninoy Aquino Parks & Wildlife Nature Center
Quezon Avenue, Diliman
Quezon City 1100
PHILIPPINES/Philippines/Filipinas

Tel.: (+6 32) 924 6031-35
Fax: (+6 32) 924 0109 / 925 2123
E-mail: pawb-plan@psdn.org.ph

POLAND

Dr. Zygmunt Krzeminski (Head of Delegation)
Adviser to the Minister
Department of Nature Conservation
Ministry of Environment
Wawelska 52/54
00-922 Warszawa
POLAND/Pologne/Polonia

Tel.: (+48 22) 579 2673
Fax: (+48 22) 579 2555
E-mail: zygmunt.krzeminski@mos.gov.pl

Mr. Andrzej Langowski
Specialist
Department of Nature Conservation
Ministry of Environment
Wawelska 52/54
00-922 Warszawa
POLAND/Pologne/Polonia

Tel.: (+48 22) 579 2456
Fax: (+48 22) 579 2555
E-mail: andrzej.langowski@mos.gov.pl

Prof. Bronislaw Wołoszyn
Institute of Animal Systematics and Evolution
Polish Academy of Sciences
ul. Sławkowska 17
31.016 Kraków
POLAND/Pologne/Polonia

Tel.: (+48 12) 422 6410/1901/8000
Fax: (+48 12) 422 4294
E-mail: woloszbr@isez.pan.krakow.pl

PORTUGAL

Dr. Marina Sequeira
Instituto da Conservação da Natureza
Rua Ferreira à Lapa 38-5°
1150-169 Lisboa
PORTUGAL

Tel.: (+351 21) 316 0520
Fax: (+351 21) 352 0474
E-mail: sequeiram@icn.pt

REPUBLIC OF MOLDOVA

Ms. Stela Drucioc
Consultant
Ministry of Ecology, Construction and Territorial
Development
9, Cosmonautilor str.
2005 Chisinau
MOLDOVA, REPUBLIC OF/Moldova, République
de/Moldova, República de

Tel.: (+373 2) 22 62 73
Fax: (+373 2) 50 71 62 / 22 07 48
E-mail: stela.drucioc@mediu.moldova.md,
biodiver@mediu.moldova.md

ROMANIA

Ms. Adriana Baz
Director for the Conservation and Protection of
Biodiversity, Protected Areas and Nature
Ministry of Water and Environmental Protection
Blvd. Libertatii No. 12, Sector 5
76106 Bucharest
ROMANIA/Roumanie/Rumania

Tel.: (+ 40 21) 410 0531
Fax: (+ 40 21) 410 0531
E-mail: biodiv@mappm.ro

SAO TOME AND PRINCIPE

Dr. Carlos Baia Dê
Chef du Service de Suivi-Evaluation
Direction de l'Elevage
Ministère de l'Agriculture, Développement Rural et
Pêche
Avenida Marginal 12 de Julho
Caixa Postal 718
Sao Tomé
SAO TOME AND PRINCIPE/Sao Tomé-et-
Principe/Santo Tomé y Príncipe

Tel.: (+239 12) 22 386
Fax: (+239 12) 24 454 / 22 347
E-mail: pecuaria@cstome.net

SAUDI ARABIA

Prof. Abdulaziz H. Abuzinada
Secretary General
National Commission for Wildlife Conservation and
Development (NCWCD)
P.O. Box 61681
Riyadh 11575
SAUDI ARABIA/Arabie saoudite/Arabia Saudita

Tel.: (+966 1) 441 8413
Fax: (+966 1) 441 0797 / 441 8413
E-mail: tatwany@naseej.com.sa

Dr. Hany M.A. Tatwany
International Cooperation Advisor
Coordinator of Interim Secretariat for the Houbara
Agreement
National Commission for Wildlife Conservation
and Development (NCWCD)
P.O. Box 61681
Riyadh 11575
SAUDI ARABIA/Arabie saoudite/Arabia Saudita

Tel.: (+966 1) 441 8413
Fax: (+966 1) 441 0797 / 441 8413
E-mail: tatwany@naseej.com.sa

SENEGAL

M. Demba Mamadou Ba
Directeur des Parcs nationaux
Ministère de la Jeunesse de l'Environnement et de
l'Hygiène Publique
Direction des Parcs Nationaux
B.P. 5135
Hann Zoological and Forestry Parks
Dakar Fann
SENEGAL/Sénégal/Senegal

Tel.: (+221) 832 2309
Fax: (+221) 832 2311
E-mail: dpn@sentoo.sn

S.E. M. Paul Badji (Head of Delegation)
Ambassadeur
Ambassade de la République du Sénégal
Argelanderstr. 3
53115 Bonn
SENEGAL/Sénégal/Senegal

Tel.: (+49 228) 21 80 08
Fax: (+49 228) 21 78 15
E-mail:

M. Félix Oudiane
Premier Conseiller
Ambassade de la République du Sénégal
Argelanderstr. 3
53115 Bonn
SENEGAL/Sénégal/Senegal

Tel.: (+49 228) 21 80 08
Fax: (+49 228) 21 78 15
E-mail:

SLOVAKIA

Mr. Peter Pilinsky
Ministry for the Environment
Dept. of Nature and Landscape Protection
Nám. L. Stúra 1
812 35 Bratislava 1
SLOVAKIA/Slovaquie/Eslovaquia

Tel.: (+421 2) 59 56 21 89
Fax: (+421 2) 59 56 25 33
E-mail: pilinsky.peter@enviro.gov.sk

Dr. Marcel Uhrín
Director General
National Park Muránska Planina Administration
str. Janka Král'a 12
05001 Revúca
SLOVAKIA/Slovaquie/Eslovaquia

Tel.: (+421 58) 442 2061
Fax: (+421 58) 442 6119
E-mail: uhrin@sopsr.sk

SLOVENIA

Ms. Mateja Blazic
Ministry of the Environment, Spatial Planning and
Energy
Vojkova 1b
1000 Ljubljana
SLOVENIA/Slovénie/Eslovenia

Tel.: (+386 1) 478 4533
Fax: (+386 1) 478 4051/2
E-mail: mateja.blazic@gov.si

Mr. Robert Boljesic (Head of Delegation)
Counsellor to the Director
Ministry of the Environment, Spatial Planning and
Energy
Vojkova 1b
1000 Ljubljana
SLOVENIA/Slovénie/Eslovenia

Tel.: (+386 1) 478 4501
Fax: (+386 1) 478 4051
E-mail: robert.boljesic@gov.si

SPAIN

Dr. Borja Heredia
Head of Wildlife Service
Ministerio de Medio Ambiente
Dirección General de Conservación de la Naturaleza
Gran Vía de San Francisco 4
28005 Madrid
SPAIN/Espagne/España

Tel.: (+34 91) 597 5594
Fax: (+34 91) 597 5566
E-mail: borja.heredia@dgcn.mma.es

SRI LANKA

Mr. Gajadeera A.T. Prasad
Asst. Director of Veterinary Services
Department of Wildlife Conservation
No. 18 Gregory's Road
Colombo 7
SRI LANKA

Tel.: (+94 1) 69 85 57
Fax: (+94 1) 69 85 56
E-mail: tharaka@dwlc.lk, thadwlc@sltnet.lk

SWEDEN

Dr. Anders Bjärvall
Environmental Protection Agency
Blekholtsterrassen 36
10648 Stockholm
SWEDEN/Suède/Suecia

Tel.: (+46 8) 698 1366
Fax: (+46 8) 698 1402
E-mail: anders.bjarvall@naturvardsverket.se

SWITZERLAND

Dr. Olivier Biber
Chef des Questions internationales Nature et Paysage
Office fédéral de l'environnement, des forêts, et du
paysage (OFEFP)
3003 Berne
SWITZERLAND/Suisse/Suiza

Tel.: (+41 31) 323 0663
Fax: (+41 31) 324 7579
E-mail: olivier.biber@buwal.admin.ch

M. Raymond Pierre Lebeau
Office fédéral de l'environnement, des forêts, et du
paysage (OFEFP)
Division Nature et Paysage
3003 Berne
SWITZERLAND/Suisse/Suiza

Tel.: (+41 31) 322 8064 / 322 9389
Fax: (+41 31) 324 7579
E-mail: raymond-pierre.lebeau@buwal.admin.ch

THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA

Mr. Aleksandar Nastov
Environment Protection Service
Ministry of the Environment and Physical Planning
Dresdenska 52
91000 Skopje
MACEDONIA, THE FORMER YUGOSLAV
REPUBLIC OF/l'ex-République yougoslave de
Macédoine/la ex República Yugoslava de Macedonia

Tel.: (+389 2) 36 69 30 ext 122
Fax: (+389 2) 36 69 31
E-mail: infoeko@moe.gov.mk

TOGO

M. Abdou-Kérim Moumouni
Directeur de la Faune et Chasse
Ministère de l'Environnement
B.P. 355
Lomé
TOGO

Tel.: (+228) 260059 / 2214028/29
Fax: (+228) 221 40 29
E-mail: direfaune@caramail.com, direfaune@yahoo.fr,
sokodel@yahoo.fr

M. Kotchikpa Okoumassou
Chef, Protection et Gestion
Direction de la Faune et de la Chasse
Ministère de l'Environnement et des Ressources
Forestière
B.P. 355
Lomé
TOGO

Tel.: (+228) 2214029
Fax: (+228) 2214029
E-mail: direfaune@caramail.com

UGANDA

Mr. Justus Tindigarukayo-Kashagire
Asst. Commissioner Wildlife
Wildlife Division
Ministry of Tourism, Trade & Industry
P.O. Box 4241
Kampala
UGANDA/Ouganda/Uganda

Tel.: (+256 41) 34 39 47 / 25 12 94
Fax: (+256 41) 34 12 47 / 25 12 94
E-mail: wildlife.justus@wildlifeug.org

UKRAINE

Mr. Olexandr Bogachov
Head of Environmental Management Section
Secretariat of the Cabinet of Ministers
12/2, Grushevskogo str.
01008 Kyiv
UKRAINE/Ukraine/Ucrania

Tel.: (+38 044) 293 1651
Fax: (+38 044) 224 2239 / 228 2067
E-mail: vgd@land.freenet.kiev.ua, vladdy@uct.kiev.ua

Dr. Volodymyr Domashlinets
Head of Fauna Division
Ministry of Environment and Natural Resources
ul. Khreshchatyk 5
01601 Kyiv
UKRAINE/Ukraine/Ucrania

Tel.: (+38 044) 224 2239 / 1113
Fax: (+38 044) 224 2239 / 228 2067
E-mail: vgd@land.freenet.kiev.ua

UNITED KINGDOM

Dr. Colin A. Galbraith
Head of Advisory Services
Scottish Natural Heritage
2/5 Anderson Place
Edinburgh EH6 5NP
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 131) 446 2404
Fax: (+44 131) 446 2491 / 2405
E-mail: colin.galbraith@snh.gov.uk

Dr. Steve Gibson
International Advisor
Joint Nature Conservation Committee
Monksone House City Road
Peterborough PE1 1JY
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1733) 866 815
Fax: (+44 1733) 866 855
E-mail: steve.gibson@jncc.gov.uk

Mr. Steve Lee-Bapty (Head of Delegation)
Zoos and International Species Conservation
Department for Environment, Food and Rural Affairs
Temple Quay House
2 The Square, Temple Quay
Bristol BS1 6EB
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 117) 372 8295
Fax: (+44 117) 372 8317
E-mail: steve.lee-bapty@defra.gsi.gov.uk

Dr. Diana Mortimer
Habitat Officer
Joint Nature Conservation Committee
Monkstone House, City Road
Peterborough PE1 1JY
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1733) 866 857
Fax: (+44 1733) 555 948
E-mail: diana.mortimer@jncc.gov.uk

Mr. Robert Vagg
International Conservation Policy Adviser
Zoos and International Species Conservation
Department for Environment, Food and Rural Affairs
Temple Quay House
2 The Square, Temple Quay
Bristol BS1 6EB
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 117) 372 8110
Fax: (+44 117) 372 8317
E-mail: robert.vagg@defra.gsi.gov.uk

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

Mr. Mzamillu Kaita
Ministry of Natural Resources and Tourism
Wildlife Division
Ivory Room, Nyerere Road
P.O. Box 1994
Dar es Salaam
TANZANIA, UNITED REPUBLIC OF/Tanzanie,
République-Unie de/Tanzanía, República Unida de

Tel.: (+255 22) 286 6408 / 6375
Fax: (+255 22) 2863496 / 2865836
E-mail: wildlife-division@twiga.com

Mr. Charles Mdoe
Asst. Director
Ministry of Natural Resources and Tourism
Wildlife Division
Ivory Room, Nyerere Road
P.O. Box 1994
Dar es Salaam
TANZANIA, UNITED REPUBLIC OF/Tanzanie,
République-Unie de/Tanzanía, República Unida de

Tel.: (+255 22) 286 6408 / 375
Fax: (+255 22) 286 5836
E-mail: wildlife-division@twiga.com

Ms. Nipanema Mdoe
Ministry of Natural Resources and Tourism
Wildlife Division
Ivory Room, Nyerere Road
P.O. Box 1994
Dar es Salaam
TANZANIA, UNITED REPUBLIC OF/Tanzanie,
République-Unie de/Tanzanía, República Unida de

Tel.: (+255 22) 286 6408 / 375
Fax: (+255 22) 286 5836
E-mail: wildlife-division@twiga.com

Mr. Emmanuel L. M. Severre
Director of Wildlife Division
Ministry of Natural Resources and Tourism
P.O. Box 1994
Dar es Salaam

Tel.: (+255 22) 286 6408
Fax: (+255 22) 286 5836 / 286 3496
E-mail: wildlife-division@twiga.com

Ms. Miriam Zacharia
Principle Game Officer
Ministry of Natural Resources and Tourism
Wildlife Division
Ivory Room, Nyerere Road
P.O. Box 1994
Dar es Salaam
TANZANIA, UNITED REPUBLIC OF/Tanzanie,
République-Unie de/Tanzanía, República Unida de

Tel.: (+255 22) 286 6408 / 6375
Fax: (+255 22) 2863496 / 2865836
E-mail: wildlife-division@twiga.com

Mr. Josiah M. Katondo
National Environment Management Council
Lake Victoria Environment Project
P.O. Box 63154
Mwanza
TANZANIA, UNITED REPUBLIC OF/Tanzanie,
République-Unie de/Tanzanía, República Unida de

Tel.: (+255 28) 250 0806
Fax: (+255 28) 250 0806
E-mail: lvemp-wetlands@raha.com,
lakevic.tan@sukumanet.com

URUGUAY

Dr. Marcel Enzo Calvar Agrelo
Asesor Técnico
Departamento de Fauna, Dirección General de
Recursos Naturales Renovables
Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca
Cerrito 318, Piso 1
11000 Montevideo
URUGUAY

Tel.: (+598 2) 915 6452/53 / 915 6741
Fax: (+598 2) 915 6456
E-mail: mcalvar@mgap.gub.uy, renare@mgap.gub.uy

Dr. Francisco Daniel Rilla Manta
Av. 8 de octubre 2738
C.P. 11600
Montevideo
URUGUAY

Tel.: (+598 2) 481 1121
Fax: (+598 2) 70 95 23
E-mail: pico@internet.com.uy

UZBEKISTAN

Mr. Ilhom Abdulhusejnov
Consul General
Consulate General of the Republic of Uzbekistan
Jahnstr. 15
60318 Frankfurt am Main
UZBEKISTAN/Ouzbékistan/Uzbekistán

Tel.: (+49 69) 74 05 69
Fax: (+49 69) 74 05 41
E-mail:

Dr. A. Djalaliddin Azimov
Director
Zoological Institute
Academy of Sciences
7 Kadiry str.
700095 Tashkent
UZBEKISTAN/Ouzbékistan/Uzbekistán

Tel.: (+998 712) 41 30 80 / 41 04 42
Fax: (+998 712) 413 990 / 415 633
E-mail: halmat@ecoinf.org.uz

Ms. Irina Bekmirzayeva
Senior Specialist
Department of International Cooperation
State Committee for Nature Protection
ul. Abdulla Kadiry 7
700128 Tashkent
UZBEKISTAN/Ouzbékistan/Uzbekistán

Tel.: (+998 712) 413080 / 410442
Fax: (+998 712) 415633 / 413990
E-mail: halmat@ecoinf.org.uz, irina77@online.ru

Mr. Bakhodir Khalilov
Deputy Minister
Ministry of Foreign Affairs
9, Uzbekistan Str.
700029 Tashkent
UZBEKISTAN/Ouzbékistan/Uzbekistán

Tel.: (+998 71) 133 6475
Fax: (+998 71) 139 1517
E-mail:

H.E. Dr. Vladimir Norov
Ambassador
Embassy of the Republic of Uzbekistan
Perleberger Str. 62
10117 Berlin
UZBEKISTAN/Ouzbékistan/Uzbekistán

Tel.: (+49 30) 39 40 980
Fax: (+49 30) 39 40 98 62
E-mail: botschaft@uzbekistan.de

**Other Official Delegations / Autres Delegations Officielles /
Otras Delegaciones Oficiales**

AFGHANISTAN

Mr. Abdul Samea Sakhi
General Director of National Parks
Forestry Department
Ministry of Agriculture
Opp. Cinema Park, Shari Nau
Kabul
Afghanistan/Afghanistan/Afghanistán

Tel.: (+93) 35800

Fax: (+92 51) 221 4379 / 211 450 (c/o UNCO Kabul)

E-mail:

ARMENIA

Mr. Georgi Arzumanyan (Head of Delegation)
Head of the International Cooperation Department
Ministry of the Nature Protection
ul. Moscovyana 35
375002 Yerevan
Armenia/Arménie/Armenia

Tel.: (+374 1) 53 18 61

Fax: (+374 1) 53 18 61 / 53 81 87

E-mail: interdpt@rambler.ru

Mr. Karén Jenderedjian
Leading Specialist
Ministry of Nature Protection
ul. Moscovyana 35
375002 Yerevan
Armenia/Arménie/Armenia

Tel.: (+374 1) 53 18 41

Fax: (+374 1) 53 18 61 / 53 81 87

E-mail: jender@nature.am

AZERBAIJAN

Mr. Farig Farzaliyev
Ministry of Ecology and Natural Resources
B. Aghayev Street 100-A
370073 Baku
Azerbaijan/Azerbaïdjan/Azerbaiyán

Tel.: (+944 12) 38 74 19

Fax: (+997 12) 92 59 07

E-mail: valeh@eko.baku.az

BANGLADESH

Mr. Md. Osman Gani
Conservator
Forest Department
Ministry of Environment and Forests
Building #6, Room #1322
Bangladesh Secretariat
Dhaka 1000
Bangladesh

Tel.: (+880 2) 861 0587 / 861 7916

Fax: (+880 2) 861 0166

E-mail: moefmin@sdnbd.org

H.E. Hon. Mr. Jafrul Islam Chowdhury (Head of
Delegation)
State Minister for Environment and Forest
Building #6, Room #1322
Bangladesh Secretariat
Dhaka 1000
Bangladesh

Tel.: (+880 2) 861 0587 / 861 7916

Fax: (+880 2) 861 0166

E-mail: moefmin@sdnbd.org

BRAZIL

Sr. Benedicto Fonseca Filho
Ministry of Foreign Affairs
Environment Division
Anexo I Sala 439
70.170.900 Brasilia D.F.
Brazil/Brésil/Brasil

Tel.: (+55 61) 411 6674

Fax: (+55 61) 322 5523

E-mail: bfilho@mre.gov.br

BURUNDI

Mr. Jean-Marie Bukuru
Correspondant national de CMS, AEWa et Ramsar
Ministère de l'Amenagement du Territoire et de
l'Environnement
B.P. 241
Gitega
Burundi

Tel.: (+257) 40 23 03

Fax: (+257) 402625/ 402617 / 228902

E-mail: igebu@cbinf.com

CAMBODIA

Dr. Neou Bonheur
Deputy Director
Department of Nature Conservation
Ministry of Environment
48 Samdech Preah Sihanouk
Tonle Bassac, Chamkar Morn
Phnom Penh
Cambodia/Cambodge/Camboya

Tel.: (+855 12) 976383
Fax:
E-mail: lcu@forum.org.kh

CAPE VERDE

Sr. Emilio Gomes Sanches
Regional Director
National Institute for Fisheries Development
P.O. Box 545
Praia
Cape Verde/Cap-Vert/Cabo Verde

Tel.: (+238) 61 28 65
Fax: (+238) 61 25 02
E-mail: esanches@caramail.com,
egsanches@hotmail.com

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

M. Pierre Gaba-Mano (Head of Delegation)
Directeur général des services régionaux
Ministère de l'Environnement des Eaux- Forêts-
Chasse-Pêche
B.P. 830
Bangui
Central African Republic/République
centrafricaine/República Centroafricana

Tel.: (+236) 50 26 73
Fax: (+236) 61 57 41
E-mail: liabastre@intnet.cf, liabastre@ifrance.com

S.E. Le Lt. Colonel Martin-Gérard Tebiri
Ambassadeur de la République centrafricaine
Johanniterstraße 19
53113 Bonn
Germany/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 23 35 64
Fax: (+49 228) 23 35 64
E-mail: liabastre@intnet.cf, liabastre@ifrance.com

M. Dominique Ngongba-Ngouadakpa
Directeur de la Faune
Ministère de l'Environnement des Eaux- Forêts-
Chasse-Pêche
B.P. 830
Bangui
Central African Republic/République
centrafricaine/República Centroafricana

Tel.: (+236) 50 37 49
Fax: (+236) 61 57 41
E-mail: liabastre@intnet.cf, liabastre@ifrance.com

CHINA

Mr. Fawen Qian
Assistant Research Professor
National Bird Banding Center
Chinese Academy of Forestry
P.O. Box 1928, Wan Shou Shan
100091 Beijing
China/Chine/China

Tel.: (+86 10) 62 88 84 54
Fax: (+86 10) 62 88 84 54
E-mail: cranenw@fee.forestry.ac.cn

Mr. Jun Xia
Deputy Director
Department of International Cooperation
State Forestry Administration

No. 18 Hepingli Dongjie
100714 Beijing
China/Chine/China

Tel.: (+86 10) 84 23 87 98
Fax: (+86 10) 84 23 87 49
E-mail: xiaj@forestry.gov.cn

Dr. Dehui Zhang
Deputy Director of Wildlife Management
Department of Wildlife Conservation
State Forestry Administration
No. 18 Hepinglidong Street
Dongcheng District
100714 Beijing
China/Chine/China

Tel.: (+86 10) 84 23 85 77
Fax: (+86 10) 84 23 85 40
E-mail: zhangdehui@forestry.gov.cn

COMOROS

M. Ismael Bachirou
Directeur-Général Adjoint
Direction Générale de l'Environnement
Ministère de la Production et de l'Environnement
B.P. 41
Moroni
Comoros/Comores/Comoras

Tel.: (+269) 73 63 88
Fax: (+269) 73 68 49
E-mail: ismael_269@yahoo.com

COTE D'IVOIRE

S.E. M. Amin Florent Atse
Ambassadeur de la République du Côte d'Ivoire
Königstrasse 93
53115 Bonn
Germany/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 21 20 98/21 20 99
Fax: (+49 228) 21 73 13
E-mail:

M. Eric Beugre
Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie
Direction de la Protection de la Nature
Cite Administrative, Tour C, 7^e E
B.P. V 178
Abidjan
Côte d'Ivoire/Côte d'Ivoire/Côte d'Ivoire

Tel.: (+225 20) 21 91 41 / 21 03 42
Fax: (+225 20) 210342 / 22 53 66
E-mail: ericbeugre@hotmail.com, ahounze@yahoo.fr

M. Tano Sombo (Head of Delegation)
Directeur de la Protection de la Nature
Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie
Cite Administrative, Tour C, 7^e E
B.P. V 178
Abidjan
Côte d'Ivoire/Côte d'Ivoire/Côte d'Ivoire

Tel.: (+225 20) 21 91 41 / 21 03 42
Fax: (+225 20) 210342 / 22 53 66
E-mail:

DJIBOUTI

M. Houssein Abdillahi Rayaleh
Assistant au secrétaire Général / Point focal de Ramsar
et CITES
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de
l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire
B.P. 11
Djibouti
Djibouti

Tel.: (+253) 35 00 03 / 35 85 22
Fax: (+235) 35 16 18 / 35 31 78
E-mail: assamo@caramail.com

ECUADOR

Sr. Jimmy Andrade
Asesor de la Ministra del Ambiente y Director del
Distrito Regional del Litoral
Ministerio del Ambiente
Amazonas y Eloy Alfaro, 8vo. piso
Quito
Ecuador/Equateur/Ecuador

Tel.: (+593 4) 256 0402 / 3462
Fax: (+593 4) 256 0402 / 250 0041
E-mail: jandrade@ambiente.gov.ex,
dasint@ambiente.gov.ec

EQUATORIAL GUINEA

Sr. Santiago Francisco Engonga Osono
Punto Focal de CMS
Ministerio de Bosque, Pesca y Medio Ambiente
Malabo
Equatorial Guinea/Guinée équatoriale/Guinea
Ecuatorial

Tel.: (+240 9) 1305
Fax: (+240 9) 2905
E-mail: proegq@intnet.gq

GABON

M. Jean-Hilaire Moudziegou Ibinga
Directeur des Etudes
Ministère de l'Economie Forestière, des Eaux et de la
Pêche
Direction Générale de l'Environnement
B.P. 3903
Libreville
Gabon/Gabon/Gabón

Tel.: (+241) 72 27 00
Fax: (+241) 77 29 94
E-mail: dfc@internetgabon.com

INDONESIA

Dr. Samedi
Head of Sub-Division Conventions
Directorate of Biodiversity Conservation
Directorate General of Nature Conservation
Ministry of Forestry
Manggala Wanabhakti Bldg.
Block VII, 7th Floor
Jalan Gatot Subroto
Jakarta Pusat 10270
Indonesia/Indonésie/Indonesia

Tel.: (+62 21) 572 0227
Fax: (+62 21) 572 0227
E-mail: sam.phpa@dephut.cbn.net.id,
cites@dephut.cbn.net.id

ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN

Mr. Jafar Barmaki
2nd Secretary
Department of International Affairs
Foreign Ministry
Koshke Mesri Str.
Teheran
Iran, Islamic Republic of/Iran (République islamique
d')/Irán (República Islámica del)

Tel.: (+98 21) 321 2671
Fax: (+98 21) 670 4176
E-mail: jbarmaki@yahoo.com

Mr. Sadegh Sadeghi Zadegan
Department of Environment
Ostad Nejatollahi Av. 187
P.O. Box 5181
Teheran 15875
Iran, Islamic Republic of/Iran (République islamique
d')/Irán (República Islámica del)

Tel.: (+98 21) 826 9293
Fax: (+98 21) 826 7993
E-mail: sadeghizadegan@abedi.net

KAZAKHSTAN

Dr. Sergey Yerekhov
Senior Research Fellow
Laboratory of Ornithology
Academy of Sciences
Academgorodog
Almaty 480032
Kazakhstan/Kazakhstan/Kazakstán

Tel.: (+7 3272) 481 890 / 481 786
Fax: (+7 3272) 481 958
E-mail: instzoo@nursat.kz

KYRGYZSTAN

Mr. Omurbek Berbayev
Director
Issyk-Kul Environmental Department
Ministry for Environment and Emergencies
2/1 Toktomaliev str.
727055 Bishkek
Kyrgyzstan/Kirghizistan/Kirguistán

Tel.: (+996 312) 54 11 77
Fax: (+996 312) 54 11 77
E-mail: min-eco@elcat.kg

LEBANON

Ms. Lamia Chamas
Chief of Service
Conservation of Nature
Ministry of Environment
B.P. 70-1091
Antelias, Beirut
Lebanon/Liban/Líbano

Tel.: (+961 4) 522 222
Fax: (+961 4) 525 080
E-mail: lchamas@moe.gov.lb

LIBERIA

Hon. Mr. Abraham B. Kroma
Deputy Minister
Ministry of Planning and Economic Affairs
P.O. Box 10/9016
1000 Monrovia 10
Liberia/Libéria/Liberia

Tel.: (+231) 22 77 02
Fax: (+231) 22 74 35
E-mail: akroma@hotmail.com

MAURITIUS

Mr. Yousoof Mungroo
Director
National Parks and Conservation Service
Ministry of Agriculture, Food Technology and Natural
Resources
Reduit
Mauritius/Maurice/Mauricio

Tel.: (+230) 464 2993
Fax: (+230) 465 1184
E-mail: npcagr@intnet.mu

NEPAL

Mr. Narayan Poudel
Deputy Director General
Department of National Parks and Wildlife
Conservation
Babarmahal
G.P.O. Box 860
Kathmandu
Nepal/Népal/Nepal

Tel.: (+977 1) 220912 / 220850
Fax: (+977 1) 22 76 75
E-mail: npoudel@dnppwc.gov.np

RUSSIAN FEDERATION

Dr. Anna Belousova
Head of Department
All-Russian Institute for Nature Conservation &
Reserves
Znamenskoye-Sadki
VNII Priroda
113628 Moscow
Russian Federation/Fédération de Russie/Federación de
Rusia

Tel.: (+7 095) 423 0311
Fax: (+7 095) 423 2322
E-mail: anbelous@online.ru

RWANDA

Ms. Corneille Kagara
Division Politique, Programme et Sensibilisation
Ministère des Terres, de la Réinstallation et de la
Protection de l'Environnement
B.P. 3502
Kigali
Rwanda

Tel.: (+250) 82628 / 517563
Fax: (+250) 82629
E-mail: kagarac2001@yahoo.fr

SAINT LUCIA

Mr. Donald Anthony
Wildlife Officer
Forestry Department
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Stanislaus James Building
Waterfront
Castries
Saint Lucia/Sainte-Lucie/Santa Lucía

Tel.: (+1 758) 450 2078
Fax: (+1 758) 450 2287
E-mail: anthonydonald@hotmail.com

SIERRA LEONE

Mr. Emmanuel Keifala Alieu
Director
Ministry of Forests, Agriculture and Marine Resources
Room M206, Youyi Building, Brookfields
Freetown
Sierra Leone/Sierra Leone/Sierra Leona

Tel.: (+232 22) 242036 / 223445
Fax: (+232 22) 222945 / 241613 / 242128
E-mail: ealieu@hotmail.com, lucy_alieu@yahoo.co.uk

SUDAN

Mr. Khamis Adieng Ding
Wildlife Conservation General Administration
P.O. Box 336
Khartoum
Sudan/Soudan/Sudán

Tel.: (+249 13) 34 46 20
Fax: (+249 13) 34 46 21
E-mail: khamis_adieng@hotmail.com

SYRIAN ARAB REPUBLIC

Dr. Akram Issa Darwish
Director of Biodiversity and Protected Areas
Management
Ministry of State for Environmental Affairs
P.O. Box 3773
Tolyani Str.
Damascus
Syrian Arab Republic/République arabe
syrienne/República Árabe Siria

Tel.: (+963 11) 444 7608 / 223 4309 / 333 0510
Fax: (+963 11) 444 7608 / 333 5645
E-mail: akramisa@scs-net.org

THAILAND

Ms. Nirawan Pipitsombat
Office of Environmental Policy and Planning
Ministry of Science, Technology and Environment
60/1 Soi Phibunwattana 7
Rama VI Rd., Phayathai
Bangkok 10400
Thailand/Thaïlande/Tailandia

Tel.: (+66 2) 271 3251
Fax: (+66 2) 271 3251/279 8088
E-mail: nirawan_p@hotmail.com

TIMOR-LESTE

Mr. Mario Ribeiro Nunes
Director General of Forestry Department
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Fomento Building
Dili
Timor-Leste/Timor Oriental/Timor Oriental

Tel.: (+614) 170 837 24?
Fax: (+670) 390 325 121
E-mail: guterreso@yahoo.com

Dr. Frederic Launay
Head of SPDU
Environmental Research & Wildlife Development
Agency
National Avian Research Center
P.O. Box 45553
Abu Dhabi
United Arab Emirates/Emirats arabes unis/Emiratos
Arabes Unidos

Tel.: (+971 2) 681 7171 Ext 510
Fax: (+971 2) 681 0008 / 7347
E-mail: flaunay@erwda.gov.ae

TURKEY

Ms. Safak Kemaloglu
Chief of Section
Department of Animal Protection
Ministry of Environment
Eskisehir Yolu 8. km
Ankara
Turkey/Turquie/Turquía

Tel.: (+90 312) 287 9963/2416
Fax: (+90 312) 286 2271
E-mail: safakkemaloglu@yahoo.com

Mr. Olivier Combreau
Head of NARC
National Avian Research Center
Environmental Research & Wildlife Development
Agency
P.O. Box 45553
Abu Dhabi Suweihan
United Arab Emirates/Emirats arabes unis/Emiratos
Arabes Unidos

Tel.: (+971 3) 734 7555
Fax: (+971 3) 734 7607
E-mail: ocombreau@erwda.gov.ae

TURKMENISTAN

Prof. Eldar Rustamov
Wetlands Expert
Ministry of Environmental Protection
ul. Kemine 102
744000 Ashgabad
Turkmenistan/Turkménistan/Turkmenistán

Tel.: (+993 12) 39 85 86
Fax: (+993 12) 39 31 84
E-mail: rustamov@ngotm.org,
makhtum@nature.untuk.org, mamedova@ngotm.org

VIET NAM

Mr. Manh Son Dao
Vice Director
Research Institute of Marine Fisheries
Ministry of Fisheries - RIMF
170, Le Lai Street
Haiphong
Viet Nam

Tel.: (+84 31) 83 78 98
Fax: (+84 31) 83 68 12
E-mail: daoson@hn.vnn.vn

UNITED ARAB EMIRATES

Mr. Thabit Al Abdessalaam
Head of MERC
Marine Environment Research Center
Environmental Research & Wildlife Development
Agency
P.O. Box 45553
Abu Dhabi
United Arab Emirates/Emirats arabes unis/Emiratos
Arabes Unidos

Tel.: (+971 2) 693 4658
Fax: (+971 2) 681 7353
E-mail: tabdessalaam@erwda.gov.ae

Mr. Tran Ngoc Cuong
Environmental Manager
National Environmental Agency
Nature Conservation Division
67 Nguyen Du Str.
Hanoi
Viet Nam

Tel.: (+84 4) 942 4557
Fax: (+84 4) 822 3189
E-mail: tcuong@svr1-han.unep.net

Mr. Van Mieu Vu
First Secretary
Department of International Organisations
Ministry of Foreign Affairs
6 Chu Van An
Hanoi
Viet Nam

Tel.: (+84 4) 199 3318
Fax: (+84 4) 843 2344
E-mail: vuvanmien@yahoo.com

YEMEN

Mr. Abdul Hakim A.R. Aulaiah
Director General of Natural Resources and
Biodiversity
Environmental Protection Authority
P.O. Box 19719
Sana'a
Yemen/Yémen/Yemen

Tel.: (+967 1) 206611 / 207817
Fax: (+967 1) 207327
E-mail: epa@y.net.ye

ZAMBIA

Mr. Hopeson Isaac Simwanza
Zambia Wildlife Authority
Private Bag 1
Chilanga
Zambia/Zambie/Zambia

Tel.: (+260 1) 27 83 23
Fax: (+260 1) 27 84 39
E-mail: zawares@coppernet.zm

ZIMBABWE

Dr. Peter J. Mundy
Department of National Parks and Wildlife
Management
P.O. Box 2283
Bulawayo
Zimbabwe

Tel.: (+263 9) 74000
Fax: (+263 9) 74000
E-mail: bfa@gatorzw.com

Intergovernmental Organizations / Organisations Intergouvernementales / Organizaciones Intergubernamentales

ACCOBAMS

Agreement on the Conservation of Cetaceans in the
Black Sea, Mediterranean Sea and Contiguous Atlantic
Area

Dr. Marie-Christine van Klaveren
Executive Secretary
ACCOBAMS Permanent Secretariat
16, boulevard de Suisse
98000 Monaco
MONACO/Monaco/Mónaco

Tel.: (+377) 93 15 80 10 / 20 78
Fax: (+377) 93 05 42 08
E-mail: mcvanklaveren@accobams.mc

AEWA

Agreement on the Conservation of African-Eurasian
Migratory Waterbirds

Mr. Bert Lenten
Executive Secretary
AEWA Secretariat
Martin-Luther-King-Str. 8
53175 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 815 2413/4
Fax: (+49 228) 815 2450
E-mail: aewa@unep.de

ASCOBANS

Agreement on the Conservation of Small Cetaceans of
the Baltic and North Seas

Mr. Rüdiger Stempel
Executive Secretary
ASCOBANS Secretariat
Martin-Luther-King-Str. 8
53175 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 815 2416/18
Fax: (+49 228) 815 2440
E-mail: ascobans@ascobans.org

CCAMLR

Commission for the Conservation of Antarctic Marine
Living Resources

Represented by Mr. Barry Baker
137 Harrington Street
Hobart, Tasmania 7000
AUSTRALIA/Australie/Australia

Tel.: (+61 3) 62 31 03 66
Fax: (+61 3) 62 34 99 65
E-mail: ccamlr@ccamlr.org

Council of Europe

Mr. Eladio Fernández-Galiano
Head of Division
Natural Heritage and Biological Diversity Division
Council of Europe
67075 Strasbourg Cedex
FRANCE/France/Francia

Tel.: (+33 3) 88 41 22 59
Fax: (+33 3) 88 41 37 51/55/84
E-mail: eladio.fernandez-galiano@coe.int

CWSS

Trilateral Wadden Sea Cooperation Agreement

Ms. Bettina Reineking
Deputy Secretary
Common Wadden Sea Secretariat
Virchowstr. 1
26382 Wilhelmshaven
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 4421) 910 814
Fax: (+49 4421) 91 08 30
E-mail: reineking@waddensea-secretariat.org

EUROBATS

Agreement on the Conservation of Populations of
European Bats

Mr. Andreas Streit
Executive Secretary
EUROBATS Secretariat
Martin-Luther-King-Str. 8
53175 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 815 2420/1
Fax: (+49 228) 815 2445
E-mail: eurobats@eurobats.org

International Council of Environmental Law

Mr. Michael A. Buenker
Asst. to Executive Governor
International Council of Environmental Law
Postfach 120369
53045 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 269 2240
Fax: (+49 228) 269 2251
E-mail:

Dr. Wolfgang E. Burhenne
Executive Governor
International Council of Environmental Law
Postfach 120369
53045 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 269 2240
Fax: (+49 228) 269 2251
E-mail:

Ms. Rosemarie von Hegel
International Council of Environmental Law
Postfach 120369
53045 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 269 2240
Fax: (+49 228) 269 2251
E-mail:

IWC

International Convention for the Regulation of
Whaling

Represented by Dr. William F. Perrin
The Red House
135 Station Road, Histon
Cambridge CB4 9NP
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1223) 23 39 71
Fax: (+44 1223) 23 28 76
E-mail: secretariat@iwcoffice.org

OSPAR Commission

Convention for the Protection of the Marine
Environment of the North-East Atlantic

Represented by Dr. Hans-Georg Neuhoﬀ
New Court 48 Carey Street
London WC2A 2JQ
United Kingdom

Tel.: (+44 20) 7430 5200
Fax: (+44 20) 7430 5225
E-mail: secretariat@ospar.org

Ramsar Convention

Convention on Wetlands of International Importance
especially as Waterfowl Habitat

Dr. Nicholas Davidson
Deputy Secretary General
Ramsar Convention Bureau
28, rue Mauverney
1196 Gland
SWITZERLAND/Suisse/Suiza

Tel.: (+41 22) 999 0171
Fax: (+41 22) 999 0169
E-mail: davidson@ramsar.org

UNCCD

United Nations Convention to Combat Desertification
in Countries Experiencing Serious Drought and/or
Desertification, Particularly in Africa

Mr. Antonio Rodrigues Pires
Senior Liaison Officer
United Nations Convention to Combat Desertification
Martin-Luther-King-Str. 8
53175 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 815 2801
Fax: (+49 228) 815 2899
E-mail: apires@unccd.de

UNEP

United Nations Environment Programme

Mr. Shafqat Kakakhel
Deputy Executive Director
Office of the Deputy Executive Director (ODED)
United Nations Environment Programme (UNEP)
United Nations Avenue, Gigiri
P.O. Box 30552
Nairobi
KENYA/Kenya/Kenya

Tel.: (+254 2) 62 40 20/21/22
Fax: (+254 2) 62 30 70
E-mail: shafqat.kakakhel@unep.org

Mr. Paul Chabeda
Chief, Biodiversity Conventions
Environmental Conventions Division
United Nations Environment Programme (UNEP)
P.O. Box 30552
Nairobi
KENYA/Kenya/Kenya

Tel.: (+254 2) 62 38 77
Fax: (+254 2) 62 42 60
E-mail: paul.chabeda@unep.org

Mr. Robert Hepworth
Deputy Director
Division of Environmental Conventions
United Nations Environment Programme (UNEP)
P.O. Box 30552
Nairobi
KENYA/Kenya/Kenya

Tel.: (+ 254 2) 62 32 60 / 58
Fax: (+ 254 2) 62 39 26
E-mail: robert.hepworth@unep.org

UNEP/CITES

Convention on International Trade in Endangered
Species of Wild Fauna and Flora

Mr. Willem Wijnstekers
Secretary General
Convention on International Trade in Endangered
Species of Wild Fauna and Flora
UNEP/CITES Secretariat
International Environment House
15, chemin des Anémones
Case Postale 456
1219 Châtelaine, Geneva
SWITZERLAND/Suisse/Suiza

Tel.: (+41 22) 917 8149
Fax: (+41 22) 797 3417
E-mail: willem.wijnstekers@unep.ch

UNEP Mediterranean Action Plan

Convention for the Protection of the Mediterranean Sea
against Pollution and its related Protocols

Mr. Lucien Chabason
Co-ordinator
Secretariat to the Barcelona Convention
UNEP Mediterranean Action Plan
48, Vassileos Konstantinou Avenue
11635 Athens
GREECE/Grèce/Grecia

Tel.: (+30 1) 0727 3100
Fax: (+30 1) 0725 3196/7
E-mail: unepmedu@unepmap.gr

Regional Activity Centre for Specially Protected Areas

Mr. Mohamed Adel Hentati
Directeur
Centre d'Activités Régionales pour les Aires
Spécialement Protégées (CAR/ASP)

Boulevard de l'environnement
B.P. 337
1080 Cedex Tunis
TUNISIA/Tunisie/Túnez

Tel.: (+216 1) 795 760
Fax: (+216 1) 797 349
E-mail: car-asp@rac-spa.org.tn

UNEP-WCMC

World Conservation Monitoring Centre

Mr. Neville J. Ash
Condition Working Group Coordinator
Millennium Ecosystem Assessment
UNEP World Conservation Monitoring Centre
219 Huntingdon Road
Cambridge CB3 0DL
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1223) 27 73 14
Fax: (+44 1223) 27 71 36
E-mail: ash@millenniumassessment.org

Mr. Gerardo Fragoso
Head - Species Programme
UNEP World Conservation Monitoring Centre
219c Huntingdon Road
Cambridge CB3 0DL
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1223) 277 314
Fax: (+44 1223) 277 136 / 365
E-mail: gerardo.fragoso@unep-wcmc.org

Ms. Karen Simpson
UNEP World Conservation Monitoring Centre
219c Huntingdon Road
Cambridge CB3 0DL
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1223) 277 314
Fax: (+44 1223) 277 136 / 365
E-mail: karen.simpson@unep-wcmc.org

Dr. Mark Collins
Director
UNEP World Conservation Monitoring Centre
(UNEP/WCMC)
219c Huntingdon Road
Cambridge CB3 0DL
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1223) 277 314
Fax: (+44 1223) 277 136 / 365
E-mail: mark.collins@unep-wcmc.org

UNESCO

United Nations Educational, Scientific and Cultural
Organization

Dr. Peter Bridgewater
Director
Division of Ecological Sciences
UNESCO
1, rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
FRANCE/France/Francia

Tel.: (+33 1) 45 68 40 67
Fax: (+33 1) 45 68 58 04 / 32
E-mail: p.bridgewater@unesco.org

**International Non-Governmental Organizations / Organisations Internationales Non-Gouvernementales /
Organizaciones Internacionales No Gubernamentales**

BirdLife International

Dr. Robert P. Clay
Guyra Paraguay/BirdLife International
Coronel Rafael Franco 381
C.C. 1132
Asunción
PARAGUAY/Paraguay/Paraguay
Tel.: (+595 21) 22 77 77
Fax: (+595 21) 22 77 77
E-mail: rob@guyra.org.py

Dr. John Cooper
Coordinator
BirdLife International
Seabird Conservation Programme
c/o Avian Demography Unit
University of Cape Town
Rondebosch 7701
SOUTH AFRICA/Afrique du Sud/Sudáfrica

Tel.: (+27 21) 650 34 26
Fax: (+27 21) 650 34 34
E-mail: jcooper@botzoo.uct.ac.za

Mr. Steven W. Evans
Important Bird Areas Programme Manager
BirdLife South Africa
P.O. Box 515
Randburg 2125
SOUTH AFRICA/Afrique du Sud/Sudáfrica

Tel.: (+27 11) 789 1122
Fax: (+27 11) 789 5188
E-mail: iba@birdlife.org.za

Dr. Umberto Gallo-Orsi
Conservation Project Officer
BirdLife International
European Division Office
Droevendaalsesteeg 3a,
P.O. Box 127
6700 AC Wageningen
NETHERLANDS/Pays-Bas/Países Bajos

Tel.: (+31 317) 47 88 31/3
Fax: (+31 317) 47 88 44
E-mail: u.galloorsi@birdlife.agro.nl

Dr. Dieter Hoffmann
Head of Global Programmes
Royal Society for the Protection of Birds
The Lodge
Sandy, Bedfordshire SG19 2DL
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1 767) 68 05 51
Fax: (+44 1 767) 68 32 11
E-mail: dieter.hoffmann@rspb.org.uk

Mr. John O'Sullivan
International Treaties Adviser
BirdLife International
c/o RSPB The Lodge
Sandy, Bedfordshire SG19 2DL
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1 767) 680 551
Fax: (+44 1 767) 683 211
E-mail: john.osullivan@rspb.org.uk

Mr. David E. Pritchard
International Treaties Adviser
BirdLife International
c/o RSPB The Lodge
Sandy, Bedfordshire SG19 2DL
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1 767) 68 05 51
Fax: (+44 1 767) 68 32 11
E-mail: dave.pritchard@rspb.org.uk

CIC

International Council for Game and Wildlife
Conservation

Mr. Kai-Uwe Wollscheid
CEO Director General
International Council for Game and Wildlife
Conservation (CIC)
Budapest Executive Office
P.O. Box 82
2092 Budakeszi
HUNGARY/Hongrie/Hongria

Tel.: (+36 23) 453 830
Fax: (+36 23) 453 832
E-mail: k.wollscheid@cic-wildlife.org

CIC Migratory Bird Commission

Prof. Dr. Herby Kalchreuter
CIC - Migratory Bird Commission
c/o European Wildlife Research Institute (EWI)
79848 Bonndorf-Glashütte
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 7653) 1891
Fax: (+49 7653) 9269
E-mail:

EURONATUR

European Nature Heritage Fund

Mr. Armin Schopp-Guth
Project Coordinator
EURONATUR
Grabenstr. 29
53359 Rheinbach
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 2226) 2045
Fax: (+49 2226) 171 00
E-mail: armin.schopp-guth@euronatur.org, schopp-guth@t-online.de

FACE

Federation of Associations for Hunting and
Conservation of the E.U.

Dr. Yves Lecocq
Secrétaire Général
Federation of Associations for Hunting and
Conservation of the E.U.
82, rue F. Pelletier
1030 Bruxelles
BELGIUM/Belgique/Bélgica

Tel.: (+32 2) 732 6900
Fax: (+32 2) 732 7072
E-mail: ylecocq@face-europe.org

Greenpeace

Mr. Johannes Albers
Greenpeace Germany
Antoniushang 32
45359 Essen
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 201) 67 89 59
Fax:
E-mail: johannes.albers@epost.de

HSI Australia

Humane Society International

Ms. Kitty Block
Humane Society International
P.O. Box 439
Avalon NSW 2107
AUSTRALIA/Australie/Australia

Tel.: (+61 2) 99 73 17 28
Fax: (+61 2) 99 73 17 29
E-mail: admin@hsi.org.au

IFAW Germany

International Fund for Animal Welfare

Dr. Stefan Bräger
International Fund for Animal Welfare IFAW
Postfach 10 46 23
20032 Hamburg
GERMANY/Allemagne/Alemania
Tel.: (+49 40) 866 500 28
Fax: (+49 40) 866 500 26
E-mail: info-de@ifaw.org, sbraeger@ifaw.org

Dr. Markus Risch
International Fund for Animal Welfare IFAW
Postfach 10 46 23
20032 Hamburg
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 40) 866 500 28
Fax: (+49 40) 866 500 26
E-mail: info-de@ifaw.org, mrisch@ifaw.org

IUCN

World Conservation Union

Mr. Mariano Gimenez-Dixon
Programme Officer - Species
World Conservation Union IUCN
28, rue Mauverney
1196 Gland
SWITZERLAND/Suisse/Suiza

Tel.: (+41 22) 999 0155
Fax: (+41 22) 999 0015
E-mail: mgd@iucn.org

Mr. John Scanlon
Director
IUCN Environmental Law Centre
Godesberger Allee 108-112
53175 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 269 2231
Fax: (+49 228) 269 2250
E-mail: secretariat@elc.iucn.org

M. Jean-Christophe Vié
Deputy Head, Species Programme
IUCN World Conservation Union
28, rue Mauverney
1196 Gland
SWITZERLAND/Suisse/Suiza

Tel.: (+41 22) 99 92 08
Fax: (+41 22) 999 0015
E-mail: jcv@iucn.org

IUCN Viet Nam

Ms. Thi Thu Hien Bui
Marine and Coastal Programme Officer
IUCN Viet Nam Country Office
13A Tran Hung Dao Street
I.P.O. Box 60
Hanoi
Viet Nam/Viet Nam/Viet Nam

Tel.: (+84 4) 933 0012 / 3
Fax: (+84 4) 825 8794
E-mail: hien@iucn.org.vn

WDCS Australia

Whale and Dolphin Conservation Society

Ms. Margi Prideaux
Australian Campaign Coordinator
Whale and Dolphin Conservation Society - Australia
P.O. Box 720
Port Adelaide Business Centre
Port Adelaide SA 5015
AUSTRALIA/Australie/Australia

Tel.: (+61 8) 82 42 58 42
Fax: (+61 8) 82 42 15 95
E-mail: margi@wdcs.org

WDCS Germany

Ms. Christine Diemling
Project Management
Whale and Dolphin Conservation Society - Germany
Goerdelerstr. 41
82008 Unterhaching
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 511) 458 3549
Fax: (+49 511) 458 3459
E-mail: cdiemling@wdcs.org

Mr. Nicolas Entrup
Managing Director
Whale and Dolphin Conservation Society - Germany
Goerdelerstr. 41
82008 Unterhaching
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 89) 61 00 23 93/5
Fax: (+49 89) 61 00 23 94
E-mail: nentrup@wdcs.org

WDCS UK

Mr. Mark Peter Simmonds
Director of Science
Whale and Dolphin Conservation Society
Brookfield House
38 St. Paul St.
Chippenham, Wiltshire SN15 1LY
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1 249) 44 95 00
Fax: (+44 1 249) 44 95 01
E-mail: marks@wdcs.org.uk

Wetlands International

Dr. Gerard C. Boere
International Programme Co-ordinator
Wetlands International
Postbus 471
6700 AL Wageningen
NETHERLANDS/Pays-Bas/Países Bajos

Tel.: (+31 317) 47 88 87
Fax: (+31 317) 47 88 50
E-mail: boere@wetlands.agro.nl

Dr. E.J.M. Hagemeijer
Senior Species Conservation Officer
Wetlands International
Postbus 471
6700 AL Wageningen
NETHERLANDS/Pays-Bas/Países Bajos

Tel.: (+31 317) 47 88 87
Fax: (+31 317) 47 88 50
E-mail: hagemeijer@wetlands.agro.nl

Wetlands International Asia Pacific

Dr. Taej Mundkur
Interim Executive Director
Wetlands International Asia Pacific
3A39, Kelana Centre Point, Block A
Jalan SS7/19
47301 Petaling Jaya, Selangor
Malaysia/Malaisie/Malasia

Tel.: (+60 3) 704 6770
Fax: (+60 3) 704 6772
E-mail: taej@wiap.nasionet.net

Wild Camel Foundation

Mr. John Hare
Director
Wild Camel Protection Foundation
School Farm
Benenden, Kent TN17 4EU
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1580) 24 11 32
Fax: (+44 1580) 24 09 60
E-mail: john@wildcamels.com

Dr. Kathryn Rae
Wild Camel Protection Foundation
School Farm
Benenden, Kent TN17 4EU
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1580) 241132 / (+44 20) 8748 4882
Fax: (+44 1580) 240960 / (+44 20) 8846 9059
E-mail: krae77777@aol.com

Hr. Horst Dintelmann
Carl-Justi-Str. 18
53121 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 62 62 82
Fax:
E-mail:

WWF International

World Wide Fund for Nature

Dr. Claude Martin
Director General
World Wide Fund for Nature (International)
Avenue du Mont-Blanc
1196 Gland
SWITZERLAND/Suisse/Suiza

Tel.: (+41 22) 364 9111
Fax: (+41 22) 364 53 58
E-mail: mhartop@wwfint.org

Mr. John Newby
Senior Adviser, Species Programme
World Wide Fund for Nature (International)
Avenue du Mont-Blanc
1196 Gland
SWITZERLAND/Suisse/Suiza

Tel.: (+41 22) 364 9543
Fax: (+41 22) 364 5829
E-mail: jnewby@wwfint.org

**National Non-Governmental Organizations / Organisations Nationales Non-Gouvernementales /
Organizaciones Nacionales No Gubernamentales**

BASC UK

Mr. John Swift
The British Association for Shooting and Conservation
Marford Mill
Rossett
Wrexham, LL12 0HL
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1244) 57 30 00
Fax: (+44 1244) 573 013
E-mail: john.swift@basc.org.uk

Frankfurt Zoological Society

Mr. Wolfgang Fremuth
Leiter Referat Europa
Zoologische Gesellschaft Frankfurt
Alfred-Brehm-Platz 16
60316 Frankfurt
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 69) 94 34 46 00/33
Fax: (+49 69) 43 93 48
E-mail: fremuth@zgf.de

DJV Germany

Prof. Dr. Herby Kalchreuter
German Hunters' Association (DJV)
c/o European Wildlife Research Institute (EWI)
79848 Bonndorf-Glashütte
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 7653) 1891
Fax: (+49 7653) 9269
E-mail: wildlife.ewi@t-online.de

Global Nature Fund

Mr. Karsten Dax
Global Nature Fund
Güttinger Str. 19
78315 Radolfzell
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 7732) 99 95 80
Fax: (+49 7732) 99 95 77
E-mail: info@globalnature.org

GRD Germany

Mr. Ulrich Karlowski
Executive Director
Gesellschaft zur Rettung der Delphine, GRD
Kornweger Straße 37
81375 München
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 89) 741 604 10
Fax: (+49 89) 741 604 11
E-mail: info@delphinschutz.org

Ms. Ulrike Kirsch
Project Coordinator
Gesellschaft zur Rettung der Delphine, GRD
Kornweger Straße 37
81375 München
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 89) 741 604 10
Fax: (+49 89) 741 604 11
E-mail: info@delphinschutz.org

GSM

Ms. Petra Deimer
Vorsitzende
Gesellschaft zum Schutz der Meeressäuger
Kieler Str. 2
25451 Quickborn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 4106) 62 06 01
Fax: (+49 4106) 62 09 07
E-mail: pdeimer@gsm-ev.de

IDEE-Europe

Ms. Ursula Engelhardt
IDEE-Europe
Rheinweg 12
53113 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 238 748
Fax: (+49 228) 238 749
E-mail: ideeeurope@hotmail.com

NABU Germany

Mr. Michael Brombacher
Country Programmes Officer for Azerbaijan and
Kazakhstan
NABU International Project Office
Invalidenstr. 112
11015 Berlin
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 30) 284 984 50
Fax: (+49 30) 284 984 84
E-mail: michael.brombacher@nabu.de

Ms. Birga Dexel
Project Coordinator Snow Leopard
NABU International Project Office
Invalidenstr. 112
11015 Berlin
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 30) 284 984 42
Fax: (+49 30) 284 984 84
E-mail: birga.dexel@nabu.de

Dr.med. Dieter Haas
Naturschutzbund Deutschland NABU
Zillhauserstr. 36
72459 Albstadt
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 7432) 3021 / 8761
Fax: (+49 7432) 14312
E-mail: dghaas@web.de

Herr Claus Mayr
Naturschutzbund Deutschland (NABU) e.V.
Herbert-Rabius-Str. 26
53225 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 403 6166
Fax: (+49 228) 403 6203
E-mail: claus.mayr@nabu.de

Snow Leopard Trust

Mr. McCarthy
Snow Leopard Trust
46-49 Sunnyside Ave. N.
Seattle WA 98103
United States of America/Etats-Unis
d'Amérique/Estados Unidos de América

Tel.: (+ 206) 632 2421
Fax: (+1 206)
E-mail: info@snowleopard.org

Society for the Lesser White-fronted Goose

Dr. Johan H. Mooij
ZWFD, c/o Biological Station Wesel
Diersfordter Straße 9
46483 Wesel
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 281) 96252-0
Fax: (+49 281) 96252-22
E-mail: biologische.station.wesel@t-online.de

Mag. Stefan Schindler
Technisches Büro für Biologie
Anton Brucknergasse 2
2232 Deutsch-Wagram
Austria/Autriche/Austria

Tel.: (+43 2247) 4947
Fax:
E-mail:

Technical Office for Biology

Mag. Rainer Raab
Technisches Büro für Biologie
Anton Brucknergasse 2
2232 Deutsch-Wagram
Austria/Autriche/Austria

Tel.: (+43 2247) 4947
Fax:
E-mail: rainer.raab@gmx.at

Conference-Appointed Scientific Councillor / Conseiller Scientifique Nommé par la Conference / Consejero Científico Nombrado por la Conferencia

Dr. Colin J. Limpus
Senior Principal Conservation Officer
Queensland Parks and Wildlife Service
P. O. Box 541
Capalaba QLD 4157
AUSTRALIA/Australie/Australia

Tel.: (+61 7) 3227 7718
Fax: (+61 7) 3247 5966
E-mail: col.limpus@env.qld.gov.au

Mr. Noritaka Ichida
Director
BirdLife Asia Division
Toyo Sinjuku Building 2F
Shinjuku 1-12-15, Shinjuku-ku
Tokyo 160-0022
Japan/Japon/Japón

Tel.: (+81 3) 3351 9981
Fax: (+81 3) 3351 9980
E-mail: ichida.birdlife@an.wakwak.com

Dr. Roberto P. Schlatter
Instituto de Zoología
Universidad Austral de Chile
Casilla 567
Valdivia
CHILE/Chili/Chile

Tel.: (+56 63) 21 13 15 / 22 14 08
Fax: (+56 63) 21 29 53 / 22 13 15
E-mail: rschlatt@uach.cl

Dr. William F. Perrin
Senior Scientist
Southwest Fisheries Science Center
P.O. Box 271
La Jolla CA 92038
United States of America/Etats-Unis
d'Amérique/Estados Unidos de América

Tel.: (+1 858) 546 7096
Fax: (+1 858) 546 7003
E-mail: william.perrin@noaa.gov

Dr. Pierre Pfeffer
Directeur de Recherche
CNRS Muséum de Paris
55, rue de Buffon
75005 Paris
FRANCE/France/Francia

Tel.: (+33 1) 40 79 38 74
Fax: (+33 1) 40 79 30 63 / 47 07 04 34
E-mail: pierreppfeffer@wanadoo.fr

UNEP/CMS Secretariat / Secretariat PNUE/CMS / Secretaría PNUMA/CMS

Dr. Marco Barbieri
Technical Officer
UNEP/CMS Secretariat
Martin-Luther-King-Str. 8
53175 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 815 2424
Fax: (+49 228) 815 2449
E-mail: mbarbieri@cms.unep.de

Mr. Lyle Glowka
Agreements Officer
UNEP/CMS Secretariat
Martin-Luther-King-Str. 8
53175 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 815 2422
Fax: (+49 228) 815 2449
E-mail: lglowka@cms.unep.de

Mr. Douglas J. Hykle
Deputy Executive Secretary
UNEP/CMS Secretariat
Martin-Luther-King-Str. 8
53175 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 815 2407
Fax: (+49 228) 815 2449
E-mail: dhykle@unep.de

Ms. Jasmin Kanza
Fund Management and Administrative Officer
UNEP/CMS Secretariat
Martin-Luther-King-Str. 8
53175 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 815 2404
Fax: (+49 228) 815 2449
E-mail: jkanza@cms.unep.de

Mr. Arnulf Müller-Helmbrecht
Executive Secretary
UNEP/CMS Secretariat
Martin-Luther-King-Str. 8
53175 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 815 2410
Fax: (+49 228) 815 2449
E-mail: ulfm-h@cms.unep.de

* * *

**Compte rendu intégral de la septième session de la Conférence des Parties:
Partie I, Annexe II**

**REGLEMENT INTERIEUR POUR LA SEPTIEME SESSION
DE LA CONFERENCE DES PARTIES**

Chapitre I

Représentants, Observateurs, Secrétariat

Article 1 – Représentants

- (1) Une Partie à la Convention (désignée ci-après par "une Partie")¹ est en droit d'être représentée à la session par une délégation qui se compose d'un représentant et de tous les représentants suppléants et conseillers que la Partie peut juger nécessaires.
- (2) Sans préjudice aux dispositions prévues à l'Article 14, paragraphe 2, le représentant d'une Partie exerce les droits de vote de la Partie. En son absence, un représentant suppléant de cette Partie s'acquitte de toutes ses fonctions à sa place.
- (3) Les limitations d'ordre logistique ou autre peuvent entraîner la limitation à quatre du nombre de représentants par Partie, lors d'une séance plénière de la session et aux séances du Comité plénier créé en application de l'article 23. Le Secrétariat informe les Parties, les observateurs et les autres participants de telles restrictions avant le début de la réunion.

Article 2 – Observateurs

- (1) L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que tout Etat non Partie à la Convention, peuvent être représentés à la session de la Conférence des Parties par des observateurs qui ont le droit de participer aux sessions sans droit de vote.²
- (2) Tout organisme ou toute institution techniquement qualifiés dans le domaine de la protection, de la conservation ou de la gestion des espèces migratrices qui est
- (a) une institution ou un organisme international, soit gouvernemental soit non gouvernemental, ou une institution ou un organisme national gouvernemental; ou
 - (b) une institution ou un organisme national non gouvernemental qui a été approuvé à cet effet par l'Etat sur le territoire duquel il est établi;

et qui a informé le Secrétariat de la Convention de son désir de se faire représenter à la session par des observateurs est admis à se faire représenter aux séances plénières, sauf si un tiers au moins des Parties

¹ Voir, l'article premier, paragraphe 1, alinéa k) et l'article XVIII de la Convention. Un Etat Partie est un Etat constitué d'Etats souverains qui a déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne avant le 30 juin 2002.

² Voir l'article VII, paragraphe 8, de la Convention.

présentes s'y opposent. Une fois admis, ces observateurs ont le droit de participer à la session sans droit de vote.³

(3) Les organismes et institutions désirant se faire représenter à la session par des observateurs soumettent au Secrétariat de la Convention, avant l'ouverture de la session, le nom de leurs représentants et, dans le cas d'organismes et d'institutions visés au paragraphe (2) (b) du présent article, la preuve de l'approbation de l'Etat sur le territoire duquel ils sont établis.

(4) Les limitations d'ordre logistique ou autre peuvent entraîner la limitation à deux du nombre d'observateurs pour chaque Etat non-Partie, organisme ou institution lors d'une séance plénière de ou aux séances du Comité plénier de la session. Le Secrétariat informe les Parties, les observateurs et les autres participants de telles limitations avant le début de la réunion.

(5) Le montant des frais de participation de toutes les organisations non gouvernementales, qui est fixé par le Comité permanent, est indiqué dans la lettre d'invitation. Les contributions d'un montant plus élevé sont les bienvenues.

Article 3 – Pouvoirs

(1) Le représentant ou tout représentant suppléant d'une Partie, avant d'exercer les droits de vote de la Partie, doit avoir été investi par une autorité compétente telle que le chef d'Etat, le chef du Gouvernement ou le Ministre des affaires étrangères ou le Chef de l'organe directeur de toute organisation d'intégration économique régionale, ou en son nom, ou conformément aux dispositions mentionnées à la note de bas de page 1, des pouvoirs l'habilitant à représenter ladite Partie à la session et à voter en son nom.

(2) Les lettres de créance sont soumises au Secrétariat de la Convention.

(3) Une commission de vérification des pouvoirs, composée de cinq représentants au plus, examine les lettres de créance et soumet à la Conférence un rapport à ce sujet. Dans l'attente d'une décision concernant leurs pouvoirs, les représentants sont admis à participer à titre provisoire aux travaux de la session.

Article 4 – Secrétariat

Le Secrétariat de la Convention assure les services et remplit les fonctions de secrétariat nécessaires à la tenue de session.⁴

Chapitre II

Bureau

Article 5 – Président et Vice-Présidents

(1) Le Président du Comité permanent remplit à titre temporaire les fonctions de Président de la réunion jusqu'à ce que celle-ci élise un Président conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article.

(2) A sa séance inaugurale, la Conférence élit parmi les représentants des Parties un Président ainsi qu'un Président du Comité plénier qui a également fonction de Vice-Président de la Conférence.

³ Voir l'article VII, paragraphe 9, de la Convention.

⁴ Voir l'article IX, paragraphe 4 (a), de la Convention.

(3) La Conférence élit également, parmi les représentants des Parties, un Vice-Président du Comité plénier. Si le Président du Comité plénier est absent ou est dans l'incapacité de s'acquitter de ses fonctions de Président, il sera remplacé par le Vice-Président du Comité.

Article 6 – Président

(1) Le Président préside toutes les séances plénières de la session.

(2) Si le Président est absent ou est dans de l'impossibilité de remplir ses fonctions de Président le Président du Comité plénier le remplace.

(3) Le Président ne prend pas part aux votes, mais il peut désigner un représentant suppléant de sa délégation pour voter à sa place.

Article 7 – Bureau

(1) Le Président, le Président et Vice-Président du Comité plénier, et les Présidents du Conseil scientifique et du Comité permanent, ainsi que le Secrétariat constituent le Bureau de la Conférence et ont pour fonction de veiller au bon déroulement des travaux de la session et notamment, s'il y a lieu de le faire, de modifier le calendrier des travaux et l'organisation de la session et de fixer la durée des débats.

(2) Le Président préside également le Bureau.

Chapitre III

Conduite des Débats

Article 8 – Pouvoirs du Président

(1) Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, en séance plénière, le Président :

- (a) déclare la séance ouverte ou close;
- (b) dirige les débats;
- (c) assure l'application des présents règlements;
- (d) donne la parole aux orateurs;
- (e) met les questions aux voix et annonce les décisions arrêtées;
- (f) statue sur les motions d'ordre; et
- (g) sous réserve des dispositions du présent règlement, règle en tous points les débats et assure le maintien de l'ordre.

(2) Le Président peut, au cours des débats d'une séance plénière de la session, proposer à la Conférence.

- (a) la limitation du temps de parole imparti aux orateurs;
la limitation du nombre d'interventions des membres d'une délégation ou des observateurs d'un Etat non Partie, d'un organisme ou d'une institution concernant toute question;
- (b) la clôture de la liste des orateurs;
- (c) l'ajournement ou la clôture des débats sur le sujet particulier ou sur la question en discussion; et
- (d) les suspensions ou l'ajournement de la séance.

Article 9 – Disposition des sièges, Quorum

- (1) L'emplacement des sièges attribués aux délégations est déterminé par la place qu'occupe leur pays dans l'ordre alphabétique anglais.
- (2) Lors des séances plénières et des séances du Comité plénier de la session, le quorum est constitué par la moitié des représentants des Parties participant à la session. Aucune décision n'est prise en séance plénière ou à une séance du Comité plénier si le quorum n'est pas atteint.

Article 10 – Droit de Parole

- (1) Le Président donne la parole aux orateurs dans l'ordre dans lequel ils ont manifesté le désir d'être entendus, la préséance étant donnée aux représentants.
- (2) Un représentant ou un observateur ne peut prendre la parole que s'il en a été prié par le Président. Celui-ci peut rappeler à l'ordre un orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion.
- (3) Un orateur ne peut être interrompu, sauf pour une motion d'ordre. Au cours de son intervention, il peut cependant, avec la permission du Président, céder la parole à tout autre représentant ou observateur pour lui permettre de demander des éclaircissements sur un point particulier de cette intervention.
- (4) La préséance peut être accordée au président d'un comité ou d'un groupe de travail afin qu'il expose les conclusions auxquelles son comité ou son groupe de travail est parvenu.

Article 11 – Présentation des Propositions d'Amendement à la Convention et à ses Annexes

- (1) En règle générale, sous réserve des dispositions de la Convention, les propositions ont été communiquées au Secrétariat 150 jours au moins avant la session et celui-ci les a communiquées à toutes les Parties dans les langues de travail de la session. Des propositions découlant des débats sur lesdites propositions peuvent être discutées à toute séance plénière de la session si le texte en a été communiqué à toutes les délégations au plus tard la veille de la séance. Le Président peut également autoriser la discussion et l'examen de propositions urgentes présentées après le délai prescrit à la première phrase du présent Article si elles ont un rapport avec les amendements proposés qui ont été communiqués aux Parties selon la procédure indiquée à la deuxième phrase du présent Article et si leur examen ne perturbe pas outre mesure les travaux de la Conférence. De plus, le Président peut autoriser la discussion de motions de procédure, même si le texte de ces motions n'a pas été communiqué au préalable.
- (2) Après son adoption ou son rejet par la Conférence, une proposition ne peut être examinée à nouveau, sauf décision contraire prise à la majorité des deux tiers des représentants participant à la session. L'autorisation de prendre la parole à l'occasion d'une motion en vue d'un nouvel examen n'est accordée qu'à un représentant de chacune des deux Parties désirant s'opposer à la motion, après quoi celle-ci est immédiatement mise aux voix.

Article 12 – Motions de Procédure

- (1) Au cours de la discussion d'une question quelconque, un représentant peut présenter une motion d'ordre et le Président statue immédiatement sur cette motion conformément au présent règlement intérieur. Un représentant peut en appeler de la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et, à moins qu'une majorité des représentants présents et votants n'en décident autrement, la décision du Président est maintenue. Un représentant qui présente une motion d'ordre ne peut traiter du fond de la question en discussion.

(2) Les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions présentées à la Conférence :

- (a) suspension de la séance;
- (b) ajournement de la séance;
- (c) ajournement du débat sur le sujet particulier ou sur la question en discussion;
- (d) clôture du débat sur le sujet particulier ou sur la question en discussion.

Article 13 – Organisation des Débats

(1) Sur proposition du Président ou d'un représentant, la Conférence peut limiter le temps de parole accordé à chaque orateur et le nombre d'interventions des membres d'une délégation ou des observateurs. Lorsque les débats sont ainsi limités et qu'un orateur dépasse le temps qui lui est imparti, le Président rappelle l'orateur immédiatement à l'ordre.

(2) Au cours d'un débat, le Président peut donner lecture de la liste des orateurs et, avec le consentement de la Conférence, déclarer la liste close. Le Président peut toutefois accorder le droit de réponse à un représentant, quel qu'il soit, lorsqu'un discours prononcé après la clôture de la liste rend cette décision opportune.

(3) Durant la discussion d'une question, un représentant peut demander l'ajournement du débat sur le sujet particulier ou sur la question en discussion. Outre l'auteur de la motion, un représentant peut prendre la parole en faveur de la motion et un représentant de chacune des deux Parties peut s'y opposer, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix. Le Président peut limiter la durée des interventions des orateurs en vertu du présent Article.

(4) Un représentant peut, à tout moment, demander la clôture du débat sur le sujet particulier ou sur la question en discussion, même si un autre représentant, quel qu'il soit, a manifesté le désir de prendre la parole. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la motion sur la clôture du débat n'est accordée qu'à un délégué de chacune de deux des Parties souhaitant s'opposer à la clôture, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix. Le Président peut limiter la durée des interventions des orateurs en vertu du présent Article.

(5) Au cours de la discussion d'une question quelle qu'elle soit, un représentant peut demander la suspension ou l'ajournement de la séance. Les motions de ce genre ne sont pas discutées mais sont immédiatement mises aux voix. Le Président peut limiter la durée de l'intervention de l'orateur qui propose la suspension ou l'ajournement de la séance.

(6) Chaque fois que la Conférence examine une recommandation émanant du Comité plénier, où la recommandation a été examinée avec le bénéfice des services d'interprétation dans les trois langues de travail de la séance, la recommandation n'est pas soumise à un nouvel examen et la Conférence se prononce immédiatement à son sujet.

Tout représentant peut néanmoins présenter une motion de réouverture du débat sur une recommandation, à condition d'être appuyé par un autre représentant d'une autre Partie. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la motion de réouverture du débat n'est accordée qu'au représentant qui a présenté la motion et à celui qui l'a appuyée, ainsi qu'à un représentant de chacune des deux Parties s'opposant à la réouverture du débat, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix. La motion de réouverture du débat est acceptée si elle est appuyée par le tiers des représentants exprimant leur vote par un vote à main levée. Un représentant qui prend la parole au sujet d'une motion de réouverture de débat ne peut traiter du fond de la recommandation elle-même.

Chapitre IV

VoteArticle 14 – Modes de Scrutin

(1) Sans préjudice aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article premier, chaque représentant dûment accrédité conformément à l'Article 3 dispose d'une voix. Pour les questions qui relèvent de leur compétence, les organisations d'intégration économique régionale exercent leur droit de vote en disposant d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres Parties à la Convention. En pareil cas, les Etats membres de ces organisations ne sont pas habilités à exercer leurs droits séparément.⁵

(2) Les représentants des Parties qui ont un retard de trois ans ou plus dans le versement de leur contribution à la date de la séance d'ouverture de la réunion de la Conférence des Parties ne sont pas autorisés à voter. Cependant, la Conférence des Parties pourrait autoriser telle Parties à continuer d'exercer son droit de vote s'il s'avère que le retard de paiement est dû à des circonstances exceptionnelles et inévitables, et recevra l'avis du Comité permanent à ce sujet.

(3) Les représentants à la Conférence votent normalement à main levée, mais tout représentant peut demander un vote par appel nominal. L'appel nominal se fait dans l'ordre alphabétique anglais auquel correspond la disposition des sièges attribués aux délégations. Le Président peut demander qu'il soit procédé à un vote par appel nominal sur les conseils des scrutateurs lorsque ceux-ci ont des doutes quant au nombre effectif de suffrages exprimés et que la moindre erreur risque de fausser le résultat du scrutin.

(4) Tous les votes relatifs à l'élection des membres du Bureau ou au choix des pays qui pourraient accueillir une session future de la Conférence ont lieu à bulletin secret et, bien que cette procédure ne soit pas utilisée d'ordinaire, tout représentant peut demander un vote à bulletin secret pour d'autres questions. Si la demande est appuyée, la question de savoir si l'on votera à bulletin secret doit être mise aux voix immédiatement. Il n'est pas nécessaire de voter à bulletin secret sur la motion demandant qu'il soit procédé à un vote à bulletin secret.

(5) Le vote par appel nominal ou à bulletin secret s'exprime par "oui", "non" ou "abstention". Seules les voix pour ou contre sont comptées pour le calcul du nombre de suffrages exprimés.

(6) En cas de partage égal des voix, la motion ou l'amendement n'est pas adopté.

(7) Le Président est responsable du décompte des voix et annonce le résultat du scrutin. Il peut être assisté de scrutateurs désignés par le secrétariat.

(8) Après l'annonce du commencement du scrutin par le Président, le scrutin ne peut être interrompu, sauf par un représentant exprimant une motion d'ordre ayant trait à la manière dont s'effectue le scrutin en question. Le Président peut permettre aux représentants d'expliquer leur vote, soit avant, soit après le scrutin et peut limiter la durée de ces explications.

Article 15 – Majorité

Sauf dispositions contraires de la Convention, du présent règlement ou des règles de gestion pour l'administration du Fonds d'affectation spéciale, toutes les décisions concernant les questions de procédures relatives au déroulement de la session sont prises à la majorité simple et toutes les autres décisions à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

⁵ Voir paragraphe 2 de l'article premier de la Convention.

Article 16 – Procédure de Vote sur les Motions et Amendements

(1) Tout représentant peut demander que des parties d'une proposition ou d'un amendement soient mises aux voix séparément. S'il est fait objection à la demande de division, la motion de division est mise aux voix d'abord. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la motion de division n'est accordée qu'à un représentant de chacune de deux des Parties pour et un représentant de chacune de deux des Parties contre la motion. Si la motion de division est acceptée, les parties de la proposition ou de l'amendement adoptées par la suite sont mises aux voix en bloc. Si toutes les parties du dispositif de la proposition ou de l'amendement ont été rejetées, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté dans son ensemble.

(2) Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux amendements ou plus, la Conférence vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, sur le fond, de la proposition initiale. Elle vote ensuite sur l'amendement qui, après celui-ci, s'éloigne le plus de ladite proposition et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Toutefois, lorsque l'adoption d'un amendement implique nécessairement le rejet d'un autre amendement, ce dernier n'est pas mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, on vote ensuite sur la proposition amendée. Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle consiste simplement en une addition, une suppression ou une modification intéressant une partie de ladite proposition.

(3) Si la même question fait l'objet de deux ou plusieurs propositions, la Conférence, à moins qu'elle n'en décide autrement, vote sur ces propositions dans l'ordre où elles ont été présentées. La Conférence peut décider, après avoir voté sur une proposition, si elle doit voter sur la proposition suivante.

Article 17 – Elections

(1) Si, lors de l'élection à un poste, aucun candidat n'obtient la majorité requise au premier tour de scrutin, il est procédé à un deuxième tour, mais le vote ne porte plus que sur les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour. S'il y a partage égal des voix au second tour, le Président décide entre les candidats par tirage au sort.

(2) Si des candidats réunissant un nombre égal de voix se classent au deuxième rang au premier tour, un scrutin spécial doit avoir lieu afin de ramener à deux le nombre des candidats.

(3) S'il y a égalité de suffrage entre trois candidats ou plus de trois candidats ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages au premier scrutin, un scrutin spécial a lieu parmi eux pour réduire le nombre des candidats à deux. S'il y a à nouveau partage égal des voix entre deux ou plus de deux candidats, le Président ramène le nombre des candidats à deux par tirage au sort et un autre tour de scrutin a lieu conformément au paragraphe (1) du présent Article.

Chapitre V

Langues et Comptes RendusArticle 18 – Langues Officielles et Langues de Travail

(1) L'anglais, l'espagnol et le français sont les langues officielles et les langues de travail de la session.

(2) Les allocutions prononcées dans l'une des langues de travail sont interprétées dans les autres langues de travail.

(3) Les documents officiels de la session sont distribués dans les langues de travail.

Article 19 – Autres Langues

- (1) Un représentant peut prendre la parole dans une langue autre qu'une langue de travail. Il doit assurer l'interprétation de son intervention dans l'une des langues de travail et l'interprétation dans les autres langues de travail de cette intervention, assurée par le Secrétariat, peut être fondée sur cette interprétation.
- (2) Tout document présenté au Secrétariat dans une langue autre que l'une des langues de travail est accompagné d'une traduction dans l'une de ces langues.

Article 20 – Comptes Rendus analytiques

- (1) Le compte rendu analytique de la session est adressé à toutes les Parties dans les langues officielles de la session.
- (2) Les comités et les groupes de travail décident de la forme sous laquelle leurs comptes rendus sont élaborés.

Chapitre VI

Publicité des DébatsArticle 21 – Séances plénières

Toutes les séances plénières de la session sont ouvertes au public, sauf dans des circonstances exceptionnelles, auquel cas la Conférence peut décider, à la majorité des deux tiers des représentants présents et votants, de tenir une séance à huis clos.

Article 22 – Séances des Comités et des Groupes de Travail

En règle générale, les séances des comités et des groupes de travail autres que le Comité plénier sont réservées aux représentants et aux observateurs invités par les présidents des comités ou des groupes de travail.

Chapitre VII

Comités et Groupes de TravailArticle 23 – Constitution des Comités et des Groupes de Travail

- (1) La Conférence des Parties a compétence pour constituer, outre la Commission de vérification des pouvoirs, un comité pour lui permettre d'accomplir sa tâche. Ce comité est dénommé, le Comité plénier. Il est chargé de présenter à la Conférence des recommandations sur toute question, y compris des questions scientifiques et techniques, comme les propositions d'amendement des Annexes de la Convention, ainsi que les questions d'ordre financier, administratif et autre sur lesquelles la Conférence doit se prononcer.
- (2) La Conférence et le Comité plénier peuvent constituer les groupes de travail qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur tâche. Ils définissent les règles de gestion et la composition de chaque groupe de travail, dont le nombre de membres est limité par le nombre de places disponibles dans les salles de réunion.

(3) La Commission de vérification des pouvoirs et chacun des groupes de travail procèdent à l'élection de leurs propres bureaux.

Article 24 – Procédure

Le présent règlement régit *mutatis mutandis* les travaux des comités et des groupes de travail dans la mesure où il leur est applicable; toutefois, l'interprétation n'est pas assurée dans les séances des comités et des groupes de travail, exception faite du Comité plénier.

Chapitre VIII

Amendements

Article 25

Le présent règlement peut être modifié si la Conférence en décide ainsi.

* * *



Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage



Compte rendu intégral de la septième session de la Conférence des Parties: Partie I, Annexe III

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la session.
2. Discours d'ouverture.
3. Adoption du Règlement Intérieur.
4. Election des membres du Bureau.
5. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail.
6. Etablissement du Comité chargé de la vérification des pouvoirs et des comités de session.
7. Admission des observateurs.
8. Déclarations liminaires.
9. Rapports:
 - (a) Secrétariat;
 - (b) Comité permanent;
 - (c) Conseil scientifique;
 - (d) Dépositaire.
10. Rapport du Comité chargé de la vérification des pouvoirs.
11. Examen de l'application de la Convention.
 - (a) Plan de gestion de l'information de la CMS;
 - (i) Synthèse des rapports des Parties;
 - (ii) Format pour les rapports nationaux;
 - (iii) Registre mondial des espèces migratrices (GROMS);
 - (b) Mesures visant à améliorer l'état de conservation des espèces inscrites à l'Annexe I et II;
 - (c) Examen des Accords de l'Article IV;
 - (i) Accords déjà conclus;

- (ii) Elaboration de futurs Accords;
 - (iii) Directives pour l'harmonisation de futurs Accords;
 - (d) Examen de l'application du Plan stratégique pour 2000-2005;
 - (e) Coopération avec d'autres organes.
12. Examen des propositions pour des amendements à apporter aux Annexes I et II de la Convention.
 13. Dispositions financières et administratives.
 14. Dispositions institutionnelles:
 - (a) Accord de siège et personnalité juridique;
 - (b) Colocation des secrétariats des accords;
 - (c) Comité permanent;
 - (d) Conseil scientifique.
 15. Rapports des comités de session.
 16. Adoption des résolutions et recommandations et amendements à apporter aux Annexes I et II.
 17. Date et lieu de la huitième session de la Conférence des Parties.
 18. Questions diverses.
 19. Adoption du rapport de la session.
 20. Clôture de la session.

* * *

Compte rendu intégral de la septième session de la Conférence des Parties: Partie I, Annexe IV

LISTE DES DOCUMENTS A LA CONFERENCE

| N° des documents | N° des documents après COP7 | Point de l'ordre du jour | Titre |
|----------------------------|-----------------------------|--------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| Documents de séance | | | |
| Conf. 7.1 | | 5 | Ordre du jour provisoire |
| Conf. 7.1 (Rev.1) | | 5 | Ordre du jour provisoire |
| Conf. 7.1.1 | | 5 | Ordre du jour provisoire annoté |
| Conf. 7.2 | | 5 | Liste des documents |
| Conf. 7.2 (Rev.1-3) | | 5 | Liste des documents |
| Conf. 7.3 | | 5 | Calendrier provisoire |
| Conf. 7.3 (Rev.1) | | 5 | Calendrier provisoire |
| Conf. 7.4 | | 3 | Règlement intérieur pour la septième session de la Conférence des Parties |
| Conf. 7.4 (Rev.1) | | 3 | Règlement intérieur pour la septième session de la Conférence des Parties |
| Conf. 7.5.1 | | 9a | Rapport du Secrétariat |
| Conf. 7.5.2 | | 9b | Rapport du Comité permanent (Président) – <i>sera présenté oralement (pas de document)</i> |
| Conf. 7.5.3 | | 9c | Rapport sur les activités du Conseil scientifique (Président) à la Conférence des Parties |
| Conf. 7.5.4 | | 9d | Rapport du Dépositaire |
| Conf. 7.6 | | 11a | Mise en œuvre du Plan de gestion de l'information de la CMS |
| Conf. 7.6.1 | | 11a | Synthèse des rapports des Parties |
| Conf. 7.6.2 | | 11a | Format proposé pour les rapports nationaux |
| Conf. 7.7 | | 11a | Avenir du Registre mondial des espèces migratrices (GROMS) |
| Conf. 7.8 | | 11b | Mesures pour améliorer l'état de conservation des espèces des Annexe I et II |
| Conf. 7.9 | | 11c | Examen des Accords conclus ou en cours de développement au titre de l'Article IV |

| N° des documents | N° des documents après COP7 | Point de l'ordre du jour | Titre |
|---------------------------|-----------------------------|--------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Conf. 7.9.1 | | 11c | Examen des Accords de l'Article IV déjà conclus |
| Conf. 7.9.2 | | 11c | Examen des Accords en cours d'élaboration en vertu de l'Article IV |
| Conf. 7.9.3 | | 11c | Directives pour l'harmonisation des futurs Accords |
| Conf. 7.10 | | 11d | Examen de l'application du Plan stratégique pour 2000-2005 |
| Conf. 7.11 | | 11 | Coopération avec d'autres organisations |
| Conf. 7.12 | | 12 | Propositions d'amendement des Annexes I et II de la Convention |
| Conf. 7.12 (Rev.1-7) | | 12 | Propositions d'amendement des Annexes I et II de la Convention |
| Conf.7.12 Add. | | 12 | Commentaires des Parties au sujet des Propositions d'amendement des Annexes I et II de la Convention (Additif) |
| Conf.7.12 Annexe | | 12 | Résumé des Propositions d'amendement des Annexes I et II de la Convention (Annexe) |
| Conf.7.12 Annexe (Rev.1) | | 12 | Propositions d'amendement des Annexes I et II de la Convention (Annexe) |
| Conf. 7.13.1 | | 13 | Dispositions financières et administratives + Additif |
| Conf. 7.13.1 Rectificatif | | 13 | Dispositions financières et administratives + Additif |
| Conf.7.13.1 Add. | | 13 | Dispositions financières et administratives Additif |
| Conf.7.13.1 Add. (Rev.1) | | 13 | Dispositions financières et administratives Additif |
| Conf. 7.14.1 | | 14a | Dispositions institutionnelles : Accord de Siège et personnalité juridique |
| Conf. 7.14.2 | | 14b | Accords institutionnel : Regroupement des Secrétariats d'Accord |
| Conf. 7.14.3 | | 14c | Dispositions institutionnelles : Comité permanent |
| Conf. 7.15 | | 17 | Date, lieu et financement de la huitième session de la Conférence des Parties |
| Conf. 7.16 | | 11b | Evaluation d'impact et Espèces Migratrices |
| Conf. 7.17 | | 9 | Rapport du Conseil scientifique sur les travaux de sa onzième réunion (Bonn, 14-17 septembre 2002) |
| Conf. 7/L. 1 | | | Projet de rapport de la septième session de la Conférence des Parties |
| Conf. 7/L.1/Add. 1 | | | Projet de rapport de la septième session de la Conférence des Parties (Additif) |

| N° des documents | N° des documents après COP7 | Point de l'ordre du jour | Titre |
|------------------------------|-----------------------------|--------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Conf. 7/L.1/Add. 2 | | | Projet de rapport de la septième session de la Conférence des Parties (Additif) |
| Conf.7/CRP.1 | | | Résumé des Recommandations du Conseil scientifique sur les propositions d'amendement des Annexes de la CMS à examiner par COP7 |
| Conf.7/CRP.2 | | | Rapport final du groupe de travail sur le Plan stratégique 2000-2005 |
| Projets de résolution | | | |
| Rés. 7.1 | | | Les actions concertées à entreprendre pour les espèces inscrites à l'Annexe I |
| Rés. 7.2 | Res. 7.7 | | Application des Accords existants et développement de futurs Accords |
| Rés. 7.3 | Rés. 7.6 | | Application du Plan stratégique de la CMS |
| Rés. 7.4 | | | Application du Plan de gestion de l'information de la CMS |
| Rés. 7.4 (Rev.1) | Rés. 7.8 | | Application du Plan de gestion de l'information de la CMS |
| Rés. 7.5 | Rés. 7.9 | | Coopération avec d'autres organisations et processus |
| Rés. 7.6 | | | Dispositions institutionnelles : Conseil scientifique |
| Rés. 7.6 (Rev.1) | Rés. 7.12 | | Dispositions institutionnelles : Conseil scientifique |
| Rés. 7.7 | Rés. 7.11 | | Questions financières et administratives |
| Rés. 7.8 | | | Accord de Siège pour le Secrétariat de la Convention et sa personnalité juridique |
| Rés. 7.8 (Rev.1) | Rés. 7.13 | | Accord de Siège pour le Secrétariat de la Convention et sa personnalité juridique |
| Rés. 7.9 | | | Les dates, lieu et financement de la huitième session de la Conférence des Parties |
| Rés. 7.9 (Rev.1) | Rés. 7.14 | | Les dates, lieu et financement de la huitième session de la Conférence des Parties |
| Rés. 7.10 | | | Evaluation d'impact et espèces migratrices |
| Rés. 7.10 (Rev.1) | Rés. 7.2 | | Evaluation d'impact et espèces migratrices |
| Rés. 7.11 | | | Marées noires et espèces migratrices |
| Rés. 7.11 (Rev.1) | Rés. 7.3 | | Marées noires et espèces migratrices |
| Rés. 7.12 | | | Electrocution d'oiseaux migrateurs |
| Rés. 7.12 (Rev.1) | Rés. 7.4 | | Electrocution d'oiseaux migrateurs |
| Rés. 7.13 | | | Eoliennes offshore et espèces migratrices |
| Rés. 7.13 (Rev.1) | Rés. 7.5 | | Eoliennes offshore et espèces migratrices |

| N° des documents | N° des documents après COP7 | Point de l'ordre du jour | Titre |
|----------------------------------|-----------------------------|--------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Rés. 7.14 | | | Répercussions du Sommet mondial pour le développement durable sur la Convention |
| Rés. 7.14 (Rev.1) | Rés. 7.10 | | Répercussions du Sommet mondial pour le développement durable sur la Convention |
| Rés. 7.15 | | | Mesures à prendre concernant le petit rorqual de l'Antarctique, la Baleine de Bryde et la Baleine pygmée au titre de la Convention sur les espèces migratrices |
| Rés. 7.15 (Rev.1) | | | Mesures à prendre concernant le petit rorqual de l'Antarctique, la Baleine de Bryde et la Baleine pygmée au titre de la Convention sur les espèces migratrices |
| Projets de recommandation | | | |
| Rec. 7.1 | | | Mesures de coopération en faveur des espèces inscrites à l'Annexe II |
| Rec. 7.1 (Rev.1) | | | Mesures de coopération en faveur des espèces inscrites à l'Annexe II |
| Rec. 7.2 | | | Application de la Résolution 6.2 sur les prises accidentelles |
| Rec. 7.3 | | | Coordination régionale pour les petits cétacés et les siréniens de l'Afrique centrale et de l'Ouest |
| Rec. 7.3 (Rev.1) | | | Coordination régionale pour les petits cétacés et les siréniens de l'Afrique centrale et de l'Ouest |
| Rec. 7.4 | | | Programme relatif aux voies de migration Amérique – Pacifique |
| Rec. 7.4 (Rev.1) | Rec. 7.7 | | Programme relatif aux voies de migration Amérique – Pacifique |
| Rec. 7.5 ¹ | | | Initiative relative aux voies de migration des oiseaux d'eau d'Asie centrale – Inde ¹ |
| Rec. 7.5 (Rev.1) ¹ | | | Initiative relative aux voies de migration des oiseaux d'eau d'Asie centrale – Inde ¹ |
| Rec. 7.6 | | | Amélioration de l'état de conservation de la Tortue luth (<i>Dermochelys coriacea</i>) |
| Rec. 7.6 (Rev.1) | | | Amélioration de l'état de conservation de la Tortue luth (<i>Dermochelys coriacea</i>) |
| Rec. 7.7 | Rec. 7.5 | | Accord entre les Etats de l'aire de répartition pour la conservation du dugong (<i>Dugong dugon</i>) |
| Rec. 7.8 | Rec. 7.4 | | Coordination régionale pour les petits cétacés d'Asie du Sud -Est et des eaux adjacentes |

¹ Retiré ultérieurement par les proposants.

| N° des documents | N° des documents après COP7 | Point de l'ordre du jour | Titre |
|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Documents d'information | | | |
| Inf. 7.1 | | | Liste des Parties à la CMS au 1er septembre 2002 |
| Inf. 7.2 | | | Liste des Etats de l'aire de répartition des espèces migratrices inscrites aux Annexes de la CMS |
| Inf. 7.2 (Rev.1) | | | Liste des Etats de l'aire de répartition des espèces migratrices inscrites aux Annexes de la CMS |
| Inf. 7.3 | | | Liste des correspondants nationaux pour la CMS |
| Inf. 7.4 | | | Liste des conseillers scientifiques de la CMS |
| Inf. 7.5 | | | Rapport de la 11 ^{ème} réunion du Conseil scientifique (sous la cote Conf. 7.17) |
| Inf. 7.6 ² | | | Rapport de la 24 ^{ème} réunion du Comité permanent (Bonn, le 17 septembre 2002) ² |
| Inf. 7.7 | | | Texte de la Convention |
| Inf. 7.8 | | | Annexes I et II de la Convention |
| Inf. 7.9 | | | Liste des noms vernaculaires des espèces figurant aux Annexes I et II |
| Inf. 7.10 | | | <i>pas de document</i> |
| Inf. 7.11 | | | Fiches-Résumés des Accords existants |
| Inf. 7.12 | | | Bulletin de la CMS (numéro 15, juillet 2002) |
| Inf. 7.13 | | | Coopération avec d'autres organes : Programme de travail conjoint CBD/CMS (2002-2005) |
| Inf. 7.14.x | | | Rapports nationaux – comme présentés par les Parties à la CMS |
| Inf. 7.15.x | | | Déclarations liminaires |
| Inf. 7.16 | | | Rapport du groupe de travail sur le développement des accords régionaux |
| Inf. 7.17.1 | | | Examen des Accords au titre de l'Article IV déjà conclus : Accord sur la conservation des phoques de la mer de Wadden (<i>en anglais seulement</i>) |
| Inf. 7.17.2 | | | Examen des Accords au titre de l'Article IV déjà conclus : ASCOBANS (<i>en anglais seulement</i>) |
| Inf. 7.17.3 | | | Examen des Accords au titre de l'Article IV déjà conclus : ACCOBAMS (<i>en français seulement</i>) |
| Inf. 7.18 | | | Registre mondial des espèces migratrices (GROMS) |

² Disponible en tant que document UNEP/CMS/StC24/Doc.2.17 corrigé par UNEP/CMS/StC24/Doc.2.17/Corr.2.17 en: UNEP/CMS/StC24/Doc.2.

| N° des documents | N° des documents après COP7 | Point de l'ordre du jour | Titre |
|------------------------|-----------------------------|--------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Inf. 7.19 | | | Indicateurs de performance pour la Convention sur les espèces migratrices (CMS) |
| Inf. 7.20 | | | Aide du PNUE pour l'harmonisation des rapports nationaux et la gestion de l'information concernant les traités relatifs à la biodiversité (<i>en anglais seulement</i>) |
| Inf. 7.21 | | | Electrocution : Pratiques suggérées pour protéger les oiseaux des lignes à haute tension |
| Inf. 7.22 | | | Evaluation de l'écosystème du millénaire (<i>en anglais seulement</i>) |
| Inf. 7.23 | | | WSSD – Convention sur les espèces migratrices (<i>en anglais seulement</i>) |
| Inf. 7.24 | | | Projet de travail commun CMS-AEWA-Ramsar (<i>en anglais seulement</i>) |
| Inf. 7.25 | | | Soumission par Wildlife et Countryside Link (<i>en anglais seulement</i>) |
| Inf. 7.26 | | | Inclusion de la tourterelle des bois européenne dans l'Annexe II |
| Inf. 7.27 | | | Dispositions institutionnelles : Accord de Siège et personnalité juridique |
| Inf. 7.28 | | | Liste des participants |
| Inf. 7.28 (Rev.1) | | | Liste des Participants |
| Inf. 7.29 ³ | | | Note du Secrétariat : Inscription du dauphin du Gange à l'Annexe I ³ |

³ Diffusé lors de la session en tant que UNEP/CMS/Conf.7.Inf.29.

**Compte rendu intégral de la septième session de la Conférence des Parties:
Partie I, Annexe V**

RAPPORT DU COMITE PERMANENT A SA 24^{ème} REUNION

Introduction

1. La 24^{ème} réunion du Comité permanent de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage s'est tenue au Centre international de congrès à Bonn (Allemagne) le 17 septembre 2002. La réunion a été ouverte à 15 heures par le Président (Philippines, représentant l'Océanie), qui a souhaité la bienvenue à tous les participants.

2. Ont participé à la réunion :

(a) Les représentants des membres du Comité ci-après :

Afrique du Sud (Afrique), Allemagne (Dépositaire), Belgique (Europe), Philippines (Océanie), Pologne (Europe) et Uruguay (Amérique latine);

(b) Le membre suppléant ci-après :

Ukraine (Europe);

(c) Les observateurs ci-après :

Danemark, Royaume-Uni, Suisse, le Président du Conseil scientifique, l'Office des Nations Unies à Nairobi, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA);

(d) Le Secrétaire exécutif et le Secrétaire exécutif adjoint, qui assuraient les services de secrétariat.

I. LOGISTIQUE DE LA COP7 ET QUESTIONS DE PROCEDURE

(a) Structure de la réunion : Comités, groupes de travail, Présidents

3. Le Secrétaire exécutif a rappelé la procédure à suivre pour la nomination du Président de la Conférence et la création de Comités de session. Il a également rappelé qu'il incombait aux groupes régionaux de décider de la composition du Bureau de la Conférence.

(b) Programme et calendrier des travaux

4. Le Secrétaire exécutif a appelé l'attention sur le programme de travail provisoire de la réunion (UNEP/CMS/Conf.7.3 (Rev.1)) et il a énuméré les questions inscrites à l'ordre du jour annoté (UNEP/CMS/Conf.7.1.1).

(c) Règlement intérieur de la Conférence des Parties (Droit de vote)

5. Le Comité permanent s'est demandé si les Parties ayant des arriérés de contributions devaient conserver leur droit de vote durant la septième réunion de la Conférence des Parties. Pour l'examen de cette question, le Comité était saisi d'un document sur le Règlement intérieur de la septième session de la Conférence des Parties (UNEP/CMS/Conf.7.4) et d'un document sur les dispositions administratives (UNEP/CMS/Conf.7.13.1).

6. Présentant ce point de l'ordre du jour, le Directeur exécutif adjoint s'est référé à la Règle 14 (2) du Règlement intérieur provisoire de la septième réunion de la Conférence des Parties, disposant que :

« Les représentants des Parties qui ont un retard de trois mois ou plus dans le versement de leur contribution à la date de la séance d'ouverture de la réunion de la Conférence des Parties ne sont pas autorisés à voter. Cependant, la Conférence des Parties pourrait autoriser telle Partie à continuer d'exercer son droit de vote s'il s'avère que le retard de paiement est dû à des circonstances exceptionnelles et inévitables, et recevra l'avis du Comité permanent à ce sujet. »

7. Par sa Résolution 6.8 (Le Cap, 1999), paragraphe 13, la Conférence des Parties a rappelé aux Parties n'ayant pas versé leurs contributions « que la Règle 14 (2) relative à la suspension du droit de vote sera strictement appliquée lors de la septième session de la Conférence des Parties ».

8. Le Comité a noté que sur les 17 Parties dont les contributions étaient de trois ans ou plus en retard, une seule (l'Argentine) avait donné des explications, indiquant que par suite de circonstances exceptionnelles et inévitables, elle s'était trouvée dans l'incapacité de verser ses contributions à temps. Une lettre adressée au Secrétaire exécutif par le Gouvernement argentin soulignant la gravité de la situation économique dans ce pays a été distribuée aux membres du Comité permanent.

9. Le Comité permanent a décidé à l'unanimité d'accepter ces explications pour la réunion en cours, permettant ainsi à l'Argentine de conserver son droit de vote, étant entendu que l'Argentine verserait une partie de ses contributions en 2003 pour manifester sa bonne volonté. Le Comité permanent a décidé qu'il n'était pas de son ressort de donner des avis sur aucune des autres Parties ayant des arriérés de contributions qui n'avaient donné aucune explication. Le Comité permanent a noté que la Résolution 6.8 de la Conférence des Parties avait été libellée en des termes qui ne laissaient place à aucune ambiguïté, puisqu'elle indiquait expressément que la Règle 14 (2) relative à la suspension du droit de vote serait strictement appliquée. Il a noté en outre que plusieurs Parties avaient bénéficié de la décision de passer par pertes et profits des arriérés de contributions ce qui, dans la plupart des cas, n'avait pas eu l'effet attendu, à savoir encourager les Parties concernées à verser à temps leurs contributions.

10. Le Comité permanent a vigoureusement préconisé que l'on rouvre le débat sur la question durant la session plénière de la Conférence des Parties, attendu que toutes les Parties ayant des arriérés de contributions avaient reçu un nombre suffisant de lettres de rappel et avaient eu amplement le temps, soit de régler leurs arriérés de contribution, soit de donner des explications pour bénéficier de circonstances atténuantes. A cet égard, le Comité permanent est convenu qu'aucune déclaration de circonstances atténuantes faite par une Partie ayant des arriérés de contribution après le 17 septembre 2002 ne serait prise en compte, puisqu'il était explicitement indiqué dans le document UNEP/CMS/Conf.7.4, au paragraphe 6, que « les Parties en questions sont invitées à mettre à jour leurs contributions avant la COP7 ou à faire connaître au Secrétariat les raisons du retard de ces versements avant que le Comité permanent ne débattenne de cette question à sa réunion prévue pour le 17 septembre 2002 à Bonn ».

11. Le Comité permanent a demandé au Secrétariat d'actualiser le tableau des Parties privées du droit de vote et de le publier avant la septième session de la Conférence des Parties.

II. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES

(a) Accord de Siège

(b) Cérémonie de signature du Mémorandum d'Accord

12. Le Secrétaire exécutif a rappelé la procédure qui serait suivie le 18 septembre pour la signature du Mémorandum d'Accord entre la CMS et le Gouvernement allemand au sujet de l'Accord de Siège, et aussi pour la signature d'un Mémorandum d'Accord entre le Gouvernement allemand et le PNUE. Il a encouragé tous les intéressés à participer à cet événement. En outre, des Mémorandums de coopération institutionnelle seraient signés avec l'UNESCO et la CITES dans la soirée du 18 septembre 2002.

(c) Comité permanent : nouveaux membres et membres suppléants

13. Le Secrétaire exécutif adjoint a appelé l'attention sur les modifications à apporter à la composition du Comité permanent, conformément à son Règlement intérieur, et il a rappelé que les groupes régionaux devaient présenter leurs candidats respectifs aux postes à pourvoir.

III. QUESTIONS INTERESSANT LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

(a) Rapport sur les résultats de l'élection du Président et du Vice-Président

14. Le Professeur Colin Galbraith (Royaume-Uni), Président du Conseil Scientifique, a annoncé qu'il avait accepté l'offre du Conseil lui demandant de conserver la présidence pour un nouveau mandat. M. John Mshelbwala (Nigéria) avait été élu pour un nouveau mandat de Vice-Président.

15. Le Professeur Galbraith a ensuite fait le compte-rendu des activités du Conseil scientifique sur les travaux de ses deux dernières réunions. Il a signalé que la Conférence des Parties serait saisie, en plus du rapport du Conseil sur ses travaux, d'un rapport sur les changements qu'il était proposé d'apporter au fonctionnement du Conseil Scientifique, rédigé par lui-même.

(b) Conseiller désigné par la Conférence des Parties (nouvelles nominations et nominations renouvelées)

16. Le Président du Conseil scientifique a signalé que M. Noritaka Ichida avait été nommé Conseiller pour la faune asiatique et que M. John O'Sullivan de BirdLife International avait été nommé Conseiller désigné pour les oiseaux (remplaçant M. Mike Moser), sous réserve de l'approbation de la Conférence des Parties.

IV. ROLE DES MEMBRES DU COMITE PERMANENT DURANT LA COP8

Organisation de consultations régionales

17. Le Secrétaire exécutif adjoint a donné lecture d'une liste des points de l'ordre du jour qui pourraient faire l'objet de consultations régionales, à savoir : position du Comité permanent à l'égard du Règlement intérieur; nomination de membres régionaux du Comité permanent ; désignation des Conseillers scientifiques; facilitation de la rédaction et du parrainage des résolutions et des recommandations ; parrainage des recommandations et des décisions et prospection d'un pays hôte susceptible d'accueillir la huitième session de la Conférence des Parties.

18. Après avoir remercié le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour les excellentes installations mises à la disposition du Comité permanent et de la Conférence des Parties, le Président a prononcé la clôture de la réunion à 17 h 30 le mardi 17 septembre 2002.

Compte rendu intégral de la septième session de la Conférence des Parties: Partie I, Annexe VI

RAPPORT DU COMITE PERMANENT A SA 25^{ème} REUNION

Introduction

1. La 25^{ème} réunion du Comité permanent de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage s'est tenue au Centre international des Conférences à Bonn, Allemagne, le 24 septembre 2002. Le Secrétaire exécutif adjoint de la Convention a ouvert la séance.
2. Assistaient à la réunion :
 - (a) Les représentants des membres du Comité suivants :

Allemagne (Dépositaire), Australie (Océanie), Chili (Amérique et Caraïbes), Kenya (Afrique), Maroc (Afrique), Royaume-Uni (Europe), Sri Lanka (Asie) et Ukraine (Europe) ;
 - (b) les représentants des membres suppléants du Comité suivants :

Arabie Saoudite (Asie), Monaco (Europe), Nouvelle-Zélande (Océanie), Pérou (Amérique et Caraïbes), République-Unie de Tanzanie (Afrique), Tchad (Afrique) ;
 - (c) l'observateur suivant : le Président du Conseil scientifique et
 - (d) le Secrétaire exécutif adjoint.
3. Le Secrétaire exécutif adjoint a demandé que soient désignés des candidats à la présidence du Comité dont l' élu devra servir jusqu'à la huitième session de la Conférence des Parties. Le Chili a désigné le Royaume-Uni qui a accepté et a été élu. M. Steve Lee-Bapty a présidé le reste de la réunion.
4. La présidence a sollicité des suggestions concernant la date et le lieu de la prochaine réunion du Comité. Le Secrétaire exécutif adjoint a déclaré que le Comité se réunissait normalement une fois par an environ, généralement à Bonn en raison de la fourniture par le Gouvernement allemand de services d'interprétation.
5. Le Comité a demandé au Secrétariat de s'enquérir auprès des membres d'une date dans les quatre premiers mois de 2003, laquelle, si possible, serait proche de celles d'autres réunions similaires et susceptible de s'accorder avec les plans des membres qui auront à voyager sur de longues distances.
6. La présidence a demandé la désignation de candidats pour la vice-présidence. Le Kenya a désigné le Maroc, qui a accepté et a été élu.

Aucune autre question n'étant soulevée, la séance a été déclarée close.

* * *

Compte rendu intégral de la septième session de la Conférence des Parties: Partie I, Annexe VII

RAPPORT A LA CONFERENCE DES PARTIES SUR LES ACTIVITES DU CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeur C. A. Galbraith – Président du Conseil Scientifique

1. Le Conseil s'est réuni deux fois au cours du trimestre écoulé, une fois à Edimbourg en mai 2001 et une fois à Bonn immédiatement avant cette Conférence des Parties. Dans l'ensemble, il a été encourageant de noter l'accroissement du nombre de Conseillers scientifiques participant à ces réunions et de noter leur engagement enthousiaste et leur participation active aux travaux du Conseil. Malgré l'excellent travail du Conseil nous devons faire savoir ici que la situation de nombreuses espèces migratrices reste précaire et que beaucoup d'espèces ont besoin d'une aide efficace de la part de la CMS.

2. Les travaux du Conseil au cours de la période triennale ont porté sur un grand nombre de sujets et ont contribué aux activités générales de la Convention. Ce qui suit fait état de développements clés et souligne certaines questions importantes à examiner par la COP qui ne font pas l'objet de rapports par d'autres moyens. Un compte rendu de la réunion la plus récente du Conseil scientifique (14-17 septembre 2002) sera diffusé séparément.

1. Membres du Conseil

3. Le Dr Ichida est devenu Conseiller pour la faune asiatique et le Dr Moser a pris sa retraite comme Conseiller pour les oiseaux après de nombreuses années d'un travail productif dans ce rôle. Le Dr Moser a été remplacé par M. O'Sullivan comme Conseiller pour les oiseaux. Le Professeur Galbraith a été réélu en qualité de Président du Conseil scientifique et le Dr Mshelbwala a été réélu Vice-Président.

2. Propositions d'inscriptions aux Annexes I ou II de la CMS

4. Le Conseil scientifique a examiné une série de propositions d'inscriptions d'espèces aux Annexes I ou II. Ces propositions concernaient une gamme de taxons et émanaient de plusieurs régions du monde.

5. Un certain nombre de changements taxonomiques concernant les espèces affecteront la présentation des inscriptions sur les listes des Annexes. Il ne s'agit pas de changements de substance.

6. Les résultats de la délibération du Conseil scientifique pour ce qui est des inscriptions proposées seront présentés séparément. En avançant l'évaluation de ces propositions, le Conseil a strictement adhéré à des principes scientifiques et a utilisé les meilleures connaissances du moment pour prendre judicieusement ses décisions.

7. Ces propositions étaient essentiellement non-contentieuses et bien présentées, basées sur des données et des informations factuelles. Il était donc relativement facile pour le Conseil scientifique de se faire une idée claire de chacune d'elles. Quelques-unes d'entre elles, notamment celles relatives à certaines espèces de baleines, semblaient contenir des données clés et des lacunes dans l'information ainsi qu'un certain nombre d'inexactitudes techniques. Pour examiner ces propositions, le Conseil a formé un groupe de travail

présidé par le Conseiller nommé pour les cétacés. Cependant, ce groupe de travail n'a pas été en mesure de parvenir à un consensus sur la façon de procéder. Le Conseil a donc été guidé notamment par le Conseiller nommé et par le Président du Conseil, lesquels estimaient qu'il y avait clairement des lacunes d'information et des inexactitudes techniques et que le Conseil ne pouvait pas recommander à la Conférence des Parties étendue d'appuyer lesdites propositions à ce moment là. Il convient de noter que c'était le point de vue de la majorité du Conseil scientifique. Cependant, celui-ci est conscient des besoins en matière de conservation des espèces concernées et tient à ce que son point de vue sur cette question ne soit en aucun cas considéré par la Conférence des Parties ou même par d'autres comme une négligence à l'égard des besoins des espèces en question en matière de conservation. Il faut noter que les espèces restent proposées pour inscription sur la liste de l'Annexe II, ce qui laisse la voie ouverte pour une action régionale de coopération. En outre, le Conseil a appuyé l'inscription à l'Annexe I et à l'Annexe II d'un certain nombre d'espèces de baleines et il reste prêt à recevoir d'autres propositions scientifiquement correctes pour les espèces en question si toute Partie à la Convention l'estimait approprié. Le Conseil continuerait d'encourager toute collecte de renseignements et toute collaboration permettant de prendre d'autres mesures sur cette question.

3. Critères pour une action concertée en faveur des espèces de l'Annexe I/ mesures de coopération pour l'Annexe II

8. Le Conseil a procédé à l'examen des critères pour une action concertée en faveur des espèces de l'Annexe I et a étudié les mesures de coopération générales. A propos de cette question, nous avons noté que dans certains cas l'action avait été limitée. En revanche, dans d'autres situations l'action avait été dynamique et avait conduit à des mesures de conservation significatives pour venir en aide aux espèces. Le Conseil a noté la nécessité d'être clair sur les priorités pour des actions en général car les ressources pour de telles activités seront toujours limitées.

9. Le Conseil a bien contribué à l'élaboration de nouveaux Accords au cours de la période triennale.

4. Soumissions de projets

10. Le Conseil a convenu d'un format et d'une procédure de soumission révisés pour des projets dont le financement par la CM est recherché. Un certain nombre de projets ont été examinés et les recommandations du Conseil relatives au financement figurent dans un document séparé. Cependant, le Conseil s'est inquiété de la nature apparemment particulière des soumissions de projets et a suggéré que le Conseil scientifique mette au point une méthode active indiquant clairement les domaines prioritaires pour le financement des futurs projets qui, à son avis, ciblent des questions clés pour la conservation des espèces au titre de la Convention.

5. Liens avec d'autres organismes

11. Le Conseil a approuvé un document coordonnant les critères pour l'inscription d'espèces sur les listes des Annexes de la CMS avec le système d'évaluation de l'état des espèces de l'UICN. Au cours de la réunion, il a été souligné que travailler avec d'autres organismes doit être une question clé pour le Conseil scientifique. Le Conseil a notamment noté la pertinence de travailler entre autres avec la Convention Ramsar, la CITES, la CDB et la CBI.

12. La présence de la CMS a été mentionnée au Sommet mondial sur le développement durable.

6. Questions préoccupantes concernant les espèces migratrices

13. Le Conseil a examiné les questions préoccupantes où les interactions avec les espèces migratrices peuvent causer des dommages. Il a convenu que les prises accidentelles étaient le principal souci, ce qui a conduit à l'élaboration d'un projet de recommandation qui sera examiné par la Conférence des Parties.

14. Le problème important des obstacles à la migration a été abordé, notamment en ce qui concerne l'électrocution, la pollution par hydrocarbures et les questions relatives aux concentrations d'éoliennes. La relation entre les changements de climat et les espèces migratrices a été examinée. En conséquence, il a été demandé au Conseil scientifique qu'un examen de cette question soit entrepris pour présentation et discussion à la prochaine réunion du Conseil.

7. Modus operandi

15. Avec la croissance continue et de bon augure du nombre de Parties adhérant à la Convention et avec l'augmentation du nombre et de la complexité des questions à examiner, il est important et même nécessaire que le Conseil se penche sur son modus operandi. Le besoin de clarifier les procédures et de mettre au point de meilleures pratiques de travail a conduit à la mise au point d'indicateurs de performance afin d'aider à mesurer l'efficacité du Conseil scientifique. Ce besoin concernait également l'examen de soumissions de projets par le Conseil lorsque des directives claires étaient convenues ainsi que des actions concertées (Annexe I) et des actions coordonnées (Annexe II) lorsque des critères étaient arrêtés pour l'examen d'espèces dans ces catégories.

16. Un grand débat a eu lieu sur les travaux fondamentaux du Conseil scientifique pour lesquels il est nécessaire d'examiner les questions du point de vue taxonomique et régional ainsi que dans une perspective d'examen des menaces et autres problèmes affectant les espèces migratrices. Ce débat et cet enthousiasme pour le changement, pour la création d'un style de travail plus dynamique, plus actif, est extrêmement encourageant pour la Convention. Le Conseil a notamment reconnu la nécessité d'améliorer l'efficacité générale de ces réunions et d'accroître l'effort et l'énergie du Conseil entre les sessions. Ceci sera mis en œuvre par divers moyens dont des réunions régionales préparatoires (déjà inscrites dans les propositions du budget central), des contacts réguliers par téléconférences entre le Président, le Vice-Président, le Secrétariat et les Conseillers spécialisés nommés, en coordination avec des représentants régionaux. En outre, il a été reconnu comme nécessaire que les participants aux téléconférences sus-mentionnées puissent avoir besoin de se rencontrer avant la réunion suivante du Conseil scientifique pour élaborer un document sur la stratégie identifiant clairement les actions prioritaires pour chaque groupe d'espèces faisant l'objet des travaux de la Convention. Il a été décidé que les divers documents traitant du modus operandi du Conseil et des processus associés soient combinés afin de constituer un ensemble de renseignements exposant simplement les travaux du Conseil et son fonctionnement. Ceci devrait être réalisé avec un projet de document sur la stratégie scientifique pour la prochaine réunion du Conseil scientifique.

17. Le Conseil est parfaitement conscient des dépenses à prévoir pour ces modifications, mais insiste sur le fait que celles-ci sont essentielles et qu'elles engendreront à terme une plus grande efficacité. Si les frais de ces modifications ne peuvent être pris en charge dans le budget central de la CMS pour la prochaine période triennale, des contributions volontaires pour favoriser ce processus de changements devront alors être recherchées d'urgence. Des fonds seront notamment nécessaires pour faciliter le processus impliquant notamment l'augmentation des dépenses en faveur des Conseillers, des Conseillers nommés et des membres du bureau du Conseil.

8. Présentations

18. La réunion du Conseil scientifique, qui a eu lieu du 14 au 17 septembre 2002, a reçu un certain nombre de brèves présentations, dont : GROMS, les système d'information CMSC, des Accords possibles sur les chauves-souris, sur l'oie naine et sur le Millennium Ecosystem Assessment System.



Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage



Compte rendu intégral de la septième session de la Conférence des Parties: Partie I, Annexe VIII

RAPPORT DU CONSEIL SCIENTIFIQUE SUR LES TRAVAUX DE SA ONZIEME REUNION

Bonn, Allemagne, 18-24 septembre 2002

Introduction

1. La onzième réunion du Conseil scientifique de la Convention sur les espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) s'est tenue au Centre international des congrès à Bonn (Allemagne) du 14 au 17 septembre 2002.

I. REMARQUES LIMINAIRES

2. Le Président, M. Colin Galbraith (Royaume-Uni), a ouvert officiellement la réunion le samedi 14 septembre 2002 à 9 h 30 et a souhaité la bienvenue aux participants, en particulier aux nouveaux conseillers et conseillers suppléants, notamment M. Noritaka Ichida, nouveau Conseiller pour la faune asiatique. Une liste des participants figure à l'annexe I du présent rapport (Annexe au rapport du Conseil scientifique I). M. Galbraith s'est félicité de l'augmentation du nombre des Parties à la Convention, ajoutant que la complexité croissante de ses travaux exigerait à l'avenir des compétences plus poussées. Le Conseil scientifique allait devoir, au nombre des tâches essentielles, clarifier les moyens de coopération entre les Parties et indiquer comment celles-ci pouvaient constituer des partenariats pour s'entraider. Le Conseil scientifique allait également devoir aborder la question du changement climatique mondial, ainsi que les problèmes plus particuliers concernant les espèces en crise, notamment les éléments d'Afrique de l'Ouest et les antilopes du Sahara, le problème des captures accidentelles en haute mer et la surexploitation des tortues marines. Le Président a souligné que la CMS devait développer ses capacités et améliorer la circulation de l'information. Une vraie difficulté pour le Conseil scientifique était de conserver toute son objectivité. Enfin, les plans d'action étaient un excellent mécanisme pour les activités au titre de la Convention et la responsabilité du Conseil scientifique, à cet égard, était de fournir à ces activités un cadre cohérent.

3. M. Gerhard Adams, représentant du Ministère de l'environnement de la République fédérale d'Allemagne, a souhaité la bienvenue aux participants à Bonn, au nom du Gouvernement. Il a rappelé que la ville de Bonn avait joué un rôle important dans l'histoire de la Convention et aussi que le bâtiment dans lequel la réunion avait lieu avait été témoin d'événements historiques. Signalant qu'un nouvel Accord de siège allait être conclu entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la CMS, il a invité les représentants à participer à la cérémonie de signature de l'Accord, qui aurait lieu dans la matinée du mercredi 18 septembre 2002, avant l'ouverture de la réunion de la Conférence des Parties.

4. M. Arnulf Müller-Helmbrecht, Secrétaire exécutif de la CMS, a souhaité la bienvenue aux participants et remercié le Gouvernement allemand pour les excellentes installations mises à la disposition de la réunion, ainsi que pour l'appui logistique. Il a également remercié tous ceux qui travaillaient avec la CMS depuis plusieurs années et aussi le personnel pour le surcroît d'efforts qu'il avait déployé pour aider à organiser la réunion en cours.

5. Le Président a annoncé que deux membres se retiraient, M. Mike Moser (Conseiller désigné) et M. Raul Vaz Ferreira (Conseiller pour l'Uruguay) et il leur a rendu hommage pour la contribution inestimable qu'ils avaient apportée au Conseil au fil des ans. La réunion est convenue que le Président devrait leur adresser par écrit les remerciements du Conseil pour leurs travaux passés.

II. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

6. La réunion a adopté l'ordre du jour ci-après, sur la base de l'ordre du jour provisoire distribué sous la cote ScC11/Doc.1 (Rev.1). L'ordre du jour est reproduit à l'Annexe II au présent rapport.

7. La réunion a également adopté un calendrier pour ses travaux en s'inspirant du calendrier provisoire établi par le secrétariat (ScC11/Doc.2.2 (Rev.1)).

8. Des groupes de travail régionaux pour l'Afrique, l'Europe, l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Asie/Océanie ont été créés. Le Président les a chargés de nommer leur propre président et rapporteur et leur a demandé d'examiner notamment les questions suivantes et de faire rapport à ce sujet selon une perspective régionale : examen du *modus operandi* du Conseil scientifique de la CMS, priorités régionales sur les taxons, maintien de la dynamique de la CMS dans la région, toute question régionale qu'ils souhaitaient mettre en exergue, et nouveaux Accords de la CMS ou autres mesures qu'ils souhaitaient voir adopter.

9. Les groupes de travail taxonomiques ci-après ont également été constitués : oiseaux, mammifères terrestres, tortues marines, mammifères marins et grands poissons; un groupe de travail sur les indicateurs créé à la dixième réunion du Conseil scientifique a été reconstitué.

III. RAPPORT SUR LES ACTIVITES INTERSESSIONS

a) Présidence

10. M. Galbraith a exposé brièvement les importantes questions que le Conseil scientifique allait devoir examiner à la réunion en cours, ajoutant qu'il rédigerait un rapport résumé énumérant les principaux points soulevés par le Conseil scientifique, pour que la septième réunion de la Conférence des Parties puisse les examiner. Mettant en relief les principales activités entreprises entre les sessions, il a appelé plus particulièrement l'attention sur la conclusion de l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels (ACAP), les démarches engagées pour préparer et conclure des mémorandums d'accord et les progrès réalisés dans l'exécution d'un certain nombre de projets; toutefois, il a souligné qu'il restait encore beaucoup à faire dans tous ces domaines.

b) Secrétariat

11. Le Secrétaire exécutif adjoint a appelé l'attention sur le rapport établi à l'intention de la septième réunion de la Conférence des Parties (UNEP/CMS/Conf.7.5.1), faisant le bilan des travaux entrepris depuis le 1er décembre 1999 et couvrant certains aspects de la mise en œuvre de la Convention non abordés dans d'autres documents destinés à la Conférence.

12. Il a annoncé qu'il y avait 15 nouvelles Parties à la Convention, ce qui portait à 80 le nombre total des Parties. En outre, 18 autres pays non Parties à la Convention participaient à ses activités au titre des Accords conclus dans le cadre de la CMS. Plusieurs ateliers et réunions s'étaient tenus durant la période à l'examen et, à cet égard, le Secrétaire exécutif adjoint a remercié les Parties qui avaient accueilli ces activités ou facilité leur organisation.

13. Il a appelé l'attention sur divers instruments élaborés depuis la sixième réunion de la Conférence des Parties, notamment les instruments visant la protection des albatros et des pétrels, des tortues marines de la

côte Atlantique de l'Afrique et de l'océan Indien et de l'Asie du Sud-est, ainsi que le cerf de Bukhara. Les deux mémorandums d'accord sur les tortues couvraient une vaste zone géographique et concernaient environ 65 pays.

14. Le secrétariat s'était développé de façon dynamique depuis la sixième réunion de la Conférence des Parties et avait atteint une nouvelle stabilité. Le recrutement de nouveaux effectifs, ainsi que la colocation du personnel des Accords basés à Bonn, signifiaient que le secrétariat allait bientôt être au complet.

15. De nouveaux progrès avaient été accomplis dans le domaine de la gestion de l'information et des réactions favorables au nouveau système d'établissement des rapports avaient été reçues. Le site Internet de la CMS avait été également considérablement amélioré, avec des ressources modestes, et un nouveau système de gestion de l'information était actuellement développé en coopération avec le PNUE/le Centre mondial de surveillance de la conservation (CMSC). Tous ces travaux étaient coordonnés dans le cadre du Plan stratégique de la CMS. En outre, la coopération avec d'autres organisations avait été renforcée et affinée, notamment s'agissant de l'élaboration de nouveaux accords institutionnels avec ces organisations et organismes intergouvernementaux.

c) Conseillers (sur les travaux d'autres conventions qu'ils ont été chargés de suivre pour le compte de la CMS et les tâches qui leur ont été imparties au cours de la dixième réunion du Conseil scientifique)

16. Mme Beudels-Jamar de Bolsee (Conseillère pour la Belgique), qui remplissait les fonctions de correspondant du Conseil pour la Convention sur la diversité biologique (CBD), a indiqué qu'elle n'avait pas pu assister à la dernière réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA) de la Convention, en raison d'engagements professionnels préalables. Elle a appelé l'attention de la réunion sur le rapport du Secrétariat relatif à la coopération avec d'autres organismes (UNEP/CMS/Conf.7.11) et sur le document d'information relatif au programme de travail conjoint 2002-2005 de la CBD et de la CMS (UNEP/CMS/Inf.7.13).

17. Le Secrétaire exécutif adjoint a fait observer que le programme de travail conjoint de la CBD et de la CMS avait été officiellement entériné par la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique à sa sixième réunion, et serait donc également soumis à la réunion de la Conférence des Parties à la CMS pour approbation. Le programme conjoint contenait des références au Conseil scientifique et une contribution du Conseil était requise pour son application.

18. M. Perrin (Conseiller désigné) a fait rapport sur les travaux de la Commission baleinière internationale (CBI), appelant l'attention sur le rapport d'observateurs sur les réunions du Comité scientifique de la CBI (2001, 2002), figurant dans le document ScC11/Doc.18.

19. A la IWC réunion tenue à Londres en juillet 2001, il avait été recommandé que le *Pontoporia blainvillei* soit classé parmi les espèces "vulnérables" sur la Liste rouge de l'UICN. S'agissant des baleines à bosse de l'Atlantique Nord, il était estimé que l'abondance du stock alimentaire des Caraïbes avait augmenté d'un tiers depuis la fin des années 70. S'agissant de *Eubalaena glacialis*, étant donné qu'il ne restait que quelque 300 baleines franches de l'Atlantique Nord, le Comité avait préconisé que tout soit mis en œuvre de toute urgence pour réduire la mortalité anthropogénique à zéro. Pour ce qui était de la *Eubalaena japonica*, on n'avait observé que cinq spécimens au cours des enquêtes aériennes menées en l'an 2000 sur un total de 13 baleines.

20. S'agissant des espèces inscrites à l'Annexe II de la CMS, la CBI/l'Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord (ASCOBANS), le Groupe de travail avait fait rapport sur les avis et conseils fournis à l'ASCOBANS au sujet de la méthodologie retenue pour son programme d'évaluation de l'état des stocks de *Phocoena phocoena* dans la Baltique et la mer du Nord. Le Sous-Comité sur les petits cétacés avait procédé à un examen de l'état des stocks de *Phocoenoides dalli* exploités par le Japon. Toutefois, le Japon avait refusé de coopérer, au motif que les petits cétacés ne relevaient pas de la CBI. Le Sous-Comité n'avait par conséquent pas pu établir une évaluation complète de l'état des stocks.

21. L'évaluation exhaustive des baleines à bosse de l'Atlantique Nord avait été achevée à la réunion tenue de la CBI à Shimonoseki (Japon), en avril-mai 2002 et il avait été fait état d'une augmentation de la population d'au moins 3 % par an pour le golfe du Maine, les eaux islandaises et les Caraïbes. En ce qui concerne la *Balaena mysticetus*, les prises et les limites au volume des prises avaient été examinées pour le stock des mers de Bering-Chukchi-Beaufort, que l'on jugeait être plus important que pendant l'ensemble du siècle passé. On estimait que les limites annuelles de prises recommandées de 102 baleines préalablement établies étaient conformes aux exigences du calendrier de la CBI. Pour ce qui est d'*Eubalaena glacialis*, le Comité s'était de nouveau déclaré préoccupé et avait recommandé que tout soit mis en œuvre pour réduire à zéro les pertes anthropogéniques et ce, de toute urgence.

22. S'agissant des espèces inscrites à l'Annexe II de la CMS, la Commission russe des pêches avait octroyé un quota de prises de 1 000 baleines beluga (*Delphinapterus leucas*). Le Comité s'était dit préoccupé par ces prises de petits cétacés alors qu'on ne disposait pas de suffisamment d'informations pour évaluer comme il convenait leur impact et avait recommandé qu'une évaluation de l'importance des populations touchées et de l'impact des éliminations soit effectuée. Au sujet de *Sousa* spp., le Comité avait conclu que les dauphins à bosse n'abondaient dans aucune partie de leur aire de répartition. On estimait que la dégradation de l'habitat côtier limité constituait un grave danger dans de nombreuses zones; il était fait état de prises accidentelles dans presque toutes les zones de l'aire de répartition et l'on estimait que les niveaux élevés de contaminants dans les tissus des animaux constituaient un danger pour la conservation. Le Comité avait par conséquent fait un certain nombre de recommandations concernant les recherches et les mesures de conservation.

23. Un mini-colloque sur les effets des changements climatiques sur les cétacés était prévu pour la réunion de 2003 de la CBI à Berlin. En 2003, le Sous-Comité sur les petits cétacés ferait porter ses efforts sur l'examen de la situation des dauphins et tortues de la mer Noire (*Tursiops*, *Delphinus* et *Phocoena*).

24. M. Davidson (Bureau de la Convention de Ramsar sur les terres humides d'importance internationale en particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau) a fait un rapport sur l'élaboration d'un ensemble de démarches conjointes de collaboration avec la CMS, afin de passer d'une coopération à l'échelle mondiale à des actions conjointes à la base au bénéfice des espèces dépendant des zones humides. Rappelant les domaines de coopération institués en vertu du mémorandum de coopération conclu en 1997 entre les deux Conventions, il a indiqué que la Commission scientifique et technique de la Convention de Ramsar avait élaboré des orientations sur divers thèmes, qui intéressaient pour la plupart la CMS et ses accords. Il s'agissait notamment de l'impact des changements climatiques sur les terres humides, des espèces exotiques envahissantes, des questions liées au programme de travail conjoint CBD/CMS et des orientations sur l'allocation et la gestion de l'eau. On était sur le point d'achever un programme de travail conjoint unique Ramsar/CMS et Ramsar/Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) visant à rendre opérationnel le mémorandum d'accord. Ce programme de travail, espérait-on, servirait de modèle pour des activités conjointes ultérieures. M. Davidson a demandé au Conseil de faire part à la Conférence des Parties du souhait du Bureau de la Convention de Ramsar de progresser encore en la matière. Plusieurs membres du Conseil étaient également étroitement associés aux travaux au titre de la Convention de Ramsar et comprenaient les questions qui se posaient dans le cadre de chaque Convention.

25. Le Président a fait remarquer qu'une coopération étroite et fructueuse avec la Convention de Ramsar offrait également l'occasion de procéder à un échange d'expériences sur le mode de fonctionnement des organes scientifiques respectifs.

26. M. Schlatter (Conseiller désigné), faisant observer qu'il fallait affiner l'administration des projets et activités conjoints, a proposé que des ateliers régionaux soient organisés, ce qui améliorerait l'efficacité de ces projets et activités avec la Convention de Ramsar.

27. M. Moumouni (Conseiller pour le Togo) a souligné qu'il fallait améliorer le système d'attribution de fonds aux pays en développement pour la conduite de projets sur le terrain. La tenue de réunions sous-régionales, comme c'était le cas dans le cadre de la Convention de Ramsar, aidait à bien cibler les problèmes et à trouver des solutions.

28. M. Barry Baker (Conseiller pour l'Australie) a noté que les organes de la Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique avaient souhaité être informés des résultats des délibérations du Conseil scientifique. Il demandait par conséquent l'accord du Conseil pour qu'il rende compte à la Convention des travaux du Conseil. Le Conseil scientifique a donné son accord sur cette démarche.

29. Sur la question de la sélection des membres devant représenter le Conseil scientifique aux réunions de l'Union mondiale pour la nature (UICN), la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), la Convention de Ramsar et d'autres organes. M. Devillers (Conseiller pour la Communauté européenne) a souligné qu'il fallait disposer de fonds suffisants pour permettre la participation de conseillers de liaison aux réunions d'autres organes, plutôt que compter sur la bonne volonté des Parties pour financer les activités de leurs conseillers à ce titre. Il a estimé qu'une recommandation officielle du Conseil scientifique était nécessaire pour veiller à ce qu'il soit prévu dans le budget de la CMS de couvrir les coûts de participation à ces réunions. M. Davidson (Bureau de Ramsar) a souligné qu'il conviendrait de définir le mandat des représentants du Conseil scientifique assistant aux réunions d'autres organismes.

30. Le Président a fait observer qu'en ce qui concernait le financement requis pour une telle activité, il était nécessaire d'examiner la situation financière de la Convention et de préciser la question du financement avec le secrétariat. Il fallait également dresser une liste des candidats susceptibles de représenter le Conseil auprès d'autres organismes.

31. Le Conseil est convenu que les Conseillers correspondants pour la coopération avec Ramsar et le Programme sur l'homme et la biosphère de l'UNESCO seraient désignés entre les sessions.

32. Concernant la coopération avec la CITES, M. Pfeffer (Conseiller désigné) a mis en garde le Conseil contre tout engagement à ce stade. Le Conseil est convenu que le Président ferait office de conseiller correspondant pour le contact avec la CITES.

IV. TACHES DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DECOULANT NOTAMMENT DES RESOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS ET D'AUTRES DECISIONS DE LA CONFERENCE DES PARTIES

4.1 Mesures concertées en faveur d'espèces/groupes sélectionnés inscrits à l'Annexe I (Voir résolutions 3.2, 4.2, 5.1 et 6.1)

33. Présentant les travaux sur les mesures concertées, le Président a noté l'utile contribution des travaux effectués sous cette rubrique au succès global de la Convention. Il a noté aussi que certains travaux devenaient des exemples classiques d'actions de conservation efficaces.

34. Le Secrétaire exécutif adjoint a présenté un rapport établi par le secrétariat sur l'identification et la mise en œuvre de mesures concertées en faveur d'espèces/groupes inscrits à l'Annexe I (ScC11/Doc.3). Il a fait savoir que le nombre de ces espèces et groupes se montait actuellement à 27 et que le secrétariat était préoccupé par le fait que cette liste devenait de plus en plus une «liste fantôme» d'espèces de l'Annexe I, affaiblissant ainsi la notion de mesures concertées. Il a suggéré la mise en place d'une nouvelle procédure grâce à laquelle les espèces candidates pourraient être proposées aux réunions intersessions du Conseil scientifique et feraient l'objet d'un rapport d'examen complet, qui serait établi et examiné par le Conseil avant la réunion de la Conférence des Parties. Cette proposition a également prévu des révisions périodiques de mesures concertées, au cours desquelles des espèces peuvent être supprimées de la liste si certaines conditions étaient remplies, telles que le fait d'avoir été suffisamment traitées dans le cadre d'autres instruments.

35. M. Devillers (Conseiller pour la Communauté européenne), tout en faisant savoir qu'il était d'accord sur l'essentiel de la procédure proposée, a insisté sur le fait d'appliquer un certain degré de flexibilité,

notamment dans le cas où des mesures concertées s'imposaient de toute urgence. A l'instar de M. Pfeffer (Conseiller désigné), il était préoccupé par le fait que la suppression d'une espèce de la liste pouvait être interprétée, à tort, comme une indication selon laquelle l'espèce n'était plus menacée. Pour cette raison, il a proposé que la suppression d'une espèce de la liste devait être justifiée et toutes les indications sur les mesures à prendre pour la conservation de l'espèce en question fournies.

36. M. Biber (Conseiller pour la Suisse) a demandé si ces mesures concertées étaient possibles en ce qui concerne les espèces ne relevant pas des Annexes I et II, telles que les cormorans, qui ont occasionné des dommages dans les pêcheries. Le Président a fait savoir qu'il vaudrait mieux aborder ces questions dans le cadre des discussions relatives aux mesures concertées pour protéger les espèces menacées.

37. M. Moser (Conseiller désigné) s'est demandé si la préparation des rapports d'examen proposés pouvait bénéficier d'un financement. Il a été confirmé qu'une allocation budgétaire spéciale avait été prévue à cet effet.

38. Le Conseil a créé un groupe de travail pour examiner les procédures pour les mesures concertées et faire rapport au Conseil.

39. M. Devillers (Conseiller pour la Communauté européenne) a indiqué que le Groupe de travail sur la procédure d'Action Concertée avait achevé ses travaux et avait préparé et diffusé un document de séance proposant un certain nombre d'amendements convenus au document du secrétariat. Il a recommandé au Conseil scientifique d'adopter le rapport du Groupe.

Résumé

40. Le Conseil scientifique a adopté le rapport du Groupe de travail sur les actions concertées. Le rapport du Groupe, ainsi que le document révisé sur les espèces devant faire l'objet de mesures concertées, figure à l'Annexe II au présent rapport (Annexe au rapport du Conseil scientifique II).

41. Au nom du Conseil, le Président a remercié tous les membres du Groupe ainsi que son Président, M. Devillers, pour leurs efforts constructifs.

42. En faisant rapport sur les progrès faits dans la mise en œuvre des Actions concertées, les recommandations du Conseil pour les Actions concertées en cours et l'identification possible d'autres espèces relevant de l'Annexe I à recommander à la septième session de la Conférence des Parties pour des actions concertées ont été discutées au sein des groupes de travail taxonomiques suivants : Mammifères terrestres; Mammifères marins et grands poissons; Oiseaux; Tortues marines. Chaque groupe a ensuite rendu compte au Conseil tout entier sur ses délibérations. Les rapports des groupes de travail sont joints au présent rapport (Annexe au rapport du Conseil scientifique IV-VII).

Mammifères terrestres

43. M. Pfeffer (Conseiller désigné), prenant la parole au nom du Groupe de travail sur les mammifères terrestres, a indiqué que le Groupe recommandait que la panthère des neiges (*Uncia uncia*), dont il ne restait que 7 000 spécimens, soit recommandée comme pouvant faire l'objet de mesures concertées. Le Conseil scientifique a approuvé cette recommandation.

44. Il a confirmé que bien que des progrès considérables aient été accomplis au cours des trois dernières années pour la conservation des antilopes sahélo-sahariennes, des mesures concertées devraient être activement mises en œuvre pour ce groupe également. Le groupe a recommandé la somme supplémentaire de 100 000 dollars comme contribution de contrepartie au financement du FEM par la France, dont 25 000 dollars seraient une contribution au financement français pour la coordination; 25 000 dollars serviraient à établir et tenir à jour une base de données sur le web pour les antilopes sahélo-sahariennes et, pour 2003-2004, un site web; 20 000 dollars pour le projet de réintroduction et de conservation au Sénégal;

20 000 dollars pour la mise en place d'un projet du FEM au Tchad, en Jamahiriya arabe libyenne et au Niger en 2003 à 2004 pour mettre en œuvre le plan d'action de la CMS; et 10 000 dollars pour le développement d'un projet en Egypte, à décaisser quand les structures appropriées auraient été créées.

45. Le Conseiller pour le Tchad a souligné que 20 000 dollars pour un projet impliquant trois pays ne constituaient pas une grosse somme. Le Président a expliqué que des fonds étaient proposés sous une rubrique budgétaire différente pour faciliter les réunions.

46. M. Devillers (Conseiller pour la Communauté européenne) a dit que l'intérêt démontré d'une action concertée concernant les antilopes sahélo-sahariennes militait dans le sens d'une stratégie similaire pour les mammifères migrants d'Asie centrale, dont un certain nombre proposés pour inscription à l'Annexe II pourraient bientôt être reclassés à l'Annexe I. Le Conseil est convenu d'en prendre note en vue d'une action future.

47. S'agissant du gorille de montagne (*Gorilla gorilla beringei*), M. Pfeffer a affirmé que le Groupe de travail était conscient de la menace qui pesait sur eux mais également de la situation instable dans les Etats de l'aire de répartition. Il a recommandé que le gorille de montagne soit maintenu sur la liste des espèces devant faire l'objet de mesures concertées et que la CMS continue à rechercher les moyens de prendre de telles mesures.

48. M. Devillers s'est également félicité de la construction d'un observatoire en Argentine pour le cerf des Andes méridionales et a ajouté que le fait qu'on lui ait donné le nom du regretté Pablo Canevari constituait un hommage bien mérité à sa contribution à la conservation et à la CMS.

Résumé

49. Le Président, remerciant le Groupe de travail sur les mammifères terrestres, a observé que les progrès accomplis pour les antilopes sahélo-sahariennes constituaient une démonstration classique de l'intérêt d'une action concertée. Le Conseil scientifique a pris note du rapport et approuvé les recommandations qu'il contenait.

Mammifères marins et grands poissons

50. M. Perrin (Conseiller nommé), faisant rapport sur les travaux du groupe de travail sur les mammifères marins et les grands poissons, a noté que les travaux sur le terrain concernant l'abondance, l'utilisation de l'habitat et l'identité des stocks de dauphins de la Plata (*Pontoporia blainvillei*) qui auraient dû commencer en mars 2002 n'avaient pas pu démarrer faute de crédits, et il a demandé au Secrétariat d'accélérer les choses.

51. S'agissant du phoque moine de Méditerranée (*Monachus monachus*), l'élaboration du plan de reconstitution n'était pas encore achevée ; toutefois, une évaluation de l'habitat et de la viabilité de la population avait été effectuée. S'agissant de la loutre de mer (*Lontra marina*), les plans étaient presque prêts pour une enquête d'abondance à commencer en octobre 2002 et un atelier pour le Chili et le Pérou.

52. M. Baker (Conseiller pour l'Australie) a annoncé l'intention du Gouvernement australien d'entreprendre l'élaboration d'un accord de coopération régionale pour protéger les grandes baleines du Pacifique Sud, sous réserve que leur inscription à l'Annexe I soit approuvée, à savoir le petit rorqual de l'Antarctique (*Balaenoptera bonaerensis*); la baleine de Bryde (*Balaenoptera edeni*); le rorqual commun (*Balaenoptera physalus*); le rorqual boréal (*Balaenoptera borealis*); la baleine pygmée (*Caperea marginata*); et le cachalot (*Physeter macrocephalus* ["catodon"]).

53. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail a recommandé que, au cas où la Conférence des Parties approuverait l'inscription de ces espèces ou de certaines d'entre elles à l'Annexe I, elles soient ajoutées à la liste des espèces devant faire l'objet d'une action concertée. Le Groupe a en outre recommandé

que les grandes baleines déjà inscrites à l'Annexe I que l'on pouvait aussi trouver dans la région soient ajoutées à la liste. Il s'agissait notamment de la baleine australe (*Eubalaena australis*); de la baleine bleue ou grand rorqual (*Balaenoptera musculus*), et du mégaptère (*Megaptera novaeangliae*).

54. M. Baker a fait observer que, dès lors qu'une espèce avait été approuvée pour inscription aux Annexes de la CMS sur sa proposition, l'Australie avait pour pratique de définir et entreprendre des mesures de suivi pour sa conservation. A cet égard, le Président a remercié l'Australie du rôle utile de chef de file qu'elle avait joué pour l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels et de son suivi sous la forme d'un plan d'action pour ces espèces.

Résumé

55. Le Conseil scientifique a pris note du rapport et approuvé ses recommandations.

Oiseaux

56. M. Moser, faisant rapport pour le Groupe de travail sur les oiseaux, a résumé la situation concernant l'action concertée engagée pour chaque espèce.

57. La coopération pour la conservation de (*Chloephaga rubidiceps*), au sujet de laquelle la coopération se poursuivait entre l'Argentine et le Chili dans le domaine de la recherche et dans d'autres domaines. Un accord-cadre entre ces deux pays avait déjà été signé. Pour l'oie naine (*Anser erythropus*), il fallait poursuivre le projet actuel, parrainé par la CMS. Ce projet devait soit être mis en œuvre d'urgence, ou être rayé de la liste. S'agissant de la population asiatique d'outarde houbara (*Chlamydotis undulata*), la version finale du projet d'accord avait été mise au point. Une réunion des Etats de l'aire de répartition était prévue pour septembre 2003. Un financement, en particulier pour couvrir les frais de participation des représentants, serait nécessaire. S'agissant de la population d'Europe centrale de grande outarde (*Otis tarda*), un mémorandum d'accord était entré en vigueur le 1er juin 2001, et dix Parties avaient signé ce mémorandum. Un atelier était prévu pour avril 2003, tandis qu'une proposition de projet pleinement élaborée avait été soumise en vue d'un financement.

58. S'agissant du courlis à bec grêle (*Numenius tenuirostris*), le rapport du Groupe de travail avait été soumis au Conseil scientifique. Il a été proposé que les efforts en cours continuent de bénéficier d'un soutien, en particulier un soutien pour le secrétariat (fourni par BirdLife International). S'agissant de la grue de Sibérie (*Grus leucogeranus*), la population semblait s'être stabilisée. Un plus grand nombre d'activités et une amélioration ont été signalés, notamment grâce au coordinateur financé par la CMS. Rien de nouveau n'avait été signalé au sujet du faucon crécerellette (*Falco naumanni*). Un projet de mémorandum d'accord concernant le phragmite aquatique (*Acrocephalus paludicola*) avait été distribué aux Etats de l'aire de répartition vers la fin de 2001; une douzaine d'Etats environ avaient répondu. Un projet concernant le fuligule nyroca (*Aythya nyroca*) était en cours, mis en œuvre par BirdLife International et son organisation partenaire en Bulgarie. Un projet d'étude sur l'érismature à tête blanche (*Oxyrura leucocephala*) se poursuivait.

59. Les Correspondants pour le râle à miroir (*Sarothrura ayresi*) et l'hirondelle bleue (*Hirundo atrocaerulea*) n'étaient pas présents à la réunion. Il était proposé de demander à la délégation de l'Afrique du Sud davantage de renseignements à son arrivée. Un projet sur le manchot de Humboldt (*Spheniscus humboldti*), approuvé lors de la dernière réunion du Conseil scientifique, n'avait pu démarrer faute de financement; il a été convenu qu'il fallait résoudre ce problème à titre prioritaire. Il avait été difficile de rassembler des renseignements sur les flamands des Andes pour la réunion en cours; toutefois, on pensait que leurs populations restaient stables. L'ébauche du mémorandum d'accord entre les Etats de l'aire de répartition n'était pas encore prête.

60. M. Moser a dit au sujet du Fuligule nyroca (*Aythya nyroca*) que M. Opermanis (Conseiller pour la Lettonie) avait offert de faire office de correspondant, et que cette offre avait été vigoureusement appuyée par le Groupe de travail. Pour l'oie naine (*Anser erythropus*), un correspondant était recherché pour remplacer

Madsen, qui avait démissionné du Conseil. Le Groupe a demandé au Conseiller désigné pour les oiseaux de continuer de superviser les travaux concernant ces deux espèces dans la période intérimaire.

Résumé

61. Le Conseil scientifique a pris note du rapport et approuvé ses recommandations.

4.2 Mesures de coopération en faveur d'espèces inscrites à l'Annexe II (voir recommandations 5.2 et 6.2)

62. Le Secrétaire exécutif adjoint a ouvert le débat sur la question des mesures de coopération.

63. M. Devillers (Conseiller pour la Communauté européenne) a expliqué que les mesures de coopération avaient pour vocation d'être un instrument plus simple pour les espèces inscrites à l'Annexe II, et correspondraient aux mesures concertées pour les espèces inscrites à l'Annexe I, afin d'éviter la multiplication des accords concernant une seule espèce. Les Parties proposant des mesures de coopération devraient indiquer des plans précis à mettre en œuvre et assumer la responsabilité de la mise en œuvre des initiatives proposées, ce qui n'avait pas en principe eu lieu.

64. Le Conseil a demandé que le groupe de travail créé initialement pour examiner les critères relatifs aux mesures concertées se penche sur les mesures de coopération et fasse rapport à ce sujet au Conseil. Le Groupe de travail avait ensuite recommandé l'élaboration d'un document analogue à celui établi pour les espèces devant faire l'objet de mesures concertées, qui traiterait des espèces devant faire l'objet de mesures de coopération, et serait présenté au Conseil scientifique pour examen à sa douzième réunion. Cette recommandation a été approuvée par le Conseil.

65. Les mêmes groupes de travail taxonomiques déjà mentionnés au sujet des mesures concertées (voir paragraphe 42) ont examiné des mesures de coopération pour des espèces ou des groupes individuels, et ont rendu compte ultérieurement à la plénière.

Mammifères terrestres

66. M. Pfeffer a rappelé qu'à sa dernière réunion le Conseil scientifique avait préconisé la conclusion d'un mémorandum d'accord sur les populations d'éléphants d'Afrique de l'Ouest et du Centre et il a rappelé également que le Conseil scientifique avait désigné un Conseiller pour coordonner les travaux; il a signalé qu'aucun progrès n'avait pu être accompli parce que ce conseiller s'était trouvé dans l'incapacité d'assister aux deux dernières réunions du Conseil. Le Groupe de travail a décidé, en conséquence, de recommander la convocation d'une réunion pour préparer ce mémorandum d'accord. Cette réunion réunirait deux représentants de chacun des Etats de l'aire de répartition (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée-Bissau, Nigéria, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo), ainsi qu'un Conseiller de la CMS et un représentant du gouvernement. Chaque pays pourrait ainsi s'engager à appliquer les propositions qui seraient faites. En outre, la nomination d'un nouveau Conseiller pour cette espèce, M. Namory Traoré (Conseiller pour le Mali), a été proposée.

67. M. Pfeffer a noté que l'on n'avait guère progressé et souligné qu'il fallait prendre des mesures de coopération et que les Etats de l'aire de répartition devaient parvenir à une position commune sur le commerce de l'ivoire, question qui figurerait en bonne place à la prochaine réunion de la CITES. Il a précisé que tous les conseillers qui avaient pris la parole devant le Groupe de travail s'étaient déclarés opposés à la reprise du commerce de l'ivoire. M. Ba (Conseiller pour le Sénégal) a attiré l'attention sur la menace que le commerce de l'ivoire faisait peser sur l'éléphant d'Afrique de l'Ouest et dit que si deux Etats de l'aire de répartition, le Sénégal et le Burkina Faso, avaient pris certaines mesures techniques, ils avaient grand besoin d'un appui si l'on voulait que ces mesures soient efficaces. Le Président a remercié M. Pfeffer pour cette mise à jour et émis l'avis que d'autres enceintes étaient mieux placées pour traiter de la question du commerce de l'ivoire.

Résumé

68. Le Conseil scientifique a approuvé l'établissement d'un mémorandum d'accord sur les populations d'éléphants d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Notant que des fonds étaient nécessaires pour les différents projets concernant cette espèce, il a été proposé qu'un montant de 15 000 dollars soit demandé, pour compléter les fonds de contrepartie fournis par le Gouvernement français.

69. Un débat a suivi, auquel ont participé les Conseillers de la région. Tous ont été d'avis que les Conseillers de la CMS devaient participer aux réunions autant que possible, en se faisant accompagner d'un spécialiste de la conservation des éléphants au besoin. Le sentiment exprimé au cours des débats était qu'il ne fallait pas s'attendre à ce que tous les Etats soient en mesure de signer des accords au cours de semblables réunions. Il serait souhaitable que les Conseillers de la CMS participent à cette réunion; toutefois il incombait aux Etats concernés de désigner des représentants compétents pour participer à cette réunion, qui revêtirait une importance capitale.

Mammifères marins et grands poissons

70. Il a été indiqué qu'un atelier de la CMS sur l'état de conservation et les priorités de la recherche sur les mammifères aquatiques en Amérique latine, qui se tiendrait en Chili en octobre 2002, pourrait donner lieu à des propositions concernant six espèces de dauphins et de marsouins fréquentant les mers australes de l'Amérique latine. Le Groupe de travail espérait que cet atelier déboucherait sur des propositions précises visant à inscrire ces espèces sur les listes et à engager des mesures de coopération.

71. Les Philippines avaient précédemment annoncé leur intention de rechercher la conclusion d'un mémorandum d'accord régional visant à inscrire à l'Annexe II le requin-baleine (*Rhincodon typus*) tandis que l'Inde avait annoncé qu'elle prévoyait d'accueillir un atelier sur la pêche au requin-baleine et le commerce des produits dérivés. Cependant, aucune information complémentaire n'avait été reçue concernant ni ce mémorandum d'accord ni l'atelier proposé.

72. M. Perrin a signalé que, dans le cadre des activités en cours et prévues en Asie du Sud-Est pour encourager la conclusion d'un accord régional (ScC11/Doc.8), le Groupe recommandait que les espèces suivantes soient ajoutées à la liste des espèces devant faire l'objet d'action coopérative : le marsouin noir (*Neophocaena phocaenoides*); diverses espèces de dauphin (*Sousa chinensis*, *Tursiops aduncus*, *Stenella attenuata*, *S. longirostris*, *Lagenodelphis hosei* et *Orcaella brevirostris*; et le Dugong (*Dugong dugon*).

73. M. Blanke a signalé que le déclin alarmant de 18 espèces d'esturgeon, en particulier aux alentours de la mer Caspienne, n'avait pu être enrayé. Malgré des mesures de réglementation rigoureuses ainsi qu'une inscription sur les listes de la CITES en 1997, le commerce illicite continuait de dépasser le commerce licite, de 10 à 12 fois environ. L'interdiction de commercialiser les produits dérivés de l'esturgeon par tous les Etats riverains de la mer Caspienne à l'exception de la République islamique d'Iran avait été levée au début de 2002. Si l'on interdisait le commerce des produits de cette espèce en danger mais d'une valeur inestimable, il n'y aurait guère de fonds pour entreprendre les activités de conservation nécessaires pour atténuer les effets des menaces telles que la dégradation des habitats, des prises accidentelles, la surpêche, la pollution et l'introduction d'espèces d'esturgeon exotiques. Le Groupe de travail a estimé qu'il fallait accorder à la CITES encore trois ou quatre ans et que le Conseil devait, à ce stade, envisager de relancer des actions régionales de coopération. M. Perrin a souligné que la plupart des Etats de l'aire de répartition de l'esturgeon n'étaient pas Parties à la CMS.

Résumé

74. Le Conseil a pris note du rapport et appuyé la proposition d'inscription des espèces pour des actions de coopération.

Tortues marines

75. M. Limpus (Conseiller désigné) a signalé que le Groupe de travail sur les tortues marines n'avait pas proposé de nouvelles espèces en vue d'une action concertée ou d'une coopération.

Résumé

76. Le Conseil scientifique a pris note du rapport.

Oiseaux

77. Des progrès avaient été enregistrés concernant l'action en faveur du râle des genêts (*Crex crex*). Pour cette espèce et pour (*Coturnix coturnix coturnix*), il a été décidé de les maintenir sur la liste des espèces faisant l'objet d'une action coopérative mais de faire figurer en regard une note à l'intention de la huitième réunion de la Conférence des Parties.

78. *Cygnus melanocorypha* continuait de décliner en Uruguay et au Chili, malgré des signes d'augmentation du nombre d'accouplements au Chili. Le Président a demandé instamment aux représentants des pays de la partie australe de l'Amérique latine de profiter de leur présence au Conseil scientifique pour examiner de manière réaliste ce qui pouvait être fait pour cette espèce.

79. Des progrès considérables avaient par contre été enregistrés s'agissant de la conservation des albatros et des pétrels, en particulier la conclusion de l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels.

80. S'agissant du manchot du Cap (*Spheniscus demersus*), M. Boere a signalé, en l'absence du Correspondant, que cette espèce figurait parmi les oiseaux que l'Afrique du Sud proposait d'inclure dans l'Accord sur la conservation des oiseaux migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA). Cette question serait examinée lors de la deuxième session de la Réunion des Parties à l'Accord, qui se tiendrait prochainement. Entre temps, cette espèce devrait être maintenue sur la liste des espèces devant faire l'objet d'une action coopérative.

81. Le groupe avait finalement recommandé que les trois passereaux de prairie proposés par le Gouvernement du Paraguay pour inscription sur la liste de l'Annexe II (*Polystictus pectoralis pectoralis*, *Sporophila ruficollis*, *Pseudocolopteryx dinellianus*) soient ajoutés sur la liste des espèces pour bénéficier d'actions de coopération, au cas où leur inscription à l'Annexe II serait confirmée par la COP.

Résumé

82. Le Conseil a pris note du rapport et approuvé l'inscription des espèces proposées pour des actions de coopération.

4.3 Autres résolutions et recommandations (non encore couvertes par des points précédents de l'ordre du jour)

a) Résolution 6.2 : Prises accidentelles

83. Au titre du point 4.3 a) de l'ordre du jour, le Président a rappelé que la Conférence des Parties avait adopté à sa précédente session une résolution sur les prises accidentelles, qui constituaient l'un des problèmes importants auxquels étaient confrontées les espèces migratrices.

84. Le Secrétaire exécutif adjoint a estimé que la question des prises accidentelles était intersectorielle et touchait un grand nombre d'espèces, dont les oiseaux de mer, les tortues marines et les cétacés. La résolution 6.2 (Le Cap, 1999) avait mis en évidence cette question, mais les progrès qui avaient été réalisés n'étaient pas

à la hauteur des attentes. La Convention avait un rôle important à jouer dans le traitement de la question des prises accidentelles, qui revêtait également de l'importance pour de nombreux autres organisations et forums, dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Cette question figurerait aussi en bonne place lors du Forum sur les pêches internationales qui aurait lieu à Hawaii en 2002, et où la CMS serait représentée. L'étude des organisations des pêches réalisée grâce au financement fourni par le Ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales du Gouvernement du Royaume-Uni, et dont était saisi le Conseil dans le document ScC11/Inf.6, était une étude particulièrement utile qui pouvait aider le Conseil à relever les lacunes et identifier les possibilités en matière d'application de la Convention.

85. M. Tasker (observateur pour l'Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord (ASCOBANS)), a dit que l'étude des organisations des pêches découlait d'une initiative de la dixième réunion du Conseil scientifique tendant à comprendre le rôle d'autres organisations en ce qui concerne la question des prises accidentelles. Cette étude, qui était fondée exclusivement sur une recherche par Internet, avait été particulièrement difficile et l'on était conscient que des informations feraient défaut. Toutes les observations et les compléments d'information étaient par conséquent les bienvenus. L'intervenant a fait savoir que les prises accidentelles étaient l'interaction la plus importante entre les hommes et le milieu marin. Il importait particulièrement de travailler en coopération non seulement avec les pêcheurs mais également les organisations qui étaient responsables de la réglementation de la pêche, et dans le cas de l'ASCOBANS, la Commission européenne.

86. Mme Van Klaveren, prenant la parole en sa qualité d'observateur de l'ACCOBAMS, a annoncé que parmi les priorités de mise en œuvre internationale arrêtées par la première Réunion des Parties à l'ACCOBAMS figuraient des mesures pour lutter contre le problème des prises accidentelles.

87. Le Président a invité les conseillers désignés à exprimer leurs vues. M. Limpus (Conseiller désigné) a reconnu que les prises accidentelles étaient l'une des principales menaces pesant sur les tortues marines, en particulier en haute mer, où toute réglementation était difficile. Les prises accidentelles risquaient d'annoncer la disparition de certaines espèces et sapient les efforts consentis par certains pays en matière de conservation. Le Président a soulevé la question des filets perdus ou rejetés à la mer, qui continuaient à causer des prises accidentelles (connues sous le nom de pêche fantôme) et que l'on n'examinait pas souvent. M. William Perrin (Conseiller désigné) a fait observer que le WWF avait tenu récemment une consultation d'experts qui avait conclu que les prises accidentelles constituaient la première menace contre la conservation des petits cétacés, et que cette conclusion était également celle d'un atelier organisé récemment en Asie du Sud-Est grâce à un financement de la CMS. M. Ichida (Conseiller désigné) a informé la réunion que des progrès modestes avaient été réalisés dans le développement des relations avec certains pays qui pratiquaient la pêche aux lignes de fond en Asie du Sud-Est, en vue de mettre au point une stratégie pour résoudre les problèmes posés par les prises accidentelles. M. Perrin a souligné l'aspect perturbant du problème, à savoir que les prises accidentelles tenaient de plus en plus des prises délibérées, et constituaient une des sources principales de protéines dans certaines régions, du fait de l'insécurité alimentaire.

88. M. Baker (Conseiller pour l'Australie) a dit que les prises accidentelles n'étaient pas limitées à la pêche aux lignes de fond mais concernaient d'autres méthodes de pêche, notamment la pêche au chalut. Les prises accidentelles résultant de la pêche aux lignes de fond constituaient la menace la plus sérieuse contre les albatros et les pétrels. M. Demba Mamadou (Conseiller pour le Sénégal) a fait observer que les prises accidentelles au large du Sénégal se soldaient par la prise de 50 tortues par jour. Il a estimé que l'utilisation des techniques permettant de sauver les tortues devraient être encouragées, et qu'il y avait lieu de renforcer les capacités pour mesurer l'étendue du problème. M. Abdou-Kérime Moumouni (Conseiller pour le Togo) a informé la réunion que son Gouvernement accordait une indemnisation financière aux pêcheurs pour réparer les filets endommagés du fait des prises accidentelles des tortues, à condition qu'ils rapportent les tortues vivantes. Toutefois, ce programme ne tarderait pas à prendre fin en raison du manque de fonds.

89. M. Wolff (Conseiller pour les Pays-Bas) a estimé que considérer les prises accidentelles comme un phénomène général ne suffirait pas pour traiter le problème avec l'efficacité voulue. Il s'agissait d'un problème multiforme, qui touchait différentes espèces, résultait de différents types de pêche, et se posait dans

différentes zones géographiques. Si la Convention sur les espèces migratrices traitait du problème des espèces migratrices, d'autres organisations examinaient le cas d'autres espèces. Par conséquent, ce problème devait être traité selon les régions, par exemple selon les espèces ou les types de pêche.

90. Le Président, notant que les prises accidentelles constituaient un sérieux problème dont souffraient de nombreuses régions, était d'avis que l'on devait continuer à accorder une attention particulière aux espèces inscrites aux Annexes I et II. Un groupe de travail a été créé, dont le Président était le représentant d'ASCOBANS, afin d'examiner le document ScC11/Inf.6, les rôles que devaient jouer le Conseil scientifique et la Convention sur les espèces migratrices, les progrès en matière d'application de la résolution 6.2, et une recommandation possible du Conseil scientifique à la Conférence des Parties.

91. Faisant ultérieurement rapport sur les travaux du Groupe, M. Tasker (observateur pour l'ASCOBANS) a présenté un projet de document présentant, notamment, les points que le Conseil pourrait juger utiles de recommander à la Conférence des Parties. Le Groupe avait identifié les domaines ci-après où des problèmes importants pouvaient exister, mais à propos desquels des informations fiables manquaient : les incidences de la pêche artisanale en général, les cétacés en Afrique de l'Ouest, et en Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est; les conséquences de la pêche aux lignes de fond sur les tortues marines dans le Pacifique et sur les tortues olivâtres en Asie du Sud; les oiseaux en Amérique du Sud et les conséquences pour eux de la pêche au filet maillant dans l'hémisphère Nord; les incidences de toutes les pêches sur les requins et les raies. Cependant, il avait noté que la résolution 6.2 (Le Cap, 1999) avait été très peu appliquée et que l'on devrait adopter une nouvelle résolution dont une bonne partie réaffirmerait simplement la résolution 6.2. Une recommandation plus ciblée serait donc peut-être plus indiquée.

92. Le Président a exprimé les remerciements du Conseil à M. Tasker pour le travail qu'il avait accompli et a demandé que le Groupe de travail continue ses travaux et désigne un rapporteur pour poursuivre ses activités en l'absence de M. Tasker.

93. A la 7^{ième} séance plénière, le 17 septembre, M. Baker (Conseiller pour l'Australie) a présenté au nom du Groupe de travail la version révisée et définitive du compte-rendu des travaux du Groupe. Un projet de recommandation sur les moyens de réduire les prises accidentelles, établi à l'intention de la Conférence des Parties, était joint au rapport.

94. M. Schlatter espérait que cette recommandation pourrait faire évoluer les pratiques de pêche. M. Ba a souligné l'importance de cette recommandation, en particulier au vu des problèmes auxquels se trouvaient confrontées les tortues marines. M. Pritchard (observateur de BirdLife International) s'est félicité de cette recommandation, qui était un bon exemple de suivi d'une décision précédente de la Conférence des Parties.

Résumé

95. Le Conseil scientifique a approuvé le projet de recommandation, étant entendu que de nouveaux amendements pourraient être apportés au libellé de cette recommandation, sans en modifier la teneur, avant qu'elle ne soit soumise à la septième réunion de la Conférence des Parties.

96. Au nom du Conseil, le Président a remercié les membres du Groupe de travail, dont le rapport figure à l'Annexe VIII du présent rapport (Annexe au rapport du Conseil scientifique VIII).

b) Résolution 6.4 : Plan stratégique pour 2000-2005

c) Indicateurs de performance (en rapport avec la résolution 6.4)

97. La réunion a décidé d'examiner ensemble les deux points susmentionnés de l'ordre du jour. Au titre du point 4.3 b) de l'ordre du jour, le Secrétaire exécutif adjoint a présenté le document UNEP/CMS/Conf.7.10 sur l'examen de la mise en œuvre du Plan stratégique pour la période 2000-2005. Les indicateurs de

performance dudit document avaient été modifiés à l'issue de la dixième réunion du Conseil scientifique et avaient bénéficié du travail accompli par le Groupe de travail sur la performance du Comité directeur. Il a souligné que cela n'était pas suffisant pour faire un rapport sur les activités et qu'il était plus pertinent d'examiner l'issue et les résultats de ces activités.

98. S'agissant du point 4.3 c) de l'ordre du jour, le Président du Groupe de travail sur les indicateurs de performance créé à la dixième réunion du Conseil scientifique a fait savoir que le Groupe avait identifié deux types d'indicateurs : conservation effective des espèces migratrices et fonctionnement du Conseil scientifique. M. Devillers (Conseiller pour la Communauté européenne) a insisté sur le fait que seuls des indicateurs directs présentaient un quelconque intérêt, et que les indicateurs indirects devraient être abandonnés. La question était d'identifier les objectifs et de convenir de la façon de mesurer les progrès dans leur réalisation.

99. Mme van Klaveren (Conseillère pour Monaco) a souligné qu'il fallait mettre au point des indicateurs de performance à moyen terme et établir des liens avec les Accords pertinents.

100. M. Moser a ajouté que, tout comme au sein du Groupe de travail taxonomique sur les oiseaux, l'utilisation du Plan stratégique pour mesurer le succès de la Convention dans la réalisation de ses objectifs suscitait un sentiment de frustration. Le Conseil scientifique avait besoin que l'on se fixe des objectifs clairs et précis au regard desquels on pourrait mesurer les progrès accomplis et il était devenu évident que l'on ne disposait pas des outils nécessaires, car le Plan stratégique adopté par la Conférence des Parties au Cap était plus opérationnel que stratégique. Du fait du nombre considérable d'espèces en cause et des vastes zones géographiques devant être couvertes, il fallait que le Conseil scientifique s'oriente résolument vers une approche beaucoup plus stratégique par taxon, par région et par menace, ce qui devait ressortir des discussions concernant la structure et le modus operandi du Conseil. Le Président a approuvé cette approche.

101. Le Président a estimé que les conseillers désignés devraient être davantage mis à contribution dans la réalisation d'un travail précis et opérationnel et la mise au point d'une stratégie prospective, de façon à permettre au Conseil d'utiliser au mieux son temps.

Résumé

102. Le Groupe de travail sur les indicateurs de performance a été rétabli sous la présidence de M. Bagine (Conseiller pour le Kenya) pour examiner les indicateurs de performance contenus dans le Plan stratégique et les réviser si nécessaire, en ayant à l'esprit la nécessité de fonder les indicateurs sur la réalité et de prendre en compte les moyen et long termes.

Rapport du Groupe de travail sur les indicateurs

103. M. Bagine (Conseiller pour le Kenya) a présenté le rapport du Groupe de travail, rappelant que celui-ci avait été chargé d'examiner le Plan stratégique pour 2000-2005 et de formuler des observations à ce sujet, au regard des indicateurs de performance définis dans le Plan. Le Groupe s'était également intéressé aux indicateurs existants et à la stratégie pour chaque groupe taxonomique. Il avait en outre étudié des projets financés par la CMS.

104. Le Groupe de travail avait constaté que le document UNEP/CMS/Conf.7.10 sur l'examen de l'application du Plan stratégique pour 2000-2005 ne fournissait pas une évaluation pertinente de la conservation et des travaux scientifiques au titre de la Convention parce que, tout d'abord, un grand nombre d'éléments d'information disponibles à partir des projets et activités sous forme de documents n'avaient pas été inclus dans le tableau récapitulatif; en deuxième lieu, les résultats de nombre de mesures proposées n'avaient pas été ou n'avaient pas pu être évalués; en troisième lieu, certains des indicateurs qui avaient été définis dans le document UNEP/CMS/Conf.7.19 sur les indicateurs de performance pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage n'avaient pas été utilisés; et en quatrième lieu, les dates limites pour les actions à entreprendre n'avaient pas été spécifiées.

105. Le Groupe de travail avait jugé que les indicateurs actuels pourraient être divisés en deux catégories : ceux qui avaient trait au fonctionnement de la Convention, qui devraient principalement être du ressort du Comité permanent; et ceux qui avaient trait à l'état de conservation changeant des espèces migratrices, lesquels intéressaient tout particulièrement le Conseil scientifique.

106. A cet égard, le Groupe de travail a recommandé de recourir au nouveau système de gestion de l'information examiné au titre du point 4.3 d) de l'ordre du jour de façon à fournir au Conseil les informations actualisées nécessaires.

107. Le Groupe de travail a également recommandé qu'un ensemble d'indicateurs soient élaborés s'agissant des pressions et menaces sur les espèces migratrices. Le Président a rappelé à ce propos qu'à sa dixième réunion, le Conseil scientifique avait prié les groupes de travail taxonomiques d'établir les listes des pressions et menaces. Le Groupe de travail sur les oiseaux avait en l'espèce indiqué que la perte et le morcellement des habitats, la dégradation de l'habitat, les changements climatiques, la mortalité due à l'homme, les espèces exotiques, et les maladies étaient les principales catégories de menaces, lesquelles pourraient être précisées davantage en fonction des facteurs occasionnant les pressions, de la phase du cycle annuel et de la biotope.

108. Le Groupe de travail avait recensé l'absence d'une stratégie clairement définie dégageant les buts, priorités, points de repère et objectifs pour les taxons présentant un intérêt parmi les obstacles majeurs à l'utilisation des indicateurs et avait recommandé qu'une stratégie de cette nature soit élaborée dans le cadre d'un atelier et présentée au Conseil à sa douzième réunion. Cette stratégie devrait principalement se fonder sur les groupes taxonomiques mais devrait être intégrée au regard des priorités régionales et des pressions/menaces.

109. Le Groupe de travail avait en outre conclu qu'il importait d'améliorer la gestion des projets financés par la CMS : ceux-ci devaient s'attaquer aux priorités; ces priorités devaient être définies dans le cadre d'une stratégie claire; les projets devaient être préparés et gérés conformément à une procédure bien définie; et cette procédure devait indiquer clairement les résultats escomptés et les objectifs à court et à long terme en regard desquels devait être évaluée la performance.

110. Vu les questions de fond qui devaient être abordées, en particulier l'élaboration de la stratégie, la recommandation finale du Groupe de travail a été qu'il devrait être prolongé tout au long de la période triennale à venir et des travaux intersessions.

111. Le Secrétaire exécutif adjoint a précisé que le document UNEP/CMS/Conf.7.10 avait en fait été établi quelque temps auparavant en consultation avec le Comité permanent et le Conseil proprement dit. Le Secrétariat avait souligné qu'il importait que le Groupe de travail apporte sa contribution au document, qu'il avait à présent reçu à l'issue du premier examen véritable. Il en était ressorti qu'il serait indiqué de remanier en profondeur le plan stratégique avant la huitième réunion de la Conférence des Parties; des sous-stratégies pour chaque groupe taxonomique devaient en particulier être élaborées, éventuellement par des consultants spécialisés.

Résumé

112. Le Président a considéré que le Conseil voulait qu'un atelier soit organisé puisque le Groupe de travail avait recommandé que l'on poursuive l'élaboration d'une stratégie scientifique ainsi que d'autres questions liées au *modus operandi* du Conseil. Le Groupe de travail sur les indicateurs se prolongerait donc jusqu'à l'atelier et, au-delà, jusqu'à la douzième réunion du Conseil.

d) Résolution 6.5 : Plan de gestion de l'information et rapports nationaux

113. Présentant les documents UNEP/CMS/Conf.7.6, 7.6.1 et 7.6.2, le Secrétaire exécutif adjoint a indiqué que le format révisé des rapports nationaux avait été institué, dans un premier temps à titre d'essai, afin d'alléger, pour chaque pays, la tâche que constituait la communication de renseignements et d'améliorer le taux de réponse, qui pour l'heure ne se situait qu'aux alentours de 50 %. Ce piètre taux de réponse rendait difficile le processus de synthétisation des rapports nationaux. Le nouveau format devait être présenté pour adoption par la Conférence des Parties à sa septième réunion.

114. Il a décrit le travail effectué par le Centre mondial de surveillance de la conservation (WCMC) en vue d'élaborer un système d'information sur Internet, notant qu'il était très avantageux de pouvoir tirer des informations non seulement des rapports des Parties mais également des bases de données du WCMC et des bases de données connexes. Il s'est toutefois préoccupé de ceux qui n'avaient pas accès à Internet et des difficultés ou lenteurs d'accès.

115. Deux conseillers représentant des pays africains ont demandé instamment que la question de l'accès à Internet soit prévue dans le cadre des activités de renforcement des capacités relevant de la CMS et ont cherché à savoir si le prototype de système d'information de la CMS (disponible sur URL <http://www.unep-wcmc.org/cms/ims/htm>) pourrait être disponible sur CD-ROM.

116. M. Fragoso (PNUE-WCMC) a fait une présentation détaillée sur Powerpoint du système de prototype et a précisé que puisqu'il s'agissait d'un noeud de base de données reliées et de liens à des bases de données plutôt que d'une base de données autonome; il se posait des problèmes d'ordre pratique et des questions de droits d'auteur qui empêchaient sa publication sous forme de CD-ROM pour le moment.

117. Dans le cadre de la base de données du système d'information de la CMS à proprement parler figuraient notamment les rapports des Parties compilés et présentés sous forme de synthèse à partir de 1988. A cet égard, les rapports établis en utilisant le nouveau format devaient être plus facilement intégrés dans le système d'information. L'intervenant a également mis l'accent sur la bibliothèque électronique reliée qui incluait la littérature «grise», tels que les plans d'action, qui avaient été fournis par les correspondants et d'autres accords multilatéraux sur l'environnement. Il a montré diverses capacités du système, y compris une fonction qui fournissait le nombre de pays et le nombre des Etats membres de la CMS dans l'aire de répartition d'une espèce particulière, et leurs noms dans 30 langues. Il a confirmé qu'un système de retour d'information existait pour la correction des erreurs et omissions.

Résumé

118. La présentation et le système ont été chaudement applaudis et le Centre mondial a été félicité pour son initiative. Il a été fait remarquer que le système présenterait un intérêt pour le *modus operandi* du Conseil et il a été demandé au secrétariat d'examiner comment le mettre directement à la portée des conseillers au cours des sessions futures afin de les aider dans leur travail. Il a été convenu que le système serait encore plus utile s'il était également mis à disposition avec son interface dans les autres langues officielles de la CMS.

V. EXAMEN DU MODUS OPERANDI DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA CMS

119. Le Président a présenté le document ScC11/Doc.5 intitulé "Le Conseil scientifique de la CMS : futures pratiques de travail", en soulignant qu'à son avis, le Conseil devait conserver son approche taxonomique sans se départir de son approche globaliste. Le Conseil devrait être le plus efficace possible dans les limites de son budget. En établissant ledit document, le Président avait examiné des modèles fournis par des organes analogues au titre d'autres conventions, et avait examiné la question d'une définition plus claire des rôles et responsabilités respectifs des délégués, du Président et du Vice-Président. Il avait abouti à la conclusion qu'aucun changement structurel en soi n'était souhaitable ou même pratique, bien qu'il faille examiner ce qui pouvait être accompli dans les réunions du Conseil et ce qui pouvait être fait entre les sessions.

120. On pouvait apporter à des changements positifs au mode de travail et la répartition des rôles et des responsabilités entre les conseillers et les conseillers spécialistes. Le Président a mis en exergue le problème particulier que constituait la méconnaissance ou le mépris du savoir-faire collectif disponible au sein du Conseil et pour le Conseil. Avec l'augmentation du nombre des Parties et de celui des espèces, le travail du Conseil était devenu plus exigeant et plus complexe, soumettant ainsi à une plus grande pression de travail le Président et les conseillers. Le problème du financement des déplacements des conseillers spécialistes limitait également la capacité des individus de s'acquitter pleinement de leurs responsabilités.

121. M. Tasker (observateur pour l'ASCOBANS) a fait observer que le renforcement des liens entre le Conseil scientifique et les accords annexes serait souhaitable. M. Mungroo (observateur pour l'AEWA) a remercié le secrétariat de la CMS pour avoir invité le Comité technique de l'AEWA à participer à la réunion du Conseil et a dit qu'il encouragerait une coopération plus intense entre ces deux organisations. M. Davidson (observateur pour le Bureau de Ramsar) a noté que la structure de l'organisme analogue créé au titre de la Convention était très différente. Le modèle sous la CMS pourrait bien constituer une source plus importante de connaissances scientifiques. Le Président a convenu que le Conseil et les accords annexes au titre de la CMS s'occupaient de questions scientifiques communes, et que les accords annexes devraient être dûment pris en compte dans les discussions du Conseil. M. Limpus (Conseiller désigné) a également encouragé le renforcement des liens entre le Conseil et les mémorandums d'accord établis au titre de la Convention. Mme van Klaveren, intervenant en tant qu'observatrice de l'ACCOBAMS, a souligné qu'il fallait renforcer les liens entre les Conseillers Scientifiques, les Correspondants de la CMS, et leurs homologues des Accords de la CMS.

Résumé

122. Le Président a demandé au secrétariat d'examiner dans quelle mesure les liens pouvaient être renforcés afin d'encourager des initiatives de coopération et de favoriser les synergies.

123. Les participants ont reconnu que certaines organisations non gouvernementales possédaient des connaissances et des réseaux d'experts précieux que le Conseil devrait mettre à contribution et auxquels il devrait faire davantage appel à l'avenir. Toutefois, le Conseil devait préciser ses besoins.

124. Le Conseil est convenu que le point en question serait examiné par les groupes de travail taxonomiques et les groupes de travail régionaux, et qu'un groupe de travail sur le *modus operandi* du Conseil serait établi, si cela était jugé nécessaire.

Rapport des groupes de travail régionaux

125. Les coordonnateurs ou rapporteurs des groupes de travail régionaux ont fait rapport à la séance plénière du Conseil scientifique sur les résultats des délibérations dans leur groupe respectif concernant les cinq points suivants :

1. Examen du *modus operandi* du Conseil scientifique de la CMS;
2. Comment combiner les priorités régionales et les priorités taxonomiques;
3. Comment maintenir la dynamique du processus de la CMS dans chaque région;
4. Questions/activités régionales à souligner pour le Conseil;
5. Nouveaux Accords/mémorandums d'accord envisageables.

Groupe de travail régional pour l'Asie/Océanie

126. M. Ichida (Conseiller désigné) a fait rapport sur le travail du groupe qu'il présidait, qui comprenait des conseillers venant de l'Australie, de la Mongolie, du Sri Lanka et de l'Ouzbékistan, et d'une organisation non gouvernementale, BirdLife International.

127. S'agissant du point 1, le groupe avait souligné l'importance de sensibiliser davantage le public dans la région et d'encourager la participation aux activités de la CMS. De nombreux pays de la région n'étaient pas Parties à la CMS, et l'on était d'avis qu'une réunion régionale devrait être organisée par la CMS, à laquelle ces pays seraient invités pour examiner la question de la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage. Les accords régionaux sur la conservation des dugongs et des petits cétacés, ainsi que des espèces d'oiseaux migrateurs pouvaient faire l'objet de cet examen. La question des prises accidentelles était également importante.

128. En ce qui concerne le point 2, la communication entre les membres du Conseil et l'échange d'informations étaient considérés comme particulièrement importants. S'agissant du point 3, l'atelier sur la biologie et la conservation des petits cétacés et des dugongs de l'Asie du Sud-Est, tenu aux Philippines en 2002 et un projet d'accord régional sur les petits cétacés et les dugongs de l'Asie du Sud-Est, dont il était fait état dans le document ScC11/Doc.17 constituaient une initiative très importante pour maintenir le rythme des activités de la CMS dans la région. Plusieurs programmes portant sur les voies de migration avaient été également mis au point par Wetlands International, et il importait pour la CMS de collaborer plus étroitement à ces activités.

129. Pour ce qui est du point 4, une meilleure sensibilisation et compréhension de la CMS était considérée comme particulièrement importante. A cet égard, lancer certains projets relatifs à la conservation et choisir des espèces vedettes appropriées constituaient un bon point de départ.

130. S'agissant du point 5, outre l'accord proposé sur les cétacés et les dugongs, il y avait lieu de conclure un accord régional sur le léopard des neiges (*Uncia uncia*), et un mémorandum d'accord sur les voies de migration en Asie centrale et en Inde. Vu que la population reproductrice de la grande Outarde (*Otis tarda*) était en fort déclin, en particulier en Chine, la coopération sur la conservation de cette espèce s'imposait.

131. Le Secrétaire exécutif adjoint a fait savoir que le secrétariat avait été en contact avec le Bureau régional de Wetlands International, ainsi qu'avec le secrétariat de l'ASEAN, et ce en vue d'organiser un atelier régional en Indonésie, de faire porter les efforts sur les espèces migratrices de la région et d'encourager la participation des pays de la région qui n'étaient pas encore Partie à la CMS.

132. Au nom du Conseil, le Président a exprimé ses remerciements aux membres du groupe de travail.

Groupe de travail régional pour l'Afrique

133. M. Ba (Conseiller pour le Sénégal), rapporteur du groupe de travail qui était présidé par M. John Mshelbwala (Conseiller pour le Nigéria), a fait rapport sur le travail du groupe. S'agissant du point 1 des considérations proposées, il ressortait des discussions qu'une réunion régionale devait avoir lieu au moins une fois par an, et qu'une autre devrait se tenir avant la huitième réunion de la Conférence des Parties. Il y avait lieu de mettre en place un mécanisme de coordination pour faciliter l'organisation de la réunion régionale. A cet égard, le secrétariat devrait examiner les modalités pratiques et les incidences financières dont il fallait tenir compte.

134. Pour ce qui est du point 2, il a été considéré que chaque conseiller, en coordination avec d'autres partenaires compétents, devrait dresser un inventaire des activités, en tenant compte des priorités régionales. Les membres du groupe avaient réaffirmé que les stratégies et intérêts régionaux pour la conservation des espèces migratrices dans la région devaient orienter tous les projets scientifiques à examiner pour mise en œuvre. Il devrait y avoir une coordination appropriée entre les conseillers désignés et les conseillers nationaux dans la poursuite des objectifs de la Convention en ce qui concerne les questions taxonomiques. Le groupe avait chargé chaque conseiller de présenter les projets prioritaires et d'élaborer les stratégies et programmes appropriés pour la conservation des espèces identifiées.

135. S'agissant du point 3, les membres du groupe étaient unanimes à affirmer leur attachement à maintenir le rythme acquis et à appliquer les décisions prises et étaient disposés à encourager les Etats non

Parties voisins à adhérer à la Convention afin de mieux assurer la conservation des espèces migratrices. Le groupe a souligné la nécessité pour le renforcement des capacités et des moyens nationaux afin d'aider les conseillers à s'acquitter efficacement de leurs tâches. Les conseillers étaient également encouragés à promouvoir la Convention dans leur pays respectif par l'intermédiaire des décideurs et des agents du gouvernement. Cela pouvait être fait grâce à la désignation d'agents du gouvernement de haut niveau (députés, sénateurs, etc.) parmi la délégation représentant le pays à la Conférence des Parties. Il était demandé instamment aux Conseillers de mettre au point des propositions de projet à mettre en œuvre dans la région. Le groupe a considéré que la présence d'organisations telles que Wetlands International devrait être mise à profit pour améliorer l'efficacité de la mise en œuvre des projets relatifs à la conservation des espèces migratrices.

136. S'agissant du point 4, l'une des difficultés rencontrées dans la région était l'absence d'un fonctionnaire régional dans le secrétariat. A cet égard, les membres du groupe ont souligné la nécessité de financer ce poste et de le pourvoir dans les meilleurs délais, même si cela se traduisait par une responsabilité financière supplémentaire pour les Parties. Le Président du groupe de travail, M. Mshelbwala, a mis l'accent sur la nécessité de financer le poste d'un fonctionnaire chargé de coordonner les activités dans la région.

137. Toujours à propos du point 4, le groupe avait signalé le faible niveau d'application et de suivi des projets dans la région et le manque de volonté politique. Aussi était-il nécessaire de mieux sensibiliser les décideurs à cet égard.

138. Pour ce qui est du point 5, les membres du groupe étaient unanimes à apporter leur appui à la décision de la dixième réunion du Conseil scientifique sur la nécessité pour les Etats de l'aire de répartition de l'Afrique centrale et de l'Afrique occidentale de l'éléphant africain d'élaborer un mémorandum d'accord sur la conservation de cette espèce. En outre, il y avait lieu pour la région d'Afrique d'arrêter une position commune sur cette espèce en prévision de la prochaine réunion de la CITES en novembre 2002. M. Mshelbwala a estimé que le manque de progrès dans la mise au point d'un mémorandum d'accord sur cette espèce était dû au fait que le poste de fonctionnaire régional n'avait pas été pourvu.

139. Le Secrétaire exécutif adjoint a rappelé que plusieurs ateliers et réunions de la CMS s'étaient tenus dans la région et qu'un nombre d'accords étaient déjà opérationnels. Comme les secrétariats de la Ramsar et de l'AEWA étaient également très actifs dans la région, il serait possible de convoquer des ateliers communs présentant un intérêt pour la CMS et pour ces instruments. Il a signalé en outre que le budget de base de la CMS prévoyait actuellement la convocation d'une réunion intersessions dans chaque région. S'agissant de la question du poste d'un fonctionnaire chargé de liaison pour la région, il a rappelé que le secrétariat n'avait cessé d'essayer de pourvoir le poste d'administrateur auxiliaire dans le secrétariat par l'intermédiaire de contributions volontaires. Il a souligné le fait que le secrétariat avait relancé cette initiative dans le cadre du projet de budget pour 2003-2005, afin de pourvoir le poste en question, faute de quoi, celui-ci serait financé par le Fonds d'affectation spéciale de la CMS.

140. Au nom du Conseil, le Président a remercié les membres du groupe de travail.

Groupe de travail régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes

141. M. Schlatter (Conseiller désigné) a fait rapport sur les travaux du groupe qu'il présidait. S'agissant du point 1, le groupe estimait qu'il fallait appuyer les fonctions de conseiller scientifique régional, qui tenait lieu de lien actif avec la CMS. Il était nécessaire de renforcer et de promouvoir la communication entre les correspondants scientifiques et administratifs et le conseiller désigné, pour que le conseiller régional désigné puisse procéder à une étude préalable des projets et rapports à l'intention de la CMS. Un organigramme retraçant les institutions en place dans chaque pays était nécessaire. Des comités nationaux pour la CMS associant des institutions susceptibles d'être concernées par les sujets traités par la CMS devaient être créés. En prenant ces comités nationaux pour point de départ, il fallait élaborer une stratégie nationale pour la CMS.

142. Sur le point 2, le groupe avait souligné qu'il fallait renforcer la communication entre les Parties de la région et la CMS. Un bon moyen de renforcer les liens consistait à présenter et mettre au point des projets, des mesures concertées et des mémorandums d'accord sur les espèces migratrices associant plusieurs pays. Cette méthode n'était pas encore pleinement développée. Le projet sur les flamants qui associait quatre pays était devenu un modèle d'intégration pour un groupe d'espèces inscrites à l'annexe I et un mémorandum d'accord était en cours d'élaboration. Récemment, un projet sur les oiseaux d'eau empruntant les voies de migration du Pacifique, qui bénéficiait d'un appui des Pays-Bas, avait démontré qu'il existait un fort potentiel d'association de nombreux pays d'Amérique du Nord, centrale et du Sud.

143. S'agissant du point 3, des réunions techniques dans la région étaient essentielles et devaient se tenir au moins tous les deux ans. De telles réunions avaient été organisées au Chili (1997), en Uruguay (1999) et au Pérou (2001), et avaient permis de rassembler des représentants des gouvernements et de diverses organisations internationales s'intéressant aux travaux de la CMS. Ces réunions étaient peu coûteuses, et des fonds existaient pour ce type de réunions techniques. Il était également possible de partager les frais avec d'autres conventions intéressées.

144. Sur le point 4, il était nécessaire d'analyser les problèmes qui se posaient actuellement dans la région en matière de communication avec la CMS et de promouvoir la coordination voulue pour améliorer l'efficacité de la CMS dans les pays Parties comme dans les pays non Parties. Des informations sur ce que la CMS se proposait de faire dans la région étaient nécessaires et il fallait renforcer la coopération avec d'autres organisations internationales dont les travaux intéressaient la CMS, notamment la Convention de Ramsar, BirdLife International, Wetlands International et le Fonds mondial pour la nature, qui pourraient venir à l'appui des activités en faveur des espèces migratrices.

145. En ce qui concerne le point 5, si des questions de volonté politique restaient à régler, des projets d'accord pourraient être préparés pour les petits cétacés, les loutres de mer et les lions de mer, ainsi que le cerf des Andes du Sud (heumul). Les oiseaux de prairie et les oiseaux d'eau douce, y compris cygnes, oies, canards, flamants, foulques et hérons, pourraient tous tirer profit d'études et de recherches. En outre, l'itinéraire aérien Amérique-Pacifique "Terres humides et oiseaux des Amériques" pourrait faire l'objet d'un accord de type AEWa.

146. M. Woloszyn (Conseiller pour la Pologne) a demandé si des mesures avaient été prises pour se mettre en rapport avec Cuba, qui n'était pas Partie, mais qui était un pays important pour de nombreuses espèces migratrices de la région, en vue d'une coopération avec la CMS. Le Secrétaire exécutif adjoint a expliqué que le secrétariat avait déjà contacté Cuba au sujet de sa participation possible aux activités de la CMS.

147. Sur la question de l'absence de progrès dans certaines des activités de la CMS pour la région, le Secrétaire exécutif adjoint a souligné que le poste de fonctionnaire de l'information, avec des responsabilités régionales, était vacant depuis début 2002. Le secrétariat attachait en ce moment une haute priorité à la nécessité de pourvoir ce poste et de reconstruire ses liens avec la région. L'entrée de nouveaux membres pour la région au Comité permanent de la CMS offrait aussi une chance d'explorer de nouvelles idées sur les activités de la CMS.

148. Au nom du Conseil, le Président a exprimé ses remerciements aux membres du groupe de travail.

Groupe de travail régional pour l'Europe

149. M. Wolff (Conseiller pour les Pays-Bas) a fait rapport sur les travaux du groupe qu'il présidait. Concernant le point 1, le groupe avait considéré que les Comités nationaux pour la CMS apportaient une importante contribution aux travaux de la CMS et devaient donc être encouragés. Toutefois, on avait constaté que les apports des gouvernements étaient parfois insuffisants. A ce sujet, un pays avait identifié des problèmes de contact entre ses correspondants et son comité national. Le groupe pensait que l'indépendance des conseillers scientifiques était primordiale.

150. En ce qui concerne le point 2, le groupe a considéré que les groupes de travail étaient une bonne idée et la seule façon de s'attaquer aux questions à la fois régionales et taxonomiques, mais qu'il fallait faire preuve de souplesse en la matière pour permettre aux conseillers de se pencher sur toute une gamme de questions.

151. Concernant le point 3, le groupe pensait que l'élan de la CMS pourrait être maintenu en promouvant et en entreprenant des actions, et en montrant leur succès à travers des indicateurs appropriés, et aussi en encourageant les Etats des zones de répartition à être membres des accords en démontrant la valeur ajoutée de ces accords.

152. Concernant le point 4, le groupe a souligné la nécessité de promouvoir la participation aux Accords et à la CMS en Europe; d'envisager d'élargir l'ASCOBANS au reste du Royaume-Uni et aux eaux irlandaises, ainsi qu'aux côtes atlantiques de la France et de l'Espagne; et d'envisager d'élargir l'ACCOBAMS aux eaux baignant le Portugal; de promouvoir la zone de passage Europe-Islande-Groenland-Canada (avec l'ioie à front blanc du Groenland) par l'intermédiaire de l'AEWA; d'engager une action concrète pour réduire les prises accessoires de petits cétacés en suivant la politique commune de l'Union européenne en matière de pêche; et d'éviter un chevauchement des mémorandums d'accord avec les accords existants; d'aider les pays candidats à l'Union européenne, qui consacraient beaucoup de temps et d'efforts à préparer leur l'adhésion à l'Union et devaient être sensibilisés à l'importance des activités de conservation de la CMS dans la région; et de mettre la dernière main au mémorandum d'accord CMS-CITES et le rendre opérationnel.

153. Mme van Klaveren (observatrice de l'ACCOBAMS) a dit que le rapport du groupe de travail régional pour l'Europe mettait en lumière la nécessité d'une meilleure circulation de l'information au niveau national, pour faire mieux prendre conscience des obligations découlant de la Convention. Elle a aussi informé le Conseil que le Portugal pourrait envisager d'étendre la portée de l'ACCOBAMS à ses côtes atlantiques.

154. M. Woloszyn (Conseiller pour la Pologne) a noté l'importance de l'Europe centrale et orientale pour de nombreuses espèces et a informé le Conseil que des experts de six pays mettaient au point le programme ABC pour établir un atlas des chauves-souris les oiseaux des Carpates.

155. Au nom du Conseil, le Président a exprimé ses remerciements aux membres du groupe de travail.

Résumé

156. Le Président, commentant les rapports de tous les groupes de travail régionaux, a dit qu'il était clair que le Conseil scientifique devait rehausser son profil général dans toutes les régions, que de nouvelles Parties devaient être encouragées à en faire partie et que le niveau des effectifs devaient être examinés. Il a dit l'importance de sauvegarder l'intégrité du Conseil, et de donner à chaque région la possibilité de tirer parti des expériences des autres. Les rapports avaient aussi souligné la nécessité d'un contact constant entre les membres, d'activités intersessions et d'efforts actifs de la présidence, des conseillers et du secrétariat pour veiller à ce que les choses se fassent en temps voulu. A mesure que la CMS prenait de l'âge, le Conseil devait mettre au point ses modes de fonctionnement en vue d'une plus grande clarté, et être moins ponctuel dans ses travaux à l'intérieur des régions et plus stratégique dans son approche. Les participants ont dit partager cet avis et ont réaffirmé la nécessité d'un document stratégique et d'un dossier d'information exposant le fonctionnement du Conseil.

Rapport du Groupe de travail sur le *modus operandi* du Conseil scientifique de la CMS

157. Le Conseiller pour le Nigéria, Président du Groupe de travail sur le *modus operandi* du Conseil, a indiqué que le Groupe était parvenu à un consensus.

158. Le Conseiller pour les Pays-Bas, Rapporteur du Groupe de travail, a indiqué que tous les groupes régionaux (Afrique, Asie/Océanie, Amérique latine et Europe) étaient parvenus à un accord tacite sur le concept de groupes de travail thématiques, qu'ils avaient accueilli favorablement. L'Asie/Océanie et

l'Amérique latine voyaient dans ce type de groupe un moyen d'inciter de nouvelles Parties à rejoindre la CMS et les accords y afférents par le biais de réunions intersessions organisées sur le plan régional. Toutes les régions avaient accueilli avec satisfaction l'idée de groupes de travail régionaux comme moyen d'échange d'informations sur le plan régional. Cependant, tandis que le groupe européen se satisferait pour sa part d'une réunion de son groupe de travail régional en marge de la réunion du Conseil, le groupe africain estimait qu'il y avait un plus grand besoin de ces réunions. Ce groupe avait préconisé une structure régionale se réunissant entre les réunions dans la région afin de surmonter toute difficulté de communication. Le groupe Amérique latine avait déjà une certaine expérience des réunions régionales et les trouvaient fort utiles.

159. Il a été suggéré dans le cadre des débats sur les groupes de travail régionaux que le nombre des vice-présidents du Conseil soit porté à quatre, et que ceux-ci proviennent des différentes régions.

160. Il avait été suggéré que les conseillers désignés, dont on appréciait en général beaucoup le rôle, établissent de clairs liens de communication avec les conseillers nationaux sur les questions régionales et thématiques, la réciprocité devant également être vraie.

161. M. Perrin a souligné que le principe de l'indépendance scientifique était crucial pour les travaux du Conseil. Le Président a présumé que le Groupe de travail veillerait à ce que l'indépendance scientifique des conseillers nationaux soit préservée lors de la définition de leurs fonctions.

162. M. Perrin a indiqué qu'outre les groupes de travail régionaux et taxonomiques, on pourrait examiner clairement les questions intersectorielles telles que les prises accidentelles et les obstacles à la migration; la stratégie en la matière devrait prévoir des mandats précis, circonscrits et faciles à contrôler. Une telle approche aurait l'avantage d'être une illustration manifeste, pour le monde extérieur, des liens entre les activités de la CMS et l'incidence du développement et des activités humaines sur les espèces.

163. M. Perrin a fait observer que la participation d'ASCOBANS avait été très utile et a préconisé la poursuite de cette participation à l'avenir, y compris entre les réunions, en demandant au secrétariat de faciliter cette participation et cette coopération intersessions.

164. Il a noté que les membres du Groupe de travail sur les mammifères marins et les grands poissons s'étaient dit mécontents que certains documents n'aient pas été produits en temps voulu avant la réunion en cours du Conseil et a suggéré d'imposer des délais pour les contributions des conseillers et autres, et que ces délais soient respectés. Le Groupe de travail estimait qu'une stratégie taxonomique qui serait également axée sur les thèmes intersectoriels serait utile et pourrait aboutir à de meilleurs indicateurs de réussite que l'orientation opérationnelle actuelle, qui lui semblait relativement peu ciblée.

Résumé

165. Le Conseil a souscrit à la proposition du Président tendant à ce que le secrétariat élabore un dossier d'information sur les travaux du Conseil concernant son *modus operandi*, présentant une liste des projets et les conditions des mesures concertées et de coopération, et précisant ce qui était attendu des conseillers, des membres du Bureau et du secrétariat, respectivement. Un tel dossier d'information serait particulièrement utile pour les nouveaux membres du Conseil.

166. Le Président a remercié le Groupe de travail et les autres participants aux travaux sur le *modus operandi* du Conseil. Il a conclu que le Conseil souhaitait instituer des groupes de travail régionaux, taxonomiques et intersectoriels dotés d'un mandat simple, clair et bien ciblé. A cet effet, il faudrait convoquer avant la douzième réunion un atelier sur la stratégie pour élaborer un projet de stratégie et des indicateurs et traiter d'autres questions ayant trait au *modus operandi* du Conseil.

VI. EXAMEN DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENT AUX ANNEXES I ET II DE LA CONVENTION

a) Conséquences pour la CMS des nouvelles catégories et des nouveaux critères concernant la Liste rouge de l'UICN

167. M. Baker (Conseiller pour l'Australie) a présenté un rapport sur les nouveaux critères d'inscription sur les listes de l'UICN et leurs incidences pour la CMS (ScC11/Doc.6). La Liste rouge de l'UICN, qui constitue une norme de référence mondiale pour les rapports d'évaluation de l'état de conservation des espèces, avait récemment subi d'importantes modifications des catégories et des critères établis. Dans le rapport présenté, il était proposé que la CMS considère les listes de l'UICN comme une référence pour décider quelles espèces inscrire à l'Annexe I, et qu'elle se fonde en partie sur ces listes pour décider quelles espèces inscrire à l'Annexe II.

168. Le Président a appelé l'attention sur la recommandation, qui aurait pour effet d'aligner les catégories «gravement menacé d'extinction» et «menacé d'extinction» de l'UICN sur l'Annexe I de la CMS, et les catégories «quasi menacé» et «vulnérable» de l'UICN sur l'Annexe II de la CMS.

169. M. Devillers (Conseiller pour la Communauté européenne) a déclaré qu'il faudrait préciser que les directives n'étaient que des orientations et que toute décision d'inscrire ou non une espèce aux Annexes de la CMS devait être prise en toute souveraineté.

170. M. Wolff (Conseiller pour les Pays-Bas) a mis en cause la proposition tendant à ce que les espèces figurant dans la catégorie «insuffisamment documenté» de l'UICN fassent l'objet d'un accord international. Faute de données, il était en effet impossible de tirer des conclusions valables. M. Baker a précisé que des espèces pouvaient se trouver classées dans cette catégorie si les données disponibles n'étaient pas tout à fait suffisantes pour qu'on puisse en tirer une conclusion décisive. M. Perrin (Conseiller désigné) a souligné que la catégorie «insuffisamment documenté» ne constituait pas une catégorie de menace.

171. Le Conseil a constitué un groupe de travail chargé d'examiner les questions soulevées lors du débat et de lui faire ensuite rapport.

172. A la 3^{ième} séance plénière, le 15 septembre 2002, M. Mike Moser (Conseiller désigné) a demandé si, durant la réunion en cours, les groupes de travail taxonomiques continueraient de suivre la procédure établie par le Conseil, sans s'occuper des propositions concernant la Liste rouge de l'UICN.

173. Le Président a confirmé qu'il en serait ainsi. Il a rappelé, cependant, qu'il existait deux points de vue différents sur la procédure à suivre s'agissant de la Liste rouge de l'UICN. Le premier point de vue était que le Conseil scientifique avait toute latitude pour décider quel usage il entendait faire de la Liste de l'UICN et qu'il n'y avait pas lieu de porter la question devant la Conférence des Parties. Le deuxième point de vue était que la question revêtait une telle importance que le Conseil devait veiller à ce que la Conférence des Parties en soit pleinement informée. A son avis, il fallait s'en tenir à ce deuxième point de vue, et il entendait soulever la question dans le rapport qu'il présenterait à la Conférence des Parties.

174. M. Baker (Conseiller pour l'Australie), qui présidait le Groupe de travail, a fait ultérieurement savoir qu'à l'issue d'un débat, le Groupe avait produit une version révisée du rapport sur les incidences pour la CMS des critères d'inscription sur les listes de l'UICN (ScC11/Doc.6 (Rev.2)). Il a indiqué brièvement quelles étaient les principales modifications apportées au document, expliquant que dans un certain nombre de cas les changements apportés visaient à donner au Conseil scientifique plus de souplesse dans la détermination de l'inscription la plus appropriée pour une espèce donnée. Il a remercié tous les membres du Groupe de travail pour leurs travaux constructifs et recommandé que le rapport du Groupe soit adopté par le Conseil scientifique.

Résumé

175. Le Conseil scientifique a approuvé le rapport révisé sur les incidences des critères régissant l'inscription sur les listes de l'UICN pour la CMS, figurant dans le document ScC1 1/Doc.6 (Rev.2), pour transmission à la septième réunion de la Conférence des Parties. Ce rapport est reproduit à l'Annexe IX au présent rapport (Annexe au rapport du Conseil scientifique IX).

176. Au nom du Conseil, le Président a remercié tous les membres du Groupe, ainsi que son Président, M. Baker, pour leurs efforts constructifs.

b) Examen et évaluation des propositions d'amendement

c) Conclusions et recommandations à la Conférence des Parties

177. Le Conseil a examiné conjointement les deux points précités de l'ordre du jour.

178. Le Président a présenté le point relatif à l'examen des propositions d'amendement aux Annexes I et II de la Convention, notant qu'un résumé de ces propositions figurait dans le document UNEP/CMS/Conf.7.12. Il a suggéré que le Conseil procède à cet examen taxon par taxon.

Mammifères marins et grands poissons

179. M. Perrin a résumé les délibérations du Groupe de travail sur les six propositions d'inscription de grandes baleines aux Annexes I et II présentées par l'Australie.

180. La proposition d'inscription du petit rorqual de l'Antarctique (*Balaenoptera bonaerensis*) aux Annexes I et II contenait un certain nombre d'erreurs techniques résultant de la confusion des deux espèces de petit rorqual (*B. bonaerensis* et *B. acutorostrata*), qui avaient été en grande partie corrigées dans un document révisé que l'Australie avait présenté au secrétariat et qui avait été reproduit à l'intention du Groupe de travail, à la demande de l'Australie. Cette espèce était considérée comme migratrice et faisait l'objet de diverses menaces. Le Groupe a par conséquent souscrit à la proposition d'ajouter cette espèce à l'Annexe II.

181. S'agissant de la proposition d'inscrire l'espèce à l'Annexe I de la Convention, le Groupe de travail n'avait pas pu parvenir à un consensus, malgré des débats approfondis. La plupart des conseillers estimaient que, bien que l'on ne dispose pas de chiffres sur l'importance de la population, celle-ci était de l'ordre d'un demi-million, et qu'une exploitation de quelques centaines d'animaux par an n'était pas insoutenable. En outre, l'espèce était protégée par la CBI et inscrite à l'Annexe I de la CITES. Si une exploitation future était autorisée, les quotas seraient conformes à la nouvelle procédure de gestion de la CBI. D'aucuns ont douté de l'efficacité de cette procédure, étant donné qu'il existait des incertitudes notables sur l'évolution des populations et que l'espèce était menacée à divers titres du fait de son habitat aquatique, et ont estimé que l'espèce devrait être inscrite à l'Annexe I à titre de précaution. Aucun consensus ne s'est dégagé sur ce point.

182. S'agissant de la proposition d'inscrire la baleine de Bryde (*Balaenoptera edeni*) aux Annexes I et II, M. Perrin a dit que le groupe de travail avait estimé que la proposition ne traitait pas suffisamment de la position taxonomique compliquée de cette "espèce" dont on estimait à présent qu'elle se composait de deux espèces. Toutefois, le groupe avait conclu que tous les spécimens connus sous le nom de *B. edeni* étaient migrateurs et bénéficieraient de mesures coopératives de conservation. Il avait souscrit à la proposition d'inscrire l'espèce à l'Annexe II.

183. S'agissant de la proposition d'inscription à l'Annexe I, le Groupe s'était trouvé dans la même position que lors de l'examen de la proposition relative au petit rorqual. L'on ne disposait pas de suffisamment de données sur l'espèce et rien n'indiquait qu'elle était en déclin ou menacée. L'exploitation de quelques animaux par an n'était vraisemblablement pas insoutenable, et tant la CBI que la CITES offraient une protection.

D'autres conseillers avaient estimé que l'espèce faisait l'objet de diverses menaces du fait de son habitat marin et que son inscription devrait être recommandée à titre de précaution. Aucun consensus ne s'est dégagé au sein du groupe de travail.

184. En réponse à une question du Président, M. Perrin a confirmé qu'il souscrivait à l'avis majoritaire au sein du groupe.

185. S'agissant du rorqual commun (*Balaenoptera physalus*), le Groupe de travail a estimé que l'espèce était migratrice, se raréfiait considérablement et a noté qu'elle était classée comme menacée d'extinction par l'UICN, et qu'il convenait de l'inscrire aux Annexes I et II. Le Groupe a noté que la proposition de l'Australie ne contenait pas la liste complète des instruments internationaux de protection en vigueur et des Etats de l'aire de répartition.

186. Le cas du rorqual boréal (*Balaenoptera borealis*) a été considérée comme similaire à celle du rorqual commun et il a été également recommandé de l'inscrire aux Annexes I et II.

187. Le Groupe de travail a noté qu'il ne disposait pas d'information sur les mouvements migratoires de la baleine pygmée (*Caperea marginata*). Toutefois, l'échouement saisonnier de ce type de baleine en Australie et en Afrique du Sud et sa présence dans l'Antarctique durant l'été austral indiquaient qu'il s'agissait vraisemblablement d'une espèce migratrice. On ne disposait pas d'informations concernant l'importance de la population. Cette espèce faisait l'objet d'une menace indirecte car elle vivait dans l'océan et pourrait bénéficier de mesures régionales de protection; son inscription à l'Annexe II a par conséquent été recommandée.

188. Certains conseillers ont estimé que, bien que l'UICN ait classé cette espèce parmi celles pour lesquelles on ne disposait pas de suffisamment de données, il n'y avait pas de raison impérieuse de l'inscrire à l'Annexe I étant donné que l'espèce n'avait jamais été chassée commercialement. D'autres conseillers ont estimé que sa rareté et son habitat constituaient une raison suffisante de l'inscrire à l'Annexe I. Il n'y avait donc pas consensus sur ce point.

189. En réponse à une question du Président, M. Perrin a confirmé qu'il souscrivait à l'avis majoritaire au sein du groupe.

190. S'agissant de la proposition d'inscription du cachalot (*Physeter macrocephalus*), M. Perrin a rappelé qu'il avait été décidé à la sixième réunion de la Conférence des Parties que les noms *Physeter catodon* et *P. macrocephalus* visaient la même espèce et que cette dernière dénomination devait être utilisée. Le Groupe de travail avait noté que cette espèce était migratrice et était classée par l'UICN parmi les espèces vulnérables et non pas menacées d'extinction. Une voix a indiqué que l'on craignait que l'espèce soit menacée. Malgré les efforts notables accomplis par la CBI, on ne disposait d'aucune indication fiable sur la taille de la population. Dans ce cas particulier le Groupe de travail a souscrit à la proposition d'inscription de l'espèce aux Annexes I et II.

191. La proposition visant à inscrire à l'Annexe II toutes les populations d'orque (*Orcinus orca*), dont certaines populations étaient déjà inscrites, a été approuvée par le Groupe de travail étant donné que toutes les populations étaient migratrices et bénéficieraient de mesures de coopération en vue de leur protection.

192. Le Président s'est inquiété de l'absence de consensus et a été d'avis que le Conseil scientifique était tenu de donner des avis et conseils à la Conférence des Parties, même s'il était précisé que la position du Conseil n'était pas unanime. M. Devillers (Conseiller pour la Communauté européenne) a dit partager cet avis. Le Conseil a par conséquent décidé à la majorité que les propositions approuvées par la majorité des membres du Groupe, selon les rapports faits au Conseil par M. Perrin, seraient transmises à la Conférence des Parties.

Résumé

193. Le Président a résumé comme suit les débats :

Dans quelques propositions, portant sur certaines des espèces de baleines, des données et informations clés faisaient défaut et il y avait un certain nombre d'inexactitudes techniques. Le Conseil avait constitué un groupe de travail, présidé par le Conseiller désigné pour les mammifères marins, afin d'examiner ces propositions. Ce groupe de travail n'avait toutefois pas pu parvenir à un consensus sur la façon de procéder. Le Conseil avait par conséquent été guidé par le Conseiller désigné, notamment, ainsi que par le Président du Conseil, qui avaient estimé que les données étaient nettement insuffisantes et qu'il y avait des inexactitudes techniques. Le Conseil ne pouvait pas recommander à la Conférence des Parties d'appuyer ces propositions données pour le moment. Tel était l'avis majoritaire au sein du Conseil scientifique. Le Conseil était toutefois conscient des besoins des espèces concernées en matière de conservation et tenait à ce que la Conférence des Parties, ou même des tiers, ne voient pas dans l'avis du Conseil sur cette question une tentative de minimiser de quelque façon que ce soit les besoins des espèces concernées en matière de conservation. L'inscription de ces espèces à l'Annexe II était toujours proposée, ce qui permettait l'adoption de mesures régionales de coopération. En outre, le Conseil avait appuyé l'inscription à l'Annexe I et à l'Annexe II d'un certain nombre d'espèces de baleines et restait ouvert à toute nouvelle proposition scientifiquement exacte pour les espèces concernées qui pourrait être présentée dans l'avenir si une Partie quelconque à la Convention le jugeait nécessaire. Le Conseil encouragerait la collecte d'informations supplémentaires et la collaboration pour permettre d'agir plus avant sur cette question.

194. Suite à la proposition d'inscrire les grands requins blancs (*Carcharodon carcharias*) aux Annexes I et II, le Groupe de travail a conclu qu'il s'agissait d'une espèce migratrice franchissant les frontières internationales. Elle faisait l'objet d'une pêche directe tant commerciale que par des pêcheurs amateurs et était classée par l'UICN comme "vulnérable". Toutefois, elle était quasi menacée d'extinction. Le Groupe de travail a estimé que cette espèce était manifestement en déclin dans le monde entier et que les populations locales avaient été extirpées ou risquaient de l'être dans un avenir proche, avec les conséquences qui pourraient en résulter pour les populations à l'échelle du bassin océanique. Le Groupe de travail a par conséquent conclu que cette espèce répondait aux critères d'inscription aux Annexes I et II.

195. S'agissant de la proposition d'inscrire le lion de mer d'Amérique de Sud (*Otaria flavescens*) à l'Annexe II, le Groupe de travail a conclu que cette espèce était migratrice, qu'elle avait considérablement diminué au nombre, que de nombreuses menaces pesaient sur sa conservation et qu'elle bénéficierait de mesures régionales de coopération en vue de sa protection. Le Groupe de travail a décidé de souscrire à la proposition.

196. Concernant la proposition d'inscription de l'otarie d'Amérique du Sud (*Arctocephalus australis*) à l'Annexe II, le Groupe de travail a débattu de la question de savoir si cette inscription devrait concerner l'espèce toute entière ou seulement une des deux sous-espèces (*Arctocephalus australis australis* sur les Iles Falkand/Malouines et *A.a.gracilis* sur le continent sud-américain). Les deux sous-espèces étaient considérées comme migratrices, les populations sur le continent étaient fortement réduites et ces espèces bénéficieraient de mesures régionales de coopération en vue de leur protection. Le Groupe de travail a souscrit à la proposition d'inscrire l'ensemble de l'espèce à l'Annexe II.

197. En ce qui concerne la proposition d'inscrire le peixe-boi (*Trichechus inunguis*) à l'Annexe II, le groupe de travail avait conclu que l'espèce était migratrice et franchissait les frontières internationales. Elle avait manifestement décliné ces derniers temps et bénéficierait des mesures régionales de coopération en vue de sa protection. Le Groupe de travail a décidé de souscrire à cette proposition.

198. Un projet de proposition d'inscription du lamantin ouest-africain (*Trichechus senegalensis*) avait été examiné et approuvé à la dixième réunion du Conseil scientifique. Le Groupe de travail avait conclu que cette

espèce était en partie migratrice, en fort déclin et que de nombreuses et graves menaces pesaient sur sa conservation. Le Groupe de travail a souscrit à la proposition.

199. M. Moksia (Conseiller pour le Tchad), qui n'était pas membre du Groupe de travail sur les mammifères marins, a dit que le Tchad comptait deux ou trois grands lacs abritant des lamantins. Il a ajouté que l'espèce était gravement menacée et a demandé au Conseil d'appuyer les mesures de protection de l'espèce dans les pays enclavés. M. Perrin a convenu qu'il y aurait lieu d'envisager l'inscription de cette espèce à l'Annexe I dans un avenir relativement proche.

200. Le Président a remercié M. Perrin et les membres du Groupe de travail sur les mammifères marins et les grands poissons pour leurs travaux.

Oiseaux

201. M. Moser (Conseiller désigné), présentant le rapport du Groupe de travail sur les oiseaux (ScC11/CRP.8), a indiqué que le Groupe avait examiné les propositions d'inscription de 14 espèces à l'Annexe I et de cinq espèces à l'Annexe II. Pour les oiseaux d'eau, le Groupe avait pu disposer des dernières estimations concernant les populations, qui seraient publiées dans un avenir proche par Wetlands International.

202. Les 14 espèces dont l'inscription à l'Annexe I était proposée étaient les suivantes : *Puffinus creatopus*, *Pelecanoides garnotii*, *Gorsachius goisagi*, *Platalea minor*, *Anser cygnoides*, *Anas formosa*, *Haliaeetus leucorypha*, *Grus vipio*, *Grus monacha*, *Tringa guttifer*, *Eurynorhynchus pygmeus*, *Sterna bernsteini*, *Sporophila palustris* et *Alectrurus tricolor*. Le Groupe avait approuvé à l'unanimité l'inscription de ces 14 espèces, avec les observations suivantes.

203. Le Groupe de travail avait noté en particulier, s'agissant de *Pelecanoides garnotii*, que l'espèce franchissait les frontières de façon cyclique et prévisible suite aux effets d'El Niño et de La Niña et répondait par conséquent aux critères pour être couverte par la Convention. Il avait été décidé que le Chili et le Pérou harmoniseraient les propositions d'inscription séparées qu'ils avaient présentées au sujet de cette espèce avant les délibérations de la Conférence des Parties.

204. Concernant *Anas formosa*, il a été noté que l'on avait récemment constaté la présence de cette espèce en grand nombre en République de Corée, mais dans des zones très circonscrites. Il a été convenu d'adopter une approche prudente et le Groupe de travail a souscrit à l'inscription de cette espèce à l'Annexe I.

205. S'agissant de *Sterna bernsteini*, le Groupe a noté que l'espèce, que l'on croyait éteinte, avait récemment été redécouverte. La proposition d'inscription à l'Annexe I a été approuvée et l'on espérait qu'elle serait suivie de mesures concertées. Les cinq espèces/sous-espèces d'oiseaux dont l'inscription à l'Annexe II était proposée étaient les suivantes : *Brotogeris pyrrhopterus*, *Polystictus pectoralis pectoralis*, *Sporophila ruficollis*, *Pseudocolopteryx diuillianus*, et *Streptopelia turtur turtur*. Le Groupe estimait que ces cinq espèces répondaient toutes aux critères d'inscription à l'Annexe II et a appuyé la proposition avec les observations ci-après.

206. Les cinq espèces/sous-espèces d'oiseaux proposées pour être ajoutées à l'Annexe II étaient *Brotogeris pyrrhopterus*, *Polystictus pectoralis pectoralis*, *Sporophila ruficollis*, *Pseudocolopteryx diuillianus* et *streptopelia turtur turtur*. Le groupe a estimé que toutes les cinq réunissaient les critères en vue d'une inscription à l'Annexe II et a appuyé les propositions avec les commentaires qui suivent.

207. *Brotogeris pyrrhopterus* était une espèce menacée qu'il aurait fallu proposer d'inscrire à l'Annexe I plutôt qu'à l'Annexe II, comme comptait le faire le Pérou, pays qui avait présenté la proposition. La proposition d'inscription à l'Annexe I était appuyée par une déclaration écrite de la Hongrie et était fortement recommandée par le Groupe de travail.

208. S'agissant de *Polystictus pectoralis pectoralis*, le Groupe de travail s'est demandé si l'espèce dans son ensemble, et non pas seulement la sous-espèce, devait être inscrite à l'Annexe II. Toutefois, en l'absence de la Partie ayant présenté la proposition, il a été décidé de ne recommander l'inscription que de la sous-espèce. Il serait possible de revenir sur cette question ultérieurement, sur la base d'informations supplémentaires.

209. M. Gibson (observateur pour le Royaume-Uni) a appelé l'attention du Conseil sur la menace commune qui pesait sur quatre espèces (*Anas formosa*, *Platela minor*, *Tringa guttifer*, et *Eurynorhynchus pygmeus*). Ces quatre espèces étaient toutes présentes en dehors de l'époque de la reproduction dans le même habitat côtier le long de la côte sud asiatique allant de la péninsule coréenne et de la Chine au Nord à l'Indonésie et à l'Australie au Sud. On constatait une perte et une dégradation des habitats dans ces régions et des prises d'oiseaux importantes, probablement en augmentation, à des fins alimentaires et commerciales. La réhabilitation des estuaires à des fins de développement rendait la perte des habitats particulièrement aiguë. Il y avait lieu de noter que les quatre espèces dont l'inscription à l'Annexe I était proposée étaient présentes dans les mêmes zones et les mêmes habitats et d'établir un lien entre les mesures nécessaires pour faire face aux facteurs communs qui pesaient lourdement sur leur conservation actuelle.

210. Concernant *Streptopelia turtur turtur*, le Conseiller pour le Sénégal a souligné la gravité des menaces qui pesaient sur l'oiseau et ses habitats au Sénégal. Le Groupe de travail avait estimé que de plus amples travaux étaient nécessaires pour améliorer la proposition d'inscription, notamment pour spécifier s'il fallait ajouter une sous-espèce ou l'espèce tout entière, et se mettre d'accord sur les actions prioritaires.

211. M. Pfeffer a noté que l'espèce faisait l'objet d'une chasse illégale en France pendant sa migration en mai, et qu'une décision de la CMS aiderait à concentrer l'attention sur le problème. Le Président a proposé qu'un petit groupe, comprenant les Conseillers pour le Mali, le Maroc et le Togo, qui étaient des Etats de l'aire de répartition, continue d'examiner la proposition et fasse rapport au Conseil à un stade ultérieur.

212. Par la suite, le Président du Groupe de travail sur la tourterelle européenne, le Conseiller pour le Sénégal, a indiqué que lui-même et les Conseillers pour le Maroc, le Mali et le Togo s'étaient rencontrés et avaient examiné à fond la proposition, faite à l'origine par le Gouvernement sénégalais, d'inscription de la tourterelle européenne (*Streptopelia turtur* sous-espèce *turtur*) à l'Annexe II entre eux et avec l'observateur de BirdLife International, organisation qui devait être félicitée pour son excellent travail. La proposition révisée II/20 répondait désormais à toutes les préoccupations et le Conseiller pour le Sénégal la recommandait au Conseil pour soumission à la septième session de la Conférence des Parties.

213. M. O'Sullivan (BirdLife International) a présenté le rapport du Groupe de travail sur la tourterelle européenne, faisant observer que nombre des Etats de l'aire de répartition de l'espèce n'étaient pas représentés au Conseil et qu'il fallait donc s'attendre à ce que la proposition fasse l'objet de débats pendant la Conférence des Parties.

Résumé

214. Le Président a considéré que la proposition d'inscription de la tourterelle européenne était acceptable pour le Conseil et a prié le Conseiller pour le Sénégal, dont le gouvernement présenterait la proposition aux Parties, et l'observateur de BirdLife International de suivre les progrès de la proposition tout au long de la Conférence des Parties.

215. Le Conseil a approuvé les propositions du Groupe de travail sur les oiseaux et a décidé d'incorporer les conclusions du Groupe dans le rapport du Conseil. Le Président a remercié M. Moser et les membres du Groupe pour leur travail.

Mammifères terrestres

216. M. Pfeffer a confirmé que le groupe de travail sur les mammifères terrestres avait été unanime dans sa réaction aux propositions relatives à l'inscription d'espèces aux Annexes I et II.

217. S'agissant de la proposition II/12 sur l'inscription à l'Annexe II de l'âne sauvage d'Asie (*Equus hemionus*), il a noté que la proposition concernant l'espèce *Equus hemionus* au sens le plus large, y compris les trois espèces *Equus hemionus*, *Equus onager* et *Equus kiang* répertoriées dans Wilson & Reeder (1993, Mammal Species of the world), l'autorité taxonomique pour les mammifères selon la recommandation 6.1. Il était par conséquent recommandé qu'au cas où la Conférence des Parties déciderait d'inscrire l'âne sauvage à l'Annexe II, les trois espèces figurent séparément, tout en ce fondant sur la proposition existante.

Résumé

218. Dans le résumé qu'il a fait, le Président a fait savoir que la réunion était satisfaite d'avoir présenté les propositions telles qu'elles figuraient dans le rapport du Groupe de travail. Il a remercié M. Pfeffer et les membres du Groupe pour leur travail.

219. Le Président a exprimé les remerciements du Conseil à tous ceux qui avaient participé dans les groupes de travail à l'élaboration des propositions relatives à l'inscription sur les listes pour leur professionnalisme dans le traitement de questions et procédures aussi difficiles que complexes lors de cette réunion du Conseil. Les propositions elles-mêmes étaient pour l'essentiel non controversées et étaient bien formulées et fondées sur des données concrètes et des informations fiables. Aussi était-il relativement aisé pour le Conseil scientifique d'avoir une idée claire sur chacune d'entre elles.

VII. EXAMEN ET APPROBATION DE LA LISTE DES ETATS DE L'AIRE DE REPARTITION POUR LES ESPECES INSCRITES AUX ANNEXES DE LA CMS

220. Le Fonctionnaire technique a présenté le document UNEP/CMS/Inf.7.2/Rev sur la liste des Etats de l'aire de répartition des espèces migratrices inscrites aux Annexes de la CMS. Ce document avait été établi en application de la Convention, le secrétariat étant prié à ce titre de compiler et tenir à jour une liste des Etats de l'aire de répartition pour les espèces inscrites aux Annexes I et II. Le secrétariat avait fait distribuer le projet de liste aux conseillers en juin 2002.

221. La version révisée de la liste dont était saisie la réunion comportait les observations de trois Parties (République tchèque, Slovaquie et Ouzbékistan) qui avait été reçues à temps. La liste révisée a été proposée pour approbation par le Conseil scientifique, en vue d'être soumise à la Conférence des Parties pour adoption.

222. L'intervenant a noté qu'il y avait un lien entre la future gestion de la liste des Etats de l'aire de répartition et les efforts en cours pour mettre sur pied un système de gestion de l'information. Cette question pourrait être discutée plus avant à la douzième réunion du Conseil scientifique.

Résumé

223. Notant qu'un tel document était inévitablement évolutif, la réunion a approuvé la liste des Etats de l'aire de répartition pour transmission à la Conférence des Parties à sa septième session.

VIII. PROGRES SUR D'AUTRES QUESTIONS EXIGEANT L'AVIS DU CONSEIL SCIENTIFIQUE

8.1 Nouveaux accords possibles (y compris mémorandums d'accord et plans d'action)

Chauves-souris

224. Le Conseil a entendu une présentation de M. Hutson sur les chauves-souris. Celui-ci a dressé un tableau de la situation des chauves-souris dans diverses régions, informant la réunion qu'il y avait près de 1 100 espèces de chauves-souris se répartissant en 18 familles. Il a exposé la situation des chauves-souris dans le monde et les plans d'action de conservation, notant que les chauves-souris n'étaient pas confrontées seulement à une réduction de leurs habitats et à des problèmes d'environnement, mais qu'elles subissaient aussi persécution et superstition. Certaines chauves-souris, comme en Asie du Sud-Est, étaient menacées non seulement parce qu'elles étaient considérées comme un nuisible du fait qu'elles mangeaient les récoltes de fruits, mais aussi parce qu'elles étaient une source de nourriture. M. Hutson a noté que les chauves-souris étaient une source de diversité considérable, qu'elles étaient d'importants pollinisateurs et distributeurs de graines, et qu'elles étaient aussi souvent des indicateurs d'une détérioration des conditions environnementales. Il a proposé huit espèces, d'Afrique, d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine, qui pourraient être inscrites à la CMS, de sorte à faire l'objet d'une attention particulière en matière de conservation.

Résumé

225. Le Conseil a pris note du rapport sur un accord régional possible concernant les chauves-souris (ScC11.Doc7) et a encouragé le secrétariat à continuer ses activités dans ce domaine, y compris l'élaboration de nouveaux accords sur les chauves-souris. Le Président a déclaré que les membres du Conseil s'étaient déclarés satisfaits de l'étude et seraient intéressés par un débat de fond sur les chauves-souris à la douzième réunion du Conseil scientifique.

Mammifères marins

226. M. Perrin a fait rapport sur le deuxième atelier sur la biologie et la conservation des petits cétacés et des dugongs d'Asie du Sud-Est, tenu aux Philippines en juillet 2002. Une quarantaine de scientifiques au total, venant d'un certain nombre de pays de la région, avaient participé à l'atelier. L'atelier avait examiné un plan d'action régional pour traiter des prises accidentelles de petits cétacés et de dugongs en Asie du Sud-Est, et avait établi un projet d'accord régional de la CMS. M. Perrin a indiqué qu'il avait été proposé que les travaux sur le plan d'action continuent par correspondance.

Résumé

227. Le Président a encouragé la poursuite des travaux sur le plan d'action par correspondance et invité M. Perrin à rendre compte au Conseil scientifique en temps utile.

8.2 Projets de petite envergure financés par la CMS

a) Rapport d'activité du secrétariat sur les projets achevés et en cours

228. L'expert technique du secrétariat de la CMS a présenté le document ScC11/Doc.8, contenant un aperçu de l'état d'avancement des projets de petite envergure financés par le Fonds d'affectation spéciale de la CMS, et son annexe en trois parties indiquant la situation des projets achevés ou en cours, des projets à un stade d'élaboration avancé et devant commencer pendant l'année en cours, et des projets approuvés en principe mais non encore entrepris. Il a signalé qu'un montant de 700 000 dollars avait été prélevé sur le Fonds d'affectation spéciale de la CMS pour l'exécution de projets. Le secrétariat a proposé que les fonds non alloués soient alloués aux projets de la Partie III sous réserve que des propositions de projet complètes à

cet effet soient élaborées avant la fin de l'exercice financier 2002 et que les fonds qui ne seraient pas utilisés puissent être réalloués pour financer de nouveaux projets remplissant les conditions nécessaires à leur exécution.

229. Mme Beudels (Conseillère pour la Belgique) a posé une question au sujet des projets sur les ongulés sahélo-sahariens mentionnés dans l'annexe au document. Le Président a proposé que ces points de détail soient réglés sur la base de consultations bilatérales au sein des groupes de travail taxonomiques concernés et/ou avec le secrétariat.

b) Procédures à suivre pour l'élaboration et la soumission des projets

230. L'expert technique a présenté le document ScC11/Doc.9 intitulé «Projet de Directives pour la préparation et la soumission des propositions de projets». Le format des précédentes directives, qui s'était inspiré d'un modèle de lettre d'accord, s'était avéré défectueux en raison même de sa conception. Le format révisé suggéré à la section B du projet de directives avait été conçu de manière à aider le Conseil à suivre le processus de sélection et de suivi. L'attention a été appelée sur la recommandation figurant à la section C concernant l'acheminement des propositions de projet par l'intermédiaire des Conseillers scientifiques et des Correspondants de la CMS, et sur les dispositions exigeant l'aval des autorités nationales compétentes pour des projets à mettre en œuvre dans des pays qui n'étaient pas Parties à la Convention. Les projets ayant une vaste portée géographique seraient élaborés en consultation avec les Conseillers scientifiques concernés, notamment le Correspondant pour l'espèce considérée ou les Conseillers désignés par la Conférence pour le Groupe taxonomique concerné ou pour la région considérée. Les propositions de projet ne seraient examinées entre les sessions que s'il s'agissait de cas d'urgence. Les projets sélectionnés seraient soumis à une évaluation approfondie pour en déterminer les avantages escomptés par rapport aux dépenses prévues.

Résumé

231. Le Président a conclu que le Conseil était unanime à penser que les directives révisées sur la présentation des projets étaient acceptables et pouvaient être adoptées à toutes fins utiles.

c) Nouvelles propositions de projets

232. Le Secrétaire exécutif adjoint a confirmé que le projet de budget soumis à la Conférence des Parties prévoyait l'affectation de 500 000 dollars sur trois ans pour les mesures de conservation.

233. Il a été décidé que les groupes de travail taxonomiques examinent les propositions de projet en vue de fournir des recommandations claires sur les travaux relatifs aux projets actuels et futurs de petite envergure.

234. M. Moser (Conseiller désigné) parlant au nom du Groupe de travail sur les oiseaux, a dit que le groupe avait constaté que l'inscription des projets était difficile du fait du manque de clarté de certaines propositions et a estimé qu'il y avait lieu de fournir davantage de précisions sur la façon de formuler les propositions. Le Groupe de travail a également jugé qu'il était nécessaire d'allouer des ressources pour la mise au point d'une stratégie globale en faveur des oiseaux.

235. M. Limpus (Conseiller désigné), parlant au nom du Groupe de travail sur les tortues marines, a dit que le Groupe avait également estimé qu'il y avait lieu de fournir plus de conseils sur la présentation des propositions de projet, et de renforcer les liens entre le Conseil et les mémorandums d'accord régionaux pour les tortues marines de l'Afrique de l'Ouest et de l'Océan Indien/Asie du Sud-Est.

236. M. Ba (Conseiller pour le Sénégal) a dit que les efforts consentis aux niveaux local et régional en vue de réaliser les objectifs de la Convention ne porteraient pleinement leurs fruits que si l'on soutenait davantage

la mise en place de réseaux et le renforcement des capacités au niveau régional, ainsi que la sensibilisation du public, faute de quoi on risquerait de voir l'élan se ralentir, voire se briser.

237. A la demande du Président, le Secrétariat s'est réuni avec MM. Limpus, Moser, Perrin et Schlatter (Conseillers désignés) pour discuter des modalités des propositions de projets à présenter à la Conférence des Parties pour financement. Un tableau résumant les propositions retenues a été communiqué à la réunion et est joint au présent rapport en tant qu'Annexe X (Annexe au rapport du Conseil scientifique X).

Résumé

238. Le Président a fait savoir que le montant des fonds disponibles ne serait connu qu'après l'adoption du budget définitif par la Conférence des Parties. Il a par conséquent proposé, ce que la réunion a approuvé, d'assumer la responsabilité, en consultation avec le secrétariat et les Conseillers désignés, de procéder à tout ajustement nécessaire dans la liste définitive des projets approuvés. A cet égard, il a demandé que les projets proposés restent dans des limites raisonnables d'un financement possible et a reçu des assurances en ce sens du secrétariat. Le Président a dit que cette question revêtait également de l'importance pour ce qui était des discussions sur le *modus operandi* du Conseil, et que l'idéal serait que le Président se charge de l'essentiel des travaux de détail concernant les propositions de projets, en coopération avec le secrétariat et les Conseillers désignés, préalablement aux réunions du Conseil scientifique.

8.3 Registre mondial des espèces migratrices (GROMS)

239. M. Blanke (Conseiller pour l'Allemagne), se référant aux documents UNEP/CMS/Inf.7.18 et UNEP/CMS/Conf.7.7 sur le Registre mondial des espèces migratrices, a exprimé l'avis qu'à la lumière de l'exposé fait par le PNUE/CMSC au titre du point 4.3 d) de l'ordre du jour sur le système d'information prototype de la CMS, il était temps de commencer à fusionner le GROMS, qui était disponible au travers de l'URL <http://www.groms.de>, avec ce système, tout en maintenant ses liens avec l'Université de Bonn et le Musée Koenig, et avec d'autres organisations comme BirdLife International.

240. M. Riede a ensuite fait une présentation en Powerpoint illustrant les capacités du GROMS et informé le Conseil qu'une base de données GROMS autonome avait été publiée à la fois sur CD-ROM et sous forme imprimée. Dans le cadre du projet, trois ateliers avaient été tenus, dont un sur le renforcement des capacités.

241. M. Riede a expliqué que sur les quelque 3 600 espèces et 5 600 sous-espèces identifiées comme migratrices en utilisant des critères purement biologiques et en retenant une limite inférieure de distance de migration de 100 km - plutôt qu'en appliquant la définition des espèces "migratrices" utilisée par la CMS - le GROMS couvrirait actuellement 1 567 espèces. A ce sujet, M. Riede a présenté un graphique basé sur la fonction d'évaluation des menaces du GROMS illustrant le fait qu'une centaine d'espèces menacées figurant sur la Liste rouge de l'UICN n'étaient pas répertoriées dans les Annexes de la CMS, ce qui donnait une idée de l'étendue de la tâche que le Conseil avait encore devant lui.

242. Au titre de l'action demandée au paragraphe 7 e) du document UNEP/CMS/Conf.7.7, il a estimé que le GROMS devrait être développé comme partie intégrante du plan de gestion de l'information. Si tel était le cas, l'harmonisation serait requise dans un certain nombre de domaines, y compris le calcul de l'aire de répartition des espèces et des Etats dans cette aire de répartition. A ce sujet, M. Riede a souligné que le GROMS était relié à un système d'information géographique (GIS) et il a exprimé sa conviction que ce lien était vital parce que le concept de migration supposait des changements dans l'espace et dans le temps que les seules données statiques ne pouvaient refléter de façon satisfaisante.

243. Il était dans l'intention des partenaires allemands du projet GROMS de travailler avec le secrétariat pendant les deux prochaines années pour fusionner le GROMS avec le système d'information de la CMS, et de proposer à la huitième session de la Conférence des Parties qu'il soit formellement transféré, l'Université de Bonn et le Musée Koenig continuant de fournir l'infrastructure. Entre-temps, environ 110 000 dollars de fonds de contrepartie, que le GROMS avait bon espoir de recevoir, étaient nécessaires.

Résumé

244. En conclusion, le Président a pris note des progrès réalisés sur le GROMS et des liens avec les besoins généraux du Conseil en matière d'informations.

8.4 Obstacles artificiels aux migrations et autres menaces envers les espèces migratrices et leurs habitats, l'accent étant mis sur les barrages et les éoliennes au large des côtes

245. M. Pritchard (observateur de BirdLife International) a présenté le rapport préparé par BirdLife International pour le compte du secrétariat (UNEP/CMS/Conf.7.16) au sujet de l'évaluation des impacts et des espèces migratrices. Expliquant que la CMS n'avait pas formellement établi de principes ou de directives sur l'évaluation des impacts sur l'environnement ou l'évaluation environnementale stratégique, il a noté que les Parties avaient fait savoir qu'elles avaient besoin de conseils techniques et d'indications sur le sujet. Il apparaissait que les pays tireraient profit d'une identification formelle des points soulevés, et d'une déclaration de l'importance de la question pour assurer une application efficace de la Convention. Il a estimé que les pays tireraient aussi profit d'une harmonisation internationale des lignes directrices concernant les principes, normes, techniques et procédures.

246. Présentant le projet de résolution sur le sujet (UNEP/CMS/Res.7.10), qui était proposé par la Hongrie et le Kenya en collaboration avec BirdLife International, M. O'Sullivan a rappelé que la sixième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, tenue à La Haye en avril 2002, avait approuvé des "Directives pour incorporer les questions liées à la biodiversité dans la législation et/ou les processus concernant l'évaluation des impacts sur l'environnement et dans l'évaluation environnementale stratégique". Pour éviter des doubles emplois, et dans l'esprit d'une coopération efficace entre les conventions, le projet de résolution soumis au Conseil recommandait simplement ces directives aux Parties à la CMS pour qu'elles les utilisent selon que de besoin. Il proposait en outre des activités que le Conseil pourrait entreprendre, en coopération avec d'autres organisations. M. O'Sullivan a dit combien il appréciait l'intérêt que la CMS portait aux activités d'évaluation des impacts sur l'environnement, et il a exprimé l'avis que le projet de résolution était un utile pas en avant sur le sujet.

247. M. Davidson (observateur pour le Bureau de Ramsar) a dit que le Comité scientifique et le Comité permanent de la Convention de Ramsar avaient décidé que les directives approuvées par la Convention sur la diversité biologique étaient applicables, fût-ce avec des annotations pour interpréter comment elles s'appliquaient et se rapportaient spécifiquement à la Convention Ramsar. Il a exprimé l'avis qu'une voie similaire pourrait être suivie par la CMS. M. Steve Gibson (observateur pour le Royaume-Uni) a dit qu'il appuyait l'intention du projet de résolution et la proposition faite par l'observateur de Ramsar.

248. M. Bagine (Conseiller pour le Kenya) a souligné que le projet de résolution était conforme aux objectifs de la CMS et il a recommandé la résolution au Conseil.

Résumé

249. Le Conseil scientifique a approuvé le projet de résolution pour transmission à la septième session de la Conférence des Parties, étant entendu que le Conseiller pour le Kenya, l'observateur du Royaume-Uni et les observateurs de Ramsar et de BirdLife International tiendraient des consultations informelles pour mettre la dernière main au projet de résolution avant sa soumission à la Conférence des Parties.

250. Au nom du Conseil, le Président a exprimé ses remerciements aux gouvernements de la Hongrie et du Kenya, et à BirdLife International, pour avoir préparé et proposé le projet de résolution.

251. Présentant des documents additionnels, M. Blanke (Conseiller pour l'Allemagne) a dit que son gouvernement et des organisations non gouvernementales s'occupant de conservation avaient examiné quatre menaces contre les espèces migratrices qui pourraient être considérées comme des obstacles artificiels à la migration.

Collision des navires avec les baleines

252. Il a attiré l'attention sur le document ScC11/Inf.7 concernant les incidences des collisions entre navires et baleines. A la lumière des conséquences considérables que de tels accidents avaient sur les baleines en migration, il a demandé que le problème soit examiné et discuté à fond à la réunion suivante du Conseil, en vue de faire des recommandations sur les mesures à prendre.

253. M. Perrin (Conseiller désigné) s'est félicité du document au nom du Groupe de travail sur les mammifères marins et les grands poissons, notant que la baleine franche de l'Atlantique Nord (*Eubaleana glacialis*), en particulier, souffrait de collisions plus fréquentes avec les navires en raison de l'intensification du trafic maritime.

Impact des parcs éoliens

254. Concernant l'impact des éoliennes marines sur les espèces migratrices, M. Blanke a présenté le document UNEP/CMS/Res.7.13, contenant un projet de résolution soumis par l'Allemagne. Vu l'exploitation croissante des énergies nouvelles et renouvelables, les parcs éoliens se multipliaient rapidement et bien d'autres étaient prévus, en particulier au large des côtes. Malheureusement, une connaissance insuffisante des modes de migration de nombreuses espèces marines faisait que les impacts négatifs de ces parcs éoliens sur les espèces migratrices étaient à ce jour inconnus. La Convention sur la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (OSPAR) avait recueilli des informations sur ces impacts et avait décidé que des directives des Parties étaient nécessaires. Il fallait se pencher sur les questions d'environnement marin pendant le processus de planification de ces parcs éoliens et adopter une approche harmonisée de leur développement. M. Blanke a esquissé les éléments clés du projet de décision.

255. M. Pritchard (observateur de BirdLife International) a noté la possibilité d'une coopération entre la CMS et la Convention de Berne, qui préparait une étude de l'impact des parcs éoliens sur les oiseaux, étude dont l'achèvement était prévu pour la fin de 2002. Il a proposé que la résolution prenne en compte la nécessité d'atténuer les effets des parcs éoliens sur les espèces en général, pas seulement les espèces répertoriées. En outre, les parcs éoliens installés à terre montraient les mêmes impacts négatifs, et devraient être inclus dans le champ d'application de la résolution envisagée, car celui du seul environnement marin était trop étroit.

256. M. Schlatter (Conseiller désigné) a estimé lui aussi que l'impact des éoliennes basées à terre sur l'avi-faune devrait également être pris en compte.

Résumé

257. Le Conseil scientifique a approuvé le projet de recommandation, tel qu'il avait été modifié pendant la discussion, pour transmission à la septième session de la Conférence des Parties. Il est aussi convenu que M. Blanke et M. Perrin se tiendraient en rapport pendant la période allant jusqu'à la douzième réunion du Conseil scientifique sur la question de l'impact des parcs éoliens en mer sur les mammifères marins.

258. Au nom du Conseil, le Président a exprimé ses remerciements à M. Blanke et au Gouvernement allemand pour avoir préparé et proposé le projet de résolution.

Conséquences de la pollution des mers par les hydrocarbures

259. S'agissant des conséquences de la pollution des zones situées au large des côtes par les hydrocarbures sur les espèces migratrices, M. Blanke a présenté le document UNEP/CMS/Res.7.11 qui contenait un projet de résolution soumis par l'Allemagne et en a énuméré les points essentiels.

260. M. Moser a fait observer que les installations pétrolières situées au large des côtes dans les zones humides provoquaient les mêmes problèmes dont souffraient les espèces migratrices et a cité plusieurs exemples dans la région caspienne et au Mexique. La résolution en question devrait donc s'appliquer à tous

les systèmes aquatiques et non pas uniquement aux installations offshore. Il était nécessaire d'élaborer des lignes directrices sur cette question et d'examiner également le rôle des entreprises et du secteur privé, qui pourraient fournir des informations très importantes pour le processus.

261. M. Moksia (Conseiller pour le Tchad) a appelé l'attention sur le problème posé par l'utilisation de pesticides non réglementés dans sa région, qui avait des effets néfastes sur les espèces migratrices. Des substances utilisées dans sa région étaient interdites en Europe et ailleurs, aussi une approche mondiale du problème serait-elle souhaitable.

Résumé

262. Le Président a proposé que la question des conséquences de l'utilisation des pesticides sur les espèces migratrices serait examinée entre les sessions, proposition que le Conseil scientifique a approuvée.

263. Le Conseil scientifique a approuvé le projet de recommandation, tel qu'amendé au cours de la discussion, pour communication à la septième réunion de la Conférence des Parties.

264. Au nom du Conseil, le Président a remercié M. Blanke et le Gouvernement allemand pour avoir élaboré et proposé le projet de résolution.

Electrocution des oiseaux migrateurs

265. En ce qui concerne l'électrocution des oiseaux migrateurs, M. Blanke a présenté le document UNEP/CMS/Res.7.11 qui contenait un projet de résolution soumis par l'Allemagne, et en a énuméré les points essentiels. Il a également appelé l'attention sur le document UNEP/CMS/Inf.21, une brochure élaborée par la German Society for Nature Conservation (NABU), qui a recensé les pratiques proposées pour la protection des oiseaux, s'agissant des lignes électriques. Il a expliqué que les solutions techniques existaient pour ce problème, qui étaient économiquement viables et permettaient même d'améliorer la stabilité de l'alimentation en électricité. Une législation était nécessaire pour protéger les espèces d'oiseaux migrateurs, en particulier celles les plus menacées, contre le danger des lignes électriques. M. Blanke a exprimé ses remerciements aux organisations non gouvernementales, en particulier la NABU, qui avaient effectué des travaux sur ce sujet.

266. M. Nipkow (observateur pour la NABU) a fait part du contenu de la brochure publiée par la NABU et a exprimé l'espoir que le projet de résolution bénéficiera d'un large appui. En réponse à une question, il a expliqué que la question de la mortalité des oiseaux due à l'électrocution sur les lignes électriques n'avait pas été examinée parce qu'une tâche aussi ambitieuse ne promettait aucune solution rapide. Son organisation avait décidé de procéder par étapes afin d'obtenir des progrès, même s'ils restaient limités.

Résumé

267. Le Conseil scientifique a approuvé le projet de recommandation tel qu'amendé au cours de la discussion, pour communication à la septième réunion de la Conférence des Parties.

268. Au nom du Conseil, le Président a remercié M. Blanke et le Gouvernement allemand pour avoir élaboré et proposé le projet de résolution, ainsi qu'à la NABU pour sa contribution dans ce domaine.

269. Le Conseil a également décidé de reprendre l'examen de cette question à sa douzième réunion et de se pencher sur ses aspects les plus généraux.

8.5 Lignes directrices sur la télémétrie par satellite des oiseaux migrateurs

270. M. Limpus (Conseiller désigné) a informé le Conseil que la question des lignes directrices pour la télémétrie par satellite des oiseaux migrateurs avait été discutée à la dixième réunion du Conseil scientifique, à Edimbourg. Un rapport sur la question figurait à l'annexe 6 du rapport de la réunion d'Edimbourg (ScC.11/Inf.1).

271. M. Baker (Conseiller pour l'Australie) a noté que le document avait été à l'origine préparé sur une espèce menacée, le courlis à bec grêle, mais qu'il avait été par la suite étendu à tous les oiseaux migrateurs. Il était nécessaire de mettre à jour les références figurant dans le document.

Résumé

272. Le Président a prié M. Baker de fournir le document mis à jour complet au secrétariat, qui le distribuerait à tous les Conseillers. La réunion est convenue de prendre note du document.

8.6 Incidence des changements climatiques sur les espèces migratrices

273. Le Président a ouvert le débat sur les changements climatiques en rappelant la discussion qui avait eu lieu à la dixième réunion et en notant que la question était très vaste. Bien qu'il soit difficile de déterminer quelles activités de la CMS pourraient avoir un impact utile, il demeurerait nécessaire d'examiner les aspects scientifiques.

274. M. Davidson (observateur pour le Bureau de Ramsar) a noté que la Conférence des Parties à la Convention de Ramsar avait autorisé une étude de l'impact des changements climatiques par un comité scientifique et technique. Il a émis l'avis que la tâche de la CMS, au stade actuel, pourrait être d'établir quelles informations les diverses Parties et organisations détenaient et d'identifier les lacunes à combler.

275. M. Perrin (Conseiller désigné) a dit que les changements climatiques étaient une préoccupation permanente de la Commission baleinière internationale, en particulier s'agissant de ses effets sur l'Arctique et l'Antarctique.

Résumé

276. Le Conseil a noté l'importance du sujet et son intérêt particulier pour les travaux de la Convention de Ramsar et de la Commission baleinière internationale. Il est convenu que le secrétariat demanderait aux Parties d'entreprendre une étude de l'impact du changement climatique sur les espèces migratrices, à rassembler pour la douzième réunion du Conseil.

8.7 Mise à jour des Annexes de la CMS du fait de modifications dans la taxonomie des espèces

277. L'expert technique du secrétariat de la CMS a présenté le document ScC11/Doc.11. Il a souligné le fait que l'espèce *Procellaria aequinoctialis* et la sous-espèce *Procellaria aequinoctialis conspicillata* étaient toutes deux répertoriées à l'Annexe II. Cela était dû au changement des noms d'espèces à l'issue de l'adoption de références taxonomiques à la sixième réunion de la Conférence des Parties.

278. M. Ebenhard (Conseiller pour la Suède) a dit que la situation était fâcheuse. La chose à faire était simplement de laisser de côté la sous-espèce, en notant que cela ne signifiait pas que la sous-espèce ne figurait plus à l'Annexe II mais qu'elle figurait simplement sous l'appellation *Procellaria aequinoctialis*. M. Baker (Conseiller pour l'Australie) s'est dit du même avis que M. Ebenhard.

279. A la demande du Président, le Secrétaire exécutif adjoint a confirmé que de telles anomalies s'étaient produites dans le passé et qu'une clarification pourrait être apportée à l'Annexe II au moyen d'une note en regard de l'espèce.

Résumé

280. Le Président a fait savoir que le Conseil approuvait la solution proposée et qu'il soulèverait la question dans son rapport à la Conférence des Parties.

281. M. Perrin a rappelé à la réunion qu'une nouvelle taxonomie pour les baleines franches avait été approuvée à la dixième réunion du Conseil tenue à Edimbourg en mai 2001, ce qui avait conduit à la rectification des annexes. *Baleana glacialis glacialis* était devenue *Eubalaena glacialis* (Atlantique Nord) et *Eubalaena Japonica* (Pacifique Nord), alors que *Balaena glacialis australis* était devenue *Eubalaena australis*.

8.8 Autres résolutions et recommandations en cours d'élaboration

282. Il n'a été fait état d'aucune résolution ou recommandation.

IX. COLLABORATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS INTER-GOUVERNEMENTALES ET NON GOUVERNEMENTALES

283. Le Secrétaire exécutif adjoint a présenté un rapport sur la collaboration avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales (UNEP/CMS/Conf.7.11).

284. Il a pris note de l'achèvement d'un programme de travail commun avec la CDB (UNEP/CMS/Inf.7.13) et a signalé qu'un programme de travail commun avec la CBI était prévu.

285. Des mémorandums d'accord étaient prêts à être signés avec la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) (UNEP/CMS/Conf.7.11/Annexe 2) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (UNEP/CMS/Conf.7.11/Annexe 3). D'autres mémorandums étaient en cours d'élaboration avec la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) et avec Wetlands International.

286. Un mémorandum d'accord signé en 1997 avec la Convention de Ramsar était en cours d'étoffement afin d'en faire un document plus consistant grâce à un programme de travail détaillé et en étendre l'application à l'AEWA. Ce document nécessitait toutefois d'être affiné avant d'être présenté pour observations.

287. M. Davidson (observateur pour le Bureau de Ramsar) a mis l'accent sur l'importance que revêtait l'identification des complémentarités et des synergies entre les organisations. Les parties contractantes devaient s'acquitter de très nombreuses tâches au titre de toute une variété d'accords; aussi importait-il de simplifier leur tâche aux niveaux national et local en identifiant les objectifs communs.

288. M. Davidson a invité le Président du Conseil scientifique à représenter la CMS à la prochaine réunion du Comité scientifique et technique de la Convention de Ramsar. Le Président l'a remercié de son invitation et lui a fait savoir qu'il espérait bien le faire.

289. Le Conseil a pris note de l'importance des programmes de travail communs et a indiqué qu'il attendait avec intérêt la signature d'autres accords.

290. Mme van Klaveren (observatrice pour l'ACCOBAMS) a noté, à titre d'exemple de synergie, que le projet de conservation pour les tortues de l'Adriatique qui avait été présenté à la CMS pourrait être mis en œuvre avec un appui renforcé de la part des Conventions de Berne et de Barcelone.

291. M. Boere (observateur pour Wetlands International) a informé le Conseil qu'une proposition pour un plan de travail commun était déposée au secrétariat. Des discussions étaient en cours sur la stratégie commune pour les terres humides d'Amérique centrale et de la côte pacifique d'Amérique du Sud, en vue d'aboutir à un accord formel.

292. Le Conseil s'est félicité du rôle joué par Wetlands International dans la fourniture de données scientifiques pour étayer une bonne partie du travail de la CMS.

Exposé sur l'Evaluation des Ecosystèmes pour le Nouveau Millénaire (Millennium Ecosystem Assessment)

293. Un document d'information sur l'Evaluation des Ecosystèmes pour le Nouveau Millénaire a été distribué avant le Conseil comme document UNEP/CMS/Inf.7.22. M. Nevil Ash (Secrétariat de l'association des écosystèmes pour le nouveau millénaire) a fait un exposé, expliquant qu'elle était conçue aux niveaux mondial et régional pour faire une évaluation à différentes échelles de la capacité des écosystèmes à assurer le bien-être humain et la vie sur Terre. Elle était conçue pour répondre aux besoins de toute une variété d'utilisateurs, notamment les conventions environnementales, les organisations intergouvernementales, le secteur privé, la société civile et les organisations autochtones. L'évaluation pour le nouveau millénaire était fondée sur trois principaux éléments : la légitimité politique, la crédibilité scientifique et le particularisme. Elle a fait intervenir quatre groupes de travail, respectivement sur les conditions et les tendances, les scénarios, les mesures prises, et l'évaluation régionale. L'évaluation devait se poursuivre jusqu'en 2004. En 2001, le projet avait tenu une série de réunions de conception; ses activités avaient commencé en 2002 et devraient se poursuivre jusqu'en 2003 et un processus d'examen serait mis en place en 2004. Les rapports établis dans le cadre de cette évaluation consisteraient en un rapport sur le cadre conceptuel, un rapport d'évaluation établi par chacun des groupes de travail, un rapport sur l'évaluation régionale, et un rapport de synthèse sur la biodiversité, la désertification, les terres humides, le secteur privé, et le bien-être humain.

294. Il a fait part de la façon dont la CMS pourrait bénéficier de l'évaluation pour le nouveau millénaire en ouvrant un dialogue entre les deux organisations, grâce aux informations sur la gestion et sur les décisions de principe prises par les Parties. Le projet était conçu autour des besoins de ses utilisateurs, mais pourrait prendre en considération les besoins d'autres utilisateurs.

Résumé

295. Le Président a remercié M. Ash pour son exposé et a informé la réunion sur la tenue d'une réunion parallèle sur l'évaluation pour le nouveau millénaire qui se tiendrait en même temps que la septième réunion de la Conférence des Parties. L'évaluation pour le nouveau millénaire pourrait revêtir une grande importance au regard de la conception globalisante des besoins des Parties à la CMS en matière d'information, aussi le secrétariat devait-il examiner plus avant cette question.

X. ELECTIONS

296. Le Président et le Vice-Président ont préféré quitter la salle de réunion pendant toute la durée de l'examen de l'élection des membres du Bureau pour la période triennale suivante de la Conférence des Parties.

297. Le Secrétaire exécutif adjoint a rappelé au Conseil qu'en vertu de son Règlement Intérieur, celui-ci devait élire un Président et un Vice-Président pour la période triennale suivante, avant la septième réunion de la Conférence des Parties. Cela avait été annoncé dans l'ordre du jour annoté de la réunion et à l'ouverture de celle-ci, dans le but de trouver des candidats. Il a informé le Conseil que M. Galbraith s'était déclaré disposé à continuer d'assurer les fonctions de Président.

298. Le Secrétaire exécutif adjoint a informé la réunion qu'aucune autre candidature n'avait été présentée pour le poste de Président du Conseil scientifique avant la date limite fixée par le secrétariat. Il a par conséquent invité la réunion à approuver, par acclamation, la reconduite de M. Colin Galbraith (Royaume-Uni), dans ses fonctions de Président du Conseil pour la période triennale suivante. La réunion a approuvé cette proposition par acclamation.

299. Le Secrétaire exécutif adjoint a également informé la réunion qu'aucune autre candidature n'avait été présentée pour le poste de Vice-Président du Conseil scientifique avant la date limite fixée par le secrétariat, et que M. John Mshelbwala (Nigéria) s'était déclaré disposé à continuer à assumer les fonctions de Vice -Président. Il a par conséquent invité la réunion à approuver par acclamation la reconduite de M. Mshelbwala en tant que Vice-Président du Conseil pour la période triennale suivante.

300. M. Pfeffer (Conseiller désigné) a fait remarquer que les principaux postes du Conseil étaient occupés par des membres anglophones. Il a également noté que M. Abdellah El Mastour (Conseiller pour le Maroc) avait présenté sa candidature pour le poste de Vice-Président lors d'une précédente occasion et avait confirmé qu'il serait disposé à présenter à nouveau sa candidature afin que l'équilibre linguistique soit assuré entre les membres du Conseil. Par conséquent, M. Pfeffer a proposé la candidature de M. El Mastour au poste de Vice-Président.

301. Le Secrétaire exécutif adjoint a noté que la date limite pour le dépôt des candidatures était déjà dépassée. Il a proposé que les préoccupations relatives à l'équilibre linguistique pourraient être apaisées à l'idée de créer des postes pour quatre Vice-Présidents en tenant compte de l'équilibre régional, comme il a été affirmé au début de la réunion. MM. El Mastour et Pfeffer ont accepté cette explication.

302. La réunion a approuvé par acclamation la reconduite de M. Mshelbwala dans ses fonctions.

303. Le Président et le Vice-Président ont regagné la salle de réunion. Le Président a félicité M. Mshelbwala de sa réélection.

304. Le Président a remercié M. Moser pour sa contribution au travail du Conseil en tant que Conseiller désigné pour les oiseaux et a annoncé que le départ de M. Moser a fait que le Conseil a recommandé un candidat pour le remplacer en tant que Conseiller désigné. Le Président a proposé la candidature de M. John O'Sullivan, connu pour ses connaissances solides et son enthousiasme, pour les travaux du Conseil scientifique et de la CMS en général.

305. M. Moser a dit que le Conseiller désigné pour les oiseaux devrait avoir une solide connaissance du taxon des oiseaux, des liens régionaux bien établis au niveau mondial et un appui institutionnel solide. Il était particulièrement heureux de voir en M. O'Sullivan un successeur qui disposait d'une expérience plus grande que la sienne, qui était essentiellement limitée aux oiseaux d'eau. M. O'Sullivan ferait également bénéficier les activités du Conseil d'un engagement et d'une expérience de grande qualité.

306. Le Président a noté que M. Devillers (absent) avait demandé que son appui pour M. O'Sullivan soit consigné et que ce dernier bénéficiait d'un appui général. Il en a conclu que la réunion avait décidé de recommander à la Conférence des Parties sa nomination en tant que Conseiller désigné pour les oiseaux.

XI. DATES ET LIEU DE LA DOUZIEME REUNION DU CONSEIL SCIENTIFIQUE

307. Le Secrétaire exécutif adjoint a invité le Conseil à examiner les dates et lieu de la douzième réunion du Conseil laquelle, conformément à la pratique consistant à tenir une réunion entre les sessions avant la huitième Conférence des Parties, se tiendrait au début de 2004. Aucune invitation à accueillir le Conseil n'était pressentie pendant la durée de la réunion, cela dit, les Parties pourraient contacter le secrétariat au sujet des obligations du Gouvernement hôte, qui prévoient notamment que celui-ci prenne à sa charge les frais supplémentaires encourus au titre de la tenue de la réunion ailleurs qu'à Bonn.

XII. QUESTIONS DIVERSES

Exposé sur l'oie naine

308. M. Johan Mooij (ZWFD) a fait un exposé sur un projet destiné à introduire des oies naines (*Anser erythropus*) parmi la population Fennoscandienne de l'espèce au moyen de l'imprégnation de jeunes oies à bord d'avions ultra légers motorisés.

309. A la suite de cet exposé, le Président a invité les Parties intéressées à reprendre le débat sur ce projet sur une base bilatérale et a encouragé toutes les Parties à la CMS à collaborer aux fins de la conservation de toute la population d'oies naines.

Adoption du rapport

310. Le Président a annoncé que le rapport du Conseil sur ses délibérations jusqu'à leur conclusion le lundi 16 septembre avait été distribué dans les documents SC11/Doc.L.1 et Add.1. Il a invité les participants à communiquer par écrit au secrétariat toutes corrections qu'ils jugeraient utiles.

311. Le Président a résumé les questions qui avaient été examinées par le Conseil au cours de ses réunions et qu'il entendait souligner dans son rapport à la Conférence des Parties. Il a mentionné en particulier l'apport très utile des groupes de travail régional et taxonomique à la réunion en cours, les progrès réalisés en vue de l'amélioration du *modus operandi* du Conseil, l'examen des propositions relatives à l'inscription d'espèces sur les Annexes I et II ainsi qu'aux mesures concertées et de coopération, et la nécessité d'intensifier le contact et d'améliorer la qualité du travail du Conseil entre les sessions, même si cela nécessitait un financement additionnel. Il a remercié tous les participants à la réunion pour leur contribution enthousiaste et professionnelle au travail du Conseil.

Diffusion des documents de la réunion

312. M. Baker (Conseiller pour l'Australie) a demandé au secrétariat de produire un CD-ROM contenant tous les documents de la réunion en cours, pour distribution à tous les Conseillers. Il a également proposé que les documents de la pré-session soient distribués pour la réunion suivante sur CD-ROM, afin de faciliter un préexamen des documents par les Conseillers, sans que ces derniers recourent aux liaisons à haut débit de l'Internet.

313. La réunion a approuvé cette proposition et a demandé au secrétariat de poursuivre l'examen de la question entre les sessions.

314. Notant que le Secrétaire exécutif adjoint, qui avait participé au travail du Conseil scientifique depuis 1991, participait à une réunion du Conseil pour la dernière fois, le Président l'a remercié pour sa contribution. Il a également remercié le fonctionnaire technique du secrétariat de la CMS pour sa contribution à la réunion en cours.

Rapport du Conseil Scientifique sur les travaux de sa Onzième Réunion

315. Le secrétariat a été chargé de la finalisation du rapport de la réunion.

XIII. CLOTURE DE LA REUNION

316. Après l'échange des courtoisies d'usage, le Président a déclaré la réunion close à 13 h 5.

LISTE DES ANNEXES AU RAPPORT DU CONSEIL SCIENTIFIQUE

| | |
|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Annexe au rapport du Conseil scientifique I : | Liste des participants |
| Annexe au rapport du Conseil scientifique II : | Ordre du jour de la réunion |
| Annexe au rapport du Conseil scientifique III : | Rapport du Groupe de travail sur les mesures concertées (y compris le rapport révisé du secrétariat, ScC11/Doc.3) |
| Annexe au rapport du Conseil scientifique IV : | Rapport du Groupe de travail sur les mammifères terrestres (<i>original français</i>) |
| Annexe au rapport du Conseil scientifique V : | Rapport du Groupe de travail sur les mammifères marins et les grands poissons |
| Annexe au rapport du Conseil scientifique VI : | Rapport du Groupe de travail sur les oiseaux |
| Annexe au rapport du Conseil scientifique VII : | Rapport du Groupe de travail sur les tortues marines |
| Annexe au rapport du Conseil scientifique VIII : | Rapport du Groupe de travail sur les prises accidentelles |
| Annexe au rapport du Conseil scientifique IX : | Rapport sur les conséquences des critères d'inscription de l'UICN pour la CMS |
| Annexe au rapport du Conseil scientifique X : | Projet de tableau récapitulatif des projets approuvés en principe par le Conseil scientifique de la CMS à sa onzième réunion |

Annexe au rapport du Conseil scientifique I

LISTE DES PARTICIPANTS

CHAIRMAN/PRESIDENT/PRESIDENCIA

Dr. Colin A. **Galbraith**
Head of Advisory Services
Scottish Natural Heritage
2/5 Anderson Place
Edinburgh EH6 5NP
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido
Tel.: (+44 131) 446 2404
Fax: (+44 131) 446 2491 / 2405
E-Mail: COLIN.GALBRAITH@snh.gov.uk

VICE-CHAIRMAN/VICE-PRESIDENT/VICE-PRESIDENTE

Mr. John H. **Mshelbwala**
Chief Environmental Scientist
Federal Ministry of Environment
Environment House, Rm 321
Independence Way
opp. National Hospital
P.M.B. 265
Garki, Abuja, F.C.T.
NIGERIA/Nigéria/Nigeria
Tel.: (+234 9) 234 2807 / 670 6652
Fax: (+234 9) 523 4014 / 4119 / 4932
E-Mail: fmenv@hyperia.com,
johnmshelbwala2@yahoo.com

MEMBERS/MEMBRES/MIEMBROS

M. Dieudonné **Ankara**
Ministère de l'industrie minière et de
l'environnement
Direction générale de l'environnement
B.P. 958
54, rue Bordeaux Oeunzé
2124 Brazzaville
CONGO/Congo/Congo
Tel.: (+242) 516750 / 814030 / 815979
Fax: (+242) 81 03 30 / 81 08 47
E-Mail: grasp@webmail.com,
ankara@francite.com

Dr. A. Djalaliddin **Asimov**
Director
Zoological Institute
Academy of Sciences
7 Kadiry str.
700095 Tashkent
UZBEKISTAN/Ouzbékistan/Uzbekistán
Tel.: (+998 712) 41 30 80 / 41 04 42
Fax: (+998 712) 413 990 / 415 633
E-Mail: halmat@ecoinf.org.uz

M. Demba Mamadou **Ba**
Directeur des Parcs nationaux
Ministère de la Jeunesse de l'Environnement
et de l'Hygiène Publique
Direction des Parcs Nationaux
B.P. 5135
Hann Zoological and Forestry Parks
Dakar Fann
SENEGAL/Sénégal/Senegal
Tel.: (+221) 832 2309
Fax: (+221) 832 2311
E-Mail: dpn@sentoo.sn

Dr. Richard K. **Bagine**
Chief Scientist
Kenya Wildlife Service
P.O. Box 40241
Nairobi
KENYA/Kenya/Kenya
Tel.: (+254 2) 50 61 69
Fax: (+254 2) 50 41 33
E-Mail: kws@kws.org, research@kws.org

Mr. Barry **Baker**
Asst. Director
Wildlife Australia, Wildlife Scientific Section
Environment Australia
G.P.O. Box 787
Canberra ACT 2601
AUSTRALIA/Australie/Australia

Tel.: (+61 2) 62 74 24 02
Fax: (+61 2) 62 74 24 55
E-Mail: barry.baker@ea.gov.au

Dr. Attila **Bankovics**
Hungarian Natural History Museum
Baross u. 13
1088 Budapest
HUNGARY/Hongrie/Hungría

Tel.: (+36 1) 210 1075 ext 5044
Fax: (+36 1) 334 2785
E-Mail: bankovic@zool.nhmus.hu

Dr. Roseline C. **Beudels-Jamar de Bolsee**
Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique
29, rue Vautier
1000 Bruxelles
BELGIUM/Belgique/Bélgica

Tel.: (+32 2) 627 43 54
Fax: (+32 2) 649 48 25
E-Mail: roseline.beudels@naturalsciences.be

Dr. Olivier **Biber**
Chef des Questions internationales Nature et
Paysage
Office fédéral de l'environnement, des forêts, et du
paysage (OFEFP)
3003 Berne
SWITZERLAND/Suisse/Suiza

Tel.: (+41 31) 323 0663
Fax: (+41 31) 324 7579
E-Mail: olivier.biber@buwal.admin.ch

Lic. Daniel E. **Blanco**
Encargado de Programa de América del Sur
Wetlands International South America
Programme
25 de Mayo 758 10EG
C1002 ABO
Buenos Aires
ARGENTINA/Argentine/Argentina

Tel.: (+54 11) 43 12 09 32
Fax: (+54 11) 43 12 09 32
E-Mail: dblanco@wamani.apc.org

Dr. Rainer **Blanke**
Bundesamt für Naturschutz
Konstantinstr. 110
53179 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 8491 115
Fax: (+49 228) 8491 119
E-Mail: blanker@bfn.de

Dr. Pierre **Devillers**
Institut Royal des Sciences Naturelles de
Belgique
29, rue Vautier
1000 Bruxelles
EUROPEAN COMMUNITY/Communauté
européenne/Comunidad Europea

Tel.: (+32 2) 627 43 54
Fax: (+32 2) 649 48 25
E-Mail: pierre.devillers@naturalsciences.be

Dr. Torbjörn **Ebenhard**
Scientific Research Director
The Swedish Biodiversity Centre
Biologisk Mångfald - CBM
P.O. Box 7007
75007 Uppsala
SWEDEN/Suède/Suecia

Tel.: (+46 18) 67 22 68
Fax: (+46 18) 67 35 37
E-Mail: torbjorn.ebenhard@cbm.slu.se

M. Abdellah El Mastour
Chef du Service de la protection de la nature
Ministère des Eaux et forêts
B.P. 605
Rabat-Chellah
MOROCCO/Maroc/Marruecos

Tel.: (+212 37) 67 11 05
Fax: (+212 37) 76 68 55 / 76 44 46 / 67 00 87
E-Mail: elmastour@athena.online.co.ma

Dr. Esam Ahmed Elbadry
Nature Conservation Section
Egyptian Environment Affairs Agency
42 El Medina El Monawara St. Apt. 6
Cairo, Mohandeseen
EGYPT/Egypte/Egipto

Tel.: (+20 2) 761 5542
Fax: (+20 2) 336 9083
E-Mail: medwetcoast@link.net

Dr. Jirí Flousek
Deputy Director
Krkonose National Park
Vrchlabí-zámek
543 11 Vrchlabí
CZECH REPUBLIC/République
Tchèque/República Checa

Tel.: (+420 438) 45 62 12
Fax: (+420 438) 42 20 95
E-Mail: jflousek@krnap.cz

Mr. Zurab Gurielidze
Chairman of the Board
Noah's Ark Centre for the Recovery of
Endangered Species (NACRES)
P.O. Box 20
380079 Tbilissi
GEORGIA/Géorgie/Georgia

Tel.: (+995 32) 53 71 25
Fax: (+995 32) 53 71 24
E-Mail: zurab.gurielidze@nacres.org

M. Abdou Malam Issa
Ingénieur des Eaux et Forêts
Direction de la faune, pêche et pisciculture
Ministère Hydraulique Environnement
B.P. 721
Niamey
NIGER/Niger/Níger

Tel.: (+227) 73 33 29 / 73 40 69
Fax: (+227) 73 27 84 / 73 60 12 / 73 55 91
E-Mail: ucnpmdep@intnet.ne

Dr. Badamjav Lhagvasuren
901 Redbud Apartments
Bloomington, Indiana 47408
MONGOLIA/Mongolie/Mongolia

Tel.: (+1 812) 857 3255
Fax:
E-Mail: lhagvabad@yahoo.com,
lbadamja@indiana.edu

Prof. Dr. Branko Micevski
President
Bird Study and Protection Society
Zoological Department, Faculty of Sciences
Gazi Baba b.b.
91000 Skopje
MACEDONIA, THE FORMER
YUGOSLAV REPUBLIC OF/l'ex-
République yougoslave de Macédoine/la ex
República Yugoslava de Macedonia

Tel.: (+389 2) 432 071 / 430 927
Fax: (+389 2) 432 071
E-Mail: brankom@ukim.edu.mk

M. Djadou Moksia
Ingénieur des Techniques Forestières
Direction de protection de la faune et des
parcs nationaux
Ministère de l'Environnement et de l'Eau
B.P. 905
N'Djamena
CHAD/Tchad/Chad

Tel.: (+235) 52 23 05
Fax: (+235) 52 44 12
E-Mail: zakouma@intnet.td

M. Abdou-Kérim **Moumouni**
Directeur de la Faune et Chasse
Ministère de l'Environnement
B.P. 355
Lomé
TOGO/Togo/Togo

Tel.: (+228) 260059 / 2214028/29
Fax: (+228) 221 40 29
E-Mail: direfaune@caramail.com,
direfaune@yahoo.fr, sokode1@yahoo.fr

Dr. Otars **Opermanis**
Laboratory of Ornithology
Institute of Biology
Miera Str. 3
2169 Salaspils
LATVIA/Lettonie/Letonia

Tel.: (+371 2) 94 54 37 / (+371 7) 216890 /
212672
Fax: (+371 7) 83 02 91
E-Mail: otars@parks.lv

Dr. Anatoliy **Poluda**
Head of Ukrainian Bird Ringing Centre
Schmalhausen Institute of Zoology
Bogdana Krmelnitskogo str. 15
01601 Kyiv 30
UKRAINE/Ukraine/Ucrania

Tel.: (+38 044) 235 0112
Fax: (+38 044) 224 1569
E-Mail: poluda@urc.freenet.kiev.ua

Dr. Hannu **Pöysä**
Research Professor
Finnish Game and Fisheries Research Institute
Joensuu Game and Fisheries Research
Kauppakatu 18-20
80100 Joensuu
FINLAND/Finlande/Finlandia

Tel.: (+358 20) 57 51 450
Fax: (+358 20) 57 51 459
E-Mail: hannu.poysa@rktl.fi

Dr. Francisco Daniel **Rilla Manta**
Av. 8 de octubre 2738
C.P. 11600
Montevideo
URUGUAY/Uruguay/Uruguay

Tel.: (+598 2) 481 1121
Fax: (+598 2) 70 95 23
E-Mail: pico@internet.com.uy

M. Namory **Traoré**
Projet Biodiversité du Gourma
Direction Nationale de la Conservation de la
Nature
B.P. 275
Bamako
MALI/Mali/Mali

Tel.: (+223) 233695 / 233697 / 224358
Fax: (+223) 23 36 96
E-Mail: namoryt@yahoo.fr

Dr. Marie-Christine **van Klaveren**
Chef de la Division Patrimoine Naturel
Service de l'Environnement
Département des travaux publics
et des affaires sociales
c/o Coopération Internationale
16, boulevard de Suisse
98000 Monaco
MONACO/Monaco/Mónaco

Tel.: (+377) 93 15 80 10 / 20 78
Fax: (+377) 93 50 95 91 / 93 15 42 08
E-Mail: mcvanklaveren@gouv.mc

Mr. H. John **Wilson**
Senior Research Scientist
Dúchas the Heritage Service
7 Ely Place
Dublin 2
IRELAND/Irlande/Irlanda

Tel.: (+353 1) 647 2394
Fax: (+353 1) 678 8123
E-Mail: jwilson@ealga.ie

Prof. Dr. Wim J. **Wolff**
Department of Marine Biology
Groningen University
Postbus 14
9750 AA Haren
NETHERLANDS/Pays-Bas/Países Bajos

Tel.: (+31 50) 363 2260
Fax: (+31 50) 363 2261
E-Mail: w.j.wolff@biol.rug.nl

Department of Wildlife Conservation
No. 18 Gregory's Road
Colombo 7
SRI LANKA/Sri Lanka/Sri Lanka
Represented by: Mr. Gajadeera A.T. **Prasad**
Asst. Director of Veterinary Services
Tel.: (+94 1) 69 85 57
Fax: (+94 1) 69 85 56
E-Mail: tharaka@dwlc.lk, thadwlc@sltnet.lk

Directora de Conservación de Fauna Silvestre
Instituto Nacional de Recursos Naturales
Calle Diecisiete N 355
Urbanización El Palomar
San Isidro
Lima 27
PERU/Pérou/Perú
Represented by: Sra. Rosario Acero **Villanes**
Tel.: (+51 1) 225 9809
Fax: (+51 1) 225 9809
E-Mail: inrena.dcfis@terra.com.pe

ALTERNATES SUBSTITUTING FOR SCIENTIFIC COUNCILLORS FROM CMS PARTIES
SUPPLEANTS DES CONSEILLERS SCIENTIFIQUES DES PARTIES A LA CMS
SUPLENTES DE CONSEJEROS CIENTÍFICOS DE PARTES EN LA CMS

PORTUGAL

Dr. Marina **Sequeira**
Instituto da Conservação da Natureza
Rua Ferreira à Lapa 38-5E
1150-169 Lisboa
PORTUGAL/Portugal/Portugal

Tel.: (+351 21) 316 0520
Fax: (+351 21) 352 0474
E-Mail: sequeiram@icn.pt

SPAIN

Dr. Luis Mariano **González**
Jefe de Sección Técnica
Dirección General de Conservación de la
Naturaleza
Ministerio de Medio Ambiente
Gran Vía de San Francisco 4
28005 Madrid
SPAIN/Espagne/España

Tel.: (+34 91) 597 5629/64
Fax: (+34 91) 597 5510
E-Mail: luismariano.gonzalez@dgc.mma.es

SCIENTIFIC COUNCILLORS APPOINTED BY THE CONFERENCE OF THE PARTIES/
CONSEILLERS SCIENTIFIQUES NOMMES PAR LA CONFERENCE DES PARTIES/
CONSEJEROS CIENTÍFICOS DESIGNADOS POR LA CONFERENCIA DE LAS PARTES

Mr. Noritaka **Ichida**

Director

BirdLife Asia Division

Toyo Sinjuku Building 2F

Shinjuku 1-12-15, Shinjuku-ku

Tokyo 160-0022

Japan/Japon/Japón

Tel.: (+81 3) 3351 9981

Fax: (+81 3) 3351 9980

E-Mail: ichida.birdlife@an.wakwak.com

Dr. William F. **Perrin**

Senior Scientist

Southwest Fisheries Science Center

P.O. Box 271

La Jolla CA 92038

United States of America/Etats-Unis

d'Amérique/Estados Unidos de América

Tel.: (+1 858) 546 7096

Fax: (+1 858) 546 7003

E-Mail: william.perrin@noaa.gov

Dr. Colin J. **Limpus**

Senior Principal Conservation Officer

Queensland Parks and Wildlife Service

P. O. Box 155

Capalaba QLD 4157

AUSTRALIA/Australie/Australia

Tel.: (+61 7) 3227 7718

Fax: (+61 7) 3247 5966

E-Mail: col.limpus@env.qld.gov.au

Dr. Pierre **Pfeffer**

Directeur de Recherche

CNRS Muséum de Paris

55, rue de Buffon

75005 Paris

FRANCE/France/Francia

Tel.: (+33 1) 40 79 38 74

Fax: (+33 1) 40 79 30 63 / 47 07 04 34

E-Mail: pierrepfeffer@wanadoo.fr

Dr. Mike **Moser**

West Week Farm

Chulmleigh

Devon EX18 7EE

UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1769) 58 03 61

Fax: (+44 1769) 58 03 61

E-Mail: mike-moser@supanet.com

Dr. Roberto P. **Schlatter**

Instituto de Zoología

Universidad Austral de Chile

Casilla 567

Valdivia

CHILE/Chili/Chile

Tel.: (+56 63) 21 13 15 / 22 14 08

Fax: (+56 63) 21 29 53 / 22 13 15

E-Mail: rschlatt@uach.cl

GOVERNMENTAL OBSERVERS / OBSERVATEURS DE GOUVERNEMENTS /
OBSERVADORES GUBERNAMENTALES

DENMARK

Dr. Sten **Asbirk**
Head of Section
Ministry of Environment
National Forest and Nature Agency
Haraldsgade 53
2100 Copenhagen O
DENMARK/Danemark/Dinamarca
Tel.: (+45) 39 49 29 26
Fax: (+45) 39 27 98 99
E-Mail: sta@sns.dk

Ms. Hanne Stadsgaard **Jensen**
National Forest and Nature Agency
Haraldsgade 53
2100 Copenhagen O
DENMARK/Danemark/Dinamarca

Tel.: (+45 39) 27 20 00
Fax: (+45 39) 27 98 99
E-Mail: hsj@sns.dk

Mr. Palle Umd **Jepsen**
Head of Section
Forest and Nature Agency
Ministry of Environment
Haraldsgade 53
2100 Copenhagen O
DENMARK/Danemark/Dinamarca

Tel.: (+45) 39 47 24 00
Fax: (+45) 39 27 98 99
E-Mail: puj@sns.dk

Mr. Carsten **Lund**
Head of Section
Forest and Nature Agency
Ministry of Environment
Haraldsgade 53
2100 Copenhagen O
DENMARK/Danemark/Dinamarca

Tel.: (+45) 39 47 26 67
Fax: (+45) 39 27 98 99
E-Mail: clu@sns.dk

Ms Pernille **Månsson**
Head of Section
Forest and Nature Agency
Ministry of Environment
Haraldsgade 53
2100 Copenhagen O
DENMARK/Danemark/Dinamarca

Tel.: (+45) 39 47 28 30
Fax: (+45) 39 27 98 99
E-Mail: pem@sns.dk

GERMANY

Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
Division N I 3
Attn. Mr. Gerhard **Adams**, CMS Focal Point
P.O. Box 12 06 29
53048 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 305 2631
Fax: (+49 228) 305 2684
E-Mail: adams.gerhard@bmu.de

Ambassador (retd.)
Special Representative for the Affairs of the
UN Organisations in Bonn
Außenstelle Protokoll
Auswärtiges Amt Bonn
Attn. Mr. Harald **Ganns**
Adenauerallee 86
53113 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 1888) 17 4629
Fax: (+49 1888) 17 5 2637 / 4707

Dr. Klaus **Riede**
Center for Development Research ZEF
Walter-Flex-Str. 3
53113 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 73 18 72 (ZEF)
Fax: (+49 228) 73 18 69
E-Mail: k.riede.zfmk@uni-bonn.de

Ms Katja **Kunz**
Research Asst.
Center for Development Research ZEF
Walter-Flex-Str. 3
53113 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 73 18 72 (ZEF)
Fax: (+49 228) 73 18 69
E-Mail: katja.kunz@uni-koeln.de

UNITED KINGDOM

Dr. Steve **Gibson**
International Advisor
Joint Nature Conservation Committee
Monksone House City Road
Peterborough PE1 1JY
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1733) 866 815
Fax: (+44 1733) 866 855
E-Mail: steve.gibson@jncc.gov.uk

UZBEKISTAN

Ms Irina **Bekmirzayeva**
Senior Specialist
Department of International Cooperation
State Committee for Nature Protection
ul. Abdulla Kadiry 7
700128 Tashkent
UZBEKISTAN/Ouzbékistan/Uzbekistán

Tel.: (+998 712) 413080 / 410442
Fax: (+998 712) 415633 / 413990
E-Mail: halmat@ecoinf.org.uz,
irina77@online.ru

INTERGOVERNMENTAL AND NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATION OBSERVERS /
OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET NON
GOUVERNEMENTALES / OBSERVADORES DE ORGANIZACIONES
INTERGUBERNAMENTALES Y NO GUBERNAMENTALES

**Agreement on the Conservation of Cetaceans of
the Black Sea, Mediterranean Sea and
contiguous Atlantic Area (ACCOBAMS)**

Dr. Marie-Christine **van Klaveren**
Executive Secretary
ACCOBAMS Permanent Secretariat
16, boulevard de Suisse
98000 Monaco
MONACO/Monaco/Mónaco

Tel.: (+377) 93 15 80 10 / 20 78
Fax: (+377) 93 05 42 08
E-Mail: mcvanklaveren@accobams.mc

**Agreement on the Conservation of Small
Cetaceans of the Baltic and North Seas
Technical Committee (ASCOBANS)**

Mr. Mark **Tasker**
Joint Nature Conservation Committee
Dunnet House
7 Thistle Place
Aberdeen AB10 1UZ
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino
Unido

Tel.: (+44 1224) 65 57 01
Fax: (+44 1224) 62 14 88
E-Mail: mark.tasker@jncc.gov.uk

**Agreement on the Conservation of the
African-Eurasian Migratory Waterbirds
(AEWA)**

Mr. Bert **Lenten**
Executive Secretary
Secretariat for the Agreement on the Conservation
of African-Eurasian Migratory Waterbirds
(AEWA)
Martin-Luther-King-Str. 8
53175 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 815 2413/4
Fax: (+49 228) 815 2450
E-Mail: aewa@unep.de

**Convention on Biological
Diversity/Subsidiary Body for Scientific,
Technical and Technological Advice**

Dr. Jan **Plesnik**
Agency for Nature Conservation and
Landscape Protection
Kalisnicka 4-6
130 23 Praha 3 - Zizkov
CZECH REPUBLIC/République
Tchèque/República Checa

Tel.: (+420 2) 22 58 05 62
Fax: (+420 2) 22 58 00 12
E-Mail: plesnik@nature.cz

**Agreement on the Conservation of the
African-Eurasian Migratory Waterbirds
Technical Committee**

Mr. Yousoof **Mungroo**
Director
National Parks and Conservation Service
Ministry of Agriculture, Food Technology and
Natural Resources
Rduit
Mauritius/Maurice/Mauricio

Tel.: (+230) 464 2993
Fax: (+230) 465 1184
E-Mail: npcagr@intnet.mu

**Commission for the Conservation of
Antarctic Marine Living Resources
(CCAMLR)**

Represented by Mr. Barry **Baker**
137 Harrington Street
Hobart, Tasmania 7000
AUSTRALIA/Australie/Australia
Tel.: (+61 3) 62 31 03 66
Fax: (+61 3) 62 34 99 65
E-Mail: ccamlr@ccamlr.org

International Whaling Commission

International Convention for the Regulation of Whaling
Represented by Dr. William F. **Perrin**
The Red House
135 Station Road, Histon
Cambridge CB4 9NP
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1223) 23 39 71
Fax: (+44 1223) 23 28 76
E-Mail: secretariat@iwcoffice.org

Convention on Wetlands of International Importance especially as Waterfowl Habitat (Ramsar Convention)

Dr. Nicholas **Davidson**
Deputy Secretary General
Ramsar Convention Bureau
28, rue Mauverney
1196 Gland
SWITZERLAND/Suisse/Suiza

Tel.: (+41 22) 999 0171
Fax: (+41 22) 999 0169
E-Mail: davidson@ramsar.org

United Nations Environment Programme

Mr. Paul **Chabeda**
Chief, Biodiversity Conventions
Environmental Conventions Division
United Nations Environment Programme (UNEP)
P.O. Box 30552
Nairobi
KENYA/Kenya/Kenya

Tel.: (+254 2) 62 38 77
Fax: (+254 2) 62 42 60
E-Mail: paul.chabeda@unep.org

United Nations Environment Programme – World Conservation Monitoring Centre

Mr. Gerardo **Fragoso**
Head - Species Programme
UNEP World Conservation Monitoring Centre (UNEP/WCMC)
219c Huntingdon Road
Cambridge CB3 0DL
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1 223) 277 314
Fax: (+44 1 223) 277 136 / 365
E-Mail: gerardo.fragoso@unep-wcmc.org

BirdLife International

Mr. David E. **Pritchard**
International Treaties Adviser
BirdLife International
c/o RSPB The Lodge
Sandy, Bedfordshire SG19 2DL
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1 767) 68 05 51
Fax: (+44 1 767) 68 32 11
E-Mail: dave.pritchard@rspb.org.uk

Mr. John **O'Sullivan**
International Treaties Adviser
BirdLife International
c/o RSPB The Lodge
Sandy, Bedfordshire SG19 2DL
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1 767) 680 551
Fax: (+44 1 767) 683 211
E-Mail: john.osullivan@rspb.org.uk

NABU Germany

Dr. Markus **Nipkow**
Referent für Ornithologie und Vogelschutz
Naturschutzbund Deutschland (NABU) e.V.
Herbert-Rabius-Str. 26
53225 Bonn
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 228) 403 6155
Fax: (+49 228) 403 6203
E-Mail: markus.nipkow@nabu.de

Society for the Lesser White-fronted Goose

Dr. Johan H. **Mooij**
ZWFD, c/o Biological Station Wesel
Diersfordter Straße 9
46483 Wesel
GERMANY/Allemagne/Alemania

Tel.: (+49 281) 96252-0
Fax: (+49 281) 96252-22
E-Mail: biologische.station.wesel@t-online.de

Wetlands International

Dr. Gerard C. **Boere**
International Programme Co-ordinator
Wetlands International
Postbus 471
6700 AL Wageningen
NETHERLANDS/Pays-Bas/Países Bajos

Tel.: (+31 317) 47 88 87
Fax: (+31 317) 47 88 50
E-Mail: boere@wetlands.agro.nl

Wild Camel Foundation

Mr. John **Hare**
Director
Wild Camel Protection Foundation
School Farm
Benenden, Kent TN17 4EU
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1580) 24 11 32
Fax: (+44 1580) 24 09 60
E-Mail: john@wildcamels.com

SECRETARIAT/SECRETARÍA
PNUE/CMS Secretariat
Martin-Luther-King-Str. 8
53175 Bonn
GERMANY / Allemagne / Alemania
Fax: (+49 228) 815 2449

Mr. Douglas **Hykle**
Deputy Executive Secretary
Tel.: (+49 228) 815 2407
E-Mail: dhykle@unep.de

Dr. Marco **Barbieri**
Technical Officer
Tel.: (+49 228) 815 2424
E-Mail: mbarbieri@cms.unep.de

Consultant to CMS (on Bats)

Mr. Anthony M. **Hutson**
Winkfield, Station Road
Plumpton Green
East Sussex BN7 3BU
UNITED KINGDOM/Royaume-Uni/Reino Unido

Tel.: (+44 1273) 89 03 41
Fax: (+44 1273) 89 08 59
E-Mail: hutsont@pavilion.co.uk

Annexe au rapport du Conseil scientifique II

ORDRE DU JOUR DE LA REUNION

1. Remarques liminaires
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Rapport sur les activités intersessions
 - a) Présidence
 - b) Secrétariat
 - c) Conseillers (sur les travaux d'autres conventions qu'ils ont été chargés de suivre pour le compte de la CMS et les tâches qui leur ont été imparties durant la dixième réunion du Conseil scientifique)
4. Tâches du Conseil scientifique découlant notamment des résolutions et recommandations et d'autres décisions de la Conférence des Parties
 - 4.1 Mesures concertées en faveur d'espèces/groupes sélectionnés inscrits à l'Annexe I (voir résolutions 3.2, 4.2, 5.1 et 6.1)
 - 4.2 Mesures de coopération en faveur d'espèces inscrites à l'Annexe II (voir recommandations 5.2 et 6.2)
 - 4.3 Autres résolutions et recommandations (non encore couvertes par des points précédents de l'ordre du jour)
 - a) Résolution 6.2: Prises accidentelles
 - b) Résolution 6.4: Plan stratégique pour 2000-2005
 - c) Indicateurs de performance (en rapport avec la résolution 6.4)
 - d) Résolution 6.5: Plan de gestion de l'information et rapports nationaux
5. Examen du modus operandi du Conseil scientifique de la CMS
6. Examen des propositions d'amendement aux Annexes I et II de la Convention :
 - a) Conséquences pour la CMS des nouvelles catégories et des nouveaux critères concernant la Liste rouge de l'UICN
 - b) Examen et évaluation de propositions d'amendement
 - c) Conclusions et recommandations à la Conférence des Parties
7. Examen et approbation de la liste des Etats de l'aire de répartition pour les espèces inscrites aux Annexes de la CMS

8. Progrès sur d'autres questions exigeant l'avis du Conseil scientifique :
 - 8.1 Nouveaux accords possibles (y compris mémorandums d'accord et plans d'action)
 - 8.2 Projets de petite envergure financés par la CMS
 - a) Rapport d'activité du secrétariat sur les projets achevés et en cours
 - b) Procédures à suivre pour l'élaboration et la soumission des projets
 - c) Nouvelles propositions de projets
 - 8.3 Registre mondial des espèces migratrices (GROMS)
 - 8.4. Obstacles artificiels aux migrations et autres menaces envers les espèces migratrices et leurs habitats, l'accent étant mis sur les barrages et les éoliennes au large des côtes
 - 8.5 Lignes directrices sur la télémétrie par satellite des oiseaux migrateurs
 - 8.6 Incidence des changements climatiques sur les espèces migratrices
 - 8.7 Mise à jour des Annexes de la CMS du fait de modifications dans la taxonomie des espèces
 - 8.8 Autres résolutions et recommandations en cours d'élaboration
9. Collaboration avec d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales
10. Elections
11. Dates et lieu de la douzième réunion du Conseil scientifique
12. Questions diverses
13. Clôture de la réunion

Annexe au rapport du Conseil scientifique III

**RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES MESURES CONCERTEES/ DE COOPERATION
ESPECES DEVANT FAIRE L'OBJET DE MESURES CONCERTEES**

1. Le Groupe de travail s'est félicité du document établi par le secrétariat (ScC11/Doc.3), qui constituait une contribution utile à ses travaux, tout en faisant les observations suivantes :

a) Il devrait être fait allusion dans l'introduction à l'objectif initial des mesures concertées, à savoir formaliser la mise en oeuvre du paragraphe 4 de l'article III de la Convention concernant la conservation des espèces inscrites à l'Annexe I;

b) La procédure proposée d'identification des espèces devant faire l'objet de mesures concertées doit être suffisamment souple pour les espèces immédiatement menacées et pour lesquelles des mesures concertées doivent être prises rapidement;

c) Le point 6 de la procédure devrait se lire comme suit :

“Pour les espèces retenues sur la liste comme candidates, les rapports d'examen seraient préparés, sous la responsabilité du (des) conseiller(s) qui a(ont) soumis la proposition, en utilisant éventuellement à cet effet les fonds alloués par la Conférence des Parties”;

d) A la rubrique “Révision périodique de la liste des espèces devant faire l'objet de mesures concertées”, le paragraphe 13 devrait être développé pour préciser que toute proposition de suppression d'une espèce de la liste devrait faire l'objet d'une justification écrite exhaustive, à soumettre à l'examen du Conseil scientifique au complet, et que cette justification devrait être transmise à la Conférence des Parties. Les étapes ultérieures de conservation des espèces dans le cadre de la Convention ou d'autres instruments devraient être clairement définies, et prévoir notamment la fourniture d'un financement adéquat;

e) Dans le cas où la suppression d'une espèce est proposée du fait de l'absence de perspectives de mesures au cours de l'exercice triennal à venir, il devrait être fait clairement état de l'opportunité de sa réinscription lors de l'exercice triennal suivant;

f) Le paragraphe 14 devrait être remplacé par le texte suivant : “La note préliminaire visée au paragraphe 5 de la procédure devrait notamment souligner :” (points i) - iv));

g) Les Conseillers scientifiques devraient être informés de la possibilité de bénéficier de la part du système de gestion de l'information mis au point par le PNUE-CMSC en collaboration avec le secrétariat de la CMS d'un appui en matière d'information concernant les espèces devant faire l'objet de mesures concertées.

Le document révisé est joint en annexe, sous la cote ScC11/Doc.3/Rev.1.

Espèces devant faire l'objet de mesures de coopération

2. Le Groupe de travail a recommandé l'établissement pour les espèces devant faire l'objet de mesures de coopération d'un document analogue au document ScC11/Doc.3, prenant en considération une analyse des progrès réalisés dans le cadre de ce mécanisme. Ce document devrait être examiné par le Conseil scientifique à sa douzième réunion.

Annexe (au Annexe au rapport du Conseil scientifique III)

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

Distr. LIMITEE

ScC11/Doc.3 (Rev.1)
15 septembre 2002

IDENTIFICATION ET MISE EN OEUVRE DE MESURES CONCERTÉES
EN FAVEUR D'ESPÈCES/GROUPES SELECTIONNES
INSCRITS À L'ANNEXE I

1. Historiquement, la décision de désigner une espèce comme justifiant une mesure concertée a été prise pour formaliser l'application du paragraphe 4 de l'article III de la Convention concernant la conservation des espèces inscrites à l'Annexe I, en appelant l'attention sur la nécessité de prendre des mesures de conservation immédiates pour cette espèce. Cette décision, prise à la troisième session de la Conférence des Parties, a donné lieu à quelques projets réussis avec des perspectives pour la poursuite de travaux de conservation. La résolution qui a institutionnalisé les espèces bénéficiant de "Mesures concertées", Résolution 3.2, a également établi un processus d'examen officiel et a demandé au Secrétariat de coordonner la préparation de rapports d'examen d'après un format prescrit. Les rapports d'examen avaient pour but de fournir un résumé des dernières connaissances sur l'espèce en identifiant notamment les besoins et les mesures de conservation qui devaient être prises pour cette espèce.

2. Aux quatrième (Nairobi, 1994), cinquième (Genève, 1997) et sixième (Le Cap, 1999) sessions de la Conférence des Parties, des espèces ont été ajoutées à la liste de celles devant faire l'objet de mesures concertées (Résolutions 4.2, 5.1 et 6.1, respectivement). Le nombre total d'espèces ou de groupes reconnus maintenant comme nécessitant des mesures concertées est de 27 (parmi lesquels les tortues marines sont considérées comme un groupe unique). D'une manière concomitante, la Conférence des Parties a donné, aux sessions ci-dessus mentionnées, son approbation pour l'allocation de crédits du compte du Fonds d'affectation spécial à des "petits projets", au bénéfice entre autres des espèces justifiant des mesures concertées.

3. Le Secrétariat estime qu'il serait utile d'examiner les progrès accomplis à ce jour sur les espèces bénéficiant de mesures concertées et d'affiner les buts et les objectifs de ce programme d'action afin d'éviter de générer ce qui revient à une liste "fantôme" d'espèces de l'Annexe I et, ce faisant, à affaiblir la notion de "mesures concertées". En outre, il est important que la source de financement pour les mesures concertées soit identifiée et, idéalement, institutionnalisée afin que la Convention puisse continuer à soutenir de cette façon la conservation des espèces migratrices. Le présent document a été préparé pour servir de base aux discussions.

Procédure pour l'identification d'espèces devant faire l'objet de mesures concertées

4. Le Secrétariat suggère que le processus de rapport d'examen soit utilisé comme base pour décider si une espèce doit ou non faire l'objet de "mesures concertées" et pour définir plus précisément quelles mesures concertées sont nécessaires. Ceci diffère de la pratique courante par laquelle une espèce est désignée pour des mesures concertées sans aucun critère particulier et ensuite un rapport d'examen (ou plus souvent une intervention d'un Conseiller) est préparé pour constater les progrès accomplis.

5. Selon cette nouvelle approche, les espèces pour lesquelles en envisage des mesures concertées seraient portées à l'attention du Conseil scientifique par un membre au moins du Conseil, de préférence par la soumission d'une note préliminaire indiquant les circonstances concernant l'espèce qui suggèrent l'opportunité de mesures concertées. Cette considération préliminaire d'une espèce candidate devrait être faite de préférence

aux réunions *entre les sessions* du Conseil. Après examen des différentes soumissions, la réunion compilerait une liste d'espèces candidates pour des mesures concertées.

6. Pour les espèces retenues sur la liste comme candidates, les rapports d'examen seraient préparés sous la responsabilité du (des) Conseiller(s) qui a (ont) soumis la proposition, en utilisant éventuellement à cet effet des fonds alloués par la Conférence des Parties.

7. Sur la base d'une évaluation soigneuse du rapport d'examen, la réunion du Conseil scientifique précédant la réunion de la Conférence des Parties déciderait ou non de recommander à cette dernière la désignation des espèces pour des mesures concertées. Ainsi, le Conseil devrait indiquer le type d'action prévue au titre de la Convention, ses objectifs et son calendrier de réalisation. Ceci permettrait de mesurer le succès de l'intervention par rapport à des objectifs définis.

8. L'identification préalable du type d'intervention nécessaire permettrait également à la Conférence des Parties, le cas échéant, d'allouer des ressources financières dans le budget de la Convention pour la réalisation des mesures. A cet égard, les mesures concertées au titre de la Convention peuvent être classées en deux catégories principales :

i) Mise au point d'un régime de gestion tel qu'un plan d'action et/ou un mémorandum d'accord qui peut être convenu assez rapidement sans avoir recours à un long processus de ratification

Le financement devrait être identifié par la Conférence des Parties sur une ligne budgétaire spéciale à utiliser pour favoriser la coopération internationale telle que l'élaboration de plans d'action ou mémorandum d'accord et pour organiser des réunions d'experts des Etats de l'aire de répartition.

ii) Petits projets catalytiques de recherche et de conservation

Le financement serait identifié à partir de l'allocation pour les "Mesures de conservation des espèces" faite par la Conférence des Parties, d'une façon tout à fait similaire à celle qui est faite actuellement.

9. Il a toutefois lieu de noter que la procédure proposée doit être appliquée de manière suffisamment souple pour les espèces faisant l'objet d'une menace immédiate, et pour lesquelles des mesures concertées doivent être prises rapidement.

Surveillance de l'application des mesures concertées

10. Aucun changement substantiel à la procédure actuelle n'est proposé à cet égard, à part le fait de disposer d'une évaluation plus générale (rapport) sur laquelle baser des recommandations et des prises de décision. Le Conseil scientifique continuerait d'examiner l'application des mesures concertées décidées, sur la base de rapports présentés aux réunions par les Conseillers identifiés comme Correspondants pour les espèces sélectionnées. En règle générale, il serait attendu que le Conseiller qui a proposé de désigner une espèce pour une mesure concertée agisse comme Correspondant de l'espèce au sein du Conseil et aide à la mise à jour régulière du rapport d'examen initial.

Révision périodique de la liste des espèces devant faire l'objet de mesures concertées

11. Afin de maintenir la liste des espèces justifiant de mesures concertées comme une initiative dynamique, gérable et crédible, il faudrait procéder à une révision périodique de la liste. Ceci devrait être fait par le Conseil scientifique à chaque réunion tenue conjointement avec la Conférence des Parties et devrait conduire à des recommandations à la Conférence des Parties sur le maintien d'une espèce sur la liste ou son élimination.

12. On pourrait envisager de supprimer une espèce de la liste de celles qui doivent faire l'objet de mesures concertées dès que son état de conservation s'est amélioré grâce aux interventions de gestion prescrites ou dès que l'action concertée identifiée au moment de son inclusion sur la liste (par ex. l'élaboration d'un plan d'action) a été menée à bien et/ou un cadre institutionnel séparé (tel qu'un mémorandum d'accord ou un accord) a été élaboré pour surveiller son rétablissement. Un bon exemple de cette approche serait l'intervention faite pour la Grue de Sibérie dont le rétablissement a été activement surveillé dans le cadre d'un mémorandum d'accord séparé.

13. Une élimination de l'espèce de la liste pourrait aussi être envisagée quand l'action convenue ne pourrait pas être réalisée du fait de raisons imprévues et qu'il n'existerait aucune perspective raisonnable de surmonter les obstacles à la conduite d'activités dans un avenir prévisible. Ce principe général devrait être appliqué avec une certaine souplesse. En particulier, une révision des objectifs et l'identification de nouvelles actions pour une espèce donnée pourraient être prévues à la lumière de nouveaux éléments survenant au cours de l'application des mesures concertées. Cependant, le recours à cette possibilité ne devrait pas être systématique afin d'éviter de maintenir indéfiniment une espèce sur la liste sans aucune intervention active.

14. L'élimination d'une espèce de la liste des mesures concertées ne devrait en aucun cas être interprétée comme un manque d'intérêt de la Convention pour cette espèce particulière, mais seulement dénoter le fait qu'une phase spécifique dans l'action de la Convention a été accomplie. Toute proposition de suppression d'une espèce de la liste devrait faire l'objet d'une justification écrite exhaustive, à soumettre à l'examen du Conseil scientifique au complet et cette justification devrait être transmise à la Conférence des Parties. Les étapes ultérieures de conservation des espèces dans le cadre de la Convention ou d'autres instruments devraient être clairement définies, et prévoir notamment la fourniture d'un financement adéquat.

Principes directeurs pour l'identification future d'espèces devant faire l'objet de mesures concertées

15. La note préliminaire visée au paragraphe 5 de la procédure devrait notamment souligner :

- i) Degré de menace pour l'espèce. La désignation d'espèces devant faire l'objet de mesures concertées étant un moyen d'accorder une priorité d'action au titre de la Convention, il est logique que l'application de cet instrument vise avant tout vers les espèces exposées à une menace spécifique et immédiate. Lorsque c'est possible, il faudrait faire référence à des normes largement acceptées pour l'évaluation de la menace, notamment les critères et catégories de menaces de la Liste Rouge de l'UICN, et adopter une approche cohérente.
- ii) Pertinence de la CMS en tant que cadre pour l'action. Il faudrait déterminer si la CMS constitue le cadre d'action le plus approprié pour faire face aux menaces auxquelles les espèces sont confrontées. L'éventualité d'initiatives (en cours ou envisagées) dans d'autres cadres devrait être explorée afin d'éviter tout double emploi. En particulier, la désignation pour une action concertée devrait être évitée pour les taxons couverts par les Accords de la CMS déjà en vigueur ou dont l'entrée en vigueur est prévue dans un avenir prévisible.
- iii) Valeur potentielle de la contribution de la CMS. Il faudrait déterminer si la CMS a des outils et moyens adéquats pour traiter les problèmes auxquels est confrontée l'espèce.
- iv) Existence de conditions adéquates pour l'action. Les perspectives de développement d'une action efficace au titre de la Convention devraient être évaluées. Ceci peut supposer l'examen d'éléments tels que la participation à la CMS dans l'aire de répartition de l'espèce, l'existence d'un appui politique, la stabilité politique et la sécurité, le potentiel de soutien institutionnel/technique/financier, etc.

16. Si les dispositions actuelles en faveur des espèces devant faire l'objet de "Mesures concertées" étaient affinées comme exposé ci-dessus, une planification dans le temps serait nécessaire pour une transition réussie à partir du système actuel. Il est proposé que les principes directeurs, dès qu'ils seront convenus par le

Conseil, soient pris comme référence dans les prochaines délibérations du Conseil (par exemple dans ses recommandations à la septième Conférence des Parties sur les nouvelles espèces justifiant une action concertée) et que le nouveau système devienne entièrement opérationnel au cours de la période triennale 2003-2005.

Annexe au rapport du Conseil scientifique IV

RAPPORT DU GROUPE DU TRAVAIL SUR LES MAMMIFERES TERRESTRES

A. Evaluation des Actions Concertées

1. Les antilopes Sahélo-Sahariennes

Oryx dammah, Addax nasomaculatus, Gazella dama, Gazella cuvieri, Gazella leptoceros, Gazella dorcas

Le Groupe a entendu:

- Un rapport détaillé du Groupe de Travail de la CMS (GT ASS) sur les activités menées Durant le dernier triennium. Ce rapport est disponible,
- Des rapports complémentaires des conseillers des Etats de l'aire de répartition, c-à-d le Sénégal, le Maroc, le Niger, le Mali, le Tchad et le Nigeria.
- Le groupe estime que l'Action concertée a remarquablement progressé durant ce dernier triennium.
- Le Groupe estime également essentiel que l'Action concertée soit poursuivie et soutenue.

2. Le Gorille de montagne

Gorilla gorilla beringei

- Le Groupe est conscient du degré de menace qui pèse sur le Gorille de montagne;
- Le Groupe suit de très près les activités du Projet International pour la conservation du Gorille de montagne, projet soutenu par trois organisations non gouvernementales internationales, et qui travaillent depuis plus de dix ans sur le terrain;
- Le Groupe est très conscient des conditions actuelles très instables de la région de l'aire de distribution des gorilles de montagne;
- Le Groupe estime qu'il faut garder le Gorille de montagne sur la liste des espèces justifiant une action concertée, mais que pour le moment, nous étudions encore de quelle manière réellement pertinente la CMS pourrait être efficace dans le cadre d'une action concertée.

3. Le Cerf des Andes Méridionales

Hippocamelus bisulcus

La construction d'un observatoire "Pablo Canevari" dans la province de Chubut en Argentine méridionale a été menée a bien, et un rapport complet sera bientôt remis au secrétariat.

B. Evaluation des actions de coopération

L'éléphant d'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale

- Il avait été décidé à Edimbourg l'an dernier de préparer un Mémoire d'Accord pour ces populations d'éléphants.
- Un correspondant Conseiller avait été désigné (le Conseiller du Burkina Faso).
- Malheureusement, pour des raisons internes, le Conseiller n'a pas pu assister aux deux dernières réunions du Conseil Scientifique.

Le Groupe de Travail décide qu'avant la prochaine réunion du Conseil Scientifique, il sera procédé à :

- L'organisation et la tenue d'une réunion des 16 pays de l'aire de répartition.
- Les Etats concernés sont: le Sénégal, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso, le Mali, le Togo, la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, le Nigéria, le Ghana, le Cameroun, le Congo Brazzaville, la Guinée-Bissau, le Gabon, la République Centrafricaine.
- Chaque Etat sera représenté par deux personnes, de préférence un technicien de la conservation de l'éléphant et un administrateur/politique habilité à négocier ce type d'accord.
- Le Groupe de Travail veillera à ce que la fonction de Point Focal soit assurée.

Financement des projets

| | | |
|-----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1. | Eléphant d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale | |
| | Organisation et tenue d'une réunion régionale pour la préparation d'un MoU. | 15 000 \$ |
| 2. | Antilopes sahélo-sahariennes | |
| | Mise en oeuvre du Plan d'Action CMS | |
| a) | Contribution à la coordination du projet FFEM (2005) | 25 000 \$ |
| b) | Mise en place et maintien d'une base de données sur le web et d'un site web sur les antilopes sahélo-sahariennes CMS (2003-2004) | 25 000 \$ |
| c) | Participation au développement du projet Ferlo au Sénégal (2003-2004) | 20 000 \$ |
| d) | Développement d'un projet Tchad/Jamahiriya Arabe Libyenne/Niger (2003-2004) | 20 000 \$ |
| e) | Développement d'un projet en Egypte (reserved to be used when adequate structure developed) | 10 000 \$ |
| | Total | 100 000 \$ |

C. Propositions d'inscription de nouvelles espèces dans les Annexes de la Convention

1. Proposition I/7: le Chameau de Bactriane

Camelus bactrianus

Proposition de la Mongolie

- Le chameau de Bactriane est clairement menacé d'extinction, avec une population mondiale inférieure à 900 individus.
- L'espèce est en déclin permanent à cause du braconnage et de la perte d'habitat.
- L'UICN le classe "En Danger".
- Le chameau de Bactriane migre de façon saisonnière, et de manière assez erratique en fonction des conditions climatiques changeantes et des pâturages temporaires.

- La frontière entre la Chine et la Mongolie est régulièrement traversée par l'espèce; le chameau est particulièrement vulnérable au braconnage en migration.

Le groupe de travail soutient la proposition d'inclusion du chameau de Bactriane à l'Annexe I.

2. Proposition II/12: L'âne sauvage d'Asie (Hemione)

Equus hemionus

La proposition se rapporte à l'espèce *Equus hemionus sensu lato*, incluant les trois espèces *Equus hemionus*, *Equus onager* et *Equus kiang*, selon la classification de Wilson et Reeder (1993), la référence choisie pour la CMS (Recommandation 6.1).

- Le Conseil Scientifique recommande que ces trois espèces soient incluses à l'Annexe II, de manière à couvrir le complexe "Equus hemionus" au sens de la proposition. Le statut de ce complexe n'est pas favorable, avec une entité constituante considérée comme éteinte, plusieurs gravement menacées et les autres diminuant dangereusement. L'aire de répartition du complexe a diminué considérablement. L'UICN considère *Equus hemionus* comme étant vulnérable et *Equus onager* comme étant en danger. Les populations traversent des frontières nationales et pourraient bénéficier de mesures de gestion régionale.

Le Groupe de Travail soutient la proposition d'inclusion de l'âne sauvage d'Asie à l'Annexe II.

3. Proposition II/13

Gazella subgutturosa

Le Groupe de Travail confirme que le statut de conservation de l'espèce n'est pas favorable, avec d'inquiétantes diminutions d'aire de répartition et de populations.

L'UICN inscrit l'espèce sur la liste "near threatened". L'espèce est un migrateur erratique, qui effectue des mouvements de grandes amplitudes en fonction des variations climatiques. Elle traverse des frontières nationales.

Le groupe de travail soutient la proposition d'inclusion de la gazelle à goitre à l'Annexe II.

4. Proposition II/14

Procapra gutturosa

La population de gazelle de Mongolie, bien qu'encore en grand nombre en Mongolie, est considérée par le groupe de travail comme ayant un statut de conservation défavorable, en raison du déclin sévère dans d'autres parties de l'aire de répartition et d'extinctions locales.

L'UICN inscrit l'espèce sur la liste "Near threatened". La gazelle de Mongolie avait, dans un passé récent, un comportement migratoire EST-OUEST important, qui ne se présente plus actuellement. Cependant, une grande partie de la population de Mongolie migre vers la Chine en hiver.

Le Groupe de Travail soutient l'inscription de la gazelle de Mongolie à l'Annexe II.

5. Proposition II/15

Saiga tatarica tatarica

Cette proposition concerne seulement la sous-espèce nominale de l'Antilope Saiga, du fait que la sous-espèce de Mongolie (*Saiga tatarica mongolica*) n'est pas considérée comme migratrice.

L'UICN a inscrit la sous-espèce nominale comme "conservation dépendant", mais il est clair que la situation a changé depuis. La population a diminué de 85% depuis 1980, et le taux de déclin s'accélère. La population de l'Oural déclinerait de 79% par an. Le groupe de travail considère donc le statut de conservation de l'espèce comme très défavorable. L'antilope de saïga effectue des déplacements saisonniers NORD-SUD entre les pâturages d'été et d'hiver, en traversant des frontières nationales.

Le Groupe de Travail soutient l'inscription de l'espèce à l'Annexe II.

D. Propositions d'action concertée pour des espèces de l'Annexe I

La Panthère des Neiges

Examen de la proposition concernant le léopard des neiges.

Uncia uncia (ScC11/Doc15).

Le groupe de travail a évalué les propositions en s'aidant des principes directeurs du document ScS11/Doc 3.

- Le léopard des neiges est une espèce en danger d'extinction d'une grande priorité pour une action concertée.
- La population mondiale est probablement inférieure à 7000 individus et les populations sont en diminution sur l'ensemble de l'aire de répartition. La CMS offre un cadre approprié pour une action concernant le léopard des neiges. Une gestion appropriée transfrontalière serait certainement bénéfique à l'espèce qui se trouve actuellement confinée dans des montagnes le long de frontières internationales. Cinq Etats de l'aire de répartition sont Parties à la Convention : l'Inde, la Mongolie, le Pakistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.
- La Chine et la Fédération de Russie par contre ne sont pas encore Parties à la CMS.
- Des plans d'action nationaux existent pour quatre des Etats de l'aire de répartition, mais il n'y a pas de coordination régionale.
- Une stratégie régionale existe, mais il n'existe pas de structure pour sa mise en oeuvre.

La CMS pourrait donc être instrumentale à la gestion régionale et à la conservation de la Panthère des neiges, en travaillant en collaboration avec les autorités locales, les ONG, les groupes de recherche.

Le Tadjikistan a indiqué sa volonté d'aider le processus, et le Groupe de Travail suggère que le Conseiller du Tadjikistan soit désigné comme point focal pour l'Action concertée, si la COP décide d'aller de l'avant avec cette Action.

Le groupe de travail soutient l'inscription du léopard des neiges sur la liste des espèces bénéficiant d'actions concertées.

Annexe au rapport du Conseil scientifique V

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES MAMMIFERES MARINS ET LES GRANDS POISSONS

Président : M. W.F. Perrin

Rapporteur : M. W.J. Wolff

EXAMEN DES PROPOSITIONS D'INSCRIPTION AUX ANNEXES

1. Inscription du petit rorqual de l'Antarctique (*Balaenoptera bonaerensis*) aux Annexes I et II [Australie]

Le groupe a relevé un certain nombre d'erreurs techniques dans la proposition de l'Australie, dues essentiellement à la confusion entre deux espèces de petits rorquals (*B. bonaerensis* et *B. acutorostrata*). Ces erreurs ont été pour la plupart corrigées dans une version révisée de la proposition soumise au secrétariat. Cette espèce est considérée comme migratrice et, en raison des diverses menaces auxquelles elle se trouve confrontée, elle remplit les conditions requises pour être inscrite à l'Annexe II. Le groupe de travail a donc souscrit à la proposition de l'Australie tendant à inscrire cette espèce à l'Annexe II. En revanche, l'inscription de cette espèce à l'Annexe I a donné lieu à d'intenses discussions. La plupart des Conseillers ont estimé que la population de cette espèce est de l'ordre de un demi-million d'individus, bien qu'il n'existe pas de chiffres exacts pour le confirmer. Dans un passé récent, l'exploitation de cette population sous contrôle scientifique n'avait concerné que quelques centaines d'animaux par an, ce qui était un taux d'exploitation raisonnable. Par ailleurs, la Commission baleinière internationale (CBI) offrait actuellement une protection complète à cette espèce dans le cadre de son moratorium sur la chasse commerciale à la baleine. Cette espèce est également inscrite à l'Annexe I de la CITES. Si la CBI venait à autoriser l'exploitation de cette espèce, des quotas seraient alloués conformément à la Procédure de gestion révisée. Un Conseiller a toutefois déclaré qu'il ne faisait pas totalement confiance à l'efficacité de cette Procédure de gestion révisée et il a souligné qu'il existait une très grande marge d'incertitude au sujet de l'évolution de cette population, sujette à toutes sortes de menaces au sein de son habitat aquatique. Ce Conseiller estimait qu'une inscription à l'Annexe I devait être recommandée à titre de mesure de précaution. En définitive, le groupe de travail n'a pu parvenir au consensus nécessaire pour recommander l'inscription de cette espèce à l'Annexe I.

2. Inscription de la baleine de Bryde (*Balaenoptera edeni*) aux Annexes I et II [Australie]

Le groupe de travail a estimé que cette proposition, y compris sa version révisée (UNEP/ScC11/Doc.19), ne donnait que des explications insuffisantes sur la situation taxonomique complexe de cette «espèce», qui en réalité comprend deux espèces. Le groupe de travail a conclu, d'une part, que toutes les unités taxonomiques regroupées sous le nom *B. edeni* dans la proposition de l'Australie étaient des espèces migratrices et qu'elles devaient bénéficier de mesures de protection, compte tenu de l'exploitation présumée dont elles avaient fait l'objet jusqu'ici et compte tenu des menaces réelles qui mettaient cette espèce en danger. En conséquence, le groupe de travail a souscrit à la proposition de l'Australie tendant à inscrire ce groupe d'espèces à l'Annexe II. Quant à inscrire cette «espèce» à l'Annexe I, la plupart des Conseillers ont convenu que, s'il était vrai que cette espèce était insuffisamment documentée (DD), il n'y avait aucun lieu de croire qu'elle était en voie d'épuisement ou en péril. Dans un passé récent, l'exploitation de cette population sous contrôle scientifique n'avait concerné qu'un petit nombre d'animaux chaque année, ce qui ne constituait guère un taux d'exploitation déraisonnable. De surcroît, tout comme pour le petit rorqual de l'Antarctique, la CBI et la CITES offraient pour le moment une protection complète à cette espèce. D'autres Conseillers, en revanche, ont souligné qu'il existait une marge d'incertitude considérable au sujet de l'évolution de

cette population qui était soumise à diverses menaces au sein même de son habitat marin et que l'inscription de cette espèce à l'Annexe I devrait être recommandée à titre de mesure de précaution. Le groupe de travail n'a pu parvenir au consensus nécessaire pour recommander l'inscription de cette espèce à l'Annexe I.

3. Inscription du rorqual commun (*Balaenoptera physalus*) aux Annexes I et II [Australie]

Le Président a rappelé que la situation de cette espèce, ainsi que celle du rorqual boréal, avaient été examinées par le Conseil scientifique à sa neuvième réunion, mais que, en cette occasion, celui-ci n'avait pu recommander l'inscription de cette espèce sur les listes, premièrement en raison du manque d'action concertée à l'égard d'autres espèces de grandes baleines déjà inscrites sur les listes et, deuxièmement, parce que ces rorquals étaient adéquatement protégés par la CBI.

Cependant, le groupe a conclu, en se fondant sur les informations présentées dans les propositions de l'Australie que, d'un point de vue strictement scientifique, cette espèce remplissait tous les critères justifiant son inscription aux Annexes de la CMS. Il s'agit d'une espèce migratrice, largement épuisée, classée par l'UICN dans la catégorie « menacée d'extinction ». Le groupe de travail en a conclu qu'il pouvait souscrire à la proposition de l'Australie tendant à inscrire cette espèce aux Annexes I et II.

Le groupe a toutefois noté que, dans cette proposition, tout comme dans plusieurs autres propositions de l'Australie, la liste des instruments de protection internationaux en vigueur ainsi que la liste des Etats de l'aire de répartition était incomplète.

4. Inscription du rorqual (*Balaenoptera borealis*) aux Annexes I et II [Australie]

La situation de *B. borealis* a été jugée largement analogue à celle de *B. physalus*, puisqu'elle était également classée par l'UICN dans la catégorie « menacée d'extinction ». En conséquence, le groupe de travail a souscrit à la proposition de l'Australie tendant à inscrire cette espèce aux Annexes I et II.

5. Inscription de la baleine pygmée (*Caperea marginata*) aux Annexes I et II [Australie]

La proposition de l'Australie ne contenait aucune information sur les mouvements migratoires de cette espèce. Toutefois, vu que des individus appartenant à cette espèce échouent à certaines saisons en Australie et en Afrique du Sud et vu que leur présence a été signalée dans l'Antarctique pendant l'été austral, le groupe de travail en a conclu qu'il s'agissait probablement d'une espèce migratrice. Cependant, il n'existe aucune information sur la taille de sa population. Etant donné que cette espèce est soumise à diverses menaces indirectes au sein de son habitat marin, le groupe de travail a convenu qu'elle pourrait bénéficier de mesures protectrices dans le cadre de la coopération régionale et qu'elle remplissait donc les conditions requises pour être inscrite à l'Annexe II.

S'agissant de l'inscription de cette espèce à l'Annexe I, plusieurs Conseillers ont fait observer que si cette espèce était classée par l'UICN dans la catégorie « insuffisamment documenté », elle n'avait jamais été chassée et il n'y a aucune raison de croire qu'elle était épuisée ou en péril; il n'existait donc aucune raison valable de l'inscrire à l'Annexe I. D'autres Conseillers, par contre, ont estimé que la précarité de l'habitat de cette espèce et d'autres menaces potentielles, alliées à la rareté présumée de l'espèce, justifiaient son inscription à l'Annexe I. Le groupe de travail n'a pas pu parvenir au consensus nécessaire pour recommander l'inscription de cette espèce à l'Annexe I.

6. Inscription du cachalot (*Physeter macrocephalus* [“catodon”]) aux Annexes I et II [Australie]

Le groupe de travail a tout d’abord appelé l’attention sur le fait que les noms latins *Physeter catodon* et *P. macrocephalus* s’appliquaient à la même espèce et que le deuxième nom devait être utilisé de préférence au premier, comme convenu précédemment par la Conférence des Parties. Le cachalot est une espèce migratrice. L’UICN a classé cette espèce dans la catégorie « vulnérable » et non pas « menacée d’extinction ». Un Conseiller a exprimé des réserves quant à toute conclusion qui tendrait à indiquer que cette espèce est menacée d’extinction. Toutefois, il est vrai qu’en dépit de gros efforts d’évaluation menés par la CBI, il n’existe toujours pas d’estimation fiable du degré d’épuisement, sans aucun doute considérable, de cette espèce, qui fait l’objet d’une chasse intensive, ni de la taille actuelle de sa population. Le groupe de travail en a conclu qu’il pouvait souscrire à la proposition de l’Australie tendant à inscrire cette espèce aux Annexes I et II.

7. Inscription de l’orque (*Orcinus orca*) à l’Annexe II [Australie]

Plusieurs populations d’orque sont déjà inscrites à l’Annexe II. La proposition de l’Australie tend à inscrire toutes les autres populations de cette espèce à l’Annexe II également. Vu que toutes ces populations sont migratrices et pourraient bénéficier de mesures de coopération et de protection, le groupe de travail a souscrit à la proposition de l’Australie tendant à inscrire cette espèce à l’Annexe II.

8. Inscription du grand requin blanc (*Carcharodon carcharias*) aux Annexes I et II [Australie]

Le groupe de travail a conclu qu’il s’agissait d’une espèce migratrice traversant les frontières internationales. Elle est exploitée dans le cadre de la pêche réglementée, à des fins commerciales et à des fins sportives. On a noté que l’UICN avait classé cette espèce comme « vulnérable » dans son évaluation de l’an 2000, tout en remarquant cependant qu’elle était près d’être menacée d’extinction. Le groupe de travail a admis que cette espèce était nettement en déclin dans le monde entier et que certaines populations locales avaient été réduites à néant, ou risquaient de l’être dans un proche avenir, ce qui pourrait avoir des répercussions sur les populations à l’échelle des bassins océaniques. En conséquence, le groupe de travail a conclu que cette espèce remplissait les critères pour être inscrite aux Annexes I et II et il a souscrit à la proposition de l’Australie.

9. Inscription du lion de mer d’Amérique du Sud (*Otaria flavescens*) à l’Annexe II [Pérou]

Le groupe de travail a conclu que cette espèce est une espèce migratrice, beaucoup moins abondante qu’auparavant et faisant face à de nombreuses menaces compromettant sa conservation. Il a jugé que cette espèce bénéficierait de mesures de coopération et de protection régionales. Le groupe de travail a donc convenu de souscrire à la proposition du Pérou.

10. Inscription de l’Otarie à fourrure d’Amérique du Sud (*Arctocephalus australis*) à l’Annexe II [Pérou]

Le groupe de travail s’est demandé si l’inscription de cette espèce devait porter sur l’espèce toute entière ou seulement sur l’une des deux sous-espèces, à savoir l’otarie à fourrure des Iles Falkland/Malouines (*Arctocephalus australis australis*) et l’otarie à fourrure du continent sud-américain (*A.a. gracilis*). Cependant, le groupe de travail a considéré que ces espèces étaient toutes deux des espèces migratrices, que les populations continentales avaient été considérablement réduites et que, en conséquence, elles bénéficieraient de mesures de coopération et de protection régionales. En conséquence, le groupe de travail a souscrit à la proposition du Pérou tendant à inscrire toute l’espèce à l’Annexe II.

11. Inscription du lamantin d'Amazonie (*Trichechus inunguis*) à l'Annexe II [Pérou]

Le groupe de travail a conclu qu'il s'agit d'une espèce migratrice traversant les frontières internationales. Cette espèce est clairement en déclin depuis peu et bénéficierait de mesures de coopération et de protection régionales. Le groupe de travail a convenu de souscrire à la proposition du Pérou.

12. Inscription du lamantin d'Afrique (*Trichechus senegalensis*) à l'Annexe II [Ghana]

Un projet de proposition à cet effet a été revu et approuvé par le Conseil scientifique à sa dernière réunion. Cette espèce est en partie migratrice. Sa population a fortement diminué et elle doit faire face à de nombreuses et graves menaces compromettant sa conservation. Le groupe de travail a donc souscrit à la proposition actuelle du Ghana.

FUTURES PROPOSITIONS D'INSCRIPTION AUX ANNEXES

Inscription du Platanista du Gange (*Platanista gangetica*) à l'Annexe I [Inde]

Le Secrétariat a fait savoir au groupe qu'une proposition de l'Inde tendant à inscrire cette espèce à l'Annexe I lui était parvenue trop tard pour que le Conseil puisse l'examiner à sa réunion en cours. Un projet de proposition avait été examiné et approuvé par le Conseil à ses deux réunions précédentes.

EXAMEN DES PROGRES DES ACTIONS CONCERTÉES ENTREPRISES EN FAVEUR DES ESPECES INSCRITES A L'ANNEXE I ET SUGGESTIONS TENDANT A AJOUTER D'AUTRES ESPECES

1. Dauphin de la Plata (*Pontoporia blainvillei*)

Une étude sur l'abondance de cette espèce, l'utilisation de son habitat et l'identité des stocks a été approuvée en vue d'un financement, le Conseil ayant approuvé la réalisation de cette étude à sa dernière réunion. Cette étude aurait dû commencer en mars de l'année courante. M. Slater a signalé que le financement ne s'était pas encore matérialisé, ce qui avait gravement compromis le calendrier des travaux sur le terrain. Plusieurs membres du groupe se sont inquiétés de ce retard et ont demandé instamment que le financement soit accéléré afin que le projet puisse démarrer dès que possible.

2. Phoque moine de Méditerranée (*Monachus monachus*)

M. González a signalé que l'élaboration du plan de reconstitution pour cette espèce n'était pas encore achevée; cependant, une évaluation de l'habitat et de la viabilité de cette population avait été réalisée.

3. Loutre de mer (*Lontra felina*)

Les préparatifs d'une enquête d'abondance et d'un atelier Chili/Pérou sont bien avancés. Les travaux devraient commencer en octobre de cette année (ScC11/Doc.8;Conf.7.8).

4. Ajout de nouvelles espèces à la liste des espèces faisant l'objet d'une action concertée

L'Australie a annoncé son intention d'entreprendre l'élaboration d'un accord de coopération régionale

couvrant les grandes baleines du Pacifique Sud, si les propositions qu'elle avait faites, tendant à inscrire certaines de ces espèces aux Annexes à la Convention étaient approuvées. Considérant ceci, le groupe recommande que dans l'éventualité où la Conférence des Parties approuverait une ou plusieurs des propositions d'inscription à l'Annexe I présentées par l'Australie, les espèces visées soient ajoutées à la liste des espèces devant faire l'objet d'une action concertée. En outre, les grandes baleines déjà inscrites à l'Annexe I qui fréquentent également la région devraient être ajoutées à cette liste. Il s'agit notamment de la baleine franche australe (*Eubalaena australis*), de la baleine bleue (*Balaenoptera musculus*), et du mégaptère (*Megaptera novaeangliae*).

PROGRES DES ACTIONS COOPERATIVES ENGAGEES EN FAVEUR DES ESPECES INSCRITES A L'ANNEXE II, ET ESPECES A AJOUTER A LA LISTE

1. Requin-baleine (*Rhincodon typus*)

Les Philippines ont annoncé, à la dernière réunion du Conseil, leur intention de promouvoir la conclusion d'un mémorandum d'accord régional pour conserver cette espèce. Le groupe ne disposait d'aucune information sur les progrès de cette initiative.

Le groupe ne disposait pas non plus d'information sur les progrès d'un plan prévu par l'Inde pour accueillir un atelier sur l'établissement d'un inventaire de la pêche au requin-baleine et le recueil de données sur le commerce international illicite de produits dérivés (ScC11/Doc.8.). Ce projet aurait dû démarrer en janvier 2002.

2. Esturgeons (18 espèces)

M. Blanke a présenté un rapport d'activité exhaustif sur les progrès réalisés depuis l'inscription de ces espèces à l'Annexe II de la CMS et leur inscription sur les listes de la CITES en 1997. Ces inscriptions n'avaient pas permis d'enrayer le déclin spectaculaire de ces espèces, en particulier le déclin des populations dans la mer Caspienne, malgré l'adoption d'une réglementation commerciale très stricte, de normes en matière d'étiquetage et d'obligations de rendre compte. Ce déclin était essentiellement imputable en commerce illicite de cette espèce qui, selon les estimations, serait de 10 à 12 fois plus important que le commerce licite. Vu le déclin continu de cette espèce, la CITES avait décidé en juin 2001 d'interdire le commerce du caviar par les principaux Etats riverains de la mer Caspienne, à l'exception de la République islamique d'Iran. Les cinq des principaux Etats riverains de la mer Caspienne avaient réagi en lançant de nouveaux efforts de surveillance, de conservation et de reconstitution; par suite de ces initiatives, la CITES avait levé l'interdiction de commercer en 2002. Le sentiment général est que les problèmes de conservation critiques n'ont pas encore été résolus, mais que quelques progrès ont cependant été faits. Plusieurs menaces continuent de mettre en péril cette espèce : dégradation de l'habitat, pollution, prises accidentelles, surexploitation des pêcheries, braconnage et introduction d'espèces d'esturgeons exotiques risquant de provoquer des croisements indésirables. Au commerce international illicite venait s'ajouter un autre problème majeur, celui de la capture et de la consommation illégales en Russie. On a fait observer que le seul moyen d'évaluer et de gérer efficacement toutes les espèces d'esturgeons menacées dans la mer Caspienne était d'invoquer leur immense valeur commerciale sur les marchés internationaux. Sans ce commerce, les efforts de conservation dans la mer Caspienne perdraient probablement de leur vigueur. C'est pourquoi il était regrettable que la plupart des Etats de l'aire de répartition ne soient pas membres de la CMS. Il a été recommandé que l'on accorde à la CITES trois à quatre années de plus pour obtenir des résultats positifs, après quoi la CMS devra décider s'il est nécessaire de poursuivre de nouvelles actions concertées.

3. Dauphin de la Plata (*Pontoporia blainvillei*) – voir ci-dessus la rubrique « actions concertées »

4. Dauphins et marsouins de la région australe de l'Amérique du Sud (6 espèces)

Aucune mesure de coopération n'a été prise pour ces espèces. L'atelier de la CMS sur l'état de conservation des mammifères aquatiques en Amérique latine et les priorités de la recherche, prévu au Chili en octobre de cette année, donnera peut-être lieu à des propositions de mesures de coopération.

5. Espèces inscrites à l'Annexe II à ajouter à la liste des espèces devant faire l'objet d'une action de mesure de coopération

Vu le nombre et la diversité des mesures de coopération achevées, en cours et prévues, pour les espèces inscrites à l'Annexe II en Asie du Sud-Est, visant à encourager la conclusion éventuelle d'un accord régional (ScC11/Doc.8), le groupe recommande que cette espèce soit ajoutée à la liste des espèces devant faire l'objet de mesures de coopération. Au nombre de ces espèces figure un marsouin (*Neophocaena phocaenoides*; plusieurs dauphins (*Sousa chinensis*, *Tursiops aduncus*, *Stenella attenuata*, *S. longirostris*, *Lagenodelphis hosei* et *Orcaella brevirostris*); et un dugong (*Dugong dugon*).

NOUVELLES PROPOSITIONS

Le groupe a examiné deux documents préconisant des recherches sur les petits cétacés d'Asie du Sud. Le premier de ces documents (ScC11/Doc.16) est un document d'information soumis par la Wildlife Conservation Society et la Whale and Dolphin Conservation Society soulignant la nécessité, les principes de base et les objectifs d'une initiative régionale et internationale pour la recherche sur les mammifères marins et la conservation de ces mammifères en Asie du Sud (Bangladesh, Inde, Maldives, Myanmar, Pakistan et Sri Lanka). Il est clair que de nombreuses populations de mammifères marins dans la région sont gravement menacées, principalement par les prises accidentelles. Les objectifs indiqués dans le document sont : 1) de dispenser une formation pour développer les capacités nationales; 2) de convoquer un atelier pour étudier la répartition de ces mammifères, leur abondance, la structure de la population, l'état de leur habitat, les prises délibérées, et les besoins en matière de recherche et de conservation; et 3) d'élaborer l'avant-projet d'un accord régional de la CMS. Le groupe a approuvé cette initiative dans son principe. Selon lui, les deux premiers objectifs étaient appropriés. S'agissant du troisième objectif, il a estimé que l'élaboration d'un projet d'accord devait être laissée à l'initiative des gouvernements. Le groupe suggère que les auteurs du document soient encouragés à soumettre des propositions de projet orientées vers la réalisation des deux premiers objectifs.

Le second document contenait l'ébauche d'une proposition, émanant du même groupe que précédemment, en vue d'évaluer les populations et la mortalité des cétacés dans la Baie du Bengale. Le groupe de travail a jugé que les recherches proposées étaient opportunes et pertinentes vu les besoins de coopération dans la région. Il recommande donc que les auteurs soient encouragés à soumettre une proposition plus complète en respectant la présentation normalisée de la CMS.

MODE DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL

Le groupe tient à souligner que la participation du Président du Comité scientifique de l'ASCOBANS a été extrêmement utile et il tient à encourager cette collaboration lors des réunions futures ainsi qu'entre les sessions. Le groupe estime qu'il est indispensable que le Conseil soit plus actif entre les

sessions. Il suggère que le secrétariat soit prié de fournir au Président et au Vice-Président du Conseil le soutien dont ils ont besoin pour que le Conseil puisse travailler efficacement entre les sessions. Ceci éviterait au Conseil d'avoir à travailler de manière empirique, comme c'est le cas actuellement en raison du manque de temps pendant les réunions. Le groupe a suggéré également que le Secrétariat soit prié d'enquêter sur les retards considérables dans le financement des projets, qui semble s'être généralisé, alors même que ces projets ont été approuvés en principe par le Conseil et que les principaux intéressés ont fourni des propositions présentées en bonne et due forme. Les membres se sont aussi déclarés mécontents de la distribution tardive des documents à la réunion en cours, dont certains avaient été distribués tout juste avant l'ouverture du débat en plénière, en sorte que personne n'avait eu le temps de lire les documents avant le débat. Une telle pratique rend impossible un débat et un examen approfondi des questions à l'étude.

FAUDRA-T-IL METTRE EN PLACE DES STRATEGIES AXEES SUR LES TAXONS?

Les membres du groupe ont convenu qu'une stratégie soigneusement élaborée serait d'un grand secours pour les travaux du Conseil sur les mammifères marins et les grands poissons. Cette stratégie donnerait des orientations aux chercheurs et autres intéressés souhaitant solliciter un financement de la CMS. Elle servirait aussi de base de référence par rapport à laquelle on pourrait juger du succès de l'action entreprise pour atteindre les objectifs fixés, en termes explicites, s'agissant des recherches et de l'action menées sur le terrain dans le domaine de la conservation. Le système actuel ne faisait qu'encourager une approche quelque peu incohérente reposant sur des demandes non sollicitées de financement de projets.

DIVERS

Le groupe s'est félicité du rapport sur les collisions entre les baleines et les navires (ScC11/Inf.7). Il a noté la gravité de la menace pour la survie de certaines espèces menacées d'extinction, en particulier la baleine franche de l'Atlantique Nord (*Eubalaena glacialis*), d'autant plus que cette menace se précisera encore davantage avec le recours croissant aux ferries à grande vitesse et le développement de la pêche côtière.

Annexe au rapport du Conseil scientifique VI

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES OISEAUX

qui s'est réuni les dimanche 15 et lundi 16 septembre 2002

Quelque vingt conseillers, observateurs et autres ont pris part aux diverses séances tenues par le Groupe de travail M. Moser, Conseiller pour les oiseaux, a assuré la présidence. Il a demandé que l'on désigne un rapporteur et a proposé la nomination de M. John O'Sullivan de BirdLife International, laquelle a été approuvée.

Proposition d'ajouts aux Annexes

Les espèces ci-après avaient été proposées.

Appendix I : *Puffinus creatopus*; *Pelecanoides garnotii*; *Gorsachius goisagi*; *Platalea minor*; *Anser cygnoides*; *Anas formosa*; *Haliaeetus leucorypha*; *Grus vipio*; *Grus monacha*; *Tringa guttifer*; *Eurynorhynchus pygmeus*; *Sterna bernsteini*; *Sporophila palustris*; *Alectrurus tricolor*.

Chaque espèce a été étudiée, en particulier quant à sa nature migratrice et à sa catégorie de menace d'après l'UICN, en prenant en considération toutes les observations formulées par écrit par les Parties. S'agissant des espèces d'oiseaux d'eau, le Groupe a pu bénéficier des chiffres estimatifs les plus récents sur les populations, qui seront publiés sous peu par Wetlands International. Même si les délégués se sont entendus sur les propositions, les points suivants méritent tout particulièrement d'être mentionnés.

S'agissant des *Pelecanoides garnotii*, il a été convenu que ces espèces se déplacent de manière cyclique et prévisible au-delà des frontières (suite aux effets des phénomènes El Nino et La Nina), et de ce fait réunissent les conditions requises pour être portées à l'attention de la Convention. Deux Parties (le Chili et le Pérou) ont fait des propositions distinctes sur les espèces; il a été décidé que les correspondants nationaux combindraient leurs propositions en une seule de manière à éviter toute incohérence.

S'agissant des *Anas formosa*, il a été relevé que ces dernières années, nombre d'espèces méconnues jusqu'à présent ont été trouvées en Corée du Sud, et la population pourrait ne pas être en déclin. Toutefois, il a été convenu que dans ces circonstances particulières, une approche de précaution devrait prévaloir.

S'agissant des *Sterna bernsteini*, il a été fait observer que c'était la redécouverte récente des espèces, que l'on pensait jusqu'alors disparues, qui avait déclenché sa proposition d'inscription à l'Annexe 1.

Après analyse des propositions, il a été décidé que le Groupe de travail appuierait l'adjonction dans l'Annexe 1 de toutes les espèces proposées.

Annexe II : *Brotogeris pyrrhopterus*; *Polystictus pectoralis pectoralis*; *Sporophila ruficollis*; *Pseudocolaptes auratus*; *Streptopelia turtur turtur*.

Le Groupe de travail a là aussi étudié chaque espèce, relevant les points spécifiques ci-après.

Le *Brotogeris pyrrhopterus* a été considéré comme un migrant au sens qu'en donne la Convention (traversant les frontières internationales au cours de ses votées régulières par exemple circadiennes). Comme il est menacé d'extinction, la Hongrie a posé la question de savoir s'il devrait être ajouté dans l'Annexe I plutôt que dans l'Annexe II. Le Pérou a confirmé que la proposition d'inscription à l'Annexe II était erronée et qu'il proposait en fait d'inscrire les espèces à l'Annexe I. Le Groupe de travail a souscrit à cette proposition.

Polystictus pectoralis pectoralis : il a été suggéré qu'il pourrait être approprié d'ajouter toutes les espèces dans l'Annexe, et non la seule espèce *pectoralis*. Toutefois, en l'absence d'un représentant de la Partie qui a proposé l'oiseau, il a été décidé d'inscrire l'espèce comme cela avait été proposé : les travaux seraient facilités au cours de la prochaine période triennale, et si l'inscription d'autres sous-espèces s'avérait indiquée, cela pourrait être fait au cours d'une future Conférence des Parties. (Pour ce qui était de la taxonomie, il a été noté que les espèces étaient généralement considérées comme appartenant aux Tyrannidae).

Les *Polystictus pectoralis*; *Sporophila ruficollis* et *Pseudocolopteryx dinellianus* pourraient de manière fort utile constituer la base d'un Accord visant les espèces migratrices des prairies d'Amérique du Sud.

Streptopelia turtur turtur : Le Sénégal a souligné le caractère grave des menaces qui pèsent sur cet oiseau et ses habitats au Sénégal. Le Groupe a estimé qu'il fallait davantage se pencher sur cette proposition, notamment chercher s'il conviendrait d'ajouter une sous-espèce, ou toutes les espèces, et s'entendre sur les actions prioritaires. Le Groupe de travail régional pourrait utilement étudier la question, et BirdLife International pourrait prêter une assistance, en particulier en dispensant des informations sur la distribution et les menaces dans l'aire de reproduction. Ce travail s'avérerait suffisamment complexe et prenant pour que l'on renvoie à une séance plénière tardive du Conseil une décision sur la proposition. Etant donné le grand nombre d'Etats de l'aire de répartition, on compte bien que des observations sur cette proposition soient faites à la Conférence des Parties.

Sous réserve des progrès enregistrés sur ce dernier point, le Groupe de travail a convenu de recommander l'adjonction de tous les taxons proposés

Action concertée

Les correspondants pour les espèces particulières ont été invités à faire des présentations actualisées. Les points qui suivent en sont un résumé.

Chloephaga rubidiceps : la coopération entre l'Argentine et le Chili se poursuit en ce qui concerne la recherche et d'autres questions. En fin 2001, un manuel avait été publié (en coopération avec Wetlands International) et distribué aux organisations agricoles dans les provinces appropriées. Un projet avait été élaboré pour étudier les questions de migration et le niveau de différenciation génétique; un financement était actuellement recherché à cet effet. Un accord-cadre entre les deux pays, qui a déjà été signé, pourrait déboucher sur l'accélération de la signature d'un mémorandum d'accord sur l'espèce. Un Accord avait été conclu au cours de la dernière réunion du Conseil scientifique, lequel devrait entraîner le démarrage des activités en novembre de cette année.

Anser erythropus : le Correspondant précédent pour cette espèce, M. Jesper Madsen, a démissionné du Conseil. On s'emploie actuellement à rechercher un nouveau correspondant; il a été convenu que jusqu'à ce qu'une proposition soit présentée, le Conseiller pour les oiseaux devrait garder les espèces sous surveillance. Une des priorités du Correspondant serait de poursuivre le projet actuel sur les espèces financé par la CMS. Soit le projet devrait être exécuté sans attendre, soit il devrait être retiré de la liste. Il a été signalé qu'étant donné le déclin persistant, des programmes de réintroduction en Finlande et en Suède avaient été stoppés. Cette action pourrait redémarrer en Suède, à condition que l'on ait trouvé une solution à certains problèmes génétiques. En Allemagne, un groupe d'organisations non gouvernementales entend démarrer un projet visant à éduquer les jeunes oiseaux à suivre un avion ultra léger (un projet test a donné des résultats positifs). Un projet de cette nature attirerait vraisemblablement un financement des entreprises commerciales et susciterait un vif intérêt du public pour les espèces. Les délégués ont attiré l'attention sur la situation dramatique de la faune sauvage, qui revêt à n'en pas douter la plus haute priorité, laquelle faune est victime de la chasse, en particulier dans le Kazakhstan; le massacre des oiseaux migrateurs marqués qui s'y produit a empêché l'identification exacte des zones d'hivernage.

Clamydotis undulata (population de l'Asie) : le Correspondant pour cette espèce a fait état des progrès qui avaient été faits dans l'élaboration d'un projet d'Accord final, qui serait distribué aux précédentes personnes consultées. On envisage de tenir une réunion des Etats de l'aire de répartition en septembre 2003, probablement en Arabie saoudite ou dans les Emirats arabes unis; certains détails liés à la planification doivent encore être finalisés avec le secrétariat. Le financement, qui devrait en particulier assurer la participation des délégués, serait nécessaire. Le Président a remercié le correspondant et s'est félicité de cette nouvelle encourageante, en particulier en ce qui concerne la réunion proposée. S'agissant de la question spécifique du financement, il a vivement conseillé de présenter rapidement des demandes au secrétariat en observant la présentation convenue.

Otis tarda (population d'Europe centrale) : un mémorandum d'accord est entré en vigueur le 1er juin 2001 et dix Parties y ont adhéré. On prévoit de tenir un atelier en avril 2003. Une proposition de projet pleinement élaborée a été soumise pour financement.

Numenius tenuirostris : un rapport du groupe de travail a été distribué au Conseil scientifique (Doc 14). Les défis à relever demeurent les mêmes en matière de conservation d'une espèce qui s'avère quasiment introuvable. Parmi les informations qui valent la peine d'être mentionnées, on peut citer les projets de recherche distincts actuellement entrepris au Royaume-Uni et en Belgique, qui, espère-t-on, permettront, grâce à l'analyse des isotopes dans les plumes, l'identification des régions de couvaison des oiseaux. Il est proposé que les efforts actuels continuent d'être soutenus, y compris le soutien financier au secrétariat (assuré par BirdLife International). Il convient de noter qu'une réunion sur les espèces se tiendra le 23 septembre dans le cadre d'une manifestation menée en marge de la Conférence des Parties. M. Boere, qui démissionne de son poste de Président du Groupe de travail, a été félicité pour sa contribution de taille. M. John O'Sullivan assurera dans le futur la liaison entre le Groupe de travail et le Conseil scientifique.

Grus leucogeranus : on a fait savoir que les niveaux des populations n'avaient guère changé; il est possible que certains oiseaux utilisent des terres humides non identifiées. Il y a sans contexte plus d'activités et une meilleure coordination, cette dernière grâce au coordonnateur pris en charge par la CMS. Parmi les activités menées, l'utilisation d'une technique d'avion ultra léger pour renforcer les populations permet d'augurer des lendemains meilleurs; des travaux sont actuellement en cours en Russie. Une nouvelle publication sur les espèces sera distribuée au cours de la Conférence des Parties.

Falco naumanni : il n'y a rien de profondément nouveau à signaler. (Une proposition de projet émanant d'Israël visant à travailler sur les espèces en Afrique est mentionnée ci-dessous).

Acrocephalus paludicola : un projet de mémorandum d'accord a été distribué aux Etats de l'aire de répartition vers la fin de l'année 2001, et une douzaine d'entre eux y ont répondu. Pratiquement toutes les réponses étaient positives, et il est actuellement prévu qu'une réunion destinée à finaliser le mémorandum d'accord et les travaux sur un Plan d'action se tiennent à Bélarus (le principal Etat de reproduction) en hiver ou au printemps prochains. Les fonds pour l'organisation de la réunion ont été alloués par le Royaume-Uni et par la Société royale pour la protection des oiseaux. Le Secrétariat de la CMS a récemment envoyé un projet de lettre d'accord à la Société royale pour la protection des oiseaux. En l'absence d'un correspondant pour cette espèce, le Conseiller pour les oiseaux maintiendrait la surveillance.

Aythya nyroca : un projet sur cette espèce est en cours, et il est entrepris par BirdLife et son organisation homologue en Bulgarie. Au nombre des activités figurent l'actualisation et l'élargissement géographique du plan d'action actuel, la création d'un site Web et la tenue d'un atelier international en Bulgarie en octobre 2002. Le projet est cofinancé par AEWA, en coordination avec la CMS. L'offre faite par le Conseiller de la Lettonie de jouer le rôle de correspondant pour cette espèce a été chaudement applaudie par le Groupe de travail et acceptée.

Oxyura leucocephala : là aussi un projet d'étude entrepris cette fois par Wetlands International est en cours et des premiers jets de productions sont disponibles. La situation en Espagne, où l'on enregistre une augmentation rapide de la population, est positive, tandis que la situation dans un autre Etat clé, la Turquie, qui ne participe pas au projet de Wetlands International, n'est pas claire, et il y a lieu d'obtenir des informations permettant de dresser un état des lieux. En l'absence d'un correspondant pour cette espèce, le Conseiller pour les oiseaux garderait les espèces sous surveillance.

Sarothrura ayresi : le correspondant pour cette espèce n'était pas présent à la réunion; il a été proposé de demander à la délégation sud-africaine davantage d'informations à son arrivée.

Hirundo atrocaerule : la situation est la même que pour *Sarothrura ayresi*.

Spheniscus humboldti : un projet visant cette espèce a été approuvé à la dernière réunion du Conseil scientifique, mais un financement n'a pas encore été dégagé; il a été décidé qu'il fallait à titre prioritaire régler cette question.

Flamant des Andes : il a été difficile de réunir des renseignements pour cette réunion, mais on pense que les populations sont stables. Le mémorandum d'accord-cadre entre les Etats de l'aire de répartition est toujours attendu (les fréquents changements de gouvernement n'ont pas arrangé la situation).

Mesures de coopération pour les espèces inscrites à l'Annexe II

Les discussions ont été marquées par le sentiment qu'à moins que l'on ne progresse vers un accord, un mémorandum d'accord ou instrument similaire, point n'était besoin de maintenir, une période triennale après l'autre, ces espèces sur la liste des espèces visées pour une telle action. Il était incontestable que telle était la situation des *Crex crex* et *Coturnix coturnix*. Il a été décidé de les maintenir sur la liste des espèces visées pour une action de coopération, mais de mettre une balise pour la huitième réunion de la Conférence des Parties où la question pourrait être examinée de concert avec l'étude proposée de la méthodologie d'inscription aux Annexes et l'exécution des listes aux fins d'une action concertée/de coopération. A ce moment, les questions connexes à l'examen pourraient englober : le fait de savoir si des espèces peuvent figurer à l'Annexe II à moins qu'une action de coopération ne soit en cours ou prévue; l'accent sur le fait qu'une action doit être entreprise *entre les Parties* pour que l'espèce réunisse les conditions; voire la possibilité qu'une fois qu'une espèce est visée dans un accord satisfaisant, elle devrait être retirée de l'Annexe II.

Le *Cygnus melanocorypha* est toujours en déclin en Uruguay et au Chili (en dépit du fait qu'on a constaté une couvaison en hausse dans ce dernier pays). Le Président a demandé instamment aux délégués des pays du Cône austral, pendant qu'ils se trouvaient à la réunion du Conseil scientifique, d'examiner ce qui pourrait concrètement être fait pour cette espèce et de formuler des observations en plénière.

S'agissant des albatros et pétrels de la zone australe, des progrès considérables ont bien sûr été faits, notamment en ce qui concerne la conclusion de l'Accord sur la conservation des albatros et pétrels.

En ce qui concerne le *Spheniscus demersus*, en l'absence d'un correspondant, M. Boere a noté que cette espèce était l'un des oiseaux côtiers proposé par l'Afrique du Sud en vue d'être couvert par l'AEWA; il s'agissait là d'une question qui serait abordée au cours de la deuxième réunion des Parties qui se tiendrait prochainement. Pour l'heure, il conviendrait qu'elle demeure sur la liste des espèces visées pour une action de coopération.

Questions stratégiques

Le Président avait proposé que ce point soit examiné par le Groupe de travail parce qu'il estimait que la Convention n'avait jusqu'ici pas abordé sous un angle stratégique ce qui pourrait être fait pour les oiseaux : elle semblait n'avoir aucune vision ni objectif. Selon lui, notre manière de travailler pêchait par plusieurs côtés, y compris le fait que nous consacrons trop de temps aux rapports répétitifs et à d'autres questions de fonctionnement.

Au cours des débats qui ont suivi, il a été soulevé que l'action de la Convention concernant les oiseaux était certainement positive. Toutefois, il y aurait lieu d'avoir une ligne de réflexion plus stratégique. Parmi les idées suggérées, celles qui suivent méritaient d'être mentionnées. Une ligne de réflexion stratégique peut être intersectorielle; ainsi, la valeur des combinaisons oiseau/mammifère et/ou oiseau/régional devrait être évaluée. Un catalogue des menaces par groupe taxonomique pourrait être un outil utile permettant de déboucher sur une action stratégique. La Convention elle-même en bénéficierait, en particulier au lendemain du Sommet mondial pour le développement durable. Elle devrait rechercher des synergies à l'extérieur. S'agissant des oiseaux, et d'autres groupes, davantage de documents de synthèse mieux faits, moins de doubles emplois ainsi que d'autres mesures de rationalisation permettraient de gagner du temps lors des réunions du Conseil scientifique. On pourrait améliorer la manière dont les conseillers, les correspondants, le secrétariat et d'autres communiquent et travaillent ensemble. Les activités au titre du projet pourraient certainement être simplifiées : des systèmes parallèles déconcertants sont mis en place en ce qui concerne la présentation, l'évaluation et la catégorisation par priorité des propositions, et notamment le déblocage des fonds et l'exécution des projets. La Convention ne devrait pas être simplement considérée comme une source de financement (à l'instar de certains instruments); au contraire, elle devrait activement rechercher les projets requis pour remplir son important rôle spécifique.

Au terme des débats, le Président a confirmé que le Groupe de travail appuyait l'élaboration proposée d'une stratégie de mise en œuvre et s'est félicité des idées suggérées.

Nouvelles espèces visées pour une action concertée

Au cours des débats, il n'y pas eu de propositions d'ajout d'espèces sur la liste visée pour une action concertée parmi celles figurant déjà à l'Annexe I. Sur les 15 espèces proposées pour être ajoutées à l'Annexe I au cours de cette réunion, il a été suggéré que les espèces ci-après rentrent dans les priorités : *Platalea minor*, *Eurynorhynchus pygmeus* et *Sterna bernsteini*. Comme la première et la troisième sont des espèces pour lesquels les Etats de l'aire de répartition sont particulièrement peu nombreux, il a été jugé essentiel d'attirer l'attention du Secrétariat, des Parties et d'autres qui sont en mesure d'agir sur le fait qu'il importait de rallier de nouvelles Parties, en particulier la Chine.

Nouvelles espèces visées pour une action de coopération

Les délégués des pays du Cône austral, soutenus par BirdLife International, ont proposé l'ajout de trois passereaux des prairies, proposé par le Paraguay pour inscription à l'Annexe II au cours de l'actuelle Conférence des Parties, sur la liste des espèces devant faire l'objet d'une action de coopération.

Il s'est posé la question du financement des programmes mondiaux/régionaux de surveillance et d'évaluation. Bien que la question outrepassse le seul champs des oiseaux, il serait approprié que la groupe de travail souligne l'importance du travail mené actuellement, notamment par Wetlands International (sur la base du Plan d'action commun) et BirdLife International, ainsi que la nécessité de soutenir ces programmes non seulement financièrement mais également sous d'autres formes.

Nouveaux projets

Le Président a souligné que ce point n'incluait pas les projets qui avaient déjà été signés, mais concernait uniquement les projets qui étaient entièrement nouveaux. Il a énuméré ces projets, à l'issue de quoi des débats ont eu lieu. Les recommandations du Groupe de travail sont présentées, projet par projet.

Otis tarda : financement d'un atelier pour démarrer l'action dans le cadre du mémorandum d'accord (10 000 dollars). Approuvé.

Numenius tenuirostris : Coordination du Secrétariat (22 000 dollars pour deux ans); étude et préparation d'une proposition du FEM (53 000 dollars). La coordination du Secrétariat est approuvée; une rationalisation plus poussée des éléments restants est requise.

Grus leucogeranus : un projet au lac de Poyang en Chine visant cette espèce ainsi que d'autres figurant à l'Annexe I (14 500 dollars). Approuvé. Il a été noté qu'il s'agit d'un site Ramsar; il est clair qu'il y a des synergies possibles entre les Conventions (et avec le projet majeur du WWF sur ce site). Il s'agit bien entendu d'une espèce phare de la CMS.

Falco naumanni : proposition d'étude et de cartographie en Afrique (41 000 dollars). Non approuvée, parce que bien qu'étant un bon projet, il ne cadre pas avec la pratique habituelle de la CMS au titre des études et travaux assimilés d'allouer des sommes plus petites (en général 5 000 à 10 000 dollars). Le Conseiller pour les oiseaux pourrait être chargé de contacter ceux qui ont proposé les projets et de voir dans quelle mesure une proposition plus modeste pourrait s'avérer appropriée.

En plus de ces propositions, le Pérou a, lors de la réunion, présenté une proposition sur le *Phoenicopterus andinus* dont le coût s'élève à près de 18 700 dollars. Le Président a dit qu'il était difficile d'émettre un avis sans donner davantage de détails, mais il a précisé qu'une proposition devrait être soumise dès que possible.

Le Groupe de travail devrait recommander au Conseil scientifique de constituer un fonds de secours pour ce projet éventuel, pour une proposition révisée éventuelle visant le *Falco naumanmi* et également, plus important, pour l'élaboration de la stratégie du Groupe de travail (qui couvrirait notamment un atelier pour les conseillers, représentants régionaux et autres).

Autres questions

Phalacrocorax carbo : une décision a été prise à la cinquième réunion de la Conférence des Parties en vue de démarrer une action sur cet oiseau (qui n'apparaît dans aucun Annexe de la Convention), à cause de l'impact sur la question des pêcheries. Après cette réunion, une réunion régionale s'est tenue et un plan d'action a été élaboré : il ne s'est rien passé depuis lors. On a jugé approprié de relever cette situation. Bien que le Conseil scientifique n'ait pas proposé de soulever cette question pour discussion à la septième réunion de la Conférence des Parties, une Partie qui est un Etat de l'aire de répartition pourrait bien entendu avoir toute latitude de le faire.

Le Président a fait état de la situation peu idéale qui prévalait, à savoir que le Conseiller pour les oiseaux faisait office de correspondant pour plusieurs espèces (voir plus haut). On a estimé qu'il valait mieux que le Conseiller puisse disposer de tout son temps pour jouer son rôle de coordination, et il y avait donc lieu que l'on poursuive les efforts en vue de trouver des correspondants.

Le Groupe de travail sur les oiseaux a achevé sa série de réunions le lundi 16 septembre à 11 h 50, et le Président a notamment exprimé ses remerciements aux interprètes et aux rapporteurs.

Au terme de leurs travaux, les participants ont vivement félicité le Président, ainsi que le Conseiller sortant pour les oiseaux, M. Mike Moser, pour la contribution de taille qu'il avait apportée au fil des ans au succès du Groupe de travail sur les oiseaux en particulier, et à la CMS d'une manière générale.

Annexe au rapport du Conseil scientifique VII

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES TORTUES MARINES

Débat présidé par M. Limpus.

Il n'y avait pas de proposition à examiner au titre de changements relatifs à l'inscription d'espèces aux annexes.

Quatre propositions qui avaient été présentées pour examen en vue d'un financement à titre de projet de la CMS ont été examinées et classées par ordre de priorité comme suit.

| Code du projet | Titre du projet | Montant demandé | Observations | Recommandation | Ordre de priorité |
|-----------------------|---------------------------------------------------------|------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|--------------------------|
| | | 29 214 dollars E.U | <p>Ce projet bénéficie de l'appui du point focal de la CMS.</p> <p>Il vise le recensement des tortues victimes de prises accidentelles dans le cadre de pêches commerciales dans une région dont on pense généralement qu'elle est vitale pour les stocks de tortues du Pacifique Sud.</p> <p>Un bon laboratoire de génétique y est associé, ce qui permettrait l'identification du stock de tortues capturées.</p> <p>Le lien de ces aspects avec un projet d'éducation communautaire sérieux en fait un projet particulièrement recommandable.</p> | A examiner pour un financement intégral | Très élevé |
| Doc. 10/A6 | Assurer une meilleure conservation des tortues au Kenya | 16 450 dollars E.U. | <p>Ce projet bénéficie de l'appui du point focal de la CMS. Il vise des mesures qui sont identifiées dans le projet de plan de travail régional du mémorandum d'accord de l'IOSEA.</p> <p>Il met l'accent sur la participation communautaire à la conservation de la tortue du Kenya.</p> <p>Il est bien axé sur l'éducation communautaire en vue de la conservation des tortues.</p> <p>Les données relatives à la nidification et les phases des données relatives à la mortalité sont actuellement gérées de manière stratégique quant à la planification nationale au Kenya.</p> | A examiner pour un financement intégral. | Elevé |

| Code du projet | Titre du projet | Montant demandé | Observations | Recommandation | Ordre de priorité |
|----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Doc. 10/A1 | Suivre la migration des tortues marines de l'Inde en vue de l'élaboration d'un programme de conservation intégré et de coopération. | 44 500 dollars E.U. | Le travail proposé cadre avec le projet de plan de travail régional pour le mémorandum d'accord de l'IOSEA. Il est bien axé sur les zones d'élevage importantes sur lesquelles existent peu de données. Il met l'accent sur l'identification des ressources en tortues marines et les processus locaux comportant des menaces, ainsi que sur le renforcement des capacités locales. Ce projet a été bien planifié et est réalisable. La génétique et les éléments relatifs à la télémétrie par satellite ne sont pas considérés suffisamment prioritaires pour le financement. | Recommandé pour un examen de son financement mais à un niveau réduit, de 34 500 dollars E.U. (ne prévoit pas de frais administratifs) | Moyen |
| Doc.10/A1 | Déplacements, comportement et utilisation de l'habitat des tortues carettes (<i>Caretta caretta</i>) en mer Adriatique | 42 600 \$ | Il s'agit avant tout d'un projet de recherche. Si le projet est scientifiquement rationnel, les résultats donnés par le processus consistant à suivre quelques (8) animaux n'est pas susceptible d'enrichir de manière sensible le corps important des connaissances existantes qui peuvent être utilisées immédiatement pour orienter la gestion proposée du processus de planification. Ce projet fournirait une excellente occasion pour une opération de relations publiques/des activités éducatives pour la conservation de la tortue marine au niveau régional. | Mérite un financement si les fonds ne sont pas limités, en raison de sa valeur éducative au niveau régional. | Faible |

Il ressort des discussions au sein du Groupe qu'il y a lieu de renforcer les liens entre les Etats signataires de la CMS et les opérations dans le cadre du mémorandum d'accord ouest-africain et océan Indien – Asie du Sud-Est.

Annexe au rapport du Conseil scientifique VIII

GROUPE DE TRAVAIL SUR LES PRISES ACCIDENTELLES

Les prises accidentelles ont été considérées par un certain nombre de délégations et de conseillers désignés comme le plus grave danger posé par l'activité humaine aux espèces migratrices dans le milieu marin. Ceci fait écho aux vues exprimées par la sixième Conférence des Parties dans sa Résolution 6.2, ainsi qu'au débat qui a eu lieu au sein du Conseil scientifique à sa dixième réunion. Un document établi par le Royaume-Uni (ScC11/Inf.6) dresse le bilan des activités entreprises par d'autres organisations régionales et internationales pour lutter contre ce fléau. Ce document a été établi à la demande du CSc10. Le projet de rapport a été bien accueilli, et considéré comme une étape importante et indispensable en vue de répertorier les principales organisations compétentes habilitées à mener une action plus rigoureuse que celle déjà engagée. On a fait observer que les prises accidentelles ne concernaient pas seulement les oiseaux de mer, les tortues marines et les cétacés inscrits aux Annexes I et II, mais aussi les poissons, y compris les requins, les raies et les esturgeons. Les prises accidentelles ont aussi un impact sur les espèces sédentaires, notamment les invertébrés et les végétaux benthiques. Les prises accidentelles d'espèces migratrices peuvent aussi survenir lors d'activités de pêche en eau douce et, dans une moindre mesure, en aquaculture.

Le Groupe de travail sur les prises accidentelles du Conseil scientifique a examiné la question plus avant. Les points suivants sont ressortis des débats :

- La définition de l'expression « prise accidentelle » n'est pas uniforme. Les ressources biologiques marines ne sont pas perçues de la même manière dans toutes les sociétés. Dans certaines sociétés, les prises accidentelles ne sont pas rejetées mais utilisées et considérées comme faisant partie des prises désirées. En dernière analyse, toutes les prises doivent être viables du point de vue de l'espèce ciblée, qu'elles soient voulues (et utilisées) ou non;
- La complexité du secteur de la pêche est telle que toute évaluation des prises accidentelles doit être effectuée avec une grande précision et pour chaque type de pêche. L'expérience a prouvé que les prises accidentelles varient selon les techniques de pêche employées, la saison, le moment de la journée, la zone géographique et le comportement des pêcheurs;
- Dans beaucoup de cas, les Parties ne sont pas conscientes de l'éventail des activités de pêche menées dans leurs eaux qui entraînent des prises accidentelles. Il faudrait donc, dans un premier temps, que les Parties dressent l'inventaire des activités de pêche menées dans les zones relevant de leur juridiction ou par les bateaux de pêche battant leur pavillon national;
- Une évaluation des prises accidentelles pourrait se dérouler en quatre étapes, (à l'instar des évaluations d'impact sur l'environnement), à savoir :
 1. Une description des ressources capturées;
 2. Une description des activités menées et de leurs effets sur les ressources considérées (estimation du nombre total de prises accidentelles dans les pêches considérées);
 3. Une détermination de l'impact des prises accidentelles sur la population totale de l'espèce;
 4. La mise en place des mesures d'atténuation appropriées.
- L'expérience acquise par la CMS et ses Accords montre qu'un enregistrement scientifique des prises accidentelles doit être effectué chaque fois que possible par des observateurs à bord indépendants. S'il n'est pas possible d'installer des observateurs à bord, il est nécessaire d'effectuer à défaut des études indépendantes. Les travaux d'observation doivent être soigneusement conçus pour échantillonner efficacement tous les aspects possibles des variations éventuelles;

- Les filets fantômes, c'est-à-dire les filets perdus ou abandonnés, peuvent continuer d'être responsables de prises accidentelles. L'idéal serait que tous ces équipements soient ôtés des océans et éliminés en toute sécurité. Bien que la tâche soit difficile, il n'en convient pas moins d'évaluer les prises accidentelles causées par ces filets et d'ajouter cet impact aux données concernant les activités de pêche considérées;
- Les prises accidentelles d'espèces migratrices inscrites aux Annexes I et II devraient être réduites au minimum. Une évaluation de la portée et de l'impact des prises accidentelles est souhaitable.
- Pour déterminer l'impact des prises accidentelles, il faut posséder des renseignements sur le taux de croissance potentiel des populations touchées. Ces renseignements peuvent être difficiles à obtenir et l'opération peut s'avérer coûteuse. Plusieurs activités de pêche peuvent avoir un impact sur la même ressource. Cet impact cumulé doit aussi être évalué. En l'absence de données, des extrapolations appropriées peuvent être effectuées. Tout avis et toute décision devraient être pris en se fondant sur le principe de précaution. Les questions touchant au bien-être des animaux ne devraient pas être négligées;
- Les pêcheurs sont souvent ceux qui sont les plus à même de suggérer des solutions d'atténuation possibles. Nombre de solutions sont nées de la collaboration entre pêcheurs et observateurs scientifiques. L'évaluation des prises accidentelles peut mieux être entreprise avec la coopération des pêcheurs;
- Parmi les mesures d'atténuation, on peut citer la modification des techniques et des équipements de pêche, la réduction des activités de pêche et la fermeture temporaire ou permanente des zones de pêche. Il y a lieu d'évaluer l'impact des mesures d'atténuation au regard de tous les taxons exposés à des prises. Les mesures de gestion à l'intérieur des zones protégées devraient prévoir l'examen pertinent des questions liées aux prises accidentelles.

Il ressort de ce qui précède que c'est au niveau des Parties que la question des prises accidentelles est traitée de la manière la plus satisfaisante, en s'intéressant directement aux pêcheries sous leur contrôle. Il est possible que les Parties aient à élaborer et à adopter des mesures par le canal d'organisations ou d'organismes d'intégration économique régionaux compétents.

Afin de donner suite à l'invitation faite dans la résolution 6.2 adoptée par la Conférence des Parties à sa sixième réunion, le Conseil scientifique recommande que les mesures précitées soient considérées comme des mesures concertées appropriées qui pourront être prises par les Parties. La prise accidentelle est une question majeure dans trois des Accords de la CMS. On a noté l'action concertée remarquable menée en ce qui concerne la négociation de l'Accord sur les albatros et les pétrels depuis la sixième réunion de la Conférence des Parties et a encouragé les Etats de l'aire de répartition à ratifier dès que possible ledit Accord et à participer pleinement tant à l'Accord sur la préservation des cétacés dans la mer Noire, en Méditerranée et dans la zone contiguë de l'Atlantique (ACCOBAMS) qu'à l'Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord (ASCOBANS). Les mémorandums d'accord sur les tortues peuvent également être des mécanismes importants permettant de lutter contre les problèmes des prises accidentelles.

On a relevé que les évaluations et les mesures pourraient être onéreuses dans certaines zones et on a par conséquent recommandé que l'on s'enquière auprès des Parties des propositions de travaux de recherche dans les zones/pêcheries dont on pense qu'elles connaissent des problèmes spécifiques non documentés et ce qui ne sont pas couvertes par des accords régionaux. A cet égard, les pêches ci-après revêtent une importance particulière :

- La pêche artisanale en général et certaines pêches industrielles;
- Pour les cétacés, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est, l'Asie occidentale, et l'Afrique de l'Ouest;

- Pour les tortues, l'océan Pacifique (pêche aux lignes de fond) et pour les tortues olivâtres en Asie du Sud;
- Pour les oiseaux, la pêche aux filets dérivants en Amérique du Sud et en Amérique du Nord;
- Pour les requins et les raies, toutes les pêcheries.

Le Groupe de travail était conscient de la somme de travail qui avait été entreprise sur la recherche et l'atténuation des prises depuis la sixième réunion de la Conférence des Parties, mais avait cependant eu des difficultés à l'évaluer de manière formelle étant donné qu'il n'avait pu disposer de rapports en la matière. Les Parties sont encouragées à faire rapport sur les progrès qu'elles ont accompli, dans la mesure où le partage de ces informations pourrait notamment accélérer considérablement les résultats susceptibles d'être obtenus par d'autres Parties. Ces rapports pourront également éviter de gaspiller les ressources.

Recommandations

1. Le Conseil scientifique estime que l'on doit prendre conscience du fait que les prises accidentelles constituent pour les espèces migratrices la plus grave menace résultant des activités humaines menées dans le milieu marin.
2. Le Conseil scientifique note que la sixième session de la Conférence des Parties a adopté la Résolution 6.2 sur cette question mais que, en dépit de quelques progrès ponctuels, le problème dans son ensemble ne s'est guère atténué, aussi le Conseil scientifique demande-t-il instamment aux Parties de déployer davantage d'efforts, notamment dans le cadre des accords existants parrainés par la CMS pour :
 - a) Dresser l'inventaire des pêcheries dans les eaux qu'elles contrôlent ou demander aux flottes relevant de leur juridiction de le faire
 - b) Décrire les ressources biologiques capturées
 - c) Décrire les activités menées et leurs effets sur les ressources (estimation du total des prises accidentelles dans les pêcheries considérées)
 - d) Déterminer l'impact des prises sur la population
 - e) Envisager et appliquer des mesures d'atténuation appropriées(Des détails supplémentaires sont inclus dans le rapport du Conseil scientifique.)
3. Le Conseil scientifique demande en outre à toutes les Parties d'appliquer des systèmes permettant d'étudier les prises accidentelles ou d'autres systèmes appropriés s'agissant des pêches effectuées dans leurs propres eaux territoriales et zones économiques exclusives (ou équivalentes) en vue de déterminer l'impact des pêches sur les espèces migratrices. Il conviendrait, le cas échéant, que cela soit fait dans le cadre de plans d'action internationaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture relatifs aux oiseaux de mer et aux requins.
4. Le Conseil scientifique suggère que toutes les Parties étudient et mettent en oeuvre tous les moyens propres à assurer la diminution du nombre de filets abandonnés et perdus dans les eaux sous leur contrôle, ainsi que les moyens permettant de réduire au minimum les pertes à partir de navires battant leur pavillon national.
5. Les Parties devraient encourager les projets de recherche dans les domaines ci-après où le manque d'informations est évident, et sur les régions qui ne sont pas couvertes par un accord régional de la CMS :
 - a) La pêche artisanale en général et certaines pêches industrielles;
 - b) Pour les cétacés, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est, l'Asie occidentale et l'Afrique de l'Ouest;
 - c) Pour les tortues, l'océan Pacifique (pêche aux lignes de fond) et pour les tortues olivâtres, l'Asie du Sud;

- d) Pour les oiseaux, la pêche aux filets dérivants en Amérique du Sud et en Amérique du Nord;
- e) Pour les requins et les raies, toutes les pêcheries.

Groupe de travail sur les prises accidentelles

Mark Tasker (Coordonnateur)

Barry Baker, Steve Gibson, Noritaka Ichida, Colin Limpus, Bill Perrin, Marina Sequeira, Marie-Christine Van Klaveren, Wim Wolff, John O'Sullivan, David Pritchard.

Annexe au rapport du Conseil scientifique IX

**RAPPORT SUR LES CONSEQUENCES DES CRITERES D'INSCRIPTION DE L'UICN
POUR LA CMS**

**Etabli à l'intention du secrétariat de la Convention sur la conservation des espèces migratrices
appartenant à la faune sauvage**

**Par Barry Baker, Tara Hewitt et Robyn Bromley (Australie),
Colin Galbraith et Alison Gilmour (Royaume-Uni),
en leur qualité d'experts.***

Historique

A la 10^{ème} réunion du Conseil scientifique de la CMS un groupe de travail a été mis en place afin d'examiner les conséquences des critères d'inscription révisés de l'UICN pour la CMS. Voici le rapport sur les résultats acquis.

Vue d'ensemble du système de Catégories pour la Liste Rouge de l'UICN

Le système de Catégories pour la Liste Rouge de l'UICN est un système de classification hiérarchique mis au point en vue d'évaluer et distinguer les espèces animales et végétales exposées à un risque d'extinction supérieur. Conçu pour la première fois en 1963 et initialement utilisé par la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN, le système de Catégories pour la Liste Rouge de l'UICN a défini une norme globale pour l'inscription des espèces et les efforts d'évaluation en matière de conservation. Pendant plus de 30 ans, la CSE a évalué l'état de conservation des espèces et sous-espèces dans un cadre global – en mettant l'accent sur celles menacées d'extinction et en favorisant leur conservation.

Le système a été développé afin de focaliser l'attention sur les mesures de conservation conçues pour protéger les espèces en danger. Avec le temps, l'UICN a reconnu qu'un système plus objectif et scientifique pour déterminer l'état des menaces de même qu'un système plus précis pour l'utilisation aux niveaux national et régional étaient nécessaires. Les Catégories de l'UICN pour la Liste Rouge ont fait l'objet d'une révision au début des années 1990 dans le cadre d'un vaste processus de consultation et de validation impliquant plus de 800 membres de la CSE et la communauté scientifique plus large. Cet exercice a débouché sur une approche plus précise et quantitative adoptée par l'UICN en 1994 (UICN 1994).

Depuis leur adoption, en 1994, les Catégories ont acquis une reconnaissance internationale et sont maintenant utilisées dans toute une gamme de publications et de listes produites par l'UICN, mais aussi par de nombreuses organisations gouvernementales et non gouvernementales. Compte tenu de cette utilisation aussi généralisée qu'intensive, il est naturel que certaines améliorations se soient révélées nécessaires et le 1^{er} Congrès mondial de la nature, en 1996, a chargé la CSE de réviser le système, principalement afin d'assurer que les critères sont appliqués à une large gamme d'organismes, notamment aux espèces à vie longue, et aux espèces faisant l'objet d'une gestion intense. Il a également été jugé souhaitable d'assurer l'inclusion des normes les plus élevées en matière de documentation, de gestion de l'information et de crédibilité scientifique dans le document conclusif.

* Ce rapport a été examiné par le groupe de travail et approuvé par le Conseil scientifique à sa onzième réunion.

La Commission de la sauvegarde des espèces a achevé une vaste révision des catégories et critères utilisés pour l'inscription des espèces dans la Liste Rouge de l'UICN en 2000. Menée dans le cadre d'un vaste processus de consultation avec les utilisateurs et les organisations du monde entier, cette révision a conduit à un système plus clair, plus ouvert et facile à utiliser. Portant une attention particulière aux espèces marines, aux espèces prélevées et aux fluctuations des populations, cette révision a renforcé l'efficacité des Catégories et Critères de la Liste Rouge comme indicateurs du risque d'extinction. La mise au point s'est faite dans le cadre d'un vaste processus de consultation et de validation et l'on peut raisonnablement penser que le système est fiable pour la plupart des organismes.

Les Catégories révisées ont été adoptées par le Conseil de l'UICN en février 2000 et viennent d'être publiées (UICN 2001). La CSE envisage de laisser inchangé ce système pendant une période suffisamment longue pour permettre une surveillance des changements justifiés dans l'état de conservation. L'UICN estime que la stabilité de ce système de catégorisation est essentielle si la Liste Rouge de l'UICN doit être utilisée comme indicateur fiable des tendances dans la diversité biologique.

Description des catégories d'inscription

L'UICN (2001) reconnaît les catégories de menace ci-après :

Éteint (EX) – Un taxon est dit Éteint lorsqu'il ne fait aucun doute que le dernier individu est mort. Un taxon est présumé Éteint lorsque des études exhaustives menées dans son habitat connu et/ou présumé, à des périodes appropriées (rythme diurne, saisonnier, annuel), et dans l'ensemble de son aire de répartition historique n'ont pas permis de noter la présence d'un seul individu. Les études doivent être faites sur une durée adaptée au cycle et aux formes biologiques du taxon.

Éteint à l'état sauvage (EW) – Un taxon est dit Éteint à l'état sauvage lorsqu'il ne survit qu'en culture, en captivité ou dans le cadre d'une population (ou de populations) naturalisée(s), nettement en dehors de son ancienne aire de répartition. Un taxon est présumé Éteint à l'état sauvage lorsque des études détaillées menées dans ses habitats connus et/ou probables, à des périodes appropriées (rythme diurne, saisonnier, annuel), et dans l'ensemble de son aire de répartition historique n'ont pas permis de noter la présence d'un seul individu. Les études doivent être faites sur une durée adaptée au cycle et aux formes biologiques du taxon.

En danger critique d'extinction (CR) – Un taxon est dit En danger critique d'extinction lorsque les meilleures données disponibles indiquent qu'il remplit l'un des critères A à E correspondant à la catégorie En danger critique d'extinction (voir section V de l'[Annexe A](#)) et, en conséquence, qu'il est confronté à un risque extrêmement élevé d'extinction à l'état sauvage.

En danger (EN) – Un taxon est dit En danger lorsque les meilleures données disponibles indiquent qu'il remplit l'un des critères A à E correspondant à la catégorie En danger (voir section V de l'[Annexe A](#)) et, en conséquence, qu'il est confronté à un risque très élevé d'extinction à l'état sauvage.

Vulnérable (VU) – Un taxon est dit Vulnérable lorsque les meilleures données disponibles indiquent qu'il remplit l'un des critères A à E correspondant à la catégorie Vulnérable (voir section V de l'[Annexe A](#)) et, en conséquence, qu'il est confronté à un risque élevé d'extinction à l'état sauvage.

Quasi menacé (NT) – Un taxon est dit Quasi menacé lorsqu'il a été évalué d'après les critères et ne remplit pas, pour l'instant, les critères des catégories En danger critique d'extinction, En danger ou Vulnérable mais qu'il est près de remplir les critères correspondant aux catégories du groupe Menacé ou qu'il les remplira probablement dans un proche avenir.

Préoccupation mineure (LC) – Un taxon est dit de Préoccupation mineure lorsqu’il a été évalué d’après les critères et ne remplit pas les critères des catégories En danger critique d’extinction, En danger, Vulnérable ou Quasi menacé. Dans cette catégorie sont inclus les taxons largement répandus et abondants.

Données insuffisantes (DD) – Un taxon entre dans la catégorie Données insuffisantes lorsqu’on ne dispose pas d’assez de données pour évaluer directement ou indirectement le risque d’extinction en fonction de sa distribution et/ou de l’état de sa population. Un taxon inscrit dans cette catégorie peut avoir fait l’objet d’études approfondies et sa biologie peut être bien connue, sans que l’on dispose pour autant de données pertinentes sur l’abondance et/ou la distribution. Il ne s’agit donc pas d’une catégorie Menacé. L’inscription d’un taxon dans cette catégorie indique qu’il est nécessaire de rassembler davantage de données et n’exclut pas la possibilité de démontrer, grâce à de futures recherches, que le taxon aurait pu être classé dans une catégorie Menacé. Il est impératif d’utiliser pleinement toutes les données disponibles. Dans de nombreux cas, le choix entre Données insuffisantes et une catégorie Menacé doit faire l’objet d’un examen très attentif. Si l’on soupçonne que l’aire de répartition d’un taxon est relativement circonscrite, s’il s’est écoulé un laps de temps considérable depuis la dernière observation du taxon, le choix d’une catégorie Menacé peut parfaitement se justifier.

Non évalué (NE) – Un taxon est dit Non évalué lorsqu’il n’a pas encore été confronté aux critères.

L’inscription dans une des catégories susmentionnées nécessite l’évaluation d’un taxon en fonction de cinq critères quantitatifs– chaque fois qu’un taxon remplit un de ces critères, il peut être classé dans la catégorie de menace correspondante. Les cinq critères sont:

Réduction de la taille de la population;

Répartition géographique limitée, qu’il s’agisse de la zone d’occurrence ou de la zone d’occupation;

Taille de la population en déclin;

Taille limitée de la population; et

Une probabilité élevée d’extinction.

L’Annexe A contient une description plus détaillée de ces cinq critères en ce qui concerne leur pertinence pour les catégories de menace CR, EN et VU.

Les critères peuvent être appliqués à toute unité taxonomique au niveau de l’espèce ou à un niveau inférieur. Les critères peuvent également être appliqués au sein de toute zone géographique ou politique mais, dans de tels cas, une attention particulière doit être accordée au point 14 de la présente section, Annexe A, et Gardenfors *et. al.* 2001 (Annexe B).

Les Catégories et Critères de l’UICN pour la Liste Rouge se veulent un système simple et facile à comprendre pour classer les espèces qui risquent de s’éteindre à l’échelle mondiale. L’objectif général du système consiste à fournir un cadre explicite et objectif de classification de la plus large gamme possible d’espèces, selon leur risque d’extinction.

Les changements contenus actuellement dans UICN (2001) ne représentent pas une dérogation significative aux principes et de la structure de l’UICN (1994). Ils ont été opérés dans une large mesure en vue de fournir des clarifications et orientations aux utilisateurs et afin d’assurer une large application à la plupart des plantes et animaux. Afin d’aider ceux qui connaissent bien UICN (1994), les changements apportés aux critères sont décrits sous forme de résumé à l’Annexe C.

Les conséquences pour la CMS

Les catégories et critères révisés prévoient des informations précises et scientifiquement défendables. Les nouvelles normes de documentation, qui fournissent aux scientifiques des orientations pour leurs analyses, rendent les classifications plus crédibles et transparentes. L'on estime que les catégories et critères de l'UICN sont maintenant suffisamment développés et faciles à comprendre pour recommander leur utilisation afin de fournir des orientations lorsqu'il s'agit de déterminer la pertinence de l'inscription d'un taxon à l'Annexe I de la CMS. Dans le cas de l'évaluation de propositions pour l'inscription d'espèces ou de populations à l'Annexe II, les catégories et critères de l'UICN fournissent éventuellement certaines orientations, mais ne répondent pas tout à fait au 'critère' de la CMS comme exposé à l'Article IV paragraphe 1.

“L'Annexe II énumère des espèces migratrices dont l'état de conservation est défavorable et qui nécessitent la conclusion d'accords internationaux pour leur conservation et leur gestion, ainsi que celles dont l'état de conservation bénéficierait d'une manière significative de la coopération internationale qui résulterait d'un accord international.” (notre attention particulière).

Les questions méritant d'être prises en considération par le Conseil scientifique sont examinées ci-dessous :

1. *Changements apportés aux catégories et critères de l'UICN*

A la 10^{ème} réunion du Conseil scientifique ont été soulevées des préoccupations concernant le fait que les pays en développement et en transition en particulier n'arrivent pas à suivre les changements apportés aux catégories de l'UICN et que la CMS a seulement approuvé la première version. Des préoccupations ont aussi été exprimées quant à l'éventuelle difficulté à mettre en application la dernière version, vu que les données sur le nombre et la distribution ne sont pas toujours facilement accessibles. Des préoccupations similaires ont été soulevées au cours de la récente révision et nous estimons qu'elles ont été abordées, notamment en précisant les moyens de traiter l'incertitude lorsque l'on applique les critères (voir Annexe 1 de l'UICN 2001). A notre avis, UICN (2001) constitue un système de catégories et de critères bien développé qui :

- peut être utilisé de manière cohérente par différents utilisateurs;
- améliore l'objectivité en fournissant aux utilisateurs des orientations claires sur les moyens d'évaluer différents facteurs qui influent sur le risque d'extinction;
- offre un système permettant la comparaison entre des taxons très différents;
- permet aux utilisateurs de la liste d'espèces menacées de mieux comprendre la démarche suivie pour classer chaque espèce, et
- rend plus transparente la prise de décisions puisqu'il exige la documentation du processus d'évaluation, y compris la spécification des hypothèses, avec des orientations claires pour le traitement de l'incertitude concernant le niveau de connaissances relatives à un taxon.

Un logiciel *RAMAS Red List version 2.0* a été mis au point afin d'aider les utilisateurs dans l'évaluation des espèces en fonction des critères. Ce logiciel a été approuvé par la CSE. *RAMAS Red List* met en œuvre les règles appliquées par l'UICN, et permet aussi explicitement l'inclusion d'incertitudes dans les données d'entrée. Les données d'entrée telles que le nombre d'individus matures peuvent être spécifiées soit comme un nombre, ou une échelle de nombres, soit comme une échelle de nombres plus une meilleure estimation. Le programme propage ces incertitudes. Suivant les incertitudes, la classification en découlant peut être une seule catégorie ou une échelle de catégories probables. Un avantage supplémentaire qu'offre ce programme est la facilité d'imprimer les résultats de l'évaluation d'un taxon, simplifiant ainsi la documentation de la procédure d'évaluation. Des informations supplémentaires sur ce programme sont disponibles sous l'adresse web suivante : <http://www.ramas.com/redlist.htm>.

2. *Echelle d'applicabilité*

Les Catégories et Critères de l'UICN pour la Liste Rouge ont été conçus pour une évaluation globale des taxons. Toutefois, bon nombre d'utilisateurs souhaitent pouvoir les appliquer à une partie des données globales, en particulier à la population d'une espèce, et au niveau géographique (régional, national ou local). Pour appliquer les Catégories et Critères, il importe de se référer aux lignes directrices préparées par le Groupe de travail CSE/UICN sur l'application des catégories et critères à niveau régional (version actuelle à l'Annexe B). Il faut cependant admettre qu'une catégorie applicable à l'échelon mondial ne correspond peut-être pas à une catégorie nationale ou régionale pour le même taxon. Par exemple, un taxon classé dans la catégorie *Préoccupation mineure* au niveau mondial peut être *En danger critique d'extinction* dans une région donnée où ses effectifs sont très limités ou en déclin, uniquement parce qu'il se trouve peut-être aux limites de son aire de répartition mondiale.

Pourvu que la population régionale devant faire l'objet d'une évaluation soit isolée des populations conspécifiques hors de la région, les critères de l'UICN pour la Liste Rouge peuvent être utilisés sans modification. Le risque d'extinction d'une population isolée est identique à celui d'un taxon endémique, et dans de telles situations les critères peuvent être utilisés à toute échelle géographique sans modifier les seuils.

Si les critères sont appliqués à une partie d'une population définie par une frontière géopolitique ou à une population régionale avec échanges occasionnels d'individus avec d'autres populations au-delà de la frontière, les seuils énoncés sous chaque critère seront erronés étant donné que l'unité faisant l'objet de l'évaluation n'est pas identique à la population réelle. Il en résulte que l'estimation du risque d'extinction est probablement inexacte.

Dans le passé, la CMS a inscrit les espèces et les populations aux Annexes I et II. Si la CMS envisage d'utiliser les critères de l'UICN pour la Liste Rouge pour l'évaluation de propositions d'inscription futures, il importera de reconnaître le contexte de la proposition (espèce ou population) et d'appliquer les principes contenus dans Gardenfors *et. al.* (2001) si besoin est lorsque la proposition se base sur une région.

3. *Quelles catégories de menace devraient attribuer à un taxon le qualificatif 'en danger' aux fins de l'Annexe I?*

Nous estimons que les critères pour la proposition d'inscription ou l'inscription d'une espèce à l'Annexe I ou II de la CMS pourraient être précisées. Actuellement, les orientations fournies se manifestent plutôt dans le langage juridique que scientifique de la CMS. Par exemple, dans le cas de l'Annexe I est formulé comme suit – “1. L'Annexe I énumère des espèces migratrices en danger” et “2. Une espèce migratrice peut figurer à l'Annexe I à condition qu'il soit établi sur la base de données probantes, notamment des meilleures données scientifiques disponibles, que cette espèce est en danger. »

Les orientations pour l'Annexe II sont – “1. L'Annexe II énumère des espèces migratrices dont l'état de conservation est défavorable et qui nécessitent la conclusion d'accords internationaux pour leur conservation et leur gestion, ainsi que celles dont l'état de conservation bénéficierait d'une manière significative de la coopération internationale qui résulterait d'un accord international”.

L'adoption des critères de l'UICN comme outil d'aide à la décision pour évaluer l'inscription d'un taxon à l'Annexe I de la CMS peut se révéler utile. Les critères apporteraient clarté et transparence au processus décisionnel et fourniraient des définitions claires des différents critères d'inscription. Afin d'aider le Conseil scientifique de la CMS dans la conceptualisation du fonctionnement potentiel de cette approche, nous proposons ce qui suit :

| Evaluations selon les critères de l’UICN pour les espèces migratrices | Qualifie pour la CMS |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CR, EN, VU | Annexe I et/ou Annexe II |
| NT | Annexe II |
| Toutes les autres catégories | Qualifie pour l’Annexe II, si l’état de conservation d’un taxon bénéficierait d’une manière significative de la coopération internationale qui résulterait d’un accord international. |

Recommandation

Le Conseil scientifique devrait examiner les suggestions formulées dans le présent document et recommander à la Conférence des Parties à la CMS que le Conseil scientifique utilise les catégories de l’UICN pour la Liste Rouge 2001 comme **outil d’aide à la décision** dans le cadre de l’évaluation de l’état de conservation des taxons ou populations qu’il est proposé d’inscrire aux Annexes I et II. Le Conseil scientifique utilisera la Liste Rouge de l’UICN sur la base suivante:

- a) les catégories de menace de l’UICN pour CR, EN et VU **en vue de contribuer** à l’évaluation de l’inscription d’un taxon ou d’une population à l’Annexe I, étant entendu que les espèces figurant à l’Annexe I de la CMS sont définies comme « en danger » au sens large. Ces catégories de menace peuvent aussi **contribuer** à l’évaluation des propositions tendant à inscrire un taxon ou une espèce à l’Annexe II;
- b) la catégorie de menace de l’UICN pour NT **en vue de contribuer** à l’évaluation de l’inscription d’une espèce migratrice à l’Annexe II; et
- c) vu que l’Article IV de la Convention n’exige pas qu’un taxon ou une population fasse l’objet d’un état de conservation défavorable pour être inscrit à l’Annexe II, les taxons ou populations n’entrant dans aucune des catégories de menace de l’UICN (CR, EN, VU ou NT) pourront être considérés en vue de leur inscription à l’Annexe II s’il existe de bonnes raisons de le faire.

Références

- IUCN. 2001. *IUCN Red List Categories and Criteria: Version 3.1*. IUCN Species Survival Commission. IUCN: Gland, Switzerland and Cambridge, UK.
- IUCN. 1994. *IUCN Red List Categories: Version 2.3*. IUCN Species Survival Commission. IUCN: Gland, Switzerland.
- Gardenfors U., Hilton-Taylor C., Mace G. and J. P. Rodriguez. 2001. *The Application of IUCN Red List Criteria at Regional Levels*. Conservation Biology 15: 1206-1212.

Annexe au rapport du Conseil scientifique X

**PROJET DE TABLEAU RECAPITULATIF DES PROJETS APPROUVES EN PRINCIPE PAR
LE CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA CMS A SA ONZIEME REUNION (AU 17.09.02)**

| Titre du projet | Pays concerné | Calendrier d'exécution provisoire | Budget estimatif approuvé (en dollars) | Cofinancement disponible? | Proposition de projet disponible? | Contact pour suivi et élaboration d'une proposition de projet complète | Observations |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| OISEAUX | | | | | | | |
| Premier atelier au titre du Mémorandum d'accord sur la conservation et la gestion des populations de Grande outarde (<i>Otis tarda</i>) d'Europe centrale. | Etats de l'aire de répartition de la Grande outarde ayant signé le Mémorandum d'accord | Jan.-juin 2003 | 10 000 | | oui | M. Attila Bankovics | Priorité |
| Etude sur les oiseaux d'eau, le niveau des eaux et les plantes aquatiques comestibles en vue de la conservation des zones humides menacées du Lac Poyang en Chine | Chine | Jan.-déc. 2003 | 14 500 | 13 875 | oui | International Crane Foundation (ICF) | |
| Fourniture de services de secrétariat au Groupe de travail sur le courlis à bec grêle | | 2003-2004 | 22 000 | | oui | BirdLife International – Division européenne | |
| Mesures de conservation pour <i>Platalea minor</i> , <i>Eurynorhynchus pygmeus</i> , et <i>Sterna bernsteini</i> . | | | 40 000 | | non | M. Noritaka Ichida | Haute Priorité, en attendant toutefois l'approbation par la COP7 de l'inscription de ces espèces à l'Annexe I |
| <i>Falco naumanni</i> – Mise en œuvre des actions prioritaires du Plan d'action | | | | | non | Conseiller désigné pour les oiseaux | |

| Titre du projet | Pays concerné | Calendrier d'exécution provisoire | Budget estimatif approuvé (en dollars) | Cofinancement disponible? | Proposition de projet disponible? | Contact pour suivi et élaboration d'une proposition de projet complète | Observations |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| Conservation des espèces de passereaux (<i>Polystictus pectoralis pectoralis</i> , <i>Sporophila ruficollis</i> , <i>Pseudocolopteryx dinellianus</i>) de la partie australe de l'Amérique du Sud – à définir | | | | | non | M. Roberto Schlatter | En attendant l'approbation par la COP7 de l'inscription de ces espèces à l'Annexe II |
| Cygne à col noir – à définir | | | | | non | M. Roberto Schlatter | |
| TOTAL PARTIEL | | | 86 500 + 40 000 | | | | |
| MAMMIFERES | | | | | | | |
| Réunion pour l'élaboration d'un Mémoire d'accord sur l'éléphant d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale | | | 15 000 | Attendu (France) | Non | | |
| Antilopes sahélo-sahariennes : Contribution à la coordination du projet français du FEM | Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Tunisie | 2005 | 25 000 | France USFWS | non | Roseline Beudels (IRSNB) | Fonds de contrepartie |
| Antilopes sahélo-sahariennes: mise en place et tenue à jour d'un site Internet et d'une base de données sur Internet | | 2003-2004 | 25 000 | | non | Roseline Beudels (IRSNB) | |
| Antilopes sahélo-sahariennes: participation à l'élaboration du projet Ferlo au Sénégal | Sénégal | 2003-2004 | 20 000 | | non | Roseline Beudels (IRSNB) | |
| Antilopes sahélo-sahariennes: Développement d'un projet en Libye, au Niger et au Tchad | Libye, Niger, Tchad | 2003-2004 | 20 000 | | non | Roseline Beudels (IRSNB) | |

| Titre du projet | Pays concerné | Calendrier d'exécution provisoire | Budget estimatif approuvé (en dollars) | Cofinancement disponible? | Proposition de projet disponible? | Contact pour suivi et élaboration d'une proposition de projet complète | Observations |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| Antilopes sahélo-sahariennes: développement d'un projet en Egypte | Egypte | | 10 000 | | non | Roseline Beudels (IRSNB) | Réserve (à constituer lorsque des structures adéquates auront été mises en place) |
| TOTAL PARTIEL | | | 115 000 | | | | |
| MAMMIFERES AQUATIQUES ET GRANDS POISSONS | | | | | | | |
| Evaluation des populations de cétacés et de la mortalité causée par les prises accidentelles dans la baie du Bengale | Myanmar, Bangladesh, Inde, Sri Lanka | 2003 | 38 000 | 30 000 (attendu) | non | Brian D. Smith – Wildlife Conservation Society, Margi Prodeaux, Alison Wood - Whale and Dolphin Conservation Society | Très haute priorité Concept disponible |
| Atelier de formation au Bangladesh sur les techniques de recherche sur la conservation des mammifères marins, à l'intention de scientifiques et de spécialistes de la conservation de pays en développement | Bangladesh, Inde, Myanmar, Pakistan | 2003 | 25 000 | Possible | Non, mais une offre a été faite de préparer la proposition de projet complète | Brian D. Smith - Wildlife Conservation Society Margi Prodeaux, Alison Wood - Whale and Dolphin Conservation Society | Principal sponsor de la CMS |
| Atelier de formation à Sri Lanka ou en Inde sur les techniques de recherche pour la conservation des mammifères marins, à l'intention de scientifiques et de spécialistes de la conservation de pays en développement | Sri Lanka, Inde | 2004 | 25 000 | Possible | Non, mais une offre a été faite de préparer la proposition de projet complète | Brian D. Smith - Wildlife Conservation Society Margi Prodeaux, Alison Wood - Whale and Dolphin Conservation Society | Principal sponsor de la CMS |

| Titre du projet | Pays concerné | Calendrier d'exécution provisoire | Budget estimatif approuvé (en dollars) | Cofinancement disponible? | Proposition de projet disponible? | Contact pour suivi et élaboration d'une proposition de projet complète | Observations |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| Atelier pour étudier la répartition, l'abondance, la structure de la population, l'état de l'habitat, les prises directes, les prises accidentelles et les besoins de recherche et de conservation pour les mammifères marins d'Asie du Sud | Bangladesh, Inde, Myanmar, Pakistan, Sri Lanka, Philippines | 2005 | 40 000 | Possible | Non, mais une offre a été faite de préparer la proposition de projet complète | Brian D. Smith - Wildlife Conservation Society Margi Prodeaux, Alison Wood - Whale and Dolphin Conservation Society | Principal sponsor de la CMS |
| TOTAL PARTIEL | | | 128 000 | | | | |
| TORTUES MARINES | | | | | | | |
| Conservation des tortues marines au large des côtes du Pérou | Pérou | Août 2003-déc. 2004 | 29 200 | | oui | Institut national des ressources naturelles (INRENA) | Très haute priorité |
| Améliorer la conservation des tortues marines au Kenya | Kenya | 2003-2004 | 16 450 | | oui | Kenya Sea Turtle Conservation Committee (KESCOM) | Haute priorité |
| Suivre les migrations des tortues marines indiennes: vers un programme de conservation intégré et en coopération | Inde | Août 2003 - sept. 2004 | 34 500 | 55 000 + 14 000 (à trouver) | oui | Centre for Herpetology Madras Crocodile Bank Trust & Wildlife Institute of India | Priorité moyenne. Financement approuvé pour les activités principales, sauf l'administration |
| Projets émanant d'une réunion dans le cadre du Mémorandum d'accord de l'IOSEA sur les tortues marines | Etats de l'aire de réparation de l'IOSEA | | 45 000 | | non | | |

| Titre du projet | Pays concerné | Calendrier d'exécution provisoire | Budget estimatif approuvé (en dollars) | Cofinancement disponible? | Proposition de projet disponible? | Contact pour suivi et élaboration d'une proposition de projet complète | Observations |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Mouvements, comportement et utilisation de l'habitat de la tortue Carette (<i>Caretta caretta</i>) dans la mer Adriatique | Slovénie, Croatie | Jan. 2003 - déc. 2004 | [42 600] Non inclus dans le total partiel pour les tortues | 77 400 | oui | Département de zoologie, Musée d'histoire naturelle de la Croatie | Réserve. Pas une priorité. Peut être financé si d'autres projets approuvés ne se matérialisent pas ou si un financement supplémentaire devient disponible. |
| TOTAL PARTIEL | | | 125 150 | | | | |

* * *



Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage



Compte rendu intégral de la septième session de la Conférence des Parties: Partie I, Annexe IX

RESOLUTIONS

ADOPTÉES À LA SEPTIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES

RESOLUTION 7.1

ACTIONS CONCERTÉES A ENTREPRENDRE POUR LES ESPECES INSCRITES A L'ANNEXE I

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Rappelant la Résolution 3.2 concernant les espèces inscrites à l'Annexe I adoptée par la Conférence des Parties à sa troisième session (Genève, 1991) ;

Reconnaissant que par sa Résolution 3.2, la Conférence des Parties a décidé entre autres qu'à chacune de ses sessions un examen formel aurait lieu pour un certain nombre d'espèces inscrites à l'Annexe I ;

Rappelant en outre que, par sa Résolution 3.2, mise à jour par sa Résolution 4.2 (Nairobi, 1994), sa Résolution 5.1 (Genève, 1997) et sa Résolution 6.1 (Le Cap, 1999), la Conférence des Parties a donné pour instruction au Secrétariat et au Conseil scientifique d'encourager et d'aider les Parties à engager des actions concertées pour appliquer les dispositions de la Convention ;

Notant que le Conseil scientifique a, à sa 11^{ème} réunion tenue à Bonn en septembre 2002, revu les rapports comme suite à la Résolution 3.2 concernant cinq espèces inscrites à l'Annexe I faisant l'objet d'une action concertée ;

Notant en outre la recommandation prise par le Conseil scientifique à sa 11^{ème} réunion tendant à ce que les espèces suivantes fassent l'objet d'actions concertées : Mammifères terrestres : *Uncia uncia*; Mammifères marins : *Balaenoptera physalus*, *Balaenoptera borealis*, *Physeter macrocephalus*, *Eubalaena australis*, *Balaenoptera musculus*, *Megaptera novaeangliae* ; Oiseaux : *Platalea minor*, *Eurynorhynchus pygmeus*, *Sterna bernsteini* ; et

Notant également la recommandation faite par le Conseil scientifique à sa 11^{ème} réunion tendant à revoir la pratique actuelle pour identifier et appliquer des actions concertées pour les espèces inscrites à l'Annexe I ;

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Décide* que les actions concertées et la préparation des rapports d'examen envisagés dans le cadre de la Résolution 3.2 soient effectuées pour les espèces sus-mentionnées ainsi que pour d'autres espèces, le cas échéant, durant la période triennale 2003-2005, et que la Conférence des Parties revoie les résultats obtenus à sa prochaine réunion ;

2. *Souscrit* à la recommandation faite par le Conseil scientifique à sa 11^{ème} réunion tendant à ce que les activités à entreprendre en faveur des espèces visées par la Résolution 6.1 se poursuivent pour une nouvelle période de trois ans (2003-2005), de telle sorte que la liste des espèces pour lesquelles des actions concertées doivent se poursuivre ou commencer, selon le cas, corresponde au tableau joint à cette résolution ;

3. *Souscrit* à la procédure convenue par le Conseil scientifique à sa 11^{ème} réunion pour identifier et mener, à l'avenir, des actions concertées en faveur des espèces inscrites à l'Annexe I, actions qui se trouvent résumées dans l'Annexe III au rapport de cette réunion ; et

4. *Donne pour instruction* au Conseil scientifique et au Secrétariat d'appliquer intégralement la nouvelle procédure durant la période triennale 2003-2005.

ESPECES RETENUES POUR UNE ACTION CONCERTEE PAR LA CONFERENCE DES
PARTIES A LA CMS A SES 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} ET 7^{ème} SESSIONS

| Année d'adoption | Résolution | Nom scientifique | Nom vulgaire |
|------------------|------------|---------------------------------|------------------------------|
| 1991 | 3.2 | <i>Addax nasomaculatus</i> | Addax au nez taché |
| | 3.2 | <i>Gazella dorcas</i> | Gazelle dorcas |
| | 3.2 | <i>Gazella leptoceros</i> | Gazelle leptocère |
| | 3.2 | <i>Chlamydotis undulata</i> | Outarde houbara |
| | 3.2 | <i>Numenius tenuirostris</i> | Courlis à bec grêle |
| | 3.2 | --- | Tortues marines |
| 1994 | 4.2 | <i>Chloephaga rubidiceps</i> | Oie des Andes à tête rousse |
| | 4.2 | <i>Oxyura leucocephala</i> | Erismature à tête blanche |
| | 4.2 | <i>Grus leucogeranus</i> | Grue de Sibérie |
| | 4.2 | <i>Otis tarda</i> | Grande outarde |
| | 4.2 | <i>Gazella dama</i> | Gazelle dama |
| | 4.2 | <i>Oryx dammah</i> | Oryx algazelle |
| | 4.2 | <i>Monachus monachus</i> | Phoque moine de Méditerranée |
| 1997 | 5.1 | <i>Falco naumanni</i> | Faucon crécerellete |
| | 5.1 | <i>Phoenicopterus andinus</i> | Flamant des Andes |
| | 5.1 | <i>Phoenicopterus jamesi</i> | Flamant des James |
| | 5.1 | <i>Anser erythropus</i> | Oie naine |
| | 5.1 | <i>Gorilla gorilla beringei</i> | Gorille de montagne |
| | 5.1 | <i>Pontoporia blainvillei</i> | Dauphin de la Plata |
| | 5.1 | <i>Hippocamelus bisulcus</i> | Cerf des Andes méridionales |
| 1999 | 6.1 | <i>Sarothrura ayresi</i> | Râle à miroir |
| | 6.1 | <i>Hirundo atrocaerulea</i> | Hirondelle bleue |
| | 6.1 | <i>Acrocephalus paludicola</i> | Phragmite aquatique |
| | 6.1 | <i>Lontra felina</i> | Loutre de mer |
| | 6.1 | <i>Lontra provocax</i> | Loutre du Chili |
| | 6.1 | <i>Spheniscus humboldti</i> | Manchot de Humboldt |
| | 6.1 | <i>Aythya nyroca</i> | Fuligule nyroca |
| 2002 | 7.1 | <i>Uncia uncia</i> | Panthère des neiges |
| | 7.1 | <i>Balaenoptera physalus</i> | Rorqual commun |
| | 7.1 | <i>Balaenoptera borealis</i> | Rorqual boréal |
| | 7.1 | <i>Physeter macrocephalus</i> | Cachalot |
| | 7.1 | <i>Eubalaena australis</i> | Baleine franche australe |
| | 7.1 | <i>Balaenoptera musculus</i> | Baleine bleue |
| | 7.1 | <i>Megaptera novaeangliae</i> | Megaptère |
| | 7.1 | <i>Platalea minor</i> | Petite spatule |
| | 7.1 | <i>Eurynorhynchus pygmeus</i> | Bécasseau spatule |
| | 7.1 | <i>Sterna bernsteini</i> | Sterne d'Orient |

* * *

RESOLUTION 7.2*

EVALUATION D'IMPACT ET ESPECES MIGRATRICES

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Préoccupée par le fait que les nuisances évitables subies par les espèces migratrices sont souvent causées par l'absence d'évaluation préalable adéquate des impacts environnementaux que sont susceptibles d'avoir des projets, plans, programmes et politiques, évaluation mise en œuvre de façon systématique et pris en compte formellement dans la prise de décision ;

Soulignant que les espèces migratrices sont particulièrement tributaires d'une coopération internationale à ce point de vue en raison, entre autres, de leur sensibilité particulière aux impacts qui peuvent se manifester bien au-delà du territoire du pays dans lequel ils ont leur origine et aux impacts cumulatifs ;

Désireuse que les intérêts des espèces migratrices fassent l'objet d'un meilleur traitement dans les aspects ayant trait à la diversité biologique de l'évaluation de l'impact environnemental et de l'évaluation environnementale stratégique ;

Consciente que l'Article I (1) (c) de la Convention définissant l'état de conservation favorable, l'Article II (2) visant à éviter qu'une espèce migratrice ne soit menacée d'extinction, l'Article III (4) relatif à la protection des espèces visées à l'Annexe I présupposent tous l'anticipation et la prévision des effets ;

Sachant que de nombreuses Parties contractantes mettent déjà en œuvre des systèmes légaux institutionnels d'évaluation environnementale sous des formes variées, mais dont la plupart bénéficieraient d'une harmonisation internationale des directives relatives aux principes, normes, techniques et procédures et d'une confirmation de leur applicabilité aux intérêts des espèces migratrices ;

Considérant que l'évaluation de l'impact environnemental est prévue dans d'autres conventions s'intéressant à la conservation de la biodiversité, et dans d'autres Accords relevant de la CMS ;

Consciente également que les Conférences respectives des Parties contractantes à la Convention Ramsar relative aux zones humides et à la Convention sur la diversité biologique (CDB) ont, ces dernières années, adopté ou approuvé des décisions et directives sur l'évaluation de l'impact environnemental concernant la coopération entre ces Conventions et la Convention sur les espèces migratrices ;

Notant en particulier que la Décision IV/10c de la CDB sur l'évaluation des impacts et la minimisation des effets contraires a encouragé surtout la coopération entre la CDB, la Convention Ramsar, la CMS, l'Association internationale pour l'évaluation d'impacts et l'UICN – Union Mondiale pour la Nature – à ce sujet ;

* Le projet original de cette résolution, examiné par la Conférence des Parties, a été référencé 7.10.

Notant également que la Décision V/18 de la CDB sur l'évaluation des impacts, la responsabilité et la réparation ont encouragé de façon spécifique des coopérations similaires en vue de l'élaboration de directives visant à l'intégration des questions ayant trait à la diversité biologique dans la législation et/ou les processus d'évaluation environnementale stratégique, et ont inclus le Conseil scientifique de la CMS parmi ceux avec lesquels une coopération était sollicitée ;

Notant, en outre, que le Programme de travail conjoint CDB/CMS 2002-2005 inclut, à sa section 10, des actions ayant trait à des études sur les espèces migratrices et l'évaluation des impacts et à l'intégration des espèces migratrices dans les lignes directrices pour l'intégration des considérations de diversité biologique dans les procédures d'évaluation d'impact ;

Se félicitant que la COP6 de la CDB approuve les « Directives visant à intégrer les questions ayant trait à la diversité biologique dans la législation sur l'évaluation de l'impact environnemental et/ou les processus et dans l'évaluation environnementale stratégique » jointes en annexe à sa Décision VI/7 ; et

Désireuse, comme toujours, de maximiser les synergies et les efficacités de travail commun entre toutes les conventions relatives à la diversité biologique ;

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Met l'accent* sur l'importance d'une évaluation de l'impact environnemental (EIE) de bonne qualité et d'une évaluation environnementale stratégique (EES) comme outils pour l'application de l'Article II (2) de la Convention visant à éviter que toute espèce migratrice ne soit menacée à l'avenir et l'Article III (4) de la Convention sur la protection des espèces visées à l'Annexe I et en tant qu'éléments importants à inclure dans les ACCORDS conclus au titre de l'Article IV (3) de la Convention en ce qui concerne les espèces visées à l'Annexe II et dans les accords conclus au titre de l'Article IV (4) de la Convention en ce qui concerne les espèces visées à l'Annexe II et d'autres espèces ;
2. *Exhorte* les Parties à inclure dans l'EIE et l'EES, chaque fois que cela est pertinent, une prise en considération aussi complète que possible des effets impliquant une gêne sérieuse à la migration en application de l'Article III (4) (b) de la Convention, des effets transfrontaliers sur les espèces migratrices et des impacts sur les schémas de migration ou sur les aires de migration ;
3. *Exhorte en outre* les Parties à faire usage, autant que cela soit approprié, des « Directives visant à intégrer les questions ayant trait à la diversité biologique dans la législation sur l'évaluation de l'impact environnemental et/ou les processus et dans l'évaluation environnementale stratégique » approuvées par la Décision VI/7 de la COP 6 de la CDB ;
4. *Demande* au Secrétariat d'instaurer des liens de coopération avec l'Association internationale pour les évaluations d'impact en application des questions spécifiées dans la présente résolution et sur les autres questions présentant un intérêt mutuel ;
5. *Demande en outre* au Secrétariat de poursuivre ses contacts avec les secrétariats d'autres accords multilatéraux sur l'environnement afin d'évaluer de concert avec eux les implications que pourraient avoir les décisions prises par leurs Conférences des Parties sur la conservation des espèces migratrices ;
6. *Encourage* les Parties à établir des relations avec les correspondants nationaux pertinents au sein des réseaux de l'Association internationale pour les évaluations d'impact, de façon à identifier des sources d'expertise et de consultation pour aider à l'évaluation d'impact concernant les espèces

migratrices comme procédure d'évaluation d'impact faisant partie des procédures générales dans ce domaine ;

7. *Demande* au Conseil scientifique, en coopération avec l'Association internationale pour les évaluations d'impact, au Groupe d'évaluation scientifique et technique de la Convention Ramsar sur les zones humides, à l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques de la CDB et à tout autre organe qualifié, y compris les Accords relevant de la CMS, d'examiner les directives internationales existant dans ce domaine, d'identifier les lacunes portant atteinte aux intérêts des espèces migratrices et, si nécessaire, d'élaborer d'autres directives ayant trait aux questions des espèces migratrices à prendre en considération et, éventuellement, à adopter par la Conférence des Parties à sa huitième session ; et

8. *Encourage fortement* les Parties et autres à fournir des contributions financières volontaires pour soutenir les travaux du Conseil scientifique et faire progresser les questions traitées par la présente Résolution.

* * *



Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage



RESOLUTION 7.3*

MAREES NOIRES ET ESPECES MIGRATRICES

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Rappelant que l'Article II de la Convention reconnaît la nécessité de prendre des mesures pour éviter que les espèces migratrices deviennent des espèces en danger ;

Rappelant aussi la nécessité de préserver la vie sauvage dans l'environnement marin comme stipulé dans la Convention pour la protection de l'environnement marin du nord-est de l'Atlantique (Convention OSPAR), ainsi que la Convention pour la coopération en matière de protection et de développement de l'environnement marin et côtier de la région de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale et les protocoles pertinents (Convention d'Abidjan) et la Convention sur la protection de l'environnement marin de la région de la mer Baltique (Convention d'Helsinki) ;

Rappelant aussi les dispositions pour la protection de l'environnement marin de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) et de nombreuses conventions adoptées sous l'égide de l'Organisation maritime internationale (OMI), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de divers accords maritimes régionaux ;

Rappelant aussi les conventions aquatiques non-marines et terrestres applicables aux niveaux international, régional et national qui s'attaquent au problème des marées noires ;

Prenant note de l'Article VII de la Convention sur les espèces migratrices selon lequel la Conférence des Parties peut faire des recommandations aux Parties pour améliorer l'efficacité de la convention ;

Considérant que le Plan stratégique pour 2000-2005 adopté par la Résolution 6.4 demande aux Parties d'examiner les problèmes particuliers auxquels doivent faire face les animaux migrants, pour ce qui est des divers obstacles à la migration, et de proposer des remèdes susceptibles d'avoir une possibilité d'application très étendue ;

Reconnaissant que la Résolution 4.5 demande notamment au Conseil scientifique de recommander à la Conférence des Parties des solutions aux problèmes relatifs aux aspects scientifiques de l'application de la Convention en ce qui concerne notamment les habitats des espèces migratrices ;

Notant que les déversements accidentels et autres déversements de pétrole brut et raffiné ainsi que les déchets qui en résultent représentent un danger important qui a des effets négatifs bien connus sur la nature et sur les différents composants de la biodiversité ;

Préoccupée des conséquences négatives constantes de tels accidents et d'autres déversements à l'encontre des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, ainsi que de leurs sources de nourriture, résultant des effets synergiques de la toxicité létale et chronique, de l'altération de la thermorégulation, de la souillure et de la dégradation de l'habitat ;

* Le projet original de cette résolution, examiné par la Conférence des Parties, a été référencé 7.11.

Consciente de la nécessité de surveiller et d'évaluer régulièrement les impacts réels de la pollution pétrolière par l'échange d'expériences internationales et de programmes de surveillance existants ; et

Notant le risque potentiel qu'un nombre significatif d'espèces migratrices appartenant à la faune sauvage puisse être tué chaque année dans les milieux aquatique et terrestre sans qu'on s'en aperçoive et *soucieuse* de minimiser les effets adverses sur ces environnements par des mesures destinées à prévenir les rejets accidentels et à contrôler les rejets intentionnels de pétrole brut et raffiné et des déchets qui en résultent ;

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Demande* aux Parties :

- (a) d'appliquer, s'il y a lieu et s'il se peut, un processus de surveillance afin d'évaluer les impacts écologiques cumulatifs d'une pollution pétrolière sur les espèces migratrices ;
- (b) d'élaborer, d'appliquer et, le cas échéant, de renforcer une législation générale sur la protection de l'environnement ;
- (c) d'élaborer, d'appliquer et, le cas échéant, de renforcer les mesures pour mettre en vigueur une telle législation en mer, dans les cours d'eau et sur terre ;
- (d) d'élaborer, d'appliquer et de renforcer, si nécessaire, les préparatifs pour faire face aux marées noires, c'est-à-dire les équipements et le personnel formé ;
- (e) d'appliquer, s'il y a lieu, les directives existantes et d'en affiner d'autres pour le traitement de la faune sauvage souillée afin de régénérer les espèces touchées ;
- (f) de rechercher des partenariats judicieux avec le secteur industriel pour lutter contre les marées noires en appliquant rigoureusement le « principe du pollueur payeur » ; et
- (g) de tenir compte pleinement du principe de précaution dans le lieu d'implantation d'installations pétrolières et le déplacement des réserves de pétrole par rapport aux habitats des espèces migratrices ;

2. *Invite* le Conseil scientifique à se pencher sur le rôle que peut jouer la CMS dans la lutte contre les marées noires en :

- (a) examinant l'état des connaissances disponibles sur les menaces ;
- (b) examinant les plans existants et les dispositifs de lutte contre les marées noires ; et
- (c) examinant de même les programmes pertinents existants en matière de formation et d'échange d'informations ; et

3. *Invite* toutes les organisations et tous les organes internationaux, régionaux et nationaux pertinents à coopérer avec la CMS pour prévenir la pollution pétrolière et pour minimiser les impacts négatifs sur les espèces migratrices des déversements de pétrole brut et raffiné dans l'environnement.

* * *

RESOLUTION 7.4*

ELECTROCUTION D'OISEAUX MIGRATEURS

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Reconnaissant qu'au titre de l'Article II de la Convention, les Etats de l'aire de répartition se mettent d'accord afin de prendre des mesures pour la conservation des espèces migratrices toutes les fois que c'est possible et approprié en accordant une attention particulière aux espèces migratrices dont l'état de conservation est défavorable et en prenant individuellement ou en coopération les mesures appropriées et nécessaires pour conserver ces espèces et leurs habitats ;

Reconnaissant que l'Article II de la Convention demande à toutes les Parties de prendre des mesures afin d'éviter que les espèces migratrices soient mises en danger et notamment de s'efforcer de fournir une protection immédiate aux espèces migratrices inscrites à l'Annexe I de la Convention ;

Reconnaissant que l'Article III (4) (b) de la Convention demande aux Parties de s'efforcer entre autres de prévenir, d'éliminer, de compenser ou de minimiser comme il convient les effets nuisibles des activités ou obstacles qui empêchent ou entravent sérieusement la migration des espèces migratrices ;

Préoccupée par l'information figurant dans le document UNEP/CMS/Inf.7.21 dont a été saisie la septième session de la Conférence des Parties concernant l'impact mondial croissant des lignes, des conducteurs et des pylônes de transport électrique sur les espèces de grands oiseaux, y compris les oiseaux migrateurs, lesquels leur causent des blessures et la mort par électrocution ;

Notant qu'un nombre important d'espèces d'oiseaux migrateurs gravement exposées aux dangers d'électrocution sont inscrites aux Annexes de la Convention ;

Préoccupée par le fait que ces espèces sont de plus en plus menacées par la construction incessante de lignes aériennes à moyenne tension ;

Préoccupée particulièrement par le fait que, sans action pour réduire ou atténuer les menaces d'électrocution, de nombreuses populations et espèces, telles que *Aquila adalberti* et *Hieraaetus fasciatus*, risquent d'être gravement touchées ;

Reconnaissant que, particulièrement dans les zones arides, l'électrocution d'oiseaux par les lignes de transport électrique peut causer des incendies de forêt désastreux pour les populations et la vie sauvage ;

Souhaitant que le public, les promoteurs et les décideurs prennent davantage conscience des risques sérieux et généralisés d'électrocution à l'encontre des oiseaux ;

Consciente que des solutions techniques existent pour éliminer ou minimiser le risque d'électrocution des oiseaux du fait des lignes de transport électrique ;

* Le projet original de cette résolution, examiné par la Conférence des Parties, a été référencé 7.12.

Reconnaissant que les lignes de transport électrique à haute tension, qui sont considérées comme plus sûres pour les oiseaux, sont en fait de meilleurs transporteurs d'énergie et présentent donc un avantage pour les sociétés qui fournissent l'énergie électrique ;

Ayant présente à l'esprit que les collisions avec les lignes électriques à haute tension sont aussi un problème pour les oiseaux et que des mesures préventives devraient également être prises pour en atténuer les effets ; et

Ayant également présente à l'esprit que l'électrocution causée par les lignes de transport électrique des chemins de fer pourraient aussi poser problème et que des mesures préventives devraient être envisagées ;

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Demande* à toutes les Parties et non-Parties de mettre un frein à la croissance du risque d'électrocution provenant des lignes de transport électrique à moyenne tension à l'égard des oiseaux migrateurs et de minimiser ce risque à long terme ;
2. *Demande* à toutes les Parties et non-Parties d'inclure dans leur législation des mesures appropriées et autres dispositions pour la planification des lignes de transport électrique à moyenne tension et leur autorisation d'installation ainsi que des pylônes associés pour assurer une construction sans danger et minimiser ainsi le risque d'électrocution des oiseaux ;
3. *Encourage* les constructeurs et les exploitants des nouvelles lignes de transport électrique à moyenne tension et des pylônes associés à incorporer des mesures appropriées visant à protéger les oiseaux migrateurs de l'électrocution ;
4. *Demande* aux Parties et aux non-Parties de neutraliser efficacement les pylônes existants et une partie des lignes de transport électrique à moyenne tension pour s'assurer que les oiseaux migrateurs sont protégés de l'électrocution ;
5. *Invite* toutes les personnes concernées à appliquer autant que possible les mesures qui figurent dans le document UNEP/CMS/Inf.7.21, qui sont basées sur le principe que les oiseaux ne devraient pas pouvoir se poser sur les parties dangereusement proches des parties sous tension des lignes de transport électrique ;
6. *Encourage* les constructeurs et les exploitants à coopérer avec les ornithologues, les organisations écologiques, les autorités compétentes et les organismes de financement appropriés afin de réduire le risque d'électrocution des oiseaux par ces lignes de transport électrique ; et
7. *Prie* le Secrétariat de rassembler davantage d'informations au sujet des collisions et des électrocutions sur les lignes de transport électrique des chemins de fer, et sur d'autres questions connexes.

* * *

RESOLUTION 7.5*

EOLIENNES ET ESPECES MIGRATRICES

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Rappelant que l'Article II de la Convention reconnaît la nécessité de prendre des mesures afin d'éviter que toute espèce migratrice soit en danger ;

Rappelant également la nécessité de préserver la vie sauvage dans le milieu marin comme stipulé dans la législation pertinente de la Communauté européenne et dans la Convention sur la protection de l'environnement marin du nord-est de l'Atlantique (OSPAR), la Convention d'Helsinki sur la protection de la région de la mer Baltique, la Convention de Berne sur la conservation de la vie sauvage et des habitats naturels en Europe et la Déclaration de Bergen de la cinquième Conférence internationale sur la protection de la mer du Nord ;

Prenant note de l'Article VII de la Convention par lequel la Conférence des Parties peut faire des recommandations aux Parties pour améliorer l'efficacité de cette Convention ;

Considérant que le Plan stratégique pour 2000 - 2005 adopté par la Résolution 6.4 demande aux Parties d'examiner les problèmes particuliers auxquels doivent faire face les animaux migrateurs en ce qui concerne divers obstacles à la migration et de proposer des remèdes susceptibles d'être largement appliqués ;

Reconnaissant que la Résolution 4.5 demande notamment au Conseil scientifique de recommander à la Conférence des Parties des solutions aux problèmes relatifs aux aspects scientifiques de l'application de la Convention, notamment en ce qui concerne les habitats des espèces migratrices ;

Reconnaissant les bienfaits écologiques de l'énergie éolienne, en particulier pour aborder le problème des changements climatiques, et l'importance de l'atténuation de ces changements climatiques pour la survie à long terme des espèces migratrices ;

Notant que les éoliennes, en particulier en mer, représentent une nouvelle technique de production d'énergie à grande échelle dont les incidences réelles sur la nature et sur différents composants de la diversité biologique ne peuvent être entièrement évalués ou prévus actuellement ;

Reconnaissant l'insuffisance et l'inadaptation de la recherche quant à de tels effets spécialement sur le milieu naturel ainsi que le manque de données sur la répartition et la migration des espèces concernées ;

Préoccupée par les incidences négatives possibles des éoliennes sur les espèces migratrices de mammifères et d'oiseaux, ainsi que sur leurs sources de nourriture et leur habitat, entre autres :

- (a) la destruction ou la perturbation d'habitats permanents ou temporaires pour l'alimentation, le repos et la reproduction ;
- (b) l'augmentation des risques de collision pour les oiseaux en vol ;

* Le projet original de cette résolution, examiné par la Conférence des Parties, a été référencé 7.13.

- (c) la création de champs électriques et magnétiques par la connexion de câbles à haute tension ; ou
- (d) les émissions subaquatiques de bruits et de vibrations ;

Reconnaissant qu'il faut procéder à une évaluation approfondie de l'impact sur l'environnement avant de choisir des lieux de construction appropriés et avant de délivrer des permis de construire pour éviter les zones d'une valeur écologique particulière et les habitats répondant à des besoins de conservation de la nature particulièrement importants ;

Consciente de la nécessité de surveiller et d'évaluer régulièrement les impacts réels des éoliennes par l'échange international de résultats d'expériences et de programmes de contrôle des impacts spécifiques des éoliennes existantes sur les sites où elles sont installées ; et

Notant spécialement le risque potentiel que plusieurs centaines de ces installations marines pouvant atteindre une hauteur de 150 mètres peuvent constituer des obstacles sur les itinéraires aériens et souhaitant minimiser leurs effets nuisibles possibles sur le milieu naturel ;

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Demande* aux Parties :

- (a) d'identifier les zones où les espèces migratrices sont vulnérables aux éoliennes et où ces dernières devraient être évaluées pour assurer la protection des espèces migratrices ;
- (b) d'appliquer et de renforcer, là où l'on prévoit de construire de grandes éoliennes, des procédures générales d'évaluation d'impact sur l'environnement de type stratégique afin d'identifier les sites de construction appropriés ;
- (c) d'évaluer les impacts écologiques négatifs possibles des éoliennes sur le milieu naturel et notamment sur les espèces migratrices avant de décider s'il faut délivrer un permis de construire des éoliennes ;
- (d) d'évaluer les impacts écologiques cumulatifs des éoliennes déjà installées sur les espèces migratrices ;
- (e) de prendre pleinement en considération le principe de précaution lors de l'installation d'éoliennes et de créer des parcs d'éoliennes en tenant compte des données sur l'impact écologique et des informations obtenues des programmes de surveillance, et en tenant compte de l'échange d'informations fournies par l'intermédiaire des processus de planification spatiale ;

2. *Demande* au Conseil scientifique d'évaluer les menaces existantes et potentielles des éoliennes offshore à l'encontre des mammifères et des oiseaux ainsi que de leurs habitats et de leurs sources de nourriture, d'élaborer des directives précises en vue de l'établissement de ces installations et de faire rapport en conséquence à la Conférence des Parties à sa prochaine session ; et

3. *Invite* les organisations intergouvernementales compétentes ainsi que la Communauté européenne et le secteur privé à coopérer avec la CMS pour minimiser les incidences négatives possibles des éoliennes offshore sur les espèces migratrices.



RESOLUTION 7.6*

APPLICATION DU PLAN STRATEGIQUE DE LA CMS

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Rappelant sa Résolution 6.4 portant adoption du Plan stratégique pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (2000-2005) ;

Considérant le rapport du Secrétariat (document UNEP/CMS/Conf.7.10) sur l'examen de l'application du Plan stratégique ; et

Prenant acte en s'en félicitant des travaux du groupe de travail ad hoc sur le Plan stratégique dont il est fait état dans ses rapports de session présentés à la Conférence des Parties ;

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Confirme* la nécessité de travaux intersessions sur l'élaboration du prochain Plan stratégique ;
2. *Approuve* la poursuite des travaux du groupe de travail pendant la période qui s'écoulera entre les septième et huitième sessions de la Conférence des Parties ; et
3. *Décide* de créer un groupe de travail à composition non-limitée placé sous la présidence de la Suisse qui sera chargé de rédiger le prochain Plan stratégique à présenter pour examen à la Conférence des Parties à sa huitième session, compte tenu des questions soulevées au sujet du Plan stratégique actuel pour 2000-2005, et le prie de présenter un premier rapport à la prochaine réunion du Comité permanent.

* * *

* Le projet original de cette résolution, examiné par la Conférence des Parties, a été référencé 7.3.

RESOLUTION 7.7*

APPLICATION DES ACCORDS EXISTANTS ET ELABORATION DE FUTURS ACCORDS

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Reconnaissant que les Accords, y compris les Mémoires d'accord (MoU), représentent un des outils opérationnels clés de la Convention sur les espèces migratrices ;

Rappelant les Résolutions de stratégie 4.4 (Nairobi, 1994), 5.4 (Genève, 1997) et 6.4 (Le Cap, 1999) qui, entre autres, incitent à la conclusion d'Accords et de MoU pour conserver les espèces migratrices inscrites aux Annexes de la Convention, appellent les Parties à jouer le rôle de chef de file et, s'il y a lieu, à établir des partenariats entre les pays Parties en développement et développés ;

Se référant aux Recommandations 6.3, 6.4 et 6.5 (Le Cap, 1999) sur les antilopes sahélo-sahariennes, les outardes houbara et les éléphants d'Afrique en Afrique occidentale et centrale ;

Notant avec satisfaction les progrès faits depuis COP 6 (Le Cap, 1999) en ce qui concerne la conclusion et l'application des Accords de l'Article IV ;

Soulignant l'importance d'une rapide entrée en vigueur de l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels (ACAP) ;

Rendant hommage à SAR le Prince de Galles pour son allocution de bienvenue à la septième session de la Conférence des Parties, dans laquelle il appelle « la communauté mondiale, et en particulier les gouvernements des Etats de l'aire de répartition et ceux qui ont des flottes de pêche pertinentes, avec l'aide des organisations internationales, à ratifier [l'ACAP] et à faire qu'il fonctionne de façon à réduire aussitôt que possible les facteurs qui ont amené ces splendides oiseaux au bord de l'extinction » ; et

Se référant au rapport du Secrétariat contenu dans les documents UNEP/CMS/Conf.7.9, UNEP/CMS/Conf.7.9.1 et UNEP/CMS/Conf.7.9.2, ainsi qu'aux rapports ** des Secrétariats des divers Accords conclus sous l'égide de la CMS ;

La Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage

1. En ce qui concerne les Accords déjà conclus :

- (a) *Exprime* sa satisfaction devant les résultats obtenus pour conclure et appliquer les Accords de la CMS ;

* Le projet original de cette résolution, examiné par la Conférence des Parties, a été référencé 7.2.

** UNEP/CMS/Inf.7.17.1, UNEP/CMS/Inf.7.17.2, UNEP/CMS/Inf.7.17.3.

- (b) *Encourage* l'examen et l'utilisation plus poussée des Accords de la CMS par toutes les parties prenantes concernées ;
 - (c) *Encourage* le Secrétariat à continuer d'explorer les possibilités de partenariat avec les organisations intéressées spécialisées dans la conservation et la gestion des espèces migratrices pour la fourniture de services de secrétariat pour certains MoU ; et
 - (d) *Invite* tous les Etats de l'aire de répartition qui ne l'ont pas encore fait à signer ou à ratifier les Accords de la CMS, ou à y adhérer, selon le cas, et à contribuer à leur application ;
2. En ce qui concerne les Accords en cours d'élaboration :

OISEAUX

(a) ***Outarde houbara***

- i. *Prend note* des informations fournies par le représentant du Royaume d'Arabie Saoudite selon lesquelles un texte mis à jour d'un Accord et d'un Plan d'action sur les populations asiatiques de l'outarde houbara est prêt pour diffusion officielle et observations ;
- ii. *Prend note également* de ce qu'une réunion informelle pour examiner le texte mis à jour se tiendra au début de 2003 ; et
- iii. *Se félicite* de l'information selon laquelle le Royaume d'Arabie Saoudite tiendra une réunion des Etats de l'aire de répartition pour conclure l'Accord et le Plan d'action à la fin de 2003 ;

(b) ***Phragmite aquatique***

- i. *Se félicite* des résultats déjà obtenus par BirdLife International pour préparer un Mémoire d'Accord sur le phragmite aquatique en étroite coopération avec le Secrétariat ;
- ii. *Approuve* les préparatifs d'une réunion des Etats de l'aire de répartition d'ici à la fin de 2002 ou au début de 2003 pour finaliser le Mémoire d'Accord ; et
- iii. *Donne* son accord au Secrétariat pour son intention de soutenir financièrement la préparation et la tenue de la réunion des Etats de l'aire de répartition ;

(c) ***Grouse des sables***

- i. *Se félicite* de l'initiative de l'Afrique du Sud de continuer d'élaborer et de conclure entre le Botswana, la Namibie et l'Afrique du Sud un Mémoire d'Accord sur la grouse des sables ; et
- ii. *Encourage* les Etats de l'aire de répartition à rechercher une conclusion rapide de leurs travaux ;

POISSONS**(d) *Esturgeons***

- i. *Engage* les Etats Parties à la CMS de l'aire de répartition des esturgeons inscrits aux Annexes de la CMS à prendre l'initiative d'élaborer un instrument approprié de la CMS sur les esturgeons ;
- ii. *Demande instamment* la reprise des activités de coopération entre le pays chef de file, l'UICN, le Secrétariat de la CMS et le Secrétariat de la CITES, selon le cas ; et
- iii. *Invite* la Conférence des Parties à la CITES à encourager une collaboration plus étroite entre les Secrétariats de la CMS et de la CITES en ce qui concerne la conservation des esturgeons en considération des priorités stratégiques de ces deux Conventions complémentaires ;

REPTILES MARINS**(e) *Tortues marines***

Approuve la proposition du Secrétariat d'explorer, par les moyens les plus appropriés, les possibilités d'élaborer un instrument pour les tortues marines de l'océan Pacifique, dans le contexte du Plan stratégique de la CMS et du MoU existant de la CMS pour les tortues marines de l'océan Indien et de l'Asie du Sud-Est, et d'allouer des ressources suffisantes à cette fin ;

MAMMIFERES MARINS**(f) *Petits cétacés et siréniens d'Afrique de l'Ouest***

Appuie l'élaboration d'un instrument approprié de la CMS sur les petits cétacés et les siréniens d'Afrique de l'Ouest conformément à la Recommandation 7.3, et l'allocation de ressources suffisantes à cette fin ;

(g) *Petits cétacés et dugongs d'Asie du Sud-Est*

Appuie l'élaboration d'un instrument approprié de la CMS sur les petits cétacés et les dugongs de l'Asie du Sud-Est, conformément à la Recommandation 7.4, si la réaction des Etats de l'aire de répartition est positive, et l'allocation de ressources suffisantes à cette fin ;

(h) *Autres mammifères marins*

- i. *Invite* le Secrétariat à suivre l'initiative non-gouvernementale sur les cétacés de l'océan Indien mentionnée dans son rapport (document UNEP/CMS/Conf.7.9.2) et à explorer au besoin d'autres options en ce qui concerne l'élaboration d'un instrument de la CMS ; et
- ii. *Appuie* l'élaboration d'un instrument approprié de la CMS sur le dugong conformément à la Recommandation 7.5;

MAMMIFERES TERRESTRES**(i) *Antilopes sahélo-sahariennes***

- i. *Se félicite* des progrès accomplis à ce jour pour appliquer le Plan d'action adopté à Djerba en février 1998 ;
- ii. *Donne* son accord touchant le rôle futur du Secrétariat de la CMS en tant que gestionnaire des fonds et administrateur pour le projet du FFEM (Fonds français pour l'environnement mondial) ; et
- iii. *Appuie* le plan du Secrétariat d'élaborer un Accord en contact étroit avec le groupe de travail sur les antilopes sahélo-sahariennes comme demandé par l'atelier de Djerba ;

(j) *Antilope de Saïga*

- i. *Se félicite* de l'excellente coopération entre diverses organisations nationales et internationales qui a eu lieu jusqu'ici, ainsi que des progrès accomplis à ce jour pour élaborer un Mémoire d'Accord et un Plan d'action concernant *Saiga tatarica* ;
- ii. *Encourage* la conclusion rapide et l'ouverture à la signature du Mémoire d'Accord et du Plan d'action par les Etats de l'aire de répartition ; et
- iii. *Invite* la Conférence des Parties à la CITES à reconnaître et approuver une coopération plus poussée entre les Secrétariats de la CMS et de la CITES en ce qui concerne la finalisation et la conclusion du Mémoire d'Accord et du Plan d'action ;

(k) *Gazelle de Mongolie*

- i. *Appuie* l'intention du Secrétariat de coordonner son action avec les Etats de l'aire de répartition de la gazelle de Mongolie pour établir la base d'une conservation coordonnée améliorée et d'une utilisation durable ; et
- ii. *Estime* qu'un financement suffisant à cette fin devrait être fourni par la CMS et sollicité d'autres sources ;

(l) *Eléphant d'Afrique*

Invite le Secrétariat et le Conseil scientifique à assister le pays chef de file dans son entreprise d'organiser les travaux se rapportant à l'éléphant d'Afrique comme indiqué dans la Recommandation 6.5 (Le Cap, 1999) ;

(m) *Chauves-souris*

- i. *Prend note* de l'étude commandée par le Secrétariat sur la faisabilité de l'élaboration d'accords supplémentaires concernant les chauves-souris dans le cadre de la CMS (document ScC.11/Doc.7) ;

- ii. *Encourage* le Secrétariat à continuer ses activités dans ce domaine, y compris l'exploration des possibilités d'élaborer d'autres accords de la CMS sur les chauves-souris ;
- iii. *Invite* le Conseil scientifique à avoir un débat de fond sur les chauves-souris à sa prochaine réunion ; et
- iv. *Invite* les Parties à envisager d'élaborer et de soumettre des propositions d'inscription d'autres espèces de chauves-souris aux Annexes de la CMS.

* * *



RESOLUTION 7.8*

APPLICATION DU PLAN DE GESTION DE L'INFORMATION DE LA CMS

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 16-24 septembre 2002)

Rappelant la Résolution 6.5 (Le Cap, 1999), dans laquelle sont définis les objectifs du Plan de gestion de l'information ainsi que les mesures prioritaires devant être prises d'ici à la fin de 2004 ;

Notant avec satisfaction les progrès accomplis par le Secrétariat et le Centre mondial de surveillance de la conservation du PNUE (sigle anglais : UNEP-WCMC) pour appliquer nombre des mesures définies comme prioritaires, notamment l'établissement d'une synthèse des rapports des Parties à la CMS et ses Accords connexes, l'élaboration d'un nouveau modèle type de présentation des rapports pour les Parties à la CMS et l'élaboration d'un système de gestion de l'information de la CMS rassemblant des informations tirées des rapports des Parties, les connaissances disponibles au sein de la CMS et d'autres accords relatifs à la diversité biologique, ainsi que les données provenant de diverses organisations compétentes ;

Prenant acte de l'appui généreux du Gouvernement allemand et de toutes les autres institutions coopérant à l'élaboration du GROMS, qui est complémentaire au système d'information sur Internet du UNEP-WCMC et fournit des informations non seulement pour la Convention, ses Accords et Mémoires d'Accord mais également pour d'autres conventions touchant à la biodiversité avec lesquelles une coopération est établie ou envisagée ;

Reconnaissant qu'il faut améliorer tant quantitativement que qualitativement les informations fournies dans les rapports des Parties afin de pouvoir dégager des conclusions solides et homogènes sur les résultats obtenus dans l'application de la Convention ;

Se réjouissant de ce que les synthèses offrent la possibilité de réunir sous une forme synoptique une profusion d'informations sur les activités, connaissances, forces et besoins des Parties à la CMS et d'identifier les questions pertinentes à travers les régions ou concernant les taxons inscrits dans la CMS qui requièrent une attention particulière ;

Reconnaissant en outre que la solidité des conclusions tirées de ces synthèses dépend essentiellement de l'exhaustivité et de l'opportunité des informations soumises par toutes les Parties à la Convention ; et

Sachant que le Comité permanent a rappelé, à sa 23^{ème} réunion, qu'il fallait relier le GROMS à d'autres bases de données de la CMS, que le Conseil scientifique a lié ses besoins en information au GROMS à sa 11^{ème} réunion et que le Secrétariat a fait une proposition sur l'avenir du GROMS à la septième session de la Conférence des Parties (document UNEP/CMS/Conf.7.7) ;

* Le projet original de cette résolution, examiné par la Conférence des Parties, a été référencé 7.4.

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Se félicite* de la nouvelle présentation mise au point pour les rapports des Parties et *recommande* que cette nouvelle présentation, une fois qu'elle aura été perfectionnée compte tenu des enseignements tirés de son utilisation facultative par les Parties pour leur rapport 2002, soit présentée sous sa forme définitive au Comité permanent de la CMS à sa 26^{ème} réunion, pour approbation définitive et adoption officielle ;
2. *Recommande en outre* que les Parties soient informées de la manière dont elles pourraient améliorer leurs futurs rapports nationaux, conformément aux lignes directrices déjà fournies dans la nouvelle présentation ;
3. *Se félicite* de la publication, avant chaque session de la Conférence des Parties, d'une synthèse des rapports présentés par les Parties, vu l'importance de ces documents pour le Plan de gestion de l'information de la CMS ;
4. *Encourage* les Parties à soumettre en temps voulu leurs rapports nationaux exhaustifs, pour que le Plan de gestion de l'information de la CMS puisse atteindre pleinement ses objectifs ;
5. *Se félicite* de la structure, de la teneur et de la présentation du Système d'information pilote de la CMS en tant qu'outil de référence novateur parmi les conventions relatives à la diversité biologique, car il permettra à la CMS de contribuer plus utilement à la Convention sur la diversité biologique (CDB), et *invite* les Parties à recourir à ce système et à soumettre leurs observations sur sa teneur et sa présentation ;
6. *Demande* au Secrétariat :
 - (a) de fournir les moyens techniques nécessaires pour faciliter le transfert de connaissances sur l'application du Système d'information de la CMS aux pays en développement, pour permettre à ces pays d'appliquer plus efficacement la Convention ;
 - (b) de poursuivre la mise en œuvre par ordre de priorité des mesures énumérées dans la Résolution 6.5 afin de poursuivre l'élaboration d'un Système d'information de la CMS souple, qui réponde aux besoins identifiés et, si possible, aux besoins exprimés par les utilisateurs du système ;
 - (c) de continuer de tenir compte des nouveaux systèmes mis en œuvre par les organisations internationales qui intéressent la CMS et d'établir des liens avec ces systèmes, si nécessaire, pour assurer la complémentarité et les synergies entre les différents systèmes d'information de ces organisations et le Système d'information de la CMS ;
 - (d) de prendre la tête d'un processus d'évaluation des besoins en information et de mécanismes adéquats de génération et de diffusion, en particulier dans les pays en développement, mis au point en consultation avec diverses parties prenantes, telles que des organisations, institutions et experts essentiels. Ce groupe de consultation et le Secrétariat devraient présider à l'avenir du GROMS et à son intégration dans le Plan de gestion de l'information de la CMS ;
 - (e) de continuer d'enrichir la bibliothèque électronique de la CMS en y ajoutant des informations concernant l'évaluation des espèces et des régions couvertes par la Convention ; et

- (f) d'envisager la possibilité de distribuer sur CD-ROM autant d'informations que possible puisées dans le Système d'information de la CMS et le GROMS, pour que les Parties qui éprouvent encore des difficultés à obtenir l'information voulue sur Internet puissent avoir facilement accès à cette information ;
7. *Invite* les Parties, les organisations et les organismes de financement à contribuer à la gestion et au financement ultérieur du GROMS et du Système d'information sur Internet de la CMS ; et
8. *Encourage* le GROMS à renforcer ses complémentarités et à développer les synergies nécessaires avec d'autres bases de données existantes reliées notamment à celles développées par la CDB et avec le Système d'information sur Internet du UNEP-WCMC.

* * *



RESOLUTION 7.9*

COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS ET PROCESSUS

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Reconnaissant que la CMS est le seul instrument mondial s'appuyant sur les Nations Unies qui s'intéresse de manière globale à toutes les espèces migratrices et qu'elle institue un cadre juridique international dans lequel les Etats peuvent œuvrer de concert en vue d'assurer la conservation des espèces migratrices au delà de leurs aires de migration ;

Reconnaissant que le Plan stratégique pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices pour 2000-2005 reconnaît que les buts et objectifs de la CMS complètent et renforcent ceux d'autres conventions internationales se rapportant à la diversité biologique tout en soulignant la nécessité d'une coopération dans des domaines d'intérêt mutuel ;

Rappelant aussi la Résolution 4.4 (Nairobi, 1994), point 1, et la Résolution 5.4 (Genève, 1997), Objectif 8.1 ;

Soulignant qu'il importe de développer une synergie dans un contexte mondial en associant les principales conventions de portée mondiale touchant la biodiversité ;

Soulignant en outre qu'il importe que la CMS renforce les liens institutionnels réguliers avec les organisations partenaires et définisse le champs de leurs responsabilités ainsi que les moyens d'améliorer de la façon la plus efficace leurs tâches et de renforcer leur effet synergique ; et

Notant avec satisfaction les succès obtenus par le Secrétariat de la CMS depuis la sixième session de la Conférence des Parties pour accélérer la conclusion de Mémoires d'Accord avec un certain nombre de ses homologues ;

La Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage

1. *Réaffirme* l'intérêt de la CMS pour élaborer de fermes dispositions de collaboration avec d'autres instruments ayant trait à la biodiversité et organisations internationales ;
2. En ce qui concerne la CDB :
 - (a) *Note avec satisfaction et approuve* le Programme de travail commun CDB-CMS figurant dans le document UNEP/CMS/Inf.7.13 ;
 - (b) *Note* que les Parties à la CMS ont avant tout la responsabilité d'appliquer le Programme de travail commun CDB-CMS, et *invite* instamment ses Parties à prendre pleinement en considération le Programme de travail commun dans leurs travaux sur

* Le projet original de cette résolution, examiné par la Conférence des Parties, a été référencé 7.5.

la conservation et l'utilisation durable des espèces migratrices au sein de la CMS et de la CDB, y compris la fourniture de contributions volontaires financières ou en nature ;

- (c) *Demande* au Conseil scientifique et au Secrétaire exécutif de la CMS de prendre pleinement en considération le Programme de travail conjoint CDB-CMS dans l'élaboration et l'application du Plan stratégique de la CMS et le programme de travail de la CMS ;
 - (d) *Invite* les organes de décision et de conseil des Accords conclus sous les auspices de la CMS à examiner, approuver et appliquer rapidement le Programme de travail conjoint CDB-CMS, comme il convient ;
 - (e) *Invite* les Parties à la CMS et les organisations internationales à soumettre au Secrétariat de la CMS des études de cas sur les espèces migratrices et leurs habitats relevant de domaines thématiques et de questions qui se chevauchent au titre de la CDB comme spécifié dans le Programme de travail commun CDB-CMS ;
 - (f) *Invite* le Secrétariat de la CMS à collaborer avec le Secrétariat de la CDB pour établir des directives afin d'intégrer les espèces migratrices dans les stratégies et les plans d'action nationaux touchant la biodiversité ainsi que dans les programmes de travail en cours et à venir au titre de la CDB et *invite* le Conseil scientifique de la CMS et les Parties contractantes à apporter une contribution active à ce travail ; et
 - (g) *Invite* le Secrétariat de la CMS et le UNEP-WCMC à travailler en étroite collaboration avec le Secrétariat de la CDB pour mettre au point à l'intention des Parties à la CDB un format de rapport pour qu'elles puissent faire savoir par leurs rapports nationaux la mesure dans laquelle elles abordent les problèmes des espèces migratrices au niveau national et en coopération avec d'autres Etats de l'aire de répartition en tant qu'élément des efforts en cours pour harmoniser les besoins en matière de rapports nationaux des conventions relatives à la biodiversité ;
3. *Note avec satisfaction et approuve* le Mémorandum d'Accord entre les Secrétariats de la CMS et de la Commission baleinière internationale ;
4. *Note avec satisfaction et approuve* le Mémorandum d'Accord entre le Secrétariat de la CMS et UNESCO ;
5. *Note avec satisfaction et approuve* le Mémorandum d'Accord entre les Secrétariats de la CMS et de la CITES ;
6. *Prend note* des progrès accomplis dans la conduite des programmes de travail communs avec la Convention Ramsar sur les zones humides et Wetlands International, et *préconise* leur achèvement dans les délais prévus ;
7. *Encourage* le Secrétariat à poursuivre ses efforts pour établir ou intensifier une collaboration avec d'autres organisations, y compris la conclusion de Mémorandums d'Accord et de programmes de travail communs ;
8. *Invite* les Secrétariats d'Accord conclus sous les auspices de la CMS à partager des informations pertinentes et à contribuer à l'application des Mémorandums d'Accord entre la CMS et d'autres organisations, le cas échéant ;

9. S'agissant de l'Evaluation des Ecosystèmes pour le Millénaire (sigle anglais : Millennium Ecosystem Assessment) :

- (a) *Note* les progrès accomplis dans l'établissement de l'Evaluation et *reconnaît* que celle-ci est dans ses grandes lignes d'importance pour la CMS du fait que les espèces migratrices sont des composantes des écosystèmes et des régions soumis à l'Evaluation ;
- (b) *Demande* que l'Evaluation intègre dans les limites de sa conception théorique, les espèces migratrices et leurs habitats en vue d'une élaboration et d'une application plus poussée de l'Evaluation en prenant en considération l'importance que revêt l'approche liée aux aires de migration ;
- (c) *Prie instamment* les Etats de l'aire de répartition Parties et non-Parties d'intégrer l'examen des espèces migratrices et de leurs habitats dans les évaluations sous-mondiales de l'Evaluation des écosystèmes du millénaire auxquels ils participent ;
- (d) *Prie* les Parties de désigner des experts compétents sur les espèces migratrices au Secrétariat de l'Evaluation des écosystèmes du millénaire qui contribueraient en tant qu'auteurs, éditeurs et réviseurs à l'élaboration des produits de l'Evaluation ;
- (e) *Invite* les Parties et le Conseil scientifique de la CMS, selon le cas, à examiner les produits de l'Evaluation lorsqu'ils seront disponibles en 2004-2005 ; et
- (f) *Invite* le Secrétariat de l'Evaluation à collaborer avec le Conseil scientifique pour examiner de plus près la mesure dans laquelle l'Evaluation pourrait bénéficier à la Convention et aux Parties.

* * *

RESOLUTION 7.10*

REPERCUSSIONS SUR LA CONVENTION DU SOMMET MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Notant que les gouvernements ont, lors du Sommet mondial pour le développement durable (WSSD), convenu de parvenir d'ici à 2010 à une diminution sensible de la perte de la diversité biologique ;

Reconnaissant que, pour ce faire, les Etats se devront d'accorder une attention particulière à la conservation des espèces migratrices et leurs habitats tant au niveau national de manière individuelle que par le canal d'une action concertée et de mesures de coopération dans l'ensemble des aires de migration ;

Consciente que l'un des résultats du Sommet mondial a été une prise de conscience renouvelée en faveur de la promotion de partenariats et un engagement souscrit à cet égard en vue d'atteindre les objectifs assignés dans le programme Action 21, et aujourd'hui, dans le Plan de mise en œuvre défini à Johannesburg ;

Reconnaissant que les accords relevant de la famille de la CMS sont un exemple montrant comment favoriser la promotion des partenariats, dans ce cas entre des Etats qui partagent des espèces migratrices en tant que patrimoine naturel commun, et des organisations coopérantes ;

Consciente également que le Sommet mondial a eu comme autre aboutissement important un consensus renouvelé sur le fait que la réduction significative de la perte de la biodiversité est une priorité si l'on veut assurer pour tous des moyens d'existence durables et que la conservation et, s'il y a lieu, l'utilisation durable des espèces migratrices et de leurs habitats peuvent efficacement y contribuer, tout en aidant à appuyer les efforts visant à l'élimination de la pauvreté ;

Consciente en outre que les gouvernements ont convenu au cours du Sommet mondial d'assurer des pêcheries durables, en particulier en reconstituant les stocks épuisés d'ici à 2015, et que l'appréciation de la durabilité de pêcheries ne doit pas seulement se fonder sur les impacts directs que cela présente sur les poissons ciblés, mais également sur les impacts directs et indirects que ces pêcheries ont sur d'autres animaux, y compris ceux qui effectuent des migrations, et leurs habitats ; et

Appuyant l'appel lancé, lors du Sommet mondial, aux Etats qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils ratifient les accords se rapportant à la biodiversité, notamment la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage ;

* Le projet original de cette résolution, examiné par la Conférence des Parties, a été référencé 7.14.

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Prend note* de la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable ;
2. *Prie instamment* les pays Parties et non-Parties, dans la mesure où cela est compatible avec le texte de la Convention, d'intégrer la conservation et l'utilisation durable des espèces migratrices et de leurs habitats dans leurs politiques, plans et programmes visant à appliquer le Plan de mise en œuvre ;
3. *Invite* les pays Parties et non-Parties à intensifier leurs efforts pour rattacher leurs activités nationales aux programmes et actions concertés et coordonnés arrêtés au niveau international qui sont entrepris par la CMS dans le but d'assurer la conservation et, s'il y a lieu, l'utilisation durable des espèces migratrices ; et
4. *Prie instamment* les Etats qui ne l'ont pas encore fait de signer et ratifier la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et, s'il y a lieu, les Accords conclus sous son égide, ou d'y adhérer.

* * *

RESOLUTION 7.11*

QUESTIONS FINANCIERES ET ADMINISTRATIVES

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Rappelant le paragraphe 4 de l'Article VII de la Convention, qui dispose ce qui suit :

« La Conférence des Parties établit le règlement financier de la présente Convention et le soumet à un examen régulier. La Conférence des Parties, à chacune de ses sessions ordinaires, adopte le budget pour l'exercice suivant. Chacune des Parties contribue à ce budget selon un barème qui sera convenu par la Conférence » ;

Reconnaissant avec gratitude l'aide financière et autre fournie par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et les Parties à la Convention, avec des remerciements particuliers au Gouvernement dépositaire pour sa contribution volontaire annuelle de 50 000 EUR pour le soutien de mesures et de projets spéciaux visant à améliorer l'application de la Convention et autre soutien fourni aux organes de la Convention ;

Notant les très sérieuses difficultés économiques que rencontrent certaines Parties, difficultés qui ont été portées à l'attention du Comité permanent, et la nécessité d'apporter une certaine souplesse dans l'application aux pays qui en souffrent le barème des contributions des Nations Unies ;

Reconnaissant la nécessité de renforcer la capacité du Secrétariat de la Convention afin de lui permettre d'assurer un meilleur service aux Parties dans toutes les régions ;

Consciente qu'il importe que toutes les Parties soient en mesure de participer à l'application de la Convention et à des activités connexes ; et

Notant le nombre considérable de Parties ainsi que d'organisations assistant à la session de la Conférence des Parties en qualité d'observateurs et les dépenses supplémentaires qui en résultent pour les Parties ;

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Confirme* que toutes les Parties contribuent au budget adopté selon le barème convenu par la Conférence des Parties, conformément au paragraphe 4 de l'Article VII de la Convention ;
2. *Adopte* le budget pour 2003-2005 reproduit à l'annexe 1 de la présente résolution ;
3. *Approuve* le barème des contributions des Parties à la Convention figurant à l'annexe 2 de la présente résolution et l'application de ce barème au prorata des nouvelles Parties ;
4. *Prie* toutes les Parties de verser leurs contributions sans retard, dans la mesure du possible, mais en tout état de cause, pas plus tard qu'à la fin de juin de l'année à laquelle ces contributions se

* Le projet original de cette résolution, examiné par la Conférence des Parties, a été référencé 7.7.

rapportent, et, s'ils le désirent, d'informer le Secrétariat s'ils préféreraient recevoir une seule facture pour l'ensemble de la période triennale ;

5. *Prend note* du plan à moyen terme pour 2003-2008 qui figure à l'annexe 3 de la présente résolution et des priorités exposées dans le Plan stratégique (Résolution 6.4, Le Cap, 1999) ;

6. *Donne instruction* au Comité permanent d'examiner avec la plus grande attention l'état du Fonds d'affectation spéciale entre les sessions en raison des retraits exceptionnels envisagés pour couvrir les coûts de la huitième session de la Conférence des Parties et, avec l'aide du Conseil scientifique, d'établir des priorités de propositions de projets qui devront être financés à partir du Fonds d'affectation spéciale pour la période 2003-2005 ;

7. *Invite* les Parties à examiner la faisabilité de fournir des experts techniques au Secrétariat pour lui permettre d'accroître ses capacités techniques conformément aux règles et aux règlements des Nations Unies et à convenir de fournir un modeste financement dans le cadre du budget approuvé de la CMS pour couvrir la différence de coût et les frais généraux applicables par le PNUE à ce personnel ;

8. *Prie instamment* toutes les Parties de verser des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour faire droit aux demandes des pays en développement souhaitant participer à l'élaboration et à l'application de la Convention pendant toute la durée de la période triennale ;

9. *Invite* les Etats non-Parties à la Convention, les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non-gouvernementales et les autres sources de financement à envisager de contribuer au Fonds d'affectation spéciale mentionné ci-dessous ou à des activités spéciales ;

10. *Prend note* du document UNEP/CMS/Conf.7.13.1 et exprime ses préoccupations concernant les engagements non-encore versés au Fonds d'affectation spéciale de la CMS et *prie instamment* les gouvernements en cause de payer leurs contributions dans les délais prévus ;

11. *Approuve* la création ou l'élévation de grade des postes suivants, sous réserve de la classification des postes par les Nations Unies :

- P4 : Administrateur chargé de la liaison inter-agences (à partir de 2004)
- G4 : Assistant chargé de l'enregistrement
- G5 : Assistant chargé de l'administration (auparavant G4) ;

12. *Donne instruction* au Secrétariat de poursuivre avec le PNUE les questions en suspens concernant un Assistant G6 chargé des finances payé sur le Programme de soutien des coûts du PNUE, en référence au paragraphe 10 de la Résolution 6.8 (Le Cap, 1999), et de faire rapport au Comité permanent à sa 26^{ème} réunion ;

13. *Demande* au Directeur exécutif du PNUE d'étendre la durée du Fonds d'affectation spéciale au 31 décembre 2005 ; et

14. *Approuve* le mandat pour l'administration du Fonds d'affectation spéciale tel qu'il est exposé à l'annexe 4 de la présente résolution, pour la période 2003-2005.

Annexe 1 de la Résolution 7.11

**Prévisions Budgétaires pour 2003-2005 attribuées aux travaux des unités fonctionnelles
(exprimées en dollars des E.U.)**

| Composant/ Ligne budgétaire | Description | 2003 | 2004 | 2005 | Total |
|-----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| | <i>Direction exécutive et Gestion</i> | | | | |
| 1100 | Personnel professionnel | | | | |
| | 1 D1, 1 P5, 1 P4 | 216 000 | 320 000 | 322 000 | 858 000 |
| 1300 | Personnel des services généraux | | | | |
| | 1 G6, 1 G5 | 93 000 | 95 000 | 97 000 | 285 000 |
| | Total partiel | 309 000 | 415 000 | 419 000 | 1 143 000 |
| | <i>Personnel extérieur</i> | | | | |
| 1202 | Consultants - Services de la COP (salaires et voyages) | 0 | 0 | 182 600 | 182 600 |
| 1220 | Consultants - experts | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 60 000 |
| 1321 | Personnel temporaire | 7 000 | 7 000 | 11 000 | 25 000 |
| | Total partiel | 27 000 | 27 000 | 213 600 | 267 600 |
| | <i>Relations extérieures</i> | | | | |
| 2252 | Projets : Evaluation de la mise en application de la CMS | 0 | 10 000 | 10 000 | 20 000 |
| 2253 | Projets : Mesures de mise en application ⁴ | | | | 0 |
| 3301 | Réunions du Comité permanent | 15 000 | 16 000 | 17 000 | 48 000 |
| 3302 | Réunions régionales (co-financement) | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 90 000 |
| 3304 | Soutien à la participation de délégués à la COP | 0 | 0 | 150 000 | 150 000 |
| 5400 | Représentation | 500 | 500 | 500 | 1 500 |
| | Total partiel | 45 500 | 56 500 | 207 500 | 309 500 |
| | Total Direction exécutive et Gestion | 381 500 | 498 500 | 840 100 | 1 720 100 |
| | <i>Développement et Service des Accords</i> | | | | |
| 1100 | Personnel professionnel | | | | |
| | 1 P4 | 96 000 | 97 000 | 98 000 | 291 000 |
| 1300 | Personnel des services généraux | | | | |
| | 1 G4 | 41 000 | 42 000 | 43 000 | 126 000 |
| | Total partiel | 137 000 | 139 000 | 141 000 | 417 000 |
| | <i>Réunions d'Etats de l'aire de répartition</i> | | | | |
| 3305 | Réunion des Etats de l'aire de répartition de la grue de Sibérie | 40 000 | 0 | 42 000 | 82 000 |
| 3306 | Réunion des Etats de l'aire de répartition des tortues marines (Afrique, IOSEA) | 45 000 | 45 000 | 45 000 | 135 000 |
| 3307 | Réunion des Etats de l'aire de répartition de l'outarde houbara | 30 000 | 0 | 0 | 30 000 |
| 3308 | Réunion des Etats de l'aire de répartition des antilopes sahélo-sahariennes | 45 000 | 0 | 45 000 | 90 000 |
| 3309 | Réunion des Etats de l'aire de répartition de la grande outarde | 0 | 30 000 | 0 | 30 000 |
| 3310 | Développement des Accords ⁴ | | | | 0 |
| 3320 | Fonds complémentaires pour d'autres espèces-initiatives | 30 000 | 40 000 | 50 000 | 120 000 |
| | Total partiel | 190 000 | 115 000 | 182 000 | 487 000 |
| | Total Développement et Service des Accords | 327 000 | 254 000 | 323 000 | 904 000 |
| | <i>Support scientifique et technique</i> | | | | |
| 1100 | Personnel professionnel | | | | |
| | 1 P4, 1 Administrateur professionnel junior (bénévole) | 115 000 | 116 000 | 117 000 | 348 000 |
| 1300 | Personnel des services généraux | | | | |
| | 1 G4 | 41 000 | 42 000 | 43 000 | 126 000 |
| | Total partiel | 156 000 | 158 000 | 160 000 | 474 000 |
| 2251 | Rapports d'analyse sur les espèces à l'Annexe I | 0 | 15 000 | 15 000 | 30 000 |
| 2254 | Projets : Mesures de conservation ⁴ | | | | 0 |
| 2255 | Développement du Plan stratégique | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 30 000 |
| 3301 | Soutien aux participants aux réunions du Conseil scientifique | 0 | 75 000 | 75 000 | 150 000 |
| | Total partiel | 10 000 | 100 000 | 100 000 | 210 000 |
| | Total Support scientifique et technique | 166 000 | 258 000 | 260 000 | 684 000 |

| Composant/ Ligne budgétaire | Description | 2003 | 2004 | 2005 | Total |
|-----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Information et renforcement des capacités | | | | |
| 1100 | Personnel professionnel | | | | |
| | 1 P4, 1 Administrateur professionnel junior (bénévole) | 88 000 | 89 000 | 90 000 | 267 000 |
| 1300 | Personnel des services généraux | | | | |
| | 2 G4 | 82 000 | 84 000 | 86 000 | 252 000 |
| | Total partiel | 170 000 | 173 000 | 176 000 | 519 000 |
| 1201 | Consultants - traducteurs | 30 000 | 40 000 | 55 000 | 125 000 |
| 2273 | Plan de gestion de l'information ⁵ | | | | 0 |
| 2274 | Site Web de la CMS | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 18 000 |
| 5201 | Matériel d'information | 15 000 | 15 000 | 30 000 | 60 000 |
| 5202 | Autres publications (Collection technique de la CMS etc.) | 15 000 | 15 000 | 25 000 | 55 000 |
| | Total partiel | 66 000 | 76 000 | 116 000 | 258 000 |
| | Total Information et renforcement des capacités | 236 000 | 249 000 | 292 000 | 777 000 |
| | Administration, Finances et Gestion de Projets | | | | |
| 1100 | Personnel professionnel | | | | |
| | 1P3 (OTL) ¹ , 1 Administrateur professionnel junior (bénévole) | | | | 0 |
| 1300 | Personnel des services généraux | | | | |
| | 1 G6, 1G3 | 91 000 | 93 000 | 95 000 | 279 000 |
| | Total partiel | 91 000 | 93 000 | 95 000 | 279 000 |
| | Frais communs du Secrétariat | | | | |
| 1601 | Voyages : personnel en mission | 85 000 | 90 000 | 95 000 | 270 000 |
| 1602 | Voyages : personnel pour COP8 | 0 | 0 | 30 000 | 30 000 |
| 3201 | Formation du personnel | 13 500 | 14 400 | 15 300 | 43 200 |
| 4100 | Fournitures de bureau | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 9 000 |
| 4200 | Equipement non- consommable | 20 000 | 15 000 | 10 000 | 45 000 |
| 4300 | Locaux ³ | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 5101 | Entretien du matériel informatique | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 6 000 |
| 5102 | Entretien du photocopieur | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 9 000 |
| 5301 | Communications (fax, téléphone) | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 15 000 |
| 5302 | Expédition des documents et courriers | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 15 000 |
| 5303 | Divers | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 7 500 |
| 5304 | Frais bancaires | 500 | 500 | 500 | 1 500 |
| | Total partiel | 139 500 | 140 400 | 171 300 | 451 200 |
| | Total Administration, Finances et Gestion de Projets | 230 500 | 233 400 | 266 300 | 730 200 |
| | Sous-total général | 1 341 000 | 1 492 900 | 1 981 400 | 4 815 300 |
| 6000 | 13% frais généraux | 174 330 | 194 077 | 257 582 | 625 989 |
| | Total Général | 1 515 330 | 1 686 977 | 2 238 982 | 5 441 289 |
| | Budget pour 2001/2002 (à titre comparatif) ² | 1 504 595 | 1 504 595 | 1 820 430 | 4 829 620 |
| | Augmentation par rapport au budget 2001/2002 | 10 735 | 182 382 | 418 552 | 611 669 |
| 1202 | Moins retrait du Fonds d'affectation spéciale pour les consultations – services pour COP8 (salaires/voyages) | 0 | 0 | 182 600 | 182 600 |
| 3304 | Moins retrait de la réserve du Fonds d'affectation spéciale pour aider les délégués à participer à COP8 | 0 | 0 | 150 000 | 150 000 |
| | Moins retrait de la réserve du Fonds d'affectation spéciale pour réduire les contributions | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 150 000 |
| | Budget à répartir entre les Parties | 1 465 330 | 1 636 977 | 1 856 382 | 4 958 689 |
| | Budget pour 2001/2002 (à titre comparatif) ² | 1 454 595 | 1 454 595 | 1 770 430 | 4 679 620 |
| | Augmentation par rapport au budget 2001/2002 | 10 735 | 182 382 | 85 952 | 279 069 |
| | Augmentation par rapport au budget 2001/2002 (%) | 0,74 | 12,54 | 4,85 | 5,96 |

- ¹ Financé par l'OTL
- ² Pour 2003 le budget de l'exercice 2001 a servi de comparaison
Pour 2004 le budget de 2001 a servi de comparaison
Pour 2005 (année de la COP) le budget de 2002 a été utilisé
- ³ Financé par le Gouvernement du pays hôte tant que le Secrétariat reste en Allemagne
- ⁴ Projets qui seront financés par un retrait du Fonds d'affectation spéciale de la CMS :

| Composant/ Ligne budgétaire | Description | 2003 | 2004 | 2005 | Total |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| 2253 | Projets : mesures d'application | 111 666 | 111 667 | 111 667 | 335 000 |
| 2254 | Projets : Mesures de conservation | 166 666 | 166 667 | 166 667 | 500 000 |
| 3310 | Elaboration d'accords | 41 666 | 41 667 | 41 667 | 125 000 |
| | Total | 319 998 | 320 001 | 320 001 | 960 000 |
| Moyenne par année de la période triennale | | | | | 320 000 |
| Comparaison par rapport aux budgets biennaux 2001-2002 | | | | | 350 000 |
| Diminution par rapport au budget 2001-2002 | | | | | (8,57%) |

- ⁵ Projets qui seront financés par une contribution volontaire et/ou un surplus du Fonds d'affectation spéciale :

| Composant/ Ligne budgétaire | Description | 2003 | 2004 | 2005 | Total |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------|--------|--------|---------|
| 2273 | Plan de gestion de l'information | 35 000 | 30 000 | 75 000 | 140 000 |

Annexe 2 de la Résolution 7.11

| N° | Parties | Barème N.U. % | 2003 | 2004 | 2005 |
|----|---------------------------------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| | | 2003 | Contribution | Contribution | Contribution |
| 1 | Afrique du Sud | 0.408 | 13 060 | 14 590 | 16 545 |
| 2 | Albanie | 0.003 | 96 | 107 | 122 |
| 3 | Allemagne | 9.769 | 312 703 | 349 332 | 396 154 |
| 4 | Arabie Saoudite | 0.554 | 17 733 | 19 811 | 22 466 |
| 5 | Argentine | 1.149 | 36 779 | 41 087 | 46 594 |
| 6 | Australie | 1.627 | 52 080 | 58 180 | 65 978 |
| 7 | Belgique | 1.129 | 36 139 | 40 372 | 45 783 |
| 8 | Bénin | 0.002 | 64 | 72 | 81 |
| 9 | Bulgarie | 0.013 | 416 | 465 | 527 |
| 10 | Burkina Faso | 0.002 | 64 | 72 | 81 |
| 11 | Cameroun | 0.009 | 288 | 322 | 365 |
| 12 | Chili | 0.212 | 6 786 | 7 581 | 8 597 |
| 13 | Chypre | 0.038 | 1 216 | 1 359 | 1 541 |
| 14 | Congo | 0.001 | 32 | 36 | 41 |
| 15 | Croatie | 0.039 | 1 248 | 1 395 | 1 582 |
| 16 | Danemark | 0.749 | 23 975 | 26 784 | 30 374 |
| 17 | Egypte | 0.081 | 2 593 | 2 897 | 3 285 |
| 18 | Espagne | 2.519 | 80 624 | 90 069 | 102 141 |
| 19 | Ex-République yougoslave de Macédoine | 0.006 | 192 | 215 | 243 |
| 20 | Finlande | 0.522 | 16 709 | 18 666 | 21 168 |
| 21 | France | 6.466 | 206 975 | 231 219 | 262 210 |
| 22 | Gambie | 0.001 | 32 | 36 | 41 |
| 23 | Géorgie | 0.005 | 160 | 179 | 203 |
| 24 | Ghana | 0.005 | 160 | 179 | 203 |
| 25 | Grèce | 0.539 | 17 253 | 19 274 | 21 858 |
| 26 | Guinée | 0.003 | 96 | 107 | 122 |
| 27 | Guinée-Bissau | 0.001 | 32 | 36 | 41 |
| 28 | Hongrie | 0.120 | 3 841 | 4 291 | 4 866 |
| 29 | Inde | 0.341 | 10 915 | 12 194 | 13 828 |
| 30 | Irlande | 0.294 | 9 411 | 10 513 | 11 922 |
| 31 | Israël | 0.415 | 13 284 | 14 840 | 16 829 |
| 32 | Italie | 5.065 | 162 121 | 181 112 | 205 386 |
| 33 | Jamahiriya arabe libyenne | 0.067 | 2 145 | 2 396 | 2 717 |
| 34 | Jordanie | 0.008 | 256 | 286 | 324 |
| 35 | Kenya | 0.008 | 256 | 286 | 324 |
| 36 | Lettonie | 0.010 | 320 | 358 | 406 |
| 37 | Liechtenstein | 0.006 | 192 | 215 | 243 |
| 38 | Lituanie | 0.017 | 544 | 608 | 689 |
| 39 | Luxembourg | 0.080 | 2 561 | 2 861 | 3 244 |
| 40 | Mali | 0.002 | 64 | 72 | 81 |
| 41 | Malte | 0.015 | 480 | 536 | 608 |

| | | | | | |
|----|-----------------------------------------------------|---------------|-----------------|------------------|------------------|
| 42 | Maroc | 0.044 | 1 408 | 1 573 | 1 784 |
| 43 | Mauritanie | 0.001 | 32 | 36 | 41 |
| 44 | Monaco | 0.004 | 128 | 143 | 162 |
| 45 | Mongolie | 0.001 | 32 | 36 | 41 |
| 46 | Niger | 0.001 | 32 | 36 | 41 |
| 47 | Nigeria | 0.068 | 2 177 | 2 432 | 2 758 |
| 48 | Norvège | 0.646 | 20 678 | 23 100 | 26 197 |
| 49 | Nouvelle-Zélande | 0.241 | 7 714 | 8 618 | 9 773 |
| 50 | Ouganda | 0.005 | 160 | 179 | 203 |
| 51 | Ouzbékistan | 0.011 | 352 | 393 | 446 |
| 52 | Pakistan | 0.061 | 1 953 | 2 181 | 2 474 |
| 53 | Panama | 0.018 | 576 | 644 | 730 |
| 54 | Paraguay | 0.016 | 512 | 572 | 649 |
| 55 | Pays-Bas | 1.738 | 55 633 | 62 150 | 70 480 |
| 56 | Pérou | 0.118 | 3 777 | 4 220 | 4 785 |
| 57 | Philippines | 0.100 | 3 201 | 3 576 | 4 055 |
| 58 | Pologne | 0.378 | 12 100 | 13 517 | 15 329 |
| 59 | Portugal | 0.462 | 14 788 | 16 521 | 18 735 |
| 60 | République de Moldova | 0.002 | 64 | 72 | 81 |
| 61 | République démocratique du Congo | 0.004 | 128 | 143 | 162 |
| 62 | République tchèque | 0.203 | 6 498 | 7 259 | 8 232 |
| 63 | République-Unie de Tanzanie | 0.004 | 128 | 143 | 162 |
| 64 | Roumanie | 0.058 | 1 857 | 2 074 | 2 352 |
| 65 | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 5.536 | 177 206 | 197 963 | 224 496 |
| 66 | Sao Tomé-et-Principe | 0.001 | 32 | 36 | 41 |
| 67 | Sénégal | 0.005 | 160 | 179 | 203 |
| 68 | Slovaquie | 0.043 | 1 376 | 1 538 | 1 744 |
| 69 | Slovénie | 0.081 | 2 593 | 2 897 | 3 285 |
| 70 | Somalie | 0.001 | 32 | 36 | 41 |
| 71 | Sri Lanka | 0.016 | 512 | 572 | 649 |
| 72 | Suède | 1.027 | 32 866 | 36 716 | 41 637 |
| 73 | Suisse | 1.274 | 40 780 | 45 557 | 51 663 |
| 74 | Tadjikistan | 0.001 | 32 | 36 | 41 |
| 75 | Tchad | 0.001 | 32 | 36 | 41 |
| 76 | Togo | 0.001 | 32 | 36 | 41 |
| 77 | Tunisie | 0.030 | 960 | 1 073 | 1 217 |
| 78 | Ukraine | 0.053 | 1 697 | 1 895 | 2 149 |
| 79 | Uruguay | 0.080 | 2 561 | 2 861 | 3 244 |
| 80 | Communauté européenne* | | 36 633 | 40 924 | 46 410 |
| | Total | 44 633 | 1465 330 | 1 636 977 | 1 856 382 |

* Contribution proposée par la Communauté européenne (2,5 pour cent des coûts administratifs, à l'exclusion des coûts de projets).

Annexe 3 de la Résolution 7.11

Plan à moyen terme 2003-2008

| Poste budgétaire | Description | Coûts estimatifs en dollars des Etats Unis | | | | | |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
| 1100 | Personnel Professionnel | 515,000 | 622,000 | 627,000 | 540,750 | 653,100 | 658,350 |
| 1200 | Consultants | 50,000 | 60,000 | 257,600 | 52,500 | 63,000 | 270,480 |
| 1300 | Soutien administratif | 355,000 | 363,000 | 375,000 | 372,750 | 381,150 | 393,750 |
| 1600 | Frais de voyages du personnel envoyé en mission | 85,000 | 90,000 | 125,000 | 89,250 | 94,500 | 131,250 |
| 2200 | Sous-contrats et Sous-projets | 16,000 | 41,000 | 41,000 | 16,800 | 43,050 | 43,050 |
| 3300 | Réunions et formation | 248,500 | 250,400 | 469,300 | 260,925 | 262,920 | 492,765 |
| 4000 | Equipement | 23,000 | 18,000 | 13,000 | 24,150 | 18,900 | 13,650 |
| 5100 | Fonctionnement et entretien | 5,000 | 5,000 | 5,000 | 5,250 | 5,250 | 5,250 |
| 5200 | Frais d'établissement des rapports et Matériel d'information | 30,000 | 30,000 | 55,000 | 31,500 | 31,500 | 57,750 |
| 5300 | Divers (Communications) | 13,000 | 13,000 | 13,000 | 13,650 | 13,650 | 13,650 |
| 5400 | Représentation | 500 | 500 | 500 | 525 | 525 | 525 |
| 6000 | Frais d'administration du PNUE | 174,330 | 194,077 | 257,582 | 183,047 | 203,781 | 270,461 |
| | | 1 515,330 | 1,686,977 | 2,238,982 | 1,591,097 | 1,771,326 | 2,350,931 |
| | Moins contribution annuelle de la réserve du Fonds d'affectation spéciale pour des mesures de conservation | | | 332,600 | | | |
| | Moins retrait de la réserve du Fonds d'affectation pour réduire les contributions | 50,000 | 50,000 | 50,000 | | | |
| Total | | 1,465,330 | 1,636,977 | 1,856,382 | 1,591,097 | 1,771,326 | 2,350,931 |

Annexe 4 de la Résolution 7.11

REGLES DE GESTION DU FONDS D'AFFECTATION SPECIALE POUR
LA CONVENTION SUR LA CONSERVATION DES ESPECES
MIGRATRICES APPARTENANT A LA FAUNE SAUVAGE

1. Le Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (dénommé ci-après Fonds d'affectation spéciale) est prolongé pour une période de trois ans pour fournir un appui financier afin de permettre à la Convention d'atteindre ses objectifs.
2. L'exercice financier, dont la durée correspond à trois années civiles, débute le 1er janvier 2003 et prend fin le 31 décembre 2005.
3. La gestion du Fonds d'affectation spéciale continue d'être assurée par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration du PNUE et du consentement du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
4. La gestion du Fonds d'affectation spéciale est régie par les dispositions du Règlement financier et des Règles de gestion financière de l'ONU, du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies ainsi que par les dispositions d'autres politiques et procédures administratives adoptées officiellement par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
5. Conformément aux Règles des Nations Unies, le PNUE déduira des recettes du Fonds d'affectation spéciale des frais administratifs d'un montant égal à 13 % des dépenses imputées sur le Fonds d'affectation spéciale pour les activités financées au titre du Fonds.
6. Au cas où les Parties décideraient de prolonger le Fonds d'affectation spéciale au-delà du 31 décembre 2005, le Directeur exécutif du PNUE devrait en être avisé par écrit immédiatement après la huitième session de la Conférence des Parties. Il est entendu que le Secrétaire général des Nations Unies a toute latitude pour décider la prolongation du Fonds d'affectation spéciale.
7. Les ressources financières du Fonds d'affectation spéciale pour 2003-2005 proviennent :
 - (a) Des contributions versées par les Parties conformément à l'annexe 2, y compris les contributions de toute nouvelle Partie ;
 - (b) Des contributions supplémentaires des Parties et des contributions des Etats non-Parties à la Convention, des autres organisations gouvernementales, inter-gouvernementales et non-gouvernementales ainsi que d'autres sources.
8. Toutes les contributions au Fonds d'affectation spéciale sont libellées dans leur totalité en dollars des Etats-Unis convertibles. Pour les contributions des Etats devenus Parties en cours d'exercice financier, la contribution initiale (à compter du premier jour du troisième mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion jusqu'à la fin de l'exercice financier) est calculée au *pro rata* de la contribution des autres Etats Parties imposables selon le même niveau du barème des contributions de l'ONU, applicable en tant que de besoin. Toutefois, lorsque le montant de la contribution d'une nouvelle Partie calculé sur cette base dépasse 22 % du budget, le montant de la contribution de cette Partie est fixé à 22 % du budget adopté pour l'exercice financier au cours duquel elle est devenue Partie (ou au *pro rata* de la durée de l'année restant à courir). Le barème des contributions applicable à toutes les Parties est ensuite révisé par le Secrétariat le 1^{er} janvier de l'année suivante. Les contributions sont des contributions annuelles. Elles sont payables les 1^{er} janvier 2003, 2004 et 2005.

Elles doivent être versées au compte suivant :

UNEP Trust Fund
Account No.485 000 326
J.P. Morgan Chase
International Agencies Banking
1166 Avenue of the Americas, 17th Floor
New York, N.Y. 10036-2708, USA
Wire transfers: Chase ABA number 021000021
SWIFT number BIC-CHASUS33
CHIPS participant number 0002

9. Dans l'intérêt des Parties, pour chacune des années de l'exercice financier, le Directeur exécutif du PNUE informe le plus tôt possible les Parties à la Convention du montant des contributions dont elles sont redevables.

10. Les contributions versées au Fonds d'affectation spéciale qui ne sont pas immédiatement utilisées pour financer des activités sont investies à la discrétion de l'Organisation des Nations Unies et les recettes éventuelles sont portées au crédit du Fonds d'affectation spéciale.

11. Les opérations du Fonds d'affectation spéciale font l'objet d'une vérification de la part du Comité des Commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies.

12. Le projet de budget, comprenant les recettes et les dépenses de chacune des trois années civiles constituant l'exercice financier auquel il se rapporte, est établi en dollars des Etats-Unis et présenté à la session ordinaire de la Conférence des Parties à la Convention.

13. Pour chacune des années civiles comprises dans l'exercice financier, le projet de budget est divisé en sections et objets de dépenses, avec indication des postes budgétaires et du programme de travail auxquels ils se rapportent, et il est accompagné de renseignements qui pourront être demandés par les contribuants, ou pour leur compte, et éventuellement d'autres données que le Directeur exécutif du PNUE pourrait juger utiles ou souhaitables. En particulier, des prévisions budgétaires sont également établies pour chaque programme de travail de chacune des années civiles, les dépenses étant détaillées pour chaque programme, afin qu'elles correspondent aux sections, objets de dépenses et postes budgétaires décrits dans la première phrase du présent paragraphe.

14. Outre le projet de budget concernant l'exercice financier décrit dans les paragraphes précédents, le Secrétariat de la Convention, après consultation du Comité permanent et du Directeur exécutif du PNUE, prépare un plan à moyen terme tel qu'envisagé au Chapitre III des Textes législatifs et financiers concernant le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Fonds pour l'environnement. Le plan à moyen terme couvre les années 2003-2008 inclusivement, et comprend le budget de l'exercice financier 2003-2005.

15. Le projet de budget et de plan à moyen terme, y compris toutes les informations nécessaires, sont envoyés par le Secrétariat à toutes les Parties au moins 90 jours avant la date prévue pour l'ouverture de la session ordinaire de la Conférence des Parties.

16. Le budget et le plan à moyen terme sont adoptés à l'unanimité par les Parties présentes et votantes à la session ordinaire.

17. Dans l'éventualité où il prévoit un manque de fonds pour l'ensemble de l'exercice financier, le Directeur exécutif du PNUE consulte le Secrétariat qui demande conseil au Comité permanent quant aux dépenses prioritaires.

18. Des engagements de dépenses à imputer sur les ressources du Fonds d'affectation spéciale ne peuvent être pris que s'ils sont couverts par des recettes suffisantes de la Convention. Aucun engagement n'est pris avant que les contributions n'aient été versées.

19. A la demande du Secrétariat de la Convention et après consultation avec le Comité permanent, le Directeur exécutif du PNUE, en conformité avec le Règlement financier et les Règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, devrait effectuer des virements d'un poste budgétaire à un autre. A la fin de la première année civile d'un exercice financier, le Directeur exécutif du PNUE peut reporter sur la deuxième année civile, tout solde non engagé des crédits ouverts, à condition que le budget total approuvé par les Parties ne soit pas dépassé, sauf autorisation expresse donnée par écrit par le Comité permanent.

20. A la fin de chaque année civile de l'exercice financier¹, le Directeur exécutif du PNUE soumet aux Parties, par l'intermédiaire du Secrétariat PNUE/CMS, les comptes de l'année et, dès que possible, il soumet aussi les comptes vérifiés de l'exercice financier qui font apparaître, pour chaque poste budgétaire, un état des dépenses effectuées par rapport aux ressources prévues.

21. Les rapports financiers qui doivent être soumis au Directeur exécutif du PNUE sont adressés simultanément aux membres du Comité permanent par le Secrétariat de la Convention.

22. En même temps qu'il leur fait parvenir les comptes et rapports financiers mentionnés aux paragraphes précédents, ou dès que possible après leur envoi, le Secrétariat de la Convention fournit aux membres du Comité permanent une estimation des dépenses prévues pour l'année suivante.

23. Les présentes règles de gestion financière sont en vigueur du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2005.

* * *

¹ L'année civile, du 1er janvier au 31 décembre, est l'année de l'exercice comptable financier, mais la clôture officielle des comptes est le 31 mars de l'année suivante. Ainsi, les comptes de l'année précédente doivent être clos au 31 mars, et c'est seulement alors que le Directeur exécutif peut soumettre les comptes de l'année civile précédente.

RESOLUTION 7.12*

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES : CONSEIL SCIENTIFIQUE

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Rappelant la Résolution 6.7 adoptée par la Conférence des Parties à sa sixième session (Le Cap, 1999) concernant les dispositions institutionnelles pour le Conseil scientifique ;

Consciente que la composition du Conseil scientifique s'est sans cesse élargie par suite de l'augmentation du nombre des Parties à la CMS et qu'un réexamen des méthodes de travail du Conseil est désirable pour en optimiser la productivité et le doter des capacités nécessaires pour traiter des aspects scientifiques et techniques des nombreuses questions intéressant la conservation et l'utilisation durable des espèces migratrices ;

Notant que le Conseil scientifique, à sa 11^{ème} réunion tenue à Bonn du 14 au 17 septembre 2002, a recommandé l'élaboration d'une stratégie pour orienter ses travaux et qu'il a commencé à se pencher sur ses méthodes de travail ; et

Notant en outre la recommandation faite par le Conseil scientifique à sa 11^{ème} réunion concernant la désignation d'un nouveau Conseiller pour les oiseaux, pour compenser le départ à la retraite de M. Michael Moser ;

La Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage

1. *Confirme* que toutes les dispositions prévues par la Résolution 6.7 continuent de s'appliquer, à moins qu'il en soit stipulé autrement dans cette résolution ;
2. *Décide* d'entériner officiellement la participation des organes consultatifs auprès des Accords de la CMS aux délibérations du Conseil scientifique, en les invitant à participer en tant qu'observateurs aux réunions du Conseil scientifique ;
3. *Demande* au Conseil scientifique d'élaborer une stratégie sur ses travaux scientifiques et ses travaux de conservation, en tenant compte de l'écologie des espèces inscrites aux Annexes de la CMS ainsi que des facteurs qui pourraient menacer ou mettre en danger les espèces migratrices, afin d'établir un rang de priorité bien clair entre les mesures à prendre, et d'envisager des moyens appropriés pour suivre la mise en œuvre de cette stratégie ;
4. *Demande en outre* au Conseil scientifique de concevoir et de distribuer, par l'intermédiaire du Secrétariat, une pochette d'information à l'intention des Parties donnant des instructions très claires sur le *modus operandi* du Conseil scientifique ;

* Le projet original de cette résolution, examiné par la Conférence des Parties, a été référencé 7.6.

5. *Encourage vigoureusement* les Parties qui ne l'ont pas encore fait à nommer dûment, conformément à l'Article VIII de la Convention, un représentant pour siéger au Conseil scientifique et à communiquer au Secrétariat ses coordonnées, et à se prévaloir de la possibilité de désigner un Conseiller suppléant pour assister aux réunions du Conseil en l'absence du Conseiller principal et/ou de fournir des experts nationaux supplémentaires pour participer aux délibérations du Conseil ;

6. *Note* que l'Article VIII de la Convention prévoit aussi que la Conférence des Parties peut désigner des experts dûment qualifiés ;

7. *Décide* de désigner pour la période triennale 2003-2005, en vue de fournir des compétences dans certains domaines bien précis, les six experts dont les noms suivent :

- Dr. Colin Limpus (Australie) – tortues marines ;
- M. John O'Sullivan (Royaume-Uni) – oiseaux ;
- Dr. William Perrin (Etats-Unis) – mammifères marins et grands poissons ;
- Dr. Pierre Pfeffer (France) – grands mammifères terrestres ;
- Dr. Roberto Schlatter (Chili) – faune néotropicale ; et
- M. Noritaka Ichida (Japon) – faune asiatique ; et

8. *Décide* que les dépenses au titre de l'élaboration d'une stratégie scientifique soient couvertes par le budget de base ou par des contributions volontaires versées expressément aux fins de l'élaboration de cette stratégie.

* * *

RESOLUTION 7.13*

ACCORD DE SIEGE POUR LE SECRETARIAT DE LA CONVENTION ET SA PERSONNALITE JURIDIQUE

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Rappelant l'Article IX de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (1979), la Décision 12/14, section IV, du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de 1984, et la Résolution 1.3 de la Conférence des Parties (Bonn, 1985), portant création du Secrétariat de la Convention ;

Rappelant en outre les rapports du Secrétariat et du Gouvernement fédéral d'Allemagne sur l'Accord de siège présentés aux Cinquième et Sixième sessions de la Conférence des Parties, ainsi que les rapports du Comité permanent sur ses 16^{ème}, 18^{ème}, 19^{ème}, 20^{ème}, 22^{ème} et 23^{ème} réunions ;

Notant avec satisfaction le généreux appui dont le Secrétariat de la Convention a bénéficié de la part du Gouvernement hôte sur la base de l'Accord de siège conclu en 1984 entre les représentants responsables de l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ; et

Désireuse de clarifier la personnalité juridique internationale du Secrétariat de la Convention ;

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Accueille avec satisfaction et approuve* l'Accord conclu entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, l'Organisation des Nations Unies et le Secrétariat de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage concernant le siège du Secrétariat de la Convention ;
2. *Recommande* que la mise en œuvre du paragraphe 2 de l'Article 2 de l'Accord de siège soit confiée aux organes responsables des Accords dont les secrétariats sont administrés conjointement avec le Secrétariat de la Convention ; et
3. *Note* la situation actuelle concernant la personnalité juridique internationale du Secrétariat et reporte l'examen de la question à la Huitième Session de la Conférence des Parties.

* * *

* Le projet original de cette résolution, examiné par la Conférence des Parties, a été référencé 7.8.



RESOLUTION 7.14*

**DATES, LIEU ET FINANCEMENT DE LA HUITIEME SESSION DE LA
CONFERENCE DES PARTIES**

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Rappelant le paragraphe 3 de l'Article VII de la Convention, qui dispose que le Secrétariat « convoque à trois ans d'intervalle au plus une session ordinaire de la Conférence des Parties, à moins que la Conférence n'en décide autrement » ;

Rappelant également la Résolution 4.4 (Nairobi, 1994), point d'action 2.2, qui dispose que les réunions de la Conférence des Parties devraient se tenir à des intervalles d'environ 2½ à 3 ans, et que les Parties devraient être encouragées à les accueillir afin de mieux faire connaître la CMS dans d'autres régions ; et

Consciente des avantages dont pourraient bénéficier la Convention et les Parties, en particulier les Parties à économie en développement, en accueillant les sessions de la Conférence des Parties dans différentes régions du monde ;

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Félicite* le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne d'avoir pris l'initiative d'accueillir la septième session de la Conférence des Parties de manière exemplaire et le remercie d'avoir financé en grande partie l'organisation de cette réunion ;
2. *Invite* les Parties qui souhaiteraient accueillir la huitième session à en informer le Secrétariat avant le 31 décembre 2003 ; et
3. *Donne pour instruction* au Comité permanent, lors de la première réunion qu'il tiendra après le 31 décembre 2003, d'examiner toutes les offres reçues et, sous réserve qu'il ait reçu des renseignements suffisants, de décider du lieu le plus approprié pour la tenue de la session.

* * *

* Le projet original de cette résolution, examiné par la Conférence des Parties, a été référencé 7.9.

RESOLUTION 7. 15

MESURES A PRENDRE CONCERNANT LE PETIT RORQUAL DE L'ANTARCTIQUE, LA BALEINE DE BRYDE ET LA BALEINE PYGMEE AU TITRE DE LA CONVENTION SUR LES ESPECES MIGRATRICES

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Rappelant que le Conseil scientifique de la CMS a reconnu, à sa 11^{ème} réunion, qu'un certain nombre de menaces indirectes peuvent avoir un impact défavorable sur les espèces marines, y compris les grandes baleines ;

Rappelant en outre qu'à cette même réunion le Conseil scientifique a constaté que les propositions visant à inscrire le petit rorqual de l'Antarctique, la baleine de Bryde et la baleine pygmée à l'Annexe I de la CMS, contenaient des lacunes importantes s'agissant des données et des informations fournies, ainsi qu'un certain nombre d'inexactitudes techniques, qui l'ont empêché de parvenir à une convergence de vues sur ces propositions ;

Notant que le Conseil scientifique a donc été dans l'incapacité de recommander à la septième session de la Conférence des Parties l'inscription à l'Annexe I du petit rorqual de l'Antarctique, de la baleine de Bryde et de la baleine pygmée et a invité les Parties à poursuivre l'élaboration de ces propositions ; et

Notant en outre que le Conseil scientifique a également reconnu les besoins de conservation du petit rorqual de l'Antarctique, de la baleine de Bryde et de la baleine pygmée et que les résultats de ses délibérations ne devraient pas être perçus par la septième session de la Conférence des Parties, ou par d'autres, comme une intention de minimiser en aucune manière les besoins de conservation de ces espèces ;

La Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage

1. *Demande* aux Parties qui sont des Etats de l'aire de répartition du petit rorqual de l'Antarctique, de la baleine de Bryde et de la baleine pygmée de prendre les mesures nécessaires pour déterminer l'état des populations de ces grandes baleines, la nature et la portée des dangers qui les menacent et, ce faisant, de combler les lacunes importantes, s'agissant des données et de l'information fournies, relevées dans les propositions d'inscription du petit rorqual de l'Antarctique, de la baleine de Bryde et de la baleine pygmée à l'Annexe I à la Convention, en vue de réviser ces propositions pour que le Conseil scientifique puisse les examiner à l'avenir ;
2. *Soutient* les actions concertées, ainsi que la coopération régionale et internationale, pour assurer la conservation et la reconstitution de toutes les grandes baleines actuellement inscrites aux Annexes de la CMS ; et
3. *Recommande* que les Parties, ainsi que les organisations régionales et internationales ayant un rôle à jouer dans la conservation du petit rorqual de l'Antarctique, de la baleine de Bryde et de la baleine pygmée poursuivent, et si possible intensifient, les mesures actuelles pour assurer la conservation de ces grandes baleines.

* * *



Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage



**Compte rendu intégral de la septième session de la Conférence des Parties:
Partie I, Annexe X**

RECOMMANDATIONS

ADOPTÉES À LA SEPTIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES

RECOMMANDATION 7.1

**MESURES DE COOPERATION POUR LES ESPECES INSCRITES A
L'ANNEXE II**

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Notant que certaines espèces ou populations inscrites à l'Annexe II ont un état de conservation défavorable et nécessitent des mesures de coopération urgentes au niveau international pour leur conservation et leur gestion ;

Consciente du fait que ces espèces ne font pas toutes actuellement l'objet d'un Accord ou que l'on peut raisonnablement penser qu'elles en feront l'objet d'un pour aider à leur conservation ; et

Notant en outre les conclusions et les recommandations de la 11^{ème} réunion du Conseil scientifique (Bonn, 14-17 septembre 2002) ;

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la Conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Recommande* que les Parties prennent des mesures de coopération pour améliorer l'état de conservation de ces espèces ;
2. *Donne instruction* au Conseil scientifique de préparer pour chaque session de la Conférence des Parties une liste des espèces de l'Annexe II nécessitant une attention spéciale au cours de la prochaine période de rapports ;
3. *Charge* le Secrétariat d'aider le Conseil scientifique à effectuer ce processus d'examen en s'assurant qu'une mise à jour régulière de la situation est fournie par le Conseiller correspondant compétent ;
4. *Approuve* la recommandation du Conseil scientifique à sa 11^{ème} réunion selon laquelle les activités pour les espèces couvertes par les Recommandations 5.2 et 6.2 doivent être poursuivies pour trois autres années (2003-2005), afin que la liste des espèces pour lesquelles des mesures de coopération devraient être poursuivies ou amorcées, selon le cas, soit conforme au tableau joint à cette recommandation ;
5. *Recommande* que les espèces ci-après fassent aussi l'objet de mesures de coopération : Mammifères marins : le marsouin *Neophocoena phocaenoides* ; les dauphins *Sousa chinensis*, *Tursiops aduncus*, *Stenella attenuata*, *Stenella longirostris*, *Lagenodelphis hosei* et *Orcaella brevirostris* ; et le dugong *Dugong dugon* ; Oiseaux : *Polystictus pectoralis pectoralis*, *Sporophila ruficollis*, *Pseudocolopteryx dinellianus* ; et
6. *Donne instruction* au Conseil scientifique d'examiner la pratique actuelle concernant l'identification et l'application de mesures de coopération pour les espèces inscrites à l'Annexe II et pour adopter, à sa 12^{ème} réunion, une procédure amendée à cet égard, en tenant compte de l'examen

analogue effectué à sa 11^{ème} réunion pour les espèces justifiant de mesures concertées, procédure qui sera soumise à la huitième session de la Conférence des Parties.

ESPECES RETENUES POUR UNE ACTION CONCERTEE PAR LA CONFERENCE DES
PARTIES A LA CMS A SES 5^{ème}, 6^{ème} ET 7^{ème} SESSIONS

| Année d'adoption | Recommandation | Nom scientifique |
|------------------|----------------|------------------------------------------|
| 1997 | 5.2 | <i>Crex crex</i> |
| | 5.2 | <i>Coturnix coturnix coturnix</i> |
| | 5.2 | <i>Cygnus melanocorypha</i> |
| 1999 | 6.2 | <i>Macronectes halli</i> |
| | 6.2 | <i>Macronectes giganteus</i> |
| | 6.2 | <i>Procellaria aequinoctialis</i> |
| | 6.2 | <i>Procellaria conspicillata</i> |
| | 6.2 | <i>Procellaria cinerea</i> |
| | 6.2 | <i>Procellaria parkinsoni</i> |
| | 6.2 | <i>Procellaria westlandica</i> |
| | 6.2 | Tous les Albatros |
| | 6.2 | <i>Rhincodon typus</i> |
| | 6.2 | <i>Acipenser baerii baicalensis</i> |
| | 6.2 | <i>Acipenser gueldenstaedtii</i> |
| | 6.2 | <i>Acipenser medirostris</i> |
| | 6.2 | <i>Acipenser mikadoi</i> |
| | 6.2 | <i>Acipenser naccarii</i> |
| | 6.2 | <i>Acipenser nudipectus</i> |
| | 6.2 | <i>Acipenser pericus</i> |
| | 6.2 | <i>Acipenser ruthenus</i> |
| | 6.2 | <i>Acipenser schrenckii</i> |
| | 6.2 | <i>Acipenser sinensis</i> |
| | 6.2 | <i>Acipenser stellatus</i> |
| | 6.2 | <i>Acipenser sturio</i> |
| | 6.2 | <i>Huso dauricus</i> |
| | 6.2 | <i>Huso huso</i> |
| | 6.2 | <i>Pseudoscaphirhynchus fedtschenkoi</i> |
| | 6.2 | <i>Pseudoscaphirhynchus hermanni</i> |
| | 6.2 | <i>Pseudoscaphirhynchus kaufmanni</i> |
| | 6.2 | <i>Psephurus gladius</i> |
| | 6.2 | <i>Loxodonta africana</i> |
| | 6.2 | <i>Spheniscus demersus</i> |
| | 6.2 | <i>Pontoporia blainvillei</i> |
| | 6.2 | <i>Lagenorhynchus australis</i> |
| | 6.2 | <i>Lagenorhynchus obscurus</i> |
| | 6.2 | <i>Phocoena spinipinnis</i> |
| | 6.2 | <i>Phocoena dioptrica</i> |
| | 6.2 | <i>Cephalorhynchus commersonii</i> |
| | 6.2 | <i>Cephalorhynchus eutropia</i> |
| 2002 | 7.1 | <i>Neophocoena phocaenoides</i> |
| | 7.1 | <i>Sousa chinensis</i> |
| | 7.1 | <i>Tursiops aduncus</i> |
| | 7.1 | <i>Stenella attenuata</i> |
| | 7.1 | <i>Stenella longirostris</i> |
| | 7.1 | <i>Lagenodelphis hosei</i> |
| | 7.1 | <i>Orcaella brevirostris</i> |
| | 7.1 | <i>Dugong dugon</i> |
| | 7.1 | <i>Polystictus pectoralis pectoralis</i> |
| | 7.1 | <i>Sporophila ruficollis</i> |
| | 7.1 | <i>Pseudocolaptes auratus</i> |

* * *

RECOMMANDATION 7.2

**APPLICATION DE LA RESOLUTION 6.2 SUR LES PRISES
ACCIDENTELLES**

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Préoccupée de ce que, malgré des efforts récents pour résoudre les problèmes, les prises accidentelles restent l'une des plus principales causes de mortalité des espèces migratrices du fait des activités humaines dans l'environnement marin ;

Notant que la sixième session de la Conférence des Parties a adopté la Résolution 6.2 (Prises accidentelles) en vue de susciter des mesures correctives des Parties ; et

Encourageant une bonne application de la Résolution 6.2 dans le délai le plus court possible et une évaluation adéquate de ses résultats ;

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

Invite les Etats Parties des aires de répartition, œuvrant par l'intermédiaire des organismes et accords régionaux de gestion des pêches, selon le cas, à :

- (a) Compiler des informations et engager une action concernant les activités de pêche dans les eaux relevant de leur juridiction, ou qui sont le fait de navires de pêche battant pavillon relevant de leur juridiction ou sous leur contrôle, en tant que toute première mesure pour s'attaquer au problème englobant les points suivants :
 - i. ressources ciblées ;
 - ii. ressources prises accidentellement ;
 - iii. effets sur la ressource prise accidentellement (prises accidentelles totales estimées dans les pêcheries et impact sur la population) ; et
 - iv. application de mesures d'atténuation des effets ;
- (b) Mettre en place des dispositifs appropriés (y compris, le cas échéant, des observateurs embarqués) pour les pêches dans les eaux relevant de leur juridiction, ou effectuées par des navires de pêche battant pavillon relevant de leur juridiction ou sous leur contrôle, afin de déterminer l'impact des prises accidentelles des pêches sur les espèces migratrices. Le cas échéant, cela devrait être fait dans le contexte des Plans d'action internationaux de la FAO sur les oiseaux de mer et les requins ;
- (c) Encourager les propositions de recherche dans les zones géographiques où il y a un manque d'information particulier et qui en même temps ne sont pas couvertes par les accords de la CMS existant actuellement. En particulier, des informations sont nécessaires sur les points suivants :

- i. pêche artisanale, de façon générale ;
 - ii. chalutage pélagique et de fond, et pêche à la senne coulissante ;
 - iii. dans le cas des cétacés, une attention spéciale doit être portée à l'Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est et à l'Afrique de l'Ouest ;
 - iv. pour les tortues, cela comprend la pêche aux lignes de fond dans l'océan Pacifique et les impacts sur les tortues bâtarde de l'Asie du Sud ;
 - v. pour les oiseaux, la pêche au filet maillant en Amérique du Sud et dans le nord ; et
 - vi. pour les requins, toutes les pêches ; et
- (d) Examiner et appliquer des moyens de réduire la quantité de filets et autres engins de pêche nuisibles abandonnés et perdus à la fois dans leurs zones maritimes et en haute mer, ainsi que des moyens de minimiser ces pertes sur les navires battant leur pavillon.

* * *

RECOMMANDATION 7.3

COORDINATION REGIONALE POUR LES PETITS CETACES ET LES SIRENIENS DE L'AFRIQUE CENTRALE ET DE L'OUEST

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Notant les résultats de l'Atelier de Conakry du 8 au 12 mai 2000 sur la Conservation et la Gestion des petits cétacés des côtes d'Afrique ;

Notant en particulier l'inscription du lamantin d'Afrique de l'Ouest *Trichechus senegalensis* à l'Annexe II de la CMS ;

Notant que les communautés côtières de l'Océan Atlantique et riveraines des eaux intérieures accordent aux petits cétacés et aux siréniens une grande valeur patrimoniale, économique, scientifique, touristique et éducative en tant qu'élément important de la biodiversité mondiale ;

Consciente des dangers menaçant ces espèces, en particulier la modification, voire la destruction de leurs habitats, par suite du développement du littoral marin et des rivages des eaux intérieures, la pollution, l'agriculture, l'exploitation, la mortalité de plus en plus élevée et les prises accidentelles qui, si l'on n'y prend garde, pourraient accélérer le déclin de ces populations ;

Consciente en outre du fait que ces espèces migratrices sont susceptibles de se mouvoir entre différentes juridictions nationales ;

Reconnaissant les initiatives qui ont été prises par diverses institutions (nationales et internationales) dans les Etats de l'aire de répartition en vue d'améliorer les connaissances sur ces espèces et les menaces qui pèsent sur elles ;

Reconnaissant que la conservation et la gestion durable des populations de petits cétacés et de siréniens des pays côtiers et des populations de siréniens des pays non-côtiers ainsi que de leurs habitats dans la région de l'Afrique centrale et de l'Ouest est une responsabilité qui doit être partagée ;
et

Notant tout l'intérêt de promouvoir le transfert de l'expérience acquise au sein de la CMS et de ses Accords pertinents ;

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Encourage*, sur la base des recommandations de l'Atelier de Conakry et des préoccupations majeures exprimées par les pays non-côtiers, les Etats de l'aire de répartition à envisager l'établissement d'un Mémoire d'Accord sur ces espèces et la mise en œuvre d'actions de collaboration au moyen notamment de plans d'actions tenant compte des caractéristiques particulières des eaux intérieures et des eaux marines ;
2. *Encourage* la participation de tous les intéressés, en particulier les organismes gouvernementaux chargés de la conservation et de la gestion des petits cétacés et des siréniens ainsi

que les organisations non-gouvernementales compétentes et la communauté scientifique internationale ;

3. *Reconnaît* qu'il faut promouvoir la conservation de ces espèces auprès des acteurs de la société civile incluant ceux qui sont extérieurs à la zone, tels que les compagnies pétrolières, les industries de pêche et d'aquaculture, les opérateurs touristiques ;

4. *Recommande* aux pays de la région de désigner au plus tôt un coordonnateur pour la phase de préparation de ce Mémorandum d'Accord ; et

5. *Recommande* aux partenaires techniques et financiers multilatéraux et bilatéraux de faciliter la mise en œuvre de la présente Recommandation.

* * *

RECOMMANDATION 7.4*

COORDINATION REGIONALE POUR LES PETITS CETACES ET LES DUGONGS DE L'ASIE DU SUD-EST ET DES EAUX ADJACENTES

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Notant que les résultats de la deuxième Conférence internationale sur les mammifères marins d'Asie du Sud-Est, qui s'est tenue à Dumaguete (Philippines) du 22 au 26 juillet 2002 ;

Notant en particulier l'inscription de plusieurs petites espèces de cétacés (*Neophocaena phocaenoides*, *Sousa chinensis*, *Tursiops aduncus*, *Stenella longirostris*, *S. attenuata*, *Orcaella brevirostris*, et *Lagenodelphis hosei*) et du dugong (*Dugong dugon*) à l'Annexe II de la CMS ainsi que sur la liste des espèces devant faire l'objet de mesures de coopération ;

Notant que les communautés côtières d'Asie du Sud-Est et des eaux adjacentes et celles vivant le long des cours d'eau accordent de la valeur à ces espèces en raison de leur intérêt socio-économique, culturel, scientifique, touristique, écosystémique et éducatif ;

Reconnaissant que les baleines et dauphins jouent un grand rôle dans le maintien de la dynamique et de l'équilibre démographiques et de la fonctionnalité du réseau alimentaire ;

Reconnaissant en outre que les prises illicites et sans discrimination de ces espèces et d'autres grands animaux marins se poursuivent dans les pays d'Asie du Sud-Est, mettant ainsi en péril l'intégrité et la viabilité de l'écosystème marin ;

Consciente que les menaces pesant sur ces espèces comprennent tout particulièrement la mortalité accidentelle et délibérée, la destruction et la modification des habitats en raison du développement des côtes et des rives des cours d'eau, et la pollution ;

Sachant que ces espèces sont migratrices et peuvent franchir les frontières et juridictions nationales ;

Prenant acte des initiatives en vue de la conservation des petits cétacés et des siréniens prises par les pays de la région, notamment l'Australie, le Cambodge, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Viêt-Nam ;

Reconnaissant que les responsabilités doivent être partagées en matière de conservation et de gestion durable des populations de petits cétacés et de siréniens et de leurs habitats en Asie du Sud-Est et dans les eaux adjacentes ; et

Notant l'intérêt que suscite la promotion du transfert de l'expérience acquise dans le cadre de la CMS et des Accords pertinents ;

* Le projet original de cette recommandation, examiné par la Conférence des Parties, a été référencé 7.8.

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Encourage*, sur la base des recommandations formulées lors de la Conférence de Dumaguete, l'ensemble des Parties et des Etats de l'aire de répartition à envisager d'instituer un instrument de coopération adéquat pour la conservation de ces espèces, qui tiendrait compte des caractéristiques particulières des eaux marines et fluviales ;
2. *Encourage* la participation de toutes les parties prenantes, y compris les organismes gouvernementaux responsables de la conservation et de la gestion des petits cétacés et des siréniens, ainsi que des organisations non-gouvernementales et de la communauté scientifique internationale ;
3. *Reconnaît* qu'il faut promouvoir la conservation de ces espèces auprès de divers secteurs de la société, y compris les compagnies pétrolières, l'industrie de la pêche et l'aquaculture, et les agences de tourisme ;
4. *Recommande* que les pays de la région désignent dès que possible un coordonnateur pour la phase préparatoire d'établissement de l'instrument voulu ; et
5. *Recommande* aux partenaires techniques et financiers multilatéraux et bilatéraux de faciliter l'application de la présente recommandation.

* * *



RECOMMANDATION 7.5*

**ACCORD ENTRE LES ETATS DE L'AIRE DE REPARTITION POUR LA
CONSERVATION DU DUGONG (*Dugong dugon*)**

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Reconnaissant que l'Article II de la Convention demande à toutes les Parties de s'efforcer de conclure des Accords pour la conservation et la gestion des espèces migratrices inscrites à l'Annexe II de la Convention ;

Notant que les dugongs ont une très vaste aire de répartition s'étendant sur quelques 37 pays et territoires, comprenant des eaux côtières et intérieures tropicales et subtropicales ;

Rappelant que les dugongs ont une grande longévité et un faible taux de reproduction, et qu'ils doivent se consacrer intensivement à l'élevage de leurs petits, ce qui rend cette espèce vulnérable à la surexploitation ;

Notant que dans une bonne partie de son aire de répartition, le dugong reste à l'état de populations dispersées, dont beaucoup sont séparées par de larges zones où leur nombre a été considérablement réduit ou d'où elles ont déjà complètement disparu ;

Consciente que les dugongs sont exposés à l'action de l'homme par suite de leur mode de vie et de leur répartition le long des habitats côtiers, où ils sont souvent sous pression du fait du développement de l'activité humaine et de la chasse ;

Reconnaissant que les dugongs revêtent une importance culturelle significative pour les communautés locales dans toute leur aire de répartition et qu'ils continuent d'être chassés par des méthodes traditionnelles dans un certain nombre de régions ;

Consciente que les produits dérivés des dugongs tels que la viande, l'huile, les médicaments, les amulettes et autres produits sont toujours hautement appréciés dans certaines parties de leur aire de répartition ; et

Rappelant que toutes les populations de cette espèce sont inscrites à l'Annexe I de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), ce qui interdit le commerce international de cette espèce et des produits qui en sont dérivés ;

* Le projet original de cette recommandation, examiné par la Conférence des Parties, a été référencé 7.7.

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Prie instamment* les Parties qui sont des Etats de l'aire de répartition du dugong de prendre des mesures pour déterminer l'état de conservation des populations de cette espèce et déterminer la nature et l'étendue des dangers qui les menacent, dans leurs zones de juridiction nationale ;
2. *Prie* les Parties qui possèdent des aires de reproduction et d'habitat du dugong dans leurs zones de juridiction nationale de coopérer pour assurer la conservation et la gestion du dugong dans toute son aire de répartition ;
3. *Recommande* que tous les Etats de l'aire de répartition du dugong coopèrent comme il convient et participent activement à l'élaboration et à la conclusion d'un Mémoire d'Accord et d'un Plan d'action pour la conservation et la gestion du dugong dans toute son aire de répartition ;
4. *Demande* au Comité permanent et au Conseil scientifique de suivre les progrès accomplis et de proposer toute mesure d'urgence nécessaire à la Conférence des Parties à sa huitième session ; et
5. *Prie en outre instamment* les organisations internationales et les organisations non-gouvernementales qui ont pour mandat de conserver la diversité biologique, y compris les organisations économiques régionales, de fournir l'assistance appropriée, dont un soutien technique et financier, pour la conservation et la gestion du dugong.

* * *

RECOMMANDATION 7.6

AMELIORATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DE LA TORTUE LUTH (*Dermochelys coriacea*)

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Reconnaissant que la tortue luth (*Dermochelys coriacea*) est inscrite à l'Annexe I et à l'Annexe II de la CMS et qu'elle est classée dans la catégorie « en danger » sur la Liste rouge de l'UICN (2001) ;

Préoccupée par le fait que de récentes enquêtes sur *Dermochelys coriacea* dans l'océan Pacifique indiquent que les populations en âge de procréer ont décliné de plus de 90 % ces vingt dernières années et que ce déclin continue de s'accroître ;

Notant que les prises accidentelles au cours de la pêche, y compris par les navires de pêche en haute mer, sont l'un des principaux facteurs contribuant au déclin des populations de *Dermochelys coriacea* dans l'océan Pacifique ;

Reconnaissant que l'intention de la Résolution 6.2 (Le Cap, 1999) est de réduire les prises accidentelles d'espèces migratrices au cours d'activités de pêche, prises qui préoccupent les Parties à la Convention ;

Notant que la répartition et l'état de conservation actuel de *Dermochelys coriacea* dans l'est de l'océan Atlantique, dans l'océan Indien et dans l'ouest de l'océan Pacifique n'ont pas été intégralement surveillés ;

Préoccupée par le fait que l'exploitation de *Dermochelys coriacea*, qu'il s'agisse des tortues elles-mêmes ou de leurs œufs, par les communautés côtières est largement répandue et non viable dans beaucoup de pays, y compris certains des Etats de l'aire de répartition dans l'ouest du Pacifique, dans l'océan Indien et dans l'est de l'océan Atlantique ; et

Reconnaissant que la tortue luth revêt une importance culturelle significative pour certaines communautés et qu'une certaine exploitation peut être autorisée dans le contexte des pratiques traditionnelles d'exploitation conformément au paragraphe 5 de l'Article III de la Convention ;

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Prie instamment* les Etats de l'aire de répartition de l'océan Pacifique, de l'océan Indien et de l'est de l'océan Atlantique :

- (a) d'appliquer la Résolution 6.2 et la Recommandation 7.2 ;
- (b) de repérer les sites de reproduction de *Dermochelys coriacea* et de quantifier les populations en âge de se reproduire ;

- (c) de choisir un site de référence approprié au sein de chaque unité de gestion reconnue et de mettre en place un programme de surveillance dans chacun des sites de référence choisis pour déterminer les tendances de la population et ses réactions aux mesures de gestion qui ont été prises ;
- (d) de surveiller les prises traditionnelles de *Dermochelys coriacea* et de prévenir les prises commerciales, qu'il s'agisse des tortues ou de leurs œufs, dans les eaux nationales et sur les plages où a lieu la nidification ;
- (e) de promouvoir des activités ayant pour but d'améliorer l'entretien d'aires de nidification sûres et sans danger et d'améliorer le succès de la nidification pour *Dermochelys coriacea* ;
- (f) de promouvoir des activités augmentant la production de jeunes *Dermochelys coriacea* des deux sexes, en bonne santé et imprégnés correctement, dans la mer ; et
- (g) d'entreprendre des activités de coopération avec les pays voisins pour encourager une gestion durable de cette ressource partagée, notamment en organisant des ateliers de formation pour améliorer la conservation et la gestion des plages où a lieu la nidification de *Dermochelys coriacea* ;

2. *Invite* le Conseil scientifique de la CMS à établir des lignes directrices pour assurer une exploitation durable et humaine de *Dermochelys coriacea*, qu'il s'agisse des tortues et/ou de leurs œufs, par les communautés locales ;

3. *Prie instamment* les Etats signataires du Mémorandum d'Accord concernant les mesures de conservation pour les tortues marines de la côte Atlantique de l'Afrique et le Mémorandum d'Accord sur la conservation et la gestion des tortues marines et de leurs habitats dans l'océan Indien et en Asie du Sud-Est d'accorder une haute priorité, dans le cadre de leurs Plans de conservation respectifs, à la mise en œuvre de projets visant à améliorer l'état de conservation de *Dermochelys coriacea*; et

4. *Prie en outre instamment* les organisations non-gouvernementales et les organisations internationales ayant pour mandat de conserver la diversité biologique de fournir une assistance technique, logistique et financière appropriée pour la conservation et la gestion de *Dermochelys coriacea*.

* * *



RECOMMANDATION 7.7*

**PROGRAMME RELATIF AUX VOIES DE MIGRATION
AMERIQUE – PACIFIQUE**

Adoptée par la Conférence des Parties à sa septième session (Bonn, 18-24 septembre 2002)

Prenant note des diverses activités entreprises dans la région centraméricaine (Panama) et sud-américaine en vue de la protection des espèces migratrices d'oiseaux d'eau, telles que le Réseau de la réserve des oiseaux du littoral de l'hémisphère Ouest, le Recensement des oiseaux d'eau néotropicaux ainsi que les projets entrepris sous l'égide de la CMS, comme ceux portant sur les flamants des Andes et l'oie des Andes à tête rousse ;

Notant l'initiative initiale du regretté Lic. Pablo Canevari de mettre en commun de nombreuses activités et d'instituer un accord relatif aux voies de migration Amérique – Pacifique au titre de la Convention de Bonn ;

Notant en outre les travaux entrepris par le Gouvernement néerlandais et Wetlands International pour transformer l'initiative originelle en proposition de programme intitulé « Zones humides et oiseaux des Amériques », connu également sous le nom de « Programme relatif aux voies de migration Amérique – Pacifique », qui a été publié en juin 2001 et fait actuellement l'objet d'un vaste processus de consultations dans la région et en Amérique du Nord ;

Consciente de la grande importance pour la région des oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats, comme l'indique le rapport « Wetlands of South America : An Agenda for Biodiversity Conservation and Policies Development » (Wetlands International, 2001) et des besoins aigus de conservation sur toute la voie de migration, de préférence dans le cadre d'un accord multilatéral sur les voies de migration fondé sur l'Article IV de la Convention ;

Notant les changements importants de l'habitat dans les zones d'hivernage, en particulier pour les oiseaux de littoral, et les indications selon lesquelles pratiquement toutes les espèces diminueraient en nombre ;

Consciente également de l'importance particulière accordée dans le projet de programme au renforcement des capacités, à l'association des communautés, à la coopération internationale et à la collecte de données importantes pour la gestion des populations d'oiseaux d'eau et de leurs habitats, tel que : Evaluation des zones humides d'Amérique du Sud et Recensement des oiseaux d'eau néotropicaux ; et

Désireuse de voir le programme mis en œuvre en temps voulu à titre de contribution importante aux objectifs généraux de la CMS et en vue de l'élaboration éventuelle d'un accord plus formel sur les voies de migration, tel que celui mis au point pour les oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique – Eurasie ;

* Le projet original de cette recommandation, examiné par la Conférence des Parties, a été référencé 7.4.

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Invite* les Etats de l'aire de répartition concernés, qu'ils soient ou non Parties à la CMS, à continuer à appuyer l'élaboration du Programme relatif aux voies de migration Amérique – Pacifique ;
2. *Prie* le Secrétariat de soutenir comme il se doit cette initiative ; et
3. *Encourage* les Parties intéressées à continuer à appuyer le processus d'élaboration, de concert avec les Parties à la CMS dans la région, et à envisager d'octroyer un financement une fois le programme mis au point et prêt à être appliqué.

* * *

Compte rendu intégral de la septième session de la Conférence des Parties: Partie I, Annexe XI

SPECIES ADDED TO APPENDICES I AND II
BY THE SEVENTH MEETING OF THE CONFERENCE OF THE PARTIES TO CMS*

LISTE DES ESPÈCES AJOUTÉES AUX ANNEXES I ET II LORS DE LA SEPTIÈME
SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES A LA CMS*

LISTA DE ESPECIES AÑADIDAS A LOS APÉNDICES I Y II EN LA SÉPTIMA REUNIÓN
DE LA CONFERENCIA DE LAS PARTES*

APPENDIX I / ANNEXE I / APÉNDICE I

| Scientific Name / Nom scientifique / Nombre Científico | Common name / Nom commun / Nombre común | | | Proponent / Partie / Parte |
|--------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------|----------------------------------|
| Ordo/Familia/Species | English | Français | Español | |
| MAMMALIA | | | | |
| CETACEA | | | | |
| Balaenopteridae | | | | |
| <i>Balaenoptera physalus</i> | Fin whale | Baleinoptère commun, Rorqual commun | Ballena aleta, Rorcual común | AUSTRALIA |
| <i>Balaenoptera borealis</i> | Sei whale | Rorqual Sei, Baleinoptère de Rudolphi | Ballena sei, Rorcual boreal | AUSTRALIA |
| Physeteridae | | | | |
| <i>Physeter macrocephalus</i> | Sperm whale | Cachalot | Ballena esperma | AUSTRALIA |
| Platanistidae | | | | |
| <i>Platanista gangetica gangetica</i> | Ganges river dolphin | | | INDIA |
| ARTIODACTYLA | | | | |
| Camelidae | | | | |
| <i>Camelus bactrianus</i> | Wild or Bactrian camel | | | MONGOLIA |

* Other references to taxa higher than species are for the purposes of information or classification only.
Les autres références à des taxons supérieurs à l'espèce sont données uniquement à titre d'information ou à des fins de classification.
Las demás referencias a taxones superiores a la s especies se incluyen exclusivamente a título informativo o con fines de clasificación.

| Scientific Name / Nom scientifique / Nombre Científico | Common name / Nom commun / Nombre común | | | Proponent / Partie / Parte |
|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------------|----------------------------------|
| Ordo/Familia/Species | English | Français | Español | |
| AVES | | | | |
| PROCELLARIIFORMES | | | | |
| Procellariidae | | | | |
| <i>Puffinus creatopus</i> | Pink-footed shearwater | | Fardela de ventre blanco, Fardela blanca | CHILE |
| Pelecanoididae | | | | |
| <i>Pelecanoides garnotii</i> | Peruvian diving petrel | Puffinure de garnot | Pato yunco | CHILE, PERU |
| CICONIIFORMES | | | | |
| Ardeidae | | | | |
| <i>Gorsachius goisagi</i> | Japanese night heron | | | PHILIPPINES |
| Threskiornithidae | | | | |
| <i>Platalea minor</i> | Black-faced spoonbill | | | PHILIPPINES |
| ANSERIFORMES | | | | |
| Anatidae | | | | |
| <i>Anser cygnoides</i> | Swan goose | Oie cygnoide | | MONGOLIA |
| <i>Anas formosa</i> | Baikal teal | Sarcelle elegante, Canard de Formose | Cerceta del Baikal | MONGOLIA |
| FALCONIFORMES | | | | |
| Accipitridae | | | | |
| <i>Haliaeetus leucoryphus</i> | Pallas's sea-eagle, Pallas's fishing eagle | Pygargue de Pallas | Pigargo de Pallas | MONGOLIA |
| GRUIFORMES | | | | |
| Gruidae | | | | |
| <i>Grus vipio</i> | White-naped crane | Grue a cou blanc | Grulla cuelliblanca | MONGOLIA |
| <i>Grus monacha</i> | Hooded crane | Grue moine | Grulla monjita | MONGOLIA |
| CHARADRIIFORMES | | | | |
| Scolopacidae | | | | |
| <i>Tringa guttifer</i> | Spotted greenshank | | | PHILIPPINES |
| <i>Eurynorhynchus pygmeus</i> | Spoon-billed sandpiper | | | PHILIPPINES |

| Scientific Name / Nom scientifique / Nombre Científico | Common name / Nom commun / Nombre común | | | Proponent / Partie / Parte |
|--------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------|
| Ordo/Familia/Species | English | Français | Español | |
| Laridae | | | | |
| <i>Sterna bernsteini</i> | Chinese crested- tern | | | PHILIPPINES |
| PSITTACIFORMES | | | | |
| Psittacidae | | | | |
| <i>Brotogeris pyrrhopterus</i> | | | Perico macareño | PERU |
| PASSERIFORMES | | | | |
| Emberizidae | | | | |
| <i>Sporophila palustris</i> | Marsh seedeater | | Capuchino pecho blanco | PARAGUAY |
| Tyrannidae | | | | |
| <i>Alectrurus tricolor</i> | Cock-tailed tyrant | | Yetapá chico | PARAGUAY |
| ELASMOBRANCHII (PISCES) | | | | |
| LAMNIFORMES | | | | |
| Lamnidae | | | | |
| <i>Carcharodon carcharias</i> | Great white shark, White shark | Grand requin blanc, le grand requin | Jaquetón blanco, Marraco, Gran tiburón blanco | AUSTRALIA |

APPENDIX II / ANNEXE II / APÉNDICE II

| Scientific Name / Nom scientifique / Nombre Científico | Common name / Nom commun / Nombre común | | | Proponent / Partie / Parte |
|--------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------|----------------------------------|
| Ordo / Familia / Species | English | Français | Español | |
| MAMMALIA | | | | |
| CETACEA | | | | |
| Balaenopteridae | | | | |
| <i>Balaenoptera bonaerensis</i> | Antarctic minke whale | Petite rorqual de l'Antarctique | Rorcual enano del antartica | AUSTRALIA |
| <i>Balaenoptera edeni</i> | Bryde's whale; Tropical whale | Rorqual de Bryde, Rorqual tropical | Ballena de Bryde | AUSTRALIA |
| <i>Balaenoptera physalus</i> | Fin whale | Rorqual commun, Baleinoptère commun | Ballena aleta, Rorcual común | AUSTRALIA |
| <i>Balaenoptera borealis</i> | Sei whale | Rorqual Sei, Baleinoptère de Rudolphi | Ballena sei, Rorcual boreal | AUSTRALIA |
| Neobalaenidae | | | | |
| <i>Caperea marginata</i> | Pygmy Right Whale | Baleine pygmée | Ballena franca pigmea | AUSTRALIA |
| Physeteridae | | | | |
| <i>Physeter macrocephalus</i> | Sperm whale | Cachalot | Ballena esperma | AUSTRALIA |
| Delphinidae | | | | |
| <i>Orcinus orca</i> ¹ | Killer whale, Orca | Orque, Epaulard | Orca | AUSTRALIA |
| CARNIVORA | | | | |
| Otariidae | | | | |
| <i>Otaria flavescens</i> | South american sea lion | Lion de mer d'Amérique du Sud | León marino sudamericano | PERU |
| <i>Arctocephalus australis</i> | South american fur seal | Otarie d'Amérique du Sud | Lobo fino sudamericano | PERU |
| SIRENIA | | | | |
| Trichechidae | | | | |
| <i>Trichechus senegalensis</i> | West african manatee | Lamantin ouest-africain | | GHANA |
| <i>Trichechus inunguis</i> | Amazonian manatee | | Manatí amazónico | PERU |

¹ All populations not already listed.
Toutes les populations qui ne sont pas encore inscrites aux annexes.
Todas las poblaciones no indicadas aún.

| Scientific Name / Nom scientifique / Nombre Científico | Common name / Nom commun / Nombre común | | | Proponent / Partie / Parte |
|--------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------|
| Ordo / Familia / Species | English | Français | Español | |
| PERISSODACTYLA | | | | |
| Equidae | | | | |
| <i>Equus hemionus</i> ² | Asiatic wild ass | Ane sauvage de l'Asie, Hémione | Asno salvaje asiático | MONGOLIA |
| ARTIODACTYLA | | | | |
| Bovidae | | | | |
| <i>Gazella subgutturosa</i> | Goitered or Black-tailed gazelle | Gazelle à goitre | | MONGOLIA |
| <i>Procapra gutturosa</i> | Mongolian or White-tailed gazelle | | | MONGOLIA |
| <i>Saiga tatarica tatarica</i> | Saiga Antelope | | | UZBEKISTAN |
| AVES | | | | |
| PASSERIFORMES | | | | |
| Emberizidae | | | | |
| <i>Sporophila ruficollis</i> | Dark-throated seedeater | | Capuchino garganta café | PARAGUAY |
| Tyrannidae | | | | |
| <i>Pseudocolaptes auratus</i> | Dinelli's doradito | | Doradito pardo | PARAGUAY |
| <i>Polystictus pectoralis pectoralis</i> | Bearded tachuri | | Tachurí canela | PARAGUAY |
| COLUMBIFORMES | | | | |
| Columbidae | | | | |
| <i>Streptopelia turtur turtur</i> | Turtle dove | Tourterelle des bois ou Tourterelle européenne | | SENEGAL |
| ELASMOBRANCHII (PISCES) | | | | |
| LAMNIFORMES | | | | |
| Lamnidae | | | | |
| <i>Carcharodon carcharias</i> | Great white shark, White shark | Grand requin blanc, le Grand requin | Jaquetón blanco, Marraco, Gran tiburón blanco | AUSTRALIA |

² The listed taxon refers to the whole complex "Equus hemionus", which includes three species: *Equus hemionus*, *Equus onager* and *Equus kiang*.
Le taxon inscrit à l'annexe se rapporte à la catégorie entière de l'"Equus hemionus", y compris les trois espèces *Equus hemionus*, *Equus onager* et *Equus kiang*.
El taxón indicado refiere a todo el complejo "Equus hemionus" que incluye tres especies: *Equus hemionus*, *Equus onager* y *Equus kiang*. Todas las poblaciones no indicadas aún.



Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage



Compte rendu intégral de la septième session de la Conférence des Parties: Partie II

Séance d'ouverture / Opening Ceremony

- **Programme**
- **Déclarations / Speeches**

Déclarations liminaires / Opening Statements

- **Parties à la CMS / CMS Parties**
- **Non-Parties**
- **Organisations observatrices / Observer organizations**

Reproduites telles que présentées au Secrétariat.

La Partie II se rapporte à la version anglaise.

**7th Meeting of the Conference of the Parties to the
Convention on Migratory Species
and
2nd Meeting of the Parties to the
African-Eurasian Waterbird Agreement**

JOINT OPENING CEREMONY

Wednesday, 18 September 2002, 9:30 h am
International Congress Centre Bundeshaus Bonn
15 Görresstrasse, Bonn, Germany

Statement by Mr. Jürgen Trittin
Federal Minister for the Environment of Germany

Welcoming address by Ms. B. Dieckmann
Lady Mayor of Bonn

Welcoming Statement by the CMS Standing Committee Chair
Mr. Demetrio L. Ignacio
*Undersecretary, Department of Environment & Natural Resources,
Philippines*

Welcoming Statement by the AEWA Technical Committee Chair
Dr. Yousoof Mungroo
Director National Parks, Mauritius

Statement on behalf of the NGO community by WWF International
Dr. Claude Martin
Director General, WWF International

Key Note Address by Mr. Shafqat Kakakhel
Deputy Executive Director, UNEP

Welcoming Address by HRH The Prince of Wales
read by: Arnulf Müller-Helmbrecht
Executive Secretary, CMS

**Seventh Session of the Conference of the Parties
to the Convention on Migratory Species**

and

**Second Session of the Conference of the Parties
to the Agreement on the Conservation of
African-Eurasian Migratory Waterbirds**

Speech delivered by

**Federal Minister for the Environment,
Nature Conservation and Nuclear Safety**

Jürgen Trittin

18 September 2002, Bonn

Check against Delivery

Mr Kakakhel,
Ms Dieckmann,
Mr Müller-Helmbrecht,
Mr Lenten (Executive Secretary of the AEWA Secretariat),
Mr Ignacio (President of the Permanent Committee),
Mr Mungroo (President of the Technical Committee AEWA),
Mr Martin (WWF),
Ladies and gentlemen,

Migrants and visitors are treated with hospitality in all cultures, as they - unlike those who have settled - do not have the same traditional entitlements. Visitors are dependent on the locals to provide food and shelter for a while. The needs of those who do not 'belong' are most liable to be overlooked. But this is a very short-sighted way of thinking: if everywhere were to be occupied by those who have settled, if hotels, residential and industrial areas or monocultures were to arise along the coasts and in meadows, visitors such as our feathered friends would eventually stay away.

For this reason, 38 countries adopted the international Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals in Bonn in 1979. The Agreement on the Conservation of African-Eurasian Migratory Waterbirds (AEWA) was elaborated within this framework, targeting the protection of

waterbirds, storks, ducks and geese migrating to the West and Eastern Atlantic. The Secretariats of both Conventions are in Bonn. It is a great pleasure for me to welcome you here today to the Conferences of the Parties of both Conventions.

The seasonal migration of animals, in particular birds, has captivated us humans for centuries. How do turtles find their way back to where they were born to lay their eggs? How can a tiny bird weighing two grams fly 800km? How can the Ruppell's vulture fly at heights of 11,500 m when man needs an oxygen mask to climb Mount Everest? How does the Arctic gull reach its breeding ground 30,000 kilometres away? Without a compass, without a map, and, of course, without a global positioning system, without Galileo, without any sustenance other than tiny fat reserves in their small bodies.

We know, and we are researching into how complicated bird migrations are, and how many conditions have to be right in our country and in many other countries for these beautiful birds to survive the winter and migration and for us to have the opportunity to admire them. Even the smallest changes disturb bird migration. The migration routes across the oceans remain - like the oceans themselves - a neglected area of research.

The habitats of animals are changing as a result of climate change. Here in central Europe, temperatures are rising and rainfall is increasing. In other countries, droughts are occurring more frequently and lasting longer. Migratory species are losing the security of clearly defined seasons. This directly affects their migratory patterns and the species distribution. For example, the cold, rainy summer has led to massive mortality among the Schreiber's bent-winged bat in southern Europe. These animals died of starvation because they found too little food, too few beetles, moths and insects. Researchers also trace the increased Kuhl's pipistrelle bat population in southern Germany back to climate change. Previously, the Kuhl's pipistrelle was only found in the Mediterranean.

Will fewer species fly South in winter in future, and will more species be subjected to risk of a sudden cold front in the North? Will others relocate their habitats further north? Or will they have to - and will they be able to? - fly further because snow is no longer a rare occurrence in the Mediterranean? How will climate change affect their feeding and breeding grounds located on the coast? Will some animals settle?

Climate change is a huge threat to migratory species. We must do every possible to limit this change. To this aim, the German Government has adopted an ambitious climate protection programme. But we need a new direction in energy policy all over the world, not just in Germany.

To counteract climate change, our primary goal must be to increase the market share of solar and wind power. We must also launch and develop off-shore wind power. To ensure that the fauna remains unharmed, we have designated zones for economic use as well as protected areas in our new Federal Nature Conservation Act. The German Government plans to install 2000 to 3000 MW in the North and Baltic Seas by 2010 in a step-by-step process. We are starting with small wind parks, and from the very start we will investigate the impacts on birds, marine mammals and fish to limit these impacts as much as possible. This will enable us to gain experience that can be drawn on when considering the construction of further wind parks.

Animals also require improved protection against oil tanker accidents. We need adequate monitoring and warning systems. We must make our contribution to keeping the damage resulting from the leaked oil as low as possible with effective technology, equipment and training. I am delighted that 66 countries have now acceded to the International Convention on preparedness, response and cooperation in the area of oil pollution.

We have set up a sensitivity register for the German Wadden Sea coast to define ecologically oriented criteria and priorities to be applied in emergencies. But such registers are needed even more urgently for coasts in the tropics that take much longer to recover from oil spills than coasts in the North.

These two examples - climate change and oil spills - illustrate the *fundamental* need to globally coordinate nature conservation. This is even more crucial for the protection of migratory species such as red knots and common cranes, antelopes and gazelles, and particularly for migratory species in our oceans, such as whales, turtles, seals, penguins and dolphins.

There is little benefit if these animals are only protected by the country in or off the coast of which they rear their young or winter. All transit countries and the wintering roosting sites must also be actively involved. If, for example, we ban common cockle fishing in the East-Friesian Wadden Sea, we can provide the Northern red knot with the food supplies it needs on its journey to Africa. This illustrates how bird protection measures in East Frisia can contribute to bird conservation in Siberia and Africa. Without this contribution, the measures taken in Siberia and West Africa would probably be doomed to fail. And vice versa.

I am very pleased that further migratory species are to be included in Annexes I and II of the Bonn Convention. Australia has proposed, among others, six large whale species.

South Africa wishes to include several bird species in the AEWA. I welcome the fact that all migratory water bird species are now to be covered by the AEWA - no longer, as was previously the case, the particularly vulnerable species only. We should also consider the possibility of extending the AEWA to Central Asia.

We must cooperate even more closely at international level. I am therefore very grateful for your commitment, Mr Müller-Helmbrecht, to signing up further contracting parties to the Bonn Convention.

Many migratory species are dependent on the poor countries in the South also providing enough land and food for them to shelter. However, if nature is the only reliable resource for survival for a large majority of the population of a country there is a justified conflict of interests and conflicting goals for the country's government. Starving people cannot be expected to leave food for animals in the fields, nor can they be expected to comply with a hunting ban.

Those who wish to protect migratory species in the Sahel zone or in other very poor regions must free the people there from poverty. We must live up to our commitment from Johannesburg to halve the number of poor people by 2015. This is also a prerequisite for successful species and nature conservation projects.

Many measures have been financed by funds from the Global Environment Facility (GEF). I am pleased that it has been possible to provide the GEF with a budget of \$ 2.92 billion for the next four years (2002-2006). I would have liked this amount to be greater, but as you know we could not find a majority for this proposal. Germany, together with several other EU countries, will therefore provide additional funding. This will enable the GEF budget to reach \$ 3 billion. The share of these funds earmarked for nature and species conservation should at least remain the same.

Such decisions are, of course, very dependent on how much potential the submitted projects have. One project that is very likely to be accepted by the GEF is the project for setting up a network of habitats for African-Eurasian waterbirds. The AEWA Secretariat has developed this project in cooperation with the Ramsar Office and Wetlands International. It provides for capacity-building measures in Eastern Europe, the Orient and on the African continent. One goal of this project is to create and maintain sources of income for the local population that are linked to the species populations. For example eco-tourism.

The level of funding envisaged for this project is \$ 6 million. The same amount must be raised as complementary funding. I am willing to provide a total of EUR 1 million from my budget for this project in the period 2004 to 2008 (*main duration of the project*). I will also strive to ensure that the necessary budgetary prerequisites are created. I hope that other contracting parties to the Bonn Convention and the Agreement on the Conservation of African-Eurasian Migratory Waterbirds will follow my example.

This leads me to addressing the measures Germany has taken for nature and species protection, and for migratory species in particular, by highlighting a few examples.

The German Environment Ministry, in cooperation with the Federal Agency for Nature Conservation and the Federal Länder, has comprehensively documented the populations of migratory species in Germany. According to this information, these populations are stable, and in some cases, particularly waterbirds, there is even a very welcome slight increase.

The Federal Länder were successful in their efforts to protect the white-tailed eagle: 380 pairs now live in Germany. A further success story is that ferruginous pochards have been breeding here once again since 1995, even if in very small numbers. In contrast, the aquatic warbler is sadly only rearing its young in the Lower Oder valley in Brandenburg. The Länder of Brandenburg and Saxony-Anhalt were only able to maintain the populations of great bustards with a great deal of effort and commitment. I am delighted that the Memorandum on the protection of the great bustard can finally be signed during this Conference.

Since 1998, the German Government has been supporting 32 major nature conservation projects with more than EUR 80 million. A further 220,000 hectares of land in eastern Germany were also designated new nature conservation areas. North-Rhine Westphalia, the most densely populated Federal Land, is currently working on the designation of a new Kermeter/Vogelsang national park.

In spring this year, the German Government implemented an amendment to the Federal Nature Conservation Act, despite considerable opposition. It ensures nature conservation in a densely populated industrialised country whose population makes extensive use of nature in its leisure time.

Nature conservation cannot succeed in the 21 century on the sidelines - it can only succeed if a balance of interests can be achieved between all groups of users.

The new Federal Nature Conservation Act commits the Länder to creating a biotope network on at least 10% of the surface area of the respective Land. It also commits the agriculture, forestry and fishery sectors to a code of practice. It provides for the retrofitting of power lines - a lifesaving provision for large migratory birds such as storks and cranes. This will protect young birds in particular from being killed by electricity. I would recommend such bird-protection measures on power lines to all countries, and therefore submit a proposal for a recommendation.

Finally, I am happy that we have been able to sign the Headquarters Agreement for the CMS Secretariat today. It replaces the previous agreement which existed since the CMS Secretariat located to Bonn in 1984. The new regulations make some improvements in the legal position both for Secretariat staff and for those participating in events under the Convention. It gives the same status as that accorded to the Secretariats for the Framework Convention on Climate Change and the Convention to Combat Desertification. The new agreement is also open to the Secretariats of regional agreements located in Bonn. Due to the extensive concessions with regard to immunity regulations, this agreement must be brought into force in Germany with a legal Act. I consider it realistic for the Act sanctioning the Agreement to enter into force in about one year's time.

I now wish both Conferences every success, and wish you all a pleasant stay here in Bonn in the former governmental quarter, which we intend to transform into a German centre for the United Nations over the coming years.

Thank you.

Welcome address of the Lady Mayor of Bonn

Mrs. Bärbel Dieckmann

on the occasion of the Opening Ceremony of the
7th Meeting of the Conference of the Parties
(COP 7) of the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals on Wednesday, September 18, 2002, at 9.30 am in the
International Congress Centre Bundeshaus Bonn

– check against delivery –

Federal Minister Trittin
Chairman of the CMS Standing Committee
Chairman of the AEWA Technical Committee
Deputy Executive Director of UNEP
Excellencies
Distinguished Delegates
Executive Secretary
Dear Guests

The two meetings of CMS and AEWA are the first Conferences of the Parties which take place after the Johannesburg-Summit.

We are particularly proud that they take place in Bonn, where all the Rio-Secretariats” of the United Nations have their headquarters, except one.

In this sense as Mayor of the City of Bonn I most warmly welcome you to Bonn.

The worldwide protection of migratory wild animals and my city are closely linked. Here in Bonn your Convention was founded and signed 23 years ago. This is why it is also called the Bonn Convention.

For more than a hundred years, Bonn has been the home to the Zoological Museum Alexander Koenig. It is at present being refurbished and rearranged according to a completely new concept. I am particularly happy that scientists of this Museum and of the newly founded Center for Development Research of our University with the support of the Ministry for the Environment have developed a global register of migratory species of wild animals. It will be handed over to the Secretariat on the occasion of this conference. This has been an excellent example for networking in our city.

Bonn as an United Nations seat has the right size for networking and it is one of our aims to encourage networking between the numerous international institutions in Bonn. Many of them work in the field of environment and development.

Your conference takes place in the Plenary Hall of the former German Bundestag building, where the Parliament of the Federal Republic of Germany met and worked for many years.

Now it functions as a Congress Centre, especially as a Centre for international dialogue.

A second even much larger congress hall which will meet the requests of the United Nations and of world conferences will soon be erected. And in the immediate vicinity the United Nations Campus will be set up.

All this has been laid down in an agreement signed in the presence of the Secretary General of the United Nations, Mr. Kofi Annan, and the President of the Federal Republic of Germany, Mr. Johannes Rau, in February this year.

With about 500 UN-staff members, Bonn still ranks as a small UN-city. However, it is growing all the time.

The organizations which at the moment have their headquarters in House Carstanjen will all move to the new UN-Campus within the next few years.

This Conference is one of a series of important events that have been held here in Bonn:

- Conferences of the Parties of the Climate Convention and of the Desertification Convention
- Conferences on Food Security, Biological Diversity, Fresh Water, Media, Peace and Conflict, just to name a few, and not to forget the UN-talks on Afghanistan. And immediately after this migratory species meetings Germany and Bonn will host the INC 9 PIC-meeting here in the same building.

Since 1991, Berlin is the German Federal Capital again. And as the capital, Berlin is the main stage for German politics. The City of Bonn, however, has developed into a place of global dialogue, a centre of international cooperation and science. Here in this city, the issues that determine our future are discussed and decided.

Many partners contribute to this process: - six German Ministries that have remained in Bonn - twelve United Nations Organizations located here

- the German Development Agencies
- a series of non governmental organizations,
- scientific organizations, and
- the Media,

to mention only a few.

And a number of embassies are still in Bonn while other countries have established outposted offices or consulates.

In addition, Germany's international broadcaster, Deutsche Welle, will also soon be relocating to Bonn.

Bonn is also a city of international culture.

I would like to bring to your attention the International Beethoven Festival which at the moment takes place in Bonn. Just have a look into the event's guide which the City of Bonn has prepared for you and which you can collect at the Bonn information desk.

I only hope that you will have a little spare time to make use of the offer.

We will meet again on Friday evening, when the Federal Parliamentary State Secretary of the Ministry for the Environment and I have the pleasure to invite you to a boat trip on the Rhine.

I wish you a good and successful conference here in Bonn. Let me welcome you once more with all my heart here in the UN-city on the banks of the Rhine.

Demetrio L. Ignacio

CHAIRMAN, STANDING COMMITTEE

OPENING REMARKS

CMS-COP, Sept. 17, 2002

Amenities:

Distinguished delegates, our honored guests and partners in conservation, ladies and gentlemen.

First of all, I would like to thank the Government of Germany for the excellent facilities and arrangements provided to this meeting of the Conference of Parties.

It is only fitting that we hold COP7 in this beautiful City of Bonn where the Convention of Migratory Species of Wild Animals was born 20 years ago, in 1979. I would also like to commend the Government of Germany for all the support that it has given the CMS all through this years. The headquarters agreement just signed this morning with Germany will further strengthen the secretariat to provide more and even better support to the CMS. Germany has also been consistent in providing financial assistance to the convention through its assessed and voluntary contributions and has initiated a number of proposed resolutions, which will be discussed during this conference.

The past two decades of CMS:

The Convention on Migratory Species has evolved substantially over the past two decades, especially during the last three years. Nearly 100 countries are now involved in CMS activities through the parent convention or its related agreements for birds, marine species and terrestrial mammals.

The extent of the issues covered by the CMS Scientific Council over the past four days demonstrate the maturity of the convention as it tackled the fundamental threats to migratory species posed by unsustainable exploitation, by-catch and habitat loss. I also understand that the discussions during the meeting of the Council the past four days have been very progressive and the participants very enthusiastic.

The CMS has been recognized by the Convention on Biodiversity COP6 to be its lead partner in conserving and sustainably using migratory species. A comprehensive CBD-CMS Joint Work Program is now an evolving cornerstone of the CBD-CMS partnership. We have also witnessed a number of very important agreements recently on albatross and petrels, marine turtles, great bustards and bukhara deer. Many more agreements are in process.

But while we have done much, there are still more to do. The figures on migratory species are still worrying. The number of Pacific leatherback turtles has been reduced to about 5,000 from 90,000 just two decades ago. The BirdLife International has estimated about 1,186 bird species at risk worldwide.

The Philippine experience:

We, in the Philippines, in our little corner of Southeast Asia, we have actively initiated and collaborated with our neighbors in protecting and conserving our biodiversity. The Philippines ranks number 8 in the world in total diversity. The Philippines is also an important passageway of migratory

marine species like Humpback whales, Whale sharks, dolphins and several species of turtles and migratory birds like Spoon bill and the Chinese crested tern.

We have established a network of 85 protected areas, many of which are passageways of migratory species. It may be noted that these passageway areas are among our successful protected areas.

We are also concentrating now on what we call the rainforest of the sea ... the coral reefs and the marine ecosystem. We have just delineated an area of 15 kilometers from the shoreline in all of our 7,105 islands, during high tide, where commercial fishing are now banned. We expect this to result in increased income for our small fishermen and, at the same time, allow the recovery of our marine ecosystem to support the food supply for migrating mammals, reptiles and birds.

We are proud of our agreement and active collaboration with Malaysia to save migrating marine turtles in a border area where we jointly established the turtle island heritage protected area, with the assistance of WWF. We found out that these same turtles migrate across the Indian Ocean. Last year therefore, we hosted the signing of the Indian Ocean – Southeast Asia Memorandum of Understanding on the Conservation of Marine Turtles attended by 21 countries. During the conference, a memorandum of understanding, under the framework of the CMS, was drawn up.

We are achieving little victories in our conservation efforts, as we know that our colleagues in this conference are also achieving theirs. Many little victories amount to a big victory for our migratory species and, eventually, for our people.

The road ahead:

In the course of our meeting the next few days, we will be discussing many issues, which, we expect, will lead to even bigger victories. And a bigger part of these victories will be based on our ability to follow through existing and initiate new partnerships with our neighbors, our NGO partners and the various multilateral environment agreements.

The challenge before us is to enhance and strengthen our conservation efforts amidst the challenge posed by the agreement in the world summit on sustainable development in johannesburg to significantly reduce the loss of biodiversity by 2010.

With this challenge, I would like to welcome you all to this Seventh Meeting of the Conference of Parties and I know that we will be more enthusiastic and progressive than our colleagues in the Scientific Council.

Thank you very much.

Yousoof Mungroo
AEWA Technical Committee Chair

Your Excellency, the Federal Minister for Environment
Lady Mayor of Bonn

Distinguished delegates

Dear Colleagues

Ladies and Gentlemen

It is a pleasure and honour for me as Chairman of the Technical Committee of the Agreement on the Conservation of African-Eurasian Migratory Waterbirds to address this august assembly today.

It is evident that through the years the important role of the CMS as well as the AEWA has been recognised by the Range States. The growing number of Parties to the Convention and the Agreement is clear evidence of this. The number of Parties to AEWA has doubled since MOP1 in 1999 to reach 34 at present. It is foreseen that in coming years this number will grow steadily as the Secretariat is actively working on getting the remaining countries of the AEWA migratory flyway to join the Agreement.

My own home country Mauritius signed and ratified the AEWA in 1999. Just before this meeting the Ambassador of Mauritius in Germany signed the MOU on Marine Turtles for the Indian Ocean and South East Asia. Currently the accession of Mauritius to CMS is in an advance stage. This shows the commitment of my country, which is convinced of the important role the CMS and its Agreements play in the conservation of part of our biodiversity.

As Chairman of the Technical Committee of the AEWA, I would like to urge all Range States to the CMS and the AEWA to join the Multilateral Agreements as soon as possible.

Over the last few years the AEWA Secretariat did its utmost to implement the decisions taken by the previous MOP.

The Secretariat will give a full report on its activities during the MOP. At this stage I will just mention the implementation of many projects foreseen in the AEWA International Implementation Priorities 2000–2004.

This was possible mainly due to the generous financial support from several Contracting Parties and some organisations.

On behalf of the Secretariat, I would like to express our gratitude to these benefactors.

Another substantial project developed during the last three years is the African-Eurasian GEF project. Just after MOP1, Wetlands International received a grant to develop a full size project proposal. Currently this project proposal is being finalized and will be submitted to the GEF Secretariat in early 2003. If everything goes as we expected, an amount of up to US \$ 12 million for the full size project will be approved by mid 2003. This would mean a huge step forward regarding the implementation of the RAMSAR Convention and the AEWA.

With very limited human and financial resources and in spite of its relatively young the Agreement Secretariat has done an excellent job over the last three years. The AEWA Secretariat has become an

interesting Party for example the Ramsar Bureau and Wetlands International. Joint Programmes are under preparation between the Secretariat and these organisations.

Many other activities are under way, unfortunately the limited time allocated to me to address you prevents me to go in more detail on these activities.

At the last AEWA Technical Committee Meeting held earlier this year in Tanzania, the representative of Germany, Mr. Gerhard Adams, made a presentation of the proposal arrangements for the COP7 and MOP2 to the members of the Technical Committee. The Technical Committee was impressed by the effort made by the German Government to make the necessary logistical arrangements available.

Right from the beginning, the Secretariat has had the full collaboration and cooperation of the representatives of the German Government and as indicated by the Executive Secretary everything was organised 'grundlich', which means perfect. All of us can witness it in the excellent venue and facilities. Therefore, also on behalf of the Agreement Secretariat, I would like to sincerely thank the Government of Germany for all the efforts made to host this meeting.

I would like to thank the Agreement Secretariat for the incredible amount of work they put in over the last few months. The efforts made by the Government of Germany and the Secretariat form the basis for a good meeting, it is now up to us the participants to give our input and to set the priorities for the Agreement for the next triennium.

Finally, I wish you all a nice and fruitful meeting and a pleasant stay in Bonn.

CMS COP7 – Opening Ceremony Address, 18 September 2002, Bonn
Dr Claude Martin
Director General
WWF International

Excellencies,
Distinguished Delegates,
Ladies and Gentlemen.

The CMS recognises the role and contribution of NGOs in the fulfilment of its Mission, as well as in the AEWA and other agreements explicitly. I am thus addressing you on behalf of a wider community of civil society organizations active in the relevant fields. More specifically I am today representing the:

- World Conservation Union (IUCN)
- Birdlife International
- Wetlands International
- and of course my own organization WWF–The World Wide Fund For Nature

However, I am aware that the Convention has established a fruitful cooperation with a number of other specialized NGOs such as:

- International Crane Foundation
- Whale & Dolphin Conservation Society
- European Natural Heritage Foundation (EURONATUR)
- Global Nature Fund
- Gesellschaft zum Schutz der Meeresäugetiere
- Gesellschaft zur Rettung der Delfine

and a number of others.

Today, it is exactly two weeks since the WSSD in Johannesburg came to a close with a Plan of Implementation, which many NGOs criticized as disappointing, and even government representatives questioned whether we had reached the limits of the multilateral system. On the positive side of the Summit, however, we witnessed an unseen number of forward-looking partnerships between governments, intergovernmental institutions, corporations and NGOs addressing sustainable development and poverty reduction needs in practice, and where the negotiated text fell short of expectations. Johannesburg will primarily be remembered for these new alliances.

A number of these initiatives specifically addressed transfrontier conservation issues – the European Water Initiative or the Congo Basin Partnership are but two examples of such cross-sectoral and trans-frontier initiatives. Somewhere, there was this spirit of "let's do it despite all" – in addition to a fairly ambiguous part in the official text referring to halting the degradation of biodiversity. We have yet to see what comes out of that, but what is increasingly clear, biodiversity loss cannot be stopped without looking at the wider geographic context, the ecoregions, river basins, the global commons and the transfrontier migration of species. If the world community is to become serious about the declarations

made in Johannesburg, it has to invest in cross-border cooperation, support UNEP, the Biodiversity Convention, CITES, Ramsar, the Bonn and Bern Conventions. We all talk of the advantages and downsides of a globalized economy, but environmental thinking and understanding globalized much earlier, when these vitally important multilateral instruments were created. The time has come when governments have to become serious and provide them with the financial means to fulfil their missions, as Germany has demonstrated this morning, to mitigate the negative effects of a globalized economy – and "walk the talk" of Rio and Johannesburg. I am sure the replenishment of the GEF, for which we have been fighting, will help with project funding, e.g. for the AEWA proposal, but the Parties to the Conventions must not use this as an excuse for not providing adequate core budgets.

There are many things the Secretariats of the Convention, or CMS in this case, can do to more effectively address international cooperation and communications, e.g. through the joint Workplan with Ramsar, through the implementation of the recommendations of the Performance Working Group, or the improvement of the evaluation of project proposals – but Secretariats are as effective as they are given the means and are supported by the Parties – not just with words.

The CMS provides a sound basis for transboundary cooperation not least with NGOs, which since Rio alone have invested many hundreds of millions of USD in biodiversity conservation, through its instruments of regional agreements, such as the ones on albatross and petrels, sea turtles and cetaceans. It seems to me that the AEWA in particular, in which Birdlife and Wetlands International have invested with scientific input, offers a real chance in this period after Johannesburg. There remain a number of structural issues to be resolved, such as the International Implementation Priorities and Register of Projects. This is the time to get it right.

According to WWF's Living Planet Report, we have lost one third of the Earth's natural wealth in the last 30 years and the ecological footprint may rise to twice the regenerative capacity of the biosphere in the next 50 years. We don't have much time left to save the bulk of this planet's biodiversity.

Thank you.

**Key Note Address of
UNEP Deputy Executive Director S. Kakakhel
at the Joint Opening Ceremony for the
Seventh Meeting of the Conference of the Parties to the
Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals and
the Second Meeting of the Parties to the
African-Eurasian Waterbird Agreement,
International Congress Centre, Bundeshaus Bonn,
Germany, 18 September 2002**

Excellencies, Distinguished Delegates, Ladies and Gentlemen,

1. I am honoured to represent Dr. Klaus Töpfer, Executive Director of UNEP, this morning at the joint official opening ceremony of the CMS COP-7 and the AEWA MOP-2 being held here in Bonn.
2. Honourable Minister, Mr. Jurgen Trittin - we are grateful for your personal involvement in hosting this conference.

And through you we extend to your Government and the people of the Federal Republic of Germany our thanks for the warm welcome and generous hospitality accorded us since our arrival in -- and I happy to say it in your presence, Lady Mayor, dear Ms. Dieckmann -- this beautiful city, Bonn, and for the excellent arrangements made for our deliberations here in this historic building.

3. I wish to thank you as well, Honourable Minister, for your personal attention in bringing about the conclusion of the Headquarters Agreement for the CMS Secretariat reaffirming Germany's support for the Bonn Convention on Migratory Species.
4. Just this morning, You and I signed the Agreement along with Mr Mueller-Helmbrecht, the Executive Secretary. The Agreement formally places the Convention and the Secretariat on equal legal footing with the other UN-based conventions located in Bonn.

Ladies and Gentlemen,

5. The Seventh CMS COP and the Second AEWA MOP are significant events on the global biodiversity agenda, as these are the first major United Nations meetings since the World Summit on Sustainable Development (WSSD) concluded, exactly a fortnight ago.

The international community has its first opportunity to seize on the momentum generated at Johannesburg where the conservation and sustainable use of biodiversity figured prominently.

At the WSSD, Governments agreed to achieve by 2010 a significant reduction in the current rate of loss of biological diversity. It is important that CMS contributes to this as well as other WSSD targets, such as the initiatives for hotspot areas, the development of regional corridors, the

establishment of marine protected areas by 2012, and a UN process for reporting the status of the marine environment by 2004.

We need to consider how exactly CMS will contribute to achieving these targets, and what measures we will put in place to materialize that contribution.

6. One of the important outcomes of the WSSD was a renewed awareness of and commitment to fostering partnerships for achieving the goals of Agenda 21 and now the Johannesburg Plan of Implementation.

The CMS family of instruments is an example of how international Agreements can catalyze partnerships, in this case between States that share migratory species as a common natural heritage. CMS provides the international legal framework for countries to take individual actions on endangered species. But uniquely this Convention combines this with the opportunity for individual actions on endangered and other migratory species to be coordinated through specialized Agreements and action plans.

CMS is the only global UN-based mechanism addressing comprehensively all migratory species.

7. Despite CMS's small size with 80 Parties to date, I wish to stress that the CMS family is actually significantly bigger. Altogether approximately 100 countries in total - both Parties and non-Parties - cooperate in CMS through the main convention and associated Memoranda of Understanding.

The African-Eurasian Water Bird Agreement (AEWA) is a great example of the value the international community places on CMS Agreements.

It is practically a mini-Biodiversity Convention for African-Eurasian Waterbirds. AEWA came into force in 1999 with 14 ratifications and three short years later it has tripled and grown to 35 Parties.

8. Perhaps the best example of how CMS is "ahead of the curve" on a major WSSD outcome is in respect of Africa's sustainable development. African migratory species have always figured prominently in CMS's work.

Six of CMS's thirteen instruments comprise African Range States as Parties or State signatories.

CMS Instruments address 6 species of Sahelo-Saharan Antelopes in Africa through an Action Plan; 7 species of marine turtles on the western and eastern coasts through two MoUs; 10 species of cetaceans off the North African coast through ACCOBAMS; and through AEWA over 100 species of migratory waterbirds moving within Africa and between Africa and Eurasia. Future work to develop additional CMS Instruments will include the African elephant and the Monk seal.

CMS is also actively participating in UNEP's conservation and development initiative "GRASP" for the great apes of Africa and the communities in the range states.

9. A second important WSSD outcome was a new political consensus that significantly reducing the loss of biodiversity “is a priority to achieve sustainable livelihoods for all”.

When he last spoke to this forum in 1999, Dr. Klaus Töpfer stressed that CMS and AEWA must concern themselves deeply with the human dimensions of biodiversity conservation and sustainable use, because biodiversity is closely correlated with both cultural and spiritual values.

He also noted that species conservation and the conservation of their ecosystems must be linked to the eradication of poverty, which he described as the “most poisonous commodity in the world.”

CMS is also contributing to this goal.

10. It is gratifying that CMS is working globally to make the link with the issue of poverty and acting upon it.

I would like to give two examples. First, we in UNEP share CMS’ concerns about the apparent collapse in the numbers of Saiga Antelope - from over a million animals only a decade ago to perhaps less than 90,000 today. The CMS publication for WSSD “*Biodiversity in Motion*” describes how poaching, illegal trade in the horns of Saiga antelope and uncontrolled hunting, have contributed to its recent decline.

The case of the Saiga also illustrates another issue which remains high on the international agenda following WSSD – the need for collaboration between international agencies, especially those working in related fields. CMS and CITES are well-placed to take a major role not only by giving protection to this species in the species listing under the Conventions, but as members of a global partnership to implement the necessary action to halt the headlong decline of this species which is valuable from both economic and conservation standpoints.

11. The second example is the CMS Action Plan for the Conservation and Restoration of Sahelo-Saharan Antelopes.

This Action Plan will not only benefit the species and the ecosystems where they are found but most importantly it will also benefit the people that coexist with these animals in some of the most extreme conditions on the planet through improved rangeland, the supply of meat and possibly eco-tourism dollars.

The French GEF has recently contributed financially to this Action Plan which will help 7 of the 14 Range States organize their collective and individual activities to restore the range and numbers of 6 highly endangered antelopes. I wish to express UNEP's and CMS's deep appreciation to the French Government for the contribution.

In short, CMS demonstrates that migratory species conservation and sustainable use can make tangible contributions to poverty eradication.

12. Another major WSSD outcome was the renewed political recognition that the world's marine fisheries are unsustainable exploited. There is a new political commitment to achieve sustainable fisheries, especially the restoration of depleted stocks, by 2015. Gauging the sustainability of a fishery must be based not only on direct impacts on the fish themselves, but also the impacts the fishery has on other animals.

13. It is gratifying to note that since the Capetown COP in 1999, CMS has been at the forefront of efforts to minimise by-catch of seabirds and marine turtles, both within a coastal State's maritime zones and on the high seas.

For example, MoUs and comprehensive Conservation and Management Plans addressing by-catch have been finalised for turtles of the West African Coast and in the Indian Ocean as well as Southeast Asia.

What's more, since Capetown, the Agreement on the Conservation of Albatrosses and Petrels (ACAP) was concluded to protect these magnificent birds in the Southern Hemisphere.

III. CMS Then and Now: An ever Growing Convention with a Clear Focus on Implementation

Distinguished Ladies and Gentlemen,

14. The picture of CMS that emerges is that of an evergrowing Convention with a clear focus on, and a steady resolve towards implementation.

It may be recalled that in 1992, when the international community met in Rio, CMS was seven years old. Only three Agreements had been concluded under its auspices by then: Wadden Seals, EUROBATS and ASCOBANS.

Today, ten years later, and two weeks after Johannesburg, there are six formal CMS Agreements, and six (less formal) Memoranda of Understanding and one Action Plan.

These are important stand-alone achievements. But CMS cannot and does not work alone. CMS instruments cut across almost all of the CBD thematic programmes and crosscutting themes with a high level of complementarity. A comprehensive draft joint CBD/CMS work programme is before you. CBD COP 6 has recognised CMS as "lead partner" on migratory species conservation and sustainable use.

15. Since 1999, CMS has been working hard to "formalise" relationships with other instruments such as the International Whaling Commission. MoUs with CITES and UNESCO will be signed this evening.

In all cases, CMS brings to these other fora a comprehensive approach for migratory species conservation and sustainable use.

In essence, CMS broad-based, yet focussed approach takes over where other instruments may be too general to be specific-enough for migratory species, or focus on a single threat or habitat type.

16. CMS has been hard at work to better link information technologies and management to its activities to support implementation. In this regard, UNEP/WCMC has played a key role in realising the potential of information management for CMS work. The concrete evidence of all this work is before you at this meeting.

17. Another major example of information technology for conservation management is the Global Register of Migratory Species (GROMS).

Honourable Minister, I am very happy to acknowledge that your government has played the lead role in the research and development phase of the Global Register.

Accordingly, GROMS is well-placed to serve as:

- (i) a specialised CMS database;
- (ii) a publicly accessible information platform;
- (iii) a tool for any research work on migratory species; and
- (iv) a specialised database for other international instruments and programmes.

18. CMS has also been a strong proponent of harmonization of reporting and information management for the global biodiversity-related treaties, and continues to work closely with UNEP. The early results of our pilot studies in harmonization of reporting are available at this Conference, but we will need support, including financial support, if we are to create genuine synergies within the system.

IV. Moving Beyond the WSSD

Distinguished Delegates,

Before and during the WSSD, the press was filled with all shades of views about the achievements or redemption of promises of governments since Rio.

Of course, there have been achievements, frustrations and even failures.

But a closer examination would have found that Rio catalysed a wealth of awareness and action globally.

It is my belief that in the final analysis, it may well be stated with due justification that the CMS has led the charge for global action on migratory species.

I wish all of you a most productive and intellectually stimulating conference.

Thank you very much.

WELCOMING ADDRESS – HRH THE PRINCE OF WALES

The Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals, or simply the CMS, has for more than 20 years now been a splendid champion of those species, often especially vulnerable, which cross and re-cross the planet on their regular migrations. In carrying out this work, the Convention was one of the first of a handful of global treaties that focus on the conservation and sustainable use of biodiversity and play a major role in helping to maintain the natural base of human life. For these reasons, the CMS deserves the full support of us all, and I am delighted to be able to send this message of support at the beginning of its Seventh Meeting of the Conference of the Parties.

The CMS came into being thanks to the leadership of the Federal Republic of Germany, with the mandate of the United Nations Environment Programme and with the assistance of the World Conservation Union. Germany, and the city of Bonn, have continued to make a generous commitment to the Convention, acting as the Depositary, housing the Secretariat since its establishment in 1984 and hosting the first Meeting in 1985. Now the Conference of the Parties has returned to the city of Bonn once more, and I am confident that its business will prosper as a result.

So, what has been achieved in these 20 years or so? Clearly, a great deal. We have only to look at the several Agreements reached under the Convention, and the direct conservation action that they have enabled. As one example, I would cite the Agreement on the Conservation of Seals in the Wadden Sea - that biologically rich, marine area shared by Denmark, Germany and the Netherlands. In the late 1980's, the Agreement played a vital role in helping to control the ravages of distemper, which regularly affects this population of seals. Indeed, the continuing efforts of the Agreement are needed again now as the disease has recurred this year. Other successful Agreements covering mammals, concluded over the years, are those on European Bats and on Small Cetaceans of the Baltic and North Seas, and these are acting as models for the creation of regional agreements in other parts of the world, such as an Agreement on the Cetaceans of the Mediterranean and Black Seas.

Birds have certainly not been neglected. The African Eurasian Waterbird Agreement is the largest and most important instrument of flyway conservation worldwide, and a model of how an international treaty can gain momentum in its implementation. Its Second Meeting of the Parties will follow immediately on from this meeting of its parent convention here in Bonn.

I have taken particular note of the recent development, under the leadership of the governments of Australia and South Africa, of an Agreement on the Conservation of Albatrosses and Petrels. These sea-wanderers have developed their astounding powers of navigation over millions of years, but are now threatened by man - in particular, by (and I quote the Preamble of the Agreement) "use and abandonment of non-selective fishing gear and by incidental mortality as a result of commercial fishing activities". BirdLife International has had my support for its campaign to find solutions to these problems. I am pleased to sustain that support by calling upon the world community, and especially the governments of the Range States and those with relevant fishing fleets, with the help of international organisations, to ratify the Agreement and to get it working so as to reduce as soon as possible the factors which have brought these splendid birds to the brink of extinction.

The development of these Agreements, and a great deal of other work, relating to both endangered and non-endangered migratory species, is greatly to the credit of the Convention. There is, however, a lot more to do. Of some five thousand known migratory species, only a few hundred so far benefit from the organised, cross-border approach of the CMS. Furthermore, as we are all aware, the pressure on the natural world is growing relentlessly. According to the estimates of a recent study, the biosphere now needs a year and three months to renew what humanity takes from it in a single year. Whatever the accuracy of such estimates, I have the feeling that the trend indicated is correct. All countries should do their utmost, for the sake of our children and grandchildren, to reverse that trend and to return to a situation where we keep our consumption within the Earth's regenerative capacity - in other words, to return to sustainability.

CMS has a prominent role to play in this, by working to guarantee the survival of migratory species. It can help to conserve vital habitats, combat over-exploitation and guard against man-made obstacles along the migration routes. It can bring species back to a favourable conservation status, both for their own sakes and so that they may contribute to humanity's needs, including poverty alleviation and equal and shared use of natural resources in a world at peace. Your work is of vital importance to all who care about the planet.

My best wishes go to those assembled at this seventh Conference of the Parties - from governments, international organizations, NGOs and other bodies. Your energy and determination is urgently needed to ensure the future of our migratory species.

CMS COP7

Opening Statements of CMS Parties*

| | |
|-----------------------------|----|
| Argentina | 1 |
| Australia | 3 |
| Chile | 5 |
| Croatia | 6 |
| Guinea | 8 |
| New Zealand | 9 |
| Pakistan | 11 |
| Uganda | 12 |
| Ukraine | 13 |
| United Kingdom | 15 |

* The alphabetic order follows the order of English country short names. / L'ordre alphabétique suit l'ordre des noms abrégés des pays en anglais. / El orden alfabético sigue el orden de las abreviaturas de los nombres de países en Inglés.

CONVENCIÓN SOBRE LA CONSERVACIÓN DE LAS ESPECIES MIGRATORIAS DE ANIMALES SILVESTRES

SÉPTIMA REUNIÓN DE LA CONFERENCIA DE LAS PARTES

BONN, ALEMANIA, 18 - 24 DE SEPTIEMBRE DE 2002

Declaración de la República Argentina

El Gobierno de la República Argentina desea manifestar, en primer lugar, su especial satisfacción por estar representado en esta Séptima Reunión de la Conferencia de las Partes y por la circunstancia de que este encuentro tenga lugar en la histórica ciudad de Bonn, en la cual se concluyó, en el año 1979, la Convención sobre la Conservación de las Especies Migratorias de Animales Silvestres.

La Argentina expresa su agradecimiento al Gobierno de la República Federal de Alemania y a las autoridades de Bonn por la cordial bienvenida que han brindado a la Conferencia y por el apoyo que han proporcionado para la organización y el desarrollo de la misma.

La Argentina comparte plenamente los propósitos y principios fundamentales que inspiran esta Convención y ha participado activamente, desde la negociación de la misma, en las iniciativas de la comunidad internacional para articular mecanismos de cooperación que aseguren la más adecuada protección y conservación de las especies migratorias de animales silvestres.

Es motivo de particular complacencia constatar que la aplicación de la Convención, desde su entrada en vigencia hasta el presente, ha progresado en forma continua y ha contribuido significativamente a la difusión de la investigación y los conocimientos, la coordinación de medidas gubernamentales y la articulación de una más efectiva acción internacional en defensa de las especies migratorias.

La Delegación argentina deja asimismo constancia de su reconocimiento a la labor de la Secretaría por su constante empeño en la implementación de la Convención y por haber facilitado a expertos argentinos la posibilidad de participar en diversas reuniones y proyectos, incluyendo la presente Reunión de la Conferencia de las Partes y la 11^{va} Reunión del Consejo Científico.

La Argentina presenta en su elenco faunístico un importante número de especies migratorias. En el Informe que presenta a esta Conferencia se detallan las medidas adoptadas por el país para proteger y conservar diferentes especies de aves, peces, reptiles, mamíferos terrestres y marinos, para aplicar las convenciones y reglamentaciones internacionales y para coordinar crecientemente, mediante talleres y acuerdos con otros países de la Región, políticas adecuadas.

En este mismo sentido, veríamos con sumo agrado una mayor participación de estados latinoamericanos en las actividades de la Convención y apoyaremos toda propuesta e iniciativa de la Conferencia que tienda a promover esa más amplia participación.

Como es bien conocido, la Argentina soporta en estos momentos una profunda crisis económica, que lamentablemente reduce en gran medida su capacidad de contribuir financieramente a las actividades de los organismos internacionales. En tal contexto, el Gobierno argentino espera que la Conferencia tenga en cuenta la necesidad de ajustar en todo lo posible las obligaciones presupuestarias a cargo de los países en desarrollo hasta que las dificultades presentes sean superadas.

La Argentina continuará firmemente comprometida con las estrategias y objetivos de la Convención y seguirá desplegando todos los esfuerzos que estén a su alcance para realizarlos.

AUSTRALIA'S OPENING STATEMENT

7th Conference of Parties to the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals

The Government of Australia would like to thank the Government of Germany, and particularly the people of Bonn, for their wonderful welcome to the CMS and their warm and friendly hospitality.

Australia has made a significant contribution to the conservation of migratory species since the 6th Conference of Parties. We are particularly proud of our contribution to the Regional Agreement on the Conservation of Albatrosses and Petrels, including our role as the interim secretariat.

Australia has also signed the Memorandum of Understanding on Marine Turtles of the Indian Ocean and South East Asia, and continues to promote this agreement to our south-east Asian neighbours. Australia has commenced planning sub-regional implementation of the marine turtle agreement, and looks forward to pursuing initiatives and ideas with other signatories at the first meeting of parties, which we hope will be held before the end of 2002.

Australia considers it has an important role to play in regional efforts to conserve migratory marine species. We are a large island developed country with mega-biodiversity status and many species of this biodiversity are migratory, including the great whales Australia is nominating to Appendix I and II. In this regard, Australia notes that great whales face a range of threats that include shipping strikes, climate change, seismic and sonar activities, and entanglement in fishing gear. All of which could further impact on already uncertain populations. As human activities such as shipping and industrial exploitation of marine resources increase, the significance of these impacts are also likely to increase.

Appendix I listings aim to conserve and restore populations of migratory species that are endangered, and Appendix II listings specifically provide for the listing of a migratory species with either an unfavourable conservation status, or those that could benefit from regional conservation measures. Australia considers the great whales it has nominated fall into both these classifications. We therefore encourage all of you to support our proposals to list the great whales (Fin, Sei, Bryde's, Antarctic Minke, Pygmy Right, and Sperm) under the appendices of the CMS.

While the International Whaling Commission (IWC) provides protection for the great whales from commercial whaling through its moratorium, it doesn't provide protection against these other threats being faced by the great whales. Nor does it provide habitat protection. And the South Pacific provides critical breeding habitat for the great whales being proposed for inclusion on the Appendices.

Australia considers that regional cooperation is an important aspect of the CMS. And in particular for conservation in the South Pacific region which is a huge area which is populated by many small island developing states. In many instances regional cooperation is the most effective mechanism to develop conservation arrangements for marine species.

Australia considers that through the listing of the great whales, and the potential such listings provide for cooperation in the South Pacific for the protection of migratory marine mammals, including the

great whales, along with important conservation measures such as the moratorium on commercial whaling established by the International Whaling Commission, we achieve important synergies in conservation of the great whales.

Australia has also nominated the great white shark for listing under Appendices I and II. It is clear that the great white shark is migratory. It is also listed under the IUCN Red List as vulnerable to extinction. Threats to the migration, and hence long term survival of white shark populations include direct and indirect fishing pressure, protective beach meshing, intensified targeted commercial and sports fisheries for trophies, incidental catch of the species in commercial and artisanal fisheries, and habitat degradation.

Finally, Australia has nominated the killer whale for listing under Appendix II of the CMS. Two populations of the killer whale are already listed under Appendix II of the CMS, and this nomination is provided to complete the listings to cover all populations of this species. Threats to the migration, and hence long term survival of killer whale populations include hunting, prey depletion by fisheries, fishing gear entanglement, live trade, unregulated whale watching, organic and noise pollution, oil spills, and ship strikes.

Australia also encourages Parties to the CMS to support the nominations to list the great white shark and the killer whale on the appendices of the CMS.

DECLARACION DE LA REPUBLICA DE CHILE

Discurso inaugural

Sra. Presidenta de la 7a. Reunion de la Conferencia de las Partes de la CMS:

En representacion del Gobierno de Chile, primer pais de las Americas en adherir a la CMS, deseo expresarle mis felicitaciones por su designacion en el cargo de presidenta de esta COP y hacerle llegar al Gobierno de la Republica Alemana y al Ministerio de Medio Ambiente mis agradecimientos por la calida bienvenida y hospitalidad que nos han brindado en esta hermosa ciudad de Bonn. Asimismo, deseo extender mis agradecimientos a la Secretaria de la CMS por darme la oportunidad de participar en este septima reunion de la Conferencia de las Partes de la CMS.

La politica medioambiental de mi pais orienta su accionar en la senda de la sustentabilidad de sus recursos naturales renovables y, en el caso especifico de las actividades en el marco de la CMS, esta permanentemente preocupada de la conservacion de sus especies migratorias y sus ecosistemas. Es asi como destacamos los proyectos abordados con la colaboracion de la CMS, tales como el de conservacion de los flamencos altoandinos; trabajo que han llevado a cabo conjuntamente Chile, Argentina, Bolivia y Peru. Igualmente, es de resaltar el trabajo que han estado realizando Chile y Argentina, en procura de la conservacion del Cauquen Colorado, proyecto que ha contado con la colaboracion financiera de la CMS. Tenemos intencion de iniciar nuevas acciones concertadas con Peru en mamiferos marinos y con Argentina sobre el huemul y nutria de rio.

Tambien confiamos continuar desarrollando programas nacionales y regionales de conservacion de nuestras especies y de nuestros ecosistemas y, asi, contribuir a alcanzar la meta propuesta por la Cumbre Mundial de Desarrollo Sostenible (Johannesburgo, 2002) de avanzar en el proceso de revertir la perdida de la biodiversidad hacia el ano 2010.

Para ello precisamos no solo de la participacion activa de las instituciones nacionales gubernamentales y de la sociedad civil en general, sino tambien del apoyo financiero de las organizaciones internacionales y de la transferencia de tecnologia; elementos necesarios para cumplir nuestras metas y compromisos, a nivel nacional e internacional.

Sra. Presidenta de la COP7, junto con desearle exito en su labor, hago votos para que con la voluntad de todos los paises aqui reunidos logremos llevar adelante las tareas que en conjunto con la CMS nos hemos propuesto en esta septima reunion de las Partes.

Bonn, septiembre de 2002.

REPUBLIC OF CROATIA
GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CROATIA

STATEMENT

at the Seventh Meeting of the parties to the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals

Bonn, Germany, 18-24 September 2002

September, 2002

Mr. Chairman, Honorable Ministers, Distinguished Delegates, Ladies and Gentlemen,

Allow me to extend the gratitude on behalf of the Government of Republic of Croatia to the Government of the Federal Republic of Germany, for hosting the Seventh meeting of the Conference of the Parties to the Convention on the conservation of Migratory Species of Wild Animals (*Bonn Convention*).

Migratory species of wild animals, more than any other group of species, represent a common natural heritage of all mankind. These species cross vast areas that extend over national jurisdictional borders and depend entirely on specific routes and habitats. It is this fact that makes them so valuable and sensitive to the threats of rapid human development. Recognizing the importance of conservation of migratory species of wild animals and the need for strong international cooperation in all protection efforts, the world community adopted the Bonn Convention more than 20 years ago, followed by the conclusion of several regional Agreements and Memoranda of Understanding.

Following the objectives of the Convention on Biological Diversity, the Republic of Croatia developed and adopted the *National Strategy and Action Plan on the Protection of the Biological and Landscape Diversity (NSAP)* in 1999. This is the first document by which the Republic of Croatia has tried to chart systematically and to plan comprehensively the nature protection activities. The analysis carried out during the development of this document showed the great diversity of migratory fauna in Croatia and pointed out the threats. As a result, the NSAP laid down elaboration of a number of action plans concerning the protection of migratory wild animals and their habitats. The activities that have been undertaken so far mostly include inventorying of the parts of biological diversity and threat assessment, as a basis for formulation of action plans for the protection of certain migratory species of wild animals. In this regard, Croatia recognized the significance of the Bonn Convention, its Agreements and Memoranda of Understanding for the implementation of the NSAP and joined the Convention as a full party in October 2000.

I would like to express the commitment of the Republic of Croatia to continue its work and to contribute to the further implementation of the Bonn Convention. We believe that the new Nature Protection Law, that is in the official enactment procedure, will improve the regulation of this problem area, in accordance with the provisions of the Bonn convention, as well as other international agreements covering protection of biological diversity.

Mr. Chairman, Ladies and Gentlemen,

Once again, I would like to stress that the Republic of Croatia will continue to put all its efforts to preserve migratory species of wild animals as an irreplaceable part of biological diversity. This exceptional natural value requires utmost attention of all countries that share it and benefit from it.

I would also like to point out the work of all bodies that contribute to the enforcement of the Convention. In this regard, let me once again extend our gratitude to the Government of the Federal Republic of Germany, that kindly agreed to host the Meeting and United Nations Environmental Programme, that provide the Secretariat of the Bonn convention, and the excellent work in the organization of the Meeting.

Let me finish by saying that the Bonn Convention gives the opportunity for effective protection of migratory species and obliges us to put joint efforts and cooperate in reaching this common goal.

Thank you, Mr. Chairman.

A la haute attention du Secrétariat de la CMS et Comité Scientifique CMS

L'APPLICATION DE LA CMS EN GUINEE

La Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la Faune sauvage (connue également sous le nom de la Convention de Bonn ou de CMS) est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1983, la Guinée a y adhéré le 24 septembre 1992.

En 1998, le secrétariat de la CMS, en rapport avec le PNUE accorde à la Guinée une subvention de 25.000 US \$ pour organiser un atelier International sur la « Conservation et la Gestion des Petits Cétacés de la Côte Atlantique d'Afrique ».

La Direction Nationale des Eaux et Forêts avec le Conseiller Scientifique à l'époque Mr. K. BAN-GOURA organisent cet atelier à Conakry du 12 au 16 mai 2000 sous la conduite technique de deux experts internationaux de la CMS.

A l'issu des recommandations, l'atelier a retenu entre autres:

- la Création du Réseau Régional sur les Cétacés de la Côte Atlantique d'Afrique, dont
- la coordination est assurée par la Guinée ;
- la Création dans chaque Etat de l'aire de répartition de comités nationaux sur les
- Cétacés ;
- la formulation d'actions concertées à titre de projets.

Malheureusement, ces recommandations n'ont pas été suivies par le conseiller scientifique et correspondant national d'alors.

Consciente de l'importance de la Conservation de la Faune sauvage, la Direction Nationale des Eaux et Forêts, institution responsable de la faune dans notre pays, a décidé de prendre ses dispositions pour une meilleure conservation de la faune en assurant le suivi efficace des recommandations issues de cet atelier.

Nous sollicitons humblement, la réactualisation des fiches techniques déjà approuvées par le comité scientifique de la CMS qui sont:

- la création du réseau national sur la conservation et la gestion des petits cétacés ;
- le projet sur la conservation des espèces de tortues marines de la zone littorale
- guinéenne menacées de disparition ;
- l'étude sur le Lamantin de l'Afrique de l'Ouest pour le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée Bissau, le Mali et la Guinée.

Nous formulons le vœu d'organiser un atelier national sur le Plan d'Action (APCOTWAF).

Nous profitons de cette occasion, pour réaffirmer notre position de toujours continuer à coordonner la négociation de l'Accord Régional sur la Conservation des Petits Cétacés de la Côte Atlantique d'Afrique, en tant que tête de file du plan régional.

La législation nationale, Loi L/97/038/AN portant code de Protection de la faune Sauvage et Réglementation de la Chasse, en son chapitre 2 : Conservation de la Faune Sauvage et ses habitats et ses articles 3, 4, 5 répondent parfaitement aux exigences nécessaires à l'application de la CMS.

Mamadou DIA Correspondant National CMS

**NEW ZEALAND STATEMENT
TO THE SEVENTH MEETING OF THE PARTIES
TO THE CONVENTION ON MIGRATORY SPECIES**

Bonn, Germany
Wednesday 18th September 2002

Thank you Mr. Chairman

New Zealand wishes to take this opportunity to thank the Government of Germany and the City of Bonn for hosting the Convention on Migratory Species and to congratulate the Parties for their achievements in conserving migratory species over the two decades since the CMS entered into force.

This is the first CMS COP that New Zealand has attended as a Party to the Convention on Migratory Species.

New Zealand's decision to accede to the Convention on Migratory Species, in 2000, sprang out of an urgent need to work cooperatively with other countries to protect Southern Hemisphere albatrosses and petrels that pass through New Zealand's territory.

Some forty-seven albatross and petrel species breed in New Zealand and twenty of these species are endemic. The rarest endemic albatross is the Chatham albatross. It breeds on a single rock face and has a world population of about five thousand breeding pairs.

Recent research suggests that these species are declining at staggering rates. In one of the worst examples to date, a study of the grey-headed albatross shows that it has declined by 90 percent since the 1940s. We are consequently very grateful for the cooperation that has led to the conclusion of the CMS Agreement for the Conservation of Albatrosses and Petrels.

In this context, Mr. Chairman, we would like to take this opportunity to express our thanks to the Government of South Africa for their hospitality and support during the negotiation of this agreement, and our appreciation to the Government of Australia for the excellent coordination provided by them as the interim secretariat for the agreement.

We would like to take this opportunity to urge other signatories and range states to ratify this Agreement in the near future so that we can begin the very necessary international cooperation that will help to reverse this species' decline.

New Zealand is also the part-time home of many other migratory species, including approximately 80 species of sea-birds, five endangered species of marine turtles, a number of wading birds such as the "Godwit", and over 30 species of whales and dolphins. In this context, Mr. Chairman, we note and would support Australia's proposals for the addition of six species of whales to the appendices to this Convention.

New Zealand knows that many of these species face an uncertain future because of global warming, habitat loss, accidental capture and other human activities. Within our territory, we have initiated research and conservation activities to minimize the accidental capture of seabirds and marine mammals in commercial fishing, we have established protected reserves for bird populations under the Ramsar Convention of Wetlands, and have researched the migratory patterns of seabirds through a national leg-banding and tracking scheme, which has been in operation since 1967.

We know that more action is needed and we re committed to working with other range states to identify conservation strategies for these species that will extend beyond borders.

With this in mind, Mr. Chairman, we wish to congratulate the Parties to the Convention on Migratory Species for the work done to date, and convey our sincere wish that this seventh Conference of the Parties is a resounding success.

Thank you Mr. Chairman

OPENING STATEMENT BY PAKISTANI DELEGATE IN CMS COP

Thank you Mr. Chairperson. Since I am taking the floor for the first time, I wish to congratulate the Government of Germany and CMS Secretariat for excellent arrangement of the COP and to facilitate our participation.

On behalf of Government and People of Pakistan, I wish to assure this august gathering that we are committed to fulfill our obligations under the CMS and other international treaties. God has blessed Pakistan with a range of diverse habitats for migratory as well as resident avifauna (birds). Since Pakistan is located on Indus flyway, a good number of migratory waterfowl and other birds take this route to their wintering and back to breeding sites. The endangered species which are listed on CMS Appendix-I enjoy complete protection in all the provinces and an effort is being made to protect their habitat. We are thankful to the Global Environment Facility (GEF) which is augmenting our efforts for conservation of global assets such as Pakistan Wetlands Project and Protected Areas Management Project.

We wish to work together with the member countries of our region and save the migratory species for future generations.

REPUBLIC OF UGANDA, CHAIRMAN OF AMCEN**Opening Statement to the Conference of Parties to the 7th Conference of Parties to the Convention on Conservation of Migratory Species (CMS) held at Bonn**

Bonn, Germany

Wednesday 18th September 2002

The Government of the Republic of Uganda and Chair to the African Ministerial Conference on Environment (AMCEN) wishes to thank the Government of Germany for hosting the 7th Convention of Parties, and for the hospitality extended to the delegations to COP7. Uganda's delegation also extends appreciation to the CMS Executive Secretary and his team for the highly innovative preparation put in place for the 7th Conference of Parties. Particular Consideration in this regard is made on behalf of the delegates from the Africa Region, for the affirmative action extended, considering the role the region plays in conservation of migratory species and the capacity available to Parties to undertake various obligations, including attending decision making meetings like the COP7.

Uganda is conscious of the importance of cooperative approach to conservation of resources that make regular movements across national borders at some stage in their lifetime. It is notable that Africa plays a key role as home for many species with ranging levels of localised, regional and global movement of particular populations and species. Aware that migration of any of the populations or species is not any nations choice, but a natural and spontaneous phenomenon in this regard, the only sustainable and effective role mankind and nations can play, geographical and/or jurisdictional location notwithstanding, is to cooperate fully with other nations and development partners to ensure protection and sustainable conservation of these species and the associated ecological processes and life support functions of nature.

For Africa, we have always honourably played this role through the cultures and traditions of the people that identify as one across almost all the borders. This is why the continent still remains as pristine as it is, and is home to many migratory species. Uganda wishes to appeal to the 7th Conference of Parties to give Africa chance, and within the prevalent circumstances, enable the continent further its capacity to consolidate the cooperative effort in ensuring that all the migratory species within and associated with the continent are protected for the good of Mother Nature and the known sustainable interests of mankind.

Uganda wishes all distinguished delegations fruitful participation in all the decision making meetings of the 7th Conference of Parties.

Justus Tindigarukayo-Kashagire,

Uganda Delegation, Chair AMCEN

Opening Statement

of **Ukraine** to the 7th Meeting of the Conference of the Parties to the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals and 2nd Session of the Meeting of the Parties to the Agreement on the Conservation of African-Eurasian Migratory Waterbirds, Bonn, Germany, 18–27 September 2002

Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals, its particular regional agreements and Memoranda of Understanding have been more and more recognized as the most effective international tools for the conservation of migratory species worldwide.

Ukraine, as a country that supports quite a number of habitats for migratory species, has made a substantial progress towards the conservation of this group of animals.

Conservation of biodiversity is formally declared as a priority of the national ecological policy and the Government of Ukraine takes efforts to develop and adopt relevant legislative acts enabling to enhance and improve nature conservation system and wildlife management in the country.

Law of Ukraine “On the All-State Programme on Establishment of Ecological Network for the period 2001–2015” has been adopted by the Parliament in the year 2000. One of the main functions of the ecological network to be established is the conservation of habitats for migratory species and promoting their migration. In December of the year 2001 Ukrainian Parliament had adopted a largely amended Law of Fauna where individual provisions and articles touch upon the migratory animals. In the year 2002 Law of Ukraine “On the Red Data Book of Ukraine” has been adopted thus enhancing the conservation status of endangered species at the national levels and quite a number of migratory species among them. On the 4th of July 2002 the Parliament of Ukraine adopted a Law on Ratification of African-Eurasian Waterbird Agreement (AEWA) thus taking commitments for improvement of the conservation of more than 100 species of migratory birds, which are in the Appendix to that Agreement and occur in Ukraine.

In the margins of the 6th Meeting of the Conference of the Parties to the Convention on Biological Diversity held in the Hague, The Netherlands, in April 2002, Ukraine had signed the Memorandum of Understanding on the Conservation Measures of the Middle-European Population of the Great Bustard.

From 28 February to 2 March 2002 the First Session of the Meeting of the Parties to the Agreement on the Conservation of Cetaceans of the Black Sea, Mediterranean and Contiguous Atlantic Area (ACCOBAMS) was held in Monaco and Ukraine actively participated in preparation of that meeting. The Government of Ukraine is now taking efforts in finalizing accession procedure to ACCOBAMS and Ukraine’s formal accession to the Agreement is expected to be in the first half of the year 2003.

Being a Member-State to EUROBATS much work have been done in Ukraine in cooperation with neighboring countries aimed at clarification of the current status of bat species in Ukraine. A lot of new data have been obtained on biology and migratory patterns of bats in Ukraine which are intended to be used by decision-makers for adoption of appropriate measures for the conservation of that group of animals.

Ukraine has essential scientific potential and well-developed environmental legislation to effectively implement Bonn Convention, its particular agreements, and Memoranda of Understanding. Ukraine is open for fruitful and mutual cooperation on that matter and appreciates proposals for joint initiatives, programmes, activities and action plans that contribute to the conservation and rehabilitation of migratory species of wild animals.

We thank very much the Secretariats of the CMS and regional agreements and all involved Parties and organizations for their efforts in promoting conservation of the migratory species that are our common natural heritage. We also thankful to Germany, host country of the CMS COP7 and AEWA MOP2, for excellent arrangement of the conferences and making them successful.

Ukrainian Delegation

**The Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals
seventh meeting of the Conference of the Parties, Bonn, Germany,
September 2002**

Opening statement by the United Kingdom

The Delegation of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland would like to record its gratitude to the Government of the Federal Republic of Germany for its enduring commitment to the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals and for providing this excellent venue for the seventh session of the Conference of the Parties.

We should like to acknowledge the significant part played by the City of Bonn in the history and development of the Convention. The permanent secretariat was established in Bonn in 1984, the first of many UN organisations to make the decision to locate here. CMS is of course also known as the “Bonn Convention” because the negotiations were concluded not far from this building back in 1979.

It is seventeen years since the first Conference of the Parties met in Bonn. That Conference was attended by 49 delegates - a few of whom are here at COP7 – and all of the then nineteen Parties were represented. At that time the Secretariat comprised two members - a Secretary-General/Coordinator and a secretary. It is gratifying to see how the Convention has developed beyond all recognition since then. It has matured into a respected and important player on the conservation stage, and given rise to a number of regional Agreements which enjoy an enviable reputation in their own right, including of course, the African-Eurasian Migratory Waterbird Agreement, the second Meeting of Parties of which immediately follows this COP.

The United Kingdom will continue to play an active part in the Convention and support its activities in the Agreements, the Memoranda of Understanding and the Scientific Council. Most recently, the UK signed the Memorandum of Understanding on the Conservation and Marine Turtles of the Indian Ocean and South East Asia, in March of this year.

The United Kingdom is delighted to be able to announce its intention to ratify the Agreement on the Conservation of Albatrosses and Petrels once its Parliament is sitting again in the autumn, and in any case by the beginning of 2003. This has proved to be a matter of some complexity – the UK qualifies as a range state through its Overseas Territories, and through long-line fishing activities by vessels registered in the metropolitan UK itself. Ratification in respect of the Overseas Territories depends not only on their support for the proposal. It also depends on an assessment of whether their own legislation is capable of delivering implementation of the obligations contained in the Agreement, or whether it needs to be changed in order to be able to do so.

At the same time, the metropolitan UK is a member of the European Union and has had to consider its ability to take on the obligations of the Agreement, given that the Agreement itself recognises that responsibility for meeting these obligations can be split between a Regional Economic Integration Organisation and its member States. In this particular case we conclude that the metropolitan UK is in a position to implement the Agreement, but will need to enter a reservation in respect of the specific provision in its Action Plan, which requires the prohibition of trade in albatrosses and petrels, their

eggs, and parts or derivatives thereof. The UK wishes to make it clear, however, that this reservation is made necessary only because of the constitutional implications of ratification by the UK in advance of ratification by the European Community (which we hope will happen in due course). It is not seeking to preserve any such trade and indeed is aware of none.

The UK's initial ratification will be in respect of the metropolitan UK and at least one of its Overseas Territories within the range of albatrosses and petrels covered by the Agreement. Extension of this ratification to the remaining Territories within the range is planned as soon as possible. The UK looks forward to being able to participate fully in the working of the Agreement on the Conservation of Albatrosses and Petrels as soon as the necessary number of ratifications has enabled it to enter into force, and the first Meeting of its Parties to take place. We urge other range states to ratify this important Agreement as soon as possible.

As the sponsors of the Resolution on by-catch adopted at COP6 in 1999, the United Kingdom will follow with particular interest the debate on this issue. We are pleased to have been able to assist the Secretariat's work on by-catch through sponsorship of a research project.

We look forward to a stimulating week of constructive discussions to plan the way ahead for the Convention.

CMS COP7

Opening Statements of Non-Parties^{*}

- **Afghanistan**
- **Armenia**
- **Bangladesh**
- **Burundi**
- **Central African Republic**
- **Côte d'Ivoire**
- **Djibouti**
- **Gabon**
- **Indonesia**
- **Islamic Republic of Iran**
- **Liberia**
- **Nepal**
- **Syrian Arab Republic**
- **The former Yugoslav Republic of Macedonia**
- **Timor-Leste**
- **Viet Nam**
- **Yemen**

^{*} The alphabetic order follows the order of English country short names. / L'ordre alphabétique suit l'ordre des noms abrégés des pays en anglais. / El orden alfabético sigue el orden de las abreviaturas de los nombres de países en Inglés.

Address: by Abdul Samea Sakhi
 General Director of National Parks
 Kabul
 Afghanistan

I am glad that I find my self among my colleagues and I appreciate the host of this wonderful event that did a lot. As delegate of my country Afghanistan. I want to declare the condition of wildlife in Afghanistan.

Afghanistan is one of the Asian mountainous countries that are surrounded by Iran, Pakistan, Turkmenistan, Uzbekistan, Tajikistan, and China.

In fact the country has no outlet to water dominated by continental climatic condition. The weather is generally dry, warm in the summer, cold in the winter. The different forests are composed of coniferous, cupressus spruces in Rosacea, which are located in the North, North east, west, south cast, the forest are covered about 1,7 million hectare in the pasture about 54 million hectare.

Kind of trees that exist there are

| | | | |
|------------------|----------------|-------------|------------------|
| Conifer | Pinus | helepens | |
| | Pinus | wallichiana | East- south east |
| | Pinus | geradiana | |
| Cedrus | Cedrus deodara | East | |
| | Abies | spectabilis | |
| | Picea | smithiana | East |
| Cupressus | spp | South east | |
| Juniperus | spp | North west | |
| Quercus | spp | East-south | |

These different forests are good habitats for most kind of wild life. There are six protected areas with rich natural resource, these area provide suitable habitat for wild various animals and birds. There are six protected areas that are important to be mentioned.

1. Big Pamir

Total area 6793 hectare located in Badakhshan province between 3250-6203 above the sea level

Wild animals

Ovis ammon polii
 Peophgus grunniens
 Unica unica
 Capra aegagrus
 Ibex ibex

Birds

Ancer albifron
 Columbaevers manni
 Gyps fulvus
 ducks
 Ger falcon

2. Band Amir

Total area 41000 hectare, located in Bamian Province with 4000 m above the sea level.

Wild animals

Capra ibex Sibericus
Canis aureus
Meles meles

Birds

Buteo lagopus
Pycnomotus spp
Aquila chrysaetos

3. Hajer - valley

Total area 4000 hectare, located in Bamian province with 1800 m above the sea level.

Wild animals

Capra ibex ibex
Unica unica
Canis lupus
Felis lybica
Ovis orientales

Birds

Falco peregrinus babylonica
Ciconia nigra
Sitta tephronata
Columba livia

4. Abe-Istada and Newar desert

Abe Istada: Total area 27000 hectare, with 2100 m above the sea level. Nawar desert: Total area 7500 hectare with 3200 m above the sea level. They are both located in Ghazni province.

Wild animals

Canis aureus
Canis lupus
Meles meles
Vulpes Vulpes

Birds

Siberian crane
Demoseal crane
Uresion crane
Phoenicoptus rubr roseus
Ancer ancér
Pelecanus crispus

5. Coli Hashmat Khan

Total area 191 hectare, located in Kabul province with 1700 m above the sea level.

Wild animals

Vulpes vulpes
Canis aureus
Martis foina
Meles meles

Birds

Ance spp
Anatid spp
Phoenicoptus formes
Pelecanus crispus

6. Sari mountain, Panjshir valley and Naghlo dam

These are located in Parwan province.

Wild animals

Panthbera paradus
Canis lupus

Birds

Ancer ancér
Ciconia nigra

Vulpes vulpes

Canis aureus

Capra falconeri megcenos

Ger falcon

Buteo lagopus

Sitta tephronata

From all six protected areas that mentioned most migratory water birds are living in two areas, one is Abe Istada in Ghazni province and other Coli Hashmat Khan in Kabul province. Mostly Siberian crane, phoenicopteri forms, Demoseal crane, Uresion crane, Anatid spp are living there.

Unfortunately during two decades of war in 3 - 4 years steady drought wild life especially migratory water birds suffered from difficulties, so these wild animals traveled from the border of country to other countries or they died. By coming of this year ministry of agriculture forestry dept could announce the law that prevents hunting in all of provinces, we observe a number of migratory water birds that had to escape from Coli Hashmat Khan in Kabul province they can be seen this year in that place such as pe-lecan, Heron. At the end as you know that Afghanistan in period of reconstruction. Like other sections, we require help and cooperation of international society and the organization that are having activities in conservation of wild life.

Furthermore we need

1. Training of experienced personnel of wild life.
2. Evaluation of wild life areas.
3. Inviting of wild life's personnel to international seminars and meetings.

Thanks from your attention

Statement of the Delegation of the Republic of Armenia to the 7th Meeting of the Conference of the Parties to CMS

The Madam Chair, Executive Secretary, distinguished guests, ladies and gentlemen,

The Delegation of the Republic of Armenia is very pleased to have this opportunity to address the 7th Meeting of the Conference of the Parties to CMS.

After the Soviet economic policy, the environmental problems has been further deteriorated by the transitional period hardship, energy and economy crisis. Despite the difficulties, the Government facilitates the socio-economic reforms, putting more stress on environmental issues. A new environmental policy is actually being formulated on the basis of reorganization of management structure, improvement of legislation and international cooperation. Regretfully, unfavorable economic conditions and lack of funds from national sources restrict largely practical implementation of environmental conservation activities.

Armenia sees as a main strategy goal the developing and broadening of international cooperation, directed to the integration into the world community. Armenia is ready for collaboration with all countries on the issues representing mutual interest through the bilateral contacts as well as through the multilateral treaties.

After the Rio Armenia is actively involved into international cooperation process and already has ratified 11 international environmental conventions. First environmental treaty that Armenia joined is Convention on Wetlands. Armenia became a Contracting Party to the Ramsar Convention in July 1993, less than two years after independence from the USSR, and first among former Soviet Republics. Currently the country is the Member of the Ramsar Standing Committee.

Armenia ratified Convention on Biodiversity and Convention on Climate Change in 1993, Convention on Combat Desertification in 1997.

Madam Chair, Armenia is located at the turn of Europe and Asia, on the crossroad of main inland migratory routes Europe - West Asia - Africa and Europe - India. Being a mountainous country, due to folded relief, unique variety of natural conditions, and in spite of small size (less than 30 thousands square kilometres), Armenia supports a great number of wild migratory species: bats, waterfowl, birds of prey, etc.

No wonder of course, that Armenia pays great attention to the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals (Bonn Convention, 1979). Armenia was represented by an Observer at the 5th and 6th COPs to CMS. Armenian representatives also attended the meetings of AEWA and Eurobats agreements, played active role in Indian-European Flyway Meeting held in Uzbekistan in 2000.

I have to inform you that the process of joining the CMS and relevant agreements currently is under the consideration of the Ministry of Nature Protection. After this conference the Ministry will provide additional information to the Cabinet of Ministers for further consideration. During 2003 the Government of the Republic of Armenia will inform the CMS Secretariat about official position.

Finally, the Delegation of Armenia takes this opportunity to thank the CMS Secretariat for financial support in order to attend this very important meeting and the Government of Germany for excellent hospitality.

Speech of the Honorable State Minister, Ministry of Environment and Forests of the Government of the Peoples Republic of Bangladesh in the Opening Session of the Seventh Meeting of the Conference of the parties

Bismillahir Rahmanir Rahim

Chairman of the Opening Session of the Seventh Meeting of the Conference of the Parties

Chief Guest

Distinguished Guests, Experts, Resource persons and Participants of the Member and Observer States

Journalists and Representatives of Mass Media

Ladies and Gentlemen

Good Morning

I am very glad to attend the Seventh Meeting of the Conference of the Parties of the Convention of Migratory Species of Wild Animals. I am grateful to the CMS Secretariat for giving us opportunities to attend the Convention. I also thank the Government of the Peoples Republic of Bangladesh for giving necessary support for attending the convention, which reflects the sincere effort of the Government of Bangladesh in the conservation of wildlife nationally and internationally.

Honorable Guests and Participants

There are 240 species of migratory waterbirds in Bangladesh due to its unique geographical location. Some of them are threatened globally. There are 5 flyways of migratory waterbirds in the Asia-Pacific region. Bangladesh is linked with 2 important flyways that is Central Asian-Indian Flyway and East Asian-Australian Flyway. Bangladesh at the present moment is conserving the wildlife of the country with the implementation of The Wildlife Preservation (Amendment) Act, 1974. The Sundarbans and the Tanguar Haor has been declared as Ramsar Site. The Asia-Pacific Migratory Waterbird Conservation Strategy was implemented in Bangladesh from 1996 for a period of 5 years with the cooperation of Wetland International - Oceania. The objectives of the programme was to develop network and cooperation between sites and flyways.

Ladies and Gentlemen

Bangladesh has been actively working for the conservation of waterbirds since 1987. It participated in the preparation of the Directory of Asian Wetlands Inventory, and has been participating and contributing in the waterfowl census, a routine annual activity of the Wetland International - Oceania. Very interesting information on some populations of globally threatened species of migratory waterbirds have been discovered through this census. As for example, a very significant number of individuals of the entire populations of the globally threatened Spoon-billed Sandpiper visit in the estuaries of Noakhali and Chittagong area every winter. Besides, quite a large population of the Indian Skimmer is found to occur in the same area particularly in the estuaries of Noakhali. Bangladesh is presently implementing marine turtle conservation program at Saint Martins island and Sundarbans.

Distinguished Guests

Bangladesh became Party to the Ramsar Convention in 1992 and ratified CBD in 1994. Bangladesh is yet to be Party to the CMS. It has not signed any convention of migratory wild animal.

Some international NGOs are directly involved in the conservation of migratory waterbird in the Asia-Pacific Region, and these are:

- Birdlife International
- International Crane Foundation
- Wetlands International
- World Conservation Union (IUCN)

IUCN has a Country office in Bangladesh.

Ladies and Gentlemen

Creation of a national wetland site network based on available current information. The sites should cover or should represent wetlands of both flyways in Bangladesh. The site selection may also be on the basis of broad wetland ecosystem areas in the country. Apparently, coastal areas from Saint Martin's Island to Sundarbans; Haor Basin including Tanguar Haor, Hakaluki Haor and Hail Haor; and the Padma-Brahmaputra-Jamuna river systems are the best wetlands for conservation of waterfowls and migratory waterbirds. Therefore, 6 to 10 places of these wetlands could be included in the proposed national network of wetland sites.

Preparation of an authentic list of migratory waterbirds and other waterfowls of the country including their habitat requirements and migration pattern.

Capacity building of official and staff of government and Non Government Organizations on conservation and management of waterbirds and their habitats.

Local community organization in the proposed network of wetland sites towards participatory conservation of waterbirds and wetlands.

Awareness building program among people at all levels as well stakeholders.

Distinguished Participants

Expressing its intention to participate in bilateral/multilateral agreements for management of wetland sites now exist or to be included in the Asia-Pacific Migratory Waterbird Conservation Strategy, Bangladesh may propose for

- a Bird Ringing project/programme to study the migration of waterbirds in the Asia-Pacific Region, and
- organising an international meeting for adoption of an intergovernmental agreement for conservation of migratory waterbird in the Asia-Pacific Region.

Ladies and Gentlemen

Bangladesh is yet to be a Party to the CMS. However, as per provisions of the CMS, being non-Party Country, Bangladesh could contribute to achieve the objectives of the CMS by signing agreement (s) for conservation of migratory species of wild animals.

I am grateful to the CMS Secretariat for inviting me to attend the COP7 as a Member of the Observer States.

I wish the Seventh Meeting of the Conference of the Parties a great success.

Allah Hafez

BANGLADESH ZINDABAD

Déclaration Liminaire du Burundi

Monsieur le Président,

La délégation du Burundi saisit cette opportunité pour remercier le secrétariat de la CMS et d'AEWA ainsi que le gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne qui ont bien voulu assurer la participation des délégués des états non parties à ces instruments.

En effet, la participation des pays considérés comme observateurs à cette conférence des parties est l'un des moyens efficaces pour promouvoir la CMS et AEWA en témoigne le nombre de pays qui ont adhéré à la CMS et AEWA depuis la dernière conférence de Cape, Afrique du Sud (1989).

Etant déjà partie de la famille des pays qui ont signé les instruments internationaux sur le développement et la gestion durable des ressources naturelles dans le but de préserver l'environnement, à savoir:

La convention sur la diversité biologique, la convention CITES, la convention de RAMSAR, la convention cadre sur les changements climatiques, la convention sur les polluants organo-persistants et la convention sur la lutte contre la désertification.

S'agissant de la CMS et AEWA, le Burundi a déjà entrepris les démarches pour que les instruments soient signés dans les meilleurs délais après le premier atelier national au Burundi sur les conventions CMS et AEWA prévu au début de l'année 2002.

Pour conclure, le Burundi garde donc sa volonté d'adhérer à ces instruments qu'il juge très importants pour la gestion éclairée des espèces migratrices et la protection de leurs habitats pour les générations présentes et futures.

La délégation du Burundi
Ir. Jean-Marie Bukuru

Position de la République Centrafricaine sur la Ratification de la Convention

La délégation de la République Centrafricaine remercie la CMS pour l'invitation qu'elle a bien voulu lui adressée et le Gouvernement Allemand pour son accueil.

La République Centrafricaine a ratifié bon nombre de conventions et d'accords relatifs à l'environnement notamment sur la diversité biologique, sur la désertification, les zones humides etc.

Il y a deux mesures en vigueur en RCA pour la ratification de ces conventions et accords.

- 1) par l'Assemblée Nationale (qui est la procédure la plus longue)
- 2) par le biais du Ministère des affaires étrangères.

Le processus a été déclenché et c'est la procédure la plus rapide qui a été retenue, à savoir par le biais du Ministère des Affaires Etrangères.

En effet, c'est aussitôt après la 6^{ième} Conférence des Parties à la CMS qui s'est tenue au Cap en Afrique du Sud que nous avons initié une correspondance à la signature du Ministre de l'Environnement et des Eaux et Forêts pour inviter le Ministre des Affaires Etrangères à donner mandat à notre Ambassadeur à Bonn à signer la Convention.

Cela a traîné car le Ministre des Affaires Etrangères a transmis ce dossier à ses conseillers juridiques pour études. Toutefois, une note a été préparée à la signature du Ministre des Affaires Etrangères pour saisir l'Ambassadeur de la RCA à Bonn pour des instructions nécessaires.

Il s'agit maintenant pour nous de vérifier auprès de l'Ambassadeur ici à Bonn si cette correspondance est bien parvenue à destination.

COMMUNICATION RELATIVE A LA L'ADHESION DE LA COTE D'IVOIRE A LA CONVENTION SUR LA CONSERVATION DES ESPECES MIGRATRICES (CMS)

Bonn, 18 Septembre 2002

I- EXPOSE DES MOTIFS

La politique de la Côte d'Ivoire en matière de protection de la faune, suivant la loi n° 65-255 du 04 août 1965, tend à assurer la conservation et l'enrichissement qualitatif et quantitatif d'animaux d'espèces sauvages vivant naturellement dans le pays, tant sur les surfaces relevant du domaine de l'Etat que sur les terrains des particuliers. Les principes fondamentaux énoncés dans cette loi sont les suivants :

- Constitution et entretien de réserves totales ou partielles de faune établie, soit pour toute la faune, soit pour certaines espèces seulement ou dans certaines conditions ;
- Education globale de la population, tant par l'enseignement à différents niveaux que par des moyens audiovisuels, en vue de susciter une prise de conscience nationale de la notion de protection de la nature ;
- Protection intégrale ou partielle des espèces animales rare ou menacées d'extinction, ou présentant un intérêt scientifique, ou nécessaires à l'équilibre biologique, ou particulièrement utiles à l'homme, ou dont l'exploitation, pour le tourisme cynégétique ou visuel, comporte un intérêt économique ou éducatif.

La Convention des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, dite Convention de Bonn, s'inscrit dans les deux derniers principes de la loi ivoirienne en matière de protection de la faune. Elle fournit un cadre dans lequel les pays participent à la conservation des espèces migratrices et de leurs habitats en effectuant des travaux de recherche, de surveillance et de formation.

Il convient de noter, à cet égard, que la Côte d'Ivoire dispose d'une variété d'espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, notamment les oiseaux migrateurs, les tortues marines et les petits cétacés des eaux côtières ivoiriennes, qui ne font pas actuellement l'objet d'études scientifiques appropriées pour leur conservation et le maintien de leur habitat. Ces espèces pourraient bénéficier des actions de la convention en ce qui concerne les études suivantes :

- Description de l'aire de répartition et de l'itinéraire de migration de chaque espèce migratrice ;
- Examen périodique de l'état de conservation de l'espèce migratrice concernée et identification des facteurs susceptibles de nuire à cet état de conservation ;
- Elaboration de plans de conservation et de gestion coordonnés ;
- Réalisation de travaux de recherche sur l'écologie et la dynamique des populations de chaque espèce migratrice ;

- Echange d'informations relatives aux résultats de la recherche scientifique, ainsi que statistique relatives à cette espèce.
- Adoption et mise en œuvre des mesures s'appuyant sur les principes écologiques bien fondés visant à exercer un contrôle et une gestion des prélèvements effectués sur l'espèce migratrice concernée ...

De ce fait, la Convention sur les espèces migratrices appartenant à la faune sauvage contribuerait, de façon considérable, à la conservation et à la bonne gestion des espèces migratrices ivoiriennes, essentiellement en ce qui concerne les oiseaux d'eau migrateurs et les tortues marines qui font déjà l'objet d'un accord au niveau de la CMS et petites cétacés des eaux côtières ivoiriennes.

La Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage apparaît, dès lors, comme un complément parfait de la CITES et de la convention Ramsar.

De plus, la CMS peut être considérée comme un outil spécialisé permettant d'appliquer les dispositions de la convention sur la diversité biologique.

En conclusion, deux (2) motifs ont justifié la ratification de la convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) par la Côte d'Ivoire :

- La CMS, grâce à ses principes et ses objectifs, fournirait à la Côte d'Ivoire des moyens adéquats pour une conservation et une gestion durable de ses espèces migratrices, à savoir : Les oiseaux, les tortues marines et les petits cétacés des eaux côtières ivoiriennes...
- La CMS permettrait à la Côte d'Ivoire, de renforcer sa législation en matière de protection de la faune sauvage en ce sens qu'elle renforcerait de façon considérable l'application de certaines dispositions des conventions déjà ratifiées par notre pays (Convention Ramsar, CITES, Convention sur la Biodiversité).

II- ACTIVITES ANTERIEURES

2-1 Processus de ratification et d'adhésion

Le Processus, débuté en 1999, avec l'adoption, avec avis favorable, de la Convention en Conseil des Ministres et devant la Cour Constitutionnelle a pris fin en 2000 après la prise d'un décret portant ratification de la CMS signé et publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire (voir copie du journal en annexe).

2-2 Participation aux activités de la Convention

Mai 1999 : Organisation de la Conférence Internationale sur les tortues marines de la côte atlantique de l'Afrique avec l'élaboration d'un mémorandum d'accord sur les tortues marines

Novembre 1999 : Participation de deux délégués ivoiriens à la 6^{ème} Conférence des Parties au Cap Town, en Afrique du Sud

III- PERSPECTIVES

3-1 Adhésion

Les instruments de ratification sont à la signature du Président de la République. Renseignements pris auprès du Ministère des Affaires Etrangères, le traitement du dossier ne devrait pas excéder deux mois.

Personne contact au Ministère des Affaires Etrangères :

Monsieur Fiogolo au 00 225 20 32 50 01/ services des Affaires juridiques et consulaires

3-2 Projets

mise en place du réseau dans les aires protégées

formation des personnes ressources sur les oiseaux et tortues marines

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union-Discipline-Travail

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA NATURE

Préparé par :

BEUGRE Eric

Coordonnateur national CMS

Septembre 2002

**REPUBLIQUE DE DJIBOUTI
UNITE – EGALITE- PAIX**

**CONVENTION SUR LA CONSERVATION DES ESPECES MIGRATRICES APPARTENANT
A LA FAUNE SAUVAGE (CMS)**

**ACCORD SUR LA CONSERVATION DES OISEAUX D'EAU MIGRATEURS D'AFRIQUE
– EURASIE (AEWA)**

(7^{ème} Conférence et 2^{ème} Réunion des Parties, Bonn, République fédérale d'Allemagne,
18-28 septembre 2002)

**Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme,
De l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire
BP : 11 –Djibouti, République de Djibouti
Tel :+253 35 00 06
Fax :+253 35 16 18**

DECLARATION DE LA REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

Monsieur le Secrétaire Exécutif de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage,

Monsieur le Secrétaire Exécutif de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique –Eurasie,

Chers participants, Mesdames et Messieurs,

La délégation Djiboutienne voudrait saisir l'occasion qui lui est offerte pour s'acquitter d'un agréable devoir, celui bien sûr de présenter ses vifs remerciements d'une part à la République fédérale d'Allemagne pour son accueil combien chaleureux depuis notre arrivée dans cette merveilleuse ville de Bonn et d'autre part aux organisateurs, plus particulièrement les secrétariats PNUE/CMS/AEWA qui ont bien voulu inviter notre pays pour prendre part pour la première fois aux travaux de la présente session qui revêt une importance capitale pour la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage en général et aux oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique –Eurasie en particulier.

Comme vous le savez, la République de Djibouti est un de plus petits Etats d'Afrique avec une superficie de 23 000 km² et une population à peine supérieure à un demi million. Elle est située dans une zone biogéographique très importante dans l'embouchure nord du Rift Valley africain. Elle abrite une variété d'écosystèmes et d'espèces uniques, rares et spécifiques des zones arides de la Corne d'Afrique. Aussi,

elle est reconnue pour une multitude d'espèces de faune et de flore sur lesquelles s'exercent d'énormes pressions humaines mettant en péril la pérennité de ces espèces.

Egalement, Djibouti souhaite par le biais de ma présence ici aujourd'hui, d'attirer votre attention sur le fait que son territoire sert de terre d'accueil ou d'escale à des milliers d'oiseaux couverts par la CMS et l'AEWA de par sa position géographique trait d'union entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie.

Etant déjà Partie à un certain nombre d'instruments internationaux ou régionaux garantissant la préservation des ressources biologiques comme la Convention sur la Diversité Biologique, la Convention de CITES, la Convention sur la lutte contre la Désertification, la Convention –Cadre sur le Changement Climatique, le Programme d'Action Stratégique pour la conservation de la mer Rouge et du golfe d'Aden, la République de Djibouti est en phase finale de ratification de plusieurs autres conventions.

Aussi et avec l'appui technique et financier du Bureau Ramsar, nous avons organisé le mois d'août dernier avec beaucoup de succès, un atelier de vulgarisation et de sensibilisation sur le concept de la Convention de Ramsar et j'ai l'heureuse nouvelle à vous annoncer que mon pays vient de ratifier le 9 septembre dernier la Convention de Ramsar.

Nous avons déjà entrepris les procédures nécessaires et préparatoires pour adhérer à la CMS et à l'AEWA comme en témoigne notre présence ici et les contacts permanents entretenus avec les deux secrétariats depuis plusieurs mois. Nous tenons à dire et à répéter aujourd'hui que notre pays reconnaît le rôle prépondérant joué par la CMS et l'AEWA quant à la conservation des espèces migratrices et à la protection de leurs habitats dans l'optique d'une gestion rationnelle et durable. C'est la raison pour laquelle la République de Djibouti souhaite rejoindre très prochainement les pays Parties pour participer activement et effectivement à la conservation des espèces migratrices et des oiseaux d'eau migrateurs.

Dans l'optique de se joindre aux efforts entrepris dans ce domaine par les pays Parties, la République de Djibouti voudrait initier très rapidement, avec le concours et l'expérience de la CMS et de l'AEWA, une étude complémentaire sur l'inventaire national des sites d'importance pour la conservation des espèces migratrices en général et des oiseaux d'eau en particulier. Nous lançons un appel à votre appui pour nous assister à la formulation d'une stratégie nationale en matière de conservation des espèces migratrices et de leurs habitats car comme un certain nombre de pays en développement, Djibouti ne dispose ni d'études scientifiques suffisantes ni de rapports écologiques sur les espèces couvertes par la CMS et l'AEWA, ni non plus des ressources humaines adéquates avec les connaissances scientifiques requises, ni même des équipements appropriés pour évaluer ou assurer un suivi régulier des oiseaux ou des espèces migratrices transistant ou hivernant sur notre territoire.

Les financements d'infrastructures, d'équipements de recherche, de formation et de sensibilisation sont inexistantes actuellement. Notre pays n'a jamais sollicité ni bénéficié spécifiquement pour la réalisation des programmes axés sur les oiseaux ni sur les zones importantes pour leur conservation.

Voilà pourquoi aujourd'hui, je profite au nom de mon pays de l'occasion qui m'est offerte devant cette honorable assemblée, pour solliciter un appui financier, matériel et scientifique pour réaliser des études scientifiques suffisantes sur les espèces migratrices en général et sur les oiseaux d'eau d'Afrique – Eurasie ainsi que leurs habitats en particulier afin de combler le vide d'éléments scientifiques de base.

En outre, pour anticiper et faire face à certains des problèmes sus mentionnés, mon pays compte réaliser dans les limites de ses moyens ainsi qu'avec le concours de la communauté internationale en général et des secrétariats CMS/AEWA en particulier, les actions suivantes.

- Inventorier sur l'ensemble du territoire, les espèces couvertes par la CMS et par l'AEWA.
- Inventorier et réaliser des études approfondies des sites d'importances pour les espèces migratrices et pour les oiseaux d'eau.
- Promouvoir et assurer la formation et la détection des écologistes, particulièrement des ornithologues au niveau national.
- Identifier et désigner des ZICO.

Considérant l'importance de son patrimoine naturel spécifique en matière de Diversité Biologique et face aux multiples pressions qui pèsent sur les ressources biologiques déjà insuffisantes, mon pays ne manque pas de volonté. Mais sans l'expérience et le concours des communautés internationales, tous nos efforts resteraient aléatoires et sans résultats probants.

La République de Djibouti, en tant qu'Etat escale, corridor et terre d'accueil d'un nombre considérable d'espèces d'oiseaux migrateurs, des tortues marines et autres mammifères marins et terrestres, souhaite aujourd'hui exprimer sa volonté d'adhérer à la CMS et à l'AEWA en vue d'apporter sa contribution aussi peu soit-elle, à la sauvegarde des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage.

Pour finir, je voudrais réitérer mes remerciements personnels et celui de mon autorité de tutelle en l'occurrence le Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, au Gouvernement allemand qui a hébergé ces deux grandes rencontres et aux secrétariats respectifs CMS/AEWA qui n'ont ménagé aucun effort pour assurer la participation effective de mon pays à l'instar des nombreux délégués des Etats non Parties à ces instruments.

Je vous remercie.

Délégation de la République de Djibouti

Houssein Abdillahi Rayaleh

Assistant du Secrétaire Général

Point focal national de la Convention de Ramsar

Correspondant national de la CMS/AEWA

Tel : +253 35 26 67

Tel : +253 35 16 18

Email : assamo@caramail.com

**Ministère de l'Économie Forestière, des Eaux, de la Pêche,
Chargé de l'Environnement et de la Protection de la Nature de la
République Gabonaise**

Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la Faune Sauvage (CMS)

Accord sur les Oiseaux d'Eau d'Afrique-Eurasie (AEWA)

Etat des Lieux du Gabon face à la CMS et à l'AEWA

La délégation Gabonaise saisit de l'opportunité qui lui est offerte pour remercier d'une part la République Fédérale d'Allemagne pour l'accueil aussi bien chaleureux don't elle a été l'objet, et d'autre part les deux secrétariats exécutifs de cette grande rencontre ainsi que les organisateurs desdits travaux pour avoir invité encore une fois le Gabon aux présentes assises en qualité d'observateur.

Le profite par la même occasion pour éclairer rapidement l'assistance sur les efforts déployés par le Gabon en matière de gestion de ses ressources naturelles conformément l'esprit de ces deux protocoles d'accord.

Le Gabon, de par sa situation géographique au cœur du centre d'endémisme régional Guinéo-Congolais et du massif forestier du bassin du Congo, s'ouvre largement à l'Océan Atlantique sur 800 km de cotes, bénéficiant ainsi d'un capital naturel riche et diversifié.

Son potentiel forestier est considérable et abrite plusieurs espèces animales (primates, éléphants, félins, gazelles, oiseaux, reptiles et insectes) il va de même pour son vaste espace maritime et fluvial riches en mammifères marins et en espèces halieutiques (baleines, dauphins, lamantins, tortues marines, sardinelles, thonides, crustacés etc.).

Cette situation fait du Gabon un véritable couloir et un site par excellence de beaucoup d'espèces migratrices aussi bien au niveau terrestre qu'aux niveaux marin et aquatique.

Quoique riche et varié le patrimoine Gabonais souffre des menaces dues aux exactions des activités extractives basées sur la capacité de la nature à fournir de plus en plus de la viande de brousse, des produits halieutiques, des oeufs de tortues etc.

Ces profondes mutations sociales et économiques ont beaucoup affecté les populations en favorisant un affaïssement des comportements respectueux de l'environnement, lequel s'accompagne des actes irresponsables dans l'utilisation des ressources naturelles et des écosystèmes fragiles.

Conscient des menaces qui pèsent sur ces différents milieux naturels aux conséquences parfois irréversibles, le Gabon a entrepris depuis plus d'une décennie des activités de recherche et de gestion durable grâce à la participation effective des départements publics concernés, des instituts de recherche

et des organisations non gouvernementales internationales et locales (WWF, ECOFAC, MICS, Carpe, ADIE et ASF etc.)

Toujours au niveau national, des mesures législatives ont été adoptées aussi bien dans le code de l'environnement que dans les nouveaux codes forestier et minier, afin de rendre pérennes nos différents écosystèmes avec tout ce qui les compose.

Bien que ce faire peu, le Gabon à lui seul ne peut venir à bout des maux qui affectent ses ressources naturelles. C'est pourquoi soucieux de mieux gérer ce patrimoine exceptionnel, il a renforcé sa coopération en matière d'environnement en adhérant tour à tour à:

- la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
- la convention sur les zones humides
- la convention sur les changements climatiques
- la convention sur la désertification
- la convention sur la diversité biologique.

Ouvrant sans relâche dans les missions qu'il s'est assigné et conscient du rôle salubre et indispensable que jouent la CMS et l'AEWA dans la sauvegarde de toutes ces espèces menacées, le Ministère de l'Économie forestière, de la Pêche, Chargé de l'Environnement et de la protection de la Nature s'attelle à faire aboutir dans un très proche avenir à la signature de la convention des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et à l'accord sur les oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie.

Je vous remercie.

La Délégation Gabonaise

Jean Hilaire Moudziegou, Directeur des Études

**STATEMENT BY THE GOVERNMENT OF INDONESIA
AT THE 7TH MEETING OF THE
CONFERENCE OF THE PARTIES TO THE CONVENTION ON THE
CONSERVATION OF MIGRATORY SPECIES OF WILD ANIMALS**

Honorable Chairman,
Distinguished Delegates, Ladies and Gentlemen,

Firstly, on behalf of the Government of Indonesia, I would like to express my sincere gratitude to the Government of Germany and the Secretariat of CMS for making Indonesia possible to be represented as an observer at this important meeting.

Indonesia is geographically unique. It is an archipelago, which consists of about 17,000 islands. It is situated in between two continents, namely Asia and Australia and between two oceans, namely Indian Ocean and the Pacific. A mega-diverse country with the warm and humid climate of the tropic has made the country as an important place for “stop over” by the migratory species along their migration routes. The country may provide habitats with abundant food and shelter for the migrating population during their temporary stops, essential for migration and crucial to their survival and well-being. Therefore, Indonesia has become range state to many important species, such as whales, dolphins, sharks, marine turtles, and migratory water birds, which are regulated by the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals (CMS).

Even though Indonesia is not Party to CMS some management and protection measures have been undertaken to conserve migratory species. Almost all migratory species, which occur in Indonesia, have been nationally protected. This means that no capture, possession, and trade are allowed. Indonesian legislation also provides protection of habitats important for conservation of wildlife species. Therefore, migratory species in Indonesia receives sufficient protection.

In addition, Indonesia is Party to some related Conventions, notably Convention on Biological Diversity (CBD), Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES), and Convention on Wetlands (Ramsar Convention), which directly relevant to the conservation of migratory species.

Indonesia is aware of the importance of the CMS, which provides guidance to the Parties concerning the effective conservation and management of migratory species of wild animals. Indonesia has accordingly, been considering the possibility to accede the Convention, however, there are some internal problems, such as economic, politics and other internal conditions, hindering the process of accession.

Recognising the importance of the Convention, the Government of Indonesia is undertaking a cross-sectoral internal consultation, among others through a workshop, which will be undertaken in few months. Meanwhile, consultation with local authorities will also be undertaken in order to obtain more supports from local communities and local Governments.

After these consultation processes, the Government of Indonesia will, proceed with the formalities required for accession. At this juncture, Indonesian Government is unable to establish the time frame on when Indonesia would be able to officially accede the Convention.

Thank you,

I MADE SUBADIA
Director General

Islamic Republic of Iran**“Preparations for Accession to the CMS”****Seventh Meeting of the Conference of the Parties (COP7)
of the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals
Bonn, Germany, 18-24 September 2002****Introduction**

The Islamic Republic of Iran is located in southwest Asia, bordering in the south with Persian Gulf and Oman Sea and from the north with the Caspian Sea. Iran possesses an extremely diverse fauna and flora, partly because of its great range of habitats from permanent snows to deep deserts and from lush deciduous forests in the north to palm groves and mangroves in the south - and partly because of its position at a crossroads between three major faunal regions. The greater part of the country is situated in the Palearctic Region, with typically Western Palearctic species predominating throughout the northwest, west and central parts of the country and some typically Eastern Palearctic species extending into northeastern Iran in the highlands of Khorasan. In southern Iran, two other faunal regions have a pronounced influence: the Indo-malayan Region in the southeast, and the Afro-tropical Region in the extreme southwest. About 125 species of mammals and 500 species of birds have been recorded, while at least 270 species of fish (including 33 endemic species) are known from the Persian Gulf and Caspian Sea. A recent checklist records over 1,000 species of fish as being known to occur or potentially occurring in Iranian fresh and salt waters.

The Islamic Republic of Iran has constantly played a significant role in regional and international activities in order to protect the environment. Iran hosted an international conference in the city of Ramsar in 1971, which adopted an important environmental instrument on wetlands so called: “Ramsar Convention on Wetlands.” By the end of 2001, a total of 21 wetlands with an area about 1.5 million hectares were included in the Ramsar List. Iran participates in the UNESCO Man and the Biosphere Program, and in 1976 had designated nine Biosphere Reserves covering a total of 2,775,096 hectares. Four of these Biosphere Reserves namely: Arjan, Hara, Uromiyeh and Miankaleh are of international importance. The Islamic Republic of Iran has also acceded to the Regional Convention for Cooperation on the Protection of the Marine Environment so called ROPME in the Persian Gulf, and accepted its Action Plan for the Protection and Development of the Marine Environment and the Coastal Areas. Iran also signed an agreement with the Caspian Sea littoral states (CEP) to combat pollution in the Caspian Sea in 1992. The Iranian government is happy to announce that during the 7th meeting of the littoral states of the Caspian Sea, held in July 2002 Tehran, the text of Convention for the Protection of the Marine Environment of the Caspian Sea was finalized and the coastal states prepare themselves to hold signing ceremony in the near future.

The environmental protection law enacted in 1974 is the major legal instrument for environmental conservation in Iran. According to this act four categories of natural protected areas have been established in Iran, which are managed by the Department of Environment. By August 2002, the system of protected areas in Iran included 16 National Parks, 31 Wildlife Refuges, 89 Protected Areas,

13 National Nature Monuments and five Protected Rivers, totaling at least 11,717,195 hectares covered over 6.8% of the country. In addition, until now there are 88 Non-Hunting areas under management of DoE, with a total area of 5,205,212 hectares.

Iran is a country home to 3 migratory species currently listed on CMS Appendix I, about 150 species listed on Appendix II and 13 species listed on Appendix I & II. Of particular interest to CMS, Iranian coasts constitute an important nesting ground for the sea turtles. Iran also has important staging, breeding and wintering sites for a considerable number of bird species migrating across between Eurasia and Africa. These include the Siberian Crane *Grus leucogeranus*, Lesser Kestrel *Falco naumanni* and the Ferruginous Duck *Aythya nyroca*, both listed in Appendix I and II

| Animal Groups | Appendix I | Appendix II | Appendix I/II | Total |
|--------------------|------------|-------------|---------------|-------|
| Aves | | 128 | 15 | 143 |
| Mamala | 3 | 19 | | 22 |
| Aquatic | | 2 | 4 | 6 |
| Grand Total | 3 | 149 | 19 | 171 |

In March 1997, the Islamic Republic of Iran began to formulate a National Biodiversity strategy and Action Plan. Iranian government policy formulation and implementation has been guided by a series of Five-year Development Plans. The current Five-year National Socio-Economic Development Plan was initiated in March 2000 and gives more prominence to environmental issues than the previous plans.

Iran has joined, a *Memorandum of Understanding concerning Conservation Measures for the Siberian Crane* (MoU) in 1993 and another MoU for Slender-billed Curlew, both, under the auspices of the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals (CMS) to help further protect and conserve these important endangered species. Under the CMS MoU (updated in 1998), the participating Range States have committed to identify and conserve wetland habitats essential to the survival of Siberian Cranes, to co-operate with international organizations and other Range States and to develop a long-term Conservation Plan (updated at the Fourth Meeting of the Parties to the MoU in May 2001). Since the MoU entered into force, the CMS Secretariat has convened four fruitful meetings of experts from the Range States in Russia (May 1995), India (November 1996), Iran (December 1998) and USA (May 2001) respectively. The Governments requested CMS and ICF to co-ordinate implementation of the Conservation Plan, and to undertake the necessary preparatory work for a study of the environmental situation in the ecosystems inhabited by this migratory species. To date, resources allocated for implementation of the Conservation Plan have been inadequate to include the broader aspects of wetland ecosystem management, a shortfall that this project seeks to address.

GEF project on Wetlands for Siberian Cranes

Following a period of intensive preparation led by the International Crane Foundation (ICF), a Global Environment Facility (GEF) project on the Conservation of the Globally Significant Wetlands and Migratory Corridors required by Siberian Cranes and other Globally Significant Migratory Water birds began in March 2000. Project proposal discussed at the third Siberian Crane range country meeting held at Ramsar, I.R. Iran in December 1998, and a preliminary draft of work plan approved by the

meeting and appended to the proposal. The PDF B phase of the project, which covers China, the Islamic Republic of Iran, Kazakhstan and the Russian Federation, completed in March 2001 with the submission of a comprehensive six-year Full Project proposal. The project is being implemented through UNEP, and is being coordinated by ICF and the Convention on Migratory Species. The Project aims at conserving the critical sites that are used by Siberian Cranes for breeding (in Russia), staging during migration (all four countries), and the main wintering grounds (in China and Iran). Plans will be developed to conserve the overall biodiversity at selected wetlands, most of which are of international importance for a variety of reasons. The project will focus on specific management activities at these sites, and will also strengthen co-ordination of the flyway site networks used by the Siberian Cranes in Eastern and Central Asia, in cooperation with existing initiatives including the CMS MoU concerning Conservation Measures for the Siberian Crane, North East Asia Crane Site Network, and the Asia Pacific Migratory Waterbird Strategy.

Activities towards Accession to the CMS

In order to pave the way for accession to the CMS and related agreements such as AEWA, The Iranian government has rendered several endeavors, which are as follows:

1. According to the constitution, accession to any multilateral agreement requires adequate justifications and needs legal proceedings, such as signing the instrument by a high-level governmental official and ratification by the parliament. To this end, the Department of Environment and the Ministry of Foreign Affairs have prepared and presented necessary reports to the cabinet for its approval. It is hoped that in 2003 the Convention on Migratory species will be ratified by the Parliament and therefore Iran joins the other parties to the CMS.
2. Two years ago, a new national project namely, National Project on Wetlands have been launched in Iran with the financial assistance of the GEF and cooperation of Ramsar Convention on Wetlands and UNDP. The document project is at the stage of finalization. It covers 4 sites so called: Orumyeh, Miankaleh, Arjan and Parishan, and Khour-e-Khouran which will be managed in 2 phases.
3. A project under the title of “Wetlands’ Inventory” was initiated last year in Iran, which was financed completely by the government and supported by several national NGOs. In this project all pieces of information on the wetlands across the country will be collected and kept in a database.
4. Recently a project has been drafted with the cooperation of UNDP in order to recover Hamoon Wetlands, which was dried up in recent years due to drought and damming in Afghanistan. It is worthy of attention that Hamoon wetlands are surrounded by large desert areas and recognized as a major waterfowl habitat of international importance. It is hoped that with the assistance of the International environmental bodies, donor communities and finally with the cooperation of the neighboring country, we would be able to recover these wetlands.

In conclusion, the Iranian government makes every effort to accede to the convention. However, like every other commitment there is a need for enabling activities and enhancing the national capacity to meet the expectations arising from the joining the Convention. Therefore, we welcome any contribution from the international community particularly the CMS secretariat and the donor community for the better implementation of the provisions of the Convention. We really believe that cooperation and coordination among the parties to the Convention is the only way to conserve our endangered natural resources.

**Statement by the head of the Liberian delegation,
Hon. Abraham B. Krome, Jr.,
Deputy Minister for Sectoral and Regional Planning,
Ministry of Planning and Economic Affairs**

To: Minister of Environment Germany
Deputy Executive Director UNEP
Executive Secretary CMS
Director of AEWA
Delegates

On behalf of the government of Liberia it is a pleasure to participate in the Seventh Meeting of the Conference of the Parties of CMS and the Second Meeting of the Parties to the Agreement of African and European Water birds.

We strongly support the concept of building innovative partnership between government, private sector and civil society for financing and fostering growth and development. The Government of Liberia is strongly committed to the aims and objectives of the CMS. We are party to six major environmental conventions: CITES, Convention on Biodiversities, CCD, POP, RAMSAR and Convention World Culture and Historic Heritage

I wish to inform that Liberia wishes to join the Conference of the Parties of CMS through accession and ratification of the CMS Convention. It is our hope that before the end of next year the government and people of Liberia will complete the task.

We thank you.

Mr. Chairman
Distinguished Participants
Ladies and Gentlemen

It is a great honor for me to address the distinguished participants. And I would like to thank the organizers for providing me the opportunity to participate in this important convention. Moreover, I feel honored to have the opportunity to share experiences with the distinguished participants present here about Nepal's initiatives on biodiversity conservation.

Nepal is a small, land-locked mountainous country between China and India. Separating the Tibetan highland in the north and the fertile Gangetic Plains to the south, Nepal (Area: 147,181 sq. km., 26° 20' N – 30° 27' N and 84° 4' E-88°12' E), with its diverse topography (elevation range: 60-8,848 m) and climatic zones (subtropical-arctic), harbors biological riches of both the Indo-Malayan and Palaeoarctic realms, including endemic Himalayan floral and faunal elements. Nepal supports a variety of ecosystems that are globally scarce. The country has 29 % forested area, 10.6 %; shrublands and degraded forest and 12 % grasslands. Seventy-five vegetation types have been identified. Estimates on the number of plants and animal species vary, but there are over 6,500 species of flowering plants; over 1,500 fungi species; and over 350 species of lichens. About 370 species of flowering plants are considered endemic to Nepal and about 700 species are known to possess medicinal properties. Faunal diversity in these habitats is equally impressive, as they contain about 181 mammal species, 858 bird species including 6 species of endemic pheasants, 147 reptile and amphibian species, 180 species of fish, 640 species of butterfly, and approximately over 6,000 species of moth. Of these 26 mammals, 9 birds and 3 reptiles are endangered, vulnerable or threatened (National Parks and Wildlife Conservation Act 1973). Examples are the:

Gharial (*Gavialis gangeticus*),
Bengal florican (*Eupodotis bengalensis*),
Lesser florican (*Sypheotides indica*),

Gangetic dolphin (*Platanista gangetica*),
Hispid hare (*Caprolagus hispidus*),
Red panda (*Ailurus fulgens*),
Clouded leopard (*Neofelis nebulosa*),
Snow leopard (*Panthera unicia*),
Tiger (*Panthera tigris*),
Asian elephant (*Elephas maximus*),
One-homed rhinoceros (*Rhinoceros unicornis*),
Musk deer (*Moschus crysogaster*),
Swamp deer (*Cervus duvauceli*), and
Wild buffalo (*Bubalus bubalis*).

Owing to their unique natural and cultural characteristics, of nine, two National Parks have been declared World Heritage Sites. Likewise, the Koshi Tappu Wildlife Reserve that lies in the floodplains of the Saptu-Koshi in East Nepal is the first Ramsar Site in Nepal. Besides, being an important winter-

ing ground for migrating birds, the reserve shelters the last surviving population of the wild water buffalo.

Despite biological richness and scenic splendors, Nepal faces some of the most serious conservation threats besetting any nation in the world today. Nepal is also one of the least developed countries in the world. Due to the country's fragile geological structure, soil erosion and landslides are common phenomenon. Fragmentation of pristine wildlife habitat and human induced activities pose threats to populations of tigers, rhinoceros, wild Asian elephant.

Nepal entered into the modern era of wildlife conservation with the enactment of the National Parks and Wildlife Conservation Act in 1973. The Department of National Parks and Wildlife Conservation presently works with 16 Protected Areas covering more than 18 percent of the country's land and representing 80 out of 118 forest ecosystems. The conservation policy has evolved from strict protection of species and habitats to landscape approach to promote ecoregional conservation. The 10th Five Year Plan of His Majesty's Government of Nepal also places high priority to the sustainable management of the natural resources and biodiversity conservation to promote sustainable development in the country.

With the objective of reducing biotic pressure in the PAs and fulfilling local people's needs of forest products, the government has made the legal provision of establishing bufferzones around the protected areas. The objective of having BZ is to generate local people's support in biodiversity conservation. The long-term objective is to win local people's support and stewardship in conservation.

The Bufferzone Regulation has the provision of plowing back 30-50 percent revenue generated by the park/reserve into community development activities in the bufferzone of the respective parks/reserves.

At the international level, Nepal has signed several conventions including CITES, RAMSAR, WHS, CBD etc.

Since that, the convention on the conservation of migratory species of wild animal focuses on conservation and sustainable utilization of migratory species over their entire range, Nepal also recognizes migratory species of wild animals as a globally important resources as well as an important component of global biological diversity.

We are also concerned about the protection of migratory species in its entire range. We all are aware that, very often, national effort is not enough to save certain species of wildlife. So, Nepal is seeking international support for the conservation of globally important biodiversity in the country. Our past and current national policies also advocate conservation and wise use of biodiversity while combating the threats to migratory species of wild faunas.

The status and conservation efforts of wildlife may be different in different range states. Therefore, we feel the need for strong and comprehensive measures to enhance effective conservation across the range states. We believe CMS is playing a great role by providing leadership to consolidate international cooperation for the effective conservation of migratory species throughout its range states. I am optimistic about Nepal joining the international convention to conserve the migratory species by the next COP.

Thank you.

Statement of Syrian Arab Republic to the CMS

Syria has ratified the most Conventions and Agreements related to Biodiversity components protection:

- Convention on Biological Diversity.
- RAMSAR Convention.
- Desertification Combat.
- ACCOBAMS Agreement.
- Barcelona Convention.

And on 14/9/2002 Syria ratified AEWA.

Syria has finished:

- National Country Study on Biodiversity.
- National Strategy and Action Plan on Biodiversity, which had been ratified by the High Council for Environment Protection on 13/5/2002.

Syria has declared 16 protected areas, which represent different ecosystems and have high importance for many migratory species of birds.

More than 5 medium and big projects had been begun in these protected areas.

Re-habitation of Arabian Oryx and Arabian Gazelle happened in 3 protected areas.

Many procedures, activities and projects have been implemented to conserve and protect the forests, Steppe, freshwater and marine Biodiversity.

Many public awareness campaigns related to the importance of the Biodiversity components have been implemented.

Syria and CMS:

Syria had prepared all national necessary steps to sign and ratify the CMS convention. It is sure that Syria will ratify the CMS Convention no later than the end of December 2002.

**7-th Meeting of the Conference of the members of the Bonn Convention
(Bonn, Germany: 18-24.09.2002)**

Addressing to the participants of the Conference

I would like to address you and greet you on the behalf of the President of the Republic of Macedonia, the Macedonian Government, the Minister of Environment and Physical Planning, the Minister of Foreign Affairs, the Macedonian Committee of Migratory Wild Species and on my behalf as a National Focal Point for the Bonn Convention.

Taking part at this Conference in Bonn today, I would like to express my gratitude to the German Government - Depositor of the Bonn Convention, the Executive Secretary of the Secretariat of KMV for the invitation and the financial support they give to our country.

As you already know, the Republic of Macedonia ratified this Convention by Law adopted in 1999, and it entered into force for our country on November 1st, the same year.

In the past three years our members in CMS have actively participated in the work of the committees and the expert groups of UNEP/CMS and the meetings of the members of the two regional Agreements which were also ratified by Macedonia: the Hague Agreement (AEWA) and the London Agreement (EUROBATS).

Today we can conclude with pleasure that the implementation has been successfully realized and that is a stimulus to continue participating in this process.

Although the Bonn Convention, together with the other 5 international Conventions for biodiversity management (CBD, CITES, WHC, Ramsar, Bern) are not in the sphere of the economy, the attitude of the Macedonian Government is that they are of a special significance for the future sustainable development of our country, for they are based on higher civilization principles equally for all the countries in the world. In these frames we see the perspective for integral protection, conservation and development of the migratory wild animal species and their natural habitats. We consider that only by joint appearance of all the member countries of this Convention and the other international documents, our partners (specialized agencies of UN, Council of Europe, EU and other) we would be able to implement the components of the ambitious Action Plan.

Guided by these principles, the Macedonian Government through the responsible ministries, together with the scientific and expert institutions, the Agencies of the units for local self-government and the non-governmental organizations will continue intensifying the activities for full implementation of the provisions from the Bonn Convention in our national legislation. The Strategic Action Plan would be realized through quality programmes and projects for conservation of the bio centres and bio corridors of the wild life. The Ministry of Environment and Physical Planning is the main bearer of the project for preparation of the National Strategy and Action Plan for Biodiversity. There are special chapters in them on the integral protection, conservation and development of the basic components of the biodiversity, with a special review of the rare, autochthonous, relict and endangered wild animal species.

Having in mind that after the successful overcoming of the last year war crisis in Macedonia, the Macedonian Government has signed more bilateral, sub-regional and other international Agreements, especially with our neighbours and the members of EU, we consider that good conditions were created for realization of projects from our area: studying, monitoring, proclaiming especially significant areas, creating national bases of relevant information and other data on the numerical value of the populations

and the status of protection of the wild migratory species, issuing joint publications, CD-Roms and other materials.

With a special respect to your increased interest for our activities in this area, I would like to inform you that you can get relevant data and information by visiting the web-site of UNEP/CMS and our web-site on the Internet.

Although a country in transition, with modest financial resources, we are rich with natural resources and biodiversity - significant for the future sustainable development on a regional and global level.

Once again we call for all the parties of the agreement and the international scientific, expert and financial institutions for cooperation in order to achieve the common goals.

I wish you a successful work at the Conference.

Thank you for your attention.

Bonn: 18 September 2002

Aleksandar Nastov, M. Sc.
Delegate of the Republic of Macedonia
National Focal Point for CMS
Executive Secretary of MBC



REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DE TIMOR LESTE
MINISTRY OF AGRICULTURE, FORESTRY AND FISHERIES
Dili, Timor-Leste
STATEMENT FOR EAST TIMOR'S ACCESSION TO THE CONVENTION ON THE
CONSERVATION OF MIGRATORY SPECIES OF WILD ANIMALS

On behalf of the government of the República Democrática de Timor-Leste, I would like to formally express our intention to become one of the signatories of the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals. The República Democrática de Timor-Leste believes in the Fundamental Principles of the convention that all migratory species of wild animals needs to be protected and conserved.

Timor-Leste, being one of the islands in the Asia pacific region, serves as migration point for bird species from neighboring countries such as Australia and Indonesia. In the same way, marine species in Timor-Leste seawater also migrates to Australia and the neighboring Province of Indonesia.

Timor-Leste, being the newest country of the millennium is currently developing policies and strategies for sustainable management of its natural resources. One of the main objectives is also to protect and conserve migratory species. Some of the actions that Timor-Leste government had undertaken through the Department of Forestry of the Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries are as follows:

1. Education of communities adjacent to the forest and protected areas where the migratory birds temporarily stays;
2. Declaration of migratory bird's habitat into National Park and Protected Area; and,
3. Integration of the protection and conservation of migratory species in the National Forestry Policy Statement.

The accession of Timor-Leste to the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals can be materialised in two (2) years time. This period will give enough time to the Government to finalise its natural resource policies and management strategies.

Signed:

ESTANISLAU ALEIXO DA SILVA
Minister of Agriculture, Forestry and Fisheries
República Democrática de Timor-Leste
Date: _____

STATEMENT
of the Observer Delegation of Viet Nam
to the Seventh Conference of the Parties
to the Convention on Migratory Species
of Wild Animals
(Bonn, 18 - 24/9/2002)
Delivered by: Dr. Dao Manh Son, Head of the Delegation

Madam Chairperson,
Ladies and Gentlemen,

First of all, please allow me to congratulate you upon your unanimous election.

As you all may know that Viet Nam is located in the tropical region and is one of the top ten centers in the world in terms of bio-diversity. Viet Nam's bio-diversity is seen in the numbers of plants, species with some very special and new ones to the world, including big animals discovered recently; the diversity of various landscapes and ecosystems. The Government of Viet Nam pays much attention to the protection of bio-diversity and has issued a number of policy documents and legal instruments to this end. Viet Nam has also ratified or acceded to a number of international legal instruments to protect or conserve bio-diversity, such as the following conventions:

- Convention for the Protection of the World Cultural and Natural Heritage.
- Convention on Wetlands of International Importance (Especially as Waterfowl Habitat).
- Convention on Biological Diversity.

Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora in the region, Viet Nam is a signatory to the Memorandum of Understanding on ASEAN Sea-Turtle Conservation and Protection and the Memorandum of Understanding on the Conservation and Management of Marine Turtles and their Habitats of the Indian Ocean and South-East Asia.

Viet Nam is not yet a party to the CMS, but it has participated in some activities sponsored by CMS and CMS has supported Viet Nam to hold a training workshop on marine turtle conservation and conduct a survey on the distribution of small cetaceans in Viet Nam's coastal waters. The Deputy Executive Secretary of the CMS Secretariat, Mr. Douglas Hykle also visited Viet Nam in 2001 to give a briefing session on the Convention to staff of the concerned ministries/agencies. With financial assistance from Danish International Development Agency, IUCN - The World Conservation Union in Viet Nam, WWF Indochina and TRAFFIC Southeast Asia-Indochina are cooperating in the development of a marine turtle conservation programme for Viet Nam. Through the above-mentioned activities, Viet Nam understands more about the roles played by CMS in the development and conservation of bio-diversity, particularly of the migratory species of wild animals.

Viet Nam is a range state for a number of migratory animals, such as bird, mammal and reptile species. Therefore, Viet Nam will accede to the CMS in the VERY NEAR FUTURE. We do hope that in the next meeting of the Conference of the Parties, Viet Nam will participate as a Party, not as an observer anymore.

Thank you very much Madam Chairperson.

STATEMENT OF THE REPUBLIC OF YEMEN

Mr Chairman,
Distinguished Ladies and Gentlemen,

Firstly, on behalf of the Government of Yemen, I would like to express my sincere gratitude to the Government of Germany and the CMS Secretariat for enabling Yemen to be represented as an observer at this important meeting.

It is an excellent opportunity to be able to attend this meeting and to participate in all the discussions and activities throughout the meeting.

I would like to inform you that the Prime Minister of Yemen signed the legislation regarding accession to the Bonn Convention in April this year. Unfortunately it was mistakenly sent to the wrong address and thus there has been some delay in the final processing.

As you are aware, Yemen is situated in South-West Asia. It has a varied topography which includes coastal areas, deserts and mountains ranging from sea level to more than 3000m above sea-level. Yemen also has a rich biodiversity including migratory species which require local, regional and international conservation efforts and cooperation.

I would like to inform you that Yemen has signed several conventions including CBD, CITES etc. We are sure that CMS is playing an important role in providing leadership to consolidate international co-operation for the conservation of migratory species.

I am grateful to the Executive Secretary of the Convention of Migratory Species for inviting Yemen which will soon be a fully-fledged Party to the Convention to attend COP7. This is a good opportunity to learn and to make first contacts for Yemen's future involvement in the Convention's implementation.

I wish the 7th Meeting of the Conference of Parties every success.

Bonn, 18 September 2002

CMS COP7

Opening Statements of Observer Organizations

- **BirdLife International**
- **Humane Society International Inc – Australian Office**
- **International Council for Game and Wildlife Conservation**
- **Whale and Dolphin Conservation Society**

Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals
Seventh meeting of the Conference of the Parties - Bonn, 18-24 September 2002



WELCOMING STATEMENT

by

BirdLife International

BirdLife International welcomes all delegates to this significant milestone in the story of the CMS. Significant because of the huge development of scientific work through the Scientific Council, with technical input from collaborating bodies such as BirdLife. Significant also because of the maturing of this Convention's institutional structures, institutionally and regionally, and its cooperation arrangements with other Conventions. Significant perhaps most of all because of the spotlight shining on multilateral environmental agreements and what they have to deliver in the "post-Johannesburg Summit" political climate of the 21st Century.

We urge Parties at this COP to approve an adequate budget for the crucial work the Convention must do for the benefit of migratory species with urgent conservation needs.

We look for improvements in the processes the Convention has for seeking and evaluating worthwhile project proposals, and in particular for efficiently releasing grant allocations for those projects.

We urge Parties to support the specific proposals in front of this meeting for addition of bird species to the Convention Appendices, for more specific performance measurement of the activities of the Convention, and for actions on bycatch, electrocution of birds on power-lines, impact assessment, wind-turbines and other cross-cutting issues affecting migratory species.

BirdLife is a central partner in the work of the Convention, providing expert advice and data resource services at global level, but also involvement in on-the-ground implementation by Contracting Parties and others at national and local level. This benefits from our worldwide network of member organisations, volunteers and civil society.

We look forward to working with you this week, and in the coming triennium, to making a visible difference to the fortunes of migratory birds – and doing this in away that will give the world some confidence in what a well -organised intergovernmental instrument can do.



Humane Society International Inc - Australian Office

P O Box 439, Avalon NSW 2107 Australia

www.hsi.org.au

Telephone: +612 9973 1728 Facsimile: +612 9973 1729

Opening Statement to CMS COP 7

Bonn 18-24 September 2002

Humane Society International (HSI) is pleased to attend the 7th Conference of the Parties to the Convention on the Conservation of Migratory Species in Bonn, Germany. HSI commends all participating governments for the excellent work that is being carried out under the auspices of the CMS. However, the world's migratory species, particularly those that are threatened, still require much additional work and, therefore, HSI urges the parties to continue to enhance protection and conservation of these species.

Since COP 6 HSI has been actively involved in the successful negotiation of the Agreement for the Conservation of Albatross and Petrels and the Memorandum of Understanding for the Conservation and Management of Marine Turtles and their Habitats of the Indian Ocean and South-east Asia. HSI is already contributing to concerted action for these species as a member of the Recovery Teams for albatross and petrels and for marine turtles in Australia. We are now looking forward to assisting with regional cooperation for these species through the CMS agreements.

Both of these agreements are of extreme importance for the conservation of the species involved and HSI urges signing and/or ratification by all range states as a matter of urgency. Further, we call on all range states to begin immediate implementation of the measures in each respective Action Plan, regardless of whether formal adherence to these agreements has been finalised.

HSI is also a member of the Australian Recovery Team for the Great White Shark and we strongly congratulate the Australian Government for proposing the listing of this species on Appendix I and II of the CMS Convention. HSI anticipates strong protection for this threatened species across its global range and asks that range States begin cooperative conservation efforts.

HSI has a long involvement and commitment to international marine mammal protection. HSI holds particular concerns for the dugong and we urge the parties to commit to greater regional cooperation to improve its conservation status. Lastly, we welcome the cetacean species that are being proposed for listing in Appendix I and II of the CMS convention. We look forward to the CMS playing an important role in facilitating regional cooperation for the conservation of cetacean habitats and migratory pathways, complimenting protective measures given to cetaceans in other conventions.

CIC

International Council for Game and Wildlife Conservation
Conseil International de la Chasse et de la Conservation du Gibier
Internationaler Rat zur Erhaltung des Wildes und der Jagd



**Convention on Migratory Species:
7th Conference of the Parties, Bonn, 18-24 September 2002**

- Opening Statement of CIC -

Founded in 1930, the CIC is a politically independent advisory body, internationally active on a non-profit basis. With worldwide renown scientific capacity the CIC assists governments, the UN System Agencies and environmental organizations to maintain natural resources by sustainable use. Membership is made up of more than 30 Member States, mostly represented by the Ministry responsible for wildlife management, organizations as well as individuals. The work of the CIC's local Delegations in over 80 countries is supported by Commissions and Working Groups specialized in particular fields (i.e. Migratory Birds, Holarctic Big Game, Tropical Game, Sustainable Use, etc.). Current priorities of CIC's work are Wildlife Management Education, the building of a foundation for indigenous hunters, fishers, gatherers and their habitat as well as cross-border wildlife management programmes.

"Wildlife Management Across Borders" is indeed a cornerstone of all CIC programmes and projects. Bridging borders for wildlife and people: this orientation for actions of CIC comes very close to the aims and purposes of the Bonn Convention on Migratory Species (CMS).

As in the past, CIC continues to promote *CMS* as a practical legal instrument for the conservation of f wildlife and wildlife habitats on a global scale and actively supports the development and implementation of the Convention's tools. Slender-billed curlew, Great Bustard and Bukhara deer are species, for which CIC and CMS cooperated in the past: other joint activities will follow! CMS and CIC share the vision of bridging countries and continents for the conservation of migratory species and their habitat. The sustainable use of these species forms integral part of these conservation efforts. CIC will remain a strong partner of CMS and wishes the Convention best of luck for the future!



Opening Statement

WDCS, the Whale and Dolphin Conservation Society, is the global voice for the protection of cetaceans and their environment. Our objectives are to reduce, and ultimately, eliminate the continuing threats to cetaceans and their habitats, and to raise awareness of cetaceans and educate people about the need to address the continuing threats to their welfare and survival.

WDCS considers the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals (CMS) to be a vitally important Convention. We congratulate CMS, its Parties and dedicated Secretariat on its work to date on cetacean conservation. However, we also recognise that the need to secure a greater level of protection for cetaceans on a global scale has never been greater.

As highly migratory species occurring over the global commons, and often outside of national jurisdictions, cetaceans are particularly vulnerable to change in their critical and often little understood habitats. There is also growing evidence that they are being impacted by climate change, pollution, fisheries and other factors that are most often difficult to monitor. CMS is mandated to address all of these threats through listing on its Appendices, and the development of regional agreements.

WDCS has committed itself to working within CMS and its regional agreements for the conservation of small cetaceans in the North and Baltic Sea (ASCOBANS) and cetaceans in the Mediterranean and Black Sea (ACCOBAMS). Our commitment is reflected by our contribution at various meetings of these Agreements over a number of years and through ongoing provision of essential global information on threats that cetaceans currently face, including fisheries interactions, noise and chemical pollution, direct kills, habitat degradation and global warming. WDCS is also honoured to have been recognised as an official ACCOBAMS Partner organisation.

Over the past decade, WDCS has supported over 80 cetacean conservation field projects in 40 countries, spanning six continents. WDCS is acutely aware that such programs can only be successful with the full support of local people and aims to work with local researchers and policy makers wherever possible, to ensure long-term solutions.

In addition to the core science that is a part of most field projects, WDCS also regularly contributes to a number of important scientific fora, such as the Scientific Committee of the International Whaling Commission and writes substantive research and overview papers on a range of topics for submissions to specialist and peer reviewed journals. WDCS is also involved in the political arenas that determine the fate of many of the world's cetacean populations, and contributes both scientific and policy advice to a range of international bodies.

To be truly effective, WDCS believes that cetacean conservation must take place both within domestic jurisdictions and on the high seas. The logical progression of CMS's current work would be to work towards conservation mechanisms in Southern Hemisphere oceans. WDCS is particularly committed to progressing further conservation work in the Indian Ocean region and will be pleased to contribute to other initiative in areas such as the south and central Atlantic, the Southeast Asia and the South Pacific. This requires preparatory work, commitment to research and mitigation training in many regions. We hope that this can be considered as part of a long term program for CMS, CMS Range States and WDCS, in partnership, as we work towards cetacean conservation in the world's oceans and rivers.

WDCS has developed a number of briefings for this Conference of Parties and we would be pleased to provide these to delegates and discuss with you any of the proposals relating to cetaceans. Our briefings include:

- WDCS Great Whales – Document with information in support of the great whale Appendix I and II nominations
- WDCS Orca - Document with information in support of the orca Appendix II nomination
- WDCS Intro – Introduction to the conservation work of WDCS as it relates to CMS and CMS listed species
- We urge you to support the proposals for listing the seven cetacean species on the Appendices.

We thank the host country for its hospitality and wish all participants a successful and enjoyable meeting.

WDCS UK – Head Office

Brookfield House, 38 St Paul Street
Chippenham, Wiltshire, SN15 1LY
Tel +44 (0)1249 449500 Fax +44 (0)1249 449501

WDCS Deutschland

Goerdelerstr. 41, D-82008, Unterhaching
Tel +49 89 6100 2393 Fax +49 89 6100 2394

WDCS Australia

PO Box 720 Port Adelaide Business Centre
Port Adelaide, South Australia, Australia 5015
Tel +61 (0) 8 8242 5842 Fax + 61 (0) 8 8242 1595

www.wdcs.org

WDCS Reg Charity no: 1014705